UNIVERSITÉ PARIS I – PANTHÉON-SORBONNE

UFR 07 de sciences juridiques, études internationales et européennes

PRINCIPES DE RÉGULATION JURIDIQUE DE LA « MÊLÉE NORMATIVE » AU NORD-CAMEROUN

ESSAI D'ANTHROPOLOGIE DU DROIT

Thèse pour obtenir le grade de Docteur de l'Université de PARIS I

Discipline : DROIT

Présentée et soutenue publiquement par

Haoua Lamine

Le 23 novembre 2007

Directeur **Etienne LE ROY**
Professeur à l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne

Jury

Albert BOURGI
Professeur à l'Université de Reims

Marie-Claire FOBLETS
Professeure à l'Université de Louvain (Leuven)

Johanna SIMEANT
Professeure à l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne

Contact Haoua Lamine : hwl@wanadoo.fr

à Mohaman Yérima Lamine

à Sabine Moutarde

L'approfondissement, le perfectionnement, et enfin l'aboutissement de ce travail n'auraient pas pu avoir lieu sans le concours de plusieurs personnes, dont la participation, l'implication de prés ou de loin, sous quelle que forme que ce soit, m'ont été extrêmement précieuses.
Que ce soit : dans le cadre de mon enquête de terrain, dans le cadre universitaire, au sein du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, dans le cercle familial ainsi que dans le cercle amical.

J'exprime ici, à toutes ces personnes, ma profonde reconnaissance.

Avec une attention particulière à :
Abdoulaye O.D, Abdouraman O.D., Atikatou A., Christophe E., Evelyne B., Fadimatou A. (Toutou), Geneviève V., Lucie B. , Sabine M., Sara L., Louise V.

A mes professeurs (Michel Alliot et Etienne Le Roy)

A ma famille

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE 7

PREMIÈRE PARTIE DES ACTEURS FACE A UNE PLURALITÉ DE « RÉFÉRENCES » 36

TITRE 1 : DES ORDONNANCEMENTS NORMATIFS ENTREMÊLÉS 37

Chapitre 1 : Des conducteurs du droit dans la mêlée 39

Section 1 : Un maillage social particulier 39

Section 2 : Diversité des parcours et de stratégies 44

Section 3 : Diversité d'univers référentiels 59

Chapitre 2 : Diversités d'instances de régulation des conflits : Pluralité d'autorités 68

Section 1 : Différentes sources de fondements du « pouvoir de rendre la justice » 69

Section 2 : L'organisation judiciaire camerounaise ou le principe de dédoublement 82

Conclusion 108

TITRE 2 : TENTATIVE D'ENCADREMENT PAR UNE FIGURE IMPORTÉE 109

Chapitre 1 : Volonté d'instrumentalisation 110

Section 1 : La stratégie « d'incorporation » des responsables endogènes 111

Section 2 : Stratégies pour déjouer la « mêlée normative » 122

Chapitre 2 : Incidence du modèle importée 142

Section 1 : Incohérence du modèle importé 142

Section 2 : Nécessaire réadaptation du discours à la réalité 158

Conclusion 165

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE 166

DEUXIÈME PARTIE : LA PLURALITÉ DE « RÉFÉRENCES » ET LES MODES DE COMPRÉHENSION DE LA « MÊLÉE NORMATIVE » 168

TITRE 1 : PASSAGE DU PLURIEL AU PLURALISME 170

Chapitre 1 : Les pluralismes juridiques 172

Section 1 : La perspective classique du pluralisme juridique 174

Section 2 : La perspective critique ou radicale du pluralisme juridique 184

Chapitre 2 : Pour une grille de lecture moins ethnocentrique 209

Section 1 : Le cadre d'analyse occidental : un modèle questionné 210

Section 2 : Variabilité des montages normatifs 216

Conclusion 225

TITRE 2 : LA DYNAMIQUE CONTEMPORAINE DE LA « JUSTICE » 228

Chapitre 1 : Préalables pour une lecture dynamique de la régulation socio-normative 230

Section 1 : De la loi à la Référence 231

Section 2 : Les différentes formes d'acculturation juridique ou la problématique de la réception 239

Section 3 : L'internormativité 247

Chapitre 2 : quelles logiques de régulation des conflits ? 253

Section 1 : Transformations des paradigmes étatiques 256

Section 2 : Prise en compte du raisonnement de l'acteur : « Mise en jeu de l'ordonnancement » 271

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE 294

CONCLUSION GÉNÉRALE 295

BIBLIOGRAPHIE 305

GLOSSAIRE 335

ANNEXES 336

TABLE DES MATIERES 3678

Liste des abréviations et sigles

A.E.F. : Afrique Equatoriale Française.

A.F.A.D. : Association Française d'Anthropologie du Droit.

A.O.F. : Afrique Occidentale Française.

ALCAM. : Assemblée Législative du CAMeroun.

ARCAM. : Assemblée Représentative du CAMeroun

Art. : Article.

C.D.C. : Commission du Droit du Canada.

C.P.C.C. : Code de Procédure Civile et Commerciale.

C.S. : Cour Suprême.

C.S.C. : Cour Suprême du Cameroun.

C.S.C.O. : Cour Suprême du Cameroun Oriental.

CEMAF : Centre d'Etudes des Mondes Africains (Unité mixte de recherche).

D. : Décret.

E.J.A : Encyclopédie Juridique de l'Afrique.

G.I.P : Groupement d'Intérêt Public ("Mission de Recherche Droit et Justice »).

J.O.C. : Journal Officiel du Cameroun.

J.O.C.F. : Journal Officiel du Cameroun Français.

J.O.C.O.R. : Journal Officiel du Cameroun Oriental.

J.O.R.F.C. : Journal Officiel de la République Fédérale du Cameroun.

J.O.R.U.C. : Journal Officiel de la République Unie du Cameroun.

J.O.T.C. : Journal Officiel des Territoires du Cameroun.

J.O.T.O.A.C. : Journal Officiel des Territoires Occupés de l'Ancien Cameroun.

L.A.J.P. : Laboratoire d'Anthropologie Juridique de Paris I.

N.E.A. : Nouvelles Editions Africaines.

ONU. : Organisation des Nations Unies.

Ord. : Ordonnance.

ORSTOM : Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre – Mer.

R.C.D. : Revue Camerounaise de Droit.

R.D.P.C. : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais.

R.J.P.I.C. : Revue Juridique et Politique Indépendance et Coopération.

R.J.P.U.F. : Revue Juridique et Politique de l'Union Française.

R.S.D. : Revue Sénégalaise de Droit.

SDN. : Société Des Nations.

T.P.D. : Tribunal de Premier Degré.

T.P.I. : Tribunal de Première Instance.

U.C. : Union Camerounaise.

U.N.C. : Union Nationale Camerounaise.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le Cameroun au pluriel

Limité aux confins du nord par le Lac Tchad et ouvert sur l'Océan Atlantique au sud, cet Etat de l'Afrique centrale est limitrophe à l'ouest du Nigeria, au nord-est du Tchad, à l'est de la République centrafricaine et au sud du Congo, du Gabon et de la Guinée-équatoriale[1].

L'extension en latitude[2] de ce pays à la forme triangulaire explique son climat et sa végétation intertropicale qui représentent un condensé de l'Afrique. Le sud offre un climat équatorial avec la plaine côtière et une forêt dense à l'intérieur des terres, puis en direction du Nord le climat se rapproche du type sahélien avec la savane dans la partie centrale, et la steppe aux abords sud du Lac Tchad.

Les richesses naturelles[3] de ce pays ont favorisé le peuplement et excité parfois la convoitise.

La République du Cameroun[4], dont la superficie actuelle est de 475 440 km2, est peuplée d'environ 15 millions d'habitants[5].

Ce pays surnommé, avec raison, *Afrique en miniature*[6], semble être le point de rencontre de toute sorte de diversités tant sur le plan géographique et climatique que sur le plan humain et sur le plan de l'histoire coloniale. Dans le cadre de notre réflexion sur les principes de régulation juridique, nous nous focaliserons sur les deux dernières diversités :

- L'histoire coloniale

[1] Voir les cartes de l'Afrique et du Cameroun en annexe n°1.

[2] Entre les 2ème et 13ème degrés de latitude nord.

[3] Outre d'importantes ressources forestières, le Cameroun possède des gisements de bauxite au nord du pays. Des réserves de gaz naturel dont l'exploitation n'a pas encore commencé, des gisements de pétrole exploités au large de Douala. L'or est extrait en petite quantité, de même que le minerai d'étain et la pierre à chaux. Le réseau hydrographique offre un potentiel hydroélectrique considérable.

[4] Depuis son indépendance le 1 janvier 1960, c'est la troisième appellation de ce pays après la *République fédérale du Cameroun* le 1er octobre 1961 et la *République unie du Cameroun*, le 2 juin 1972.

[5] Estimation de l'année 2000, selon le Ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire camerounais, indicateur démographique de 1993. Le dernier recensement de la population camerounaise date de 1987 (10 493 655 habitants). Les résultats du prochain recensement sont attendus.

[6] GAILLARD Ph., *Le Cameroun*, Paris L'Harmattan, t. 1, 1989, p. 11.

Le schéma colonial[7] que l'on retrouve au Cameroun est beaucoup plus contrasté que le schéma classique. Il s'éloigne considérablement de la dissociation dichotomique entre, d'un côté, un droit occidental transplanté et, de l'autre, un droit non écrit autochtone, de nature coutumière[8], que l'on retrouve dans toutes les régions d'Afrique Noire touchées par la colonisation moderne. La particularité du schéma colonial camerounais vient de la pluralité des puissances coloniales : allemande, française et anglaise, et donc de la pluralité des droits occidentaux transplantés[9]. Pour notre étude, lorsque nous ferons référence au droit Occidental, il s'agira plus particulièrement de l'expérience de la France dans la mesure où cette puissance coloniale s'est étendue sur les quatre cinquièmes du territoire camerounais colonisé[10].

- La diversité sur le plan humain

Cette diversité se retrouve notamment sur le plan ethnique, linguistique, culturel, confessionnel et sur le plan de la coutume. Pour notre étude de terrain, nous nous sommes intéressée aux Peuls de la ville de Maroua, située à l'extrême Nord du Cameroun[11].

Si la « *la justice est rendue au nom du Peuple Camerounais* », comme le stipule l'article premier de l'Ordonnance n° 72/4 du 26 août 1972 modifiée[12], il faudrait s'attendre à ce que le phénomène de diversification qui donne à ce pays une dimension atypique n'épargne pas le domaine de la justice et par conséquent celui de la régulation juridique.

---

[7] Sur la détermination du statut de colonie ou de mandat voir OYONO D., *Colonie ou mandat international ? La politique française au Cameroun de 1919 à 1946*, Paris, l'Harmattan, 1992.

[8] Composé en réalité d'une multitude de coutumes fondamentalement africaines ou islamisées.

[9] Nous nous en tenons ici à la colonie avec occupation qui, à la différence de la colonie de type *comptoir* que le Cameroun a connue avec les Portugais, influence l'organisation socio-juridique des territoires colonisés. Pour un approfondissement sur les différents types de colonies, voir notamment LE ROY É., « Colonies », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 231-237.

[10] De 1884 à 1916 le *Kamerun* a été sous la domination allemande. Après la Première Guerre mondiale, le *Kamerun* allemand fut partagé en deux territoires confiés à la France : le *Cameroun* (pour 4/5) et au Royaume-Uni : le *Cameroon* (pour 1/5) par des mandats de la Société des Nations (SDN) en 1922. A la fin de la deuxième guerre mondiale, l'Organisation des nations unies (O.N.U.) renouvela ce mandat, sous la forme d'un régime de tutelle qui devait prendre fin le 1er janvier 1960 pour la partie qui était sous tutelle française et le 1 octobre 1961 pour la partie qui était sous tutelle britannique. Nous relevons que chacun des colonisateurs avait attribué un nom à ce territoire. Rappelons, pour la petite histoire, que l'origine du nom de ce pays remonte à 1472, lorsque le navigateur portugais Fernando Po découvrit l'estuaire du Wourri (fleuve secondaire et affluent de la Sanaga, principale porte d'entrée par la mer au port de Douala), qu'il baptisa *rio dos Camaroès* (rivières de crevettes). Par la suite, le mot *camaroès* adopte les déclinaisons sus-mentionnées.

[11] Voir la carte du Cameroun et celle du département du Diamaré dans lequel est situé Maroua, en annexe n°1.

[12] Modifiée par les ordonnances n° 72/21 du 19 octobre 1972 et 73/9 du 25 avril 1973 ; par les lois n° 74/3 du 25 juillet 1974, n° 76/17 du 8 Juillet 1976, n° 89/019 du 29 décembre 1989, n° 90/58 du 19 décembre 1990 et n° 98/008 du 14 avril 1998. Voir Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001, p. 565 et s.

Le choix du cheminement

Pour présenter la situation et l'étude de la « justice » au Cameroun, pays anciennement colonisé marqué par l'« *hétéroculturalité* »[13], ou, si l'on préfère, par la multiculturalité, plusieurs cheminements étaient envisageables :

- Nous aurions pu débuter par une présentation de la perspective dite officielle et étatique de la justice, une conception de la justice héritée du colonisateur, dont les nouvelles élites politiques de l'Etat indépendant sont mandataires. Une justice qui se veut moderne, c'est-à-dire occidentalisée, institutionnalisée selon des principes de séparation des pouvoirs et d'Etat de droit, caractéristiques de sociétés démocratiques dites avancées. Une justice, marquée par une forme, ou plutôt, un montage spécifique : l'Institution judiciaire. Structure imprégnée de la « *tradition juridique romano-canonique, annonçant l'ère dite moderne* »[14], en relation avec la vision judéo-chrétienne du monde[15].

Ensuite, d'une part faire une analyse des normes juridiques afin d'identifier les critères d'incrimination à partir du contexte local, pour voir comment le « citoyen-sujet de droit » s'adapte à cette justice dite aussi « formelle », dont la lecture « *est réalisée à partir du haut (de l'Etat) vers le bas (les formes populaires de règlement des conflits)* »[16]. Et d'autre part faire une analyse des politiques judiciaires.

- Ou inversement, partir du bas et observer comment le « citoyen-sujet de droit » se comporte vis-à-vis de cette justice exogène - dont les instances et le droit étaient initialement coloniaux - en recourant à des modes infra ou parajudiciaires dits aussi « alternatifs », « informels », « officieux » ou « illégaux » selon les cas[17]. L'analyse, ici, porterait sur l'influence ou non du comportement du « citoyen-sujet de droit » (sélection, évitement ou détournement de la

[13] KAMTO M., «Une justice entre tradition et modernité», *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, pp. 57-64, (p. 57).
[14] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique en Occident*, Paris, Fayard, 1999, p. 194.
[15] Voir les travaux du Laboratoire d'anthropologie juridique (LAJP Paris) sur les rapports entre le droit et la vision du monde, notamment ALLIOT M., «Anthropologie et juristique. Sur les fondements de l'élaboration d'une science du droit », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.283-305, LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice. Entre mimétisme et métissages*, Paris, Dalloz, série Regards sur la justice, 2004, p. IX.
[16] LE ROY E., « Afrique», in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp.9-15, (p. 9).
[17] Ces modes ne doivent pas être confondus avec la justice dite « indigène » ou « coutumière » par le colonisateur puis dite « traditionnelle » par la nouvelle équipe dirigeante de l'Etat Camerounais, qui l'a intégrée dans son organisation judiciaire.

justice dite officielle)[18] sur les politiques réformatrices du système judicaire et sur les pratiques juridiques et judiciaires.

Dans les deux approches (l'une réalisée par le haut et l'autre par le bas) le principal objectif de l'étude serait la recherche des fondements essentiels des accusations quasiment unanimes de « *carence et de faillite de la justice officielle* »[19] dans les Etats d'Afrique Noire en général et au Cameroun en particulier, ainsi que la recherches des fondements d'un perpétuel défaut de conformité entre la justice étatique et la réalité sociale de ces Etats. Défaut de moins en moins compréhensible.

- Un autre cheminement, fondamentalement différent des deux précédents[20], consiste à débuter la réflexion dans un contexte de « mêlée normative ». Par ce terme nous voulons non seulement souligner une certaine « *polycentricité* », dans le sens entendu par André Jean-Arnaud, comme une « *[…] multiplicité d'organes de régulation, au nombre desquels ceux de la traditionnelle régulation juridique ne sont pas toujours – ni forcément – prédominants. Par opposition à l'image traditionnelle d'un droit issu d'un seul centre, l'Etat-nation, la polycentricité désigne la multiplicité de centres de décision juridique dans un système donné […]* »[21]. Mais nous voulons surtout, à la suite de Roderick Macdonald[22], révéler la complexité normative qui va, dans des sociétés multiculturelles, au-delà de la constatation de plusieurs ordonnancements normatifs dans un même espace social. Cette complexité se constate aussi à travers les différentes dynamiques de pouvoir et de contre-pouvoir à l'intérieur même de chacun des ordonnancements qui s'entrecroisent[23].

---

[18] L'hypothèse de l'ignorance paraît assez improbable à l'époque actuelle, dans la mesure où l'ignorance supposerait que l'existence même de la justice étatique soit inconnue.

[19] DU BOIS DE GAUDUSSON J., « Le statut de la justice dans les Etats d'Afrique francophone », *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, pp. 6-12, (p. 6).

[20] Dont nous ne négligeons pas pour autant les effets.

[21] ARNAUD A.-J. et FARINAS DULCE M.-J., *Introduction à l'analyse sociologique des systèmes juridiques*, Bruxelles, Bruylant, 1998, p. 313.

[22] A qui nous empruntons le terme *« mêlée normative »*, pour l'appliquer dans le contexte camerounais. Voir notamment l'article de Roderick Macdonald « Les vieilles Gardes, Hypothèses sur l'émergence des normes, l'internormativité et le désordre à travers une typologie des institutions normatives », in Belley J-G. (Dir.), *Le droit soluble. Contributions québécoises à l'étude de l'internormativité*, Paris, LGDJ, coll. Droit et société, 1996, pp. 233-272, (p. 258).

[23] A la suite d'Etienne Le Roy, nous entendons *ordonnancement*, dans le sens de : mise en ordre selon un dispositif particulier, impliquant à la fois un projet et des procédés. Voir notamment, *Le jeu des lois. Une anthropologie « dynamique » du Droit*, Paris LGDJ, Série anthropologie, 1999, pp. 145 et s., LE ROY E., « Le pluralisme juridique aujourd'hui ou l'enjeu de la juridicité », Editorial, *Cahiers d'anthropologie du droit 2003*, Les pluralismes juridiques, Paris, Karthala, p. 11.

Notre intérêt pour un tel contexte de « mêlée normative » vient du fait que la réflexion peut porter plus directement sur l'analyse des choix éventuels entre les solutions de règlement des différends, offert au « citoyen-sujet de droit », par divers ordonnancements normatifs foncièrement originaux et concurrents dans un contexte social où « *le rapport à la justice se substitue à la gestion du rapport social* »[24] et où la justice serait « *écartelée* » [25].

L'hypothèse du « choix » entraîne la mutation du « citoyen-sujet de droit » en « acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire »[26].

La notion d'acteur montre, d'une part, son inscription dans la société par de multiples appartenances qui induisent des rôles particuliers et impliquent la reconnaissance des règles spécifiques. D'autre part et surtout, elle montre son aptitude à sélectionner les solutions juridiques qui lui paraissent les plus satisfaisantes[27]. Solutions que cet « actant »[28] choisirait seul[29], ou avec l'aide « *d'un arbitrage collectif et légitimé* »[30], mais en tout état de cause, solutions dont les paramètres déterminants ne relèveraient pas nécessairement du droit étatique.

Avant de poursuivre sur les raisons de notre préférence pour le troisième cheminement, il convient d'apporter des précisions supplémentaires sur la notion d'acteur. Cet apport se fait par l'introduction d'une opposition entre « l'acteur individu ordinaire » et « l'acteur individu officiel ». Ce dernier est investi d'une fonction en relation avec la régulation juridique, qui ne

[24] LE ROY E., « Anthropologie (de la justice)», in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp.42-47, (p. 44).

[25] Nous empruntons cette expression à Maurice Kamto, pour qui la Justice relevant, pour une bonne part au moins, du monde des valeurs, serait enracinée dans la société. *« D'où aussi, et conséquemment, sa singularité voire son écartèlement dans les sociétés hétéroculturelles* », «Une justice entre tradition et modernité»… ,1990, *art.cit.* pp. 57-64, (p. 57).

[26] Nous avons construit ce terme à partir de deux expressions, celle d'Etienne Le Roy « acteur-citoyen », voir notamment son ouvrage, *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.*, p. 81, pp. 33 et s., puis p. 49 et s., et celle de Maurice Kamto, selon lequel *derrière l'individu-citoyen survit l'homme-maillon d'une chaîne communautaire*, KAMTO M., «Une justice entre tradition et modernité»…, 1990, *art.cit.* pp. 57-64, (p. 57).

[27] Nous nous inscrivons ici dans la perspective critique ou radicale du pluralisme juridique, selon laquelle l'exigence du dynamisme s'impose si l'on veut rendre compte de la réalité, c'est-à-dire de l'action.

[28] Entendu dans le sens « *d'auteur de l'action* », voir Le Petit Larousse Compact 2003.

[29] Perspective de certains auteurs du pluralisme juridique radical, tel que Jaques Vanderlinden, « Vers une nouvelle conception du pluralisme juridique », *Revue de la Recherche Juridique – Droit prospectif*, T. II, 1993, pp. 573-583, ou Roderick Macdonald, « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées. L'hypothèse du pluralisme pour penser le droit », in Younes C. et Le Roy E. (Dir.), *Médiation et diversité culturelle. Pour quelle société ?*, Paris, Karthala, 2002, pp. 21-38.

[30] Dans sa perspective du multijuridisme, Etienne Le Roy propose de garantir le choix individuel par la mise en place de contrôles, « L'hypothèse de multijuridisme dans un contexte de sortie de modernité », in Lajoie A., Macdonald R.A., Janda R. et Rocher G. (Dir.), *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, Montréal/Bruxelles, Thémis/Bruylant, 1998, pp. 29-43, (p. 41). Une autre proposition de contrôle est également avancée par Norbert Rouland à travers un *« agent coordinateur »*, *Aux confins du droit. Anthropologie juridique de la modernité*, Paris, Odile Jacob, 1991, p. 131.

se limite pas aux seuls rôles et fonctions définis par le droit moderne[31]. Par cette opposition, nous entendons également souligner la distinction entre « l'individu biologique » et « l'institution ».

Le troisième cheminement amène à déplacer le regard : l'attention rivée vers l'institution se tourne vers l'individu ou collectif d'individus[32].

Là se trouve la différence fondamentale avec les cheminements précédents, caractérisés par une lecture hiérarchique verticale émanant de la logique institutionnelle telle qu'elle est interprétée par l'Occident moderne. En effet, que l'on parte du haut ou du bas, les deux entrées révèlent les limites de la lecture verticale : elle ne reflète qu'un seul modèle de régulation juridique fondée sur le « *montage institutionnel occidental*»[33], se référant à l'Etat d'une manière générale et à l'institution judiciaire, comme instance de régulation de conflits, en particulier. Cette lecture pourrait amener à appréhender toutes les instances de régulation de conflits qui s'éloignent de la rationalité du modèle occidental comme le contraire négatif « du » modèle : entendons de l'institution judiciaire. Ce qui tendrait au piège de l'englobement du contraire. Ce principe, identifié par Louis Dumont, consiste tout d'abord à poser un cadre englobant, qui est un référent commun et ensuite à introduire à l'intérieur de ce cadre un principe discriminant qui consiste à penser l'autre comme le contraire de soi. Un soi qui représente la supériorité de la culture juridique occidentale[34].

Echapper à cette tentation est l'une des raisons pour lesquelles notre préférence ira à ce troisième cheminement. Mais la principale raison se rapporte aux bouleversements liés au déplacement du regard, au changement de *topos* (*i.e.* : du point de vue).

La position de l'intersection, qui donne une vision concentrique, permet de s'ouvrir vers d'autres référents à partir de l'analyse, non pas de la pratique des acteurs, mais de celle de l'impact de leur choix sur la régulation juridique.

---

[31] Nous nous sommes inspirée de la distinction établie par Roderick Macdonald entre *« le sujet ordinaire* » et *« l'acteur officies de droit »*, BELLEY J.-G., « Le pluralisme juridique de Roderick Macdonald : une analyse séquentielle » in Lajoie A., Macdonald R.A., Janda R. et Rocher G. (Dir.), *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, Montréal/Bruxelles, Thémis/Bruylant, 1998, pp. 57-68, (pp. 62 , 64 - 65). A côté des fonctions du législateur, du juge, du fonctionnaire, du juriste, du professeur de droit, nous ajoutons celles du sorcier féticheur, du *lamido*, de l'*imam*, etc. Ce qui revient à prendre en compte d'autres principes référentiels par exemple tels que le culte des ancêtres, les divinations, le pouvoir traditionnel dans le mécanisme de régulation juridique.

[32] Lorsque nous parlons d'individu, il est question de l'individu biologique, disons du statut de l'être humain, qu'il convient de distinguer du statut de *personne*, qui est une construction subjective de l'individu selon une expression juridique du droit romain. Originairement le mot « personne » (*persona*) désignait le masque de théâtre, puis le rôle du personnage représenté. En son acception juridique, il désigne approximativement le sujet de droit. Voir LEFEBVRE-TEILLARD A., « Personne », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1151-1153.

[33] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique …*, 1999, *op.cit.*

[34] DUMONT L., *Essais sur l'individualisme, une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, coll Esprit, 1983, p. 119 et s.

Le centre d'intérêt de la réflexion se déplace avec le mouvement. L'intérêt qui était plus porté sur l'ensemble de techniques juridiques (formes conceptuelles, protocoles, procédures, etc.) qui assurent l'organisation d'une société donnée et sur ce qui était déployé pour en assurer l'organisation, se déplace vers les instances de légitimité qui donnent à cet ensemble de techniques juridiques son efficience normative. Face à des situations inéluctablement complexes, comme au Cameroun, c'est nous semble-t-il, la seule manière de rendre compte du rapport au « droit ».

La prise en compte de la complexité entraîne le déplacement du centre de gravité de l'étude. Ce déplacement s'effectue du visible : la structure institutionnelle, le montage normatif, vers l'invisible : les « *ficelles* »[35], « *la logique* »[36] de cette structure.

Notre intérêt porte particulièrement sur l'implication des « acteurs individus ordinaires » dans ce montage.

Notre étude doctorale fait du Droit son champ d'investigation, elle se sert d'un regard anthropologique, afin d'éclaircir au mieux, la complexité des logiques qui sous-tendent certaines situations juridiques. La recherche s'inscrit dans une démarche d'anthropologie du Droit.

Mise en perspective anthropologique et le *vitam instituere* traduit par Pierre Legendre

Anthropologie de la justice

Le glissement du visible à l'invisible nous oriente vers une lecture anthropologique de la « justice ».

C'est la démarche que nous choisissons pour notre travail sur la « justice » au Cameroun.

Selon le *Dictionnaire de la justice*[37], l'anthropologie de la justice en tant que critère d'identification d'un domaine de la recherche sur la justice n'a été pratiquée sous cet intitulé, paradoxalement, que très récemment, alors que les recherches des anthropologues sur le règlement de conflits se sont multipliées depuis le milieu du 19ème siècle.

[35] Selon la perspective développée par Pierre Legendre, voir notamment LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.*

[36] Selon la perspective développée par Michel Alliot, voir notamment sa théorie des archétypes, «Anthropologie et juristique. Sur les fondements de l'élaboration d'une science du droit », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.283-305.

[37] CADIET L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, Paris, PUF, 2004, p. 43.

Ce n'est qu'après les années 1980, suite aux critiques et contradictions dont ont fait l'objet les recherches sur le règlement des conflits, qu'apparaît une nouvelle anthropologie de la justice. La nouveauté vient de l'intégration de l'étude des juridictions étatiques et celles des modes infra ou parajudiciaires en tant que forum de règlement des différends.

Les travaux démontrent, notamment, que les solutions judiciaires qui sont tenues pour normales et surtout pour universelles, par l'Occident, sont rejetées par une large partie de l'humanité, sans pour autant que cette partie ne se retrouve plongée dans le chaos.

Ces recherches anthropologiques donnent à apercevoir la relativité de la structure de l'institution judiciaire, en particulier, et de l'institution en général. Là se trouve notre intérêt pour cette lecture. Ce qui ressort des travaux de cette nouvelle anthropologie de la justice oblige à revisiter le concept d'institution sur lequel la grande majorité des dirigeants des pays d'Afrique post-coloniaux ont fondé l'organisation (y compris judiciaire) des sociétés dont ils avaient « obtenu » la responsabilité.

La démarche anthropologique et l'objectif de l'anthropologie du droit

L'anthropologie se situe à la dernière étape des phases de description (l'ethnographie) ou d'analyse des données (l'ethnologie). Elle dépasse les cloisonnements entre l'étude des sociétés occidentale (sociologie) et l'analyse des autres sociétés (l'ethnologie). Claude Lévy Strauss donne en 1954 une définition de l'anthropologie qui met en avant sa dimension globale : « *l'anthropologie vise à une connaissance globale de l'homme, embrassant son sujet dans toute son extension historique et géographique, aspirant à une connaissance applicable à l'ensemble du développement humain (…), et tendant à des conclusions, positives ou négatives, mais valables pour toutes les sociétés humaines, depuis la grande ville moderne jusqu'à la plus petite tribu mélanésienne* »[38].

L'objectif de l'anthropologie du droit est de comprendre les phénomènes de *« juridicité »*[39] en saisissant chacun d'eux dans l'ensemble des sociétés. « *L'hypothèse de base* [de l'anthropologie du droit] *est que toutes les sociétés humaines ont une même rationalité mais que chacune a sa logique propre. Il faut donc apprendre à reconnaître un même phénomène*

[38] LEVI-STRAUSS.C « Place de l'anthropologie dans les sciences sociales » republié dans *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958, p 388.

[39] Dans le cadre des recherches du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, l'usage de ce néologisme est lié à la nécessité de relativiser la conception que l'Occident a développé du « droit », en l'ouvrant à d'autres conception, usages et représentations. Voir notamment la contribution d'Etienne Le Roy sur sa théorisation, « Pour une anthropologie de la juridicité », *Cahier d'Anthropologie du Droit 2004, Revue Droit et Culture*, hors série, Paris, Karthala, 2004/4, pp. 241-248 ; *Le jeu des lois. Une anthropologie « dynamique » du Droit*, Paris LGDJ, Série anthropologie , 1999, notamment les pp. 177 et s.

juridique, quelles que soient les transformations que lui fait subir son insertion dans les multiples structures logiques des sociétés où il apparaît »[40].

La démarche anthropologique contraint le chercheur à une analyse qualitative, comportant plusieurs exigences. Nous nous attacherons, ici, aux exigences de la règle de comparaison et à celle du détachement.

- Anthropologiquement, le détachement consiste à accepter d'ouvrir son inscription culturelle pour penser autrement.

Cette approche consiste en une prise de distance entre ce qui est observé ou décrit et la/les logiques qui le fondent.

Dans le cadre de notre objet de réflexion, par exemple, il s'agit de penser autrement la manière d'organiser, d'agencer, de structurer, d'instituer, de mettre en ordre, etc. Selon quelques propositions d'auteurs ce serait différentes manières de « *mettre en forme des luttes et consensus sur le résultat des luttes* »[41], différentes manières « *d'instituer la vie* »[42], différentes manières « *de mettre en ordre et mettre de l'ordre* »[43].

La démarche vise à la compréhension de la diversité…, nous nous intéressons ici à la diversité des modes d'ordonnancements normatifs, à la diversité des mécanismes de régulation réjuridique. La prise en compte de ces diversités est le moyen d'entrer dans la « mêlée », le moyen de comprendre la complexité.

- La règle de comparaison, quant à elle, consiste à concevoir progressivement, par essai/erreur un modèle commun et à voir comment chaque expérience de la juridicité s'y trouve éclairée.

Notre préoccupation ici est de comprendre le sens de la notion « institution judiciaire ».

Après la question du « *comment* », évoquée au travers des deux premiers cheminements présentés ci-dessus, question qui relève surtout du constat, nous passons ici à la question plus fondamentale du « *pourquoi* »[44].

Ce sur quoi nous voulons nous interroger, c'est la fonction de l'institution judiciaire dans le mécanisme de régulation juridique : l'institution judicaire….pourquoi faire ?

Cette question se traduit anthropologiquement par l'analyse du phénomène en tant que tel.

---

[40] ALLIOT M., « Le miroir noir images réfléchies de l'Etat et du droit français », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp. 105-111.
[41] ALLIOT M., «Anthropologie et juristique…, 2003, *art.cit.* pp.283-305.
[42] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.*
[43] LE ROY E., *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.*
[44] ROULAND N., « Anthropologie juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 63-67, (p. 65).

« Instituer la vie »

Au départ de cette question[45], se trouve le concept d'institution.

Aborder le concept d'institution par sa fonction anthropologique nous conduit à la notion d'instituer.

Selon Pierre Legendre la fonction institutionnelle consiste à « *nouer dogmatiquement, dans le sens de faire tenir ensemble et combiner, les données humaines élémentaires : le biologique, le social, le subjectif (dans son intégrale dimension conscient/inconscient)* »[46]. La vie dans l'espèce humaine tiendrait par ces trois éléments[47]. La base fondamentale de cette fonction institutionnelle, qui consiste « *à assurer la reproduction de l'espèce humaine* »[48], nous est livrée à partir d'une formule de la tradition juridique romaine, *vitam instituere* : instituer la vie[49].

Selon cet auteur instituer signifie « *fonder la vie* »[50].

L'orientation juridique de notre réflexion nous conduit à rechercher comment concevoir le rapport entre les constructions juridiques et la « vie ».

En réponse à cette interrogation, Pierre Legendre nous oriente vers la problématique plus générale de l'Interdit, « *dont la vocation est de notifier au sujet la limite* »[51]. Le lien repose alors sur l'organisation de la représentation socialisée de l'Interdit ou du « *Tabou* », pour reprendre l'expression psychanalytique.

Cette organisation se fait par un montage que Pierre Legendre nomme l' « *institution généalogique* »[52].

Il est question de la construction de la « *Référence fondatrice* »[53] et de ses montages normatifs, autrement dit de la **construction de la structure des sociétés humaines**. Le terme « *structure* » est employé selon son étymologie latine (*structura*) au sens d'arrangement, de disposition, d'assemblage, de construction[54]. Il s'agit de la construction des idéaux, des discours, des fondements, à caractère religieux, politique, social au sens le plus large, c'est-à-dire tout ce qu'une société à une époque donnée conçoit comme raison fondamentale, horizon

[45] L'institution judiciaire pourquoi faire ?
[46] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* pp. 9, 115.
[47] *Ibidem*, p.143.
[48] *Ibidem*, p. 57.
[49] Formule figurant comme traduction de Démosthène dans d'anciennes éditions du Digeste, 1.3.2, cité par *Ibidem*, p. 256.
[50] *Ibidem*, p. 117.
[51] *Ibidem*, p. 32. Suite à nos précédents développements sur le concept d'acteur, nous entendons ici « acteur » à la place de « sujet».
[52] *Ibidem*, p. 31.
[53] *Ibidem*, pp. 35, 58,129, 141.
[54] *Ibidem*, p. 141.

ultime. Cette raison fondamentale, équivalant à la « *Référence* », est « *le discours par lequel une société échafaude ce qui, pour elle, fait loi dans l'humanité* »[55].

Bien que ces discours soient aussi multiples ou diversifiés que les peuples, les histoires, les langues, etc. auxquels ils se rattachent, les impératifs, quant à eux, demeurent les mêmes dans toutes les sociétés humaines, il y va de la survie de l'espèce humaine, explique l'auteur.

Dans la société occidentale moderne, société colonisatrice, ce contenu correspond à ce qui est appelé « droit »[56]. Dans ces sociétés, la Référence correspond au Droit, concept qu'il convient de distinguer du « droit étatique » qui en est une des composantes. Lorsqu'il ne sera pas accompagné, notamment, des qualificatifs « étatique », « occidental », nous entendrons le terme dans le sens de la Référence.

Selon Pierre Legendre, la notification de la dimension de l'inviolabilité se fait par l'intermédiaire d'instances moulées dans la « *Structure* ». Des instances, nommées *lieu-Tiers*[57], qui exercent le « *pouvoir du dire* »[58], le pouvoir de signifier, en définitif : le « *pouvoir de référer* »[59] aux discours sur l'Interdit, le pouvoir de légitimer[60].

Ces instances désignées *lieu-Tiers*, nous renvoient à « *l'universel de l'institutionnalité* »[61]. L'universalité ou plutôt la portée anthropologique de ces instances, édifices normatifs, repose sur l'identification de deux impératifs majeurs : d'une part la soumission à des règles d'élaboration et d'équilibre, d'autre part l'inscription dans des discours de Références, dit l'auteur.

Voyons en quoi ces deux aspects, illustrant la « logique structurale »[62], ont retenu notre attention.

Notre orientation

Dans le cadre de notre étude, l'intérêt que nous portons à une telle présentation structurale de l'institution repose sur le principe de dissociation, que Pierre Legendre introduit par le

[55] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p. 129.
[56] C'est-à-dire le discours de légitimité fondateur des effets normatifs, voir *Ibidem*, p.141.
[57] *Ibidem*, p. 13.
[58] *Ibidem*, p. 35.
[59] *Ibidem*, p. 117.
[60] LEGENDRE P., Leçons VII. Le Désir politique de Dieu. Etude sur le montage de l'Etat du Droit, Paris, Fayard, 2005 (1er éd. 1988), p. 354
[61] *Idem, Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p. 13.
[62] Nous entendons « logique structurale » dans le sens de *structure* développé par Pierre Legendre, à ne pas confondre avec celui illustré par les études « structurales » et les options méthodologiques associées à l'anthropologie structurale chez Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958.

concept de « tiers » qui apparaît comme une figures d'intermédiaire (le « *lieu-Tiers* », le « *Tiers du langage* »[63]), comme une figure d'interposition (*Tiers mythique fondateur* »[64]) disons que ce concept de « tiers » évoque un « entre deux ».

Nous y trouvons un double intérêt. D'abord dans la différenciation essentielle entre le contenu du discours (souvent changeant), et la place d'où est tenu ce discours. Cette place, dit Pierre Legendre, est la place d'une représentation[65]. Entre l'auteur du discours et le discours, se tient le « *Tiers du langage* » à une place dont la nature est symbolique. La dissociation (qui implique une différenciation) a pour effet de démystifier l'auteur du discours qui retrouve sa place de « messager ».

L'autre intérêt, se rapporte à la dissociation fondamentale entre d'un côté l'échafaudage normatif, « *le moulage institutionnel* »[66], « *l'enveloppe dogmatique* »[67], disons le cadre préfixé qui a en charge le contrôle de l'Interdit, par le biais de la sanction[68] et de l'autre côté le discours fondateur, un discours d'essence mythique, précise Pierre Legendre[69].

L'échafaudage normatif ne tient que par son articulation avec ce discours fondateur [70] : là se trouve le point crucial de notre travail sur la justice dans une société multiculturelle où coexistent plusieurs référentiels symboliques.

A notre sens dans un tel contexte, l'élément « clé » est l'artisan du « réglage ». A partir du langage de Pierre Legendre ce pourrait être le « Tiers garant de l'ajustement »[71]. Nous nous efforcerons d'identifier cet artisan en analysant comment se façonne une nouvelle figure de la justice à partir d'ordonnancements normatifs en situation de concurrence.

---

[63] LEGENDRE P., S*ur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit*, p. 35-40.

[64] Dieu, Empire, République, Ancêtre, Totem, *« autrement dit, une représentation du Père des lois* », *Ibidem*, p. 120.

[65] *Ibidem*, p. 36.

[66] *Ibidem*, p. 94.

[67] *Ibidem*, p. 10.

[68] Le mot sanction est entendu dans son sens originel, c'est-à-dire ce qui rend obligatoire une norme ou un dispositif, une interdiction ou une prescription.

[69] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p. 26. Sur l'origine mythique du discours de la fondation voir également les travaux de Michel Alliot, notamment sur sa théorie des archétypes.

[70] *Ibidem*, pp. 132, 194 et 200.

[71] Nous sommes consciente que cette notion de « tiers » est ancrée dans la matrice conceptuelle occidentale dans laquelle elle fait référence à une instance extérieure et supérieure et au moins partiellement omnipotente et omnisciente qui ne serait qu'un avatar de la conception de Dieu telle qu'elle est perçue dans la cosmogonie monothéiste, voire judéo-chrétienne. Cependant, compte tenu de l'importance que nous accordons à la formule « Tiers garant de l'ajustement », nous maintenons la notion en prenant acte de son caractère provisoire car sa portée anthropologique n'est …pas encore assurée hors de la matrice conceptuelle occidentale. Pour le moment comme nous l'avons précédemment relevé, par la notion de « tiers » nous voulons évoquer un « entre deux », une ouverture à un « autre ».

Notre objectif n'est pas de modéliser cette nouvelle « justice », mais d'identifier le «Tiers garant de l'ajustement » susceptible d'expliquer le montage complexe d'ordonnancements normatifs en situation de concurrence ; montage sur lequel repose la « justice ».

Nous présupposons que l'une des finalités de la justice (quelque que soit la conception, endogène ou exogène) est d'apporter des réponses aux conflits[72]. Cependant ces « réponses » ne signifient pas nécessairement ou inéluctablement « règlement » du conflit en toutes circonstances. Aussi, nous préférons parler de « régulation » pour nous orienter vers la recherche des règles d'équilibre (*regulae*, ou principe de mesure) qui président à la gestion sur le long terme de celles des oppositions qui sont « déclarées » pour les différencier des « problèmes », tensions ou différends qui sont masqués ou acceptés, visibles ou invisibles. Cette notion de « régulation » fait l'objet d'analyses dans le cadre des recherches menées au Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris[73].

Notre grille de lecture est la théorie du pluralisme juridique, dans la mesure où cette théorie nous semble avoir le double avantage d'offrir des concepts et des outils pour mieux résoudre les conflits interculturels[74], et d'être en plus grande harmonie avec l'inscription sociale de la réalité de la pratique juridique[75]. Nous nous appuierons essentiellement sur l'interprétation qu'en donne Roderick Macdonald : la version critique et radicale.

Nous effectuons ce choix théorique en gardant à l'esprit la nature hypothétique de toute théorie qu'elle soit positiviste, pluraliste, multiculturelle, anthropologique etc. Cette nature implique qu'*« une théorie n'est ni vraie, ni fausse. Elle nous permet d'imaginer le réel et de modeler ce réel selon les valeurs auxquelles nous adhérons. Son utilité principale se trouve donc dans les questions qu'elle nous oblige à nous poser* »[76].

---

[72] Perspective développée dans le cadre des recherches portant sur la transformation de la justice. Voir notamment CHEVALIER P., DESDEVISES Y. et MILBURN Ph. (Dir.) *Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice*, Paris, La documentation Française, coll. Perspectives sur la justice, 2003. Et les travaux de la Commission du droit du Canada (CDC), voir le mémoire de LLEWELLYN J. et HOWWSE R., *La justice réparatrice - Cadre de réflexion*, préparé pour la CDC en 1998, disponible en ligne sur le site de la CDC, voir LALONDE L., *Médiation et Idéal de justice : une perspective internormative*, Thèse, Paris, 2004.

[73] Nous avons animé le groupe de recherche au sein duquel ces analyses se sont développées de 2004 à 2006. D'abord intitulé « *Politique judiciaire et pratiques de médiation* », il est maintenant intitulé « *Les conflits entre répression, régulation et prévention* ». Ce groupe de recherche s'inscrit dans une démarche interdisciplinaire qui favorise la rencontre entre des juristes, des anthropologues, des sociologues, des historiens, des praticiens, etc. Voir les axes de recherches LAJP-CEMAF-Paris sur le site du CEMAF.

[74] MACDONALD R. A., « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées… », 2002, *art.cit.* pp. 21-38, (p. 23).

[75] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*, thèse, droit, Institut de droit comparé, Université McGill, Montréal, reproduit en fac-simile, Ann Arbor, UMI Dissertation service, 2002, p. 2.

[76] MACDONALD R. A., « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées…, 2002, *art.cit.* pp. 21-38, (p. 23).

Bien que nous n'ayons pas opté pour l'approche qui consiste à privilégier l'analyse détaillée de la pratique des acteurs (celle du deuxième cheminement), le travail de terrain a été le moteur de notre réflexion. La première raison se rapporte au choix d'une démarche anthropologique et la seconde à la place cruciale que nous accordons aux acteurs dans notre étude sur les principes de régulation juridique dans un contexte de « mêlée normative ». Avant d'exposer notre problématique, nous nous proposons de présenter notre terrain de recherche.

Présentation de la recherche de terrain

Après avoir justifié le choix de notre lieu d'observation et présenter l'échantillon des personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenue, nous mettrons en exergue les principaux écueils auxquels nous avons été confrontée sur le terrain.

Choix du lieu d'observation

Le lieu d'observation que nous avons choisi est Maroua, située à l'extrême nord du Cameroun.

Sur le plan de l'administration locale, Maroua possède plusieurs dénominations et dispose de statuts différents.

En allant de la plus petite entité à la plus grande, Maroua est une « commune urbaine », généralement appelée « ville de Maroua », elle est ensuite une « commune rurale ». Pour finir, l'entité est aussi considérée comme « arrondissement »[77]. Maroua fait partie du département du Diamaré[78].

Dans le cadre de notre recherche, nous nous sommes plus particulièrement intéressée à Maroua en tant que ville.

La dissociation entre monde rural et monde urbain ainsi que la catégorisation ethnocentrique, qui tend à associer le milieu urbain aux références culturelles occidentales, sont difficilement applicables à la situation de Maroua. En effet, ce lieu présente les caractéristiques d'une agglomération à la fois rurale et urbaine. Cette originalité pourrait être attribuée aux critères de désignation des « villes » camerounaises : tout en faisant intervenir des éléments

[77] Selon le dernier recensement de la population camerounaise en 1987, la *commune urbaine* comptait 123 000 habitants, la *commune rurale* 135 917 habitants et l'*arrondissement* 259 213 habitants (sources : Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire).

[78] Voir carte, annexe n°1

économiques et démographiques la définition de la ville relève essentiellement de critères administratifs. Ainsi une ville est d'abord « *un siège administratif, chef–lieu de district, d'arrondissement, de département ou de province* »[79]. Cette originalité de Maroua remonte à l'histoire coloniale.

Avant l'arrivée des colonisateurs, Maroua était le siège de la chefferie traditionnelle, le *lamidat*, structure de commandement et de justice de la période précoloniale, une institution endogène très puissante[80]. Tout en conservant le statut de siège de la chefferie, Maroua est devenue un centre d'unités administratives.

Selon la répartition administrative camerounaise[81], en sa qualité de ville, Maroua est le chef-lieu de la province de l'Extrême-Nord[82] et également le chef-lieu du département du Diamaré[83].

En qualité de chefs-lieux, Maroua remplit plusieurs fonctions aussi bien sur les plans administratif et judiciaire que sur le plan traditionnel.

La ville de Maroua est le lieu de résidence et de fonction du Gouverneur (au niveau de la province), du Préfet (au niveau du département), du Sous-Préfet (au niveau de l'arrondissement), tous responsables, selon une organisation hiérarchisée, de l'administration locale dont les communes et les chefferies traditionnelles[84] constituent l'ossature de base.

Sur le plan judiciaire, cette ville est le siège de la Cour d'appel[85] et des différents tribunaux dits de droit commun. Qu'il s'agisse des juridictions « traditionnelles »[86] ou des juridictions « modernes »[87].

---

[79] http://www.cm.refer.org/rec/recvi.htm (relevé le 01/10/2003), serveur réalisé avec le concours de l'AUPEL-UREF, du Centre SYFED de Yaoundé.

[80] A sa tête il y a le *lamido*, doté de pouvoir humain et divin.

[81] Articles 55 à 62 de la Constitution camerounaise tels que révisés par la loi n° 96-06 du 18 janvier 1996.

[82] Le Cameroun est divisé en dix provinces : Centre, Sud, Littoral, Nord-Ouest, Sud-Ouest, Ouest, Adamaoua, Nord, Extrême-Nord et Est. Il convient cependant de préciser que la loi n° 96-06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, en son article 61, crée des régions qui remplacent les provinces (Les décrets d'application ne sont pas encore adoptés).

[83] L'un des six départements de la province de l'Extrême-Nord, aux côtés du Logone-et -Chari, du Mayo-Danay, du Mayo-Kani, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga.

[84] La désignation des chefs traditionnels comme auxiliaires de l'administration, est instaurée par le décret présidentiel n° 77/245 du 15 juillet 1977, modifié et complété par le décret n° 82/242 du 24 juin 1982.

[85] D'après l'article 18 de l'Ordonnance 72/4 du 26 août 1972 portant organisation judiciaire au Cameroun, il est créé une Cour d'Appel par province. Chaque Cour d'Appel a son siège au chef-lieu de province.

[86] L'art 6 du décret du 19 décembre 1969, portant organisation des tribunaux traditionnels de l'ex-Cameroun oriental, dispose que *les juridictions traditionnelles sont créées et supprimées par décret. Leur siège et leur ressort territorial sont également fixés, et éventuellement modifiés par décret.* Le ressort de chaque Tribunal de premier degré coïncide généralement avec l'étendue de la circonscription administrative (arrondissement et districts). S'agissant des Tribunaux coutumiers, ils sont institués le plus souvent au niveau des collectivités rappelant beaucoup plus les groupements endogènes (par exemple village, quartiers regroupant les membres d'une même ethnie, etc.).

À côté de ces instances étatiques léguées par le colonisateur, les instances héritées des structures endogènes perdurent, mieux encore, elles semblent être des relais indispensables en direction des populations.

Au-delà de l'existence sur le même territoire d'une diversité d'instances aux formes juridiques apparemment très différentes, d'une diversité des croyances religieuses (islamique, chrétienne et traditionnelle), c'est la multitude d'opportunités qui semble se présenter à certains habitants de la ville de Maroua, qui a guidé notre choix pour cette ville.

Il nous a semblé qu'un lieu concentrant une telle pluralité de références entremêlées, pouvait être un terrain fertile de recherche sur les principes de régulation juridique de la « mêlée normative » des sociétés multiculturelles.

Durée de l'observation, objet d'observation et personnes rencontrées

Notre période d'observation s'est étalée sur quatre années (de 2000 à 2004). Durant cette période nous nous sommes rendue six fois sur le terrain, au Cameroun, particulièrement à Maroua : quatre fois pour une durée de un mois et demi et deux fois pour une durée d'un mois.

Bien que ce soit des impératifs matériels et professionnels qui nous aient contrainte à étaler ces huit mois, nous nous sommes rendue compte, finalement, que cet échelonnement dans la durée avait plusieurs avantages.

Deux phases sont à distinguer pendant notre recherche sur le terrain. Pendant la première phase couvrant les étés 2000 et 2001 (trois mois), nous avons procédé à une étude préliminaire que nous qualifions de « pré-terrain ». Elle nous a permis de prendre conscience de la complexité du tissu social de la société camerounaise en général et peule en particulier et par conséquent d'affiner notre questionnement.

En effet au départ nous cherchions à vérifier l'hypothèse de l'appropriation par la population des instances de la justice dite officielle. Nous voulions analyser les effets et conséquences de cette appropriation (transformations profondes) vis-à-vis des instances dites traditionnelles. Par la suite, notre attention s'est portée sur la logique de l'individu en tant qu'acteur de la régulation sociale et nous avons voulu mesurer son rôle dans le phénomène de conciliation des différents ordonnancements normatifs. Nous nous sommes intéressée aux effets des

[87] D'après les articles 11 et 14 de l'Ordonnance 72/4 du 26 août 1972 cité, il est créé en principe, respectivement : un Tribunal de première instance par arrondissement et un Tribunal de grande instance par département.

actions et comportements (actifs ou passifs) du justiciable afin d'en saisir le sens et de l'analyser.

Nous entendons **justiciable** dans une acception beaucoup plus large qu'« usager de l'institution judiciaire ». Nous l'entendons comme celui qui est dans une situation plus ou moins ouvertement conflictuelle, et qui cherche à en sortir, en se soumettant aux pouvoirs et aux décisions d'une autorité ou instance, légitimée, qui ne relève pas exclusivement du juridictionnel. La légitimité, de cette autorité ou instance, est à la fois publique et reconnue socialement. A défaut d'indication, c'est dans ce sens que nous utiliserons le terme justiciable tout au long de notre étude.

Pendant la deuxième phase de notre recherche de terrain, couvrant l'hiver 2001 et les étés 2002 à 2004 (cinq mois), nous avons revu plusieurs fois les mêmes personnes. Ce suivi dans la durée nous a permis non seulement d'avoir un échange au-delà de l'interview, mais surtout de tisser une relation de confiance. Ce qui s'est avéré, par la suite, fondamental pour la qualité de l'analyse des données recueillies. Notre stratégie « d'infiltration »[88], consistant à multiplier les entrevues avec les mêmes personnes, nous a conduit à réduire la quantité des rencontres : au total soixante personnes, dont sept de manière approfondie. Le détail chiffré se retrouve en annexe[89].

En plus des entrevues que nous avons eues avec certaines personnes, nous avons été observatrice dans certaines administrations.

Nous avons mené notre étude auprès des :

- Justiciables :

  Nous nous sommes particulièrement intéressée aux personnes ayant été confrontées à un/des différend(s) ou opposition(s) déclarée(s), résolu(s) ou non. Mais surtout qui faisaient ou avaient fait appel à différentes instances, ou procédés pour en sortir.
- Personnels des juridictions (magistrats, greffiers), auxiliaires de la justice (avocat, huissiers) et étudiants en droit (auditeurs de justice), en fin de formation pour être magistrat, greffier et huissier. Parmi ces étudiants, certains ont été en poste au cours de notre observation (huissier, greffière et juge).
- Responsables administratifs :
  - Représentants de l'ordre : police judiciaire (au tribunal et au commissariat)

[88] Ce que nous qualifions d'infiltration ne doit pas être confondu avec la technique d'immersion du chercheur en situation d'observation participante. L'immersion consiste pour le chercheur à se plonger dans « *un milieu socioculturel donné, afin qu'il puisse penser et agir de la même manière que les membres de cette collectivité* », voir ASSOGBA Y., *La raison démasquée. Sociologie de l'acteur et recherche sociale en Afrique*. Québec, Les presses de l'Université Laval, 2007, p. 86.

[89] Voir les informations sur l'identification des personnes rencontrées et le détail chiffré, annexe n°2.

  - Responsable de l'état civil
  - Sous Préfet de Maroua
  - Agent administratif (Préfecture : service de légalisation et du foncier)
- Responsables d'associations humanitaires
- Responsables traditionnels :
  - *Lamido*
  - chef de quartier *(djawro)*
  - autorité religieuse *(liman)*
- Enseignants de français et d'histoire

Nous étions observatrice au :

- secrétariat de la sous-préfecture de Maroua
- secrétariat de la Mairie de Maroua urbain
- secrétariat du Tribunal de 1ère instance de Maroua et de Yaoundé
- secrétariat du Tribunal de grande instance de Yaoundé
- à l'accueil du commissariat de Maroua

Pour finir cette présentation, il convient de faire certaines remarques.

La première remarque se rapporte au statut de ceux que nous avons rencontré pendant le pré-terrain. Les entretiens au cours de cette phase ont surtout été effectués auprès du personnel judiciaire, des forces de l'ordre, des étudiants en droit, des responsables administratifs et enseignants. Cette sélection était justifiée par leur double statut de fonctionnaire et de membre communautaire camerounais.

La deuxième remarque se rapporte aux méthodes que nous avons adoptées. Pendant le pré-terrain, nous avons surtout utilisé la méthode de l'entretien semi-dirigé avec un guide comportant des questions et sujets à aborder pendant l'entretien, mais l'ordre exact et les questions variaient en fonction des personnes[90]. Nous avons assez rapidement abandonné cette méthode pour ce que nous qualifions « d'entretien-discussion », consistant à lancer une discussion à partir d'un thème qui se rapportait à l'une de nos interrogations[91].

[90] Voir le modèle du guide en annexe n°2

[91] Cette méthode se rapproche du « récit de vie ». *Il y a récit de vie dès lors qu'une personne commence à raconter à l'observateur tel ou tel épisode de sa vie passée ou de sa vie quotidienne,* voir ASSOGBA Y., *La raison démasquée…*, 2007, *op.cit.* p. 87.

Nous n'avons jamais eu recours à l'enregistrement, mais à des prises de notes en fonction des situations.

La dernière remarque consiste à souligner que le travail de terrain a été l'instrument qui nous a permis d'analyser les effets du discours et l'implication du comportement des « acteurs individus ordinaires et officiels » dans le processus de conciliation du pluralisme. Nous avons privilégié l'analyse de l'implication des choix des acteurs à celle de la pratique des acteurs.

Les écueils de la recherche de terrain dans le contexte socio-culturel camerounais

Dans le cadre de notre recherche, nous avons été essentiellement confrontée à deux difficultés. La première avait trait à la rareté ou à l'inexistante de certaines documentations et la seconde à la méfiance de la population[92].

S'il n'est pas tout à fait juste de parler de carence des documents, souligner leur inaccessibilité n'est pas exagéré.

En effet, lorsque les documents existent, leur accessibilité est difficile. Au-delà des problèmes de vétusté et de pénurie des bibliothèques ou centres de documentation, nous avons été surtout freinée par les méandres d'une gestion bureaucratique. Nous avons souffert de l'absence ou de la non fiabilité des données statistiques et cartographiques. A titre d'illustration, nous exposerons brièvement le « parcours du combattant » que nous avons dû entreprendre pour obtenir la carte du département du Diamaré afin de localiser notre lieu d'observation : la ville de Maroua. Nous nous intéressions à la répartition administrative de cette ville. Sachant que nous étions en période électorale présidentielle d'août 2004, il nous avait semblé que l'obtention de cette carte, outil nécessaire, à notre sens, pour la campagne électorale, serait chose très facile. Le Sous-préfet de Maroua nous a appris qu'il ne disposait pas de cette carte, et nous suggéra de nous adresser au Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire. En effet, pour pallier cette absence de carte, les agents de la sous-préfecture s'adressaient aux chefs de quartiers qui avaient, d'après le Sous-préfet, une parfaite connaissance de la composition et de la répartition des habitants qui se trouvaient dans leurs quartiers[93].

[92] Se plaçant sur le terrain africain, Yao ASSOGBA en soulève plusieurs autres. Selon ce sociologue, parmi les écueils qui sont le plus souvent notés par les chercheurs ayant enquêté en Afrique, il y a le contexte social et politique, la pénurie de moyens logistiques, les contraintes liées aux variations saisonnières, la modification du calendrier initial, la formation des enquêteurs à la langue et/ou coutumes des populations étudiées, l'adaptation des techniques d'enquêtes aux circonstances, ASSOGBA Y., *La raison démasquée…*, 2007, *op.cit.* pp. 82-84.

[93] Les chefs de quartiers sont des responsables traditionnels qui sont également considérés comme des auxiliaires de l'administration.

Au ministère[94], la personne qui nous a reçu nous explique que toutes les données cartographiées sur papier se trouvent au siège du ministère à Yaoundé, la capitale du Cameroun. A Maroua, ils travaillent essentiellement sur informatique. Notre contavt du ministère nous a suggéré de nous adresser à la mairie de Maroua. L'agent de la Mairie, quant à lui, nous a conseillé de tenter « notre chance » au Bureau central des recensements et des études de population (BUCREP) : cet organisme[95] est en charge du 3ème recensement général de la population et de l'habitat[96]. A la Délégation provinciale du Ministère du Plan qui hébergeait les agents de terrain du BUCREP, nous avons pu obtenir une carte de la ville de Maroua, mais elle présentait surtout les infrastructures socio-économiques et sanitaires[97].

Cette carte ne répondait pas à notre demande sur la représentation du découpage administratif du département du Diamaré, qui ferait apparaître les différents statuts administratifs de Maroua et une représentation de cette ville avec ses différents quartiers.

Nous avons été, pour la quatrième fois, orientée vers une autre administration. Il s'agissait cette fois de l'antenne du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, où nous avons été quasiment comblée[98]. Bien qu'elles soient manuscrites et difficilement lisibles, les deux cartes que nous avons pu obtenir, six jours après notre première investigation, contenaient au moins 70% des informations que nous cherchions[99]. C'était donc une immense satisfaction[100].

Au-delà de toutes les difficultés matérielles que nous avons pu rencontrer pour obtenir cette donnée cartographique, nous voulons souligner, par ce témoignage, la question de l'inadaptation de certains outils méthodologiques des pays dits industrialisés du Nord dans certains contextes des pays dits en voie de développement du Sud. Cette question nous amène

---

[94] Nous ne nous attarderons pas ici sur les contraintes liées aux horaires d'ouverture des bureaux, à l'identification du service adéquat au sein du ministère, à l'identification du responsable.

[95] Le BUCREP, crée le 4 octobre 1999 par Décret présidentiel, est un établissement public administratif doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

[96] Les deux précédents dataient de 1976 et de 1987. En 2004, date des faits que nous relatons, le BUCREP n'avait pas encore fini son opération de recensement qui s'est achevé en novembre 2005. Cependant les résultats ne sont pas encore connus.

[97] Ce qui correspondait à l'un des principaux objectifs du recensement, qui était de répondre à des questions sur le niveau de vie et la qualité de vie de la population, afin de mieux combattre la pauvreté et de mener une politique de développement adaptée. Si la priorité a été de disposer des indicateurs sur les infrastructures socio-économiques et sanitaires, d'importants travaux cartographiques étaient en cours de réalisation pour d'autres données au moment de notre demande.

[98] Dans le cadre de l'élaboration des politiques de développement du secteur agricole voire de l'économie nationale, des opérations de recensement agricole doivent se réaliser au plus toutes les décennies. Des cartes de la région sont élaborées pour les opérations de recensements.

[99] Nous n'avions pas pu obtenir les informations cartographiées sur la répartition de la ville de Maroua par quartiers.

[100] Voir en annexe n°1, les cartes telles que nous les avions obtenues et celle que nous avons retranscrite. Il nous a paru plus judicieux de retranscrire cette carte que d'affronter le parcours au Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire à Yaoundé pour obtenir une carte de Maroua.

à une interrogation plus fondamentale sur les conséquences que cette inadaptation pourrait avoir sur la « qualité », disons « scientifique » du travail d'analyse de terrain. Travail dont les résultats sont évalués par les mêmes (les seuls ?) outils méthodologiques adaptés à des contextes socio-économique et culturel différents de ceux des pays étudiés.

Le second écueil que nous avons rencontré au cours de notre travail de terrain, dans le contexte socio-culturel camerounais, se rapporte à la méfiance de la population vis-à-vis du chercheur qui est considéré comme « étranger », quelle que soit son origine nationale.
Etranger n'est pas entendu ici selon sa définition juridique au sens de « *celui qui n'a pas la citoyenneté du pays qu'il habite* », car la réalité déborde largement cette formule que le *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelle* qualifie de « *faussement simple* »[101].
Nous employons ici le mot étranger selon son étymologie latine *extraneus*, qui signifie « extérieur ». Le chercheur est considéré comme celui qui est de l'extérieur, celui qui n'appartient pas à une « *collectivité de référence* »[102], quelle qu'elle soit, du moment que les membres s'identifient à partir de certains codes.
Lors de notre travail de terrain, notamment pendant le pré-terrain, nous avons été globalement confrontée à deux types de codages, dont l'ignorance de notre part avait pour conséquence de provoquer la méfiance des personnes avec lesquelles nous souhaitions nous entretenir.
- Le premier concerne la manière d'aborder certains sujets tabous du fait de leur connotation politique. Comme par exemple les politiques judiciaires, l'organisation judiciaire ou la répartition des rôles entre les responsables administratifs et les responsables traditionnels dans la régulation des conflits[103]. Ces sujets ne devaient pas être abordés ouvertement sous forme de critique ou même d'interrogation sur la politique en place. Il semble que la peur d'évoquer, avec notamment des « personnes de l'extérieur », certains sujets d'ordre politique, pouvait s'expliquer à partir de ce que Pierre Fabien Nkot appelle « *la légalité de la peur* », instaurée par la « *brutalité du pouvoir d'Ahmadou Ahidjo* »[104]. Selon cet auteur camerounais, l'ancien président, Ahmadou Ahidjo, a plongé la population dans un climat de psychose généralisée, une ambiance de peur[105].

[101] REY J.-F., « Étranger », *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, in Ferréol G. et Jucquois G. (Dir.), 2004, pp. 129-131, (p. 130).
[102] LOCHAK D., *Etrangers : de quel droit ?*, Paris, PUF, 1985, p. 51.
[103] Ces sujets comptaient parmi ceux que nous souhaitions aborder lors de nos entretiens.
[104] NKOT, P.F., *Usages politiques du droit en Afrique. Le cas du Cameroun*, Bruxelles, Bruylant, 2005, p. 147.
[105] Avec les fameuses Ordonnances de 1962, portant répression de la subversion. Cette manœuvre aurait eu pour but de monopoliser la vie politique au Cameroun. La portée de ces Ordonnances débordait, de loin, le seul cadre des partis politiques, NKOT, P.F., *Usages politiques du droit en Afrique. Le cas du Cameroun*, Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 85-89 et 148-149.

A en juger par le réflexe de méfiance de certains de nos interlocuteurs lorsque nous abordions des questions sur la pratique ou sur l'organisation des institutions gouvernementales en place, nous convenons avec Pierre Fabien Nkot, qu'il faut prendre au sérieux les effets de *« ce climat de peur qui tenaillait les Camerounais sous le règne d'Ahidjo »*[106].

- Le deuxième code qu'il ne fallait pas ignorer lors des entretiens, se rapporte à la manière d'aborder les questions qui touchent la sphère privée. Le fait, par exemple, de demander si l'interlocuteur était concerné de près ou de loin par un différend, quelle que soit sa nature, faisait parti des questions qu'il fallait aborder avec précaution, dans le respect de la « pudeur » propre aux Camerounais en général et aux Peuls en particulier[107].

Lorsque ces codes n'étaient pas pris en compte, la méfiance des interlocuteurs se traduisait par des réponses évasives ou par des réponses standard.

Au-delà des obstacles dus quelques fois à la difficulté de mesurer l'opinion de certains interlocuteurs lorsque le chercheur se retrouve sur le terrain, l'épreuve la plus ardue à surmonter a été celle d'être perçue comme une « étrangère » dans sa ville natale. Originaire de la Ville de Maroua, Peule de naissance et Camerounaise, nous avions naïvement supposé que nos origines contribueraient à faciliter la « communication ».

Cette méprise nous a permis de prendre conscience de deux éléments très importants lors de la recherche de terrain, le premier étant la complexité du concept de « communication »[108]. Il apparaît que la résolution des problèmes de communication, allant bien au-delà de l'obstacle linguistique, doit prendre en compte la dimension de l'implicite dans le discours, notamment dans une situation d'interaction culturelle, comme celle dans laquelle nous nous trouvions. Le second élément important lorsqu'on se retrouve sur le terrain est la complexité de la posture du chercheur. La position du chercheur implique l'obéissance à des règles spécifiques, dont l'une des plus importante est la prise de distance avec « son soi ».

Nous avons tenté de développer la démarche de prise de distance à partir de l'exigence du détachement anthropologique, en se pensant autrement que par ce que nous croyons être culturellement. Le même exercice devrait également se pratiquer vis-à-vis de « l'autre ».

---

[106] *Ibidem*, p. 149.

[107] Nous nous sommes surtout intéressée à la société Peule du Cameroun. Danièle KINTZ souligne cette pudeur à propos des Peules dans le Sahel burkinabé, « L'amant blessé ou une discussion peule sur le pluralisme juridique », *Politique Africaine*, n° 40, Dossier : Le Droit et ses pratiques, Karthala, 1990, pp. 42-50.

[108] Pour plus de développement sur la communication dans un contexte interculturel, se reporter au *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, in FERRÉOL G. et JUCQUOIS G. (Dir.), Paris, Armand Colin, 2004, notamment les entrées « Communication (ethnographie de la) » pp. 178-180 et « Interculturel (didactique de l') pp. 175-178, sous la plume de Luc Collès.

Présentation de la problématique

Postulat

Dans la situation de complexité qui est la nôtre dans la période contemporaine, un acteur appartient nécessairement à plusieurs mondes, ainsi que le souligne Etienne Le Roy[109]. A la suite des travaux de cet auteur, de ceux de Boltanski et Thévenot ainsi que des travaux de Michel Alliot sur la théorie des archétypes sur les différentes manières de penser le monde et le droit, nous postulons la « pluralité des mondes ». La prise en compte de la « pluralité des mondes » induit également une trans-culturalité.

Interrogation, problématisation

Les sociétés camerounaises en général et la société peule, en particulier celle de Maroua au Nord-Cameroun, comme la plupart des sociétés contemporaines, se caractérisent par leur multiculturalité.

Cette multiculturalité a une double consonance, soit positive, dans le sens où l'on est dans une logique d'enrichissement mutuel des différentes cultures (Robert Vachon[110]), soit négative, dans le sens où l'on est dans une logique d'étanchéité des frontières culturelles induisant des ghettoïsations.

Le contexte colonial qu'a connu la quasi-totalité des pays africains, ajoute une autre coloration à la question de la multiculturalité en introduisant une notion d'inégalité culturelle.

La colonisation des pays africains par les Européens est conduite *« au nom de et par référence au progrès qui seul peut justifier que l'on puisse distinguer entre des civilisations supérieures colonisatrices et des sociétés dominées que l'homme blanc doit amener, c'est son 'fardeau' selon Kipling, à un état de civilisation supérieur* »[111].

---

[109] LE ROY E., *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* p. 54.

[110] Notamment selon la perspective de VACHON R., « Le mythe émergent du pluralisme et de l'interculturalisme de la réalité », Conférence donné au séminaire I *Pluralisme et Société, Discours alternatifs à la culture dominante*, organisé par l'Institut Interculturel de Montréal, le 15 février 1997. Consultable sur **www.dhdi.org**.

[111] LE ROY E., « Colonies », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 231-237, (p. 236). Voir aussi, sur cette idée de « développer » des peuple « sous-évolués » qui sous-tend l'entreprise coloniale, DURAND B. (Dir.), *La justice et le Droit : Instruments d'une stratégie coloniale*, Recherche subventionnée par le G.I.P. « Mission de recherche Droit et Justice », Montpellier, septembre 2001. Matériaux réunis par le programme de l'unité mixte de recherche n° 5815 du CNRS dont les premiers résultats ont été diffusés en 2003, notamment l'article de Martine Fabre « Le Lobby colonial. Les coulisses de la stratégie », pp. 147-158.

Au-delà de l'introduction d'un critère de supériorité au détriment des sociétés colonisées, la colonisation induit l'idée de « phagocyter » ces sociétés. Ainsi, dans le contexte de colonisation, la question de la multiculturalité a tendance à se réduire à une question de choix entre une culture exogène (moderne) et une culture endogène (en voie de disparition). Retranscrite sur le plan juridique, cette question débouche également sur une dichotomie. Il s'agit du droit colonial et du droit « indigène »[112]. A la fin de l'ère coloniale - la nouvelle équipe dirigeante ayant reconduit la politique coloniale tout en faisant la promotion du droit occidental transplanté - le cadre dichotomique se retrouve plus ou moins explicitement reproduit dans les législations des pays africains anciennement colonisés et au Cameroun en particulier.

Au droit étatique (droit officiel, mais surtout exogène), s'oppose le droit non étatique (endogène, et surtout plural).

Notre interrogation consistait à savoir comment se traduit cette dichotomie dans une situation de régulation de conflits dans laquelle interagit une pluralité d'ordonnancements normatifs, compte tenu de la multiculturalité.

L'analyse de la réponse du législateur camerounais, à travers les textes et celle du justiciable camerounais, à travers son discours nous ont menée au constat d'un dilemme (pour le représentant de l'Etat) et d'une insatisfaction (pour le justiciable), mais surtout, dans les deux cas, nous avons été amenée à prendre conscience d'un paradoxe qui nous a conduit à compléter notre interrogation concernant le législateur et le justiciable.

Concernant l'attitude du législateur camerounais, nous nous sommes demandée comment il réagissait face à cette dichotomie simplificatrice d'une réalité qui dépasse largement l'opposition binaire tradition/moderne[113].

Nous avons été confrontée à une attitude ambiguë, révélatrice d'un dilemme dont les bases ont été posées par le colonisateur. L'analyse des textes de loi montre que le législateur camerounais semble être confronté entre, d'une part, la volonté d'écarter des droits coutumiers susceptibles de faire barrage à la modernisation et au développement de la population et de celui du pays et, d'autre part, la prise de conscience que le déni de ces droits,

[112] Convaincus de la supériorité de leur culture et considérant le droit traditionnel comme particulièrement barbare, les colonisateurs conçurent ou plutôt imposèrent le droit (étatique) comme outil privilégié du progrès. Un statut indigène fut cependant reconnu aux autochtones de l'AEF par un décret du 12 mai 1910. Il y a eu de ce fait coexistence de deux types de justice. Mais les tribunaux indigènes ne pouvaient pas appliquer de droit coutumier qui était à l'encontre des valeurs fondamentales de la culture occidentale. Cette clause restrictive atteignait gravement l'essence même de la justice coutumière

[113] Plusieurs recherches anthropologiques montrent que la réalité est beaucoup plus complexe que ne le laissent apparaître les textes, voir notamment les travaux de Michel Alliot, d'Etienne Le Roy, de Roderick Macdonald.

fondés sur des valeurs qui emportent l'adhésion de la majorité de la population, pourrait être un obstacle à la « bonne marche » de la justice.

Concernant le justiciable, son discours par rapport à la dichotomie droit étatique et droit traditionnel révèle également une double insatisfaction.

D'un côté les instances étatiques ne sont pas satisfaisantes car les réponses qu'elles donnent à la résolution de certains conflits semblent inappropriées, notamment pour les différends relatifs aux statuts personnels, inappropriées également au regard du statut de certaines parties aux conflits, notamment par rapport à la nature des relations entretenues entre elles. Corrélativement, les instances non étatiques apparaissent peu fiables, car d'une part elles ne semblent pas présenter de garanties de protection à l'instar par exemple du principe du double degré de juridiction, et d'autre part, l'application de leurs décisions n'est pas toujours suffisamment assurée, parce qu'elles n'ont pas le pouvoir de coercition de l'Etat. C'est du moins ce que nous rétorquait la majorité de nos interlocuteurs.

En fait l'Etat détient le monopole de la violence qu'il met à la disposition de l'institution judiciaire. S'agissant des institutions non étatiques, l'Etat ne leur reconnaît qu'un pouvoir de sanction, dans le domaine de compétence qu'il leur reconnaît, mais semble se désintéresser de l'exécution des décisions.

Le paradoxe que nous évoquons ci-dessus vient du constat d'une inadaptation des différentes alternatives proposées pour la prise en charge des différends, alors que la régulation sociale ne semble pas pour autant s'interrompre. L'ordre social ne paraît pas chaotique, il n'y a ni anomie, ni déviance perturbatrice de l'ordre.

Il semblerait que l'ordre social ne soit ni ballotté ni « *écartelé* » [114] par la diversité de cultures, de mondes et de droits. Au-delà de l'opposition dichotomique de deux manières d'ordonner, se profile la conjonction d'une pluralité de manières de « *mettre en ordre et de mettre de l'ordre* » (Etienne Le Roy).

Problématique

La prise en compte de ce paradoxe nous amène à une interrogation plus fondamentale qui a trait à la conciliation des visions endogènes et exogènes de la régulation des conflits.

[114] Nous reprenons à nouveau l'image de la justice écartelée de Maurice Kamto, «Une justice entre tradition et modernité»…, 1990, *art.cit.* pp. 57-64, (p. 57). Si cet écartèlement se reflète à travers le dilemme du législateur camerounais, il ne semble pas se refléter dans l'ordonnancement social.

La problématique ne se rapporte pas à la question du choix entre les divers ordres qui se rencontrent dans les différents « mondes » constituant les sociétés contemporaines, mais se rapporte à la question de leur conciliation, gage de l'absence d'anomie, et d' « ordre » social.
La question serait de savoir comment se gère, se régule la rencontre des divers ordonnancements normatifs qu'ils soient autonomes ou concurrentiels.
Du point de vue officiel, la réponse se veut dans la dualité de l'organisation judiciaire camerounaise. La conciliation des différents ordonnancements se ferait par l'intermédiaire d'un « passeur »[115] que certains de nos interlocuteurs juristes et/ou non juristes identifient soit à travers le juge soit à travers les représentants des instances traditionnelles plus ou moins intégrées dans l'organisation judiciaire camerounaise. Quelle que soit la proposition, au-delà de la question implicite de l'opposition dépassée entre tradition et modernité, le point de vue officiel semble se fonder exclusivement sur le type « *d'échafaudage normatif* » romano-canonique qui se réfère à la vision du monde de l'Occident moderne. Ce point de vue officiel ne prend en compte qu'un seul type de normativité, la normativité « *manifeste* » [116], celle que Roderick Macdonald identifie comme explicite, c'est-à-dire visible. Il apparaît que le principe de dissociation développée par Pierre Legendre entre le discours et l'auteur du discours n'est pas appliqué[117].

Notre contribution à la réflexion que suscite cette question de la rencontre et de la conciliation des différentes manières de nouer dogmatiquement les divers ordonnancements normatifs « *pour assurer la reproduction de l'humanité* » (Legendre), consistera à favoriser l'implication de « l'acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire » dans le processus de prise en charge des différends ou des oppositions déclarées, au même titre que les « relais institutionnels » (étatiques ou traditionnels), ces « *instances de légitimité, (les lieux-Tiers)* » qui donnent aux différents phénomènes normatifs leur efficience normative, parce qu'elles sont articulées au discours d'une Référence fondatrice[118].

---

[115] Se référer notamment à LE ROY E. et J. (Dir.), *Un Passeur entre les mondes. Le Livre des Anthropologues du Droit disciples et amis du Recteur Michel Alliot,* Paris, Publication de la Sorbonne, 2000 ; BELLEY J-G. (Dir.), *Le droit soluble. Contributions québécoises à l'étude de l'internormativité,* Paris, LGDJ, coll. Droit et société, 1996.

[116] Voir notamment MACDONALD R. A., « Pour la reconnaissance d'une normativité implicite et inférentielle », *Sociologie et société*, vol. XVIII, 1986, n°1, p. 47-58 ; « Les vieilles Gardes, Hypothèses sur l'émergence des normes, l'internormativité et le désordre à travers une typologie des institutions normatives », in Belley J-G. (Dir.), *Le droit soluble. Contributions québécoises à l'étude de l'internormativité,* Paris, LGDJ, coll. Droit et société, 1996, pp. 233-272.

[117] *Supra*, p. 17.

[118] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* notamment pp. 132, 194, 200.

Considérant que c'est dans la vie courante de la culture où les individus sont arrimés, que la problématique de l'Interdit se traduit en prescription, interdiction, pour assurer la fonction pratique « de mise en ordre », **nous pensons que « l'acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire» (ci après acteur), est susceptible de se transformer en « tiers garant de l'ajustement », susceptible « d'accorder » l'articulation entre les montages normatifs et les discours de Référence, donnant ainsi aux relais institutionnels leur *« pouvoir de légitimer ».***

La conciliation de ces ordres se produirait, en situation conflictuelle, en la personne même de l'acteur, disons plus précisément dans son « esprit », pour reprendre une formulation de Rodérick Macdonald[119]. C'est la raison pour laquelle nous privilégions l'analyse du choix de l'acteur.

Grâce à une qualité particulière de l'être humain (animal pensant), que nous identifions aux propriétés de « l'opacité variable », il est en capacité d'opérer la conciliation des ordres.

Nous empruntons le terme « d'opacité variable » à l'optique physique. En parlant d'un corps ou d'une substance, l'opacité est « *la propriété, naturelle ou acquise d'absorber certaines vibrations électromagnétiques et de ne pas laisser traverser certains rayons* »[120], le mot variable rajouté à ce terme, induit une capacité à sélectionner ce qui est absorbé et ce qui est réfléchi.

Il en découlent à notre sens au moins deux idées intéressantes par rapport à notre problématique. La première est l'idée de réarranger/réaménager qui suppose - à la suite de plusieurs ajustements - la création d'un nouveau produit et la possibilité de le transformer, dans un dynamisme qui se présente sous la forme de « *fluctuation et de dissonance* »[121]. La seconde est l'idée d'incertitude quant au produit qui va en sortir.

Il apparaît que pour une adéquation entre la vie juridique, c'est à dire la réalité sociale et les politiques judiciaires en Afrique et au Cameroun en particulier, la prise en compte de certaines complémentarités est indispensable. Cependant, la nécessité de la complémentarité ne se trouve pas là où elle semble être le plus attendue : entre les modes endogènes et les modes exogènes de régulation des conflits. La complémentarité est plutôt entre les « *lieux-*

[119] Nous nous intéressons à la perspective développée par Roderick MACDONALD, voir notamment, « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées…, 2002, *art.cit.* pp. 21-38.
[120] Dictionnaire en ligne le TLIF (Trésor de la langue française informatisé), http://atilf.atilf.fr
[121] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes, Hypothèses sur l'émergence des normes, l'internormativité et le désordre à travers une typologie des institutions normatives », in Belley J-G. (Dir.), *Le droit soluble. Contributions québécoises à l'étude de l'internormativité*, Paris, LGDJ, coll. Droit et société, 1996, pp. 233-272.

Tiers » (les instances étatiques ou traditionnelles) et le « Tiers garant de l'ajustement » (l'acteur).
Au cours de nos recherches, l'hypothèse de la complémentarité s'est confirmée, révélant ainsi l'implication de l'acteur dans le montage de ce que Pierre Legendre nomme la *« structure »*.
Cependant nos recherches ont révélé, à partir de l'analyse de l'implication et du rôle d'ajustement de l'acteur, que le pouvoir de légitimer était le produit d'un équilibre complexe entre une pluralité de composants de l'échafaudage de la *« structure »*. Nous en sommes arrivée à en déduire l'importance de la prise en compte des principes « d'ordre » ou plutôt d'équilibre pour favoriser les meilleures conditions pour une « bonne justice ».

Notre thèse consiste à expliquer comment le pluralisme est ordonné, disons régulé, dans un contexte de société multiculturelle en générale et du Nord-Cameroun en particulier caractérisés par la « mêlée normative ».

Si le travail que nous avons entrepris est une occasion de plus de réfléchir sur la justice en général et sur l'organisation judiciaire camerounaise en particulier, c'est surtout une volonté de rendre compte de la complexité des modes de régulation des conflits dans le contexte contemporain, qui est en inadéquation avec une approche monologique. C'est aussi une volonté de faire reconnaître la place de « partenaire » qui revient à l'acteur aux côtés des structures institutionnelles et dont le rôle doit être pris en compte lors de l'élaboration des projets de politique judiciaire.
Porter une réflexion sur les principes de régulations juridiques est pour nous, également, l'occasion de tenter une réflexion plus globale sur les relations entre « autorité » et « pouvoirs » (physique et symbolique/ sacré et profane), et entre « légitimité » et « légalité ».

Annonce du plan

Notre travail se structure en deux parties.
Dans un première partie, nous proposons de plonger le lecteur dans le contexte socio-normatif de l'acteur tel que nous l'avons découvert : « entre-mêlé »[122].
Dans cette partie, *Des acteurs face à une pluralité de « Références »*, nous effectuons une double présentation de la juxtaposition d'une pluralité d'ordonnancements normatifs,

[122] Nous utilisons cette calligraphie pour accentuer le sens dans lequel nous utilisons le mot « entremêlé ». Dans le sens où « *plusieurs choses sont mêlées entre elles* », Le Petit Larousse Compact 2003.

d'univers référentiels (donc de logiques et de rationalités) et une présentation de la stratégie mise en place par la classe dirigeante camerounaise pour une tentative d'uniformisation du tout à partir des référents dominants de la pensée juridique occidentale moderne. Cette tentative d'uniformisation correspond à une volonté de déjouer la « mêlée normative ».

Dans une deuxième partie, alors que le développement précédent nous aura permis d'identifier que la « mêlée normative » ne signifiait pas désorganisation, nous nous attacherons à la compréhension du phénomène en faisant appel à des outils théoriques.
Dans cette partie, *La pluralité de « Références » et les modes de compréhension de la « mêlée normative »*, nous tenterons d'une part de comprendre les modes d'ordonnancement et de régulation juridique, notamment à partir de certaines théories du pluralisme juridique. Ce faisant, tout en accordant une grande importance au cadre conceptuel qui nous aura servi de filtre pour découvrir la variabilité des régulations juridiques, nous ne perdrons pas de vue l'origine occidentale des concepts et donc leur enracinement dans la culture juridique occidentale. D'autre part nous tenterons de comprendre les mécanismes d'équilibre, disons de conciliation de la pluralité, autrement dit, nous tenterons de comprendre la complexité de la régulation juridique dans un contexte de « mêlée normative ».

PREMIÈRE PARTIE : DES ACTEURS FACE A UNE PLURALITÉ DE « RÉFÉRENCES »

Nous entendons le terme « Référence » dans le sens qui est donnée par Pierre Legendre, c'est-à-dire ce à quoi une société se réfère pour développer et organiser son système de régulation socio-normatif.

La pluralité de Références renvoie ici au contexte de « mêlée normative » de la société peule de Maroua, société multiculturelle dans laquelle se retrouvent entremêlés non seulement les différentes règles d'organisation entre elles, mais aussi leur mode d'expression et de mise en forme, dans une totale hétérogénéité.

C'est à partir des acteurs que la « mêlée » peut être appréhendée.

Dans cette partie, notre propos consistera à relever le contraste entre, d'une part, la réalité vécue par « l'acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire » (ci après acteur), une réalité plurielle, et, d'autre part, le projet de société que les autorités politiques veulent mettre en place.

Après avoir présenté dans un premier titre, à partir des ordonnancements juridiques entremêlés, la réalité des « acteurs individus ordinaires », nous relèverons dans un second titre les effets pervers de la tentative d'uniformisation, disons de la tentative d'encadrement de la pluralité. Dans cette perspective, notre attention se portera plus sur les « acteurs individus officiels ».

Par opposition à « l'acteur individu ordinaire », nous entendons « l'acteur individu officiel » comme celui qui est investi d'une fonction en relation avec la régulation juridique, qui ne se limite pas aux seuls rôles et fonctions définis par le droit moderne.

TITRE 1 : DES ORDONNANCEMENTS NORMATIFS ENTREMÊLÉS

En utilisant le concept « d'ordonnancement normatif», nous entendons mettre en avant la dimension anthropologique du concept « d'ordre juridique » qui est le mode occidental de *« mise en ordre de la société selon un dispositif particulier, impliquant à la fois un projet et des procédés »*[123].

Selon le *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de la sociologie de droit,* « l'ordre juridique » est un « *cadre pour la formation, l'exécution et la décision de règles ou de principes qui peuvent être acceptés comme droit par la société (ordre juridique)* »[124]. Cette définition, assez large, semble assimiler l'ordre juridique à une sorte de « réceptacle ». Bien que ce terme puisse paraître surprenant, nous l'utilisons sciemment car il reflète bien une idée implicite de « cadre vide » à remplir. Ce cadre, qui est aussi le lieu de formation, d'exécution et de décision, se remplira de règles ou de principes, qui deviendront du « droit », une fois qu'ils seront acceptés par la société.

Une autre définition, celle de Bertrand Ancel dans le *Dictionnaire de la culture juridique* fait apparaître l'ordre juridique comme « une vie sociale organisée ». Ce dernier perçoit l'ordre juridique comme *« l'ensemble des relations entre individus qui, de se modeler avec une constance suffisante sur un fond homogène de valeurs généralement acceptées et un appareil commun de régulation des comportements, se constituent en un réseau formant un corps social différencié »*[125].

Tout en relevant l'importance de l'acceptation commune des règles par les membres de la communauté ou de la société à « ordonner », ces deux définitions mettent surtout l'accent sur

[123] LE ROY E., *Le jeu des lois. Une anthropologie « dynamique » du Droit*, Paris LGDJ, Série anthropologie, 1999, p. 145.

[124] Définition donnée selon la théorie et la sociologie du droit. Ce dictionnaire en donne la définition également selon la sociologie et la métaphysique, voir CARTY J.-A., CARZO D., « Ordre », in Arnaud A.-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd. 1993, pp.415-416, (p. 415).

[125] ANCEL B., « Famille de droits (classification) », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 701-706, (p. 701).

la dimension de « l'organisation ». Nous entendons le mot « organisation » dans le sens de « *structurer, d'arranger, d'agencer* » un ensemble complexe[126].

Nous comprenons alors que la fonction anthropologique de l'ordre juridique consiste à définir le montage où s'inscrit la « *Référence* ». A la suite de Pierre Legendre, nous distinguons la double portée de la fonction normative de l'ordre juridique[127]. D'abord une portée générale, ayant valeur anthropologique, qui est « *l'assemblage* », cela peut signifier la construction de règles d'élaboration du projet social et d'équilibre social, ou de « règle de jeu » de la vie en société[128]. Ensuite, la fonction normative qui peut avoir une portée plus particulière, marquant un style spécifique suivant l'espace et le temps. Il s'agit du mode d'expression de ces règles, de leur mise en forme dont l'aspect peut être aussi multiple et/ou diversifié que les peuples, les histoires, les langues, etc.

C'est par ces diversités que nous « rentrons » dans la « mêlée ».

Notre propos ici sera de présenter, à partir de la diversité d'espaces de régulation de conflits et surtout d'univers et de références symboliques fondamentalement différents, les phénomènes d'interférences suscités par un enchevêtrement d'enjeux et d'ordonnancements normatifs.

Dans un premier chapitre, nous suivrons les acteurs à partir de parcours conflictuels qui nous permettrons de faire émerger des rationalités et logiques mélangées, parasitées, infiltrées, ou transposées. Il convient ici d'introduire une nuance entre le justiciable et « l'acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire ». Si la principale préoccupation du premier est de sortir de la situation conflictuelle, la priorité du second est avant tout la recherche du consensus apte à assurer la reproduction du lien social.

Dans un deuxième chapitre, nous suivrons les différentes autorités investies du pouvoir de rendre la justice. Une attention particulière sera portée aux fondements de leur pouvoir.

[126] Le Petit Larousse Compact 2003.
[127] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique en Occident*, Paris, Fayard, 1999, p. 195.
[128] Nous reprenons un terme d'Etienne LE ROY, *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* notamment pp. 35-48.

Chapitre 1 : Des conducteurs du droit dans la mêlée

Nous suivons ici « l'acteur-individu ordinaire »[129].

L'invitation au « mouvement » nous mène, en dehors des chemins balisés du droit étatique, à re-connaître la complexité du droit, qui est selon une expression de Michel Alliot *«mise en forme des luttes et consensus sur le résultat des luttes* »[130].

Nous commencerons par une présentation de la singularité du maillage social, dans lequel s'inscrit les habitants de la ville de Maroua (Section 1). Ensuite nous nous intéresserons à quelques-uns des parcours de tous ceux « acteurs-citoyens-individus maillons d'une chaîne communautaire » (ci après acteurs) ou justiciables qui sont confrontés à des « luttes » : conflits et confrontations, avec ce que cela suppose tant de manière de faire ou de ne pas faire que de manière d'être et de penser (Section 2). Enfin nous tenterons de saisir cette manière de penser le monde puis le droit à partir de la diversité d'univers mythiques qui se présentent à eux (Section 3).

Section 1 : Un maillage social particulier

La ville de Maroua est passée de 123 296 habitants, selon les sources du dernier recensement de 1987, à 162 000 habitants estimés en 1992[131]. Par comparaison avec les deux grandes métropoles du Cameroun, le nombre d'habitants de Yaoundé, capitale politique était estimé à 899 300 et celui de Douala, capitale économique, à 1 043 300.

[129] Nous développons ici des idées exposées dans un article que nous avons écrit pour les *Cahiers d'anthropologie du droit 2006*, Le droit en action, LAJP, Paris, Karthala, 2006, «Les 'conducteurs' du droit dans la mêlée, un exemple nord camerounais », pp. 245-266.

[130] ALLIOT M., «Anthropologie et juristique. Sur les fondements de l'élaboration d'une science du droit », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.283-305, (p. 283).

[131] Ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire camerounais. Le précédent recensement datait de 1976. Un nouveau recensement a eu lieu en novembre 2005 et les résultats sont en attente.

La population de la ville de Maroua se caractérise par son extrême jeunesse[132]. La ville compte à peu près autant de femmes que d'hommes.

L'impression qui s'impose au visiteur lorsqu'il découvre la ville de Maroua est certainement celle d'une grande diversité.

Diversité du milieu physique, de la forme de l'habitat, de la population,... Dans le cadre de notre analyse du contexte socio-culturel, nous nous intéresserons plus particulièrement à la diversité de la population qui compose cette ville.

Véritable carrefour, la ville de Maroua est une ville d'immigration qui compte une pluralité d'ethnies, de religions et de cultures. Au delà de la grande diversité que révèle la carte de la population (§1), la domination de la culture peule ne fait pas de doute (§2).

§1 : Une ville d'immigration à la composition ethnique et religieuse variée[133]

Maroua est en grande partie une ville d'immigrés, selon les données des recensements successifs[134]. Le taux de croissance moyen annuel entre 1976 et 1987 s'élève à 9% et si la croissance naturelle ne contribue que pour 3%, c'est l'immigration qui couvre les 6% restant. C'est donc grâce au phénomène migratoire que cette ville détient l'un des taux de croissance le plus élevé du Cameroun. Il convient de souligner, cependant, que ce taux est sous-estimé car la condition retenue, au moment du recensement, pour être considéré comme migrant était « le changement d'unité administrative ». Par conséquent, les ruraux de l'arrondissement de Maroua qui quittaient leur campagne pour la ville n'étaient pas comptabilisés. C'est une définition qui minore sérieusement l'ampleur du phénomène migratoire.

On constate que de nouveaux courants migratoires apparaissent et qu'une nouvelle distribution des populations s'ébauche dans la ville de Maroua.

En 1976, les deux tiers des citadins de Maroua provenaient de la Province du Diamaré, ce qui a contribué à renforcer la prééminence du peul (ou *foulfouldé*) comme langue véhiculaire dans

---

[132] 43% ont moins de quinze ans, 61,4% moins de vingt-cinq ans, les plus de cinquante-cinq ans ne sont que 6%. http://www.refer.org.camer_ct/rec/recma1.htm (relevé 05/07/2002).

[133] Site http://www.cm.refer.org/rec/recvi.htm (relevé le 01/10/2003), serveur réalisé avec le concours de l'AUPEL-UREF, du Centre SYFED de Yaoundé ; Christian Seignobos, 1985, co - éditeur scientifique de l'Atlas de la province Extrême Nord du Cameroun, Site http://www.bondy.ird.fr/carto/images/cameroun/Marouadens.gif (relevé le 07/01/06); Site www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/cameroun.htm Cameroun données « démolinguistiques », site de l'université canadienne de Laval, dernière mise à jour en septembre 2005 (relevé le 07/01/06) ; BOUTRAIS J., BOULET J., BEAUVILAIN A., et *al*., *Le Nord du Cameroun. Des hommes Une région*, Coll. Mémoire n° 102, Paris, ORSTOM, 1984, pp. 115, 116, 125, notamment p. 115 : la Carte des groupes humains de l'Atlas National du Cameroun et la Carte « populations » de l'Atlas Régional Mandara-Logone.

[134] Référence site http://www.refer.org.camer_ct/rec/recma1.htm (relevé 05/07/2002)

la ville. Le recensement de 1987 montre une intensification des migrations à partir des pays voisins[135] et des provinces méridionales. L'arrivée des Camerounais du Sud, plus remarquée à la suite de la création de la Province de l'Extrême–Nord, avec Maroua pour chef-lieu, semble surtout s'expliquer par la nécessité de faire fonctionner la nouvelle unité administrative : en effet de nombreux fonctionnaires se sont installés avec leur famille[136].

Cependant, bien que la diversification de cette migration ait nettement entamé la spécificité de Maroua comme ville d'Islam, les Camerounais du Sud étant majoritairement chrétiens, la religion musulmane ne perd pas sa position dominante.

A - Diversité ethnique

On dénombre environ une quarantaine d'ethnies dans la ville de Maroua, sachant que certains groupes ne sont pas individualisés[137]. Selon la carte des groupes humains de l'Atlas National du Cameroun et Logone, quatre groupes principaux peuvent en ressortir[138]. Bien que cette classification ne soit pas exhaustive, ni représentative de tous les groupes, nous l'adoptons car elle facilitera la compréhension de la classification plus significative sur le plan religieux.

Le groupe islamisé comprend principalement les Peuls (ou *Foulbé*), les *Mandara,* les *Kanouri*, les Arabes Choa, les *Haoussa*, les *Mousgoun*, les *Guelebda*, les *Gamergou*.

Puis vient le groupe des montagnards, avec notamment les *Matakam*, les *Mofou*, les *Podokwo,* les *Kapsiki*.

Ensuite vient le groupe des hautes terres et des plateaux comprenant spécialement les *Guidar*.

Enfin c'est le groupe de païens de plaine avec les *Guiziga,* les *Moundang*, les *Toupouri*, les *Massa,* entre autres.

---

[135] L'immigration étrangère est largement due à la guerre qui sévissait au Tchad depuis 1979

[136] Le changement intervenu à la tête de l'Etat camerounais le 6 novembre 1982 pourrait aussi être une autre explication, relevant de la volonté de « laïciser » l'administration dans le Nord du pays.

[137] Le critère déterminant d'identification et de regroupement des communautés sociales africaines est, en général, un sujet très controversé, du fait des connotations péjoratives et folkloriques des critères proposés et du fait de leur diversité. Plusieurs rattachements ont été proposés tels que *l'ethnie*, la *tribu ou la langue*. Nous ne souhaitons pas rentrer ici dans ce débat et nous nous bornerons à souligner que quelque soit le critère de rattachement retenu, il est difficile d'être précis sur les chiffres compte tenu de l'influence que les peuples subissent régulièrement. Nous employons ici le mot ethnie suivant son étymologie grecque, *ethnos* signifiant « peuple », société humaine fondée sur la conviction de partager une même culture, voir Le Petit Larousse Compact 2003.

[138] Il convient de préciser que pour la règle de transcription des noms de ces différents groupes nous mettons un « s » au pluriel uniquement pour les noms de groupes de dénomination française comme par exemple les « Peuls ». Mais lorsque nous utilisons leur auto-appelation, nous utiliserons soit la transcription invariable. Soit les règles propres à chacune des langues. Par exemple pour les Peuls, selon la règle de désignation basée sur le *foulfouldé* (*i.e.* langue peule), *Foulbé* est le pluriel de Poullo. A l'exception de certains cas de variations, comme celui-ci, en *foulfouldé* le « '*en* » implique le pluriel.

En dépit de cette diversité ethnique, le degré d'homogénéité de la ville de Maroua se mesure suivant le critère religieux beaucoup plus que suivant le critère ethnique. L'Islam est l'élément discriminant pour cette ville, chaque individu se définissant généralement par rapport à lui. Parmi les multiples groupes ethniques recensés dans la ville, les Peuls, islamisés à 100% sont les plus nombreux ; ils forment un peu moins du tiers de la population. Les *Guiziga*, population autochtone, se placent en seconde position, ils représentent 19,3% de la population urbaine et sont islamisés à 67%. La ville a aussi attiré des islamisés de longue date, les *Kanouri*, les *Kotoko*, les Arabes Choa, les *Haoussa* et les *Mandara* représentant 16,5% de la population urbaine, puis on trouve les populations traditionnellement non islamisées des plaines, des hautes terres, des plateaux et des montagnes, qui ne représentent que 8,2% de la population urbaine. Les *Mofou*, groupe montagnard, constituent une importante minorité (10,6%). L'Islam touche de nombreuses populations y compris celles qui, naguère, étaient réputées « animistes »[139], cependant les *Toupouri* sont restés les plus réfractaires à l'Islam : seuls 19% d'entre eux se sont convertis[140].

La religion a plus influencé la répartition des populations dans les quartiers de la ville que la variable ethnique. Les quartiers musulmans, ou à majorité musulmane, sont situés au centre de la ville et les autres, majoritairement animistes ou chrétiens, se retrouvent à la périphérie.

Malgré les nouvelles compositions de la population, dues aux différents mouvements migratoires, l'Islam conserve sa position dominante.

B - La position dominante de l'Islam

Nonobstant la subsistance des croyances ancestrales et l'enracinement progressif du christianisme, la religion musulmane est suffisamment importante pour opérer une distinction entre l'Islam et les « autres ». Les adeptes de ces autres religions sont généralement appelés païens, animistes, *kirdi* ou *habé*[141]. Le mot *kirdi* est plus spécifiquement employé pour désigner les groupes des montagnards qui résistent à la conversion à l'Islam, alors que le mot *habé* est généralement utilisé pour désigner les « non musulmans », notamment les chrétiens. Nous en arrivons à une classification en deux groupes, les musulmans et les « non musulmans ». Une telle classification des nombreuses ethnies représentées peut paraître un

[139] Les *Guiziga* (islamisés à 67%), *Mofou* (à 46%), *Moundang*, *Guidar*, *Massa* (islamisés entre 30 et 40%).
[140] http://www.cm.refer.org/rec/recvi.htm, source de Seignobos Christian, 1985, (relevé le 01/10/2003).
[141] *Kirdi* est un terme de la langue Arabe Choa du Ouadaï et du Baguirmi qui signifie infidèle, c'est-à-dire non islamisé. *Habé* (sing. *Kado*) est un terme ayant en langue peule (ou *foulfouldé*) la même signification que *Kirdi* ; voir BOUTRAIS J., BOULET J., BEAUVILAIN A., et *al*., *Le Nord du Cameroun…*, 1984, *op.cit.* p. 203.

peu sommaire, mais elle n'en demeure pas moins pertinente dans la mesure où l'opposition entre ces deux groupes a été le facteur dominant de l'histoire du Nord-Cameroun, et si elle n'a plus la même acuité de nos jours, cette opposition reste fondamentale. Sans conclure hâtivement que l'on est en présence de deux blocs homogènes, nous privilégions cette classification, dans la mesure où elle met en exergue la spécificité de la ville de Maroua et où elle nous permettra de mieux appréhender les différentes références culturelles entre les valeurs autochtones et celles qui ont été importées, soit par l'Islam soit par l'Occident.

§2 : La culture Peule, une culture dominante

Nous utiliserons indifféremment les mots Peuls ou *Foulbé* pour parler du même groupe ethnique et pour la langue de ce groupe nous utiliserons indifféremment les mots peul ou *foulfouldé*.

S'agissant des différents groupes islamisés, le fait le plus marquant est la domination absolue des *Foulbé*, domination numérique qui se double d'une domination culturelle (et politique).

La conquête peule du 19ème siècle a bouleversé le paysage humain de cette partie du Cameroun. Plusieurs ethnies ont disparu soit physiquement soit par assimilation. La mise en place des populations païennes dites *kirdi* du Nord-Cameroun, leur structuration, voire leur restructuration, en ethnies, telles qu'elles apparaissent aujourd'hui, ont été influencées par l'hégémonie peule. La conquête peule réalisée sous couvert de la guerre sainte (*jihâd)*, s'est concrétisée par une ossature solide de chefferies *foulbé* (les *lamidat)*.

Le Nord-Cameroun est soumis à la domination des Peuls, dont les chefferies détiennent toujours une position stratégique dominante. La domination politique des *lamibé* (pluriel de *lamido*, chef *Poullo)* a été atténuée par le pouvoir colonial. Cependant, leur pouvoir socio-culturel est incontestable.

L'Islam, véhiculé par le pouvoir des *lamibé* et les pratiques sociales, fait partie de la culture du Cameroun septentrional et contribu à rapprocher des groupes ethniques de diverses origines. Les populations païennes, qui ont échappé à l'islamisation en se réfugiant dans les sites montagneux, ont commencé à s'ouvrir sur l'extérieur en s'installant dans les plaines, où elles reçoivent l'influence de l'Islam. La *foulbéisation*, qui consiste à adopter le mode de vie et la culture *poullo* est la règle pour les nouveaux islamisés et la langue peule est la langue véhiculaire de presque tout le Nord Cameroun[142]. Cette *foulbéisation* se réalise non pas par la

[142] BOUTRAIS J., BOULET J., BEAUVILAIN A., et *al*., *Le Nord du Cameroun…*, 1984, *op.cit.* p. 116.

conquête armée, mais par la conquête culturelle. L'attraction culturelle du modèle peul est si forte que nombreux sont ceux qui adoptent le style de vie peul et embrassent l'Islam. Dans le cas précis des *Foulbé*, la notion « d'ethnie » est, plus que pour tous les autres groupes humains de cette région, une notion culturelle plus qu'une notion raciale, même si de subtiles et multiples distinctions existent à l'intérieur de ce groupe[143].
Bien que l'Islam imprègne profondément la société *poullo*, il convient toutefois d'attirer l'attention sur la distinction entre les notions de « foulbéisation » et « d'islamisation ». C'est une distinction qui a l'avantage de permettre la prise en considération de la résistance des croyances ancestrales dans la société *poullo* en dépit de l'implantation de la religion musulmane, notamment la croyance en la sorcellerie.

C'est sur un tel fond social que se situent les parcours des personnes que nous avons rencontrés sur le terrain.

Section 2 : Diversité des parcours et de stratégies

Après une présentation de ces parcours (§1) nous tenterons d'en faire une première analyse[144] (§2).

§1 : Quelques parcours

Nous choisissons d'exposer ici cinq parcours, sélectionnés parmi les récits des sept personnes que nous nous avons suivies de manière approfondie lors de notre recherche de terrain[145].
Au-delà de la diversité des expériences de « luttes », il semble possible d'effectuer une distinction entre les expériences à travers lesquelles les protagonistes décident d'emblée de se

[143] Outre les divers rameaux *Foulbé* : les *Yillaga*, les *Féroobé*, les *Wollarbé* pour ne citer que les plus répandus au Nord-Cameroun, descendants des pasteurs nomades et des conquérants du siècle dernier, le groupe *Foulbé* regroupe un grand nombre de païens islamisés et *foulbéisés*. S'y ajoutent les serviteurs (les *maccubé*). Voir *Ibidem* p. 116.
[144] Nous affinerons l'analyse dans la deuxième partie de notre travail
[145] Les deux autres récits retracent surtout des situations de corruption.

constituer justiciables et de ne valoriser qu'une seule référence symbolique (A) et celles où ces protagonistes oscillent entre une multiplicité d'identités (B).

A - Valorisation d'une seule (?) référence symbolique

Dans les deux situations que nous rapportons ci-dessous, les personnes en situation de conflit ont immédiatement saisi des instances de régulation. La première est le tribunal et la seconde est le *lamido.*

1) Le parcours de Asta Wabi

Cette femme *Poullo* est âgée de 31 ans[146]. Elle est née dans un village *Poullo* non loin de Maroua. Elle est installée à Maroua depuis l'âge de 16 ans, lorsque ses parents l'ont « donné en mariage » dit-elle, à un homme qui y vivait avec une femme et cinq enfants. L'aînée des enfants avait presque son âge. Elle est restée mariée treize années. Et comme elle dit « Dieu ne lui a pas donné d'enfant ». Les relations avec son mari ont commencé à se dégrader une année avant leur séparation, lorsqu'elle a voulu faire du commerce. Non seulement il ne semblait pas comprendre ce qu'elle voulait faire de l'argent puisqu'elle n'avait pas d'enfant, mais surtout il ne voulait pas que l'entourage pense qu'il n'avait pas de quoi entretenir sa famille.

Elle voulait se lancer dans la vente de boisson alcoolisée de fabrication artisanale, appelée *guia, bil bil* où encore *mbal*[147]. Cette activité pouvait être rentable, mais l'alcool étant prohibée par les musulmans, ces derniers considéraient ce commerce illicite et assimilaient les vendeuses à des pécheresses.

Asta Wabi ne pouvait pas compter sur l'appui de sa famille qui se sentait déjà suffisamment offensée qu'elle ait osé affronter son époux.

L'élément déclencheur de la séparation a été la décision de son mari d'épouser une troisième femme[148]. La procédure de séparation du mariage a été relativement rapide, puisqu'il n'y avait pas eu mariage civil.

---

[146] Nous nous reportons à l'époque de la rencontre, en hiver 2001. Pour les autres parcours que nous exposerons les rencontres se sont effectuées soit en hiver 2001 soit en août 2002.

[147] Ce terme signifie alcool, *mbal* est un emprunt du f*oulfouldé* à la langue *guiziga* : *mbazla*. En effet les *Foulbé* ne consommaient pas d'alcool qui était selon eux prohibé par la religion musulmane.

[148] La religion musulmane « autorise » qu'un homme épouse quatre femmes. Un chef, quant à lui, peut avoir en plus des épouses, un nombre illimité de concubines. Le législateur camerounais reconnait la polygamie.

Asta Wabi ne voulait pas rentrer chez ses parents au village, et être montrée du doigt comme la femme divorcée sans enfants et surtout elle avait toujours son projet de commerce en tête. Elle disait : « je ne voulais plus rester les bras croisés à attendre sans rien faire ».

Pendant deux années, elle fait des tâches ménagères en échange d'hébergement[149] et, vend du *mbal*. Sa famille avait déjà décidé, précise t-elle : « qu'elle ne valait rien ».

Avec l'argent qu'elle a pu économiser, elle réussit à s'acheter une moto d'occasion qu'elle met en location comme « taxi-moto ». Le profit étant insuffisant, elle met en vente la moto. Et en confie la vente au jeune mécanicien qui s'occupait de l'entretien de la moto.

C'est là que nous la retrouvons en situation de conflit qui éclate lorsque le mécanicien, ne lui restitue que 100 000 F CFA[150], soit un tiers du prix de la vente.

Compte tenu des sacrifices qu'elle a du faire pour l'acquisition de ce bien, il n'était pas envisageable d'abandonner les 200 000 F CFA restant.

Elle nous explique qu'elle va conduire ce « bandit » au commissariat et que ce sera la prison pour lui s'il ne lui rend pas son argent. Elle dit être prête à « aller » au tribunal, parce que de toute manière, personne ne l'aiderait à récupérer son argent. Elle se dit rejetée par les siens.

Elle ajoute que de toutes les façons les jeunes de maintenant, « n'écoutent plus personne et n'en font qu'à leur tête ».

Nous avons assisté à l'audience[151].

Il y avait quatre autres affaires en plus de la sienne. La salle d'audience était « bondée ».

D'une manière générale, le président était très sévère et exigeant sur la tenue et le respect des personnes (prévenus et plaignants confondus) vis-à-vis de la Cour. Il accordait une importance très particulière au respect de l'ordre dans son palais[152].

La Cour s'exprimait en français et il y avait un interprète. Cependant, le réquisitoire n'était pas traduit.

Le président, d'une ethnie du Sud du Cameroun, ne semblait pas tolérer certains comportements relevant de la coutume peule, comme par exemple l'exigence d'une certaine réserve imposée aux femmes impliquant qu'elles ne doivent pas vociférer en public. Lorsque le président appelait des femmes à la barre, elles s'avançaient sans rien dire (y compris Asta

[149] Quelques personnes aisées propriétaires, originaires de Maroua et travaillant à Yaoundé ou à Douala, confient l'entretien de leur maison à des résidants de Maroua.
[150] Voir le tableau de conversion franc CFA/ Euro, annexe n°10.
[151] Au Tribunal de 1er Instance de Maroua (Chambre criminelle).
[152] Cette exigence de l'ordre n'est pas une spécificité des tribunaux de Maroua, ni même du Cameroun, mais se retrouve dans la majorité des salles d'audience de tout les pays.

Wabi) et il faisait remarquer que « la moindre des politesse était de répondre, lorsqu' on était appelé ». Il semblait très vexé.

Traitant de l'affaire de Asta Wabi, le président lui reproche l'absence de la preuve écrite de son engagement avec le prévenu. Ce dernier pour sa défense, disait qu'il n'avait eu à faire à elle qu'en qualité de mécanicien.
Le témoin de Asta Wabi, n'a pas pu être entendu parce qu'il ne détenait pas de carte d'identité. Le prévenu interrogé à propos d'un document du commissariat sur lequel il était mentionné qu'il reconnaissait les faits, répond qu'il a signé sans savoir de quoi il s'agissait.

Nous avons appris par la suite que le jugement a été rendu en la faveur de Asta Wabi : elle a pu récupérer 80% de son argent et le mécanicien a été condamné à une peine de prison ferme.

2) Le parcours de Halilou

Halilou est *Poullo*. Il a deux épouses et sept enfants. Il est tailleur et ce petit commerçant a quelque fois du mal à « finir les fins du mois ». Mais comme il dit « Dieu est grand ».
Il s'endette et achète de la marchandise pour un montant de 800 000 FCFA qu'il laisse en dépôt vente chez un autre commerçant qui a un grand magasin. Ce dernier, comme Halilou, est un fervent musulman, ils se retrouvent tous les vendredis à la prière.
Plusieurs mois se passent sans qu'il ait des nouvelles de la marchandise déposée. Lorsque Halilou en parle le commerçant lui annonce qu'il a été victime d'un vol et que la marchandise a été dérobée. Quant nous lui avons demandé pourquoi avoir attendu si longtemps avant de s'enquérir de sa marchandise il nous a répondu que « parfois il n'est pas bon de brusquer les gens, surtout s'ils vous rendent des services ».
Halilou savait qu'il ne lui servait à rien de porter plainte. Il nous a fait comprendre que l'autre commerçant ayant « beaucoup de relations », sa plainte n'aurait jamais été enregistrée.
Ne croyant pas au vol, il lui proposa de se retrouver chez le *lamido* pour qu'il puisse « jurer sur le Saint Coran » afin de confirmer sa version des faits.
La supériorité du *lamido* s'exprime à travers certaines prérogatives qu'il ne partage pas avec les autres autorités traditionnelles, notamment le pouvoir sacré de « faire jurer au nom du Saint Coran ». Ce rituel, qui consiste à témoigner de sa bonne foi sur le Livre Saint, est un élément de preuve incontestable dans les procédures des règlements de conflits entre musulmans.

Nous avons appris que la totalité de l'argent a été restituée sur simple proposition du rituel.

B - L'acteur et/ou justiciable d'une pluralité de références symboliques

1) Le parcours de Oussoumanou

Ce chauffeur à la retraite a travaillé à Yaoundé, il est « rentré », comme il dit dans sa ville natale, à Maroua, pour y passer sa retraite parmi les siens. Il est installé à Maroua avec sa femme et ses trois enfants.
Il est certain que sa fille a été ensorcelée. Le comportement cette dernière était étrange, elle avait des visions et lorsqu'elle avait des crises, elle prononçait le nom du voisin.
Pour lui, il n'y a pas de doute, le voisin cherche à « manger » sa fille. En général il s'attaque à des gens qui sont restés longtemps à l'extérieur. Ce qui était le cas de sa famille qui a vécu à Yaoundé.
En sa qualité de père de la victime, il accuse le voisin de sorcellerie et porte l'affaire chez le *djawro* (chef de quartier). Lorsque le voisin refuse de répondre à la convocation du *djawro*, Ousoumanou porte l'affaire chez le *lamido*. Devant le *lamido*, le « présumé » sorcier nie toute accusations.
Mais, Oussoumanou est certain que c'est lui et décide de se rendre également au commissariat pour obtenir des aveux. Le voisin finit, non seulement par avouer, mais surtout, nous dit-il, il procède au rituel de « désenvoûtement » directement au commissariat.
Voilà la jeune femme guérie et le père satisfait. Pour lui l'affaire était close.
Trois mois plus tard, elle rechute et cette fois-ci, elle ne prononce aucun nom. Elle décède quelques semaines après.
Oussoumanou est persuadé que c'est l'œuvre du voisin qui s'est montré plus prudent et plus puissant.
Il n'a pas voulu porter plaine contre lui : il nous a expliqué que la première fois il l'avait fait pour que sa fille soit désenvoûtée et que maintenant il « remet le tout entre les mains de Dieu ».

2) Le parcours de Ya Goumssou

C'est une femme *Kanouri*, qui vit à Maroua depuis très longtemps nous dit-elle. Elle doit avoir une soixantaine d'années. Sur sa carte d'identité qu'elle conserve précieusement, il est

mentionné qu'elle est née vers 1939 et qu'elle est « ménagère ». Depuis que son mari est décédé, c'est elle qui s'occupe des maisons qui sont en location.

Elle dit, se retrouver souvent en conflit avec les locataires qui refusent de payer les loyers. Elle nous explique qu'au début elle ne voulait pas louer aux « *habé* », c'est-à-dire aux non-musulmans venus du Sud du Cameroun, parce qu'ils ne se comprenaient pas lorsqu'il fallait trouver une entente en situation de conflit. Non seulement tous ne parlent pas le *foulfoudé* mais surtout, ils ne partagent pas la même culture et de ce fait, elle ne pouvait pas les conduire chez le chef de quartier[153].

Sa position a changé depuis qu'elle a recours aux huissiers.

Elle nous explique que l'huissier est « mieux que la justice »[154], parce que les démarches sont moins longues, et surtout le résultat est plus sûr.

3) Le parcours de Hamman Djouma

Cet infirmier n'est pas *Poullo* par le sang, mais est *Poullo* de culture. Il a grandi chez les *Foulbé*, depuis que ses arrières arrières grands-parents *Guiziga* se sont convertis à l'Islam.

Il est un père de famille, respecté dans son quartier, du fait de sa profession d'infirmier et de ses activités associatives. Il donne quelque fois des médicaments aux voisins, et il est très impliqué dans les manifestations d'aide entre voisins.

Il s'est retrouvé en situation de conflit après l'achat d'une parcelle de terrain à une vieille femme. Au moment de la *fatia,* rituel de prière attestant la conclusion de l'acte de vente, en présence du *djawro* et devant témoins, l'achat a été contesté par des personnes qui en réclament la propriété.

Il se voit contester la propriété du terrain sous prétexte que la vieille femme ne pouvait pas le céder dans la mesure où, descendante de captifs[155], elle ne pouvait pas être propriétaire du terrain litigieux qu'elle occupait à titre gracieux.

Il nous explique qu'il n'est pas trop inquiet parce qu'il avait également établi un titre foncier et que si nécessaire, il pourra saisir le tribunal. Cependant, il précise aussi que pour l'instant il n'en est pas là puisqu'il ne veut pas faire «du bruit».

Par ailleurs, il redoute ses adversaires, qu'il qualifie comme des grands sorciers. Il dit être prêt à tout faire[156] pour qu'ils trouvent une solution à l'amiable, quitte dit-il, à se « rabaisser en les

[153] Il est intéressant de relever que même lorsque des musulmans se retrouvent chez le chef de quartier, certains exigent une trace écrite en plus de la parole donnée, comme exemple de document écrit voir une reconnaissance de dette faite chez le *djawro*, voir annexe n°6.

[154] Terme utilisé par la majorité des interlocuteurs, pour parler de l'institution judiciaire.

[155] Terme plus approprié que celui « d'esclave » tel que l'entendait l'Antiquité.

suppliant ». Mais, rajoute-t-il, « si ça me dépasse, je serait obligé d'aller chez les supérieurs ». Il fait ainsi allusion au tribunal.

Nous avons appris qu'il a conservé le terrain. Nous l'avons appris en 2007, c'est-à-dire bien après notre phase d'observation. Si nous ne savons pas comment il a réussi à conserver le terrain, nous avons beaucoup appris sur les stratégies qu'il a mises en œuvre.

§2 : Une première analyse

Nous commencerons par des constats puis une réflexion (A) que nous compléterons, pour une meilleure compréhension, par une présentation des évidences implicites de la culture *Poullo* (B).

A - Constats et réflexions

Il convient tout d'abord d'atténuer la schématisation que nous avons établie pour présenter les cinq parcours en introduisant des distinctions entre la saisie ou non d'une instance, puis une distinction pour le choix entre une seule référence symbolique ou une pluralité d'univers symboliques. La réalité semble beaucoup moins sectorisée, ou plutôt elle semble beaucoup plus « mitigée».

Entre la saisine ou non d'instance, il y a la menace de saisine. Parfois, cette simple menace est suffisante, comme le montre le parcours de Halilou, où le rituel de « jurer sur le Coran » n'a pas eu lieu. D'autre part, le choix de la saisine est rarement délibéré, notamment lorsqu'il est question du tribunal, comme le montre le parcours de Asta Wabi.

Il apparaît de manière générale que le justiciable a rarement un intérêt immédiat à choisir cette instance exogène[157], sauf s'il est en position de minorité, comme c'est le cas de Asta Wabi, dont une partie de l'histoire reflète la position sociale de la femme, notamment dans les sociétés du Nord-Cameroun.

---

[156] Il nous a avoué qu'il a tenté de corrompre le *djawro*, mais sans succès, parce qu'il serait de connivence avec ses adversaires, pense t-il.

[157] Il convient de souligner qu'au-delà du caractère exogène, c'est plutôt le rapport à la « machinerie judiciaire » qui poserait problème, car même dans les sociétés occidentales la recherche d'une conciliation semble préférable à une confrontation judiciaire. Voir notamment CAVROIS M.-L., DALLE H. et JEAN J.-P., *La qualité de la justice*, Paris, La documentation Française, coll. Perspectives sur la justice, 2002 et CHEVALIER P., DESDEVISES Y. et MILBURN Ph. (Dir.) *Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice*, Paris, La documentation Française, coll. Perspectives sur la justice, 2003.

Elle a compris que pour la protection de ses droits elle devait « miser » sur la neutralité et l'impartialité supposées du tribunal. Cependant, en contrepartie, une perspective de réorganisation du système de valeur semblait nécessaire.

Au-delà du choix entre une référence symbolique ou une autre, *« le* menu *disponible est le plus souvent multi-optionnel* »[158].

Parmi les parcours, plusieurs « espaces » de régulation de conflits sont mobilisés.

Nous employons le terme « espace » parce qu'il a l'avantage de ne pas nous enfermer dans des critères matériels et physiques, et qu'il nous permet de prendre en compte les dimensions immatérielles et symboliques du lieu qui est investi pour l'arrangement, la négociation, la confrontation.

Dans certaines situations, le choix du lieu est déterminé par le statut de l'adversaire, comme par exemple dans le parcours de Ya Goumsou.

Il apparaît que parmi les espaces de régulation de conflits, certains sont « manifestement » destinés à d'autres fonctions que celles qui sont attribuées par l'acteur ou le justiciable[159]. C'est le cas notamment du commissariat dans le parcours de Ousoumanou avec la sorcellerie, le cas avec le cabinet d'huissier dans le parcours de Ya Goumsou. Ces situations sont caractéristiques d'un « entre-deux » révélateur de points d'interférences entre deux types de représentations.

L'interférence est beaucoup plus ressenti lors de l'incident à l'audience lorsque le témoin de Asta Wabi n'a pas pu témoigner parce qu'il n'avait pas sa carte d'identité et, également, lorsque Hamman Djouma se joue de ces multiples identités.

Nous tirons de ces premiers constats une sorte d'image qui n'est ni floue, ni trouble, mais qui est troublante à l'instar de celle qui proviendrait du développement de deux négatifs superposés. Troublant du fait de la référence simultanée à des différentes échelles de valeur : c'est ce que nous identifions comme le phénomène d'interférence.

Nous poursuivrons notre analyse, en mettant en exergue la complexité qui caractérise les sociétés contemporaines multiculturelles, à partir du parcours de Hamman Djouma dans lequel le phénomène d'interférence est le plus significatif.

---

[158] LE ROY E., Le justiciable africain et la redécouverte d'une voie négociée de règlement des conflits », *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, pp. 111-120, (p. 116).

[159] Pour un rappel de la distinction entre justiciable et acteur *Supra* p. 38.

Rappelons que l'objet du litige est un terrain que ce dernier a acheté à une vieille femme. Des contestataires se sont réclamés de la propriété en arguant que cette vieille femme « appartenant » à leur famille, ne pouvait pas céder ce terrain familial.

Le phénomène d'interférence prend source dans les multiples identités de Hamman Djouma. Il est, parmi les identités qui nous ont été présentées, tout à la fois un acheteur, un musulman, un père de famille, un infirmier, un habitant dans un quartier de la ville de Maroua.

Le phénomène d'interférence apparaît sur plusieurs niveaux : les références symboliques, la mobilisation de l'espace de régulation et la motivation. C'est l'empilement de ces différents niveaux qui rend le parcours de Hamman Djouma exemplaire.

Nous examinerons ces différents niveaux à partir de son discours.

Dans un premier abord son discours paraît paradoxal, jusqu'à ce qu'un « mélange » de référents symboliques de la société occidentale et de ceux de la société peule puisse être identifié.

D'une part il invoque son titre foncier, mais d'autre part, il ne porte pas son litige devant les institutions judiciaires « modernes ». En fait, en brandissant le titre foncier, l'infirmier fait appel au mode de preuve par écrit recevable devant le tribunal. Mais cette enceinte représente aussi des valeurs qui ne sont pas totalement partagées par la société peule, dominante à Maroua, comme par exemple « l'individualisme », « l'indifférence ». C'est pourquoi il rechigne à y aller, ce qu'il justifie en disant qu'il ne veut pas « faire de bruit », se refusant à ébruiter une affaire privée, non seulement par pudeur mais surtout pour ne pas être responsable de l'opprobre de ses adversaires. La saisine du *djawro* ou du *lamido* est l'assurance de préserver certains repères identitaires majoritairement partagés.

Certains sentiments comme « la honte », « la pudeur » sont particulièrement présents dans la société peule. Dans cette société communautaire, il est parfois plus important de préserver ces repères identitaires plutôt que son bien matériel ou son intérêt particulier. Une autre caractéristique de la société peule, qui ressort des faits exposés, par rapport au statut de captif, est l'importance du rang. Du fait de son statut de captif, la vendeuse n'a pas les mêmes droits que les autres. Cet élément de la condition sociale intervient comme un point fondamental dans l'argumentation en faveur de l'annulation de la vente du terrain litigieux.

La sorcellerie est un autre élément du discours qui a une importance culturelle majeure et qui occupe une place importante dans la prise de décision de Hamman Djouma.

Lorsqu'il soumet son « affaire »[160] au *djawro* puis au *lamido*[161], c'est d'abord par souci de préserver sa place dans la société peule. En effet il évite le tribunal pour deux raisons, la première est que c'est « mal vu » par les autres membres du groupe car ce serait synonyme de manque de considération, d'autant que les deux parties habitent dans le même quartier, qu'ils sont de la même communauté culturelle et cultuelle et assistent aux mêmes cérémonies[162]. La seconde est qu'il appréhende une vengeance de la partie adverse réputée faire de la sorcellerie.

Cependant, l'importance matérielle que représente le terrain litigieux, bien personnel, l'incite malgré tout à prévoir une solution de repli en se faisant établir un titre foncier opposable devant le tribunal.

Hamman Djouma semble se retrouver écartelé entre le souhait de protéger son bien personnel, le souhait de préserver sa place dans sa communauté et le souhait d'éviter le mauvais sort.

Pour la résolution de son conflit, plusieurs possibilités (parfois contradictoires) s'offrent à lui.

Sa stratégie a consisté en la menace de saisie du tribunal. Avec cette menace, il tient compte du fait que ses adversaires n'ayant pas de titre foncier il obtiendrait gain de cause s'il mettait sa menace à exécution. Cependant, c'est parce qu'il prend également en considération les possibilités de représailles de sorcellerie, qu'il ne se limite qu'à la menace.

C'est ainsi que se manifeste les effets de l'interférence.

Au-delà du croisement et de la juxtaposition des ordonnancements, la complexité s'inscrit dans le mouvement qu'il y a entre et parmi ces ordonnancements sociaux par le biais des multiples identités des acteurs.

C'est un parcours qui est quelque fois aussi imprévisible que les oscillations entre ces différentes identités, aussi imperceptible que les frontières existantes entre ces identités.

La prise en compte de l'élément psychologique (conscient/subconscient)[163] dans l'orientation du choix de l'acteur augmente la complexité.

Au-delà des conflits apparents, la situation « d'entre-deux », oblige la majorité des acteurs à gérer un conflit de conscience du fait de l'écartèlement entre plusieurs valeurs.

---

[160] Nous avons pu remarquer que le mot « conflit » est rarement employé, sinon avec prudence.

[161] La saisine du l*amido* n'est pas conditionnée par celle, préalable, du *djawro*. Bien que le *lamido* soit plus puissant que le *djawro*, il ne faut pas comprendre cet ordre de saisine comme une trame chronologique obligatoire à l'instar de l'application du principe du double degré de juridiction du système romano germanique.

[162] Notamment baptême, deuil, prière hebdomadaire.

[163] C'est ce que Roderick A. Macdonald nome la *liberté éthique*, cité par BELLEY J-G (Dir.), *Le droit soluble*…,1996, *op.cit.* p. 65.

Le milieu social dans lequel se retrouvent les acteurs semble être le siège de deux dynamiques sociales : la dynamique sociale endogène définie par les structures traditionnelles et la dynamique sociale exogène définie par les structures coloniales récupérées par les Etats postcoloniaux.

Si l'identité étatique et le statut de citoyen (avec des obligations et la valorisation des droits) se développent de plus en plus, l'identité culturelle et le système de signes producteurs de sens demeurent dissimulés à l'intérieur des acteurs, comme une « marque de fabrique ».

Cette identité a tendance à résiste à l'acculturation venant du dehors.

Il nous semble que le phénomène d'interférence est un signe d'acculturation de l'intérieur, celle qui intervient au fil du temps et de manière presque imperceptible.

De ce fait il est parfois difficile d'appréhender certaines actions des acteurs sans une bonne compréhension de ce qui, jusque-là, fait sens pour eux.

B - Eléments de compréhension à partir des évidences implicites de la culture peule

Notre intention, ici n'est pas de nourrir le débat stérile opposant tradition et modernité.

Nous préconisons de nous situer du point de vue d'une société donnée, qui est la société peule pour identifier les valeurs clés de son système culturel, c'est-à-dire celles qui ont du sens pour ses membres, disons celles qui font *« structure* ».

Il s'agit des valeurs communes auxquelles des membres de la société peule font appel, des valeurs chargées de significations communes, les *« évidences implicites partagées »*[164].

Nous chercherons à mettre en exergue les valeurs phares de la société peule qu'on ne peut pas ignorer, à moins de ne pas chercher l'adhésion de la majorité de ses membres. Nous allons circonscrire notre liste à quelques-unes des valeurs qui apparaissent les plus difficiles à « fondre » aux valeurs occidentales.

Par delà la grande diversité que révèle la carte des populations, il apparaît cependant possible de retrouver une similitude à travers la culture dominante qui est la culture peule. Avant de retracer la spécificité de cette culture (2), nous soulignerons assez brièvement les traits caractéristiques culturels communs à certaines sociétés africaines en général (1)

[164] KOURILSKY-AUGEVEN C., « Socialisation juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1415-1418, (p. 1417).

1) Caractéristiques communes à certaines sociétés africaines.

Ce sont des sociétés hiérarchisées et communautaires.

- Société hiérarchisée

Comme la majorité des sociétés africaines, la société peule est une société hiérarchisée, dominée par les différences de statut et de rang que ce soit dans la sphère familiale, sociale ou économique. Pour illustrer la dimension hiérarchisée, nous ne retiendrons que trois situations[165] qui nous paraissent suffisamment évocatrices pour déterminer la spécificité sociale.

La première illustration se rapporte au principe de gérontocratie tant au niveau familial que social. Il s'agit du respect du principe de séniorité avec la conception du chef de famille, la puissance du père (équivalent du *paterfamilias*), personne très autoritaire exerçant une influence décisive dans la famille. De manière générale dans la société, la relation « aîné/cadet » détermine le comportement entre les différents membres. Les personnes les plus âgées sont supposées être plus expérimentées et avoir des responsabilités plus importantes. La position hiérarchiquement supérieure des aînés engendre le respect et l'obéissance.

La deuxième illustration se rapporte au statut de la femme. La coutume des Peuls, plus astreignante que celle des autres populations musulmanes au Nord du Cameroun, donne une grande importance à la dépendance et à la vie en retrait de la femme. Par exemple, son premier mariage est, en général, décidé sans elle, par ses parents. Cependant, en contradiction avec le statut subalterne d'obéissance et de soumission à l'autorité masculine (père puis mari), il existe une longue tradition d'indépendance de la femme peule répudiée ou divorcée. Bien qu'elles ne disparaissent pas totalement, les contraintes familiales et sociales sont moins fortes pour ces femmes « libérées » du lien conjugal, d'autant plus que grâce à leur sens des affaires, elles œuvrent âprement pour leur autonomie financière.

Il existe une autre catégorie sociale plus soumise que la femme, il s'agit du captif (en peul *maccudo*, au pluriel *maccubé*), qui sera notre dernière illustration. Le captif est un descendant des autochtones soumis aux/et par les conquérants peuls. Ce statut s'oppose à celui d'homme libre (*dimo*, au pluriel *rimbé*) qui est le descendant des conquérants peuls et des populations

[165] Pour un développement plus détaillé de la hiérarchisation des sociétés africaine, voir VINCENT-ALLOKE P., *Le processus de règlement des conflits comme mode de contrôle du changement social. (Niamey-Niger)*, Thèse, Paris, 1989, notamment pp. 121-133.

musulmanes. Alors que cette catégorisation de personnes, très en vue dans la composition sociale du 19ème siècle, a été combattue par l'administration coloniale et camerounaise, son influence demeure dans les mentalités collectives. Il existe encore des captifs de nos jours[166].

Il convient de relever que cette hiérarchie sociale n'a pas disparu du jour au lendemain du fait de certaines transformations irréversibles introduites par les Occidentaux, et que la dimension inégalitaire exposée ci-dessus continue à influencer les modèles de comportements contemporains. Mais, l'impact de l'influence doit être nuancé. En effet l'attachement plus ou moins étroit de chacun des membres aux valeurs dites traditionnelles doit nécessairement être pris en compte. Soulignons que le fait qu'ils soient ruraux ou citadins n'est pas la caractéristique la plus pertinente pour appréhender leur tendance réfractaire ou non à ces valeurs.

En revanche pour ce qui concerne la valeur communautaire, l'adhésion des membres de certaines sociétés africaines en général et *foulbé* en particulier semble être plus importante du fait qu'elle n'est pas discriminante.

- Société communautaire

Nous ne comptons pas ici définir le concept très complexe de communauté, nous donnerons simplement quelques éléments de compréhension pour présenter le modèle de société communautaire.

Nous n'entendons pas la notion de communauté uniquement de manière statique, mettant en avant notamment la ressemblance, et la dépendance. Nous appréhendons la communauté sous l'angle relationnel comme une « *certaine organisation des relations qu'entretiennent, entre eux et avec le monde, les hommes* »[167]. Dans la majorité des sociétés africaines, ces relations s'organisent autour des concepts de partage et de solidarité. Michel Alliot a déterminé trois niveaux de partages : « *partage d'une même vie, partage d'un champ décisionnel commun, partage de la totalité des spécificités* »[168].

Le premier niveau[169] semble correspondre à la dimension statique de la notion de communauté. C'est le partage d'un espace, d'une vie quotidienne, d'ancêtres communs, de

[166] L'émancipation officielle des serviteurs n'a pas supprimé la classe des *maccubé* du jour au lendemain. La plupart ont préféré la sécurité matérielle auprès de leur maître à une liberté toute théorique. Cependant, il convient de souligner que le recrutement des serviteurs disparaît avec la disparition des vieux serviteurs, les jeunes n'acceptant plus le statut de leur parent.

[167] JAULIN R., Notes d'ailleurs, Paris, Christian Bourgeois, 1980, pp. 123-125, cité par ALLIOT M., «Modèles sociétaux : Les communautés » in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.73-78, 1er éd. 1980, (p. 73).

[168] ALLIOT M., «Modèles sociétaux : Les communautés », 2003, *art.cit.* pp.73-78.

[169] C'est nous qui choisissons cet ordre pour la facilité de la rédaction. Nous n'avons pas voulu induire de hiérarchie entre les différents niveaux, d'autant plus que l'auteur ne le fait pas.

langue commune (dans ses mots et son idéologie), partage des mêmes combats. Nous ne citons ici que quelques uns des éléments communs à partager[170]. Le deuxième niveau, partage d'espace décisionnel, concernant le partage de règles communes, suppose que la communauté est une aire dynamique. Ces règles, internes à la communauté, doivent être reconnues par la majorité des membres. Le dernier niveau de partage, celui des spécificités[171], nous semble être le plus révélateur de la distinction de certaines sociétés africaines dans la mesure où il fait apparaître le modèle de complémentarité des différences propre à la cosmogonie africaine. La spécificité de chacun est nécessaire à la vie des autres. La communauté apparaît comme « *constituée d'éléments différents, hiérarchisés et interdépendants* »[172]. Cette perspective implique une approche dynamique qui met en jeu le comportement des différents membres.
Bien plus que le contenu de ce qui est partagé, c'est la logique du modèle qui est importante.
Retenons que c'est le caractère « *complémentariste et polyarchique* »[173] des modèles sociaux africains en général qui les démarque des autres modèles.
En plus de ces particularités propres à certaines sociétés africaines, il faut rajouter celles qui sont spécifiques à la société *Poullo* du Nord-Cameroun qui retient notre attention.

2) Spécificité de la société *Poullo*

L'originalité des *Foulbé* par rapport à toutes les autres populations de la région du Nord-Cameroun provient notamment de deux éléments : le *poulâkou*, une manière d'être particulière et l'importance de l'Islam[174].

- #### Une société théocratique

La première originalité est que l'Islam imprègne profondément la société : en effet la société *Poullo* est organisée selon les principes de l'Islam. Les chefs *foulbé* furent des lettrés (*modibbe* : connaisseurs de la science coranique) avant d'être des guerriers. Le premier

[170] Etienne Le Roy propose des démarcations internes à ce premier niveau. Il opère une distinction entre « *communautés vitales* », celles où on donne et reçoit la vie et les « *communautés d'intérêt* », voir son article « L'individu face au pouvoir », Deuxième partie : Afrique, Asie, Amérique (avant le 19e siècle), (Extrait), *Recueils de la société Jean Bodin pour l'histoire comparative des institutions*, n° XLVII, Paris, Dessain et Tolra, 1988, pp. 36-63, (p. 47).
[171] Intégré dans ce que Etienne Le Roy appelle « *communautés d'intérêts* », voir *Ibidem*, pp. 36-63, (pp. 47 et s.).
[172] ALLIOT M., «Modèles sociétaux : Les communautés », 2003, *art.cit.* pp.73-78, (p. 74).
[173] *Ibidem*, (p. 75).
[174] Rappelons que les *Foulbé* ne sont pas les seuls Musulmans au Nord Cameroun. Les *Mandara* participent à l'Islam « arabe » du Soudan oriental, les *Foulbé* en revanche participent à l'Islam « berbère ». Bien que l'Islam soit une religion universaliste, les différences entre ces deux courants ne sont pas négligeables, comme en témoignent les querelles théologiques entre *Foulbé* et *Bornouan* lors de la Guerre sainte peule au début du 19ème siècle. Sur le plan religieux le Nord Cameroun marque l'avance de l'Islam « peul- berbère ». Les *Foulbé* furent les principaux propagateurs de l'Islam « berbère » dans le Soudan occidental, BOUTRAIS J., BOULET J., BEAUVILAIN A., et *al*., *Le Nord du Cameroun…*, 1984, *op.cit.* p. 243.

lamido[175] de Maroua fut choisi à partir de ce critère. La société considérait le lettré comme une sorte de modèle apte à remplir les fonctions les plus diverses. En même temps que chef de la collectivité musulmane, le *lamido* est le représentant de Dieu, le « commandeur des croyants ». La souveraineté étant d'essence divine, le chef idéal est nanti d'une véritable bénédiction divine, *risku*, qui se traduit par la chance et la prospérité.

Organisée sur la base des principes de l'Islam par les lettrés, imprégnés des préceptes du Coran, la société peule est, en ce sens, une société théocratique[176]. Les règles coutumières des *Foulbé* pratiquement épurées des éléments pré-islamique[177], s'inspirent du Coran. L'enseignement coranique aborde les problèmes sous plusieurs angles : religion, morale, vie sociale et politique. Le Coran apparaît comme une « *Constitution Suprême qui organise la vie – tant spirituelle que temporelle- des Musulmans vivant dans la Cité-Etat* »[178]. Ainsi il devient possible d'établir un modèle de comportement idéal en toute occasion. Le *lamido* dirige la justice par l'intermédiaire de juges, les *alkali*[179]. Ceux-ci ont étudié le droit musulman dans le Coran complété par des livres de justice (*Khalil* et *Toufat*) et ils sont chargés de l'appliquer[180]. L'Islam a modelé la société peule par l'existence d'un cadre juridique universel, un encadrement religieux dense par le *malloum* et le *modibbo*[181], une éducation qui conditionne le comportement et permet à chacun d'exprimer son sentiment selon des règles précises admises par tous les croyants.

- Une règle de conduite rigoureuse : le poulâkou

La deuxième originalité des Peuls réside dans leur manière d'être qui est très spécifique, le *poulâkou*. Terme difficile à traduire car c'est « *un mélange intime de trois composantes, subtilement et différemment dosées suivant les individus :* le semtêndé, le mougnal et le hakkîlo. *Le* semtêndé, *c'est à la fois réserve, savoir-vivre et pudeur. Le* mougnal *est simultanément patience et persévérance. Le* hakkîlo *relève aussi bien de la ruse et de la*

[175] Grand chef *foulbé* au Nord Cameroun. Le *lamido*, nous l'avons dit est un personnage hors du commun.
[176] Santerre, 1968, cité par BOUTRAIS J., BOULET J., BEAUVILAIN A., et *al*., *Le Nord du Cameroun…*, 1984, *op.cit.* p. 245.
[177] Mais certes pas totalement, certains éléments des croyances ancestrales résistent.
[178] Préface de *Le Saint Coran et la traduction en langue française du sens de ses versets*, édité et traduit par la présidence générale des Directions des Recherches Scientifiques Islamiques, de l'Ifta, de la Prédication et de l'Orientation Religieuse, Royaume d'Arabie Saoudite, an 1410 de l'Hégire.
[179] Ils sont des membres important de la cour du *lamido*.
[180] Par exemple les successions chez les Foulbés sont réglées par le droit musulman le plus orthodoxe : dans tous les cas, ont droit à la succession, les enfants, père et mère et conjoint du défunt. Une fille n'a droit qu'à la moitié de la part d'un fils. Les père et mère du défunt ont droit au sixième de l'héritage s'il y a des enfants. Si la femme est décédée, le mari a droit à la moitié de son héritage s'il n'y a pas d'enfants, au quart s'il y en a. Si c'est la femme qui survit, elle a droit au quart de l'héritage s'il n'y a pas d'enfants, au huitième s'il y en a (Coran, Sourate 4 *An –Nisa (Les Femmes)*, Versets 11 et 12). C'est l'alkali qui procède au partage des successions.
[181] Le *Malloum* est un maître d'école qui enseigne aux enfants les linéaments de la lecture et de l'écriture du Coran en Arabe. Le *Modibbo (*plur. *Modibbe)* donne un enseignement de niveau plus élevé.

diplomatie que de la prudence et du discernement »[182]. Cette manière d'être très caractéristique des *Foulbé* dicte le comportement en famille et dans la société.

Les règles communautaires, les règles coraniques et celles du *poulâkou*, nous sont apparues comme les valeurs communes auxquelles chaque membre de la société peule fait appel pour adapter son comportement aux attentes du reste des membres. Ces valeurs peuvent être identifiées comme les valeurs clés qui « *fournissent à l'ensemble des individus d'une culture donnée un langage commun, chargé de significations communes, leur permettant de communiquer et de se reconnaître entre eux à travers des ' évidences implicites partagées' »*[183].

Ces standards idéaux de conduite correspondent à l'étalon de mesure qui intervient pour le développement du système normatif de cette société.

Ces standards idéaux se construisent à partir de certaines représentations mythiques qu'il convient de découvrir.

Section 3 : Diversité d'univers référentiels

Nous nous efforcerons ici de dégager l'héritage culturel juridique de la société peule de Maroua, selon une grille de lecture qui nous permettra de prendre de la « distance » avec une approche monologique de la vision du droit correspondant à un mode « *d'expression de la structure stylisée sur un mode historique particulier* »[184]. Ce mode est quasi systématiquement celui de la vision occidentale. C'est-à-dire celui qui se rapporte à la *Référence fondatrice*[185] correspondant au montage occidental marquée par les traditions du fond juridique romano-canonique.

Notre intention n'est pas de renier la logique et la rationalité occidentales, l'enjeu est de les re-placer parmi les logiques et rationalités des autres peuples. Pour ce faire, nous nous

[182] Dans un portrait de Ahmadou Ahidjo, alors président de la République du Cameroun en visite officielle en France, le journaliste Philippe DECRAENE du journal Le Monde écrivait dans l'édition du 20 juillet 1976 que Ahmadou Ahidjo incarnait le *poulâkou*, cité par GAILLARD Ph., *Ahmadou Ahidjo. Patriote et despote, bâtisseur de l'Etat camerounais*, Paris, JALIVRES, coll. Destins, 1994, p. 11.

[183] KOURILSKY-AUGEVEN C., « Socialisation juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1415-1418, (p. 1417).

[184] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique* …, 1999, *op.cit.* p. 194.

[185] Selon le langage de Pierre Legendre.

intéresserons au principe de dissociation préconisé par Pierre Legendre et à la théorie des archétypes développée par Michel Alliot.

Selon le principe de dissociation, il est fondamental de distinguer « *la problématique universelle de l'assemblage dont relève toute construction normative de portée générale, c'est-à-dire ayant valeur anthropologique* »[186] et le discours d'échafaudage, qui varie selon les peuples.

Par sa théorie des archétypes, Michel Alliot propose une « immersion » dans ces discours à partir de différents univers culturels. Partant des expériences de la Chine, de l'Egypte et de l'Afrique Noire dite animiste ainsi que de l'Islam et de l'Occident chrétien, il dégage trois archétypes : respectivement, celui de l'identification, de la différenciation et de la soumission. Par ces archétypes Michel Alliot met en évidence différentes manières de penser le monde et le droit. Il montre aussi qu'il ne faut pas se limiter à l'univers visible, mais interroger l'univers invisible, contenant les représentations à travers lesquelles les hommes donnent du sens à leur vie et à leur environnement. *« S'il y a un trait commun entre toutes les sociétés, c'est bien que chacune construit son propre univers mental, porteur de modèles fondamentaux et dispensateur de sens, que révèlent à la fois la vision du monde visible et invisible de chacun de ses membres, sa vision des peuples, de sa société, des groupes auxquels il appartient ou avec lesquels il est en rapport et sa vision de lui-même. Chaque vision partielle renvoie aux autres et les éclaire. Mais celle qu'une société a du monde et d'elle-même explique plus particulièrement les comportements juridiques particuliers et fondamentalement les limites de la juridicité* »[187].

La théorie des archétypes permet de comprendre la diversité des manifestations des phénomènes juridiques en les replaçant dans le cadre qui leur donne du sens. Ce cadre n'est pas exclusivement le *topos* (le point de vue, le contexte) occidental. C'est dans ce sens que nous exploiterons cette grille de lecture pour comprendre la manière que les Peules ont de penser le monde mais surtout pour relever les interférences dans la construction de leur vision du monde.

En nous fondant sur la théorie des archétypes de M. Alliot, nous présenterons la vision du monde des sociétés occidentales ainsi que celle de certains pays d'Afrique Noire (§1), pour mieux cerner ensuite la spécificité des sociétés peules du Cameroun, notamment celle de la région de Maroua (§2).

[186] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p. 194.
[187] ALLIOT M., «Anthropologie et juristique…, 2003, *art.cit.* pp.283-305, (p. 287).

§1 : La théorie des archétypes de Michel Alliot : Penser le Monde, Penser le droit

A la suite des travaux de M. Alliot et des chercheurs du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, nous sommes convaincue de la relation, extrêmement étroite, entre la manière d'organiser la société et la conceptualisation du droit. L'aphorisme de M. Alliot : « *Dis-moi comment tu penses le monde : je te dirais comment tu penses le Droit*» illustre parfaitement sa théorie des archétypes, par laquelle il explique le parallélisme entre les manières de penser l'Univers, Dieu et le Droit[188]. Avant de présenter cette théorie, précisons dans quels sens nous employons « droit » et « archétype ».

Nous entendons ici « droit » dans le sens de « *phénomène normatif »*[189], de *Référence*[190], c'est-à-dire un sens beaucoup plus large que le cas type de droit généralement cité en référence dans les ouvrage d'introduction au droit, notamment des universités françaises : le droit tel que l'on peut l'observer dans les sociétés occidentales[191]. *«*(L)*'arbre du Droit officiel des manuels cache la forêt des phénomènes juridiques dont il n'est qu'une partie* »[192].

---

[188] Pour approfondir la théorisation des trois grandes catégories de vision du monde selon Michel Alliot, voir ALLIOT M., *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, voir pp 283-305. Se reporter également aux autres articles de cet ouvrage, voir notamment pp 53-71 « La coutume dans les droits originellement africains » où il analyse les logique découlant des archétypes sous la forme de « logique fonctionnelle » et « logique institutionnelle ». Pour un aperçu plus complet de la Théorie des archétypes, compléter avec le *Liber Amicorum* dédié au Recteur Michel Alliot Le Roy E. et J; (éds.) *Un passeur entre les mondes. Le livre des Anthropologues du Droit disciples et amis du Recteur Michel Alliot*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2000, voir notamment l'article d'Etienne Le Roy qui résume l'évolution de la pensée de Michel Alliot à travers les travaux du Laboratoire d'Anthropologie de Paris pp 18-21 et celui de Michel Alliot lui-même pp 31-72. Norbert Rouland consacre dans son ouvrage *Anthropologie juridique*, Paris, PUF, 1983, col. Droit fondamental, pp 399 et s. une présentation de la conception théorique de Michel Alliot. Sous un complément de titre « penser Dieu, penser le Droit », il fait une présentation des archétypes et de leurs logiques (pp 401 – 407). Voir aussi son article « Sociétés Traditionnelles » dans le *Dictionnaire de la culture juridique*, Alland D. et Rials S. (Dir.), Paris, Quadrige, Lamy, PUF, Dicos Poche, 1ere éd., 2003, pp. 1419-1423.

[189] « Phénomène normatif » est une terminologie utilisée par Jean CARBONNIER « Les phénomènes d'inter - normativités », *European Yearbook in Law and Sociology*, 1977, pp. 42-52. L'utilisation du terme *phénomène* implique la recherche d'un processus dynamique.

[190] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.*

[191] Dans les témoignages recueillis dans les *Cahiers d'anthropologie du droit 2004*, Anthropologie et Droit. Intersections et confrontations, *Revue Droit et Culture*, hors série 2004/4, Paris, Karthala, 2004, où il était demandé, entre autres, aux contributeurs de parler de leur rencontre avec l'anthropologie du droit, il est intéressant de relever une constance autour du « doute » et de « l'insatisfaction » de la formation juridique universitaire : la rencontre avec l'anthropologie juridique apparaissant comme une « ouverture », ou une « explication », bref un rétablissement.

[192] ALLIOT M., «L'Anthropologie juridique et le droit des manuels », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.307-318, (p. 308), édition antérieure : Bulletin de liaison du LAJP, 1983.

Lorsque nous parlerons du droit occidental moderne, nous choisissons d'y accoler son « *binôme* » : l'Etat[193] et de parler donc de « droit étatique ».
L'archétype peut être défini comme la manière d'appréhender l'univers mental, « *porteur de modèles fondamentaux et dispensateur de sens* ».

A - Vision du monde des sociétés occidentales

La notion de Dieu vécue en Europe est celle d'un Dieu unique, éternel, omniscient et omnipotent, extérieur au monde qu'il a créé et dont il maintient l'existence par une création continuée à chaque instant[194]. La vision du monde des sociétés occidentales, correspond à l'archétype de la « *soumission* ».
« Dieu, la société, l'Etat, le Droit, dans la pensée occidentale, répondent donc bien à une même logique de l'unité par l'unicité de Dieu et de l'Etat [son avatar] *et par l'uniformité qu'impose aux individus le Droit créé par l'Etat : comme dans la physique newtonienne, seul compte le centre de gravité, il n'y a qu'un seul Etat, source unique du Droit et de tout le droit »*[195].
Le «pouvoir de rendre la justice » n'échappe pas à cette nécessité de soumission.

B - Vision du monde des sociétés d'Afrique Noire

Nous nous référons ici à aux communautés d'Afrique Noire, dites « animistes »[196], avant qu'elles ne subissent de colonisation religieuse, notamment celle des religions dites abrahamiques (judaïsme, christianisme et Islam)[197]. Nous tenterons par la suite de cerner la spécificité des sociétés peules de la région de Maroua au Cameroun.

---

[193] L'Etat est perçu comme une construction typique des élaborations scolastiques occidentales, voir LEGENDRE P., *Leçons VII. Le Désir politique de Dieu. Etude sur le montage de l'Etat du Droit*, Paris, Fayard, 2005 (1er éd. 1988), p.274 et 322 pour cette interprétation restrictive de la notion d'Etat.
[194] ALLIOT M., « Le miroir noir images réfléchies de l'Etat et du droit français », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp. 105-111 (p. 108).
[195] *Ibidem*, p. 109.
[196] Nous mettons ce terme entre guillemet pour le préserver de la charge de préjugés implicites se rapportant aux théories évolutionnistes, assimilant animisme à primitif.
[197] Nous sommes consciente que dans le contexte actuel de la mondialisation, il serait très difficile de rencontrer des communautés dont les religions n'ont pas subi d'influences exogènes.

Dans la perspective théorique évoquée précédemment, la vision du monde des sociétés des pays d'Afrique Noire ayant conservé leur religion « *originellement africaine* »[198], correspond à l'archétype de la « *différenciation* ».

Selon, M. Alliot, le monde animiste ne reçoit pas sa cohérence d'un être qui lui serait extérieur, Dieu créateur ou Etat-Providence, et qui imposerait sa loi à des être égaux dans la soumission. Il la trouve dans la complémentarité.

Pour élaborer l'archétype de « *différenciation* » correspondant à la société animiste, Michel Alliot s'est inspiré d'un mythe Bambara[199]. Dans la pensée animiste, nous dit l'auteur de la théorie des archétypes, la cohésion du monde ne lui vient pas de l'extérieur mais d'un mouvement interne de différenciation aboutissant à la « différence » pensée en complémentarité[200]. Les Bambara pensent qu'avant de fonder un village, deux frères, individus aussi semblables que possible, doivent se différencier professionnellement. Ils s'engagent en leur nom et au nom de leurs descendants, l'un à cultiver la terre, l'autre à travailler le métal. Pour les Bambara il n'y a société que là où les différences imposent la solidarité. Les cosmogonies animistes d'Afrique Noire ne font jamais appel à un Dieu antérieur et extérieur à sa création. La divinité et le monde étaient confondus dans un chaos[201] et la création a été un processus de différenciations progressives, génératrices de complémentarités[202]. Les Mythes, dans cette logique, ne décrivent pas la création comme le passage du néant à l'être, mais comme celui de l'indistinct au différencié[203]. L'uniformité a tendance à être exclue de ces sociétés. Soulignons ici qu'il convient de ne pas confondre « uniformité » avec « cohésion » et « union ». Ces notions, contrairement à l'uniformité, sont fondamentales dans les sociétés qui prônent la différenciation. En effet la différenciation étant génératrice de complémentarité, elle exige des échanges, donc des alliances.

---

[198] En référence à un titre d'article de M. Alliot, « La coutume dans les droits originellement africains », voir dans ALLIOT M., *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par KUYU Camille, Paris, Karthala, 2003, pp. 53-71.

[199] Les Ban-mâna, de Ban : refus et mâna: Maître, c'est-à-dire ceux qui ont refusé d'être dominés, plus communément connus sous le vocable de Bambara que leur a donné le colonisateur européen. Ils sont très nombreux au point d'en rencontrer un peu partout, même au Sénégal, en Burkina Faso, en Guinée, en Mauritanie, en Côte-d'Ivoire, et au Mali ou ils constituent le groupe ethnique le plus important. Le peuple Bambara n'a jamais constitué une unité politique. Il se compose d'un certain nombre de clans qui font descendre leurs membres des mêmes ancêtres réels et mythiques.

[200] Il faut souligner que si le mythe Bambara a inspiré M. Alliot pour l'élaboration de l'archétype de différenciation correspondant à la société animiste, cependant pour dégager la logique des droits originellement africains (inspirés de cette pensée) il se réfère à une zone géographique plus large, voir notamment ALLIOT M., « La coutume dans les droits originellement africains », 2003, *art.cit.* pp 53-71 (p.54 et 55).

[201] Le chaos n'est pas néant, mais confusion. La création procède précisément de la distinction, voir notamment ALLIOT M., « Religion d'Afrique et droits d'expression française » in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par KUYU Camille, Paris, Karthala, 2003, pp 79-85 (p. 82).

[202] *Idem*, « La coutume dans les droits originellement africains », 2003, *art.cit.* pp 53-71 (p. 65).

[203] *Ibidem*, p. 67.

Il apparaît que la cosmologie ci-dessus exposée correspond à celles des sociétés d'Afrique Noire n'ayant pas subi de colonisation religieuse. Or la société peule que nous avons retenue pour notre observation a été islamisée et par la suite les Peuls ont converti un maximum d'autres sociétés africaines à la religion islamique, l'une des religions abrahamique que M. Alliot classe dans l'archétype de la « *soumission* ». L'archétype qui a été décrit pour les sociétés occidentales, selon lequel l'organisation de la société est confiée à un pouvoir suprême qui lui est extérieur. Cependant, une différence importante sépare la vision islamique de celle de l'Occident : en Islam, l'Etat n'a pas pris la place de Dieu. La première loi qui s'impose à l'homme, c'est celle de Dieu, elle s'impose à tous, à commencer par les détenteurs du pouvoir[204].

La question que nous nous posons à propos de la société peule, convertie à l'Islam qu'elle a diffusé par la suite aux communautés locales, est de savoir dans quelle mesure les religions originellement africaines ont conservé une influence dans l'ordonnancement social.

§2 : La spécificité des sociétés peules : une vision du monde hybride

Ces sociétés semblent avoir presque simultanément deux visions du monde[205], celles qui correspondent aux archétypes de la « *différenciation* » et de la « *soumission* ». Retenons qu'il s'agit pour la « *différenciation* » de la vision selon laquelle l'ordre social proviendrait de la complémentarité de plusieurs pouvoirs dans le respect d'une parfaite cohésion assurée par des rapports hiérarchisés alors que dans le cas de la « *soumission* », l'ordre social proviendrait de l'uniformité garantie par l'obéissance à un pouvoir unique.

Nous nous demandons comment des visions aussi contradictoires pourraient se côtoyer pour l'ordonnancement d'une même société. Cette problématique nous renvoie au processus d'altération qu'implique le phénomène colonial[206].

L'Islam et l'Occident sont deux facteurs de colonisation qui ont apporté des bouleversements au sein des religions et des coutumes « *originellement* » africaines. Si, dans les deux cas ; l'altération est identifiable, il faut cependant relever que le trouble apporté par l'Islam a été moins agressif que la confusion introduite par la colonisation occidentale.

---

[204] ALLIOT M., « Religion d'Afrique et droit d'expression française», 2003, *art.cit.* pp 79-85 (p 80 et 81).

[205] Nous nous limitons ici à deux visions en référence à la religion, sans tenir compte de l'aspect socio-économique qui nous aurait fait mentionner au moins une troisième vision, celle de la culture occidentale. En réalité il serait plus approprié de parler d'une pluralité de visions du monde, nous y arriverons.

[206] Voir notamment la notion de colonisation Le ROY E., « Colonies », *Dictionnaire de la culture juridique*, Alland D. et Rials S. (Dir.), Paris, Quadrige, Lamy, PUF, Dicos Poche, 1ere éd., 2003, pp. 231-237.

Bien que l'avènement de l'Islam en Afrique Noire soit généralement associé à une conquête guerrière, son implantation et son infiltration dans les populations autochtones ont été plutôt pacifiques et surtout relativement lentes. Dans son ouvrage sur l'Islam au Cameroun, Hamadou Adama[207] confirme la distinction entred'une part le comportement hégémonique pour agrandir le territoire et d'autre part la transmission d'un mode de vie.

L'introduction de l'Islam dans l'espace géographique camerounais est relativement précoce : elle est en rapport avec la nature des relations commerciales entretenues entre les différents royaumes soudanais et le monde méditerranéen musulman. L'essentiel des activités économiques se déroulait à travers les pistes caravanières débouchant le plus souvent sur les ports méditerranéens et intégrant le royaume du Kanem-Bornou (au tour du Lac Tchad et au Nigeria). A partir du 16ème siècle, le royaume accueille plusieurs vagues migratoires de pasteurs nomades peuls qui avaient quitté le Macina (l'actuel Mali)[208]. Au siècle suivant les Peuls superficiellement islamisés, s'implantent dans l'Adamawa (au Nigeria)[209], et contribuent à la diffusion passive de l'Islam.

La période d'islamisation massive par des campagnes guerrières destinées à convertir le maximum de populations, en s'engageant dans un prosélytisme dont l'ambition ultime était d'agrandir davantage le pays musulman (*dâr el-islâm*), se situe au début du 19ème siècle, par la proclamation du *jihâd*. Initiée par Ousman dan Fodio, Sultan de Sokoto (au Nigeria), cette proclamation constituera le cri de ralliement des populations peules qui manifestèrent ainsi une volonté de domination sur des populations non musulmanes.

La volonté de puissance et de domination trouvait en l'Islam un alibi permettant non seulement de reconstruire une communauté peule éparse, mais aussi de se servir de la nouvelle force religieuse pour une accumulation des richesses en s'émancipant de la domination des populations non musulmanes. Ce mouvement d'islamisation (guerrier, conquérant et hégémonique) dont l'objectif était de contrôler un vaste espace géographique

---

[207] HAMADOU ADAMA, *L'Islam au Cameroun. Entre tradition et modernité*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 13-15, 22, 28 et 29.

[208] La date de l'arrivée des Foulbé demeure en fait très controversée. Certains auteurs la situent au début du 17ème siècle, d'autres retiennent le début du 18ème siècle. Selon HAMADOU ADAMA, elle se situerait au 16ème voire 15ème siècle au regard des sources manuscrites arabes et ajami qu'il a dépouillées, voir HAMADOU ADAMA, *L'Islam au Cameroun…*, 2004, *op.cit.* p. 21 ; HAMADOU ADAMA et BAH T. M., *Un manuscrit arabe sur l'histoire du Royaume de Kontcha dans le Nord Cameroun (XIXème –XXème siècle)*, Rabat, Institut des Etudes Africaines, Université Mohamed V, 2001.

[209] A ne pas confondre avec « Adamaoua » qui désigne le haut-plateau, correspondant à la province actuelle du Cameroun dont la ville de Ngaoundéré est le chef lieu. Le terme Adamawa désigne, quant à lui, l'unité géopolitique correspondant à l'ancien émirat peul. L'émirat de l'Adamawa, avec pour capitale Yola, était un des Etats les plus vastes et les plus autonomes du califat de Sokoto. A l'intérieur de l'émirat existaient plusieurs *lamidat*– une sorte de théocratie vassale – parmi lesquels Maroua. Progressivement les *lamibé* militairement puissants ont émergé en s'émancipant de la tutelle de Yola pour constituer leurs propres royaumes, voir HAMADOU ADAMA, *L'Islam au Cameroun…*, 2004, *op.cit.* p. 16.

touchait plutôt les chefs de clan aspirant à une promotion sociale. Leur conversion et leur ralliement devaient modifier la forme structurale de leur territoire de commandement en les transformant en *lamidat*. Adhérer à l'Islam et aussi à la communauté peule signifiait s'identifier à la puissance et à la magnificence du *lamido*[210]. Pendant longtemps, cet Islam élitiste, religion des « chefs » n'a pas touché directement les masses. Les *chefs noirs*[211] tiraient de l'Islam leur autorité en dehors de leur groupe naturel, en revanche, pour leurs pouvoirs et leurs prestiges locaux, ils se référaient aux mythes religieux endogènes, qui avaient appelé leurs familles au commandement d'un groupe. Les mythes et les religions africains subsistaient aux côtés de la religion islamique.

Si l'action guerrière explique et conditionne l'hégémonie peule, c'est par une autre stratégie que s'est effectuée la manœuvre d'infiltration de la culture islamique au sein de la population autochtone. Une fois que les conquérants eurent réussi leur implantation, la rencontre avec les ethnies et cultures autochtones n'a pas été agressive. Les Peuls ont procédé à des métissages sanguins, comme une sorte de transfusion, afin de permettre l'infiltration de leur modèle culturel et la conception religieuse islamique mais c'était aussi un moyen d'assurer un réel contrôle de la population autochtone[212].

La stratégie consistait à accepter, donc bien plus qu'à tolérer, certaines pratiques ancestrales tout en déséquilibrant politiquement les sociétés préexistantes Le but était de créer à moyen/long terme, dans l'esprit de la population « transfusée », un choc de légitimité afin de susciter le doute quant à leurs croyances ancestrales[213].

Bien que l'Islam se soit imposé comme « LA » religion au Nord-Cameroun cela n'a pas signifié la suppression des cultures, coutumes et croyances religieuses ancestrales. L'éradication des religions originellement africaines n'était d'ailleurs pas le but. Rappelons que les Peuls, propagateurs de la religion islamique, ont été eux-mêmes islamisés. Il y a plutôt eu des « *influences conjuguées de l'Islam et des traditions locales* »[214].

Pour revenir à notre question de départ sur la coexistence des deux manières antagonistes de concevoir le monde, soit la « *soumission* » favorisant l'unicité de source de pouvoir, soit la

[210] Celui qui est à la tête d'un lamidat se comporte comme un souverain absolu dont la religion est la seule limite.

[211] ALLIOT M., « Coutume et Mythe», in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par KUYU Camille, Paris, Karthala, 2003, pp 39-52 (p 45).

[212] Le concept de foulbéisation recouvre ce phénomène.

[213] Le phénomène de sorcellerie est l'une des pratiques qui subsiste, notamment par rapport à l'utilisation des *layagee* (aux amulettes)

[214] FROELICH J-C., « Droit musulman et droit coutumier », Etudes de droit africain et de droit malgache, Cujas, 1965, p. 361 et s. citer par cité par DJUIDJE B., Pluralisme législatif camerounais et droit international privé, Paris, L'Harmattan, Logiques juridiques, 1999, p. 39.

« *différenciation* » favorisant la pluralité de pouvoirs complémentaires, il apparaît que, compte tenu du processus d'intégration de l'Islam que nous venons de décrire, nous sommes en présence d'une forme hybride de l'archétype de « *différenciation* ». En effet, les sociétés autochtones devenues peules, donc islamisées, ont conservé la structure hiérarchique et « complémentariste » de leur mode d'organisation sociale qui implique une pluralité de sources de pouvoirs. Un Dieu unique est compté parmi ces sources de pouvoirs. Parfois ce Dieu est omnipotent, parfois il ne représente qu'une partie d'un pouvoir qu'il faut compléter avec d'autres pouvoirs[215].

Il convient de souligner ici que l'influence de la religion islamique importée n'a pas détourné la manière des sociétés autochtones devenues peules de concevoir le monde selon l'archétype de la « *différenciation* ».

En définitive, « *l'Islam peut être considéré ici comme un système culturel qui confère une marque spécifique aux diverses civilisations autochtones auxquelles il s'est imposé* »[216].

Au-delà du constat suivant lequel la prédominance d'un idéal type d'ordonnancement social à un moment donné, dans une société, ne signifie pas que les autres types d'ordonnancements sociaux, révélés par les archétypes, n'existent pas dans cette société[217], nous relevons le « mélange » de références mythiques à partir duquel se construit le discours de représentation des sociétés peules. Sociétés contemporaines de surcroît, c'est-à-dire « *sociétés de la différence et de la diversité* »[218].

Après avoir suivi les acteurs jusqu'à leurs représentations mythiques, et relevé le phénomène d'interférence dû à la coexistence d'une pluralité de modes d'ordonnancements à la « disposition » de l'acteur, il convient maintenant de suivre les différentes autorités ayant en charge le « pouvoir de rendre la justice ».

[215] L'Occident « moderne » au contraire cherche à détourner ce principe d'organisation hiérarchisée en faveur du principe d'égalité. Dans ses *Essais sur l'individualisme, une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, 1983, Louis Dumont explique que l'englobement du contraire tente de lever la contradiction entre deux principes d'organisation de la société, celui de hiérarchie inhérente à toute société, et le principe d'égalité, si typiquement "moderne", occidental et individualiste.

[216] HAMADOU ADAMA, *L'Islam au Cameroun…*, 2004, *op.cit.* p. 29.

[217] LE ROY E., *Le jeu des lois. Une anthropologie…*, 1999, *op.cit.* pp. 201-203.

[218] LE ROY E., MILINGO V., et *al.*, « L'édition française, le transfert des connaissances juridiques et l'endogénéité du développement en Afrique noire », Annuaire du Tiers Monde, Paris, 1979, pp. 107-121, (p. 118).

Chapitre 2 : Diversités d'instances de régulation des conflits : Pluralité d'autorités

Pour parler des lieux de régulation des conflits nous proposons dans l'intitulé de ce chapitre le mot « instance » à la place du mot « espace » que nous avons utilisé dans le chapitre précédent au sujet des parcours des « acteurs-citoyens-individus maillon d'une chaîne communautaire » dans la mesure où nous nous intéresserons ici à la dimension institutionnelle de ces espaces. Nous employons le terme institutionnel dans le sens structurel selon Pierre Legendre. D'autre part, nous choisissons de présenter ces instances en fonction de leurs caractères endogènes ou exogènes. Si la classification que nous retenons ne prend pas en compte toutes les nuances des lieux de règlement de conflits déterminés par les parcours des acteurs, elle aura ici l'avantage de nous permettre de mettre en perspective les différentes sources de fondement du « pouvoir de rendre la justice » dans ces pays post-coloniaux, dont fait partie le Cameroun. Notre objectif est de mettre en jeu le double héritage juridique de certains pays d'Afrique Noire anciennement colonisés.

Nous n'allons pas procéder ici à une comparaison simpliste entre l'approche préconisée par l'ex-empire colonial, représentant les logiques juridiques exogènes et celle préconisée par les sociétés colonisées. Nous évitons de procéder ainsi afin de ne pas favoriser une approche dualiste qui pourrait nous conduire dans le piège de l'englobement du contraire avec la perspective d'un modèle dominant désigné à l'avance.

Nous commencerons par une présentation successive des différentes sources de fondements du « pouvoir de rendre la justice », afin d'identifier ce double héritage (Section 1). Puis, nous analyserons, longuement, à partir du principe de dualité de l'organisation judiciaire camerounaise, comment la nouvelle élite à la tête de l'Etat camerounais indépendant appréhende-t-elle ce double héritage (Section 2).

Section 1 : Différentes sources de fondements du « pouvoir de rendre la justice »

Nous présenterons les différents fondements de ce pouvoir à partir des « figures d'autorité » d'où s'exerce ce pouvoir, disons d'où s'institue ce pouvoir. Cette figure d'autorité, qui peut être matériellement une personne ou un lieu, sera incarnée ou plutôt symbolisée pour l'instance endogène par le *lamido* (§1) pour l'instance exogène, par l'institution judiciaire (§2).

§1 : Autorité endogène : Le Lamido

Avant de présenter les fondements du pouvoir du *lamido* (B) il convient de présenter sa structure de commandement (A).

A - Un *lamido* tout puissant et une *faada* qui lui est entièrement dévouée

Le *lamido* est à la tête des *lamidat* qui sont des structures de commandement et de justice de la période précoloniale. Ces structures ont non seulement perduré, mais surtout elles subsistent aux côtés des structures générées par l'État[219].

Au Nord Cameroun l'importance des divers *lamidat* est très variable. À Maroua il est très grand, il forme un découpage correspondant à de solides liens d'allégeance. Le *lamido* « administre » ses sujets par l'intermédiaire de plusieurs *lawan*[220] et *djawro*[221].

A la tête d'un pouvoir central constitué d'une assemblée de dignitaires appelée la *faada*, se trouve le *lamido* qui contrôle rigoureusement son territoire.

- Le *lamido* est un personnage charismatique.

Nous préférons ne pas parler de « roi », car cette image est chargée pour l'Occident de toute une symbolique qui ne s'applique guère aux structures de commandements africains[222].

Auréolé de son double « leadership » politique et religieux, le *lamido* domine de sa stature tout le système. Sur son territoire, le *lamido* se comporte comme un souverain absolu. Les

[219] Nous verrons dans la suite de propos que les dirigeants politiques tentent de « déjouer» cette organisation.
[220] Chefs des principautés secondaires
[221] Chefs de villages ou alors chefs de quartiers dans les villes.
[222] Bien que ce soit le terme qui se rapproche le plus, s'il fallait absolument traduire le mot. Tout au long de nos développement, s'agissant des sociétés peules, nous n'emploierons que le terme *lamido*.

seules bornes de son pouvoir, avant la colonisation, étaient les commandements de la religion et des coutumes peules.

Il nomme et destitue souverainement ses collaborateurs.

- La *faada* assiste le *lamido*

La *faada* correspond au conseil des dignitaires, représentants les collaborateur du *lamido*. Ce conseil des dignitaires, forme une assemblée où chaque responsable s'occupe d'un secteur bien déterminé. La différenciation fonctionnelle est tellement poussée que cette assemblée peut comprendre jusqu'à une cinquantaine de membres, voire plus. Les attributions des uns et des autres sont si précises qu'on y rencontre le responsable des services de renseignements, le responsable de la cavalerie, le responsable des archers, le responsable de la collecte des impôts, le représentant des potiers, le responsable des logements, le représentant des bouchers, le représentant des étrangers, le représentant des pêcheurs et piroguiers, le responsable des captifs, le responsable de la mosquée, le responsable des jeunes gens, le responsable des ventes et achats, le responsable de l'escorte du *lamido*, les représentants de chacune des grandes tribus du *lamidat*, une femme chargée du contrôle de la prostitution, le bourreau chargé des exécutions capitales, le responsable des déplacements et convocations, etc.[223]

Cette minutieuse répartition accroît le pouvoir du *lamido*, qui contrôle l'ensemble, du haut de la pyramide, avec le concours de chacun de ses « sous –chefs » qui apparaissent comme le prolongement de ses bras. Nous y retrouvons l'expression de la forme hybride de l'archétype de la « différenciation » identifiée en soulignant la spécificité de la vision du monde par la société Peule[224].

Avant de poursuivre la présentation de la *faada*, il convient de souligner qu'il n'existe pas de *faada* type et que, nous nous référons au *lamidat* de Maroua[225]. La dénomination des membres ou leur classement par ordre d'importance ou encore leur nombre et leur fonction, sont étroitement liés à un contexte historique, spatial et linguistique. Du fait de la sédentarisation tardive du peuple peul (datant seulement de deux siècles) l'influence des langues *haoussa* et *kanouri* est très marquée dans le vocabulaire, notamment celui qui se rapporte à la chefferie. Dans le cas du *lamidat* de Maroua, du fait de la proximité avec la

[223] Cf. Philippe-Roger ESSAMA, *Structures traditionnelles et nouvelles autorités administratives et politiques dans la République Fédérale du Cameroun (Essai de sociologie politique)*, Thèse, Paris, 1969, pp. 70-71.
[224] *Supra*, p. 64.
[225] Jean Pierre Fogui se réfèrant au lamidat de Garoua, propose une présentation différente, voir son ouvrage, *L'intégration politique au Cameroun : Une analyse - centre périphérie*, Paris, LGDJ, Coll. Bibliothèque Africaine et Malgache, Droit Sociologie Politique et Economie, Tome XLIX, 1990, pp. 141-143.

région Bornou (au Nigeria), c'est le *kanouri* (langue bornouane) qui a le plus influencé la dénomination des membres de la *faada*.

Parmi les multiples collaborateurs du *lamido*, nous rapporterons ici quelques-uns des plus importants[226].

Nous distinguerons les fonctions religieuses, sur lesquelles nous nous attarderons plus, de celles que nous qualifierons, improprement, mais faute de mieux de laïques.

Le *lamido*, garant exclusif de la fusion des pouvoirs spirituel et temporel dans son *lamidat* est, par tradition, appelé à s'entourer d'un personnel qualifié pour l'aider à exercer ses fonctions dans la légalité islamique requise. La religion est largement représentée auprès de la cour.

Elle est représentée par le *alkaali* (cadi ou juge) et l'*imam* (responsable du culte et des affaires religieuses). Ils sont tous deux les piliers importants de la cours du *lamido*.

Le *alkaali* a en charge les affaires judiciaires, il a une parfaite maîtrise des coutumes et usages peules et une parfaite connaissance du droit musulman. Sa fonction l'amène très souvent à rechercher un compromis permanent entre les pratiques coutumières et les exigences du droit musulman, ce qui d'ailleurs le place, selon certains auteurs, en première ligne des promoteurs de l'intégration islamique en Afrique : il s'agirait d'un Islam africain intégrant ses particularismes locaux[227].

A côté du juge, le *lamido* nomme également un *imam* (en *foulfoudé* le *liman*) à qui il attribue la charge de guide de la prière, mais surtout celle du système éducatif islamique. C'est à travers ses activités que se fait la reproduction qualitative des futurs érudits islamiques. Garant de l'orthodoxie musulmane, il est également appelé à éclairer les décisions du *lamido* sur des questions doctrinales en ménageant autant que possible les traditions peules et les exigences du Coran. Son rôle de conseiller, souligne l'imam de Maroua, ne doit pas être confondu avec celui de l'*alkaali* qui intervient comme un juge[228].

En plus de ces collaborateurs remplissant des fonctions religieuses, les autres proches collaborateurs du *lamido* sont notamment le :

- *Kaïgama* : responsable des armées, personnage très important. Un auteur le compare au premier ministre[229].

[226] Selon Yérima Mamoudou BOUBA, secrétaire particulier et frère de l'actuel *lamido* de Maroua : Bakary Alioum BOUBA, depuis le 22/09/2003. Date de l'entretien le 10/08/2004 à Maroua.

[227] WESTERLAND D. et EVERS ROSANDER E. (Ed.), *African Islam and Islam in Africa*, Hurst, 1997 cité par HAMADOU ADAMA, *L'Islam au Cameroun…*, 2004, *op.cit.*

[228] L'imam Mamoudou, qui nous a accordé un entretien chez lui le 25 août 2004 à Maroua, après une demande d'audience une dizaine de jours auparavant.

[229] FOGUI J.-P., *L'intégration politique au Cameroun*…, 1990, *op.cit.* p. 142.

- *Galdima* : représentant des Peuls auprès du *lamido* (chaque groupe ethnique a son représentant)
- *Sarki faada* : le porte-parole du *lamido*
- *Sarki Sanou* : responsable du bétail (personnage très important du fait de la tradition pastorale chez les Peuls).

L'autorité du *lamido*, mais surtout son contrôle direct, s'étend également sur les territoires éloignés par l'intermédiaire d'organes délocalisés : les chefs de village ou de quartier assurent le contrôle des populations.
A l'époque précoloniale cette politique de contrôle spatial menée par le *lamido* consistait à fonder partout des villages peuls, de confession musulmane, pour surveiller les populations païennes conquises et servir d'antennes au pouvoir. De nos jours, bien que la répartition territoriale se fasse par les responsables politiques, le *lamido* exerce un contrôle au regard de la coutume.
Il contrôle les *lawanat*, sorte de chefferies locales, regroupant plusieurs villages, dépendant directement du *lamidat*. A la tête du *lawanat*, le *lawan*, assure l'administration de ces villages. Il saisit le *lamido* lorsqu'un conflit grave se présente.
A la tête de certains villages ou de quartiers, un *djawro*, est également sous le contrôle du *lamido*. Ses attributions sont à peu près les mêmes que celles du *lawan*, mais son territoire de commandement est plus petit.

B - Le fondement du pouvoir du *lamido*

Pour présenter le fondement du pouvoir et de l'autorité des *lamibé* personnages emblématiques à la tête de ces chefferies peules, nous avons choisi de nous référer au règne du *Lamido* Yaya Daïrou de 1943 à 1958 à Maroua.
Notre choix est d'abord guidé par la période : ce *lamido* a participé à la période transitoire du passage à l'autonomie du Cameroun dans les années quarante et cinquante qui devaient mener le territoire à l'indépendance. Cette période est profondément marquée par l'antagonisme entre ceux qui détenaient le pouvoir avant la colonisation et la nouvelle élite du pays. Le *lamido* Yaya Daïrou fait partie de la minorité, parmi les chefs dits traditionnels, à avoir opposé une farouche résistance à ces « jeunes » (la nouvelle élite) pour sauvegarder son pouvoir. Le *lamido* de Maroua a préféré s'attirer la sympathie des colonisateurs français,

plutôt que d'être subordonné à ces jeunes « élus » qu'il traitait d'impertinents, mais surtout de roturiers irrespectueux.

Nous avons également choisi le *Lamido* Yaya Daïrou en raison de sa forte popularité. « *De tous les* lamibé *de Maroua, Yaya Daïrou est celui dont la population vante le règne* »[230]. Popularité qui s'avère paradoxale, dans la mesure où l'évidente collaboration du *lamido* avec le colonisateur français aurait du au contraire alimenter sa critique. L'intérêt que nous portons à ce douzième[231] *lamido* de Maroua vient précisément de l'aptitude qu'il a eue à faire intervenir son autorité dans un « entre deux ». Lorsque son père décède en 1943, il devient *lamido* grâce au soutien de l'administration française et de la *faada* (de son père), l'assemblée des dignitaires proches collaborateurs du *lamido*. D'un côté il a gagné la sympathie de l'administration, qui, « *dans un rapport de1942 [*alors qu'il était encore *lawan] le considère comme un des meilleurs chefs de la subdivision de Maroua* »[232.] Malgré cette sympathie il reste méfiant vis-à-vis de la nouvelle élite portée par le colonisateur. De l'autre côté, il a parfaitement rempli ses responsabilités en tant que détenteur de pouvoirs traditionnels. De nos jours encore, la population de Maroua se remémore la grandeur de ce *lamido* et glorifie, voire mythifie la personne de Yaya Daïrou[233.]

Le pouvoir et la forte autorité dont est auréolé Yaya Daïrou résultent de la conjonction de plusieurs facteurs.

- Des facteurs économiques et politiques

Yaya Daïrou est le chef d'un des plus importants *lamidat* du Nord-Cameroun, qui comporte à son époque plus de quarante *lawanat*[234], habités par une population importante. La région, nous l'avons relevé, était un carrefour de nombreuses pistes commerciales. Doté d'un important territoire de commandement, ce *lamido* qui bénéficie aussi du soutien de l'administration française, dispose de nombreuses sources de revenus : impôts, tributs et taxes

[230] BAH T.M. (Ed.), « Acteurs de l'histoire au Nord-Cameroun XIXè et XXè siècles », *Revue de Sciences Sociales NGAOUNDERE-ANTHROPOS*, Vol. III, Numéro spécial 1, 1998, p. 145, article de HALIROU A., « Le Lamido Yaya Dairou de Maroua 1943-1958 ».

[231] Selon les archives du lamido de Maroua, sur la base des documents et l'entretien que nous avons eu avec Yérima Mamoudou BOUBA, secrétaire particulier et frère de l'actuel lamido de Maroua, Bakary Alioum BOUBA (voir annexe n°5), nous émettons des réserves lorsque Abdouraman Halirou, situe le *Lamido* Yaya Dairou comme le neuvième *lamido* de Maroua, voir *Ibidem*, p. 140.

[232] Archives nationales de Yaoundé, ANY, APA 10.090/D, Rapport annuel, Région du Nord-Cameroun, 1942.

[233] Nous nous limiterons ci-dessous au fondement de son autorité. Pour suivre son accession au lamidat, voir HALIROU A., « Le Lamido Yaya Dairou de Maroua 1943-1958 », in Bah T.M. (Ed.), « Acteurs de l'histoire au Nord-Cameroun XIXè et XXè siècles », *Revue de Sciences Sociales NGAOUNDERE-ANTHROPOS*, Vol. III, Numéro spécial 1, 1998, p. 146-162.

[234] Ne nos jours, compte tenu du découpage administratif, ces lawanat n'ont plus le même poids.

diverses. De plus le marché de Maroua, très fréquenté, joue un rôle commercial très actif dans la région. Tout le circuit économique et commercial est entre ses mains. Les ressources importantes que Yaya Daïrou en tire lui permettent de pratiquer une politique dite de générosité pour se constituer une clientèle. Il pratique une politique de dons qui renforce son image auprès de la population qui le considère alors comme un *lamido* juste et généreux. Dans ce contexte, toute opposition contre Yaya Daïrou est taxée de rébellion contre le bien-être des populations et la cohésion sociale. Bien que son prestige soit renforcé par ce facteur économique, il a instauré un mode de gestion très autoritaire.

- Une gestion autoritaire et centralisée du pouvoir

Yaya Daïrou, tire aussi sa puissance d'une gestion autoritaire et centralisée de son pouvoir. Malgré l'existence d'un conseil de dignitaires, la *faada*, l'administration du *lamidat* apparaît être très personnifiée et personnelle. Yaya Daïrou est un chef très jaloux de son autorité. « *C'est un personnage complexe et rusé pour qui le pouvoir ne s'évalue pas en terme d'étalement vestimentaire ou de parade […]. Pour lui le pouvoir se mesure à la force du* kong-ngol*, c'est-à-dire à la puissance de la parole, au fait qu'elle soit respectée* »[235].

En plus de ces deux facteurs, politico-économique et gestion autoritaire, le fondement véritable du pouvoir du *lamido* repose sur la conception même du pouvoir en Afrique.

- La spécificité de la conception du pouvoir en Afrique

Celui qui détient le pouvoir est l'incarnation des valeurs essentielles de son peuple. Ses titres sont mythiques et sont dérivés du passé le plus lointain. Dans les sociétés africaines en général, la légitimité de celui qui détient le pouvoir comporte toujours une dimension sacrée.

Le sacré se rapporte « *à qui ou à quoi l'on doit un respect absolu, qui s'impose par sa haute valeur,* (…) *qui transcende l'humain (par opposition au profane)* »[236].

C'est la sacralité qui est le fondement suprême du pouvoir en Afrique. La sacralité « *c'est quelque chose à laquelle on ne doit pas toucher, qui est au-delà de ce qui est temporel, immédiat, par conséquent ce qui appartient à quelque chose qui nous dépasse sans qu'on puisse parler de Dieu. Ce peut être quelque chose qui apparaîtrait aux génies, aux esprits ou aux ancêtres morts. De toute évidence, c'est quelque chose à quoi on ne doit pas toucher à moins d'avoir un pouvoir qui sort de la normale (…)* »[237]. Si la diversité des sociétés

[235] HALIROU A., « Le Lamido Yaya Dairou de Maroua 1943-1958 », …, 1998, *art.cit.* p. 146.
[236] Le Petit Larousse Compact 2003. Nous nous intéressons moins au sens du sacré correspondant au religieux, au divin.
[237] L.A.J.P., *Sacralité, pouvoir et droit en Afrique*, Table ronde préparatoire organisée par le Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, février 1978, Paris, Edition du CNRS, réponse du président Kéba M'baye à une question sur la nature du sacré, p. 16.

africaines induit une pluralité d'interprétation de la signification du « sacré » qui peut s'apprécier selon la prééminence des rites initiatiques, des révélations islamiques ou chrétiennes, les notions d'intouchabilité et d'inaccessibilité sont une constante et c'est elles qui distinguent l'individu ordinaire, dont le destin est fondé sur la sphère de l'accessible, de l'individu extra-ordinaire qui peut détenir le pouvoir.

Les fondements mystiques du pouvoir donne un surcroît d'autorité à celui qui le détient. Il convient de rajouter que dans les sociétés islamisées, telle que la société peule que nous étudions, la doctrine islamique de respect du « leadership » vient accroître l'aura du chef. Dans ces sociétés, le chef musulman est à la fois « leader » politique et religieux, et cette double qualité lui confére une immense autorité et un fort ascendant sur les populations. En effet l'Islam demande aux fidèles d'obéir non seulement à Allah (Dieu), mais aussi à ceux qui détiennent l'autorité[238]. Rappelons que l'Islam, par sa stratégie de pénétration harmonieuse des autres cultures et doctrines religieuses, a permis une interpénétration inextricable au niveau du sacré de deux sortes de sphères sacrales : un sacré islamisé et un sacré non islamisé. Au lieu d'un rapport conflictuel, grâce à la puissance d'adaptation de l'Islam, la cohabitation a entraîné une forme de fusion qui amène parfois à parler « *d'Islam noir* »[239]. Pour certains auteurs, l'Islam est alors « *repensé, repétri, négrifié, donc adapté, taillé à* [la] *mesure* [africaine] »[240]. L'Islam importé n'a pas chassé les forces mystiques des croyances antérieures, la religion importée les a intégrées, et si parfois elle en change leurs expressions, leurs essences sont demeurées intactes. Les génies qui peuplaient l'univers africain n'ont pas disparu et les chefs africains y puisent leur force surnaturelle.

Il apparaît que les fondements du pouvoir des chefs africains reposent essentiellement sur une dimension spirituelle et coutumière qui remonte aux ancêtres fondateurs. Ce bouclier spirituel et coutumier est le principal pilier de la légitimité de ces chefs africains au sens où l'entendait Max Weber[241] : l'autorité n'appartient pas à un supérieur choisi par les membres du groupe, mais à un homme qui est appelé au pouvoir en vertu d'une coutume et les gouvernés sont des sujets qui obéissent à une tradition. Plus qu'un chef, c'est l'ordonnancement.

C'est dans le cadre de l'immensité de son pouvoir que découle le « pouvoir de rendre la justice ». Dépositaire d'une force mythique et mystérieuse, le chef africain bénéficie en outre

[238] Un extrait du CORAN en fait une mention explicité « *Ô vous qui croyez ! Obéissez à Allah ! Obéissez à l'apôtre et à ceux d'entre vous détenant l'autorité* ».

[239] Soulignons que cette expression est contestée, du fait qu'elle puisse évoquer certaines connotations, ethnocentristes voire racistes.

[240] Le professeur Oumar Bâ a employé l'expression « Islam noir », en parlant de « l'Islam toucouleur » lors de son allocution au colloque du L.A.J.P., *Sacralité, pouvoir et droit en Afrique*…, 1978 *op.cit* pp. 163-180 (p. 167)

[241] FREUND J., *La sociologie de Max Weber*, Paris, PUF, 1966, pp. 200 et s.

de l'assistance des dieux et des génies nimbés de divinité. Dans les traditions négro-africaines, cette situation privilégiée donne au chef africain le pouvoir d'entrer en communication avec les forces invisibles et de développer ainsi une clairvoyance surnaturelle. C'est notamment cette clairvoyance qui conforte la légitime des décisions qu'il ordonne. « *Le chef est avant tout un homme juste, qui n'est respecté que dans la mesure où il a une aptitude à saisir la situation et à juger un homme d'une manière rapide et péremptoire* […Le chef] *sait maintenir l'équilibre fragile de la société* (…) »[242].

Dans la société peule, le charisme du chef est d'autant plus grand que son intronisation dépend de la volonté d'Allah et de ce fait il est son représentant sur terre.

Le *lamido* détient, nous l'avons relevé, le pouvoir sacré de « faire jurer au nom du Saint Coran », dans le cadre de certaines procédures de règlement de conflits opposants des musulmans. Les procédures de règlement de conflits renferment plusieurs rituels empreints de mysticisme qui viennent témoigner de l'étendue insaisissable du pouvoir de celui qui à le « pouvoir de rendre la justice ». La dimension religieuse de ce pouvoir vient renforcer l'autorité de son détenteur.

La remise en cause d'une telle autorité, fondée sur un pouvoir qui s'avère intouchable et inaccessible pour de simples mortels, semble difficilement envisageable.

C'est pourtant à cette tâche que s'est attelée la nouvelle équipe dirigeante du Cameroun indépendant, à la suite du colonisateur.

Avant d'examiner la stratégie qu'il a élaborée, nous nous attacherons à présenter l'expression d'un autre » pouvoir de rendre la justice » dont a hérité le Cameroun indépendant.

§2 : Autorité exogène : L'Institution judiciaire

Parler des institutions suppose que l'on reprenne à la base la construction normative selon le montage occidental, c'est-à-dire à l'origine et avec ses propres matériaux de fiction. Ces matériaux fournissent les sources du pouvoir de ces institutions. Avant une présentation de l'institution sous l'angle « stylisé » de l'Institution judiciaire (B), nous examinerons la genèse du concept d'institution (A).

[242] RAYNAL M., *Justice traditionnelle, justice moderne, le devin, le juge, le sorcier*, Paris, l'Harmattant, 1994, pp. 45-46, expérience en Centrafrique.

A - La genèse du concept d'institution dans l'histoire occidentale

Lorsque nous nous référons à la notice « *Institution (théorie juridique et sociologique) » du Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit, nous lisons sous la plume de Vittorio Olgiati que « d'un commun accord la genèse du concept moderne d' « Institution » fait rencontrer l'utilisation du terme à la tradition juridique canonique médiévale, et plus précisément à l'œuvre du juriste Sinibaldo de Fieschi (devenu pape sous le nom d'Innocent IV). En fait celui-ci recourut le premier au terme latin institutio pour désigner un type particulier de persona ficta et represantata différente de la persona ficta de la corporation autant que de la fondation.*

L'élément caractéristique (et nouveau) de l'institution est la présence constitutive d'une auctoritas supérieure externe qui, par la suite, acquiert le caractère immanent de la structure organisationnelle et performative de l'institutio elle-même. Dans l'institutio, le donné social et matériel se conjugue inextricablement avec l'aspect spirituel et symbolique : l'institutio est un corpus mysticum véritable et particulier »[243].

Cette description de l'origine de la notion est fortement connotée par l'expérience occidentale, à l'instar de la notion d'Etat.

L'empreinte occidentale se reconnaît à travers des choix fictionnels, notamment le recours à une « *auctoritas supérieure externe* », le qualificatif « externe » est déterminant car « *il donne la clef structurale, le mode de lecture qui assure la cohérence du dispositif social ne pouvant, dans les sociétés judéo-chrétiennes, que venir de l'extérieur.* [… Dans ces sociétés occidentales], *il semble que la « garantie de rang supérieur externe » qu'apporte l'institution selon la conception des Canonistes ne pouvait être originellement apportée que par une seule instance, Dieu* »[244]. La construction de l'univers fictionnel occidental amène le remplacement de cette instance suprême par celle de l'Etat.

Au-delà du qualificatif « extérieur » qui révèle fortement l'expérience occidentale dans cette description de la genèse du concept d'institution, il convient de soulever un autre élément de cette description qui semble relever, cette fois ci, de l'essence même du concept : c'est, à notre sens, la désignation de l'institution comme un « *corpus mysticum* ». Une telle appellation révèle la part du sacré qui demeure au cœur du concept, dans le sens de ce qui inspire crainte et respect. Cette dimension est exploitée par toutes les sociétés humaines pour

[243] OLGIATI V., « Institution (sociologique juridique) », in Arnaud A.-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp. 303-305, (p. 304).
[244] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice. Entre mimétisme et métissages*, Paris, Dalloz, série Regards sur la justice, 2004, p. XIII de l'introduction générale.

la construction de ce qui leur sert de « *Référence* », c'est à dire de point d'appui, sur lequel *« puisse se fonder une indestructibilité, une invulnérabilité, non pas matérielle, ni physique mais symbolique »*[245]. Ce « *corpus mysticum* », qui peut être, selon le choix fictionnel, soit séculier soit théologique, reflète « ce qui ne meurt pas ».

La plupart des études et réflexions, sur le terme institution, font apparaître la pluralité d'acceptions et de variations, qu'il s'agisse des théories juridiques ou sociologiques[246]. Les différentes acceptions, dérivées ou influencées, notamment par l'univers du discours juridique, peuvent être ramenées à « *trois schèmes interprétatifs principaux : institutions comme (super)-structure sociale, institution comme système d'action et institution comme modèle socio-normatif* »[247]. Nous nous intéresserons plus particulièrement à la dimension socio - normative de l'institution, à travers l'Institution judiciaire, le choix fictionnel séculier.

B - Le « ficelage » institutionnelle occidentale : La juridiction

Le terme juridiction, du latin *jurisdictio* : droit de rendre la justice, de *jus dicere* : dire le droit, signifie selon le dictionnaire Larousse 1) Pouvoir de juger, de rendre la justice ; étendue de territoire où s'exerce ce pouvoir, 2) Organisme institué pour trancher les litiges qui lui sont soumis, 3) Ensemble de tribunaux du même ordre, de même nature ou de même degré hiérarchique[248]. Il ressort de ces définitions que le terme juridiction désigne doublement « *une mission »*, celle de juger et « les *organes institués* » pour exercer cette mission[249].

Dans un sens plus large, selon le lexique des termes juridiques, qui le rapproche du mot anglais similaire, (*jurisdiction*), il est un synonyme un peu vieilli des mots « *autorité »* et « *souveraineté* »[250]. L'idée de « pouvoir » est clairement exprimée.

L'évolution du droit au cours des siècles, a tendu à donner une importance de plus en plus grande au recours à un organisme judiciaire, c'est-à-dire à un tiers, pour le règlement des conflits, dans la mesure où l'ordre serait gravement troublé si chacun pouvait se faire justice à

[245] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique …*, 1999, *op.cit.* p. 130.
[246] Voir les travaux fondateurs du doyen HAURIOU, *Principes de droit public*, Paris, Larose, 1910 ; les commentaires de Lucien SFEZ, *Essai sur la contribution du doyen Hauriou au droit administratif français*, Paris, LGDJ, 1966 ; Santi ROMANO, *L'ordre juridique*, 2ème éd., 1946 trad. Fr. Dalloz, 1975 ; Jacques CHEVALLIER, « L'ordre juridique », *Le droit en procès*, CURAPP-PUF, 1983, p. 7-49. Pour compléter les références des ouvrages concernant l'*institution* dans la théorie juridique et pour celles qui concernent la théorie sociologique, se référer aux notices « Institution (théorie juridique et sociologique) », « Institution (sociologie juridique) », in Arnaud, A-J., (Ed.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd, 1993, respectivement p. 305 et p. 303.
[247] OLGIATI V., « Institution (sociologique juridique) », 1993, *art.cit.* p. 303.
[248] Le Petit Larousse Compact 2003.
[249] CORNU G., *Vocabulaire juridique*, Paris, PUF, 7ème éd., 2005.
[250] *Lexique des termes juridiques*, Paris, Dalloz, 15ème éd., 2005.

lui-même. Il en découle qu'une étape importante aurait été franchie le jour où une *justice* dispensée par des organes spécialisés, par un tiers étranger au litige a été mise en place[251].

Dans la suite de nos propos, compte tenu de la forte influence de la colonisation française sur le terrain que nous étudions, rappelons que nous nous inspirerons d'avantage du modèle français.

L'institution judiciaire n'est viable et n'a de consistance que « *sous la garantie du montage que l'occident désigne sous le terme d'Etat* »[252]. Le glissement du religieux à la sécularisation ne fait pas disparaître la dimension sacrée du « pouvoir de rendre de justice » qui s'exerce au nom de l'Etat, souvent présenté comme l'avatar de Dieu.

Le « ficelage » institutionnel occidental correspond à la « *juridiction* ». Nous avons relevé au début de ce point que cette notion n'est pas aisée à définir tant sa fonction peut être très vaste.

Cette étendue de la fonction de la juridiction a nourri de nombreuses controverses doctrinales quant à la définition de l'acte de juridiction. Les écoles se partagent entre critère matériel et critère formel, note Marie-Claire Rivier[253]. Selon les auteurs qui soutiennent le critère formel, « *qui consiste à s'attacher à l'organe dont émane l'acte et aux formes et procédures selon lesquelles il a été pris* »[254], l'acte de juridiction se définit par le recours à un double critère organique et procédural : « *c'est l'acte pris par un organe indépendant dans des formes spécifiques liées notamment aux modes de saisine, au contradictoire, à l'impératif de motivation* »[255]. La jurisprudence du Conseil d'Etat, quant à elle, demeure marquée par le recours dit du faisceau d'indices, « *critère composite tenant aux règles de composition, d'organisation, de procédure applicable relativement à l'organe à qualifier* »[256]. Il apparaîtrait que la liste des éléments caractéristiques de l'acte de juridiction n'est pas exhaustive. S'agissant des auteurs qui soutiennent le critère matériel, consistant à analyser le contenu de l'acte, ils s'attachent plus à la finalité de l'acte[257]. Pour la qualification de l'acte de juridiction, les défenseurs du critère matériel s'intéressent à la mission du tiers auprès duquel s'exposent au moins deux prétentions antagonistes. Ce « tiers », qualifié de juge, a pour mission de déduire une solution, d'où l'utilisation du terme de « règlement de conflit »[258].

---

[251] « *Justice* » est entendu ici dans le sens d'un principe moral de conformité au droit positif ou au droit naturel (d'où les expression « *faire régner la justice* », « *en bonne justice* ». Voir VINCENT J., GUINCHARD S. et *al.* (Eds), *Institutions judiciaires. Organisation, Juridictions, Gens de justice*, Paris, Dalloz, 8ème éd., 2005, p.1.

[252] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p. 12.

[253] RIVIER M-C., « Juridiction», in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp.702-707, (p. 703 et s.).

[254] GUINCHARD S. (Eds), *Institutions judiciaires…*, 2005, *op.cit.* p. 39.

[255] RIVIER M-C., « Juridiction», 2004, *art.cit*. p. 703.

[256] *Ibidem*.

[257] *Ibidem*.

[258] Nous aurons plus tendance à parler de régulation de conflits, dans la mesure où il arrive que la solution ne soit pas trouvée ou alors qu'elle ne soit pas la « bonne ». Nous y reviendrons dans la suite de nos propos.

Deux courants se dessinent parmi les tenants du critère matériel quant à l'étendue de la mission du juge. Selon le premier courant, le juge se doit de faire une application stricte de la loi, sans prendre de liberté[259]. Il effectue une première démarche consistant à vérifier si une règle de droit a, ou non, été respectée en confrontant ce qui est effectivement et ce qui, d'après le droit existant, devrait être, c'est « *la démarche d'intelligence* ». Puis en lien nécessairement avec ce constat la deuxième démarche, « *un acte de volonté* », est celle de la prise de décisions. Selon le deuxième courant, la mission du juge ne se limiterait pas à la stricte interprétation de la loi, mais plus largement, elle consisterait à l'apaisement du conflit, c'est-à-dire à une « remise de l'ordre »[260]. Ces deux visions du juge coexistent et le débat contemporain sur la détermination de son « périmètre » d'intervention ne semble pas s'épuiser. De même demeure la difficile question de savoir dans quelle mesure la décision produit-elle un effet d'apaisement du conflit qui a conduit à la saisine du juge.

En amont de ces débats, fondamentaux car ils relèvent la fragilité du système, notre attention reste fixée sur le fait que l'organe institutionnel doté du « pouvoir de juger » obéit à des règles particulières de forme et de procédure, mais surtout qu'il a une double spécificité. Il s'agit d'une part de l'intervention du juge étatique, ce tiers extérieur au litige, qui fait partie du corps judiciaire et d'autre part de la référence ou de la conformité à la loi, cette « règle » très caractéristique[261].

Le mode juridictionnel de règlement de différends obéit à un cryptogramme spécifique : le mécanisme visant à établir ou à rétablir la paix sociale par l'intervention du juge étatique est qualifié de « *procès* »[262], son déroulement doit s'effectuer selon une procédure respectueuse des garanties fondamentales du « *procès équitable* », en référence aux exigences de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme[263]. Lorsqu'il est enrôlé, le différend

[259] Ce courant se rattache aux travaux de Duguit puis de Guillien dans le cadre du droit judiciaire privé. Position également de Henri Motulsky, dont l'influence a été déterminante lors de la réforme du code de procédure civil.

[260] Cette remise en ordre repose sur la légitimité du tiers à qui est confié cette mission d'apaisement.

[261] « Règle » est entendue au sens lato sensu, comme comprenant également les règle d'équité, c'est-à-dire les règles qui régulent l'activité sociale.

[262] Sur les difficultés à cerner la notion de procès voir AMRANI-MEKKI S., « Procès », *Dictionnaire de la justice*, Cadiet L. (Dir.), Paris, PUF, 1ere éd., 2004, pp. 1081-1089.

[263] Il s'agit des garanties de la procédure contentieuse : notamment, le principe du respect des droits de la défense, principe du contradictoire, le principe de la publicité des débats, l'exercice des voies de recours, le droit d'action, le principe d'impartialité, le principe d'équité, etc.

L'article 6§1 de la Convention européenne des droits de l'homme, pose le principe du *droit au procès équitable,* dans ces terme : « Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie

devient un litige[264]. La décision de ce juge est baptisée « *jugement* », ce qui le particularise de la sentence arbitrale, de l'avis, du conseil, etc.

Il résulte de cette spécificité que, là ou les occidentaux ne reconnaissent pas l'institutionnalisation du « pouvoir de juger » sous la forme juridictionnelle, la tendance est le rejet de toutes les autres formes et organes disposant de ce pouvoir.

S'il apparaît que les sources de fondement du pouvoir « de rendre la justice » des autorités soit endogènes (*lamido*) et exogènes (institution judiciaire) ci-dessus exposées, relèvent toutes les deux de l'ordre du « sacré » dont le caractère mythique dans le sens de fiction est incontestable, cependant le choix fictionnel est différent, entraînant une différence de rationalité et de logique. Le choix du premier est théologique, alors que le choix du second est séculier. Il est intéressant de relever dans ce dernier cas les bouleversements suscités par ce choix. Pierre Legendre, l'assimile à une « révolution ».

Selon cet auteur l'entrée en scène du droit romain au Moyen Âge pose les jalons de l'accomplissement, en pratique, de la séparation entre la religion et l'édifice normatif : séparation de la théologie et du droit chez les glossateurs du XII siècle, le droit romain commence alors à fonctionner comme « *mythe rationnel de l'Occident* »[265]. Pierre Legendre désigne cette grande cassure sous la formule de « *Révolution de l'interprète* »[266] : le principe du montage devient a-religieux.

C'est en cela que nous parlons d'un double héritage.

Nous allons maintenant examiner comment est appréhendé ce double héritage par la nouvelle équipe dirigeante ayant en charge l'organisation socio-normative de l'Etat camerounais.

---

privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice ».

[264] Selon le *Vocabulaire juridique*, le litige est le différend porté devant un tribunal et devenu matière du procès, une fois saisie la justice ; voir sur les questions terminologiques, CADIET L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*…, 2004, *op.cit.* entrée, « Conflit/Litige »; ALLAND D. et RIALS S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, Paris, Quadrige, Lamy, PUF, Dicos Poche, 1ere éd., 2003, entrée « Conflit/Litige ».

[265] LEGENDRE P., *Leçon I. La 901e Conclusion. Etude sur le théâtre de la Raison*, Paris, Fayard, 1998, pp. 214-215.

[266] *Idem*, *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p. 40.

Section 2 : L'organisation judiciaire camerounaise ou le principe de dédoublement

C'est à partir du principe de « dualité de juridiction » dans l'organisation judiciaire camerounaise que nous proposons d'effectuer cet examen.

Le Cameroun est le seul pays africain anciennement colonisé à avoir conservé le principe de dualité des juridictions[267]**.** Ce principe qui consiste à maintenir dans la même organisation les juridictions dites modernes et les juridictions dites traditionnelles - tout en les différenciant - est institué par l'article premier de l'Ordonnance n° 72/4 du 26 août 1972 modifiée[268]. Cet article dispose que : « *la justice est rendue au nom du Peuple Camerounais par : les juridictions de Droit Traditionnel, les Tribunaux de Première Instance, les Tribunaux de Grande Instance, les Tribunaux Militaires, les Cours d'Appel, la Cour de Sûreté de l'Etat, la Cour Suprême* ».

L'article 2 de cette Ordonnance renvoie à des textes spécifiques décrivant l'organisation de la Cour Suprême, de la Cour de Sûreté de l'Etat, des juridictions statuant en matière sociale et en matière de droit traditionnel, ainsi que l'organisation judiciaire militaire.

Nous nous intéresserons particulièrement au texte fixant l'organisation des juridictions statuant en matière de droit traditionnel, dans la mesure où c'est la concrétisation…textuelle de la dualité de juridiction annoncée.

Le législateur camerounais de 1972 n'est pas à l'origine de ce principe qui instaure une différenciation entre deux grandes catégories de juridictions ou par extrapolation de conception de la « justice », l'une dite de droit moderne et l'autre dite de droit coutumier ou traditionnel[269]. Le principe remonte à l'époque coloniale, la différenciation était justifiée par la dualité de statut personnel.

L'origine coloniale de ce principe nous incite à être particulièrement attentive sur son effectivité et sur les motivations de la nouvelle équipe dirigeante. Cette prudence est dictée par le fait que [l]*e discours sur la colonie se construit sur un principe de négation tant de*

[267] Sur l'originalité du Cameroun, concernant la dualité de juridiction, voir notamment CONAC G. et du BOIS de GAUDUSSON J. (Dir.), *La justice en Afrique*, Revue Afrique Contemporaine, n°156, Numéro spécial, 1990, surtout article de MANGIN G., «Quelques points de repère dans l'histoire de la justice en Afrique francophone», p. 21-26 (P26) ; LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.*

[268] La dernière modification est introduite par la loi n° 98/008 du 14 avril 1998. Voir *Code de procédure civile et commerciale*, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001, p. 565 et s.

[269] Les deux termes, « coutumier » et « traditionnel » sont équivalents, mais le colonisateur français préfère le premier. Les juridictions dites « indigènes » deviennent, à partir de 1903 des tribunaux coutumiers, voir le Décret du 18 novembre 1903 réorganisant la justice en A.O.F. A l'indépendance le législateur camerounais choisi le terme « traditionnel ».

l'étrangeté du pays d'établissement que de l'altérité des populations soumises. De ce fait le discours juridique est essentiellement un discours de négation d'une réalité (la différence) au profit de la construction du rapport colonial qu'on cherchera à légitimer au sens fort de ce qu'on veut justifier par des principes irrécusables ou indiscutables »[270].

Dans un premier temps nous déterminerons la logique à la base de ce principe de dualité de juridiction reconduit par la nouvelle équipe dirigeante de l'Etat camerounais (§1). Puis nous évaluerons l'effectivité de la dualité dans le dispositif judiciaire actuelle (§2).

§1 : La dualité du statut personnel ou le fondement de la « pseudo dualité » de la conception de la justice sur le territoire colonial.

Après une présentation de la notion de « statut personnel » et surtout des logiques qui la fonde (A), nous montrerons que le colonisateur n'entendait pas valoriser une autre conception de la justice que le tienne (B)

A - Le statut personnel ou la logique discriminatoire

Le concept de « statut personnel » inventé par le colonisateur est tributaire d'une interprétation unilatérale propre au contexte colonial. La notion de statut personnel résulte de la distinction élaborée par le colonisateur de deux statuts civils suivant les catégories de personnes. En introduisant une distinction entre les « indigènes » et les « français », cette dernière catégorie comprend aussi les « assimilé », cette notion favorise une tendance ségrégationniste dans la politique législative.

Dans l'espace colonial français, c'est à dire dans l'ex-Cameroun oriental, la confirmation légale de la dualité des statuts civils est faite par la Constitution française du 27 octobre 1946. Par son article 82 qui dispose que « *les citoyens qui n'ont pas le statut civil français conservent leur statut personnel tant qu'ils n'y ont pas renoncé* », cette constitution consacre effectivement la coexistence sur le territoire considéré de deux statuts de droit privé, l'un de

[270] LE ROY E., « Colonies », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 231-237, (p. 231). Nous nous intéressons aux colonisations européennes, de la fin du 19ème et début du 20ème, du territoire africain. La particularité de cette colonisation contemporaine est l'association de la domination formelle et la diffusion de la civilisation métropolitaine. La durée de cette colonisation retient également l'attention. Selon l'historien Elikia M'Bokolo, du point de vue de l'Europe, il apparaît que *« la colonisation, en tant que système, et le colonialisme, comme discours, comme idéologie, comme attitudes, comme relation à l'Afrique et aux Africains, s'inscrivent dans une durée longue qui déborde le temps colonial proprement dit* », M'BOKOLO E., « Afrique : colonisation, décolonisation et post-colonisation, in Michaud Y. (Dir.), *Qu'est-ce que la culture ?*, Paris, Odile Jacob, Université de tous les savoirs, vol.6, 2001, pp. 128-145, (p. 129).

droit français encore appelé statut de droit écrit (l'article 75 de la Constitution française de 1958 le qualifiera de « *statut civil de droit commun* »), l'autre de droit local encore appelé statut particulier ou statut civil coutumier.

Cette double répartition des statuts civils, résultant unilatéralement du point de vue du colonisateur, est exclusive. Elle s'est fait au mépris de la « loi du nombre »[271]. En qualifiant de statut de « *droit commun* » le statut qui se rapporte à ceux qui sont numériquement inférieur, c'est-à-dire les blancs et quelques autochtones dits « évolués », la logique de cette répartition est en décalage avec la réalité. Cette ignorance devient plus flagrante si l'on entend l'adjectif « *commun* » dans un double sens, d'une part comme ce qui est partagé et d'autre part comme ce qui est pratiqué par le plus grand nombre[272].

La notion de statut personnel met en place une catégorisation qui contribue à rendre plus complexe la règle de compétence *ratione personae*, mais surtout, répétons-le, qui montre clairement des tendances ségrégationnistes.

La petite portion de personnes éligibles devant les juridictions dites de droit commun était composée des Français évidemment, des Européens expatriés ou « assimilés » qui vivaient au Cameroun, et d'Africains considérés comme des « évolués » [273]. Ces quelques Africains triés sur le volet qualifiés « d'évolués » avaient « *prouvé par leurs comportements ou leur style de vie (par exemple en renonçant à la polygamie) qu'ils se sont pleinement intégrés et qu'ils adhèrent aux valeurs coloniales en collaborant à l'exercice du pouvoir local* »[274]. Il s'agit aussi de « *ceux qui avaient adopté les mœurs juridiques occidentales, ou avaient procédé à certains actes juridiques selon le système français* »[275].

Il apparaît que la dualité de statut personnel ne se réduisait pas à l'opposition entre des statuts personnels coutumiers et des « *statuts personnels métropolitains* »[276], il fallait aussi prendre

[271] La règle arithmétique en vertu de laquelle la minorité est censée se soumettre à la majorité.

[272] Nous employons l'adjectif *« commun »* selon l'utilisation qu'en fait Etienne Le Roy, *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 100-101.

[273] L'article 3 du Décret du 12 mai 1910, et l'article 3 du Décret du 16 avril 1913 (pour A.E.F.), Penant 1910, 3, p. 160 et Penant 1913, 3, p. 225, ne visent pas expressément les Européens ou assimilés mais définissent les « étrangers » comme les personnes appartenant à une nationalité reconnue ou à une Nation en relations diplomatique avec la France. C'est l'article 13 du Décret du 27 novembre 1947 pour l'A.E.F. et le Cameroun qui vise explicitement les « Européens ou assimilés ». Voir DECHEIX P., *Les compétences respectives des tribunaux de droit moderne et de droit traditionnel dans les territoires d'Afrique noire***,** Thèse, 1960, pp. 91-93.

[274] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 154.

[275] NKOUEDJIN Y., « Soliloque sur certains problèmes soulevés par l'organisation judiciaire de la République du Cameroun, *Penant* 1976, pp. 5-34 (p. 7), Voir Cour Suprême, 26 février 1968, Revue *Penant* 1971, p. 369 et s. Sur l'utilisation du critère du *mode de vie à l'occidentale*, voir C.S.C.O. du 14 février 1961, cité par le même auteur « Vers l'institutionnalisation de l'adultère et l'union naturelle », *Penant*, 1978, p. 150.

[276] Nous reprenons ici l'expression de Pierre DECHEIX., *Les compétences respectives des tribunaux* …, 1960, *op.cit.* p. 9.

en compte les statuts mixtes. Cette diversité de statuts augmentait la complexité des règles d'attribution en générant des conflits de compétences.

La catégorisation pouvait s'avérer quelque fois complexe, dans la mesure où plusieurs situations pouvaient générer un double statut. Il y avait les Camerounais naturalisés qui continuaient à relever des juridictions indigènes pour certains actes, notamment en matière successorale. Se rajoutait aussi le cas des « enfants métis », qui pouvaient se voir reconnaître la qualité de Français[277].

Il convient de souligner que cet aspect de la question de l'organisation judiciaire se ressent encore de nos jours[278].

La notion de statut personnel, sur laquelle repose la dualité du système judiciaire, est assurément l'un des points de départ des caractères dérogatoires, discriminatoires et discrétionnaires du système judiciaire coloniale, système conçu avant tout sur un rapport de domination/soumission. « *Le couple domination/soumission est fondé sur le droit de conquête qui permet de justifier certains abus* »[279]. Au-delà de ces abus, il y a une intention.

Disons d'abord quelques mots des caractères dérogatoire et discrétionnaire suivant lesquels la politique judiciaire coloniale est en contradiction avec les principes considérés en métropole comme l'« *Etat de Droit* » ou le « *Rule of law* », où l'organisation judiciaire relève de la loi et non pas des décrets pris par le Président de la République sur rapport du Ministre en charge des colonies, s'agissant de l'Afrique coloniale française. En parfaite contradiction avec les principes constitutionnels et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, le caractère dérogatoire concerne principalement le domaine du statut personnel régi par la « coutume » ou par le « droit musulman », l'un et l'autre, dit Etienne Le Roy, sont reconsidérés, et le plus souvent réinventés pour les besoins de la colonisation[280]. Le caractère discrétionnaire se manifestait par des détournements de la fonction judiciaire au profit de l'administration territoriale dans le cadre d'une politique de l'indigénat qui autorise les

[277] Le Décret du 5 septembre 1930 concernant l'A.O.F. définit le « métis » comme tout individu né sur le territoire de l'A.O.F. « de parents dont l'un demeuré légalement inconnu est présumé d'origine française ou d'origine étrangère de souche européenne ». Nous nous joignons à Pierre Decheix pour dire qu'il n'y a pas de raison que cette définition ne s'applique pas dans les autres territoires d'Afrique noire, voir *Les compétences respectives des tribunaux…*, 1960, *op.cit*. pp 67-68.

[278] Pour approfondir la question des conflits de compétences voir, pour le contexte colonial voir Pierre Decheix, *Les compétences respectives des tribunaux…*, 1960 , *op.cit.* et pour le contexte actuel DJUIDJE B., *Pluralisme législatif camerounais et droit international privé*, Paris, L'Harmattan, Logiques juridiques, 1999.

[279] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 103.

[280] LE ROY E, WANE M., La formation des droits « non étatiques », *Encyclopédie juridique de l'Afrique*, t. 1, titre II, 1982, pp. 353-391.

administrateurs à appliquer des mesures de répression ou de sanctions arbitraires[281]. L'indigénat consiste à « *donner aux autorités administratives des colonies le droit de frapper les sujets de sanctions pénales sans en justifier devant une autorité judiciaire* »[282].

Bien que ces deux caractères, dérogatoire et discrétionnaire aient profondément marqué l'organisation judiciaire coloniale, notre attention se portera plus particulièrement sur le troisième caractère, le caractère discriminatoire. Celui sur la base duquel sont créées les juridictions indigènes selon le critère *ratione personae* à partir duquel se définit les catégories de personnes en présence.

Ce dédoublement autorise un double discours, de respect des principes généraux du droit devant les juridictions dites de droit moderne, de droit écrit ou encore de droit commun et leur mépris devant les juridictions dites de droit coutumier ou de droit local. Le problème étant que la première catégorie de juridiction ne concerne que quelques citoyens français et assimilés et la seconde l'immense majorité de la population, traitée comme des « sujets indigènes », sous l'empire du code de l'indigénat.

Il n'est pas nécessaire de souligner le caractère largement raciste sur lequel est fondée la compétence *ratione personae* de cette époque coloniale, à l'origine de la distinction de deux catégories d'institutions judiciaires.

B - La pseudo dualité de la justice coloniale

Les Français ont repris presque la même organisation que les Allemands : deux types de tribunaux sont créés, l'un réservé au « *blancs* » et l'autre aux « *indigènes* ». L'organisation et les procédures mises en place pour des tribunaux, qualifiés de droit commun, réservés aux blancs et aux évolués retiendront moins notre attention[283].

En effet ces tribunaux - dit « modernes » mais qui sont en fait déjà « traditionnels », selon l'expression d'Etienne Le Roy, car ces catégories de tribunaux existent en métropole depuis des décennies voire des siècles[284] - ne sont pas originaux. Sous réserve de l'originalité qui

[281] Sur les origines, abus et évolution du régime de l'indigénat dans les colonies françaises, voir DURAND B. (Dir.), *La justice et le Droit : Instruments d'une stratégie coloniale*, Recherche subventionnée par le G.I.P. « Mission de recherche Droit et Justice », Montpellier, septembre 2001, vol. III pp. 927-957, article de Stéphanie Morandeau-Couderc, « Le régime de l'indigénat dans les colonies françaises » ; LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004 *op.cit.* pp. 104-105, il cite PIE F., Les politiques pénales en Afrique noire francophone : le cas du Gabon, Bordeaux, IEP-CEAN, 1989.

[282] LE ROY E, *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 104.

[283] Pour l'organisation judiciaire et la procédure devant les juridictions de droit écrit voir MARTICOU-RIOU A., « L'organisation judiciaire du Cameroun », *Penant*, n° 724, 1969,pp. 37-39 ; voir GUERMANN M., « L'organisation judiciaire au Cameroun oriental », *R.C.D.*, 1973, n°3, pp. 24-35.

[284] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 153.

peut s'entendre du fait des contingences locales, notamment la distance, l'adaptation aux exigences matérielles et aux conditions de vie dans les colonies[285]. Nous nous intéresserons plus particulièrement aux juridictions dites de droit coutumier, qui constituent l'apport original de la colonisation.

Nous nous référons principalement à l'organisation de ces juridictions telles qu'elles se présentaient selon les dernières modifications réglementaires du colonisateur français pour le Cameroun oriental. Il s'agit notamment du Décret du 31 juillet 1927 organisant les juridictions de droit local, et du Décret du 26 juillet 1944 instituant et organisant en A.E.F. et au Cameroun des juridictions coutumières[286]. Si ces textes nous donnent l'ossature des juridictions de droit coutumier telles qu'on les retrouve à la veille de l'indépendance, ces textes ne font que reprendre une logique déjà existante[287]. Cette logique repose avant tout sur l'intention du colonisateur de contrôler la population autochtone. Plusieurs aspects de l'organisation et de la procédure des juridictions coutumières reflètent cette volonté impérieuse du colonisateur. Nous allons ici reprendre quelques uns de ces aspects qui nous apparaissent non seulement les plus saillants dans la démarche du colonisateur, mais surtout que nous retrouverons dans l'organisation judiciaire actuelle.

Nous retiendrons trois aspects, d'abord le modèle et la forme d'organisation du « lieu » de régulation des conflits, ensuite son personnel et pour finir la nature de la source de droit qui y est mobilisée. Nous n'analyserons l'organisation des juridictions dites de droit coutumier qu'à travers ces trois aspects[288].

1) Le modèle d'organisation des juridictions de droit coutumier

La structure organisationnelle choisie par le colonisateur pour le lieu de régulation de conflits opposant les personnes de statut coutumier, était fondée sur le modèle juridictionnel

[285] Se reporter aux résultats du programme de l'unité mixte de recherche n° 5815 du CNRS dont les premiers résultats ont été diffusés en 2003, DURAND B. (Dir.), *La justice et le Droit* …, septembre 2001, *op.cit.* , également à l'article de Claude Bontems « Les rêveries utopiques du juge colonial », *AFAD, le juge : une figure d'autorité*, Bontems C.(Dir.), Paris, l'Harmattan, 1996, p. 516 et s., qui tout en ayant pour cadre l'Algérie coloniale paraît résumer les difficultés générées par le contexte colonial dans les pays africains en général.

[286] Codes et lois du Cameroun, T. 1, respectivement p. 233 et p. 302.

[287] Une logique qui remonte aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècle pour ce qui concerne tant les « juridictions » des Antilles françaises que celles des colonies africaines, voir l'analyse d'Etienne Le Roy., « Le code civil au Sénégal ou le vertige d'Icare » in Doucet M. et Vanderlinden J. (Eds.), *La réception des systèmes juridiques : implantation et destin*, Bruxelles, Bruylant, 1994, pp. 291-330, cité par LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice.*.., 2004, *op.cit.* p. 158.

[288] Pour une description d'ensemble de juridictions coutumières du Cameroun oriental voir MARTICOU-RIOU A., « L'organisation judiciaire …, 1969, *art.cit.* pp. 39-43.

« français ». « [L]*'organe institué pour exercer le pouvoir de rendre la justice »*[289] était « *un organe indépendant, statuant suivant certaines règles de forme destinées à assurer un examen juridique impartial du litige* »[290]. Il s'agissait d'une juridictionnalisation de l'organisation.

Dans le cadre colonial bien distinct de la métropole, nous l'avons relevé, les garanties n'étaient pas assurées. Par contre le colonisateur avait l'assurance de la maîtrise d'une organisation qu'il pouvait contrôler.

Cependant, la technique de contrôle s'effectuée surtout à partir du choix et de l'encadrement du personnel de ces juridictions, créées sur mesure, pour « phagocyter » les espaces de régulation de conflits endogènes.

2) Le choix du personnel et la composition des juridictions de droit coutumier

Les tribunaux constituant ces juridictions étaient composés d'un président, de deux assesseurs, d'un secrétaire et d'un interprète, à l'exception de certains tribunaux qui, ne rendant pas de jugement, ne comptait qu'un conciliateur indigène.

Nous nous intéresserons ici particulièrement aux assesseurs. A notre sens l'originalité de ces juridictions de droit coutumier tient notamment à la formation et au mode de désignation des assesseurs.

Les fonctions d'assesseur étaient confiées à des notables indigènes, choisis sur une liste qui devait être élaborée de façon à permettre à tous les groupements ethniques et religieux d'être représentés.

Bien que cette idée de représentation équilibrée des groupements ethniques et religieux soit louable, nous pensons qu'elle révélait la méconnaissance ou le refus du colonisateur de prendre en compte la réalité locale : le Cameroun compte plus de deux cents ethnies avec de multiples ramifications. Une observation du mode de désignation des assesseurs et de leurs champs de compétences, montre que sous l'apparence d'un respect proclamé des autorités indigènes et de leurs coutumes (non contraires à l'ordre public colonial), le colonisateur tentait en réalité une mise sous tutelle.

Les assesseurs, dont la mission était de garantir une interprétation correcte des coutumes des parties en litige, étaient choisis par le président du tribunal et non pas par les autochtones,

[289] Extrait de la définition de CORNU G., *Vocabulaire…*, 2005, *art.cit.*

[290] VINCENT J., GUINCHARD S. et *al.* (Eds), *Institutions judiciaires. Organisation, Juridictions, Gens de justice*, Paris, Dalloz, 8ème éd., 2005, p. 39. Même si depuis l'époque coloniale ces méthodes ont évolué, l'idée était que les plaideurs de statut coutumiers soient jugés désormais par des magistrats professionnels présentant de solides garanties de technicité et d'indépendance, qu'ils puissent recourir aux services des auxiliaires de justice de droit moderne afin de bénéficier de règles de procédure plus sûres et plus efficaces.

c'est-à-dire leurs pairs. Ces derniers ne participaient pas non plus à l'élaboration de la liste finale sur laquelle le président du tribunal faisait son choix. Cette liste était arrêtée par le Commissaire de la République, sur proposition du chef de région.

Dans l'exercice de leur fonction, les assesseurs se cantonnaient à éclairer le président du tribunal[291] sur la coutume des parties. Même lorsqu'ils possédaient une voix délibérative, ils ne s'impliquaient pas directement dans la délibération, « *ils suivaient toujours le blanc* »[292].

Les assesseurs étaient perçus comme des conseillers ou des intermédiaires, on s'aperçoit aisément que le colonisateur n'entendait pas confier aux autochtones « le pouvoir de juger » dans l'espace de régulation de conflits qu'il a été amené à créer.

Le colonisateur lui attribuait la fonction d'intermédiaire pour la « conversion » de la population autochtone au modèle occidental de régulation des conflits. C'est le rôle que le colonisateur a voulu faire jouer aux autorités autochtones sur le vaste échiquier colonial. Nous soulignons, à la suite d'Etienne Le Roy, que le recours aux « chefs indigènes », s'il est l'expression de problèmes pratiques, en particulier du manque de fonctionnaires coloniaux, de la distance géographique et des difficultés de communication est, surtout, à fondement idéologique[293]. En effet la croyance en la supériorité de l'ordre établi par la société occidentale confère au colonisateur une mission de civilisation. L'introduction d'un nouvel espace de règlement de différends, comme outil institutionnel d'encadrement de la population, concourt à cette mission. L'instrumentalisation des autorités indigènes apparaît ici comme la volonté de faire adhérer un maximum de justiciables à cet espace. Le colonisateur entendait se servir des autorités indigènes pour fonder la légitimité de l'espace artificiellement réé pour les règlements de différends. La recherche d'une « figure d'autorité » était l'une des contraintes du colonisateur pour rendre opératoire un nouvel ordre social et juridique et surtout pour le faire « *aimer* »[294]. Cette quête de légitimité conduisait à une seconde contrainte : celle de la reconnaissance du « système juridique » appliqué par les autorités indigènes, sans pour autant renoncer à l'objectif général de civilisation proclamé. Cela revenait, paradoxalement, à reconnaître les sources de droit d'une population tenue pour mineure, censée vivre selon des conditions « *infra-humaines* », cela revenait à admettre les sources de droit d'une population dont les mœurs étaient jugées archaïques.

---

[291] La fonction de président était assurée par des « blancs ».

[292] Voir, notamment l'article d'Eric de MARI « 'On suit le blanc'. Quelques remarques sur la justice et sur l'assessorat indigène en Afrique Noire », dans DURAND B. (Dir.), *La justice et le Droit : Instruments d'une stratégie coloniale*, Recherche subventionnée par le GIP « Mission de recherche Droit et Justice », Montpellier, septembre 2001, pp. 217-235.

[293] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 90, 88

[294] *Ibidem*, p. 89.

Le colonisateur a très rapidement tenté de résoudre cette ambiguïté en « adaptant » les sources de droit endogène aux idées et institutions occidentales, tout comme il a tenté de « formater » les autorités traditionnelles garantes de ces sources.

3) La source de droit dans les juridictions de droit coutumier

La source de droit dans les juridictions de droit coutumier était, selon le colonisateur, la « coutume ». Cette affirmation, justifiée notamment par la présence des assesseurs et par l'assimilation de la notion de « coutume » à celle de droit coutumier, est contestable.

L'analyse du rôle réellement dévolu à l'assesseur est révélatrice de la présence d'une source nouvelle. Nous avons pu relever que la fonction effective de l'assesseur n'était pas de garantir le respect et l'application des coutumes des parties, mais plutôt d'authentifier les coutumes. Nous entendons le mot « authentifier » dans le sens de « légitimer ». La nécessité d'une telle procédure, qui consiste à « rassurer », laisserait supposer qu'il y ait eu une dénaturation de la coutume « *originellement* » africaine ou alors que cette coutume originelle aurait été tronquée par un produit nouveau.

Quant à l'interrogation sur l'assimilation des notions de « coutume » et celle de « droit coutumier », elle vient conforter l'hypothèse de l'existence d'un nouveau produit inventé par le colonisateur.

Bien que, la grande majorité de la doctrine soutienne que le droit coutumier soit une adaptation de la coutume à la modernité[295], nous affirmons, à la suite des travaux africanistes du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris datant de la fin des années 70[296], que la coutume est « *irrémédiablement* » différente du droit coutumier, et qu'une continuité n'est pas envisageable entre les deux notions[297].

Examinons les différences qui se rapportent à la forme, au processus de production et au mode de désignation de la coutume et du droit coutumier.

Concernant la forme, Jacques Vanderlinden apporte un rectificatif en précisant que la coutume est gestuelle[298]. Selon lui, « *c'est erronément que, partant de certaines définitions*

[295] Nous relevons que certains auteurs camerounais vont dans ce sens voir notamment DOUMBE-MOULONGO M., *Les coutumes et le droit au Cameroun*, Etudes et documents africains, Editions CLE, Yaoundé, 1972, p. 12 et s., la jurisprudence de la Cour Suprême semble aller dans ce sens.

[296] Notamment les travaux de Michel Alliot et d'Etienne Le Roy.

[297] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 94.

[298] Il va ainsi à l'encontre des conclusions de nombreux auteurs selon lesquels l'absence d'écrit implique nécessairement l'oralité, voir notamment les articles de Jacques Poumarède et de Louis Assier-Andrieu « Coutume», in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp.118-120, (p. 119), VANDERLINDEN J., « Propos mélangés au sein des mélanges», in Eberhad C. et

qui en font une source de Droit non écrite, des auteurs en ont conclu qu'elle était orale. Elle n'est pas d'avantage l'une que l'autre, elle est gestuelle »[299]. Pour cet auteur, la coutume est formulée dans le comportement des individus et elle est qualifiée par l'adjectif « gestuelle ». « *C'est là son essence même qui la distingue des autres sources du droit dans la mesure où corrélativement elle ne peut être ni orale ni écrite* »[300].

Le droit coutumier, par contre, adopte la tournure écrite, soit sous la forme de compilation, comme par exemple la rédaction des *Coutumiers juridiques de l'A.O.F*[301] soit sous forme de décision jurisprudentielle.

Pour ce qui est du processus de production, le droit coutumier est produit dans le cadre des juridictions dites de droit coutumier. A ce mode de production prétorienne s'oppose *le « processus populaire de production »* de la coutume[302]**.**

Le mode de désignation, nous apparaît comme le point de différence la plus fondamentale entre la coutume et le droit coutumier.

La coutume étant identifiée comme un ensemble de dispositions sociales cohérent, défini comme « *l'ensemble des manières de faire et de conduire ses comportements en société* », le « facteur temps » serait un élément important pour la détermination de la coutume[303]. Le droit coutumier, par contre, serait déterminé ou plutôt édicté par l'Etat. Les présidents des tribunaux du droit coutumier, agissant sous le contrôle du Commissaire de la République, ont pour mission de déterminer ce qui est le droit coutumier. De même, dans son rôle de censeur, la Chambre d'homologation désigne ce qui est le droit coutumier.

La présentation du droit coutumier comme adaptation de la coutume à la modernité procède d'un comportement ethnocentrique qui reproduit « *le principe de l'englobement du contraire* » que nous avons déjà évoqué, comme permettant de dévaloriser un concept par rapport à l'autre par le seul jeu de distinctions ou d'oppositions entre attributs où l'un est le contraire négatif de l'autre, terme à terme, élément par élément[304].

Le colonisateur présente la coutume comme une source de droit, mais la traite comme le contraire de la loi. Il est reproché à la coutume d'être imprécise, multiple, orale, souvent

---

Vernicos G. (Eds), *La quête anthropologique du droit. Autour de la démarche d'Etienne Le Roy*, Paris, Les éditions Karthala, 2006, pp. 509-525, (p. 511-515).

[299] VANDERLINDEN J., *Anthropologie juridique*, Paris, Dalloz, 1996, p. 49.

[300] *Idem*, « Propos mélangés…, 2006, *art.cit.* pp. 509-525, (p. 512).

[301] Coutumiers juridiques de l'Afrique occidentale française (A.O.F.), Paris, Larose, 3 vol., 1939.

[302] VANDERLINDEN J., *Anthropologie juridique*…,1996, *op.cit.* p. 54. Voir aussi les travaux de recherches du LAJP.

[303] Nous reprenons ici quelques éléments de définition de la coutume livrés par Etienne LE ROY, *Le jeu des lois*…, 1999, *op.cit.* p. 195.

[304] Principe décrit par Louis DUMONT, *Essais sur l'individualisme*…, 1983, *op.cit.* p. 119.

secrète, irrationnelle, collective et engluée dans la morale, la religion et les convenances[305]. D'où la nécessité, selon le colonisateur, d'apporter des rectificatifs en créant le droit coutumier, reproduction caricaturale de la loi.

Au lieu de parler de processus de modernisation de la coutume, nous serions tentée de parler de processus de « *falsification* »[306].

La démarche d'invention d'un produit nouveau (le droit coutumier) procède de la stratégie du colonisateur pour « *domestiquer* » les sources de droit africain et corrélativement pour arriver à imposer sa source de prédilection, « la loi », création du législateur, organe étatique, comme unique source de droit[307].

A la suite des conclusions du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris I, nous relevons que le droit coutumier n'est qu'un artifice colonial qui permet d'aménager la transition dans un processus de soumission au modèle du pouvoir de l'Etat moderne.

Après l'indépendance, les nouveaux dirigeants de l'Etat Cameroun poursuivent cette transition.

Si le principe de continuité présage du caractère superficiel de la dualité de conception de la justice, il conviendrait de rechercher si la dualité de l'époque actuelle a le même sens que celle de l'époque coloniale.

§2 : La dualité dans l'organisation judiciaire actuelle : la reconduction d'un dispositif contrefait

S'il ressort des analyses des textes législatifs et du discours politique que la volonté des nouveaux dirigeants était d'enrayer la dualité dans l'organisation judiciaire du nouvel État Camerounais par la mise en place de nouvelles réformes, il apparaît que le principe de dualité est maintenu par le biais des dispositions transitoires (A). En attendant l'application des nouvelles réformes, la nouvelle élite, en charge de l'organisation politique et juridique du pays, affiche la même intention que le colonisateur, consistant à valoriser une seule

[305] Voir notamment les travaux de Michel ALLIOT, *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par KUYU Camille, Paris, Karthala, 2003, notamment, « La coutume dans les droits originellement africains », pp. 53-71 (p. 54), « Ce que repenser les droits africains veut dire », pp. 95-102.

[306] Nous reprenons ici le terme utilisé par Etienne LE ROY, *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 112-113.

[307] Nous empruntons le terme « domestiquer » à Jacques POUMAREDE et Louis ASSIER-ANDRIEU, « Coutume», in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp.118-120, (p.118).

conception de la justice. Les juridictions du droit écrit emportaient la faveur du législateur camerounais, faisant écho du choix des nouveaux dirigeants, qui pensaient[308] que ces juridictions assureraient plus « *dignement* »[309] le service de la justice dite moderne, dans le futur Cameroun indépendant qui devait rejoindre le cercle des Etats modernes (B).

A - Un provisoire qui dure

Lorsque le Cameroun sous tutelle française accède au statut de semi-autonomie interne le 17 avril 1957, la puissance tutélaire lui transfère la responsabilité de l'organisation judiciaire[310].
Si la convention fixant les modalités de transfert n'a été signée que le 31 décembre 1958, il faudra attendre le 17 décembre 1959, veille de l'indépendance, pour assister à l'élaboration par les seules (?) autorités camerounaises d'une organisation judiciaire qui entrera en vigueur le 1er janvier 1960, jour de l'accession à l'indépendance de l'ex Cameroun oriental.
Un laps de temps aussi long entre le statut semi-autonome et l'indépendance (presque trois années) aurait pu être justifié par la préparation d'une réforme qui marquerait véritablement l'avènement de l'indépendance par une réappropriation, ou tout au moins par une répartition égale de l'espace de régulation des conflits entre les institutions autochtones et celles de l'Etat introduites par le colonisateur. Cependant, il n'en est rien, dans la mesure où les principaux instigateurs de cette réforme, imaginée sur le modèle français, c'est-à-dire dans la même logique que celui du colonisateur, étaient des magistrats français.
Le souci majeur du législateur camerounais a été essentiellement de se conformer aux exigences du modèle dit universel de l'Etat-Nation. Dans le domaine judiciaire, cela revenait à adapter l'organisation judiciaire aux impératifs de la souveraineté nouvellement acquise. Ce qui signifiait l'affirmation de l'autonomie du système judiciaire camerounais et surtout de son unité.
Pourrait-on affirmer que le premier objectif a pu être atteint par la création d'une Cour Suprême[311] ?

---

[308] Avaient-ils le choix ?
[309] Nous empruntons l'emploi du mot *« dignement »* à NKOUEDJIN YOTNDA M., « Soliloque sur certains problèmes…,1976, *art.cit.* p. 8.
[310] La France conserve la responsabilité de la politique monétaire, de la politique étrangère et de la défense ; voir FOUMAN AKAME J., « Les grandes étapes de la construction juridique au Cameroun de 1958 à 1978 », *Penant*, 1979, p.188.
[311] La création de la Cour Fédérale de justice, instituée par la Constitution de la République du Cameroun, le 1er septembre 1961, a soulevé de nombreuses questions, voir MARTICOU-RIOU A., « L'organisation judiciaire…, 1969, *art.cit.* pp. 33-86 ; NGUINI M., « La Cour fédérale de justice », *R.C.D.*, 1973, n°3, pp. 35-45, NKOUEDJIN Y., « Soliloque sur certains problèmes… 1976, *art.cit.* pp. 10-11.

Afin d'assurer la relève de l'autorité de la Cour de Cassation française, qui était la juridiction suprême en matière judiciaire, le Cameroun, indépendant, s'est doté d'une juridiction analogue, quittant Paris pour Yaoundé[312]. Cependant nous restons réservée, quant à l'effectivité de la relève, car il est difficile de parler d'autonomie, lorsque la question du remplacement des magistrats français par des magistrats camerounais devait être réglée dans le cadre de la politique de coopération qui impose également certaines règles non moins contraignantes[313]. Bien que cette question d'autonomie soit l'une de nos préoccupations majeures, nous nous attarderons ici beaucoup plus sur le deuxième objectif, celui d'unité, qui consistait en fait en la suppression de la dualité de juridictions. Sa réalisation devait nécessiter beaucoup plus d'investissement institutionnel et financier que n'en disposait le jeune Etat camerounais.

En effet, supprimer les deux ordres de juridictions (de droit coutumier et de droit écrit), correspondait à la création de tribunaux ayant compétence pour régler les litiges quelque soit le statut de l'intéressé. Plus qu'une simple substitution, il supposait une profonde transformation du paysage judiciaire : la fusion des locaux et du personnel de justice des tribunaux de droit écrit et de droit coutumier, dorénavant dénommé « droit traditionnel ».

L'absorption pure et simple du droit dit traditionnel dans un droit dit moderne, mais surtout étranger n'était pas une tâche facile. Bien au-delà des questions matérielles que nous venons de soulever, se trouve dans la partie invisible de *l'ice berg* toute une dimension socio-culturelle que le législateur national semblait négliger à l'instar du colonisateur. Le subterfuge a été la mise en place de mesures transitoires.

Ces mesures transitoires qui consistaient à maintenir en vigueur certaines juridictions anciennes, devaient quasiment annihiler la réforme annoncée.

L'article 62 de l'Ordonnance n° 59/86 du 17 décembre 1959, entrée en vigueur le 1er janvier 1960, dispose qu' « *au cas où le gouvernement se trouverait dans l'impossibilité temporaire soit d'installer tout ou partie des juridictions nouvelles, soit d'appliquer certaines règles édictées par la présente ordonnance, la date de la mise en application pourrait être reportée par décret* »[314]. Les mesures transitoires ainsi annoncées, ont survécu à toutes les réformes ultérieures.

[312] Le Cameroun n'était pas le seul pays africain soumis avant l'indépendance à l'autorité de cette juridiction localisée à Paris, c'est à dire à plusieurs milliers de kilomètres du justiciable africain.

[313] Voir notamment ; LE ROY E., KUYU C., « La politique française de coopération judiciaire: bilan et perspectives », *Observatoire de la coopération française*, Rapport 1997, Paris, Karthala, 1997, pp.37-63.

[314] Décret n° 59/247 du 18 décembre 1959.

En effet les textes actuellement en vigueur dans ce domaine maintiennent invariablement, le principe de la dualité *provisoire* de la justice civile. Il s'agit notamment, du Décret n° 69/DF/544 du 19 décembre 1969 fixant l'organisation judiciaire devant les juridictions traditionnelles de l'ex-Cameroun Oriental, modifiée par le Décret n° 71/DF/607 du 3 décembre 1971 et l'Ordonnance n° 72/4 du 26 août 1972 portant organisation judiciaire[315]. Cette Ordonnance de 1972 a été plusieurs fois modifiée, la dernière modification est introduite par la loi n° 98/008 du 14 avril 1998[316].

Malgré toutes ces modifications, l'article qui rappelle le caractère provisoire de la dualité des juridictions civiles est maintenu. L'article 26 de l'Ordonnance du 26 août 1972 sus-visée dispose que « *l'organisation des juridictions de droit traditionnel et la procédure à suivre devant elles sont, à l'exclusion de la compétence pénale des Customary Courts, provisoirement maintenues* ».

Il est intéressant de souligner que cette disposition provisoire, qui signifie le maintient de la dualité de juridiction, est maintenue depuis 1960 date de l'entrée en vigueur de l'Ordonnance du 17 décembre 1959 sus mentionnée, soit depuis quarante sept ans. Aussi nous estimons qu'il est légitime d'émettre un doute sérieux concernant la volonté et la réelle détermination de l'équipe dirigeante à instituer les réformes annoncées, donc l'objectif était de faire disparaître la dualité de juridiction. Les motifs qui justifiaient la mise en place de mesures transitoires, à savoir le manque de moyens matériels et de personnels deviennent de moins en moins recevables. S'il n'est pas aisé de cerner la véritable intention de la nouvelle équipe dirigeante de l'Etat camerounais, l'ambiguïté de son comportement est patente. Comment pourrait s'expliquer le comportement « a priori » incohérent, ou même « *schizophrénique* » des dirigeants camerounais, qui consiste à maintenir le dualisme judiciaire tout en soulignant la primauté de la conception occidentale du droit[317]. Un droit exogène, qui nie en partie les réalités sociales du territoire que ces dirigeants doivent mettre en ordre. Ce n'est pas la prise en compte de cette conception du droit exogène qui pose problème, car il fait partie de l'héritage camerounais, le problème est de lui accorder la prééminence.

[315] Cette Ordonnance vient remplacer l'Ordonnance n° 59-86 du 17 décembre 1959 (J.O.C. 1959, p. 1807)

[316] Les modifications antérieures résultent des ordonnances n°s 72/21 du 19 octobre 1972 et 73/9 du 25 avril 1973. Par les lois n° 74/3 du 25 juillet 1974, n° 76/17 du 8 Juillet 1976, n° 89/019 du 29 décembre 1989, n° 90/58 du 19 décembre 1990 et n° 98/008 du 14 avril 1998. Voir Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001, p. 565 et s

[317] Nous empruntons l'emploi de l'expression « *schizophrénique* » dans ce sens à Etienne Le Roy, voir notamment LE ROY E., KUYU C., « La politique française…, 1997, *art.cit.* pp.37-63 (p 19)

B - Analyse du mimétisme

Une analyse de l'organisation judiciaire actuelle, suivant les trois aspects que nous avons retenu pour mettre en exergue la stratégie de contrôle mise en place par le colonisateur, fera apparaître le degré de mimétisme de la nouvelle équipe dirigeante.
Ces trois aspects sont, rappelons-le : le modèle et la forme d'organisation de l'espace de règlement de différends, ensuite la composition de son personnel et enfin la nature de la source de droit qui est mobilisé.

1) Le modèle et forme d'organisation

L'organisation judiciaire camerounaise est marquée par une série de distinctions : distinction entre juridictions de droit commun et d'exception[318], puis distinctions entre les structures juridictionnelles et arbitrales, et pour finir la reconduction après l'indépendance de l'exceptionnelle distinction entre les juridictions dites modernes et les juridictions dites traditionnelles.
Nous nous concentrerons sur l'aspect de l'organisation judiciaire au Cameroun qui fait apparaître cette dualité[319].
La Figure 1, ci-dessous présente un extrait de l'organigramme de l'organisation judiciaire mise en place par :

- l'ordonnance du 26 août 1972 modifiée en chemin par la loi du 14 avril 1998
- le décret du 19 décembre 1969 fixant l'organisation judiciaire devant les juridictions traditionnelles de l'ex-Cameroun oriental.

[318] Au Cameroun l'organisation judiciaire telle que définie par la loi n° 98/008 du 14 avril 1998 modifiant l'ordonnance 72/4 du 26 août 1972 cite deux juridictions d'exception : le tribunal militaire et la Cour de Sûreté de l'Etat. *A ces deux juridictions d'exception il faut rajouter la Haute Cour de Justice et la Commission provinciale du contentieux de la prévoyance sociale que le législateur a omis de citer,* relève Roger Sockeng, *Les Institutions judiciaires au Cameroun*, Douala, Groupe Saint François, 3ème édition, 2000, p. 34.
[319] Pour les autres aspects et autres juridictions, notamment d'exceptions voir SOCKENG R., *Les Institutions judiciaires au Cameroun*, Douala, Groupe Saint François, 3ème édition, 2000 pp. 49 et s. ; Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001.

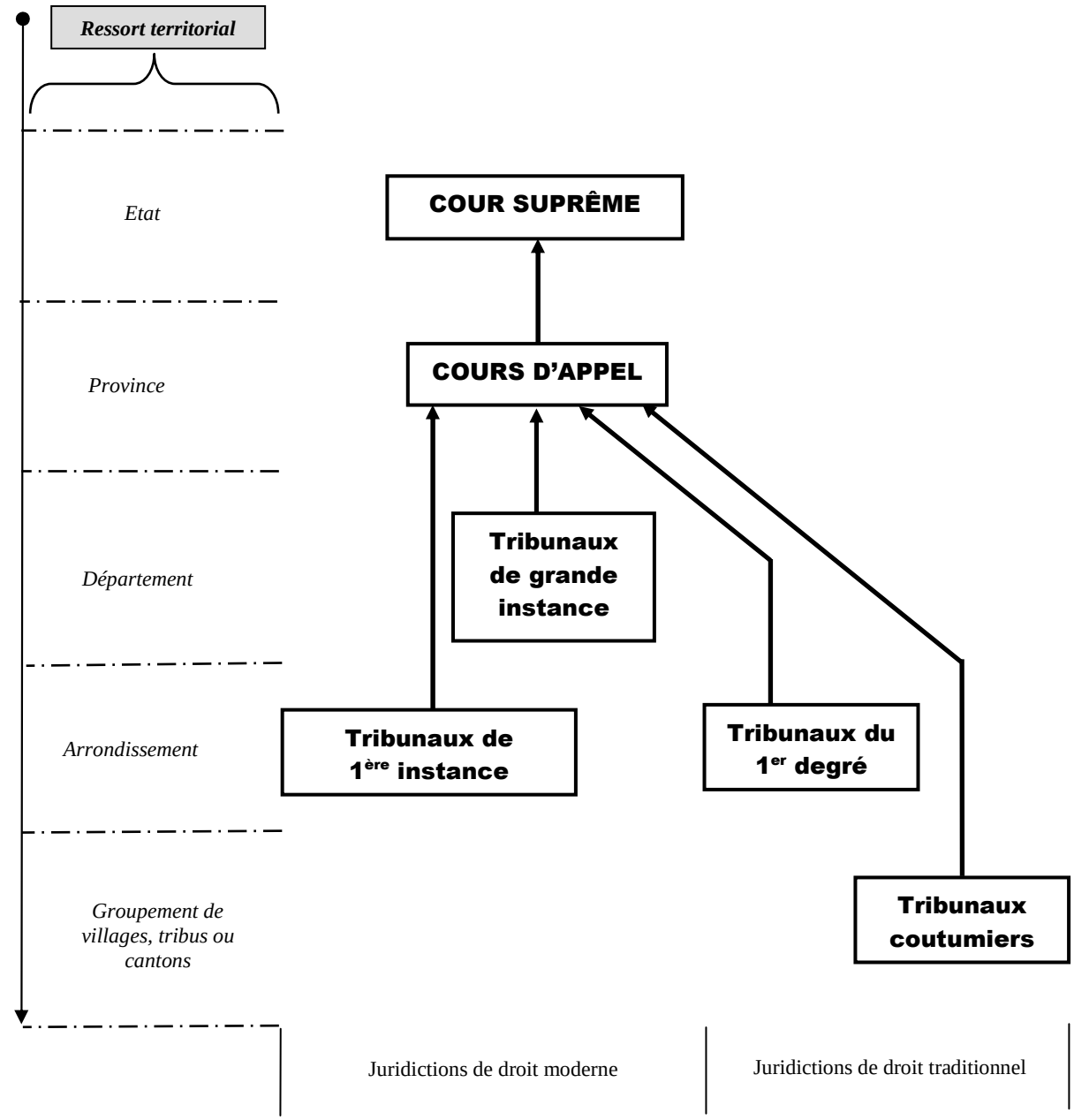


Figure 1 : Extrait de l'organigramme de l'organisation judiciaire de la république du Cameroun (Dualité de la Juridiction)

Cette organisation se présente ainsi :

- Au niveau du premier degré de juridiction, se trouvent d'une part les **Tribunaux de 1ère instance**, d'autre part les **Tribunaux de grande instance**. Il n'a pas été installé, avons-nous souligné, un nombre suffisant de tribunaux pour remplacer les juridictions dites traditionnelles. Force a été de les maintenir, toujours à titre transitoire. Ce sont les **Tribunaux du 1er degré et les Tribunaux coutumiers.**

- Au niveau du second degré de juridiction, se trouvent des **Cours d'appel** qui connaissent des recours contre toutes – sauf exception – décisions des juridictions du premier degré.

La grande nouveauté de la réforme de 1972 est la création des **Tribunaux de grande instance**. L'absence d'originalité, cependant, se décèle dans le maintien de la dualité des juridictions de droit écrit et de droit traditionnel au niveau du premier degré.

Ces deux degrés sont coiffés par la **Cour Suprême**, qui est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire camerounais[320].

Nous ne reprendrons pas dans le détail la composition de chacune de ces juridictions, nous voulons ici analyser quelques uns des effets de l'intégration des juridictions dites de droit traditionnel dans les mêmes locaux et les mêmes espaces de droit que ceux des juridictions dites de droit moderne[321]. Nous nous intéresserons à ces effets par rapport à la volonté de la nouvelle équipe dirigeante d'enrayer la dualité de juridiction.

Il convient tout d'abord de remarquer que contrairement à l'époque coloniale où les juridictions coutumières ne relevaient pas des juridictions considérées de « droit commun », c'est-à-dire à compétence élargie, les juridictions dites traditionnelles en font parties intégrantes[322]. Cependant deux réserves viennent atténuer remarquablement ce caractère de « droit commun ». La première vient du fait que les règles d'organisation et de procédure devant les juridictions dites traditionnelles se rapportent à un texte spécifique, comme nous l'avons déjà souligné. La deuxième réserve, qui accentue le caractère exceptionnel des juridictions dites traditionnelles, est exprimée dans la rédaction de l'article 2 (2) du Décret du 19 décembre 1969 fixant l'« *organisation judiciaire et la procédure devant les juridictions traditionnelles du Cameroun oriental* ». Cet article souligne le caractère résiduel de la compétence de ces juridictions qui ne connaissent que des affaires non réservées aux juridictions de droit moderne[323].

[320] Article 38 de la Constitution de la République du Cameroun telle que modifiée par la Loi n° 96-06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 2 juin 1972. La Cour Suprême est également la plus haute juridiction en matière administrative et de jugement des comptes.

[321] Pour la composition des différentes juridictions, voir SOCKENG R., *Les Institutions…*, 2000 *op.cit.* pp. 38-48 et 57-62 ; Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001.

[322] A l'époque coloniale, la compétence des juridictions coutumières était établie en fonction de critères bien précis, liés au statut personnel. Sur la base de répartition de compétence à cette époque, voir *Supra* p. 83.

[323] Aux termes de cet art 2(2) du Décret du 19 décembre 1969 « [...les juridictions traditionnelles] sont compétentes pour connaître des procédures civiles et commerciales que les textes en vigueur ne réservent pas aux juridictions de droit moderne».

Par ailleurs, l'intégration des juridictions dites traditionnelles dans les mêmes locaux et les mêmes espaces de droit que ceux des juridictions dites modernes, suscite certaines interrogations notamment sur l'attribution de compétente : entre les compétence des Tribunaux de 1ère instance, des Tribunaux de grande instance (juridictions dites modernes) et celles des Tribunaux du 1er degré, des Tribunaux coutumiers (juridictions dites traditionnelles). En effet, ces différentes juridictions sont concurremment compétentes pour certains matières identiques, d'une part en matière civile et commerciale et d'autre part en ce qui concerne l'état des personnes, l'état civil, le mariage, le divorce, la filiation, les successions.

Les juridictions dites de droit moderne sont compétentes entre autres, en « *matière civile et commerciale* », lorsque le montant de la demande n'excède pas 5 000 000 de francs CFA pour les Tribunaux de 1ère instance[324], au-delà de ce montant ce sont les Tribunaux de grande instance qui deviennent compétents[325]. Il se trouve que les juridictions dites traditionnelles, sont également compétentes, entre autres, en matière civile et commerciale. Les Tribunaux coutumiers connaissent, en effet, des « *différends d'ordre patrimonial, et notamment des demandes en recouvrement de créances civiles et commerciales, des demandes en réparation de dommages matériels et corporels, et des litiges relatifs aux contrats* »[326].

Le deuxième point de concurrence entre les Tribunaux de grande instance (juridictions dites modernes) et les Tribunaux du 1er degré (juridiction dites traditionnelles) concerne les procédures et actions relatives à « *l'état des personnes, à l'état civil, au mariage, au divorce, à la filiation, aux successions* »[327].

Ce constat de concurrence de compétence nous apparaît comme un indicateur des difficultés rencontrées par le législateur dans l'édiction des règles pour les solutions des conflits interpersonnels. Le fait que la « personne », en Afrique en général, soit envisagée dans un faisceau de relations interculturelles, et que le législateur camerounais ait tendance à négliger cet état de fait, pourrait expliquer quelques unes de ces difficultés.

---

[324] Environ 7 622€.

[325] Pour les Tribunaux de 1ère instance, art. 13 (c) et pour les Tribunaux de grande instance art. 16 (b) de l'Ordonnance n° 72/4 du 26 août 1972 modifiée, portant organisation judiciaire voir Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001.

[326] Art. 4 (1) b du Décret n° 69/DF/544 du 19 décembre 1969 modifié, fixant l'organisation *judiciaire et la procédure devant les juridictions traditionnelles du Cameroun oriental*, voir Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001.

[327] Pour les Tribunaux de grande instance : Art. 16 (c) de l'Ordonnance n° 72/4 du 26 août 1972 modifiée, portant organisation judiciaire et pour les Tribunaux du 1er degré : Art 4(a) du Décret du 19 décembre 1969 fixant l'*organisation judiciaire et la procédure devant les juridictions traditionnelles du Cameroun oriental*, voir Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001.

Le législateur camerounais tente de résoudre ces conflits en reprenant les méthodes coloniales. C'est-à-dire en distinguant d'une part les conflits « *intercoutumiers* »[328], d'autre part les conflits qui opposent le droit dit moderne et le droit dit traditionnel.

Les conflits « *intercoutumiers* », c'est-à-dire lorsque deux coutumes s'opposent pour la résolution du même conflit, sont régis par l'article 3, alinéa 1[er] du Décret du 19 décembre 1969 fixant « *l'organisation judiciaire et la procédure devant les juridictions traditionnelles du Cameroun oriental* », modifié par le Décret du 3 décembre 1971. Des solutions sont apportées pour :

- *« les questions concernant le mariage, le divorce, la puissance paternelle et la garde des enfants,*
- *les questions relatives aux successions et testaments,*
- *les questions relatives aux donations,*
- *les questions relatives aux contrats, à la responsabilité civile, et à toutes autres matières »*[329]

Les juridictions dites traditionnelles apparaissent, selon la jurisprudence comme « *les juridictions naturelles* » du camerounais, car elles connaissent « *mieux ses habitudes et les usages et pratiques dans sa tribu* ». C'est la position de la Cour Suprême qui déclare en 1981 que « *le juge naturel du camerounais, en matière civile et commerciale, est le juge coutumier* »[330]. Cependant lorsqu'une procédure civile ou commerciale oppose des camerounais entre eux, la saisine de ces juridictions naturelles est soumise à une double conditions : celle de l'accord des parties en cause, et celle que les textes en vigueur n'en réservent pas la compétence aux juridictions de droit dit moderne[331].

Nous relevons ici que la jurisprudence consacre la compétence *ratione personae* des juridictions dites traditionnelle, tout en posant le principe de primauté des juridictions dites modernes.

Le législateur intervient pour réglementer les situations des conflits entre les droits dits traditionnels et les droits dits modernes, dans les situations ou l'un des camerounais, partie en

[328] Nous reprenons le terme *« intercoutumier »* tel qu'il est utilisé par Brigitte DJUIDJE, lorsqu'elle expose la spécificité du Cameroun concernant le règlement des conflits interpersonnels, voir *Pluralisme législatif…*, 1999, *op.cit.* p. 197 et s. Nous reprenons ce terme sous réserve de nos développements sur la différence entre les notions de « droit coutumier » et de « coutume », *Supra*, p 90.

[329] Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001.

[330] C.S. Arrêt n°28/CC du 10 décembre 1981 *R.C.D.*, série 2, n° 21-22, pp. 301-307, cité dans Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001, pp. 548-549.

[331] C.S.C.O. Arrêt n° 71 du 23 juin 1970 Bull n°22, p. 2726, cité dans Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001, p. 550.

cause, souhaiterait porter le différent devant une juridiction de droit dit moderne ou encore lorsque des règles de procédures sont expressément réservées à ces juridictions.

La première situation se rapporte au principe du déclinatoire de compétence et la seconde au principe de primauté du droit dit moderne. Ces principes sont introduits par l'article 2 (1) et (2) du Décret 19 décembre 1969, modifié par le Décret du 3 décembre 1971 précités qui dispose que :

La compétence des juridictions traditionnelles « *est subordonnée à l'acceptation de toutes les parties en cause. Nonobstant toutes dispositions contraires, la juridiction de droit moderne devient compétente dans le cas où l'une des parties décline la compétence d'une juridiction de droit traditionnel.*

Sous cette réserve, ces juridictions sont compétentes pour connaître des procédures civiles et commerciales que les textes en vigueur ne réservent pas aux juridictions de droit moderne »[332].

L'article 4 (1) du Décret de 1969 sus-visé, rappelle le principe du déclinatoire de compétence et précise le champ de compétence matérielle des juridictions traditionnelles :

« *Dans le domaine général de compétence défini par l'article 2 et sous réserve de l'acceptation et de la faculté de décliner la compétence des juridictions traditionnelles prévues audit article 2 :*

a) Les tribunaux du premier degré connaissent des procédures relatives à l'état des personnes, à l'état civil, au mariage, au divorce, à la filiation, aux successions et aux droits réels immobiliers.

b) Les tribunaux coutumiers connaissent des différents d'ordre patrimonial, et notamment des demandes en recouvrement de créances civiles et commerciales, des demandes en réparation de dommages matériels et corporels, et des litiges relatifs aux contrats. »[333]

Il résulte de la combinaison des articles 2, 3 et 4 du Décret 19 décembre 1969 précité et de la jurisprudence que, lorsque des camerounais, parties en cause, acceptent de porter leur différend devant les juridictions dites traditionnelles, ces juridictions sont toujours compétentes. Cependant, la réserve du législateur sur la primauté des droits et juridictions dites modernes réduit considérablement le champ de compétence des juridictions dites traditionnelles. Relevons qu'il ne s'agit pas pour autant de la suppression de ces juridictions.

[332] Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001.
[333] *Ibidem*.

D'autre part, il apparaît que pour les cas de différends n'opposant pas des camerounais, les juridictions dites traditionnelles devraient être écartées d'office. Cependant, la jurisprudence demeure imprécise à ce sujet. En 1985, alors que la Haute Juridiction a l'occasion de dire clairement si l'option, reconnue en droit camerounais, de choisir entre la juridiction dite traditionnelle et la juridiction dite moderne, intéresse les étrangers, elle ne le fait pas. Dans cette affaire de divorce opposant une Camerounaise d'ethnie Peule et de religion musulmane et un Soudanais également de religion musulmane, elle n'y voit qu'une question de détermination de la coutume applicable aux parties, sans chercher à répondre si, sur le plan procédural la juridiction dite traditionnelle saisie par les parties était compétente, eu égard à leurs nationalités respectives[334].

La difficulté du législateur et du juge est de faire coïncider un discours qui suggère l'unification et une réalité qui est plurielle.

2) La composition du personnel des juridictions dites traditionnelles.

L'une des particularités de la composition des juridictions dites traditionnelles est la présence d'assesseurs dont la mission, remontant à l'époque coloniale, est d'authentifier les coutumes qui sont appliquées. Selon l'art 10 (2) (a) du Décret du 19 décembre 1969 précité[335], la liste des assesseurs est constituée de façon à « *assurer une représentation équitable des coutumes* ». Il est tout à fait légitime de se poser la question de la représentation lorsque ce même article dispose qu'une liste de six assesseurs est arrêtée pour chacune des juridictions traditionnelles, par le Ministre de la Justice, sur proposition conjointe du Préfet et du Président du Tribunal de 1ère instance du ressort. Il est évident que le ratio entre le nombre de coutume et les six assesseurs laisse perplexe, comme nous l'avons relevé pour l'organisation coloniale.

Cet état de fait reste inchangé en dépit du complément que le point 2 (c) de l'article 10, du décret précité, apporte en précisant qu'au cas où aucun des assesseurs ne représenterait la coutume de l'une des parties, le président du tribunal doit appeler à siéger un notable résidant

[334] Arrêt n° 2/L du 10 octobre 1985, Juridis Info, 1991, n° 8, p. 53, obs. ANOUKAHA F cité par DJUIDJE B., *Pluralisme législatif camerounais et droit international privé*, Paris, L'Harmattan, Logiques juridiques, 1999, p. 16.

[335] Décret n° 69/DF/544 du 19 décembre 1969 modifié, fixant l'organisation *judiciaire et la procédure devant les juridictions traditionnelles du Cameroun oriental*, voir Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001.

dans la localité ou à proximité, jouissant de l'estime publique, et connaissant bien cette coutume.

A cette question de la représentation des coutumes, s'ajoute celle de la nature de l'instance de nomination des assesseurs censés authentifier les coutumes appliquées. Comme nous l'avons souligné pour l'époque coloniale, là encore les instances endogènes, les mieux habilitées pour cette tâche étant mises à l'écart, le processus de nomination des assesseurs est confié à des instances qui obéissent à une seule logique, la logique occidentale (exogène). Malgré l'encadrement de la nomination, et l'exigence que la mention de l'avis de l'assesseur soit portée dans le jugement, sa force reste limitée à celle d'un avis.

La place de l'assesseur souffre d'une autre limite dans le cadre de la procédure.

Nous avons souligné que les juridictions traditionnelles font parties, sous certaines réserves, des juridictions de « droit commun » et non des juridictions « d'exception ». En effet elles ont une plénitude de juridiction, il n'est pas nécessaire qu'une loi leur accorde compétence pour connaître d'une affaire, il suffit qu'une loi ne la refuse pas. Etant des juridictions de premier degré, leurs décisions peuvent être contestées en appel, nous l'avons précisé.

Cependant le principe du double degré de juridictions est entravé dans la mesure où l'assessorat est supprimé devant la Cour d'appel statuant en matière coutumière[336]. Et pourtant, dans d'autres domaines, la composition de la Cour d'appel y est adaptée : qu'il s'agisse des affaires militaires, des affaires sociales ou des affaires dans lesquelles une peine perpétuelle ou la peine de mort est encourue. Lorsqu'elle est appelée à connaître d'une décision émanant du Tribunal Militaire, selon l'art 20 (2) de l'Ordonnance n° 72/4 du 26 août 1972 modifiée, l'un des trois magistrats qui compose cette cour est remplacé par un magistrat militaire. Lorsque la Cour d'appel statue en matière sociale, l'art 21 (2) de l'ordonnance sus citée préconise de compléter sa composition conformément à l'art 143 du Code du Travail[337] et d'appliquer la procédure prévue par le dit Code. Et pour finir lorsque la Cour d'appel statue sur les appels interjetés à l'encontre des décisions rendues dans les affaires pour lesquelles une peine perpétuelle ou la peine de mort est encourue, elle est complétée de quatre assesseurs jurés en vertu de l'art 21 (3) (a) de l'ordonnance citée ci dessus.

Force est de constater qu'aucune disposition particulière n'est mentionnée s'agissant des affaires qui font intervenir le droit dit traditionnel. Nous relevons que la seule fois où est expressément citée la matière de droit traditionnel dans les dispositions concernant la Cour

[336] C'est ce qui résulte des dispositions de l'article 21 de l'ordonnance n° 72/4 du 26 août 1972 modifiée, portant organisation judiciaire.

[337] Art 133 du Code de Travail actuel, l'ordonnance datant de 1972. Note du Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001, p. 573.

d'appel, c'est à l'article 23 (3) de l'Ordonnance n° 72/4 du 26 août 1972 modifiée, pour préciser que, sauf disposition contraire, la présence du Ministère Public est facultative en matière de droit traditionnel (comme en matière civile, commerciale ou sociale).

Cette suppression du principe d'assessorat au niveau de la Cour d'appel est surprenante dans la mesure où la spécificité de ces juridictions traditionnelles repose précisément sur la représentation de la coutume applicable aux parties. Bien que la Cour Suprême ne manque pas de rappeler le caractère obligatoire de cette représentation devant le Tribunal du 1er degré[338], sa suppression au niveau des juridictions du second degré ne semble pas retenir l'attention du législateur.

3) La nature de la source de droit mobilisé dans les juridictions dites traditionnelles.

Tout en conservant l'appellation « *Tribunal coutumier* », le législateur camerounais remplace le terme « *droit coutumier* » par celui de « *droit traditionnel* ». Nous avons pu relever que non seulement le législateur camerounais ne cherche pas à définir ce qu'il entend par droit traditionnel, mais surtout qu'il semble utiliser indifféremment les termes « *juridiction traditionnelle* et *juridiction de droit traditionnel* ». Cependant il semble que le terme « *juridiction de droit traditionnel* » soit utilisé lorsque ce « *droit traditionnel* » est « confronté » au « *droit moderne* ».

En effet, on constate que le terme « juridiction de droit traditionnel » se retrouve dans l'Ordonnance du 26 août 1972 qui organise les juridictions dites modernes[339], alors que le terme « juridiction traditionnelle » se retrouve dans le Décret du 19 décembre 1969 modifié, fixant l'organisation « *judiciaire et la procédure devant les juridictions traditionnelles du Cameroun oriental* », à l'exception de l'article 2 de ce Décret qui précisément « confronte » le droit traditionnel au droit moderne[340]. Comme nous l'avons remarqué, cet article souligne le caractère résiduel des juridictions de droit traditionnel et le principe du déclinatoire de compétence devant les juridictions de droit traditionnel au bénéfice des juridictions de droit moderne.

---

[338] C.S. Arrêt n° 31/L du 4 avril 1985 R.C.D. n° 30, p. 371.

[339] Le terme « juridiction de droit traditionnel » se retrouve notamment les articles 1er, 2, 16 (c), 26, de la loi n° 72/4 du 26 août 1972 modifiée en dernier par la loi n° 98/008 du 14 avril 1998, portant organisation judiciaire, voir Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001.

[340] Le terme « juridiction traditionnelle » se retrouve notamment les articles 1er, 41, 43, les intitulés des Titres I, III, V du Décret n° 69/DF/544 du 19 décembre 1969 modifié par le décret n° 71/DF.607 du 3 décembre 1971 portant organisation des juridictions traditionnelles du Cameroun Oriental, parlent des *juridictions traditionnelles du Cameroun Oriental*, voir Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001.

Il ressort, comme nous l'avons relevé ci-dessus au sujet de la forme d'organisation et du système d'assessorat, que l'habillage change, sans que la logique coloniale ne soit altérée.
Il apparaît que l'organisation judiciaire actuelle et la stratégie mise en place par rapport à la dualité de juridiction restent similaires à celle de l'époque coloniale. Il est intéressant de relever également que le malaise ou le comportement équivoque des dirigeants vis-à-vis de cette dualité est identique. L'article 44 du Décret du 19 décembre 1969 précité, qui dispose que « *les Tribunaux du Premier Degré institués en application du Décret du 31 juillet 1927, et les Tribunaux Coutumiers institués en application du Décret du 26 juillet 1944, qui étaient en service au 1er octobre 1969, restent en fonction avec leur composition actuelle* », conforte ce principe de continuité de la dualité de juridictions, alors même que par ailleurs plusieurs dispositions vont dans le sens de la disparition de cette dualité.

Nous arrivons au terme de cette étude, sur le « dédoublement », dont l'objectif était d'analyser comment la nouvelle élite qui avait en charge l'organisation socio normative du pays appréhendait le double héritage juridique tel que nous l'avons identifié à travers les sources de fondement du pouvoir de « rendre la justice ». Nous allons clore cette étude en nous interrogeant sur le « sens » de la dualité de juridiction dans l'organisation judiciaire du Cameroun.

Comme à l'époque coloniale, l'option résolument moderniste des dirigeants camerounais ne fait aucun doute, c'est ce qui explique que la majorité des dispositions soient à l'avantage des juridictions dites modernes. Cependant, rappelons que l'intégration des juridictions dites traditionnelles dans les mêmes lieux que ceux des juridictions dites modernes ainsi que leur rattachement aux magistrats du droit dit moderne, ne font pas pour autant disparaître le principe de la dualité. Force est de constater que la tentative de valorisation des juridictions dites modernes au détriment de celles qui sont dites traditionnelles semble être mise en échec face à l'attachement, bien connu, des Africains à leurs valeurs culturelles. Le droit coutumier devenu par la suite droit traditionnel n'est que la représentation « *falsifiée* » de ces valeurs endogènes, avons-nous souligné à la suite d'autres auteurs[341]. Il n'en demeure pas moins que ce droit, « modelé » par le colonisateur, revêt la valeur d'un symbole. Le mot « symbole » est

[341] Nous reprenons le terme *« falsifié »* utilisé par Etienne Le Roy dans son ouvrage *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.*

entendu dans le sens du *signe* qui relie à la source[342]. Les dirigeants camerounais, tout comme l'ont fait les administrateurs coloniaux, semblent utiliser cette dimension symbolique pour mieux préparer à la transformation de l'espace de régulation des conflits. La stratégie consiste à récupérer un mot qui rassure (coutume, tradition) et à l'utiliser comme une garantie contre le risque d'un déracinement …brutal.

Contrairement au colonisateur dont le souci majeur était de reproduire, à l'usage d'un petit nombre de métropolitains délocalisés, le mode de règlement de différends auxquels il aurait fait confiance parce qu'il lui aurait été plus familier, l'équipe des dirigeants de la nouvelle Nation devait gérer cumulativement deux types de pressions. D'un côté, elle devait (doit encore aujourd'hui) répondre aux exigences internationales de la modernité (aujourd'hui de la bonne gouvernance[343]). De l'autre côté, elle devait (et doit encore) gérer les exigences de la majorité de la population qui se sentait dépossédée de ses valeurs « traditionnelles » au profit des valeurs exogènes qui apparaissaient fondamentalement opposées.

Les dirigeants camerounais se retrouvent confrontés à deux exigences contradictoires qui rappellent les deux thèses de « *l'assimilation* » et « *du respect des coutumes locales* » qui ont alimenté les débats idéologiques sous la colonisation. La première, présentée comme le principe directeur de la colonisation, consistait à faire « profiter » aux peuples assujettis les bienfaits de la civilisation en posant le principe d'universalité du code civil[344]. Ce faisant, le colonisateur fondait sa bonne foi sur l'assurance que ce qui est bon pour l'Européen ne peut être qu'excellent pour tout autre, surtout s'il est présumé « sauvage ». Cette thèse de l'assimilation[345], qui a encore aujourd'hui une place d'honneur dans la majorité des pays anciennement colonisés, servait de méthode d'interprétation pour la jurisprudence et la doctrine dominantes : « *dans le doute, on applique la loi française* »[346]. A cette conception majoritaire s'opposait celle du respect des coutumes locales, ou devrions-nous plutôt parler de la résistance des coutumes locales, qui obligeait quelque fois le colonisateur à s'incliner devant les faits et les coutumes, au risque de s'exposer à des décisions inadaptées. Il est aisé

[342] Nous utilisons le mot « Symbole » suivant l'étymologie grecque du mot *sumbolon*, Le Petit Larousse Compact 2003.

[343] Pour une approche de la notion de « bonne gouvernance », voir *Cahier d'Anthropologie du droit 2005*, Eberhard Christophe (Dir.), Droits, gouvernance et développement durable, 2005.

[344] DECHEIX P., *Les compétences respectives des tribunaux…*, 1960, *op.cit.* p. 4.

[345] Il faut souligner que certains auteurs préfèrent parler de *stratégie quasi 'médicale' de greffes massives ou de perfusions prudentes* plutôt que « d'assimilation » jugé trop catégorique, voir article de Bernard DURAND *Originalités et conformités coloniales sous la troisième République*, notamment le paragraphe intitulé « Une justice sans précédent ? Mythes et réalités de l'assimilation » dans DURAND B. (Dir.), *La justice et le Droit : Instruments d'une stratégie coloniale*, Recherche subventionnée par le G.I.P. « Mission de recherche Droit et Justice », Montpellier, septembre 2001, pp. 10-17.

[346] DECHEIX P., *Les compétences respectives des tribunaux…*, 1960, *op.cit.* p. 4.

d'évaluer la difficulté à laquelle le législateur colonial - dont l'une des ambitions a été de soumettre les autochtones au régime juridique français tout en conservant leurs institutions locales - a pu être confronté. La tâche semble alors s'apparenter à la conciliation de l'eau et du feu.

Nous pensons que le principe de dualité, auquel sont encore soumis les dirigeants nationaux, serait davantage la concrétisation de ce dilemme plutôt que la mise en place volontaire d'un « *bicéphalisme judiciaire* »[347]. Cette expression qui aurait pu être utilisé dans le cas de la « *coexistence de deux ordres juridiques parallèle* »[348], ne correspond pas à celle décrite de la dualité dans l'organisation judiciaire Camerounaise.

Bien au-delà du dilemme, dont les bases ont été posées par le colonisateur, consistant pour les nouveaux dirigeants à réfréner des valeurs endogènes solidement ancrées qui pourraient, dit-on, faire barrage à la modernité et au développement du pays et de la population, se pose la question du partage du pouvoir. L'équipe dirigeante de l'Etat Camerounais se retrouve encore actuellement confrontée aux responsables traditionnelles toujours détenteurs d'immenses pouvoirs.

Si l'un des défis du colonisateur a été d'imposer sa conception de la justice à une société que tout semblait éloigner de la sienne, celui des nouveaux dirigeants, ou plus précisément de la nouvelle élite, semble se résumer à l'appropriation du pouvoir[349].

Nous entendons par là le pouvoir de commandement et de justice détenus par des « *individus ou groupes d'individus qui exerçaient le pouvoir avant la conquête coloniale* »[350]. Ces derniers entendaient le maintenir, ou plutôt le sauvegarder, pendant et après la colonisation, alors que la nouvelle élite, celle qui a été à l'école du colonisateur, entendait l'obtenir et le conserver. Le problème de la légitimité des instances habilitées à « dire le droit » ne doit pas cacher que le problème fondamental est celui de la concurrence vis-à-vis du pouvoir…de contrôle l'espace de régulation juridique.

---

[347] Pour reprendre l'expression BOYE A.-K., « Le statut personnel dans le droit international privé des pays africains au Sud du Sahara », Cours, La Haye, t. 238, 1993, I, p. 266 ; cité par DJUIDJE B., *Pluralisme législatif…*, 1999, *op.cit.* p. 62.

[348] DEGNI-SEGUI R., « Codification et unification du droit », *Ency. Jurid. de l'Afrique, N.E.A.*, vol. I, chap. XVIII, 1982, p. 453.

[349] Sur la question de l'appropriation du pouvoir voir l'ouvrage de Pierre Fabien Nkot, NKOT, P.F., *Usages politiques du droit en Afrique. Le cas du Cameroun*, Bruxelles, Bruylant, 2005.

[350] Nous reprenons ici la formulation utilisée par GONIDEC P.-F., *Les systèmes politiques africains*, LGDJ, Paris, Tome 1, 1971, p. 167.

Conclusion

A l'issue de cette rubrique, *Des ordonnancements normatifs entremêlés*, dans laquelle nous avons mis en scène la pluralité d'ordonnancements en relevant différentes manifestations d'écartèlement entre une diversité de valeurs, de références symboliques, d'autorités investis du « pouvoir de rendre la justice », de conceptions de la justice, la question de la conciliation de ces ordonnancements se pose de manière centrale.

Cette question cruciale, pour la construction des règles d'élaboration de l'équilibre social ou de « règles de jeu » de la vie dans des sociétés en perpétuelle réorganisation, est reformulée dans le discours de l'équipe dirigeante de l'Etat camerounais.

La question est ainsi reformulée : comment insérer la structure symbolique plurale de l'univers sociétal africain dans celle de l'univers symbolique romano-canonique et moderne qui prône l'unitarisme ?

S'il apparaît que cette perspective est négatrice de la réalité, nous nous y intéressons parce que c'est la perspective manifestement affichée par ceux qui ont « officiellement » en charge l'organisation socio-normative de l'État camerounais. Notre objectif sera de relever les limites d'une telle approche dans une société multiculturelle.

C'est en suivant les « acteurs individus officiels » que nous mettrons en exergue les limites de cette perspective. Notre analyse portera conjointement sur les effets de la lutte pour le pouvoir et les effets de l'imposition des instances importées en vue d'uniformiser le pouvoir de rendre la justice.

TITRE 2 : TENTATIVE D'ENCADREMENT PAR UNE FIGURE IMPORTÉE

Que ce soit dans le cadre du discours tenu autour de l'œuvre de civilisation menée à l'époque coloniale[351] ou de la politique de développement instaurée après l'indépendance[352], il a été mis en place, de manière autoritaire, dans les pays colonisés en général et au Cameroun en particulier, un procédé pour « agencer » les modes endogènes d'organisation et de fonctionnement du « pouvoir de rendre la justice » aux modes occidentaux. Ce constat qui a été largement débattu retiendra moins notre attention, laquelle sera surtout focalisée sur le fait que ces modes occidentaux ne correspondent pas forcément à ceux que d'autres sociétés humaines adopteraient pour structurer le « pouvoir de rendre la justice ». Les formes d'organisation et de fonctionnement qui ont été imposée correspondaient à des formes singulières, familières aux sociétés occidentales d'une époque donnée, celles qui sont caractéristiques d'une juridiction.

Si l'on s'intéresse plus spécifiquement à la fonction de la justice, la question du « modèle imposé » devient problématique et plus complexe, dans la mesure où répondre à cette question suppose un « *enracinement dans la culture de la société considérée* »[353].

[351] Nous ne discuterons pas ici du bien fondé ou non de cet objectif de civilisation. A cet objectif qui peut être qualifié de philosophique ou moral, s'en ajoutent deux autres : l'un, économique, qui peut s'expliquer à travers une politique d'expansion promettant l'ouverture de vastes débouchés vers des terres nouvelles, et l'autre nationaliste, dans le but d'accroître le poids de la France dans le monde. Voir DURAND B. (Dir.), *La justice et le Droit : Instruments d'une stratégie coloniale*, Recherche subventionnée par le GIP « Mission de recherche Droit et Justice », Montpellier, septembre 2001, tome 1.

[352] Sur la conviction du développement, ou un développement hypothétique voir notamment LE ROY E., MILINGO V., et *al.*, « L'édition française, le transfert des connaissances juridiques et l'endogénéité du développement en Afrique noire », *Annuaire du Tiers Monde*, Paris, 1979, pp. 107-121 ; LE ROY E., « L'introduction du modèle européen de l'Etat en Afrique francophone. Logiques et mythologiques du discours juridique », *Contribution aux travaux du séminaire connaissance du tiers monde portant sur l'Etat africain*, Paris, mars 1982, 41 pages, plus 5 pages de notes ; article publié dans *Décolonisation et nouvelles dépendances* Coquery-Vidrovitch (Dir.), Lille, PUL, 1984, p. 81-122 ; MANGANGUELA B., *L'Etat, la Justice et les Justiciables au Gabon*, Thèse, Paris, 2002, pp. 85-93 ;

[353] KAMTO M., «Une justice entre tradition et modernité», *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, pp. 57-64, (57).

Notre propos dans ce titre sera de montrer comment l'équipe dirigeante à la tête de l'Etat camerounais aurait plutôt envisagé la question inversement en cherchant à enraciner les sociétés colonisées dans la culture de la société colonisatrice.

Dans un premier chapitre, nous analyserons les stratégies mises en place par les dirigeants de l'Etat camerounais pour uniformiser le « pouvoir de rendre la justice ». Nous identifierons là une volonté d'instrumentaliser les responsables endogènes à l'instar de celle du colonisateur. Dans un deuxième chapitre, nous mettrons en exergue les incidences du modèle importé. L'une des limites de ce modèle vient du fait que les discours de ces dirigeants, en charge de l'organisation socio-normative du pays, font apparaître ces modèles exogènes comme les seules références d'organisation.

Chapitre 1 : Volonté d'instrumentalisation

Pour l'uniformisation du « pouvoir de rendre la justice », la solution a été pensée en terme de confiscation du pouvoir de juger et de la fonction de « diseur de droit » des responsables dits traditionnels. Les dirigeants de l'Etat, à la suite du colonisateur, ayant très rapidement réalisé qu'ils ne pouvaient pas immédiatement les écarter, ainsi que nous l'avons souligné, ont dû procéder à des stratégies particulières pour l'application de cette solution. Nous avons pu observer deux phases quasiment superposées. Dans une première phase, ils ont mis en place des procédés pour « incorporer»[354] les responsables traditionnels dans les structures étatiques, dont ils ont une parfaite maîtrise (Section1). Dans un deuxième temps, ils ont mis en place la stratégie de valorisation de la normativité étatique au détriment de la normativité endogène. Ces dirigeants ont utilisé l'outil juridique du droit étatique comme un instrument de

[354] Nous empruntons le verbe « incorporer » à un auteur canadien, Bradford W. Morse, qui propose l'incorporation, comme l'un des quatre agencements possibles d'un droit autochtone avec le droit d'un pays colonisateur, voir ALLAND D. et RIALS S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, entrée « Acculturation juridique », pp. 4 – 6 (p.5).

domination[355] qui devait enrayer tout ce qui s'éloigne de la logique et de la rationalité occidentale. La stratégie consistait à déjouer la « mêlée normative » (Section 2).

Section 1 : La stratégie « d'incorporation » des responsables endogènes

Au cours de la période transitoire menant à l'autonomie des peuples colonisés du Cameroun, une élite politique locale a progressivement émergé. Celle-ci, appelée à poursuivre l'oeuvre coloniale, a été formée à l'école occidentale. Ces nouveaux acteurs, comme nous l'avons souligné, devaient inévitablement entrer en conflit avec les responsables traditionnels qui détenaient le pouvoir avant la colonisation. Chacun des deux adversaires aspirait à se substituer à l'autorité coloniale au lendemain de la décolonisation.

Ceux qui exerçaient le pouvoir avant la conquête coloniale se font gardiens des valeurs traditionnelles, alors que la nouvelle élite politique locale, à l'instar du colonisateur, a pour objectif de transformer la société par l'introduction de valeurs exogènes, celle de l'Occident.

Rappelons la nature du lien que le colonisateur avait établi entre les chefs dits traditionnels et l'administration coloniale, pour mieux relever la continuité de la stratégie coloniale par les nouveaux dirigeants.

Détenteurs d'un pouvoir transcendant, ceux qui dirigeaient à l'époque précoloniale avaient une bonne maîtrise et un bon contrôle de la population. Ils se sont quasiment imposés comme interlocuteurs et/ou médiateurs entre le pouvoir colonial et cette population. Le colonisateur, dont l'objectif était de récupérer le pouvoir de ces anciens dirigeants, a programmé leur « incorporation » dans l'administration coloniale afin de mieux les contrôler. Cette manœuvre d'instrumentalisation s'est déroulée en plusieurs étapes.

Après avoir déterminé les critères de base de la logique d'incorporation décidée par le colonisateur (§1), il conviendra d'en étudier l'application à travers les manœuvres de la nouvelle équipe politique contre les responsables dits traditionnels, leurs adversaires dans le combat pour le contrôle l'ensemble de l'espace de pouvoir (§2).

[355] A propos de la stratégie de domination voir DURAND B., « Justice coloniale », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp. 734-736, *Idem*, (Dir.), *La justice et le Droit*…, 2001, *op.cit.*

§1 : Critères de base de la logique d'incorporation dans l'administration coloniale

Le critère de base pour incorporer les chefs africains dans une administration coloniale fondée sur le droit moderne caractérisé par la laïcité devait nécessairement être la désacralisation du pouvoir de ces chefs. Nous retrouvons la stratégie du colonisateur consistant à ramener l'enjeu sur un terrain qu'il maîtrise. Stratégie que nous avons déjà identifiée au travers de la représentation formalisée de l'institution judiciaire.

L'enjeu ici est la récupération du pouvoir des chefs, « figure d'autorité » quasi suprême.

Rappelons que nous nous limitons au « pouvoir de rendre la justice ».

Pour effectuer le glissement du sacré vers le profane, le colonisateur a d'abord « inventé » la notion de chef puis a créé une catégorie spécifique de chef en remplacement des anciens dirigeants (A), il l'a doté d'un statut particulier pour l'intégrer au bas de l'échelle d'une organisation administrative hiérarchisée, le but étant de leur confisquer l'*imperium*, leur pouvoir d'ordonner, autrement dit leur légitimité (B)

A - Le chef traditionnel : une connotation coloniale

Conçue par le colonisateur, la connotation de « chef traditionnel» répondait au besoin d'identifier un interlocuteur africain en position de décision. Le colonisateur était à la recherche *d'une tête (*caput *en latin, qui donne en français chef, mais aussi capitaine, en espagnol* capitan, *en anglais* chief)[356].

Lorsque le colonisateur repérait une personne ayant une autorité et que cette dernière acceptait de coopérer, il la dénommait « chef » en lui attribuant des tâches bien précises pour les besoins de l'entreprise coloniale. Lorsque cette personne était récalcitrante ou lorsque cette « figure d'autorité » était impossible à identifier, parce qu'il s'agissait de sociétés dites acéphales, le colonisateur créait un chef *ex nihilo*[357].

Quelque soit la formule exploitée, cette immixtion dans le mode d'organisation et de régulation socio-politique des sociétés africaines avait au moins le double objectif de

[356] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice. Entre mimétisme et métissages*, Paris, Dalloz, série Regards sur la justice, 2004, p. 100.

[357] Les mémoires d'Amadou Hampâté Bâ, *Amkoullel l'enfant peul* et *Oui mon commandant* ! ou alors le roman de Ferdinand Oyono, *Le vieux nègre à la médaille*, offrent des descriptions de situations où les chefs réticents se font révoquer par le colonisateur.

bouleverser la cohérence du système social et de reproduire un nouvel ordre social et juridique conforme à la structure occidentale.

En reproduisant un ordonnancement qu'il maîtrise, le colonisateur espérait s'assurer non seulement le contrôle des pouvoirs dont étaient investies les « figures d'autorités » autochtones, mais aussi uniformiser le « pouvoir de rendre la justice ».

La connotation « chef traditionnel » devait contribuer d'une part à déprécier la fonction de ces figures d'autorités autochtones, et d'autre part plus gravement, à dévaluer le statut des Africains tenants d'un pouvoir sacré et investis de mission divine qui faisaient (et font) d'eux des lieurs et faiseurs de paix entre les mondes visibles et invisibles.

La création des chefs traditionnels selon le moule occidentale, devait entraîner le passage de la double fonction de « *lieur, c'est-à-dire celui qui est en charge du lien social,* [et celui qui est] *détenteur de la connaissance profonde* »[358], à celle d'une simple « *tête* » au service de l'administration coloniale. Ce passage devait participer subtilement au glissement de la sphère de la sacralité à celle du profane.

B - Un statut administratif pour la chefferie

Le colonisateur avait attribué au chef traditionnel la mission, indispensable pour l'administration coloniale, de transmettre à la population la manière occidentale d' « *ordonner* », de réguler la société. Cette mission devait s'accomplir dans le cadre institutionnel occidental et, surtout, sous le contrôle du colonisateur, tout en feignant le respect à l'égard de ce chef traditionnel.

Le pouvoir des chefs africains était tel, que leur seule présence dans les instances coloniales confortait les décisions prises au sein de ces instances en les légitimant aux yeux de la population. L'administration coloniale a compris, très tôt, qu'elle pouvait exploiter ce pouvoir du chef africain : « *Détruire cette autorité aurait mené à l'anarchie et rendu fort difficile notre action politique. Mieux valait la laisser subsister, mais en la contrôlant, en la canalisant à notre profit. Par cet intermédiaire de choix, il nous était désormais possible d'atteindre le village le plus éloigné, de faire parvenir à la case la plus lointaine un ordre fidèlement écouté, parce que transmis par une autorité traditionnelle universellement acceptée* »[359].

[358] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* pp. 61-62.

[359] C'est ce qu'écrivait le gouverneur Carde en parlant de l'autorité du Sultan Njoya, in Rapport politique sur le Sultanat Bamoun, Yaoundé, O.R.S.T.O.M, cité par FOGUI J.-P., *L'intégration politique au Cameroun : Une*

Déterminer un statut juridique du chef traditionnel devait être la réponse au problème de la canalisation de ces chefs et surtout la poursuite du processus de leur désacralisation.

Dans le domaine du statut juridique des chefs traditionnels, trois critères se sont progressivement affirmés, selon Etienne Le Roy[360]. Le premier est hiérarchique. Sa mise en œuvre est liée à des procédures de délégation de compétence d'un supérieur à un inférieur, avec impossibilité de sortir des compétences ainsi déléguées. Le deuxième critère est la tentative de transformer la légitimité de ces responsables locaux en parlant non de pouvoirs mais d'autorités dites traditionnelles. Cette qualification ne cantonnerait les chefs qu'à des rôles de conseillers ou d'intermédiaires. Le troisième critère est l'enfermement du chef traditionnel dans des fonctions étroites. Dans une circulaire du15 août 1917, le gouverneur Joost Van Vollenhoven, exprime bien se sentiment d'instrumentalisation lorsqu'il écrit : « *A la vérité, depuis le régime colonial qui les a domestiqués, les chefs indigènes ne sont plus guère investis que d'attributions mineures : ils représentent leur collectivité dans ses rapports avec l'administration supérieure, ils peuvent concilier les parties en matière civile et commerciale, ils aident les chefs de circonscription dans leurs fonctions de police générale et de maintien de l'ordre, ils signalent aux autorités judiciaires les infractions qu'ils constatent, ils renseignent et apportent leur collaboration aux services techniques locaux, ils peuvent requérir les services de leurs administrés en cas de calamité publique, enfin et surtout, ils participent aux opérations de recensement et ils collectent les impôts* »[361].

Le fait de confiner ainsi les tâches du chef traditionnel témoigne par-dessus tout de la crainte que leur pouvoir inspirait aux administrateurs coloniaux. Le même gouverneur Joost Van Vollenhoven a une conscience aiguë de ce pouvoir lorsqu'il définit les chefs traditionnels comme « *des fonctionnaires qui existent même quand ils n'ont pas d'attributions et dont l'autorité est reconnue même quand il n'y a eu ni investiture ni délégation de pouvoir* »[362]

L'intégration des chefs dits traditionnels dans l'administration devait être très maîtrisée, et surtout ces chefs ne devaient pas sortir de la place et du rôle qui leur étaient attribués.

S'agissant du domaine qui nous intéresse, il n'est pas reconnu aux chefs dits traditionnels des compétences judiciaires mais la faculté de concilier en matière civile et commerciale. Le pénal en est donc exclu. Conciliateur ou échevin (ou assesseur), la volonté du colonisateur est

---

analyse - centre périphérie, Paris, LGDJ, coll. Bibliothèque Africaine et Malgache, Droit Sociologie Politique et Economie, Tome XLIX, 1990, p. 179.

[360] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* pp. 101-102.

[361] VAN VOLLENHOOVEN J., Circulaire, citée par LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…, 2004, op.cit. pp.* 102-103.

[362] VAN VOLLENHOOVEN J., 1917, cité par *Ibidem*, p. 102.

de mettre le chef africain en position d'infériorité par rapport au juge étatique, en lui retirant l'imperium, entendons, le pouvoir d'ordonner.

Un arrêté colonial du 4 février 1933 fixant le statut des chefs traditionnels, précise les délimitations de la fonction du chef dit traditionnel, afin d'arriver progressivement à la délimitation de leur pouvoir et surtout à délégitimer leurs actions.

Après l'indépendance, la nouvelle élite politique locale a poursuivi le processus d'absorption des chefs dits traditionnels dans l'administration camerounaise, en reprenant les critères du colonisateur[363].

§2 : Application des manœuvres d'incorporation par l'administration camerounaise

Tout autant, sinon même plus que le colonisateur, la nouvelle équipe dirigeante du Cameroun indépendant devait combattre ceux qui détenaient le pouvoir avant la colonisation. Chacun, avons-nous dit, avait pour ambition de récupérer le pouvoir du colonisateur.

Si l'histoire de l'indépendance décrit la victoire des « évolués » sur les autorités endogènes, il reste à savoir quelle est la nature de cette victoire

L'existence ou mieux encore la résistance du pouvoir des « chefs africains »[364] devrait davantage nous interpeller. L'analyse des manœuvres qui sont mises en place pour maîtriser et surtout pour uniformiser ce pouvoir nous renseigne sur la crainte qu'elle évoque.

Dans le but de désamorcer leur pouvoir, ces chefs sont enfermés dans le système hiérarchique de l'administration par un statut juridique qui les infériorise totalement par rapport à la nouvelle équipe dirigeante (A), dont l'objectif est de confisquer leur légitimité (B).

A - Adaptation de la chefferie traditionnelle aux organes de l'Etat camerounais

Dès 1960, le président Amadou Ahidjo constatait que malgré tous les organismes de puissance publique camerounaise, non seulement les chefferies traditionnelles n'étaient pas caduques mais surtout qu'elles étaient très utiles[365]. Il invoquait la sous administration qui rend nécessaire le maintien des chefs comme « *auxiliaires, collaborateurs indispensables du*

[363] Voir Décret du 15 juillet 1977 qui reprend cet Arrêté colonial, *infra*, p. 116.
[364] Faute d'une autre désignation, nous maintenons celle-ci.
[365] Amadou Ahidjo est le premier chef d'Etat camerounais, sa présidence dure de 1960 à 1982, voir GAILLARD Ph., *Ahmadou Ahidjo. Patriote et despote, bâtisseur de l'Etat camerounais*, Paris, JALIVRES, coll. Destins, 1994.

gouvernement, de son administration »[366]. Ainsi les chefs traditionnels allaient continuer d'être utilisés comme ils le furent pendant la colonisation, c'est-à-dire comme des instruments indispensables, palliatifs à la sous-administration. Le gouvernement camerounais utilisera à bon escient l'audience des chefs auprès des populations qu'ils encadrent parfaitement bien.
Cependant il était quelque fois aussi reproché à certains chefs leur propension au sectarisme.
En effet le chef étant le centre d'un groupe de personnes à la recherche de valeurs qui sont parfois fondamentalement différentes des valeurs que véhicule l'Etat, il pouvait y avoir là un obstacle sérieux à l'unité nationale.
Avec l'avènement de la République Unie du Cameroun après le référendum du 20 mai 1972, « *la nécessité se fait de plus en plus pressante d'adapter les chefferies traditionnelles aux organes de l'Etat* ». Cette déclaration du président de la République Unie du Cameroun, devait se concrétiser par le Décret présidentiel du 15 juillet 1977, portant organisation et fixant le statut juridique de la chefferie traditionnelle.
Le Président camerounais justifiait cette réforme par un impératif de modernisation des structures traditionnelles. Cependant, inspiré du vieil Arrêté colonial du 4 février 1933, fixant le statut juridique des chefs indigènes, l'analyse du Décret de 1977, révèle plus précisément une « *fonctionnarisation* »[367] des ces chefs traditionnels.
Ce texte apporte deux séries de précisions, l'une sur la chefferie (1), l'autre sur le rôle du chef (2)

1) La chefferie traditionnelle, un relais de l'administration

L'une des principales innovations apportées par le Décret de 1977 réside dans la délimitation territoriale de la chefferie traditionnelle. Bien que son article 2 reprenne la hiérarchie coloniale, l'article 3 donne des précisions sur la territorialité de la chefferie. Ces limites, qui dépendaient par exemple des conquêtes territoriales et de la puissance des *lamibé* dans le Nord, deviennent purement administratives. Le Ministre de l'Administration territoriale peut,

[366] AHIDJO A., « Discours de politique générale au Congrès de l'Union camerounaise à Maroua en 1960 », cité in *Chronique juridique*, n° 022, Janvier 1996, p. 11.
[367] Par *fonctionnarisation*, il faut entendre seulement acquisition de la qualité *d'agent public*, car comme le souligne Jean Pierre FOGUI, il est difficile d'affirmer que les chefs traditionnels sont des fonctionnaires au sens du Décret du 18 février 1974, reprenant l'Ordonnance française du 4 février 1959 qui définit dan son article 2 le fonctionnaire comme « toute personne qui, nommée dans un emploi permanent, a été titularisée dans un grade de la hiérarchie des administrations de l'Etat »., voir *L'intégration politique au Cameroun : Une analyse - centre périphérie*, Paris, LGDJ, Coll. Bibliothèque Africaine et Malgache, Droit Sociologie Politique et Economie, Tome XLIX, 1990, p. 273, p.281 et sur une analyse de la nature juridique véritable de ces chefs traditionnels voir pp. 275-318.

compte tenu des exigences d'encadrement, réorganiser les territoires de commandement des chefs traditionnels.

Désormais, seule l'étendue territoriale détermine le degré de l'unité administrative, les considérations ethniques et délimitation traditionnelles sont reléguées au second rang, notamment au niveau des agglomérations urbaines.

- La chefferie du 1er degré, équivalant au *lamidat*, correspond au département.
- La chefferie du 2ème degré, équivalant au *lawanat*, correspond à l'arrondissement.
- La chefferie du 3er degré, équivalant au *djawro*, correspond au village ou au quartier en milieu urbain.

Le Décret de 1977 transforme la chefferie traditionnelle en circonscription administrative. Cette notion de territorialité de la chefferie se trouve renforcée par l'effectivité de la résidence. Selon l'article 17 de ce Décret, le chef traditionnel doit résider en permanence dans son unité administrative.

Non seulement le chef traditionnel reste ainsi cantonné à un territoire strictement déterminé par le pouvoir étatique, mais de plus c'est ce pouvoir qui détermine également les critères hiérarchiques qui distinguent les chefferies, en raison notamment de son importance démographique et économique. Le pouvoir étatique évacue ainsi les critères traditionnels pour s'assurer un meilleur contrôle de ces institutions ancestrales.

Cependant, c'est surtout à travers la volonté de contrôle du rôle de ces chefs dits traditionnels que l'on peut réellement apprécier la méfiance du pouvoir étatique vis-à-vis de ces anciens(?) détenteurs d'un pouvoir suprême.

2) Le chef traditionnel, un auxiliaire de l'administration

Il ressort du Décret de 1977 que les chefs traditionnels ne sont plus que des agents administratifs soumis, comme tous les agents publics, à une autorité hiérarchisée et à un régime disciplinaire rigoureux.

Nous allons faire apparaître à travers certains éléments la volonté des auteurs de ce Décret de discréditer l'autorité du chef traditionnel. Nous nous fonderons ici sur cinq éléments permettant d'identifier un agent public[368]. Il s'agit de l'entrée en fonction, de la contrepartie du service fait, du régime disciplinaire, des modalités de cessation des fonctions et de la nature des fonctions.

[368] FOGUI J.-P., *L'intégration politique au Cameroun : Une analyse - centre périphérie*, Paris, LGDJ, coll. Bibliothèque Africaine et Malgache, Droit Sociologie Politique et Economie, Tome XLIX, 1990, pp. 275-280.

- L'entrée en fonction

Bien qu'elle ne s'effectue pas par les procédés habituels de recrutement des agents publics, c'est-à-dire le concours ou la nomination, elle est orchestrée par l'administration, les autorités coutumières ayant un rôle secondaire, comme nous le verrons ci après. Si « *les chefs traditionnels sont, en principe, choisis au sein des familles appelées à exercer coutumièrement le commandement traditionnel* » (art 8), il n'en demeure pas moins que c'est « *l'autorité administrative* [qui] *procède aux consultations nécessaires en vue de la désignation du* […] *chef* » (art10). D'autre part « *les candidats doivent remplir les conditions d'aptitude physique et morale requises et savoir lire et écrire autant que possible* » (art. 8). Le choix opéré après simple « *consultation* » (art 11) des notables locaux ne devient définitif qu'après l'approbation des autorités administratives qui se matérialise sous forme d'arrêté. C'est le préfet qui préside les réunions au cours desquelles ont lieux les consultations des notabilités coutumières pour les chefferies du 1er et 2ème degré et le sous préfet pour celles des chefferies du 3ème degré (art. 12). Après transmission des procès-verbaux par voie hiérarchique aux autorités compétentes (art.13), c'est le Premier ministre qui désigne les chefs de 1er degré[369], le Ministre de l'Administration territoriale ceux du 2ème degré, et le préfet ceux du 3ème degré (art. 15).

Comme on le voit, l'administration se trouve en amont et en aval du processus de désignation des chefs traditionnels : du choix du candidat à la cérémonie d'installation, en passant par la recevabilité de son dossier, les contestations éventuelles soulevées à l'occasion de toutes ces étapes, le maître d'œuvre est l'administration. Face à ce pouvoir discrétionnaire presque sans limites, la consultation des notabilités coutumières apparaît dérisoire.

Le Décret de 1977 tente de transformer le rituel de désignation coutumier des chefs traditionnels en simple nomination à un emploi public[370].

- La contre partie du service

L'Arrêté colonial du 4 février 1933 avait déjà prévu d'attribuer aux chefs traditionnels une allocation annuelle fixe payable mensuellement à terme échu, et calculée d'après l'importance numérique de leur commandement, ainsi que des remises sur le montant des impôts dont ils assuraient le recouvrement. Le Décret de 1977 adopte la même position dans son article 22. Il faut relever que les chefs de 3ème degré ne perçoivent ni allocation fixe, ni indemnité pour charges spéciales.

[369] Depuis la suppression du poste de premier ministre en 1984, c'est le président de la république qui est investi des prérogatives que le texte attribuait au premier ministre.

[370] Voir en annexe n°4 : le procès verbale de désignation d'un chef de 3ème degré.

Au terme de l'article 22, alinéa 3, l'allocation fixe ne peut être inférieure au salaire du travailleur de la 1ère catégorie, échelon 1 du secteur public de la zone où est installée la chefferie. Cette classification par rapport au traitement des autres catégories sociales est révélatrice de l'intention des auteurs du texte de dévaloriser la position sociale de ces chefs, dont les richesses matérielles étaient l'un des fondements de leur pouvoir. Ces allocations sont en réalité tellement dérisoires que leur existence semble uniquement vouloir inverser le sens de l'allégeance. Le *lamido* de Petté[371] nous avait confié que le montant de l'allocation fixe qu'il percevait était quasiment équivalent au salaire qu'il versait à l'un de ses employés de maison.

- Le régime disciplinaire et les modalités de cessation des fonctions

Les chefs traditionnels sont soumis à un régime disciplinaire assez rigoureux. Les sanctions varient en fonction de la faute commise et l'autorité qui inflige la sanction varie en fonction du degré de la chefferie.

Par ordre de gravité il s'agit : du rappel à l'ordre, de l'avertissement, du simple blâme ; du blâme avec suspension pendant trois mois au plus de la totalité des allocations et de la destitution. Ces sanctions ne peuvent être infligées que si le chef a été préalablement appelé à donner des explications sur son comportement (art. 29).

- L'évaluation de la nature de leurs fonctions

Avec ce cinquième élément permettant d'assimiler les chefs traditionnels à des agents publics, la volonté du pouvoir étatique de les transformer en véritable « courroie de transmission » est claire. Il apparaît que les auteurs du texte du Décret de 1977, fixant leur statut juridique, entendaient vider ces personnalités coutumières de leur autonomie.

La rationalisation des compétences du chef traditionnel vise à réduire considérablement ses marges de manœuvres. Auxiliaire de l'administration, le chef traditionnel apparaît comme un agent polyvalent de l'administration pour l'encadrement de la population. Non seulement ces tâches d'exécution ne sont pas toujours bien définies, elles sont aussi très diversifiées et englobent plusieurs champs d'activités. S'il est possible d'identifier certaines attributions clairement spécifiées, la majorité des attributions l'est beaucoup moins.

Les attributions qui ne sont pas clairement spécifiées découlent de la combinaison des articles 19 et 20 du Décret de 1977. « *Sous l'autorité du Ministre de l'Administration territoriale, les chefs traditionnels ont pour rôle de seconder les autorités administratives dans leur mission*

[371] Petté est l'un des arrondissements du département du Diamaré, voir en annexe n°1 la carte du Diamaré

d'encadrement de la population » (art. 19). [Ils sont chargés] « *de transmettre à la population les directives des autorités administratives et d'en assurer l'exécution* » (art. 20, al. 1). « *Les chefs traditionnels doivent accomplir toute autre mission qui peut leur être confiée par l'autorité administrative locale* » (art.20, al. 4).

Parmi les attributions non clairement définies, la sensibilisation de la population semble être l'une des principales missions du chef traditionnel. En effet la chefferie traditionnelle est essentiellement récupérée par les intérêts politiques du pouvoir en place[372] et exceptionnellement sollicitée à la veille des grandes échéances politiques. Cependant la chefferie intervient également sur les thèmes de la santé, de la scolarisation en milieu rural.

Parmi les attributions du chef traditionnel, plus spécifiquement définies, on trouve le maintien de l'ordre, du développement économique, social et culturel de leurs unités de commandement (art. 20, al. 2). Mais aussi le recouvrement des impôts et taxes de l'Etat et des autres collectivités publiques fixées par la réglementation (art. 20, al. 3). Enfin, le chef traditionnel doit procéder, conformément à la coutume et lorsque les lois et règlements n'en disposent pas autrement, à des conciliations ou arbitrages entre leurs administrés (art. 21). Il faut relever que toutes ces tâches doivent être accomplies « *sous la direction des autorités administratives compétentes* ».

En l'enfermant ainsi dans l'organigramme administrative, les auteurs du Décret de 1977 entendent réduire le chef traditionnel à un simple « exécuteur » de décisions du pouvoir étatique. Les formules du texte ne créent aucune ambiguïté :

« Sous l'autorité *du Ministre de l'Administration Territoriale, les chefs traditionnels ont pour rôle* ***de seconder*** *les autorités administratives dans leur mission d'encadrement des populations* (art. 19). *Auxiliaires de l'administration, les chefs traditionnels sont notamment chargés de :* ***transmettre*** *à la population* ***les directives*** *des autorités administratives et d'en* ***assurer l'exécution*** *(…)* » (art.20)[373].

Dans le cadre de cette stratégie globale visant à affaiblir les chefs traditionnels, par la confiscation du pouvoir d'ordonner, il apparaît clairement le souci de supprimer l'une des plus importantes prérogatives du chef africain, le pouvoir de juger. L'uniformisation du pouvoir de rendre la justice en dépend étroitement.

[372] Déjà en 1969 une circulaire du Bureau politique national de l'Union nationale camerounaise (U.N.C) reconnaissait aux chefs traditionnels un privilège sur les autres militants du parti. Ils étaient membres de droit du bureau de l'organisme de base, conformément à la circulaire n° 1 :U.N.C./B.P.N./S.O. du 1er juin 1969. L'option prise par le 1er Congrès ordinaire du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (R.D.P.C.) tenu à Yaoundé les 28 et 29 juin 1990 renforce cette tendance. Depuis lors, tous les chefs traditionnels sont d'office membres du parti au pouvoir et membres des organes dirigeants des comités de base de leur ressort territorial.

[373] C'est nous qui soulignons.

B - Confiscation de *l'imperium*

Cette formulation latine, à l'origine attribuée aux seuls empereurs romains, peut s'entendre comme « *le pouvoir de donner des ordres* »[374]. Bien que ce terme ait donné à la langue française de nombreux mots qui se rattachent à l'idée d'empire ou d'empereur, c'est une notion au contour incertain, l'absence de traduction française en témoigne. Susceptible de plusieurs acceptions, l'imperium n'est pas exclusivement conféré au juge, il l'est aussi à d'autres autorités, telles que l'administration, les agents consulaires, les notaires, depuis une Ordonnance du 2 novembre 1945. Cependant, nous allons essentiellement nous intéresser à la part de l'*imperium* dans l'office du juge, entendu, comme nous l'avons dit, selon la rationalité occidentale : l'*imperium* et la *jurisdictio* définissant tous deux l'office du juge, dans sa mission de trancher des litiges. Alors que la *jurisdictio* s'entend comme le pouvoir de dire le droit, selon une forme et un cadre institutionnel marqué[375], *l'imperium*, entendu comme le pouvoir d'ordonner, apparaît comme le noyau dur du pouvoir du juge car il amène à la concrétisation de la décision.

Selon le *Dictionnaire de la justice*[376], l'*imperium* se dissocie en *imperium mixtum* et *en imperium merum*, ce dernier est indissociable de l'usage de la force, alors que *l'imperium mixtum* est inséparable de la *jurisdictio*. La supériorité du juge étatique par rapport à l'arbitre (qualifié de *juge privé*) vient de ce qu'il détient *l'imperium merum et mixtum*, alors que l'arbitre ne détient que *l'imperium mixtum*. Il aurait, selon l'expression du doyen Gérard Cornu, « *un pouvoir juridictionnel écorné* ».

Si tous les attributs de l'imperium ne sont pas reconnus à l'arbitre, s'agissant du *lamido*, il semble que tout soit mis en œuvre pour arriver progressivement à ce qu'aucun attribut de *l'imperium* ne lui soit reconnu.

L'article 21 du Décret du 15 juillet 1977, se référant aux procédures de gestion des conflits, réduit à sa plus simple expression, l'une des plus importantes prérogatives du *lamido*.

Avant la colonisation, nous l'avons souligné, le *lamido* avait un pouvoir immense, à la fois de commandement politique, religieux et de justice. C'est cette puissance que les détenteurs du pouvoir étatique tentent de rogner en utilisant l'outil réglementaire.

---

[374] CLAY T., « Imperium », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, Paris, PUF, 2004, p. 610.
[375] Institution judiciaire *Supra*, p. 76.
[376] CADIET L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*…, 2004, *op.cit.* p. 611.

Selon les termes de l'article 21 du Décret de 1977, « *les chefs traditionnels peuvent, conformément à la coutume et lorsque les lois et règlements n'en disposent pas autrement, procéder à des conciliations ou arbitrages entre leurs administrés* ».

Non seulement cette disposition reprend l'opposition binaire que nous avons critiquée entre la coutume et la loi exagérément valorisée[377], mais elle parvient, de manière insidieuse, à délimiter les champs d'interventions du juge étatique de ceux du chef communautaire, juge « naturel » des Africains. La stratégie consiste à dévaloriser ce dernier, en l'excluant de la sphère judiciaire, et en le confinant à un simple rôle « d'intermédiaire » entre deux administrés qu'un différend oppose. En se prévalant de la base coutumière de la fonction de conciliation dévolue au chef (de famille, de clan, ethnique, du village, de tout autre regroupement), les auteurs du Décret limitent le pouvoir de justice du chef dit traditionnel à une conciliation ou à un arbitrage c'est-à-dire à une décision non-judiciaire. Partant du principe que les ordonnances de conciliation, n'ayant pas l'autorité de la chose jugée, ne lient pas définitivement les parties et que les sentences arbitrales ne peuvent donner lieux à une exécution forcée que si elles bénéficient de l'exequatur du juge étatique, la volonté d'amoindrir le pouvoir du juge naturel des Africains apparaît clairement. De plus lorsqu'on relève que le chef dit traditionnel ne peut exercer ces fonctions de conciliation ou d'arbitrage que « *lorsque les lois et règlements n'en disposent pas autrement* », toute ambiguïté, sur cette velléité d'absorption du « pouvoir de rendre la justice » du chef africain, est levée.

Dans le domaine judiciaire, ces manœuvres destinées à aboutir à la perte d'autonomie du chef traditionnel participent de la volonté d'uniformiser le « pouvoir de rendre la justice ».

Cette volonté d'uniformisation est également marquée par la stratégie de valorisation des normes étatiques.

Section 2 : Stratégies pour déjouer la « mêlée normative »

Ces stratégies sont mises en place dans des situations de compétition entre des normes à l'intérieur d'un espace normatif donné.

[377] *Supra*, p. 90.

Avant de poursuivre notre développement, il convient de souligner que, nonobstant l'importance accordée au concept de « territoire » dans les situations de rencontre des normes concurrentes, ou encore de transfert de normes (qu'elles soient sous le contrôle de l'ordre étatique ou d'autres ordonnancements normatifs), ce concept ne devrait pas être exigé de tous les ordonnancements normatifs. Au concept de territoire, nous préférons celui d'espace, de champ ou de site normatifs prenant autant en compte la dimension, physique/matérielle que symbolique/abstraite du support et surtout la question de frontières ne devient plus une priorité. Nous rejoignons, dans ce sens, le concept de « *réseau* », proposé par Jacques Vanderlinden[378].

L'enjeu des stratégies pour combattre la « mêlée normative » est de préserver les normes d'un espace normatif privilégie. En l'espèce, il s'agit de celui de l'ordre normatif étatique.

Dans le contexte camerounais nous avons pu identifier deux types de procédés, la première consiste en la mise en place d'outils technique de domination (§1) et la seconde consiste en la tentative, tant bien que mal, « d'intégrer » les normes coutumières dans l'ordonnancement juridique de l'Etat moderne. Nous exposerons ce second procédé en nous inspirant de trois archétypes proposés par Sébastien Lebel-Grenier : « *la stratégie de la cooptation ou de l'encadrement, la stratégie de la négation ou de la minimisation, la stratégie de destruction ou de dénaturation*»[379] (§2).Bien que ce soit essentiellement des stratégies mises en place par les instances officielles de l'ordre normatif étatique, ces stratégies peuvent être adoptées par différents types d'instances.

§1 : Les outils techniques de domination

Malgré leur diversité, ces techniques juridiques[380] de domination sont assez diversifiées. Elles reposent invariablement sur le processus de l'englobement du contraire que nous avons déjà analysé. Nous choisissons ici d'exposer deux techniques, déjà évoquées, qui nous semblent

[378] VANDERLINDEN J., "Vers une nouvelle conception du pluralisme juridique", *Revue de la Recherche Juridique – Droit prospectif*, 1993, pp. 573-583, (p. 580)

[379] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*, thèse, droit, Institut de droit comparé, Université McGill, Montréal, reproduit en fac-simile, Ann Arbor, UMI Dissertation service, 2002, pp. 319-323. L'auteur propose quatre archétypes, le quatrième étant « *la stratégie de l'abandon ou de l'échec* », nous ne le retenons pas ici dans la mesure où il semble décrire un processus qui est continuellement à l'œuvre à l'égard de tous types de normes.

[380] Nous utilisons le terme « technique » en référence à la comparaison fait par Pierre Legendre du juriste au technicien lorsqu'il l'assimile à la cheville ouvrière du système institutionnel ; LEGENDRE P., *Leçons VII. Le Désir politique de Dieu. Etude sur le montage de l'Etat du Droit*, Paris, Fayard, 2005 (1ère éd. 1988), p. 299 et s.,

assez représentatives des procédés d'uniformisation[381]. Il s'agit de la création de dispositifs artificiels, par l'effet du « *référent judiciaire* » (A), et de la création de règles arbitraires comme celle suivant laquelle « l'option de juridiction entraîne option de législation » dont l'objectif est de valoriser les normes étatiques (B).

A - Le *référent judiciaire* ou des constructions artificielles

Nous avons relevé précédemment, la création de droit coutumier, baptisé ensuite droit traditionnel après l'indépendance et la création des tribunaux indigènes ou coutumiers, devenus tribunaux de droit traditionnel après l'indépendance.

Toutes ces inventions ne sont que des artefacts coloniaux et postcoloniaux destinés à inscrire les pratiques sociales et juridiques des Africaines et des Africains dans un nouveau moule, un modèle comportemental, celui de l'Institution judiciaire, que la justice moderne se propose de diffuser et d'imposer au nom de l'Etat, pour un Etat de droit.

L'enfermement des Africaines et Africains dans « *le mode typé de règlement des conflits qu'est l'Institution judiciaire* »[382] repose sur la construction de ce qui a été identifié comme le « *référent précolonial* », qui est une manière de voir donnant lieu à la constitution progressive et répétitive d'une image déformée et caricaturale de la réalité, reposant sur des postulats ethnocentriques[383]. Dans le domaine judiciaire, l'association de ce référent avec le principe de l'englobement du contraire dégagé par Louis Dumont a été à la base des constructions des images falsifiées que les Occidentaux avaient de la justice africaine, qualifiée d'indigène donc d'irrationnelle alors que la justice occidentale était moderne et rationnelle. Ces images identifiées dans les récits de voyage précoloniaux ont donné lieu au « *référent judiciaire* » dont les effets se font ressentir encore à l'époque contemporaine[384].

---

[381] Un auteur Camerounais a montré d'autres utilisations de techniques juridiques, notamment dans le droit constitutionnel, en parlant du «déploiement des technologies juridiques » ou de « l'ingénierie consubstantielle de l'Etat », il démontre l'utilisation perverse du droit par la bureaucratie post-coloniale camerounaise, voir NKOT, P.F., *Usages politiques du droit en Afrique. Le cas du Cameroun*, Bruxelles, Bruylant, 2005, notamment chapitre II, page 79 et s. ; Compte rendu in *Droit et Société* n° 63-64, 2006, pp. 631-632.

[382] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 87 et 88.

[383] Le « référent précolonial » est un procédé identifié à partir de la démarche épistémologique développée par des chercheurs à l'occasion de la préparation des journées d'études sur les problèmes fonciers en Afrique Noire, voir notamment Le BRIS E, LE ROY E., LEIMDORFER F., *Enjeux foncier en Afrique Noire*, Paris Karthala, 1980, p. 23-26 (mise à jour du « référent précolonial »), cité par LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p 14 et s.

[384] Le « référent judiciaire » est la version judiciaire du « référent colonial », voir notamment LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 15 et s., voir au sujet du « référent foncier » Le BRIS E, LE ROY E., LEIMDORFER F., *Enjeux foncier en Afrique Noire*, Paris Karthala, 1980, p. 23-26 (mise à jour du « référent précolonial »), cité par E. Le Roy, *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.*

Selon les récits de voyage, « *la justice africaine est associée au despotisme ou à la tyrannie des chefs et souverains africains* »[385]. La lecture de ces récits restitués par les Occidentaux, montre, plus ou moins explicitement, des traits d'ethnocentrisme : ils procèdent à la personnalisation de la justice, ils réinterprètent la logique fonctionnelle sous l'influence de la logique institutionnelle de l'Européen, ils recherchent des normes spéciales dites judiciaires faute de quoi l'organisation leur apparaît arbitraire[386]. La représentation qu'ont les voyageurs occidentaux de l'organisation judiciaire africaine est naturellement celle de leur pays d'origine qui leur sert de référence et de critère de jugement. C'est une attitude qui favorise un mode d'exposition caricaturale des structures fondamentales de la société qui apparaît étrangère à l'observateur. C'est le procédé, identifié dans le principe de l'englobement du contraire, qui, sous couvert d'un paramètre commun, décrit des catégories différentes à partir d'attributs spécifiques différenciés par oppositions binaires, fondées sur la supériorité naturelle de l'une des catégories. Ce principe étant le produit de la modernité et de son idéologie, il demeure un outil de promotion du modèle de société occidentale, l'Institution judiciaire.

Dans la matière qui nous intéresse, le paramètre commun est la justice entendue comme mode de régulation des conflits. Les principes de différenciation par opposition binaire peuvent être par exemple ce qui suit ci-dessous dans Tableau 1**.** Tout en sachant que la liste n'est ni exhaustive ni exclusive, son intérêt est de faire apparaître l'exposition caricaturale de la justice dite traditionnelle. Nous reproduisons ici un résumé des expositions caricaturales qui nous ont été rapportées par des avocats, des magistrats et des huissiers camerounais. Il est très intéressant de voir à quel point les effets du référent judiciaire sont ressentis encore de nos jours[387].

[385] WALCLKENAER J. C., *Collection des relations de voyage par mer et par terre en différentes parties de l'Afrique,* Paris, 1842, 21 tomes (t. 1, p. 327), cité par Etienne Le Roy, *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 19

[386] *Ibidem*, p.21.

[387] Nous avons recueilli ces éléments lors de notre enquête de terrain (de 2001 à 2004 à Yaoundé et Maroua) en réponse à la double question de l'utilité de maintenir la dualité de juridiction dans l'organisation judiciaire et du rôle des coutumes ancestrales dans le règlement des différends. L'ordre de présentation n'a aucune signification particulière.

Justice dite traditionnelle	Justice dite moderne
Mutilation physique	Respect de l'intégrité physique
Barbarie	Droit de l'homme
Imprécision, pluralité et irrationalité des coutumes	Rationalité, unité et clarté de la loi
Partialité, critères discrétionnaires, dépendance, procédures rudimentaires.	Garantie du procès équitable
…	…

Tableau 1 : Différenciation « justice traditionnelle/justice moderne »

Le référent judiciaire dont l'objectif est « *de fonder la modernité sur des structures stables, transparentes et rationnelles* »[388], est ici le seul indicateur pour l'uniformisation.
Il apparaît que le caractère artificiel de la construction judiciaire ainsi reproduite ne semble pas faire obstacle à cette entreprise d'uniformisation.

B - Création de règle arbitraire

Nous nous intéresserons à la règle selon laquelle l'option de juridiction entraîne option de législation. Concevable dans un contexte de dualité de juridiction[389], cette règle s'applique lorsque le justiciable a la faculté d'opérer un « choix » entre la juridiction dite traditionnelle et la juridiction dite moderne pour le règlement de son litige.
Cette règle signifie que chaque fois qu'un litige est susceptible d'être réglé en même temps selon les règles de droit dit moderne, c'est-à-dire le code civil, et selon les règles de droit dit coutumier, c'est-à-dire les coutumes non contraires au droit écrit, la saisine par les parties des juridictions de droit moderne (Tribunal de 1ère instance, Tribunal de grande instance), emporte application du code civil tandis que la saisine des juridictions de droit traditionnel (Tribunal du 1er degré ou Tribunal coutumier) emporte application du droit coutumier. Au terme de

[388] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 23.
[389] *Supra*, p. 82 et s.

cette règle, l'acceptation d'être justiciable devant l'une des juridictions, implique aussi celle du droit applicable[390].

Si nous utilisons le mot choix entre des guillemets, c'est parce qu'en réalité, en l'état actuel du droit positif camerounais, il n'est pas véritablement question de choix, ni d'option.

Conformément à l'article 2 alinéa 1 du Décret n° 69/544 du 19 décembre 1969 organisant les juridictions traditionnelles de l'ex-Cameroun Oriental, la compétence des juridictions traditionnelles « *est subordonnée à l'acceptation de toutes les parties en cause. Nonobstant toutes dispositions contraires, la juridiction de droit moderne devient compétente dans le cas où l'une des parties décline la compétence d'une juridiction de droit traditionnel* ». S'il apparaît, sur la base de ce texte que le justiciable a la possibilité de décliner la compétence des juridictions traditionnelles et de porter son litige devant les juridictions de droit moderne, l'inverse n'apparaissant dans aucun texte, n'est même pas suggéré. En effet il n'est pas légalement possible pour le justiciable de décliner la compétence des juridictions de droit moderne, puisqu'elles sont de droit « commun ».

Avant de poursuivre sur les conséquences de cette règle suivant laquelle « l'option de juridiction entraîne option de législation », voyons brièvement le contexte de sa construction et son champ d'application.

Cette règle jurisprudentielle est fondée sur deux règles qui remontent à l'époque coloniale, ce sont les règles « d'option de juridiction » et « d'option de législation ».

A cette époque, nous l'avons souligné, une distinction fondamentale en matière de droit privé était établie entre les Français, assimilés, évolués et la population autochtone dite indigène, donnant lieu pour la première catégorie au statut civil de droit commun[391] et pour la deuxième catégorie au statut personnel spécial ou particulier[392]. A chacun de ces statuts correspondait un régime de droit différent. Nous l'avons déjà évoqué, mais il est utile d'y revenir. La première catégorie, considérée comme des citoyens, se voyait appliquer le droit civil français

[390] Il est intéressant de relever que le Décret n° 69/DF/544 du 19 décembre 1969 modifiée, fixant l'organisation judiciaire et la procédure devant les juridictions traditionnelles du Cameroun oriental parle de « coutumes » et non pas de « droit coutumier », voir notamment les articles 3, 17 et 18 (f).

[391] Identifié aussi comme statut civil français, où statut civil de droit écrit.

[392] Identifié aussi comme statut personnel local, ou statut personnel coutumier.

tel qu'introduit au Cameroun[393], quant à la seconde, considérée comme des sujets, la coutume[394], ou plus précisément le droit coutumier lui était appliqué[395].

Retenons, comme déjà relevé, que cette dualité de statuts[396], due à une différence fondamentale des mœurs et des pratiques entre Occidentaux et Autochtones, opérait une césure entre le droit français et la coutume « *originellement africaine* ».

L'option de législation permettait, par exemple, aux « indigènes », pour une opération juridique déterminée à l'occasion d'un acte juridique unilatéral ou d'un contrat, de se placer volontairement sous l'empire du droit français. Ils avaient la faculté de renoncer partiellement à l'application du droit coutumier, cette renonciation pouvait être tacite ou expresse.

Quant à l'option de juridiction, elle était le fait pour un autochtone de porter un litige, qui s'élevait entre personnes de statut coutumier, devant les tribunaux de droit écrit, c'est-à-dire « *devant un tribunal qui n'est pas normalement compétent* »[397].

A l'époque coloniale, l'option de juridiction ne modifiait pas la nature du droit applicable au litige, cette option avait « *trait à la détermination du tribunal compétent pour connaître d'un litige, et non pas aux règles de droit applicables quant au fond* »[398]. Les textes de l'époque confirment cette position dans les termes suivant : « *en matière civile et commerciale, les autochtones peuvent, d'un commun accord, réclamer le bénéfice de la juridiction française. Dans ce cas, il leur est fait application des usages et coutumes les régissant (…) à moins que les parties n'aient déclaré, dans un acte, qu'elles entendaient placer leur convention sous l'empire de la loi française, auquel cas cette loi seule est applicable* »[399].

La seule possibilité de se soustraire directement au régime de son statut civil était l'option de législation. Si l'on se réfère à l'idéologie coloniale, on imagine aisément que cette possibilité

[393] « Les tribunaux du Cameroun jugent suivant les lois et la procédure en vigueur avant l'occupation du pays par les forces armées de la République. En cas d'empêchement, ils appliquent la loi et la procédure française » Art. 4 du Décret du 06 mai 1916 réorganisant les services de la justice dans les Territoires de l'ancien Cameroun, J.O.T.O.A.C., 1er novembre 1916, n° 1 p. 5. Le Décret du 22 mai 1924 rend exécutoires dans les territoires du Cameroun placé sous mandat de la France les décrets et lois promulgués en Afrique Equatoriale française antérieurement au 1er janvier 1924, J.O.T.C. 15 juillet 1924, n° 101, p. 331.

[394] Les tribunaux indigènes appliquent en toute matière *les coutumes locales* non contraires aux principes de la civilisation française selon l'article 10 de l'arrêté n° 254 du 21 avril 1917 réorganisant la justice dans les territoires occupés de l'ancien Cameroun, J.O.T.O.A.C., 1er mai 1917, n°7, p. 66

[395] *Supra*, p. 90.

[396] Dualité de statut personnel, *Supra*, p. 83.

[397] DECHEIX P., *Les compétences respectives des tribunaux de droit moderne et de droit traditionnel dans les territoires d'Afrique noire*, Thèse, 1960, p. 136.

[398] ROLLAND L. et LAMPUE P., *Précis de droit des pays d'outre-mer (territoires, départements, états associés)*, Paris, Dalloz, 1952, 2ème éd., p. 501 (n° 510), p. 295 (n° 290).

[399] Art. 13 alinéa 2 et 3 du Décret n° 47-2300 du 27 novembre 1947 portant organisation de la justice française, J.O.C.F, 1er février 1948, n° 687, p. 118.

de soustraction ne s'adressait qu'aux autochtones auxquels le colonisateur suggérait la possibilité d'accéder au droit moderne[400].

Mais bien au-delà d'un changement de statut personnel, ne fusse que partiellement, le mécanisme de l'option de législation voulait remettre en question les droits « non-occidentaux ».

L'accession du Cameroun à l'indépendance ne modifiera pas cet état de droit. On peut même observer que le juge camerounais, à la suite du législateur, va plus loin dans la volonté de valoriser le droit français après l'indépendance. Alors qu'à l'époque coloniale le choix d'une juridiction ne modifiait pas la nature du droit applicable au regard du statut civil, deux décennies après l'indépendance, par un revirement de jurisprudence, le juge camerounais donne une nouvelle interprétation de l'option de juridiction[401]. Selon un arrêt de la Cour Suprême du 10 décembre 1981, « *l'option de juridiction instituée par les législateurs de 1969 et 1971 implique nécessairement option de législation* »[402].

Il s'agissait en l'espèce d'une demande en divorce formée devant le Tribunal de grande instance (juridiction de droit dit moderne). Le tribunal saisi, statuant conformément à la coutume, prononce le divorce aux torts exclusifs du mari. Saisie par ce dernier, la Cour d'appel confirme le jugement du tribunal. Le mari se pourvoit en cassation, reprochant à la Cour d'appel d'avoir fait application des règles coutumières à un cas de divorce soumis à la compétence de la juridiction de droit moderne qui aurait dû, en tant que telle, appliquer les articles 229 à 232 du Code civil. Dans son arrêt du 10 décembre 1981, la Cour Suprême suit ce moyen et casse l'arrêt de la Cour d'appel.

Après avoir rappeler que :

> *« contrairement aux énonciations de l'arrêt confirmatif attaqué il résulte de la Constitution camerounaise que tous les citoyens camerounais ont le même statut », les magistrats de la Cour Suprême exposent que : « le juge naturel du Camerounais, en matière civile et commerciale, est le juge coutumier ; dès lors qu'un Camerounais ne veut pas porter son différend devant sa juridiction naturelle, qui connaît mieux ses habitudes et les usages et pratiques en vigueur*

[400] Bien que le dernier alinéa de l'article 43 du Décret du 31 juillet 1927 portant réorganisation de la justice indigène au Cameroun mentionne qu'en « *matière civile et commerciale, les différends entre justiciables des tribunaux français et justiciables des tribunaux indigènes peuvent d'un commun accord être portés devant les tribunaux indigènes qui, dans ce cas, appliquent la coutume* ». Ces hypothèses étaient très rares.

[401] Il était de jurisprudence constante que l'option pour la compétence des tribunaux de droit moderne n'entraîne pas par elle-même l'option, pour le fond, de ce droit, voir notamment C.S.C.O., 26 mars 1968, *Penant*, 1970, p. 359, note Lampué; C.S.C.O., 27 avril 1971, *R.C.D.*, n°1, 1972, p. 56.

[402] C.S. Arrêt n° 28/CC du 10 décembre 1981 *R.C.D.* série 2, n° 21-22, p. 301-307 ; *Penant* 1984, p. 337, note Lampué. L'option de juridiction est instituée à l'article 2 al.1 du Décret n° 69/DF/544 du 19 décembre 1969 modifiée par le Décret n° 71/DF/607 du 3 décembre 1971 fixant l'organisation judiciaire et la procédure devant les juridictions traditionnelles du Cameroun oriental.

> *dans sa tribu, c'est qu'il n'a pas confiance en cette juridiction et par suite, refuse l'application des règles coutumières dans son affaire ;*
>
> *ainsi, il veut être jugé selon les lois écrites qu'il connaît bien, c'est donc délibérément qu'il fait son choix, en effet, une telle option serait sans intérêt si le juge du droit moderne devait lui faire application de la coutume en vigueur devant le juge de droit traditionnel dont la compétence a été préalablement déclinée (…) ;*
>
> *en conséquence, lorsqu'un Camerounais opte pour le tribunal civil, il faut en déduire qu'il entend nécessairement se faire appliquer les lois en vigueur devant cette juridiction ;*
>
> *ainsi, en matière de divorce, comme c'est le cas en l'espèce, il choisit l'application du code civil qui prévoit expressément les causes de divorce dans ses articles 229 à 232 (…) ».*

Il convient de relever que dans ses motivations, cet arrêt affirme clairement la disparition du mode de catégorisation en personne de statut de droit moderne et en personne de statut de droit coutumier. La décision s'appuie sur des principes constitutionnels de l'unité nationale et de l'égalité des hommes en droits et en devoirs[403]. Bien que l'affirmation de l'unité de statut implique la possibilité pour tout Camerounais de bénéficier de toutes les sources de droit camerounais, les motivations de cet arrêt de la Haute Cour affichent clairement la volonté de promouvoir le *code civil* au détriment des « *habitudes, usages et pratiques* » autochtones. Par ailleurs, la portée générale donnée au principe qui s'en dégage préjuge de la volonté d'étendre son champ d'application[404].

Dans la mesure où il n'y a pas de parfaite autonomie entre le droit dit moderne et le droit dit coutumier, la règle jurisprudentielle suivant laquelle l'option de juridiction implique nécessairement l'option de législation a pour conséquence d'élargir le rôle du droit dit moderne.

Par ailleurs, même dans des situations où le justiciable ne décline pas la compétence des juridictions dites traditionnelles, le juge a la possibilité de faire appel au droit dit moderne

[403] Voir le préambule de la Constitution camerounaise du 2 juin 1972 qui affirme un ensemble de principes dominant tout le système juridique de l'Etat.

[404] Cette jurisprudence a été étendue par la Cour Suprême au domaine des régimes matrimoniaux et des successions. ; C.S.C.., arrêt n° 120/CC du 16 sept. 1982, *Penant*, 1983, p. 42, note Lampué ; C.S.C., arrêt n° 35/CC du 25 nov. 1982, inédit, C.S.C., arrêt n° 114/CC du 17 mai 1983, inédit, cités par Brigitte DJUIDJE., *Pluralisme législatif camerounais et droit international privé*, Paris, L'Harmattan, Logiques juridiques, 1999, p. 217. Fortement critiquée, cette extension est remise en cause, notamment en matière de régime matrimonial.

lorsque le contenu de la coutume est incertain ou lorsqu'il y a un conflit de coutumes[405], également dans des domaines qui ont été légiférés.
Il apparaît que les situations où les tribunaux appliquent le droit dit traditionnel tendent à reculer de plus en plus.

§ 2 : Processus « d'intégration » des normes coutumières

Le processus consiste à « *intégrer* »[406] les normes coutumières dans l'ordonnancement juridique de l'Etat moderne. Nous l'analyserons en commençant par les stratégies les moins radicales (A) pour finir par les plus radicales (B)

A - Stratégies moins radicales

Le propos ici se rapporte aux stratégies d'aménagement de conflits entre des normes issues d'ordres normatifs obéissant à un mode de rationalité identique ou presque.
Tout comme les normes qui les rendent nécessaires, les interactions des normes appellent des aménagements qui peuvent se manifester de façon visible ou moins visible.
Bien qu'ils ne soient pas révélés comme tels, la conception moniste du droit propose des aménagements stratégiques visibles.
Rodérick Macdonald identifie deux types de stratégies complémentaires d'une part dans le fait de disposer hiérarchiquement les différents archétypes des normes, institutions et procédés, et d'autre part dans le fait d'adopter une définition systémique et claire de l'ordre juridique afin de permettre une classification lexicale des ordres juridiques[407]. A titre d'exemple, la hiérarchie des normes est une construction théorique pour résoudre les conflits entre les différentes sources par un simple appel à leur généalogie (leur forme), sans référence à la substance des normes en conflit.
Selon Roderick Macdonald, ces stratégies théoriques ne traduisent pas fidèlement la complexité des interactions entre les différents types de normativité à l'intérieur d'un site

[405] En vertu de l'article 3 –1 (a) du Décret du 19 décembre 1969 précitée, dans l'incertitude, le juge peut statuer d'après les principes généraux du droit moderne.
[406] Nous empruntons cette terminologie à Gérard CONAC, in *Dynamiques et finalités des Droits africains*, Paris, Economica, série Sciences Juridiques, 1980, introduction p. XI.
[407] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes, Hypothèses sur l'émergence des normes, l'internormativité et le désordre à travers une typologie des institutions normatives », in Belley J-G. (Dir.), *Le droit soluble. Contributions québécoises à l'étude de l'internormativité*, Paris, LGDJ, coll. Droit et société, 1996, pp. 233-272, (p. 259).

normatif donné. «[Il] *n'est pas suffisant d'énumérer exhaustivement les différents ordres juridiques (et par extension, normatifs) qui se font concurrence dans un même champ social et de déterminer ensuite la place que chacun occupe par rapport aux autres dans ce champ social* »[408].

A côté de ces stratégies explicites, qui sont dénoncées non pas pour leur inefficacité, mais pour leur prétention à vouloir résoudre toutes les situations conflictuelles, se trouvent d'autres stratégies moins explicites. Nous allons nous intéresser à ces stratégies en nous référent à l'un des archétypes identifiés par Sébastien Lebel-Grenier, il s'agit de la stratégie de « la cooptation ou de l'encadrement » puis une autre stratégie qui est propre au juge camerounais que nous nommons « silence présumée de la coutume ».

- Stratégie de la cooptation ou de l'encadrement

Selon cet auteur, la normativité manifeste, celle du droit étatique fait souvent appel à cette stratégie pour répondre à la compétition normative. Cette stratégie « *implique une tentative d'intégration de la norme concurrente dans le champ normatif de la norme concurrencée* »[409].

« *La cooptation a lieu lorsque la norme est pleinement intégrée dans le champ normatif concurrencé* » [410]. L'auteur donne l'exemple « d'une pratique en milieu de travail » qui serait intégrée dans une convention collective. Sur notre terrain, les cas de cooptations sont assez rares à l'inverse du cas de l'encadrement.

« *L'encadrement […] ne vise pas directement les processus de définition de la norme concurrente mais plutôt certains des paramètres qui guident son cheminement. On définit certaines des modalités que devrait dorénavant respecter la norme et on lui impose, de ce fait, de nouvelles contraintes* »[411]. L'intégration de certains usages et coutumes dans le droit étatique constitue l'exemple classique de cette stratégie. On fait généralement appel à la cooptation ou à l'encadrement lorsque la norme concurrente est perçue comme incontournable sans toute fois être menaçante : c'est la raison pour laquelle nous avons précisé que cette stratégie ne concernait que « certains » usages ou coutumes. Sur notre terrain, les stratégies d'encadrement, sont utilisées notamment en matière d'adoption[412], des successions[413], de

[408] *Ibidem*, pp. 233-272, (p. 260).
[409] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical…*, 2002, *op.cit.* p. 320.
[410] *Ibidem*, p. 320.
[411] *Ibidem*, p. 320.
[412] C.S.C., arrêt n°17/L du 20 décembre 1973, *R.C.D.*, 1975, n° 7, p. 66.
[413] C.S.C.O., arrêt du 4 janvier, 24 mai 1966, *Penant*, 1967, p. 210, note Lampué.

dot[414]., de polygamie. Il est intéressant de souligner malgré tout que le droit dit moderne s'immisce de plus en plus dans des domaines qui ont été pendant longtemps une chasse gardée de la « coutume ». L'arrêt de la Cour Suprême du Cameroun Oriental du 3 avril 1962 pose sans équivoque que « *dans les matières où il a été légiféré, la loi l'emporte sur la coutume* »[415].

Il convient toutefois de relever que la stratégie de la cooptation ou de l'encadrement n'assure pas une garantie d'intégration totale, d'où l'utilisation de terme de « tentative » d'intégration.

Dans la pratique, les normes se dédoublent pour poursuivre des trajectoires distinctes.

Ce dédoublement signifie la poursuite d'existences parallèles. Il convient de ne pas négliger l'importance du rôle du justiciable dans le mécanisme de dédoublement, que nous avons identifié par « phénomène d'interférence » dans les différents parcours des « acteurs citoyens individus maillon d'une chaîne communautaire » (ci après « acteurs individus ordinaires ») que nous avons présentés précédemment[416].

- La stratégie du silence présumée de la coutume

Il s'agit de l'application subsidiaire du droit écrit en cas de silence ou d'obscurité de la coutume.

La tendance jurisprudentielle de décider qu'en cas de silence ou d'obscurité de la coutume le droit écrit s'applique, est la perpétuation d'une pratique coloniale[417]. Cependant, alors que le colonisateur limitait cette intrusion du droit écrit à certains domaines échappant ou ignorés « objectivement » de la coutume, tels que, par exemple, les assurances, les banques ou encore certains aspect de la vie économique contemporaine, impliquant des actions prévues par le code civil[418], la jurisprudence camerounaise va plus loin et l'étend à diverses matières du droit extra-patrimonial et patrimonial de la famille. Or l'on sait parfaitement que dans ces domaines, la coutume forme un ensemble très riche en précisions.

Cette jurisprudence qui date de 1961 est confirmée par la loi. L'article 3 alinéa 1 (a) du Décret n° 69/DF/544 du 19 décembre 1969 modifié, fixant l'organisation judiciaire et la procédure devant les juridictions traditionnelles du Cameroun Oriental, dispose que : « *il est statué pour les questions concernant le mariage, le divorce, la puissance paternelle et la garde des*

[414] C.S.C.O., arrêt du 3 avril 1962, *Penant*, n° 696, 1963, pp. 230-234, note Lampué.
[415] Voir commentaire de cet arrêt in *Penant*, n° 696, *Ibidem*.
[416] *Supra*, p. 44 et s.
[417] Pour la tendance jurisprudentielle voir C.S.C.O., arrêts de 1961, 1962, 1965, 1969, 1970, cités par Brigitte DJUIDJE, *Pluralisme législatif…*, 1999, *op.cit.* p. 265, note n° 5.
[418] Notamment l'action paulienne, les actions en responsabilités, etc.

enfants : d'après la coutume sous le régime de laquelle le mariage avait été contracté ou, ***dans l'incertitude****, d'après les principes généraux du droit moderne* »[419].

A la suite de certains auteurs, nous nous demandons si l'on peut légitimement parler de « *silence de la coutume* », ou même « *d'incertitude* »[420].

Notre intention n'est pas ici de prendre position sur le contenu des dites coutumes, mais d'évaluer les procédés qui sont utilisés pour les exclure. Il apparaît que le prétendu silence de la coutume dans le domaine du droit de la famille n'est qu'un « *prétexte pour favoriser le changement de la conception traditionnelle de la famille en faveur de celle du droit d'origine européen* »[421]. La lecture des décisions de la Cour Suprême confirme cette remarque. Dans son arrêt du 4 janvier 1966 la Cour Suprême du Cameroun Oriental estime que dans une affaire relative à un problème de succession, les tribunaux devaient se référer à la loi écrite[422]. Dans cette affaire la Cour Suprême rejetait le pourvoi formé contre un arrêt confirmant le jugement du Tribunal du 1er degré par lequel une veuve avait été désignée pour remplir les fonctions d'administrateur provisoire des biens laissés par son mari. En cette matière, le droit coutumier, loin d'être muet, excluait le conjoint de toute action concernant la succession, dans la mesure ou il n'était pas successible. La décision de la Cour Suprême ne s'explique pas par le silence ni même par l'insuffisance de la coutume, mais par la volonté délibérée des juges de lui substituer le droit moderne. Cette tendance, largement confirmée en matière de succession[423], s'affirme dans d'autres domaines, notamment celui relatif à l'adoption. Dans son arrêt du 20 décembre 1973[424], la Cour Suprême du Cameroun, ignore les règles coutumières en matière d'adoption, qui n'exigent pour toutes conditions que le fait pour l'adoptant d'être majeur, reconnu comme « *homme de bien* » et d'obtenir le consentement de la personne exerçant l'autorité parentale sur l'enfant qu'il souhaite adopter. Les magistrats ont préféré, là aussi faire « *taire la coutume afin d'appliquer le code civil* »[425], dont l'article 344 posent des conditions plus draconiennes en matière d'adoption.

---

[419] C'est nous qui relevons.

[420] Notamment DJUIDJE B., *Pluralisme législatif…*, 1999, *op.cit* p. 265-286 ; POUGOUE P-G, *La famille et la terre. Essai de contribution à la systématisation du droit privé au Cameroun*, Thèse, Bordeaux, 1977, p. 96 ; YOUEGO Ch., *Sources et évolution du droit des successions en droit camerounais*, Thèse, Paris, 1994, p. 332-333.

[421] Nous reprenons ici la formulation de Brigitte DJUIDJE lorsqu'elle énonce la position quasiment unanime de la doctrine, voir *Pluralisme législatif…*, 1999, *op.cit.* p. 268.

[422] C.S.C.O., 4 janv. 1966, *Penant*, 1967, p. 210, note Lampué

[423] Voir YOUEGO Ch., *Sources et évolution …*, 1994, *op.cit.* p. 332.

[424] C.S.C., arrêt n°17/L du 20 déc. 1973, *R.C.D.*, n°7, 1975, p. 66, obs. S. Méloné,

[425] POUGOUE P-G., *La famille et la terre…*, 1977, *op.cit.* p. 97.

Il n'est point nécessaire d'allonger la liste des exemples pour relever que la Cour Suprême du Cameroun reconnaît au droit civil un caractère « *de droit commun* », au détriment de la coutume.

Cette position, qui consiste à écarter la coutume, est encore plus explicite lorsque la Cour Suprême considère la coutume comme un simple élément de fait.

Selon les termes de l'article 18 (f) du Décret du 19 décembre 1969 modifié, fixant l'organisation judiciaire et la procédure devant les juridictions traditionnelles du Cameroun Oriental, les jugements des tribunaux coutumiers doivent être motivés et contenir : « *l'énonciation de la coutume et la référence des dispositions législatives, réglementaires ou jurisprudentielle dont il est fait application* ».

Cette exigence de l'énonciation de la coutume, sous peine de nullité, aurait pu, en principe, permettre à la Cour Suprême de contrôler l'interprétation de la coutume. Mais de façon générale comme au paravant, la Haute Juridiction, se limite à vérifier que la coutume a été énoncée. Elle est plus préoccupée par la conformité de la coutume énoncée à l'ordre public ou aux principes généraux du droit, se souciant peu de l'exactitude de cet énoncé. La Cour Suprême se refuse à contrôler l'interprétation de la coutume et à se prononcer sur les pourvois formés en violation de la coutume. Selon elle, ce contrôle relève de l'appréciation souveraine des juges du fond[426]. Ce faisant, elle admet que la coutume est un simple élément de fait, et non pas un élément de droit faisant partie du champ d'appréciation du juge de la légalité.

Nous convenons de la difficulté de la tâche qui consiste à suivre dans son évolution la coutume et d'en assurer l'exacte application, dans un pays qui compte, rapellons le, plus de deux cent coutumes sans prendre en compte les différentes ramifications. Une telle quantité peut constituer, à n'en pas douter, un obstacle à l'utilisation de cette source de droit, dans un contexte où le droit civil est privilégié. Cela devrait-il justifier le désaveu de cette source de droit à laquelle la majorité des justiciables est attachée[427] ?

La suite de nos propos montre des procédures de désaveux encore plus radicales.

[426] C.S.C.O., 11 juin 1963, *Penant*, 1966, p. 73, note Lampué ; C.S.C.O., arrêt n° 115/L du 23 mai 1972, *R.C.D.*, 1974, n°5, p. 61

[427] Cette interrogation est une mise en garde contre toute attitude ethnocentrique et/ou européocentrique.

B - Stratégies plus radicales

Le propos ici se rapporte aux stratégies d'aménagement de conflits entre des normes issues d'ordres normatifs obéissant à un mode de rationalité et/ou de logique dont l'écart est plus flagrant.

Plus la norme concurrencée est menacée, plus la stratégie est radicale. Cependant, la radicalité ne présage ni l'efficacité ni la réussite de l'entreprise, quelque fois c'est l'effet inverse qui se produit. Nous présenterons trois stratégies, allant de la moins radicale à la plus radicale. La première et la dernière sont les archétypes proposés par Sébastien Lebel-Grenier, la seconde stratégie est une pratique du juge camerounais, nous la nommons « stratégie de la soumission à l'ordre public ».

- La stratégie de la négation ou de la minimisation des normes concurrentes

La négation et la minimisation sont similaires, la négation étant l'aboutissement de la minimisation de l'importance ou de l'impact réel d'une norme concurrente. « *D'une manière ou d'une autre, cette stratégie vise à nier la légitimité ou l'emprise de la norme concurrente sans toutefois chercher à intervenir directement dans ses processus. L'intervention est indirecte et prend essentiellement la forme d'une propagande dirigée vers les justiciables visés par la norme concurrente afin de les convaincre de l'aspect marginal ou inconséquent de celle-ci* »[428].

Dans la pratique, ces stratégies consistent en l'affirmation de la suprématie de la loi sur la coutume. L'arrêt de la Cour Suprême du Cameroun Oriental du 3 avril 1962, qui pose sans équivoque que « *dans les matières où il a été légiféré, la loi l'emporte sur la coutume* », prend place dans une suite de décisions où la haute juridiction rappelle aux juridictions du premier et du second degré qu'elles ne doivent plus tenir compte de certaines coutumes[429]. Certaines coutumes sont envisagées non seulement en ce qu'elles garantissent ou restreignent la liberté individuelle, les droits de la personne, mais encore en ce qu'elles ne vont pas contre « *les libertés fondamentales inscrites dans la déclaration universelle des droits de l'homme, la charte des Nations-Unies, la charte africaine des droits de l'homme et des peuples* », conformément au préambule de la Constitution camerounaise. L'article premier de cette constitution résume clairement la position à suivre en disposant que : « *la République du Cameroun reconnaît et protège les valeurs traditionnelles conformes aux principes*

[428] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*…, 2002, *op.cit.* p. 319.
[429] C.S.C.O., 3 avril 1962, *Penant*, n° 696, 1963, pp. 230-234, note Lampué.

démocratiques, aux droits de l'homme et à la loi »[430]. Les coutumes non-conformes sont « jugées » archaïques et ignorées.

Il est intéressant de relever que cette attitude de négation revient en fait à une reconnaissance implicite de l'impact de la norme concurrente sur les justiciables. L'efficacité de cette stratégie dépend en grande partie du degré de solidité de la norme concurrente qui est en fait contestée. Or, il est très difficile d'appréhender ce degré, dans un contexte de perpétuelle mutation.

- La stratégie de la soumission à « l'ordre public»

A la lecture du *Dictionnaire de la culture juridique* et du *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, l'ordre public implique une mesure, un étalon de référence[431], une « *loi suprême* », pour reprendre l'expression de Portalis. Si le *Dictionnaire de la culture juridique*, s'attachant à sa dimension matérielle, l'assimile à « *un ensemble de standards et valeurs fondamentales d'une société, auxquels il est interdit de déroger sous peine de nullité* », le *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit* semble favoriser la dimension fonctionnelle de ce concept au contenu très variable. C'est précisément l'indétermination du contenu de l'ordre public qui explique en partie le succès du concept dans la mesure où elle permet à l'ordre public de s'adapter aux inévitables évolutions des valeurs sociales fondamentales.

Plutôt que de faire état des difficultés attachées à toute définition de ce concept, nous allons nous concentrer sur sa fonction.

Nous entendons la fonction de défense et de promotion des valeurs et des intérêts qui structurent et conservent l'organisation sociale. Appréhendé sous l'angle de la fonction, l'ordre public constitue aussi un ensemble de mécanismes ou de techniques nécessaires à l'accomplissement de sa fonction « *d'instrument de structuration et de cohésion sociale* »[432].

Malgré les mutations du contenu de l'ordre public, cette double fonction reste inchangée.

Il importe à présent de s'interroger sur le type de techniques utilisées pour l'accomplissement de cette fonction fédératrice. Dans l'Occident moderne, berceau du concept, cet outil est le droit étatique. C'est par l'intermédiaire de lois contraignantes, visant à interdire ou à obliger à faire telles choses ou telles actions, que s'effectue la promotion ou la défense des valeurs

[430] Loi n° 96-06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, de la République du Cameroun.

[431] DEUMIER P., REVET T., « Ordre Public », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*…, 2003, *op.cit.* pp.1119-1122 et CARTY J.-A., CARZO D., « Ordre », in Arnaud, A-J., (Ed.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, Paris, LGDJ, 2ème éd. 1993, pp.415-416.

[432] DEUMIER P., REVET T., « Ordre Public », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*…, 2003, *op.cit.* p. 1120.

fondamentales de la société. La nécessité de conférer un caractère d'ordre public à certaines lois procède de la pluralité des sources de prescriptions relatives à un même objet, au sein d'une même société[433]. Dès lors qu'une question de droit peut être régie par différentes règles, qui deviennent donc concurrentielles (constitution, loi nationale, loi étrangère, convention entre les particuliers, conventions internationales, normes coutumières, religieuses, etc.), l'une de celles-ci reçoit la qualification « d'ordre public » lorsque les solutions qu'elle énonce participent des valeurs sociales fondamentales. A contrario, les prescriptions concurrentes, qui marqueraient un recul desdites valeurs, seraient totalement ou partiellement remises en cause. Autrement dit, la norme d'ordre public affirmerait l'existence d'un espace fermé obéissant à des volontés spécifiques.

L'ordre public établit une hiérarchie entre les valeurs fondamentales et les intérêts non fondamentaux.

Dans le cadre de notre réflexion sur l'uniformisation du « pouvoir de dire le droit » dans un contexte où la notion de « valeurs fondamentales » n'est pas fédératrice, le procédé d'ordre public, comme technique d'uniformisation appelle certaines réserves.

Dans la période coloniale, c'est par opposition à la majorité des valeurs et coutumes des Autochtones qualifiées d'archaïque, que leur a été imposé l'ordre public colonial, présenté comme un ordre « civilisateur ».

Quelle que soit l'époque, le concept d'ordre public est précisément destiné à rappeler l'omniprésence et la permanence de la censure. Après l'indépendance, la nouvelle équipe au pouvoir a exploité l'outil « ordre public » pour la promotion de valeurs fondamentales nouvelles, véhiculées par les sociétés occidentales.

Lorsque les normes coutumières sont contraires aux nouvelles valeurs que la puissance publique cherche à imposer comme fondamentales, l'ordre public est utilisé par le juge pour les « dissoudre ». Dans un arrêt du 15 novembre 1979 la Cour Suprême du Cameroun décide que « *la coutume doit nécessairement être conforme à l'ordre public* »[434]. La priorité du juge semble être de combler le fossé existant entre la coutume et la loi.

- La stratégie de destruction ou de dénaturation de la norme concurrente

Selon Sébastien Lebel-Grenier, cette stratégie repose sur l'adoption d'une attitude d'agression envers la norme concurrente. L'objectif est de saper sa logique, à défaut de l'éradiquer.

[433] Il convient de souligner ici la distinction entre le terme pluralité et la théorie du pluralisme que nous aborderons dans un deuxième temps de notre réflexion.

[434] C.S.C., arrêt n° 18/L du 15 novembre 1979, cité par BANAMBA B., *Les conflits de droits et de lois dans le système juridique camerounais*, Thèse, Paris, 1993, p. 401.

Contrairement à ce qui est le cas pour la stratégie de « négation-minimisation », ou de la « soumission à l'ordre public », on agit directement sur la norme concurrente pour la contrecarrer. La destruction passe par la tentative d'anéantissement des fondements de la norme, que ce soit à travers la destruction physique de son objet, ou à travers l'extermination où « l'incorporation » des institutions qui ancrent ces normes, comme nous l'avons analysé précédemment[435]. La dénaturation consiste en une cooptation suivie d'une transformation de la norme et de ses fondements à des fins nouvelles[436]. C'est la situation décrite précédemment au sujet de la coutume et du droit coutumier[437]. Ce type d'attaque frontale est révélateur de la difficulté pour certaines autorités « officielles », c'est-à-dire instances étatiques, à agir sur le libre arbitre individuel, si toutefois cela était faisable. Dans la pratique, les normes attaquées se développent dans des formes plus clandestines. Disons « masquées » dans des espaces officielles comme nous l'avons montré lors de l'analyse des parcours des « acteurs individus ordinaires »[438].

Il ressort que la plupart des stratégies mises en place pour aménager la rencontre de normes concurrentes sur un ordre normatif donné, dans le but de déjouer la mêlée normative, quel que soit l'origine de la norme concurrente, ne présentent aucune garantie quant au résultat escompté[439]. Le résultat est le contrôle d'un espace privilégié.

A partir de l'analyse des parcours des » acteurs individus ordinaires », nous avons pu estimer la capacité de survie ou plutôt d'auto protection des normes étrangères à un ordonnancement donné.

L'observation de l'interaction des normes conflictuelles sur un espace normatif donné révèle que la survie de la norme (que ce soit la norme d'origine ou la norme étrangère) ne dépend pas du « lieu » ou elle est acceptée, tolérée ou combattue, dans la mesure où elle poursuit son cheminement et se régénère si nécessaire. Elle dépend de ce qu'en font les acteurs (individus ordinaires ou officiels), selon l'aphorisme d'Etienne Le Roy pour lequel *« le Droit n'est pas tant ce qu'en disent les textes que ce qu'en font les acteurs-citoyens*»[440].

---

[435] *Supra*, p. 88 et s. dans le cadre de l'administration coloniale et p. 102 et s. et suivante dans le cadre de l'administration camerounaise, notamment p. 111 pour les stratégies mises en place pour l'incorporation des responsables endogènes.

[436] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*…, 2002, *op.cit.* p. 321.

[437] *Supra*, p. 90.

[438] Voir notamment le parcours de Oussoumanou utilisant le commissariat pour un rituel de désenvoûtement de sa fille qu'il soupçonne ensorcelées, *Supra* p. 44 et p. 50.

[439] Egalement dans les cas par exemple de dot et conventions matrimoniale, les cas du droit de propriété.

[440] LE ROY E., *Le jeu des lois. Une anthropologie « dynamique » du Droit*, Paris LGDJ, Série anthropologie, 1999, p.81, voir également p. 33. Quant à nous rappelons « d'acteurs-citoyens individus maillon d'une chaîne communautaire ».

A l'issue de ce chapitre qui montre la volonté des dirigeants politiques camerounais d'instrumentaliser, à l'aide d'outils juridiques étatiques, les structures endogènes quelques fois au détriment d'une autre logique qui fait également partie de l'héritage du camerounais contemporain, certaines questions sont soulevées.

Plusieurs acteurs se réfèrent à un « juge naturel » dont la légitimité est fondée sur le mysticisme. Il convient de rappeler que, dans certaines sociétés africaines, la référence aux forces invisibles et occultes pour le règlement des conflits n'est pas l'expression d'une incapacité à s'organiser juridiquement selon les normes occidentales, mais plutôt la signification que les représentations cosmogoniques de certains justiciables africains sont également puisées dans un univers mental différent de celui des justiciables occidentaux. Dans un univers où l'invisible appartient au monde réel, une première interrogation porte sur l'efficacité de la procédure d'uniformisation du « pouvoir de rendre la justice » consistant à désacraliser le pouvoir du « juge naturel » des Africains par un simple « coup de crayon » en légiférant ou en décrétant. C'est dans l'objectif d'effectuer le glissement de la sphère du sacré à la sphère du profane que, par exemple, le Décret du 15 juillet 1977 passe sous silence la dimension religieuse du chef traditionnel et entame le processus de déresponsabilisation du détenteur d'un pouvoir sacré. Nous pensons que d'une manière générale en ignorant la part primordiale que revêt notamment le mysticisme dans l'imaginaire du justiciable africain, les auteurs de l'uniformisation du « pouvoir de rendre la justice » mettent en échec l'effectivité même de cette entreprise.

Cette réflexion sur l'effectivité de l'uniformisation orchestrée par les textes étatiques, nous renvoie à une deuxième question plus fondamentale qui est celle du rapport entre « *légitimité* » et « *légalité* ».

Le mot légitimité, appartient principalement au registre de la pensée politique dans laquelle il désigne « *le bien fondé du Pouvoir, ce qui lui confère sa justification et sa validité* »[441]. Par analogie on peut penser qu'un acte ou un comportement est légitime, dans un ordre donné, par sa conformité au principe de régulation de cet ordre.

La pertinence de la question du rapport entre légitimité et légalité repose sur le postulat de la pluralité d'ordonnancements sociaux et donc de la pluralité de régulations.

« *L'ordonnancement est donc non seulement un rangement mais une mise en conformité selon un plan préexistant, avec une finalité, un objectif, un « ordre » à respecter. Quand il s'agit*

[441] RAYNAUD Ph. et RIAL S., *Dictionnaire de philosophie politique*, PUF, 2000.

(…) de la mise en conformité d'un ensemble vaste et complexe qu'on appelle la société, on passe nécessairement à un niveau de contrainte qui appelle des régulations ad hoc »[442].

Chacune de ces régulations ad hoc est en conformité avec le projet préexistant.

La question de la légitimité s'aborde différemment suivant que le principe de régulation est interne ou externe à l'ordre à respecter. L'absence d'une telle distinction peut entraîner des confusions et contradictions entre les concepts de légitimité et de légalité.

En effet dans la pensée moderne occidentale, selon laquelle il n'y a qu'un seul ordre, celui du droit étatique, légitimité et légalité, dont l'étymologie comporte la même racine latine : *lex*, forment pratiquement une seule et même substance. Ainsi, dans cette logique occidentale, la légitimité se mesure à la conformité des lois et règles du droit positif en vigueur. Selon la pensée de Kelsen qui a largement théorisé cette logique, il n'y a légitimité que dans le cadre de la régularité de la norme avec le droit étatique. Cependant, lorsqu'on établit la distinction suivant l'origine interne ou externe des lois et règles, on s'intéresse à leur correspondance ou plutôt à leur connivence avec l'ordre social dans lequel on veut mesurer la légitimité de certains actes ou comportements. S'il apparaît un décalage avec l'ordre interne, alors ces lois et ces règles ne devraient pas ou ne devraient plus être considérés comme un étalon d'évaluation de la légitimité.

Nous en arrivons au constat suivant lequel il existe « *un pluralisme de légitimités engageant la dimension matérielle et axiologique du droit* »[443]. Il existe également un pluralisme des modes de régulations des conflits.

Cela conforte nos doutes sur la viabilité de l'uniformisation de pouvoirs provenant de deux ordonnancements distincts, avec comme seul outil le droit étatique, ignorant ou « malmenant » les autres principes de régulation.

Nous nous proposons d'examiner l'impact de cette uniformisation « forcée » de l'intérieur des structures étatiques. C'est-à-dire d'une prise de vues qui nous permette de suivre les acteurs que nous avons qualifiés « d'acteurs individus officiels ». Cet examen se fera en analysant les incidences de ce modèle exogène qui prône l'uniformisation.

[442] LE ROY E., *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* p. 145-146. Voir aussi Le ROY E.; « In ordinem adducere ou comment tenter d'imposer par le droit 'la' civilisation. La mise en ordre de la 'justice des indigènes' et le discours juridique colonial en Afrique noire française », Communication présentée à la table ronde *Les colonies, la loi, les juristes*, à l'université de Paris II, Publiée, *Droits*, vol. 43, 2006, pp. 199-219.

[443] GOYARD-FABRE S., « Légitimité», in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*…, 2003, *op.cit.* pp.931

Chapitre 2 : Incidence du modèle importée

Lorsque les Français ont exporté (exportent encore) leur conception du droit en Afrique francophone, ils ont invoqué leur intention « d'aider » les Africains à se « moderniser ».
Sans nous focaliser sur la dimension ethnocentrique ni sur les effets d'aliénation du discours implicite ou explicite suivant lequel une « *similitude de droit entraînerait une croissance économique et un développement social analogue* », nous nous bornerons ici à analyser quelques-unes des limites liées à « l'exportabilité » de ce droit[444]. Nous parlons du droit étatique, principal instrument de la politique impériale du colonisateur et qui reste l'outil privilégié du nouvel Etat africain. Du point de vue de notre objet d'étude, nous nous attacherons à l'exportation de l'institution judiciaire qui est une émanation de ce droit.
Le principe de l'exclusivité de l'institution judiciaire comme modèle de régulation signifie la négation de la spécificité du contexte local, répétons le. Cette négation semble être en grande partie à l'origine des limites de la réception du modèle exogène.
Le transfert de modèle est un processus qui implique des bouleversements, et dans certaines situations, comme celle qui nous retient ici, on pourrait même parler d'incohérences (Section 1). Au-delà de certaines incohérences qui semblent parfois prévisibles, ce sont les ré-actions qu'elles suscitent chez les acteurs qui nous semblent plus pertinentes. Ces réactions mettent en exergue les écarts entre le discours et la réalité (Section 2).

Section 1 : Incohérence du modèle importé

Le colonialisme, engendré par une autorité politique réelle, et l'hégémonie économique des pays occidentaux, ont été incontestablement efficaces pour faire entrer et implanter des institutions au Cameroun. Concernant l'institution de la justice, c'est-à-dire la justice dite

[444] La croyance en la similitude entre le droit et la croissance économique est une illusion qui a été vivement dénoncée; voir notamment ; ALLIOT M., «Les transferts de droit ou la double illusion » in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.129-131; SCHAEFFER E., « Aliénation – Réception – Authenticité. Réflexion sur le droit du développement », Penant, n° 745, 1974, pp. 311-332.

officielle, notre intention ici n'est pas de nous focaliser sur son efficacité, dans la mesure où le constat de son état de carence chronique, voire de crise, fait quasiment l'unanimité[445].

S'agissant d'expliquer les déficiences, nous suggérons la nécessité de prendre du recul afin de ne pas instruire de faux procès. En effet, que les raisons avancées soient d'ordre politiques, économiques, financières, éducatives, sociologiques, idéologiques, et bien d'autres encore, le risque demeurent important. « *La justice est un thème (…) souvent abordé à partir de présupposés et d'a priori se référant à des modèles théoriques, idéaux, souvent véhiculés par des discours constitutionnels, hors d'atteinte, en Afrique, comme ailleurs…(…)* »[446].

Dans cette partie où nous voulons évaluer le paradoxe du transfert d'institution, il convient de se tourner du côté de sa nature et de sa portée. Nous choisissons d'adopter une approche anthropologique de l'institution. Ce qui revient à prendre en compte son sens caché.

Entendue dans sa dimension anthropologique, l'institution est une instance de légitimité qui apparaît comme une « boîte magique ». Elle renferme simultanément un sens caché et un sens apparent[447], elle est en même temps référence (représentation) et discours (matière)[448], en définitive elle est un « contenant » variable épousant les divers « contenus » qui lui donne forme et la soutienne.

Les contenus des discours qui « *font tenir debout* »[449] les institutions, sont ceux qui ont du sens pour les membres des sociétés auxquelles les discours sont destinés[450]. C'est la raison pour laquelle nous pensons à la suite de Michel Alliot que, lorsqu'elle est hors de son milieu culturel, l'institution de la justice est « *désacralisée* »[451], et devient «*une structure vide* »[452] qui peut se transformer en une « *construction à tendance totalitaire rigoureuse et*

---

[445] S'il y a unanimité sur le constat, les diversités apparaissent sur les explications, voir notamment NKOU MVONDO P., « La crise de la justice de l'Etat en Afrique Noire francophone. Etudes des causes du « divorce » entre la justice et le justiciable », *Penant*, n° 824, 1997, pp. 208-228 ; CONAC G. et du BOIS de GAUDUSSON J. (Dir.), La justice en Afrique, *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, 1990 ; LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004 *op.cit.*

[446] DU BOIS DE GAUDUSSON J., « Le statut de la justice dans les Etats d'Afrique francophone », *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, La justice en Afrique, 1990, pp. 6-12, (p. 6).

[447] ALLIOT M., «Le miroir noir. Images réfléchies de l'Etat et du droit français » dans *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.105-111, 1er éd. 1980, (p. 110).

[448] LEGENDRE P., voir notamment *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.*

[449] *Ibidem*, p. 128-129.

[450] Nous reprenons ici la perspective développée dans le cadre des travaux de recherche du Laboratoire d'anthropologie juridique du Paris (LAJP) selon laquelle chaque société construit son propre univers mental, porteur de modèles fondamentaux et dispensateur de sens. Voir notamment les travaux de Michel Alliot sur les archétypes, voir par exemple ALLIOT M., «Anthropologie et juristique. Sur les fondements de l'élaboration d'une science du droit » dans *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.283-305.

[451] *Idem*, «Le miroir noir. Images réfléchies…, 2003, *art.cit.* pp.105-111 (p. 110).

[452] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p.141.

menaçante »[453]. Notre propos ici sera d'évaluer les conséquences qui en découlent : la perversion du modèle à partir des détournements opérés par les détenteurs de la puissance publique (§1) et les blocages du modèle dues au défaut de sens, défauts aggravés par certains facteurs (§2).

§1 : Les perversions du modèle

Lorsque les nouvelles équipes dirigeantes des pays indépendants s'emparent des « structures vides », certains dirigeants n'hésitent pas à les détourner. Ils « *imaginent et élaborent un ensemble de techniques de tricheries juridiques qu'ils mobilisent progressivement et systématiquement pour atteindre des objectifs politiques qu'ils se sont préalablement fixés* »[454]. La perversion viendrait de la manipulation du discours occidental pour mieux asseoir leur pouvoir personnel. Ces discours apparaissant comme des « contenus » hors de leur milieu culturel sont, non seulement plus facilement malléables mais surtout susceptibles de générer des pratiques inattendues, à l'antipode de l'objectif de ces discours[455].

Nous observerons ces pratiques qui ont tendance à entraîner confusions et « *désorganisation délibérée de la logique juridique* » [456] à travers le mécanisme de détournement opéré par deux catégories de dépositaires du pouvoir de l'Etat.

La première catégorie d'acteurs individus officiels correspond à ceux qui détiennent les plus hautes responsabilités du pouvoir politique au Cameroun. Il n'est pas exagéré de « les » assimiler au chef de l'Etat (A). La deuxième catégorie concerne les fonctionnaires qui occupent des fonctions qui les rapprochent plus des acteurs individus ordinaires ci après justiciables ou usagers (B). Nous nous intéresserons aux pratiques de détournement des deux catégories d'acteurs individus officiels.

A - «L'oligarchie politique »

Appliquée au système politique camerounais, cette notion d'oligarchie politique est empruntée à Roger Gabriel Nlep qui affirme que « *sur le plan strictement politique, cette*

[453] ALLIOT M., «Le miroir noir. Images réfléchies…, 2003, *art.cit.* pp.105-111 (p. 110).
[454] NKOT, P.F., *Usages politiques…*, 2005, *op.cit.* p. 70-71.
[455] Notamment sur la démocratie, la liberté, l'égalité, l'état de droit, etc.
[456] Nous empruntons cette expression à Pierre Fabien NKOT lorsqu'il présente l'adhésion de certains pays africains aux Conventions internationales comme des stratégies politiques dans l'optique de recueillir des profits politiques. Ces normes internationales sont ignorées dans la pratique interne, *Usages politiques…*, 2005, *op.cit.* p. 159.

oligarchie se limite à un certain nombre de personnalités très proches du chef de l'Etat qui le voient quasi-quotidiennement et ont son oreille »[457].

Nous utiliserons ici l'exemple du premier Président de la République du Cameroun, Ahmadou Ahidjo[458] et de son entourage proche[459].

Pour notre analyse des pratiques des acteurs « dépositaires du pouvoir politique », nous emprunterons notre exemple au Camerounais Pierre Fabien Nkot, auteur de l'ouvrage *Usages politiques du droit en Afrique. Le cas du Cameroun*[460].

Cet auteur pose un regard critique sur l'opération d'unification des structures étatiques du Cameroun en 1972[461]. Par le biais de procédés qu'il qualifie de pervers, il dénonce les stratégies mises en place, par la classe dirigeante camerounaise avec la complicité des Occidentaux pour détourner la constitution et la technologie juridique. Notre intérêt pour cet ouvrage porte sur l'analyse que l'auteur fait de l'utilisation des matériaux et discours juridiques par les détenteurs du pouvoir étatique, pour montrer que le décalage qui existe entre l'objectif initial qu'il affiche et leur mise en application est permanent mais surtout prémédité.

C'est une perspective qui conforte notre approche du modèle importé, en tant que « cadre » vide récupérée et artificiellement « bourrée »[462] d'un discours dont la qualification « d'officiel » peut préjuger la teneur[463].

L'auteur donne de nombreux exemples de pratiques de perversions politiques mises en œuvre pour la monopolisation et la centralisation du pouvoir politique par l'oligarchie, telles que :

« la loi-écran », « l'abstention normative », « le sabotage des dispositions transitoires », « la création d'objets juridiques difficilement identifiables », « l'évitement ou le contournement

---

[457] NLEP R.-G., *L'administration publique camerounaise "contribution à l'étude des systèmes africains d'administration publique"*, Paris, LGDJ, Coll. Bibliothèque Africaine et Malgache, Droit Sociologie Politique et Economie, Tome XL, 1986, p. 208.

[458] Il a occupé cette fonction du 1er janvier 1960, date à laquelle le Cameroun (francophone, ex Cameroun oriental) accède à l'indépendance formelle et donc à la souveraineté internationale, jusqu'au 4 novembre 1982 lorsqu'il démissionne brutalement, voir GAILLARD Ph., *Ahmadou Ahidjo. Patriote et despote…*, 1994 , *op.cit.*

[459] Il s'agit de Messieurs Moussa Yaya, Kame Samuel, Sissoko, Yadji Abdoulaye et Arouna Njoya, voir NLEP R.-G., *L'administration publique camerounaise…*, 1986, *op.cit.* p. 208.

[460] NKOT P.F., *Usages politiques…*, 2005, *op.cit.*

[461] Le référendum du 20 mai 1972.

[462] Nous reprenons l'expression de Pierre Legendre lorsqu'il dit que les « discours idéaux sont des discours de bourrage du vide », voir, *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p. 141.

[463] Nous avons par contre regretté le choix de l'auteur d'avoir circonscrit le cadre de son travail au droit de l'Etat, abandonnant de fait certains éléments, quelques paradigmes tels que le pluralisme juridique. Constatons cependant qu'il s'en explique et précise qu'il n'en est pas opposé, NKOT P.F., *Usages politiques…*, 2005, *op.cit.* p. 73, voir la note 162.

stratégique de la Constitution », « le coup d'Etat civil », « la création artificielle d'un conflit de normes », « la filouterie linguistique »[464].

Dans le cadre de l'analyse que nous menons sur des détournements générant des pratiques inattendues, nous porterons une attention particulière à la technique de la création « *d'objets juridiques difficilement identifiables* ».

C'est à travers l'étude de la structure du Parlement de la République fédérale du Cameroun que nous décrirons cette technique. Le détournement concerne le principe même du fédéralisme. L'objectif est de centraliser le pouvoir exécutif, plus précisément celui du président Ahmadou Ahidjo, afin de mettre en relief sa prépondérance dans la fédération camerounaise de 1961.

Pour mieux mesurer l'ampleur de cette « *filouterie* »[465] et mieux saisir la portée du procédé identifié « *d'objets juridiques difficilement identifiables* », il convient d'abord de présenter la technique constitutionnelle connue.

Une fédération consiste en l'intégration à l'intérieur d'un espace territorial donné de plusieurs entités sociologiques qui, affirmant et reconnaissant leurs identités spécifiques, souhaitent néanmoins s'associer. La traduction institutionnelle d'une telle dynamique s'analyse généralement dans une organisation particulière de l'organe exécutif et de l'organe législatif de la fédération. S'agissant de l'organe législatif par exemple, on trouvera habituellement, au niveau fédéral, une assemblée représentant la fédération dans son ensemble et une assemblée représentant les divers segments qui se sont associés pour former l'Etat fédéral.

A l'étude de la structure produite par Ahmadou Ahidjo, le Parlement n'est constitué que d'une seule Assemblée nationale législative. Ce Parlement monocaméral fait de la Fédération camerounaise un objet juridique difficilement identifiable, inventé visiblement pour éviter l'érection d'un pôle fédéral potentiellement centrifuge. Pour certains auteurs[466], il s'agissait d'un fédéralisme monocratique, taillé à la mesure d'Ahmadou Ahidjo.

Pierre Fabien Nkot fait appel au critère de la « normalité » pour expliquer l'identification de l'objet juridique difficilement identifiable. Il reprend l'image[467] selon laquelle « *il existerait*

---

[464] Nous avons utilisé l'ordre dans lequel l'auteur présente ces différentes techniques dont les analyses font l'objet de deux chapitres, NKOT P.F., *Usages politiques…*, 2005, *op.cit.* pp. 79-124.

[465] Nous reprenons l'expression de Pierre Fabien NKOT *Ibidem*, p. 111

[466] Selon Abel EYINGA, *Introduction à la politique camerounaise*, Paris, Anthropos, 1978, p. 282 ; Maurice KAMTO en parlait comme d'un fédéralisme présidentialiste à tendance centralisatrice, « Dynamique constitutionnelle du Cameroun indépendant», *Revue juridique africaine*, 1995, p. 13, cités par *Ibidem*, p. 98.

[467] Une image de Luc SINDJOUN qui parle de code occidental de normalité politique, « Les nouvelles constitutions africaines et la politique internationale : contribution à une économie internationale des biens politico-constitutionnels », *Etudes internationales*, vol. XXVI, n°2, 1995, p. 334. Il le cite dans son ouvrage *Usages politiques…*, 2005, *op.cit.* p. 99.

une sorte de code international de normalité institutionnelle, qui structurerait le comportement des Etats Nations, et permettrait de distinguer ceux qui sont « normaux » de ceux qui le sont moins »[468]. Un certains nombre de pratiques et de structures accompagnent généralement la mise sur pied d'un type spécifique d'institutions et leur absence les rendrait donc « anormaux ». Si nous rejoignons l'auteur dans sa réflexion sur l'indispensable présence de ce que nous avons désigné comme le « contenu » qui fait « *tenir debout* » [469] la *Structure*, nous restons très réservée sur l'approche par la « normalisation ». Ce n'est pas tant le fait qu'elle amène à se limiter à ce qui est apparent, la fameuse façade, c'est surtout parce que cette approche peut facilement entraîner dans le piège de l'englobement du contraire, déjà évoqué. La normalité se mesure à partir d'une unité de valeur propre à une société donnée, elle demeure très relative et sa fiabilité comme critère d'identification reste limitée. Le risque d'une attitude ethnocentrique au moment de l'interprétation n'est pas du tout négligeable. Par ailleurs, le mécanisme d'englobement du contraire amène à percevoir toute « création » comme le contraire négatif de ce qui est déclaré comme « normal ». C'est une attitude réductrice qui empêche d'appréhender des « objets juridiques non identifiés » autrement que comme des pâles copies d'originaux, forcément originaires de l'Occident.

A notre sens, l'objet juridique non identifié, la création d'Ahmadou Ahidjo, ce parlement monocaméral, apparaît comme le contenu, pour remplir la structure transférée. C'est une création *sui generis*.

Il nous importait ici de montrer que cette création a été le fruit d'une manipulation et de ce fait, qu'elle est artificielle.

Ce phénomène se rapproche de la pratique de « tentative » de détournement de la légitimité des chefs dits traditionnels par certains chefs d'Etat africains. L'exemple de Mobutu Séséséko, qui se faisait représenter officiellement avec les signes et symboles politiques des royaumes ou chefferies composant le Congo ex-belge, est encore dans les mémoires.

Ces phénomènes participent de « *l'illusionnisme* »[470], le détournement et la confusion sont volontairement mis en scène.

Cette manipulation ne provient pas uniquement de ceux qui occupent les plus hautes fonctions de l'Etat, nous allons voir que les fonctionnaires « ordinaires » y participent également.

---

[468] NKOT, P.F., *Usages politiques*…, 2005, *op.cit.* p. 99.

[469] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique* …, 1999, *op.cit.* p. 128-129.

[470] Nous reprenons l'expression de Jean-François MEDARD qui parle *d'illusionnisme politique* à propos du mouvement du constitutionnalisme en Afrique, « L'Etat sous-développé au Cameroun », *Année Africaine*, CEAN, Paris, Pedone, 1977, pp. 74-80.

B - Les fonctionnaires

Nous nous efforcerons à présent de montrer comment se réalisent, au quotidien, les manœuvres de perversion à travers le détournement de la fonction de certains agents d'Etat (agents publics), notamment parmi les fonctionnaires de l'administration de la justice.
Ces manœuvres consistent « *à diriger vers un autre centre d'intérêt* »[471] les missions et activités que l'Etat doit assurer ou contrôler, par l'intermédiaire de ses agents. Il s'agit des missions et activités de service public.
Nous nous intéresserons à la justice en tant que service public, bien que cette qualification ne fasse pas l'unanimité. Nous choisissons la lecture du *Dictionnaire de la justice*, selon laquelle la justice est considérée comme un service public, malgré sa particularité. Une particularité qui n'empêche pas qu'elle apparaisse comme une activité d'intérêt général prise en charge par une personne publique. Cette approche organique, formelle et matérielle, du service public, admise par la doctrine au début du 20ème siècle[472], conforte cette lecture. « *La justice (tant judiciaire qu'administrative) délivre des prestations (ses décisions), qui poursuivent un intérêt général évident, à des usagers (les justiciables), elle est prise en charge par l'Etat* »[473].

Notre propos repose sur le processus de détournement de la mission d'intérêt général (2) dont une certaine catégorie d'individus, dotés de certaines prérogatives, ont la charge (1). C'est une analyse du fonctionnement « au réel » de l'administration de justice, qui permettrait de mesurer le détournement de la mission dont le service est investi. Nous appelons, ici, justiciable, « l'acteur individu ordinaire » qui est entre autres usager du service public de la justice.

1) Les fonctions stratégiques

Plusieurs intervenants, dont les fonctions sont fort diversifiées, participent au fonctionnement de la justice. Allant du juge dont la position est prépondérante, au personnel administratif, notamment les secrétaires des greffes qui sont indispensables, en passant par les nombreux auxiliaires de justice, il apparaît que la fonction de chacun correspond à un rôle spécifique dans la réalisation de la mission commune.

[471] Nous reprenons ici l'un des sens du mot « détournement » selon Le Petit Larousse Compact 2003.
[472] CORAIL (de) J.L., « Service public », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1411-1415, (p. 1412).
[473] TRUCHET D., « Service public de la justice », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp. 1225-1231, (p. 1225).

Au cours de nos entretiens et pendant nos observations sur le terrain, nous avons pu identifier trois catégories d'« acteurs individus officiels » qui nous ont semblé, selon les perceptions du justiciable, stratégiquement les mieux placés pour une opération de détournement :

D'abord le juge qui symbolise le pouvoir. La diversité de ses attributions (accusation, instruction et jugement au moins formellement distinctes), en fait un personnage central. Il concentre des pouvoirs élargis qui le rendent sur-puissant dans son « palais ». La mise en scène quotidienne du juge est très impressionnante, surtout pour le profane[474].

Ensuite le greffier et le secrétaire de greffe qui reçoivent les justiciables. Ce sont des intermédiaires, ils apparaissent comme une clé. Notamment les secrétaires par lesquelles le passage est obligatoire. Leur position d'intermédiaire leur donne le pouvoir de faire accéder au juge. Mais leur plus grand pouvoir est celui de mettre en forme certains documents avant de les remettre à la signature du juge. Pour l'accomplissement de plusieurs actes de la vie courante, les usagers requièrent les services de la justice, notamment les demandes d'actes d'état civil par exemple : les certificats de nationalité, les extraits de casiers judiciaires, les jugements supplétifs. Ces derniers actes sont très sollicités pour régulariser les absences d'établissement d'acte de naissance, situation très courante à Maroua. Toutes ces requêtes arrivant en général en situation d'extrême nécessité dans les services judiciaires, le pouvoir des secrétaires en est d'autant plus important.

L'huissier est le dernier acteur stratégique identifié à partir des perceptions du justiciable. C'est celui qu'ils rencontrent en dehors du tribunal, c'est celui qui fait le lien entre eux et l'appareil judiciaire. Sa position est paradoxale : il est en même temps celui qui peut envenimer la situation, en signifiant un acte et il est aussi celui qui peut empêcher que le conflit arrive au tribunal, en proposant un compromis. Il apparaît comme le porte-parole du tribunal.

En plus d'occuper une position particulière, ces acteurs[475] disposent d'un arsenal normatif et d'un savoir « technico-bureaucratique » qui demeurent des ressources capitales, notamment dans le contexte de la plupart des pays africains et du Cameroun en particulier où règne l'opacité des règles et des procédures judiciaires.

Le détournement consiste à manipuler ces règles et procédures dont les subtilités échappent à la grande majorité des justiciables et à profiter de l'ossature bureaucratique de l'administration judiciaire à des fins personnelles.

[474] Comme nous l'avons souligné dans le parcours de Asta Wabi, *Supra*, p. 45.
[475] Comme tous les autres agents d'Etats.

Du fait de ces détournements, la justice révèle dans son fonctionnement quotidien des logiques souvent éloignées des idéaux (et normes) occidentaux qui la fondent. C'est l'émergence de ces nouvelles logiques et pratiques qui suscitent notre intérêt.

2) Logique de dédoublement fonctionnel

Ce phénomène est observable à deux niveaux. Un premier niveau, plus apparent qui dénonce quelque fois l'absence de « sens » de la hiérarchie formelle de l'organisation bureaucratique. Le décalage entre les organigrammes sur le papier et la division effective du travail est souvent impressionnant. L'observation sur le terrain révèle des contradictions avec la consultation des registres du personnel mentionnant les statuts officiels des agents publics. Il n'est pas rare d'observer une sous-qualification, notamment des juges effectuant des tâches de secrétariat, tantôt et le plus souvent, une sur-qualification, notamment des secrétaires vacataires remplissant la fonction de greffier, des greffiers se faisant passer pour des avocats, et des huissiers « jouant » le rôle de juge dans leur cabinet.

On assiste en règle générale à une forme de réorganisation structurelle, qui peut créer une zone de flou et surtout une sensation de désordre si l'on se réfère au cahier des charges propre à un poste ou à un statut conformément au code administratif élaboré dans la logique étatique.

En observant le comportement des acteurs, on réalise que ces glissements de fonctions, correspondent à un dédoublement de logique.

A la classification fonctionnelle bureaucratique, se superpose une autre classification, qui se réfère à la logique communautaire caractéristique de sociétés africaines. Toute la complexité du processus de superposition repose sur la nature… humaine de sa source. C'est en effet, l'individu occupant un poste donné qui est l'auteur, conscient ou inconscient, de la superposition. La propension au dédoublement repose sur la capacité, très développée chez des personnes qui évoluent dans un contexte de pluralité culturelle, à maîtriser un double langage : celui de la façade apparente correspondant ici aux normes officielles, et celui correspondant aux « *évidences implicites partagées* », qui se réfèrent aux normes communautaires, aux normes coraniques et à celles du *poulâkou,* norme de conduite spécifique aux Peuls, que nous avons relevées[476].

La complexité du processus se traduit par un double glissement. La superposition de logique s'effectue sur une organisation ayant déjà subi une transformation, comme nous l'avons souligné. Cette organisation ne correspond plus au descriptif de la fonction officiel et n'obéit

[476] *Supra*, p. 54.

plus aux logiques officielles. Cependant la ré-organisation n'empêche pas les agents de manipuler des registres normatifs officiels.
C'est une conduite qui engendre de nombreuses pratiques génératrices d'insécurité juridique et surtout d'inégalité.

Nous allons relever ici une pratique qui nous a été décrite par plusieurs interlocuteurs, parmi les huissiers et greffiers que nous avons rencontrés[477]. Nous dénommons cette pratique : « interventionnisme », reprenant ainsi les termes d'un huissier. Il y a « interventionnisme » lorsqu'un agent d'Etat use de son influence et/ou de sa maîtrise des règles et procédures administratives pour contrevenir à la procédure et/ou pour détourner la loi en faveur d'une des parties intéressées à une affaire. Cet agent d'Etat agit de la sorte, à la demande expresse d'un parent, ami ou connaissance, soit de son côté soit du côté du justiciable. Dans le cas où l'intervenant est lié au justiciable, il fait appel à des services qu'il aurait rendus à l'agent d'Etat ou encore à son amitié pour lui ou sa famille. Dans le cas où l'intervenant est lié à l'agent d'Etat, ce sont les relations familiales qui sont généralement invoquées.
L'interventionnisme évolue dans le cadre d'un réseau de solidarité qui peut être très vaste, allant du milieu familial à celui des cercles de solidarité (voisinage, promotion, ethnie, association, parti politique, etc.).
Cette pratique qui s'apparente en même temps à « l'abus de droit » et à « l'échange de service rendu », prend une autre dimension dans le contexte de la logique communautaire dans laquelle elle se développe. Celui qui détient le pouvoir de contrevenir ou de détourner agit en général sous la pression de la communauté.
Compte tenu du rôle prépondérant qu'il occupe**,** et du pouvoir qu'il a notamment à travers le « pouvoir de l'intime conviction », le juge est souvent confronté à cette pratique de l'interventionnisme qui interfère sérieusement sur la mission et l'idéal de la justice étatique. Il est très difficile de s'y soustraire compte tenu des pressions socio culturelles.
Etant inséré dans des réseaux communautaires, familiaux ou d'interconnaissance qui conditionnent son intégration dans la société, le juge ne peut pas ignorer les sollicitations des intervenants. Etant par ailleurs convaincu de l'importance d'appliquer la loi, il se retrouve quelque fois « ballotté » entre les deux demandes contradictoires. C'est sa bonne maîtrise du double langage qui lui permettra de s'en sortir. La difficulté vient du fait qu'il se sent dépendant des deux sphères.

[477] Egalement à Yaoundé, en plus de Maroua, qui est notre terrain.

Cette dépendance entraîne une réelle mutation de la fonction d'agent d'Etat. Il se retrouve à cumuler de multiples statuts, fonctions et positions, mais surtout il se réfère à la logique communautaire tout en s'appuyant sur un cadre institutionnel étatique.

En rendant le rapport à la justice dépendant du poids social communautaire et surtout des relations que le justiciable est capable de mobiliser, cette pratique de l'interventionnisme dénature les objectifs de la justice étatique en provoque des situations de passe-droit allant à l'encontre de la mission du service public de la justice.

Il est intéressant de relever que plus la vie professionnelle des agents publics se modèle sur la vie sociale communautaire, plus la dénaturation est importante. L'institution étatique, dans sa forme originelle, semble disparaisse progressivement derrière des acteurs qui cumulent une multitude de fonctions et d'identités. Nous avons pu observer que dans la plupart des administrations, les portes des bureaux restent ouvertes, comme une façon de montrer l'absence de frontières entre les sphères professionnelles et personnelles. Le service public donne l'impression d'être pris en otage par des systèmes de références qui ne correspondent pas à ceux de l'institution étatique.

L'observation des pratiques quotidiennes de certains fonctionnaires et justiciables, fait apparaître un autre facteur, propre à la société contemporaine, à travers le pouvoir de l'argent, la corruption venant également désorganiser le fonctionnement du modèle importé.

§2 : Un facteur aggravant : la corruption

Notre point de départ ici est la désorganisation de la logique étatique identifiable par l'écart entre les textes législatifs ou réglementaires, disons positifs et le fonctionnement « réel » de l'appareil de l'Etat. Dans le contexte « *dysfonctionnel* »[478] qui en résulte, nous envisageons la corruption comme un facteur qui vient aggraver la perturbation du fonctionnement de la structure étatique. Notre intention n'est pas de faire une étude « autonome » de la corruption.

Nous nous intéresserons essentiellement aux effets aggravant de la corruption observable dans les pratiques quotidiennes des acteurs, (les justiciables et les fonctionnaires qui nous ont été les plus accessibles[479]. Nous rajouterons à nos observations personnelles certains éléments des résultats d'enquêtes de terrains, coordonnées par Giorgio Blundo et Jean-Pierre Olivier de

[478] Nous reprenons le terme utilisé par les auteurs du dossier « La corruption au quotidien », in *Politique Africaine*, n° 83, octobre 2001, p. 8.

[479] Nous laisserons de côté la corruption d'Etat ou au niveau international, relevant de plus gros moyens d'investigations.

Sardan, sur le thème de la «petite corruption quotidienne», banalisée et systématique au sein de la sphère publique de certains pays d'Afrique de l'Ouest[480] et des éléments du dossier de la revue Droit et Société sur « le quotidien de la justice en Afrique »[481].

Dans cette rubrique où nous étudions les incidences « *de l'exogénéité d'une institution venant des pays du Nord* »[482], notre propos ici sera de présenter la corruption, dans un contexte déjà désorganisé, comme une sorte d'« assurance » que prend l'usager, pour que les services soient rendus (B). L'analyse de l'approche fonctionnelle de la corruption par l'usager d'un service public en déliquescence ne doit pas nous empêcher de relever les causes matérielles qui pourraient inciter certains agents à la corruption (A).

A - Des conditions matérielles propices

Bien que le phénomène de la corruption ne soit pas spécifique à l'Afrique, il touche particulièrement ce continent au point que l'on en parle comme d'une gangrène. La spécificité africaine est l'exagération et la généralisation allant pratiquement jusqu'à la normalisation du phénomène. Le Cameroun a obtenu, en 1999, la regrettable distinction de premier pays le plus corrompu du monde[483]. Il nous semble que les mesures mises en place par le gouvernement pour lutter contre ce « *fléau* »[484], paraîtront toujours vaines tant que certaines conditions matérielles, ne seront pas remises en questions.

En parlant du service public de la justice en Afrique francophone comme d' « *un service public…sans services (…)* »[485], Jean Du Bois de Gaudusson résumait en quelques mots, une

[480] Bien que les enquêtes se soient déroulées au Bénin, au Niger et au Sénégal, il y a une étroite convergence avec la situation camerounaise en particulier et africaine en général, en rapport avec l'aggravation de la désorganisation de la structure de l'Etat importé. Cette étude qui fait suite à un an et demi d'enquêtes de terrain a été financée par la Commission des Communautés européennes et la DDC Suisse (Direction du développement et de la coopération). Elle porte sur plusieurs secteurs, douane, transport, santé, marchés publics, fiscalité locale, projet de développement, dispositif de lutte contre la corruption, justice. Nous nous intéresserons uniquement à ce dernier point ; voir le Dossier : « La corruption au quotidien », in *Politique Africaine*, n° 83, octobre 2001.

[481] Notamment l'article de Laurent-Roger NGIMBOG, « La justice administrative à l'épreuve du phénomène de la corruption au Cameroun », *Droit et Société*, n° 51-52, 2002-2, pp. 301-323.

[482] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* p. 205.

[483] Selon la publication de l'ONG Transparency International du 26 octobre 1999.

[484] Dans le cadre du Plan Gouvernemental de lutte contre la corruption, a été créé un Comité ad hoc en 1998. En 2000 a été créée un Observatoire pour le suivi des travaux du Comité ad hoc. En 2001 le ministre de la justice crée une cellule de lutte contre la corruption, qu'il place sous son autorité directe, par Arrêté n°051/MJ du 17 juillet 2001. Le terme fléau est utilisé à l'article 2 de cet Arrêté. Pour l'analyse de ces plans, voir notamment NGIMBOG L-R., « La justice administrative à l'épreuve…, 2002, *art.cit.* pp. 301-323 ; voir SARASSORO H. C., «Justice, morale et droit de l'homme», *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, pp. 195-206, (p. 198), l'auteur parle d'action de saupoudrage des pouvoirs publics.

[485] DU BOIS DE GAUDUSSON J., « Le statut de la justice…, 1990, *art.cit.* pp. 6-12, (p. 10).

bonne partie des maux dont souffre la justice étatique en Afrique en général et au Cameroun en particulier. Bien que datant de la décennie passée, ce constat reste d'actualité.

D'un point de vue fonctionnel, l'appareil judiciaire fait toujours l'objet de sévères réquisitions. Nous ne prétendons pas ici en faire une étude exhaustive, nous voulons simplement soulever les situations qui nous sont apparues les plus incitatrices à la corruption Pour ce faire, nous nous sommes focalisée sur le problème budgétaire.

La modicité du budget affecté à la justice (1), a essentiellement pour conséquence de monnayer l'exercice du service public de la justice (2).

1) Un Budget modique

Nous ne présenterons ici que les chiffres concernant le Cameroun[486].

Selon la loi de finance n° 2006/013 du 29 décembre 2006, au titre de l'exercice 2005, le budget national s'élevait à 1 760 655 226 183 Francs CFA.

Les deux tableaux ci-dessous nous montrent que le budget consacré à la ligne « JUSTICE » représente un pourcentage « modique » du budget national.

Dotation initiale *(en francs CFA)*	**Dotation finale** *(en francs CFA)*	**Ordonnancement** *(en francs CFA)*	**Taux de réalisation** *(%)*
11 842 129 000	11 140 588 556	7 406 779 158	66,4

1 000 000 000 Francs CFA = 1 500 000 Euros

Tableau 2 : Le budget de la justice au Cameroun

	Dotation initiale	**Dotation finale**
% du budget national	0,67	0,63

Rappel du montant du budget national : 1 760 655 226 183 Francs CFA

Tableau 3 : Pourcentage du budget de la justice au Cameroun

[486] Pour avoir les données des autres pays d'Afrique francophone, se reporter notamment à la publication de l'Agence de coopération culturelle et technique, *La justice dans les pays francophones,* Paris, ACCT, collection Droit, démocratie et développement, 1995, pp. 2-7 (Depuis le 23 novembre 2005, l'Agence s'appelle Organisation internationale de la francophonie (OIF); voir aussi LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice…*, 2004, *op.cit.* pp. 198-204.

Ces données chiffrées permettent mieux que tout autres commentaires de mesurer l'ampleur de la tâche à accomplir pour que la justice dite moderne ait la place que l'on cherche à lui attribuer au Cameroun. En plus des difficultés, que nous avons identifiées, liées à l'exogénéité d'une institution, lorsque se rajoutent les contraintes matérielles, liées à la faiblesse des dotations budgétaires, la question de l'utilisation de cette institution se pose. Elle se pose avec d'autant plus d'acuité lorsque l'accomplissement des tâches les plus élémentaires pour que l'institution de la justice remplisse ses buts essentiels, est compromis par une répartition budgétaire liée à une politique de dépense nationale.

2) Une institution dégradée, « marchandisée »

Nous choisissons ici de ne pas aborder les questions de subordination de pouvoir judiciaire au pouvoir politique dont la dimension « politisée » pourrait nous éloigner des problèmes spécifiques qui se répercutent directement et quotidiennement sur l'usager, c'est à dire les difficultés matérielles liées à la grande misère financière de l'institution judiciaire[487]. Notre propos sera de montrer comment certains effets de cette misère, comme par exemple la lenteur du service et les mauvaises conditions de travail, se transforment en ressources pour les corrupteurs. Il convient de préciser d'emblée que l'absence d'intégrité qui en découle ne doit pas être généralisée.

La lenteur du service rendu est sciemment exagérée. Le manque de personnel qui est à l'origine de cette lenteur se transforme quelque fois en paralysie. Pour l'obtention des moindres documents ou services, il y a une longue file d'attente. Cependant, cette paralysie apparente est contrôlée par certains agents qui mettent en œuvre plusieurs stratégies pour profiter ainsi de la lenteur de la procédure. Les stratégies des secrétaires nous ont interpellée. Nous avons déjà relevé leur « pouvoir » de mise en forme des documents et d'accès à la signature du juge. Ce pouvoir est doublé par la maîtrise du délai plus ou moins arbitraire pour la délivrance de certains documents. Nous avons pu remarquer que les secrétaires avaient tendance à renvoyer certains usagers sous prétexte que le document n'était pas prêt alors que d'autres étaient servis, sans que la nature ou le type de document ne justifie cette rapidité. Après plusieurs observations et surtout des entretiens, il s'est avéré que le service était payant. C'est ce que nous avons identifié comme la « stratégie de report ». Cette stratégie est très usitée dans les administrations en général. Relevons que cette stratégie est concurrencée par la

[487] Pour la questions de la subordination du pouvoir judiciaire au pouvoir politique, voir notamment la thèse de Bertille Manganguela, *L'Etat, la Justice et les Justiciables au Gabon*, Thèse, Paris, 2002. Bien qu'elle se rapporte à la situation gabonaise, la problématique est transposable au Cameroun.

stratégie du « dessous-de-pile », qui consiste à remonter un dossier au-dessus de la pile des dossiers à traiter afin d'accélérer son traitement.
Les mauvaises conditions de travail dues aux multiples formes de pénuries, réelles ou fictives sont aussi des ressources monnayables. « L*es administrations disposent de plusieurs atouts pour 'prendre en otage' le temps des usagers et offrir ensuite une accélération personnalisée et payante du service* »[488].

Il est évident que « *l'indigence matérielle* »[489], dont nous n'avons évoqué ici qu'une infime partie, produit des terreaux fertiles pour la corruption. Cependant, il nous semble que le problème se situe moins sur le plan matériel, que nous percevons comme « la partie visible de *l'iceberg* », que sur celui des logiques qui orientent les acteurs.
Notre intérêt se portera plus sur l'usager qui, on a tendance à l'oublier, est en interaction dans la dynamique de marchandisation.

B - Une pseudo garantie

Notre point de départ est le dédoublement fonctionnel des agents d'Etat dû à la superposition de deux logiques et au mécanisme de réinterprétation. Au cours du processus de réinterprétation, la notion de service public perd toute sa portée. Se défendant de la logique étatique, l'usager exclue la participation de l'Etat dans la prise en charge des services, au profit de son propre réseau de solidarité.
Dans des situations où ce réseau serait défaillant ou insuffisant, la corruption apparaît alors comme une sorte d'assurance prise par l'usager qui cherche à garantir l'accomplissement du service.
Il nous est apparu dans ce cas que non seulement l'usager, superpose aussi deux logiques différentes, mais surtout qu'il se retrouve dans un contexte de double dysfonctionnement où il n'a confiance ni en la logique dite traditionnelle, ni en la logique dite moderne. Sa référence à la corruption comme une forme de béquille[490] retient notre attention dans la mesure où c'est

[488] BLUNDO G. et OLIVIER DE SARDAN J.-P., « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », *Politique Africaine*, n° 83, Dossier : La corruption au quotidien, Karthala, 2001, pp. 8-37, (p. 24).
[489] Nous reprenons l'expression du professeur KAMTO, «Une justice entre tradition et modernité »…, 1990, *op.cit.* pp. 57-64, (p. 63).
[490] Nous utilisons ce terme dans le sens d'un outil pour faire « tenir debout », nous nous reportons ici volontairement aux termes de Pierre Legendre.

une approche qui nous permet de dépasser sa dimension vénale pour mettre en avant une fonction inattendue, ou plutôt improvisée de « *bourrage de vide* »[491].

Il est évident que l'attribution d'une telle fonction à valeur institutionnelle à un concept tel que la corruption, même en reconnaissant son caractère transitoire, pourrait susciter des interrogations d'ordre idéologique. C'est pourquoi nous nous bornerons ici à ne retenir que l'aspect indicateur du phénomène de la corruption, non comme indiquant une désorganisation complète, mais comme révélant une importante phase de transition de transformation de la « *Structure* »[492], entendu dans le sens de Pierre Legendre, comme un assemblage de construction du montage normatifs, de la majorité des pays africains anciennement colonisés.

Partant du postulat de l'impossibilité de transférer le « contenu », rajoutons « intact », de ce qui sert de valeur référentielle pour les membres d'une société, le phénomène de corruption tel qu'il est intégré notamment par certains Camerounais n'apparaît ici que comme un élément dans un vaste ensemble d'indicateurs d'une transformation. Nous entendons cette transformation comme l'expression dialectique de la confrontation entre plusieurs mondes et donc univers référentiels et d'une nouvelle en émergence, faisant la part entre les solidarités et le marché, la famille et l'Etat, la communauté et l'individualisme, le partage et l'enrichissement.

Le terme « d'incohérence » suggéré au début de cette rubrique se rapporte à chacun de ces éléments culturels lorsqu'ils sont pris séparément et surtout lorsqu'ils sont analysés à partir de leur logique endogène. S'agissant des éléments culturels occidentaux, l'incohérence, répétons-le, est créée par le transfert d'institutions hors de leur milieu originel. Quant aux éléments culturels africains, l'incohérence est générée par la substitution de valeurs référentielles dans des institutions venant d'un autre milieu culturel. Il est aisé de se rendre compte que dans les deux cas la problématique est identique et s'évalue en terme d'incompatibilité.

Pour certains, cette incompatibilité est paralysante pour la population. Sans qu'on puisse associer ces remarques à un quelconque immobilisme on relève selon Pierre Fabien Nkot que « *les populations d'Afrique noire, celles des zones urbaines en particulier, semblent souffrir de nos jours de schizophrénie culturelle, (…). Elles souffrent d'un douloureux déchirement*

[491] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique en Occident*, Paris, Fayard, 1999, p. 141
[492] *Ibidem.*

culturel et d'une sorte de trouble identitaire »[493]. Quant à Maurice Kamto, il évoque la désorientation provoquée par le choc des cultures[494].

A notre sens cette incompatibilité aurait plutôt l'effet d'un tremplin révélateur du dynamisme de cette société.

Ce dynamisme s'exprime sur plusieurs échelles, faisant intervenir des acteurs qui varient selon les objectifs ou intérêts à atteindre.

Nous allons maintenant nous intéresser au processus de « rajustement » nécessaires dans la phase de mutation que connaissent les sociétés africaines contemporaines.

Section 2 : Nécessaire réadaptation du discours à la réalité

Les transformations que connaissent les sociétés africaines anciennement colonisées ne sont ni globales ni instantanées. Les mécanismes par lesquelles elles s'effectuent sont variés. Nous nous intéresserons ici à un processus que nous désignons « mécanisme de ré-adaptation ». Nous l'avons identifié lors de nos observations sur le terrain, quand nous cherchions à comprendre comment se gérait au quotidien la distance « apparente » entre l'ordre juridique officiel, disons le discours officiel, et la réalité vécue par des acteurs-citoyens-individus maillon d'une chaîne communautaire.

Nous utilisons cette image de ré-adaptation pour rendre compte de la différence avec «l'adaptation » que le colonisateur, acteur exogène, a voulu accomplir notamment par l'injection du droit coutumier et des structures qui l'accompagnent dans le dispositif de régulation de conflit des sociétés colonisées. La ré-adaptation, quant à elle, serait plutôt l'œuvre d'acteurs endogènes évoluant dans « *l'hétoroculturalité* » des sociétés contemporaines[495].

Par ce « mécanisme de réadaptation », ces acteurs endogènes aménagent des passerelles entre les différentes logiques culturelles.

---

[493] NKOT, P.F., *Usages politiques…*, 2005, *op.cit.* p. 183.
[494] KAMTO M., «Une justice entre tradition et modernité»…, 1990, *art.cit.* pp. 57-64, (p. 60).
[495] Nous reprenons le terme du camerounais Maurice KAMTO, parlant de l'écartèlement de la justice dans les *sociétés hétéroculturelles* «Une justice entre tradition et modernité»…, 1990, *art.cit.* pp. 57-64, (p. 57).

Pour cerner ce que nous entendons par « distance », nous faisons appel à l'approche « *centre-périphérie* » utilisée par le politologue camerounais Jean Pierre Fogui lorsqu'il analyse l'intégration politique et la problématique de la construction de la nation camerounaise. Il met l'accent sur la difficulté de l'un ou de l'autre des secteurs (centre ou périphérie) à contrôler la totalité de l'espace politique. Nous nous intéressons ici, à l'idée de distance qu'il développe pour expliquer la difficulté qu'il y a à contrôler la totalité de l'espace.

Selon lui, la « *distance* entre ces deux secteurs (centre et périphérie) comporte « *une dimension psychologique (le centre et la périphérie ne font pas référence aux mêmes valeurs et ne poursuivent pas le même projet), une dimension topologique ensuite (car la périphérie est loin du centre)* »[496].

Nous adhérons à cette idée de distance en ce qui concerne le partage du pouvoir de justice[497]. Cependant, en observant la pratique des acteurs, nous réalisons que la dimension topologique est remaniée par des passerelles invisibles à l'œil nu, mais repérables à partir des manifestations de rapprochement entre les pouvoirs. C'est la raison pour laquelle en début de paragraphe nous parlions de « distance apparente ».

Nous examinerons ces manifestations de rapprochement en analysant comment l'institution judiciaire, instance étatique, est investie par des éléments d'une logique non étatique à travers les cas de sorcellerie portés au tribunal, c'est-à-dire devant la « *justice des blancs* »[498].

Le rationalisme postulé de cette justice, se heurte à l'inaccessibilité du phénomène de la sorcellerie (§1). La sorcellerie fait intervenir une forme différente de rationalité qui impose au juge d'autres logiques et d'autres motivations (§2).

§1 : Limites d'une rationalité postulée

La justice étatique, nous l'avons relevé, occulte le rôle que peuvent remplir dans le règlement de litiges les sources de droit extra légales. En vertu du principe de « complétude »[499], l'ordre juridique étatique est sensé concentrer les organes spécialisés pour produire le droit pour l'appliquer et pour sanctionner son inobservation. Face à une situation comme celle de la

[496] Jean Pierre FOGUI, *L'intégration politique au Cameroun…*, 1990, *op.cit.* p. 21.
[497] La où le politologue parle de *centre - périphérie*, nous parlerons d'endogène - exogène selon une approche anthropologique.
[498] Pour reprendre une expression souvent utilisée par la majorité de nos interlocuteurs lorsqu'ils parlent de la justice étatique, plus de quatre décennies après l'indépendance du Cameroun !
[499] Voir notamment LEBEN C., « Ordre juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp.1113-1119, (p. 1117) sur les problème et les lacune du principe de complétude de l'ordre juridique ».

sorcellerie, dont la portée est très importante sur la majorité de la population, et surtout qui met en scène un ordonnancement normatif différent de l'ordre juridique étatique présumé complet, le subterfuge a consisté à intégrer la sorcellerie dans l'espace de régulation étatique par l'édiction d'une disposition légale.

Notre propos ici sera de montrer les limites de la stratégie de confiscation de l'espace de régulation juridique, du fait de l'impossibilité de substituer un ordre juridique à un autre par la seule édiction d'une norme proclamée.

Le législateur camerounais a intégré dans le code pénal une disposition pour punir d'une peine d'emprisonnement et d'une amende « *celui qui se livre à des pratiques de sorcellerie, magie ou divination susceptibles de troubler l'ordre ou la tranquillité publics, ou de porter atteinte aux personnes aux biens ou à la fortune d'autrui même sous forme de rétribution*. »

Par cet article 251 du code pénal camerounais, l'appareil de régulation étatique entend se saisir des conflits liés à la sorcellerie c'est-à-dire des conflits émanant d'un autre type d'ordonnancement que celui qui le fonde, au nom de la modernité. Rappelons que nous entendons ordonnancement dans le sens [d'] « *une mise en ordre de la société selon un dispositif particulier, impliquant à la fois un projet et des procédés* »[500].

Cet article 251 pose d'énormes difficultés d'application au juge car le législateur ne donne aucune définition des mots sorcellerie, magie ou divination. La volonté d'uniformisation semble prévaloir sur celui de l'efficacité, mais il semble surtout vouloir défier une réalité dans laquelle coexistent différents ordres juridiques.

Par l'introduction de cet article, intitulé « sorcellerie », le législateur fait de la sorcellerie un délit *sui generis*. C'est un délit qui est délibérément différencié de certaines infractions avec lesquelles elle aurait pu être confondue, comme par exemple : les associations de malfaiteurs, le trafic de chair humaine, la violation de tombeaux et de sépulcres, l'escroquerie, etc. Cette distinction qui souligne la volonté du législateur de récupérer la « gestion » des conflits qui se rapportent à la sorcellerie, remonte à l'époque coloniale.

En dépit de quelques aménagements apportés par le législateur camerounais, l'article 251 incorporé dans le livre II du code pénal camerounais, promulgué en 1967 est quasiment la réplique de l'article 264 du code pénal colonial[501].

---

[500] LE ROY E., *Le jeu des lois …*, 1999, *op.cit.* p. 145

[501] « Sera puni des peines prévues à l'article 405, premier alinéa, du présent code, quiconque aura participé à une transaction commerciale ayant pour objet l'achat et la vente d'ossements humains ou se serait livré à des pratiques de sorcellerie, magie ou charlatanisme susceptible de troubler l'ordre public et de porter atteinte aux personnes ou à la propriété », cité par MOUNYOL à MBOUSSI, *Sorcellerie en justice au Cameroun*, Yaoundé, Presse de l'UCAC, Question de justice, 2002, p. 36. La différence avec le code pénal camerounais concerne « La transaction commerciale ayant pour objet l'achat ou la vente d'ossements humains » qui sont entendus comme

La transformation de la sorcellerie en infraction pénale par un texte du législateur, est insuffisante pour intégrer la sorcellerie dans les instances étatiques tant que le concept n'est pas convenablement maîtrisé. Les notions magie et divination ne sauraient être considérées comme des éléments constitutifs de la sorcellerie, mais plutôt comme des conceptions voisines ayant chacune leur signification particulière.

La Cour Suprême n'est pas d'un grand secours dans la mesure où les éléments contenus dans l'article 251 du code pénal sont, en général, appréciés par les juges du fond comme des questions de fait.

Les essais de définition de certains juges du fond ou de la doctrine, mettent en lumière l'écart entre deux types de rationalités. Le tribunal de première instance de Kribi statuant en matière correctionnelle qualifie la sorcellerie de « *science occulte, invisible et abstraite* dont les *caractères inexplicables, insolites, extraordinaires et obscurs sont hors de l'entendement humain* »[502]. Le professeur Maurice Kamto qualifie la sorcellerie à travers les actions et faits qui en découlent comme « *un meurtre à distance par déchaînement des forces occultes ou des puissances maléfiques, les voyages mystiques à des milliers de kilomètres sans déplacement physique, uniquement grâce à quelques objets rituels sommaires, et disons-le, dérisoires, au moins en apparence* »[503].

La difficulté à définir et même à choisir des termes appropriés pour une esquisse de définition témoigne de l'impossibilité de la logique occidentale à intégrer l'univers de l'invisible. Mais cette difficulté témoigne surtout du désarroi, de l'embarras du juge à constater clairement dans sa décision les éléments constitutifs de l'infraction. Des conséquences sur le plan judiciaire peuvent être assez graves dans la mesure où c'est une porte ouverte à l'arbitraire du juge[504].

L'importance du phénomène de sorcellerie dans la culture africaine et la place qu'elle occupe dans les conflits les plus couramment invoqués nous interpellent sur la légitimité du forum étatique à se saisir des affaires de sorcellerie.

---

des actes de violation de tombaux et des cadavres, considérés comme des délits autonomes prévus et réprimés par l'article 274 du code pénal camerounais.

[502] Jugement n° 1043/cor du 27 juin 1995 cité par MOUNYOL à MBOUSSI, *Sorcellerie en justice…*, 2002, *op.cit.* p. 83, annexes, cas 1. Kribi est une ville située dans le sud ouest du Cameroun.

[503] KAMTO M., «Une justice entre tradition et modernité»…, 1990, *art.cit.* pp. 57-64, (p. 62).

[504] Sur le plan légal, on pourrait se poser la question de l'atteinte au principe de la légalité des incriminations, dans la mesure où le législateur ne se plie pas à l'exigence de précision et de clarté. MOUNYOL à MBOUSSI, suggère de déclarer anticonstitutionnelle cette disposition, voir, *Sorcellerie en justice…*, 2002, *op.cit.* p. 52 et 53

§2 : Un juge « hétéroculturel » ou un juge garant des identités pluriculturelles

Bien que la formation et le perfectionnement de la formation des juges africains soient assuré par un enseignement occidental, très éloigné de certaines réalités africaines, le personnage même du juge et camerounais en particulier reste celui qui fait le lien avec cette réalité[505]. Il compte parmi les acteurs que nous avons caractérisés comme acteurs endogènes évoluant dans les sociétés « hétéroculturelles » contemporaines[506].

De tous les hommes intégrés dans le système officiel de règlement de litiges, « *le rôle du juge apparaît comme l'un des plus difficile, sinon le plus difficile. Placé au centre d'une dualité culturelle, (…) le juge africain a le rôle ingrat de faire établir un droit étatique ayant très peu de rapport avec la logique du système social dans lequel il exerce son ministère* »[507]. En plus de cette difficulté qui consiste à se servir d'instruments théoriques, abstraits et quelquefois mal adaptés aux réalités concrètes, ce juge est parfois ballotté entre les exigences de la loi étatique qu'il est chargé d'appliquer et les exigences des « lois » culturelles auxquelles il est soumis. Pour ne pas être otage de deux logiques parfois disparates, certains juges camerounais s'aménagent des passerelles qui impliquent un dispositif distinct de celui qui est mis en place dans l'ordre juridique étatique.

L'article 251 du Code pénal camerounais est inséré dans un chapitre du code consacré aux atteintes à la paix publique. Il aurait pu tout aussi bien figurer parmi les dispositions visant la protection des biens ou des personnes. Il apparaît que, sous la qualification « sorcellerie », le législateur n'a entendu réprimer que les conséquences que pouvaient entraîner certaines pratiques jugées rétrogrades ou contraires au « au progrès », à la « civilisation ». L'accent est surtout mis sur la sauvegarde de l'ordre et la tranquillité publics d'une part, l'intégrité des personnes et de leurs biens d'autre part. Cette qualification, manifestement influencée par la logique occidentale ne prend pas en compte la sorcellerie comme phénomène surnaturel.

La sorcellerie relève d'un registre spécifique auquel le juge étatique, appartenant à un ordre différent, n'est pas associé[508]. Cependant, le juge individu, représentant de l'institution

---

[505] Voir dans *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, notamment les articles de LAYLAVOIX J., « La formation des magistrats africains en France », pp. 147-149 ; OUATTARA M., « Portrait d'un magistrat africain », pp. 149-153. Il s'agit de l'interview d'un magistrat africain juste après son stage de perfectionnement en France.

[506] Voir VANDERLINDEN J., «Le juge et la coutume en Afrique aujourd'hui», *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, pp. 231-239.

[507] NKOU MVONDO P., « La crise de la justice …, 1997, *op.cit.* pp. 208-228.

[508] Se reporter à la théorie des archétypes de Michel Alliot, par laquelle il explique le parallélisme entre les manières de penser l'univers, Dieu et le droit, voir ALLIOT M., *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Camille Kuyu, Paris, Karthala, 2003, voir pp 283-305

étatique, est également membre d'une communauté culturelle, et en cette qualité, il perçoit assurément cette autre dimension de la sorcellerie.

La sorcellerie relève de croyances qui se révèlent à travers les mythes, les représentations collectives et les pratiques. Il s'agit de croyances ancestrales suivant lesquelles l'univers est peuplé de génies invisibles auxquels se rajoute la cohorte des ancêtres défunts. Bien que l'Islam interdise le culte des ancêtres, ces croyances demeurent présentes chez les musulmans à travers de nouvelles entités surnaturelles tels que les esprits (*Jinne*) et les diables (*Seytaan*) en remplacement des représentations dites animistes. Ce grand cortège d'êtres supérieurs est capable de bien comme de mal en fonction du comportement des êtres humains[509].

Au cours de nos entretiens sur l'impact de la sorcellerie, la majorité de nos interlocuteurs a relevé l'importance de son influence dans leur vie. La pratique de sorcellerie semble s'alimenter des situations de rivalités créées par la société moderne. Bien qu'elle soit, en général, invoquée à titre préventif et thérapeutique, nos interlocuteurs ont d'avantage mentionné la sorcellerie sous son revers maléfique à la fois destructeur et puissant. Il nous a été rapportée que la sorcellerie est d'autant plus dangereuse qu'elle peut être à la disposition de tout le monde par l'intermédiaire des « initiés ». La sorcellerie semble être présente au quotidien de la majorité de nos interlocuteurs, tout milieu social et niveau intellectuel confondu. L'attaque par un sorcier entraîne, dit-on, des troubles graves difficilement guérissables, plongeant dans un état d'absence, dont seul un « initié » est susceptible d'extirper la victime.

La sorcellerie est un phénomène culturel, que l'on peut approuver ou rejeter, mais dont l'impact social est indéniable.

L'étude du phénomène de sorcellerie sous l'angle juridique et judiciaire, met en exergue la complexité de la cohabitation de logiques antinomiques, elle montre les limites du mimétisme de l'institution judiciaire à l'occidentale[510].

La sorcellerie relève de l'invisible, de l'immatériel, du surnaturel, elle est donc difficilement perceptible. Rapidement, peut être, elle est qualifiée « d'incertaine », mais surtout elle est très

---

[509] TRINCAZ J., *Colonisations et religions en Afrique noire. L'exemple de Ziguinchor*, Paris, L'Harmattan, C.N.R.S., 1981, pp. 181 et s.

[510] Il est vrai que le phénomène de la sorcellerie pourrait être étudié de manière plus approfondie sous l'angle culturel, anthropologique ou sociologique. Des études sociologiques mettent en évidence le rôle de régulateur d'ordre que joue le « système sorcellerie » dans les sociétés africaines. Selon la sociologue Jacqueline Trincaz *le maraboutage est, comme le système sorcellerie, une façon d'égaliser les rapports entre 'égaux'. Cette magie inter-personnelle « accomplit l'obscure tache de nivellement que l'on ne peut assurer au grand jour ». (…)* Voir TRINCAZ J., *Colonisations et religions en Afrique noire. L'exemple de Ziguinchor*, Paris, L'Harmattan, C.N.R.S., 1981, p 193. Elle cite Zempleni A., *L'interprétation et la thérapie traditionnelle du désordre mental chez les Wolof et les Lebou (Sénégal*), Thèse de Doctorat de 3° cycle, Université de Paris, 1968, pp 452 et 453.

éloignée de la rationalité occidentale dont relèvent les systèmes juridique et judiciaire, qui reposent sur des éléments concrets, palpables, notamment lorsqu'il s'agit du domaine des preuves.

Dans les descriptions mythiques, à part son pouvoir interne et caché, le sorcier est un homme ou une femme qu'aucun signe corporel ou psychologique observable ne distingue des autres. Il vit au milieu de tous. Ses pouvoirs surdimensionnés lui permettent d'agresser ses victimes de plusieurs manières, mais surtout il peut agir à distance et sans laisser de traces.

Dans les cas de plaintes pour sorcellerie, le mal ou le trouble dont une personne est atteinte peut très difficilement se prouver par les moyens humains.

Comment prouver la sorcellerie ? Cette question est la brèche qui laisse entrer dans l'institution judiciaire une autre forme de logique éloignée de la rationalité dite cartésienne. Cette question nous révèle aussi une autre facette du personnage du juge …africain. Elle nous révèle un personnage différent de celui que nous avions présenté comme un être tout puissant dans son palais…de justice, autoritaire, du haut de son estrade, face à des justiciable intimidés par des rituels et des procédures qui les dépassent. Nous découvrons un nouveau personnage, nous voyons, l'individu maillon d'une chaîne, l'être humain. Devant un sorcier redoutable, le juge perçoit la sorcellerie comme une menace bien réelle.

Il nous a été rapporté que certains juges décontenancés procédaient à des renvois de l'affaire, pour ne pas avoir à prononcer de sentence, laissant ainsi le soin de cette tâche difficile et dangereuse à celui (ou celle) qui le remplacerait suite à une mutation très attendue. L'objectif du renvoi est de ne pas avoir à se substituer aux « initiés », qualifiés aussi de « *tradi-praticiens* », seuls susceptibles de dénoncer un sorcier, d'expulser le mal et de rendre sa pureté à la victime.

Au-delà de cette attitude qui illustre plus la complexité d'un système que l'abandon d'une responsabilité, il convient de s'intéresser au moment où le juge effectue la réadaptation. Le moment crucial correspond à celui où il faut rapporter la preuve de la sorcellerie.

Celle réadaptation consiste en la fusion de deux moyens de preuves obéissant à des logiques différentes. Tout en recourant à l'aveu et à l'expertise, moyens recevables dans les systèmes judiciaires étatiques, le juge fait appel aux connaissances éclairées du « *tradi-praticien* » pour obtenir la confession du sorcier. Ainsi le juge ne viole aucune des deux procédures, ni celle du tribunal étatique, ni celle des initiés en sorcellerie. Très subtilement, il se met à l'abri des foudres des âmes des ténèbres et à l'abri d'un vice de procédure ou d'une décision

arbitraire[511]. Mais par-dessus tout, il tente d'agencer l'organisation de la vie quotidienne, grâce à une certaine marge de manœuvre qu'il s'accorde en dehors du cadre pré-établi par le législateur. Dés lors, comme le souligne Jacques Vanderlinden, les réactions de ce juge seront presque entièrement conditionnées par son propre degré d'acculturation[512].

Nous percevons les réadaptations comme révélateurs de ce que Michel Alliot entend par « *produit hybride* » lorsqu'il parle du phénomène d'acculturation[513].

Conclusion

Au terme de cette rubrique, *Tentative d'encadrement par une figure importée*, dans lequel nous avons analysé les tentatives menées par la classe dirigeante camerounaise pour encadrer les pluralités identifiées précédemment, il se dégage l'échec des actions d'unification provenant du « haut » en sous estimant l'implication des « acteurs individus ordinaires ». Cet échec correspond à l'échec d'une acculturation passive ou encore « déculturation ». Nous entendons par là l'acculturation « *comme adaptation à une culture juridique considérée comme supérieure ou imposant ses régulations* »[514].

Cette acculturation passive est la solution que la classe dirigeante camerounaise propose au problème de la conciliation des différents ordonnancements juridiques qui caractérisent les sociétés multiculturelles.

Ce faisant, la problématique de la conciliation des ordonnancements et corrélativement celle de l'acculturation active ou alors enculturation (ou encore endoculturation), se retrouvent effacées par la problématique de transferts de droit.

Celle-ci suppose « *une adoption pure et simple d'un droit dit moderne ou un syncrétisme limité qui sera dénommé le 'droit du développement'* »[515].

[511] Il faut cependant relever la réserve émise par certains auteurs sur les circonstances dans lesquelles l'aveu est obtenu, voir notamment MOUNYOL à MBOUSSI, *Sorcellerie en justice…*, 2002, *op.cit.* pp. 55-60. Cet auteur suggère de retirer l'article 251 du code pénal et de changer la qualification des faits. A notre sens, cela revient à contourner le fond du problème qui est celui de la gestion de la pluralité des ordonnancements.
[512] VANDERLINDEN J., «Le juge et la coutume…, 1990, *art.cit.* pp. 231-239.
[513] ALLIOT M., « L'acculturation juridique »…, 1968, *art.cit.* pp. 1180-1247, (p. 1181).
[514] *Cahiers d'anthropologie du droit 2006*, Le droit en action, LAJP, Paris, Karthala, 2006, Editorial, p. 13.
[515] LE ROY E, « Acculturation juridique », *Dictionnaire des droits de l'homme*, Paris, Dalloz, à paraître.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

En conclusion de cette première partie, il apparaît que le problème de la conciliation et celui de l'acculturation active ne trouvent pas de solution prédéfinie à partir d'un « coût de crayon législatif » unilatéral au nom d'une institution exogène, émanant de l'ordre juridique étatique. Pourtant, cela ne signifie ni le rejet, ni la négation de cet ordre juridique, dans la mesure où le droit étatique est une réalité et fait partie de la réalité du Cameroun contemporain. Le droit étatique contribue à la complexité de cette société camerounaise, à sa « plus value » normative. Il apparaît que l'institution étatique fait maintenant incontestablement partie de l'univers normatif des justiciables camerounais. Cependant elle ne doit pas cacher l'univers normatif des sociétés multiculturelles. L'espace normatif de ces sociétés semble être le point de rencontre de « toutes sortes » de diversité, comme pour mieux conjurer toute velléité d'uniformisation. L'univers normatif du justiciable camerounais est constitué d'une pluralité d'ordonnancements juridiques. Plus qu'une cohabitation, il semble qu'il s'agisse d'une juxtaposition, qui n'est pas encore à ce stade une transposition, bien que l'on perçoive quelques infiltrations au travers de certaines actions menées par les acteurs.

Au-delà des conséquences de ce constat, notamment sur la nécessité de théoriser la pluralité qui s'en dégage, nous avons voulu montrer l'impossibilité pour une seule autorités de contrôler totalement « l'espace » de la production de droit.

Que ce soit par les instances étatiques exogènes, ou par les instances traditionnelles endogènes, cette impossibilité de contrôle total paraît structurelle. Ces instances font partie d'un tout : la *Structure*[516], mais ne sont pas le tout. Chacune de ces instances cherche à maintenir une place, à se maintenir en place. Le pouvoir effectif ne semble pas être là où on l'attend, concentré dans l'une des instances (traditionnelle ou moderne). Il se trouve chez chaque acteur dans son registre (acteur individus ordinaire ou officiel)

Nous arrivons au terme de cette première partie au constat selon lequel tant les instances modernes que les instances traditionnelles sont débordées par la pluralité. Cependant ce dépassement n'est synonyme ni de vide ni de chaos. L'explication que nous en donnons

[516] Entendu dans le sens donné par Pierre Legendre.

relève du principe de « dissociation » développé par Pierre Legendre. Ce principe consiste à introduire une dissociation fondamentale entre l'instance, qui exerce « le pouvoir de référer » au discours de la *Référence fondatrice*, et le discours en lui-même. Cette dissociation a l'avantage de mettre en exergue un « entre-deux, » à partir duquel émergent de nouvelles Références qui, soit occupent la place du vide, soit empêchent le chaos.

S'il apparaît que ni les instances exogènes, ni les instances endogènes n'occupent entièrement l'espace qui assure la régulation juridique de la « mêlée normative », la question de savoir comment cette régulation est assurée ou gérée reste en suspens.

Pour appréhender au mieux cette question, il convient tout d'abord de dépasser l'antagonisme entre uniformité (quel que soit le modèle, traditionnel ou moderne) et pluralité. Précisons d'emblé, à la suite de Norbert Rouland[517] et d'Etienne Le Roy[518], que la pluralité opposée à l'uniformité ou à l'unitarisme, n'est pas le fossoyeur de l'unité. Unité qui peut se retrouver à travers la S*tructure* susceptible « d'assembler » la pluralité.

L'interrogation sur les possibilités et les conditions de ce dépassement, grâce à des outils théoriques de compréhension de la pluralité, fera l'objet de la suite de notre réflexion dans une deuxième partie.

[517] ROULAND N., *Aux confins du droit. Anthropologie juridique de la modernité*, Paris, Odile Jacob, 1991, p. 165.
[518] LE ROY É., « L'hypothèse de multijuridisme dans un contexte de sortie de modernité », in Lajoie A., Macdonald R.A., Janda R. et Rocher G. (Dir.), *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, Montréal/Bruxelles, Thémis/Bruylant, 1998, pp. 29-43, (p. 37).

DEUXIÈME PARTIE : LA PLURALITÉ DE « RÉFÉRENCES » ET LES MODES DE COMPRÉHENSION DE LA « MÊLÉE NORMATIVE »

La prise de conscience de la pluralité des « Références », notamment dans les sociétés multiculturelles, nous semble indissociable avec l'idée de complexité du mécanisme de régulation juridique dans ces sociétés. Si la pluralité n'implique pas inéluctablement l'idée de désorganisation, elle est associée à la complexité de l'organisation de type socio juridique.

A la lecture du *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, la complexité est « [l]*'état d'un ensemble diversifié qui défie les possibilités de compréhension ou de gestion par la multiplicité et la variété de ses éléments constituants et de leurs interrelations* »[519].

Nous nous efforcerons dans cette partie de relever le double défie de la complexité en tentant de comprendre et d'expliquer les mécanismes de régulation juridique de la « mêlée normative » - cet ensemble diversifié - lorsque les instances (exogènes ou endogènes) qui en ont la charge sont dépassées par la multiplicité et la variété.

Dans un premier temps nous nous efforcerons de comprendre qui occupe la place de « l'entre-deux » dégagée de la conclusion de nos précédents développements et surtout qui tient le rôle du « tiers », disons du conciliateur de la pluralité. Nous nous efforcerons d'apporter des réponses à partir des théories du pluralisme juridique. La théorisation de la pluralité nous mènera de la pluralité au pluralisme. Dans un deuxième temps nous nous intéresserons aux conditions nécessaires pour la « gestion » ou plutôt la « régulation » de normes non seulement

[519] HOUGH J.C., « Complexité », in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp.82-85, (p. 82).

multiples et variées mais surtout en interrelation. Autrement dit, nous nous intéresserons aux principes d'équilibre ou disons de conciliation de la pluralité.

TITRE 1 : PASSAGE DU PLURIEL AU PLURALISME

En suggérant que le pluralisme n'est pas simplement une addition et surtout que le pluralisme est une rupture avec l'idée de complétude, dans le sens où tout n'est pas connu par avance, ce passage du pluriel au pluralisme donne la mesure de la complexité du mécanisme de régulation juridique dans les sociétés multiculturelles.

« *La pluralité réfère à des objets, des concepts, alors que le pluralisme n'est pas d'ordre objectif. Il ne dit rien directement des objets. ….] Il est précisément la reconnaissance que le monde dans lequel nous vivons n'est pas seulement un monde d'objets et de concepts, mais aussi de sujets, et que les sujets ne sauraient être réduits à des objets, encore moins à des concepts sans cesser d'être des sujets. Le pluralisme apparaît lorsqu'on découvre la personne, à savoir que tout est personnel c'est-à-dire un noeud dans un filet de relations; qu'il n'y a aucune chose en soi, rien qui ne soit isolé, que chaque être existe dans la mesure où il participe au tout et où il permet au tout de se constituer, de s'exprimer à travers lui. […] Le pluralisme est certes basé sur la perception de la pluralité, mais il inclut aussi une conviction que quelque soit le degré de réalité que nos idées puissent avoir, elles ne sont pas toute la réalité. […] Le pluralisme apparaît lorsque la pluralité devient un problème non seulement intellectuel mais existentiel, quand la contradiction devient aiguë et la coexistence impossible, quand on découvre l'irréductibilité ultime de nos différences, l'unicité totale de chaque être* »[520].

La prise en compte de l'implication de l'individu, disons « l'acteur individu » est un facteur de complexification.

Toute tentative de compréhension de la « mêlée normative », associée au pluralisme, commence par un préalable qui semble indispensable : l'abandon de la théorie moderne du droit, selon laquelle le droit est exclusivement l'émanation de l'Etat.

[520] VACHON R., « Le mythe émergent du pluralisme et de l'interculturalisme de la réalité », Conférence donnée au séminaire I *Pluralisme et Société, Discours alternatifs à la culture dominante*, organisé par l'Institut Interculturel de Montréal, le 15 février 1997. Consultable sur **www.dhdi.org**. Nous adoptons cette perspective, sous réserve de notre choix du terme « acteur » à la place de celui de « personne ».

L'idéologie de la modernité prône le monopole de l'Etat pour la production de la normativité en se fondant sur trois axes essentiels : le centralisme, le monisme et le positivisme, selon lesquels respectivement : 1) « *le droit est uniquement rattaché à l'Etat politique* », 2) il ne peut y avoir qu'un seul ordre juridique correspondant à un seul espace géographique : le territoire, 3) « *le droit* [est] *toujours le produit d'une activité explicite des institutions telles que les législatures* »[521]. En effet au vue des ces trois axes, il n'y a pas de place pour d'autres formes de normativités, qui ne soient explicitement reconnues et/ou dépendantes de l'ordre étatique.

Bien qu'elle soit souvent présentée par la plupart des juristes et des théoriciens du droit comme une vérité première, l'idée selon laquelle l'Etat serait la source unique du droit laisse pourtant perplexe, dans la mesure où la complexité de la vie sociale semble être méconnue[522].

Afin de relativiser le caractère totalisant et exclusif de la conception unitaire du droit, nous nous appuierons ici sur les thèses qui prônent le « pluralisme juridique ».

Le pluralisme juridique sera pour nous un « outil » privilégié de réflexion dans la mesure où il nous interpelle sur « (…) *la dénonciation de l'étatisation de la position du droit dans la doctrine juridique traditionnelle* »[523].

En dehors de leur critique commune du monopole étatique de la production du droit, les tenants du pluralisme juridique se caractérisent par leur extrême diversité, au point de parler « des pluralismes juridiques » Dans un premier temps, nous nous efforcerons d'évaluer le degré de distance que ces différentes théories prennent avec la théorie dite dominante, notamment en Europe. Une telle dénonciation du monopole de l'ordre juridique étatique nous permettra de le « *re-centrer parmi les autres techniques de montages inventés par l'humanité*

[521] MACDONALD R. A., « L'hypothèse du pluralisme juridique dans les sociétés démocratiques avancées », *Revue de Droit*, Université de Sherbrooke, Québec, vol. 33 ; n° 1-2, 2002/2003, pp. 134-151, (p. 139). L'auteur insiste sur le fait que le monisme, le centralisme et le positivisme ne sont que des hypothèses. Selon lui, ni l'une ni l'autre de ces trois caractéristiques, présumées fondamentales, n'est un fait social qui se rapporte à une réalité empirique. Cette idée est exprimée également dans un autre article de l'auteur « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées. L'hypothèse du pluralisme pour penser le droit », in Younes C. et Le Roy E. (Dir.), *Médiation et diversité culturelle. Pour quelle société ?*, Paris, Karthala, 2002, pp. 21-38, (p. 25).

[522] Nous nous associons ici à Hugues Moutouh lorsqu'il émet des réserves sur la présentation unitaire des sources du droit dans son article, « Pluralisme juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1158-1162, (p. 1158). Ses réserves font écho au *« doute 'créateur' que partagent les anthropologues à l'égard du monopole de l'Etat sur le Droit»* dont parle Etienne Le Roy dans son éditorial des *Cahiers d'anthropologie du droit 2003* sur « Les pluralismes juridiques », LE ROY E., « Le pluralisme juridique aujourd'hui ou l'enjeu de la juridicité », Editorial, *Cahiers d'anthropologie du droit 2003*, Les pluralismes juridiques, Paris, Karthala, 2003, p. 15.

[523] MOUTOUH H., « Pluralisme juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1158-1162, (p. 1159).

pour survivre, et partant de là, […d'être en mesure de le] *contourner, afin d'apercevoir les autres fondations dont elle nous barre la vue »*[524] (chapitre 1).

Dans un deuxième temps, après la prise de distance avec le centralisme étatique, nous nous intéresserons donc à la prise de distance avec le « *logocentrisme »* de l'ordre juridique étatique[525]. Tout en établissant notre grille de lecture, nous nous interrogerons sur les limites des théories du pluralisme juridique en tant qu'outil de lecture des faits sociaux « multi et inter culturel », en vue de la recherche de l'approche la moins ethnocentriste possible du droit (Chapitre 2).

Chapitre 1 : Les pluralismes juridiques

L'intitulé de chapitre dont l'objectif est de relever la multiplicité des thèses pluralistes est inspiré des *Cahiers d'anthropologie du droit* 2003 sur « Les pluralismes juridiques »*[526]*.

Avant d'aborder la diversité sur le plan substantiel, relevons d'abord celle qui apparaît en aval à propos de la multiplicité des dénominations qui se rapportent à la nature de la théorie du pluralisme juridique. Dans un même article, un auteur entend le pluralisme juridique comme un « courant doctrinal », comme un « phénomène »[527]. D'autres auteurs le désignent comme un fait[528], comme une « expression générique »[529], comme « un ensemble de prises de positions théoriques ou sociologiques sur le droit »[530], comme « une hypothèse »[531]. C'est

[524] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique en Occident*, Paris, Fayard, 1999, p. 111.
[525] Nous empruntons le terme *« logocentrisme »*, construit à partir du mot grec *logos* (cadre logique), à l'auteur Canadien Robert Vachon, « Le mythe émergent du pluralisme…,1997, *art.cit.*
[526] *Cahiers d'anthropologie du droit 2003*, Les pluralismes juridiques, LAJP, Paris, Karthala, 2003. « *On y découvre la fertilité d'une approche, le pluralisme, sur une diversité de terrains et en fonction de riches personnalités », p. 15.*
[527] ROULAND N., « Pluralisme juridique (Théorie anthropologique) », *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, ARNAUD A-J. (Dir.), Paris, LGDJ, 1993, p. 449 pour le premier et p. 450 pour le 2ème terme.
[528] Jacques VANDERLINDEN, Jean Guy Belley, voir AFAD, à paraître, *Anthropologies et Droits, un état des savoirs*, voir article de VANDERLINDEN J., « Les pluralismes juridiques ».
[529] ADONON A., *Voies* tzotzil *de prise en charge des différends. Une anthropologie du Droit au Mexique*, Thèse, Paris, 2006, p. 242.
[530] MORET-BAILLY J., «Des pluralismes juridiques », *Droits, Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, n° 35, Ordre juridique ?/2, Paris, PUF, 2002, pp. 195-206, (p. 196).

cette dernière qualification que nous privilégierons pour la suite de nos développements, nous en expliquant dans la suite de nos propos.

La pluralité de qualifications que cette liste, non exhaustive, évoque, nous amène à constater que « *'les pluralismes juridiques' sont multiples dans le pluralisme juridique– aussi nombreux peut-être que les personnes qui s'y intéressent.* »[532].

La diversité « du pluralisme juridique » peut s'expliquer, en premier lieu, par la variété de formation scientifique des tenants du pluralisme juridique, qui peuvent être des philosophes du droit, des juristes sociologues, des sociologues du droit non juristes ou encore des anthropologues juristes ou non juristes, et aussi des juristes positivistes. En second lieu, cette diversité peut s'expliquer, par la disparité des objets d'études, allant des sociétés non occidentales (autrefois dénommées « primitives », et de nos jours parfois appelées « traditionnelles) aux sociétés occidentales (caractérisées de « modernes »), ou encore à l'étude des deux types de sociétés en même temps. A cette diversité du champ de recherche, viennent s'ajouter les préoccupations du moment qui influencent l'orientation de la réflexion.

En effet le concept actuel du pluralisme juridique ne s'est pas développé dans un esprit de continuité avec ces racines historiques, mais dans un contexte de confrontation et de rupture avec les idées dominantes de chaque époque, par exemple: lutte contre le libéralisme et l'individualisme juridique au début du 20ème siècle (Santi Romano, Ehrlich, Gurvitch, Duguit, Hauriou), lutte contre l'Etat colonial avant et après la Seconde Guerre mondiale (Furnivall), réhabilitation des sociétés autochtones (Llewellyn et Hoebel).

Compte tenu de la diversité des approches possibles du pluralisme juridique, nous sommes amenée à délimiter notre champ de prospection.

Notre terrain d'observation étant la société peule de Maroua au Nord-Cameroun, nous nous plaçons dans une société non occidentale. Cependant, l'époque contemporaine dans laquelle se situe notre étude nous amène à nous re-positionner : il s'agit d'une « société occidentalisée », concept qui évoque un champ de recherche distinct de ceux que nous avons évoqués ci-dessus (société occidentale ou non occidentale). Et pour finir, compte tenu de notre domaine, l'anthropologie du Droit, nous nous intéresserons à la perspective anthropologique du pluralisme juridique.

---

[531] MACDONALD R. A., « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques…, 2002, *art.cit.* pp. 21-38, (p. 25) ; MACDONALD R. A., « L'hypothèse du pluralisme…, 2002/2003, *art.cit.* pp. 134-151, (p. 137).

[532] EBERHARD C., « Penser le pluralisme juridique de manière pluraliste. Défi pour une théorie interculturelle du droit », *Cahiers d'anthropologie du droit 2003*, pp. 51-64, (p. 51).

Malgré la diversité des protagonistes de la théorie anthropologique du pluralisme juridique et des thématiques abordées dans leurs publications, il est possible de dégager certaines convergences que nous aborderons à travers les deux principales perspectives du pluralisme juridique identifiées par certains auteurs

Dans une première section nous aborderons la perspective classique du pluralisme juridique. La deuxième section sera consacrée à la perspective critique ou radicale du pluralisme juridique.

Bien que cette classification ne prenne pas en compte l'ensembles des protagonistes des pluralismes juridiques[533], nous décidons cependant de la maintenir puisqu'elle permettra de mettre en exergue ce qui distingue le pluralisme radical, que nous privilégions comme grille de lecture, des autres formes de pluralisme juridique.

Section 1 : La perspective classique du pluralisme juridique

C'est principalement la sociologie juridique qui a posé les fondements théoriques du pluralisme juridique à travers les travaux de ceux qui apparaissent comme les « pères fondateurs » [534].

Santi Romano, dont l'œuvre maîtresse a été publiée en 1917 et 1918, postulait la réalité sociologique de l'existence d'une pluralité d'ordres juridiques au sein des Etats modernes. Se référant au concept d'« institution », ce juriste italien établit la pertinence respective de deux approches distinctes du pluralisme juridique : chaque ordre juridique – constitué ou non de normes – peut être analysé soit isolément, en soi et pour soi, soit relativement à un autre ordre juridique avec lequel il entretient des rapports de droit[535].

---

[533] Nous tenterons néanmoins de rendre compte de certaines contributions des précurseurs qui ont été reconnus comme les plus importants.

[534] Pour une étude plus détaillé de l'émergence et de l'acquis en matière de pluralisme juridique, voir ROULAND N., *Anthropologie juridique*, Paris, PUF, coll. Droit fondamental, 1988, notamment les pages 74-119; du même auteur « Pluralisme juridique…, 1993, *art.cit.* pp. 449-450 ; MOUTOUH H., « Pluralisme juridique »…, 2003, *art.cit.* pp. 1158-1162 ; BELLEY J.-G., « Pluralisme juridique», in Arnaud A.-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp. 446-449 ; LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*, thèse, droit, Institut de droit comparé, Université McGill, Montréal, reproduit en fac-simile, Ann Arbor, UMI Dissertation service, 2002, pp. 54-75.

[535] Tout au long de ce chapitre, nous choisissons de concerver le concept « ordre juridique » dans la mesure où la majorité des auteurs que nous citons l'emploient. Cependant, il convient de souligner que nous entendons ce

Eugen Ehrlich, contribue à partir des années 1912 à une conception pluraliste du droit par sa théorie du « droit vivant ». Selon la théorie élaborée par ce sociologue de droit allemand, le centre de gravité de l'évolution du droit ne se trouve ni dans la législation, ni dans la science juridique, ni dans la décision judiciaire, mais dans la société elle-même.

Georges Gurvitch, en se référant au concept de « droit social » (1940) poursuit dans la voie tracée par Ehrlich. Il peut apparaître comme le plus radical de ces précurseurs du pluralisme juridique dans la mesure où il n'accorde presque aucun intérêt aux règles d'origine étatique. Pour ce sociologue de droit français[536], le droit s'exprime fondamentalement par une « expérience spontanée et intuitive du sentiment de justice ». La formalisation du droit, en particulier à travers l'appareil étatique, n'en serait donc qu'une manifestation secondaire.

Une voie semblait ouverte : celle qui menait à la reconnaissance de divers ordres juridiques sur le même espace et, par conséquent, celle qui menait à la rupture avec la vision unitaire du droit qui méconnaissait la réalité de la vie sociale. Plusieurs auteurs, empruntant cette voie, ont formulé des hypothèses du pluralisme juridique (§1), sans pour autant aboutir à la désacralisation du droit étatique (§2).

§1 : Les hypothèses du pluralisme juridique classique

Les auteurs qui se disent critiques ou radicaux identifient le pluralisme juridique classique comme l'une des étapes de la théorie du pluralisme juridique[537]. Ils situent cette première étape de l'émergence du concept jusqu'aux années quatre-vingt-dix, et la regroupent en deux périodes.

En anthropologie juridique, l'émergence de ce concept est liée à l'analyse de situation de type colonial. Norbert Rouland explique que cette focalisation sur les sociétés colonisées pouvait se fonder sur deux raisons :

- historique, le développement de l'anthropologie a été lié à celui de la colonisation ;
- conceptuel, il était dans un premier stade plus aisé de constater la pluralité des droits dans des ensembles caractérisés par la forte hétérogénéité des cultures mises en présence[538].

---

concept dans son sens anthropologique, tel que nous l'avons souligné dans la première partie de notre travail. *Supra*, p. 37.

[536] D'origine Russe, il a été naturalisé français en 1928.

[537] Nous nous appuierons essentiellement sur les contributions de Roderick Macdonald et de Sébastien Lebel Grenier et également sur celles de Jacques Vanderlinden livrant sa deuxième approche du pluralisme juridique.

[538] ROULAND N., « Pluralisme juridique…, 1993, *art.cit.* pp. 449.

Les véritables fondateurs du pluralisme juridique en anthropologie sont les auteurs de l'école hollandaise du droit coutumier (Adat Law School), dirigée par Van Vollenhoven au début du siècle dernier (1901). En analysant le droit des populations autochtones d'Indonésie colonisées par la Hollande, ils défendaient des valeurs de libertés dans des sociétés dites « primitives ».

Progressivement, le cadre de l'ordre colonial est dépassé pour investir celui des Etats indépendants et des sociétés occidentales. Au cours des années soixante, les théoriciens postulent l'universalisme du pluralisme juridique. Ils recherchent également une légitimité pour la discipline (notamment, M.G. Smith, L. Pospisil, S. Falk Moore). Les années quatre-vingt/quatre-vingt-dix sont marquées par l'organisation de la discipline autour de la reconnaissance d'un « véritable » pluralisme (notamment, Gilissen, J. Griffiths, J.-G. Belley, N. Rouland).

Les différentes hypothèses du pluralisme juridique classique pouvaient être classifiés essentiellement en deux périodes, la première, qualifié de « *faux pluralisme »*[539], s'achevait au début des années quatre vingt. La seconde caractérisée par le dépassement du faux pluralisme, marquait l'avènement d'une nouvelle perspective du pluralisme juridique qui se veut plus radicale par rapport à l'autonomie de la production des normativités, nous y reviendrons.

A - La première période : le faux pluralisme

L'apport capital de cette première période est la découverte empirique de l'existence inattendue d'une normativité alternative au sein des sociétés occidentales. Cette avancée est due au caractère fondamental du changement d'orientation des recherches. Autrefois axées sur les sociétés coloniales ou primitives, les regards se sont orientés vers les sociétés occidentales.

Les études, visant à démontrer l'existence d'exemples de pluralisme juridique dans la société moderne, reposaient sur deux présupposés :

- une définition ouverte du droit qui, *a priori*, postulait la possibilité des normativités alternatives ;
- ces normativités se situaient à la marge du droit étatique, les rapports exacts entre eux n'étaient pas définis à cette époque (avant les années quatre-vingt).

[539] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical…*, 2002, *op.cit.* (p. 56).

La qualification de « faux pluralisme » repose essentiellement sur ce dernier postulat. La majorité des études portaient sur des phénomènes considérés comme marginaux, comme subordonnés au droit étatique ou alors comme résiduels. Les phénomènes marginaux étudiés ont souvent concerné les règles internes à des groupes criminels organisés, comme par exemple les associations de malfaiteurs avec le « code d'honneur des *maffiosi* », ou les règles spécifiques au milieu carcéral. Quant aux normativités subordonnées ou résiduelles, elles ont été surtout étudiées au cours des expériences visant, par exemple, les modes dits « alternatifs de règlement des conflits » et les phénomènes de « justice populaire ».

Essentiellement focalisée sur la démonstration factuelle de l'exemple de pluralisme juridique dans les sociétés modernes, la majorité de ces études n'arrive pas à dépasser la position de monopole revendiquée par le droit étatique.

« *Le faux pluralisme est caractérisé par la reconnaissance d'une pluralité de normativités alternatives tempérée par leur subordination au droit étatique ou par la marginalisation de leur importance* »[540].

La deuxième période du pluralisme juridique classique est marquée par une plus grande recherche d'autonomie par rapport à la norme étatique.

B - La deuxième période : dépassement du faux pluralisme

Cette volonté de dépasser ce qui est caractérisé comme un faux pluralisme, « *un pluralisme de façade, une caricature de pluralisme* »[541], s'annonce clairement dans la prise de position axiologique qui marque l'article fondateur de John Griffiths : *What is Legal Pluralism*[542]. Bien que la publication officielle de ce texte ne se fait qu'en 1986, le contenu avait été présenté en juin 1981 au congrès de la *Law and Society Association*. John Griffiths ne fût pas le premier à proposer une tentative de définition du pluralisme juridique en tant que discipline, mais il a donné par le ton volontairement polémiste et engagé de son article une impulsion au mouvement.

L'ensemble des propositions de cet auteur tend à relativiser, toujours plus, le rôle du droit étatique, par contraste avec l'attitude dominante des juristes positivistes. Il fait observer qu'il existe deux types de pluralisme, dont seul le second est authentique : celui autorisé par l'Etat, et celui qui « échappe » à son contrôle. Dans ce premier type, que nous avons identifié

[540] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*…, 2002, *op.cit.* p. 56.
[541] Expressions de John Griffiths citée par Norbert Rouland, *Anthropologie juridique*…, 1988, *op.cit.* p. 89.
[542] GRIFFITHS J., « What is Legal Pluralism ? », *Journal of Legal Pluralism*, 24, 1986, pp. 1-55, cité par Norbert Rouland.

comme la première étapes du pluralisme juridique classique, l'Etat reste le maître du jeu : c'est lui qui fixe le partage des compétences entre lui-même et les entités auxquelles il reconnaît une autonomie, et selon des critères qui lui sont propres. L'ordre colonial a été aussi un grand producteur de cette forme de pluralisme de « *façade* ». Le colonisateur avait le dernier mot lorsqu'il estimait non pertinent l'un ou l'autre des mécanismes juridiques inclus dans les ordres juridiques précoloniaux dont il avait confirmé le maintien en vigueur.

Le pluralisme authentique que préconisait John Griffiths consistait à appréhender le droit étatique comme un système juridique parmi une multitude de systèmes juridiques dont aucun ne pouvait prétendre à une hégémonie sur les autres. Il refuse foncièrement au droit étatique toute catégorisation substantielle. Il est également l'un des premiers à revendiquer l'utilisation du qualificatif « juridique » et du substantif « droit » pour désigner des normativités alternatives. Le principal apport de cette deuxième période de pluralisme juridique classique a été de reconnaître que *« bien que souvent formellement distincte, la normativité étatique partage en substance une nature commune avec le normativité alternative »*[543]

Cette deuxième période marque clairement une rupture avec « *le rôle central d'arbitre final de la légitimité* »[544] que l'Etat s'est octroyé au détriment des autres lieux de normativité. Cette rupture se réalise à partir de la prise de conscience d'au moins deux éléments :

- Le premier est la distinction entre pluralisme juridique et pluralité juridique. « *La multiplicité des sources du droit n'est pas synonyme de pluralisme juridique »*[545]. Lorsque l'Etat accepte, tolère ou régularise l'existence d'une multiplicité de régimes juridiques particuliers sur lesquels il conserve la mainmise ultime, nous sommes en situation de pluralité juridique, ou en d'autres termes de « faux pluralisme juridique » ou encore de « mono-pluralisme juridique »[546]. Dans une situation de pluralité juridique, dans laquelle l'Etat conserve une position centrale, s'instaure une hiérarchisation des normes qui présuppose une instrumentalisation des autres ordres normatifs.
- Le deuxième est l'égalité entre les différentes normes.

Les auteurs de la deuxième période entendaient rompre avec la hiérarchisation dans laquelle se sont maintenus les auteurs de la première période. Par exemple Léopold Pospisil qui mettait en avant le niveau juridique dominant lorsqu'il considérait que « *la société est constituée de niveaux juridiques différents dont l'un (le dominant) entend régir les sous*

[543] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*…, 2002, *op.cit.* p. 72.
[544] *Ibidem*, p. 61.
[545] ROULAND N., « Pluralisme juridique…, 1993, *art.cit.* pp. 449-450, (p. 449).
[546] BELLEY J.-G., « Pluralisme juridique »…, 1993, *art.cit.* pp. 446-449, (p. 447).

groupes constitutifs de la société globale »[547], ou Michael Garfield Smith qui valorisait le pouvoir politique en envisageant une situation de pluralisme lorsque *« plusieurs groupes sociaux et/ou culturels coexistent à l'intérieur d'une société globale, unis par la soumission à un pouvoir politique unique, mais différenciés par des représentations et des comportements spécifiques dans les principaux secteurs de la vie sociale »*[548], ou encore lorsque l'Etat, qu'il soit colonial ou non, était explicitement mis en avant par Sally Falk Moore qui – utilisant le concept de « champ social semi-autonome » à la place de celui habituel de « sous-groupe » (systèmes et niveaux juridiques de Pospisil) - constate que *les « champs sociaux sont en général semi-autonomes par rapport à l'ordre étatique et dans l'agencement des liens par lesquels ils sont reliés »*[549].

Les auteurs de la deuxième période se démarquent de ceux de la première période par la volonté de libérer « les normes non-étatiques » de la tutelle étatique.

Cependant malgré une détermination clairement affichée par ces auteurs, l'Etat semble conserver une place encore trop centrale durant cette deuxième période.

§2 : Limites du pluralisme classique : le référent étatique

Nous venons de relever dans le paragraphe précédent les limites d'un pluralisme hiérarchisé qui découle du défaut de distinction entre pluralité et pluralisme. La deuxième période du pluralisme juridique classique ayant consisté à dépasser les insuffisances de la première période, nous évoquerons ici les difficultés qui n'ont pas été surmontées pendant la deuxième période. Ce faisant, nous couvrirons ainsi toute la période du pluralisme juridique classique.

Ces limites sont, pour l'essentiel, identifiées par les tenants du pluralisme juridique critique ou radical, c'est-à-dire ceux de la « *phase* » suivante du processus du pluralisme juridique[550].

Ces limites ne doivent pas être confondues avec les critiques qui sont exprimées notamment par les juristes positivistes dits « traditionalistes » à l'égard du pluralisme juridique en tant

[547] ROULAND N., « Pluralisme juridique…, 1993, *art.cit.* pp. 449-450, (p. 449).
[548] ROULAND N., « Pluralisme juridique…, 1993, *art.cit.* pp. 449-450, (p. 449).
[549] *Ibidem*, pp. 449-450, (p. 449).
[550] Nous empruntons le terme *« phase »* à Sébastien Lebel Grenier, *Pour un pluralisme juridique radical*, thèse, droit, Institut de droit comparé, Université McGill, Montréal, reproduit en fac-simile, Ann Arbor, UMI Dissertation service, 2002. Pour ce défenseur du pluralisme juridique radical, la théorie du pluralisme juridique a déjà traversé deux phases, et elle entre maintenant dans sa troisième phase. Il souligne aussi que cette dernière phase n'est pas l'achèvement de la théorie, p. 56. L'emploi du terme « phase » ne doit pas être associé ici à une idée d'évolutionnisme. Il évoque que la théorie est en perpétuelle reconstruction.

que théorie visant à remettre en cause les canons de la théorie juridique « dominante » et dite « dogmatique » dés lors qu'elle s'inscrit dans l'approche kelsénienne[551].

Le point de départ de tous les écueils qui n'ont pas été surmontés durant la deuxième période du pluralisme juridique classique, « *son talon d'Achille pour plusieurs, a été et demeure la définition même de son objet d'étude : qu'est ce que le droit ?* »[552].

La difficulté provient de l'approche utilisée pour définir le droit. Les auteurs du pluralisme juridique classique « *définissent généralement le droit par ce qu'il n'est pas et non par ce qu'il est* »[553]. Les trois limites que nous exposons ci-dessous se fondent sur celles qui ont été relevées par Sébastien Lebel-Grenier[554].

La première limite, disons plutôt la limite fondamentale, repose sur leur désir d'éloigner, au point de soustraire quelque fois totalement, le droit étatique de l'ensemble du phénomène juridique. Cette obstination à vouloir absolument imaginer le droit comme séparé de l'Etat en toute circonstance, y compris et notamment dans les sociétés occidentales où l'Etat constitue le pilier de l'existence du droit, va à l'encontre de la reconnaissance « *du fait que toute définition particularisée du droit est culturellement contingente* ». La nécessité de prendre en compte ce principe n'est pas spécifique au pluralisme juridique.

La seconde limite consiste à s'approprier le vocabulaire juridique étatique pour décrire une réalité qui dépasse le strict cadre dans lequel ce vocabulaire est normalement employé. Cet écueil découle de l'ambivalence entre le refus du centralisme étatique et le choix, stratégique et/ou politique de certains auteurs du pluralisme de ne pas être mis à l'écart d'un certain cercle de réflexion monopolisé par la pensée dominante.

Cet écueil se manifeste par un « dualisme » qui n'est pas, comme dit Etienne Le Roy, « *l'expression d'un pluralisme mais une forme déguisée du monisme car l'une des normes est toujours privilégiée par rapport à l'autre* »[555]. Dans l'hypothèse du pluralisme juridique classique, la norme privilégiée est celle de l'Etat. Pour caractériser la juridicité, au lieu de considérer la normativité en elle-même, les auteurs du pluralisme juridique classique « *ont déployé leur approche en allant du droit étatique vers les normativité alternatives, attribuant à ces dernières un certain mimétisme des premières* ». C'est un procédé qui enferme

[551] Nous y reviendrons dans la suite de nos propos.
[552] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*…, 2002, *op.cit.* p. 67.
[553] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*…, 2002, *op.cit.* p. 67.
[554] *Ibidem*, p. 67. Nous nous appuierons essentiellement sur les trois principaux écueils que ce défenseur de pluralisme juridique radical a identifiés. Nous reproduisons ses citations en italique (pp. 62-80).
[555] LE ROY E., « Le pluralisme juridique aujourd'hui ou l'enjeu de la juridicité », Editorial, *Cahiers d'anthropologie du droit 2003*, Les pluralismes juridiques, Paris, Karthala, p. 10.

rapidement dans le piège de l'utilisation statique des *« paires antagonistes »*[556], et induit à sous-estimer toutes normativités non associées à la normativité étatique. C'est le résultat d'une approche statique révélatrice du principe de l'englobement du contraire[557].

Bien qu'elle s'exprime de manière implicite durant la seconde période du pluralisme juridique classique, la hiérarchisation des normes qui a été reprochée aux auteurs de la première période du pluralisme juridique classique, est identifiable dans l'approche utilisée pour caractériser la juridicité. La norme étatique, considérée comme le « modèle », est, de ce fait, supérieure aux autres.

La troisième limite découle, selon Sébastien Lebel-Grenier, du fait que les conclusions des théoriciens du pluralisme juridique classique visent à l'amélioration du droit étatique. *« Ces conclusions visaient généralement à assurer une plus grande efficacité pour la normativité étatique afin que les politiques qu'elle désire mettre en place se traduisent plus directement dans la réalité sociale. L'affirmation de la normativité alternative cautionnerait ainsi une consolidation de la normativité étatique ».* A notre sens, cette troisième limite semble être une manifestation de la seconde. Par ailleurs nous ne partageons pas l'interprétation qu'en fait Sébastien Lebel-Grenier, notamment lorsqu'il affirme que « *toute intervention visant l'amélioration générale du droit étatique ne saurait que renforcer la prédominance et même la légitimité de la conception instrumentale de l'intervention normative* ». Sa critique semble plutôt aller à l'encontre de l'une des exigence de la démarche anthropologique : l'exigence de comparaison, celle qui consiste à avoir comme point de départ un modèle commun pour voir ensuite comment chaque élément à comparer s'y rapporte. L'objectif de cette démarche est d'amener à ne négliger aucun modèle (y compris le modèle étatique), et l'un de ces effets peut être l'amélioration des modèles (y compris le modèle étatique).C'est le procédé qui consiste à porter son regard autre part pour l'enrichir et voir différemment et éventuellement améliorer

[556] Roderick Macdonal cite quelques couples antagonistes : droit/société ; droit officiel/droit non officiel ; droit écrit/droit non écrit ; droit formel/droit informel ; réglementé/spontané. MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes, Hypothèses sur l'émergence des normes, l'internormativité et le désordre à travers une typologie des institutions normatives », in Belley J-G. (Dir.), *Le droit soluble. Contributions québécoises à l'étude de l'internormativité*, Paris, LGDJ, coll. Droit et société, 1996, pp. 233-272, (p. 241).

[557] DUMONT L., *Essais sur l'individualisme, une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, coll. Esprit, 1983, pp. 119et s. Rappelons que ce principe consiste tout d'abord à poser un cadre englobant, qui est un référent commun et ensuite à introduire à l'intérieur de ce cadre un principe discriminant qui consiste à penser l'autre comme le contraire de soi. Un soi qui représente la supériorité de la culture juridique occidentale.

ce qui nous semble familier : Norbert Rouland le nomme la « *pédagogie du détour* »[558] et Michel Alliot parle de «*miroir noir* »[559].

Certes, la bonne conduite de cette démarche dépend de la prise en compte de certaines conditions, au risque de tomber dans les travers que dénonce Sébastien Lebel-Grenier[560].

Il ressort d'une manière générale, que le pluralisme juridique classique, y compris durant la deuxième période n'aboutit pas à la « désacralisation » du droit étatique. Le pluralisme juridique classique qui apparaît comme l'une des phases du long processus du pluralisme juridique est caractérisé par son inféodation aux présupposées d'une vision restrictive du droit, ou *périmée* comme l'affirment certains auteurs[561]. C'est la nécessité de dépasser les insuffisances ou les incohérences du pluralisme juridique caractérisé de « classique », « consensuel» « faible » ou « soft » qui justifie l'avènement d'un pluralisme juridique caractérisé de « fort », « hard », « critique » ou « radical ».

Il est important de retenir que la deuxième grande tendance du pluralisme juridique qui commence après les années quatre vingt/quatre-vingt-dix, constitue un prolongement des avancées qui ont marquées les périodes du pluralisme juridique classique.

Au-delà du dépassement des limites, les auteurs de la deuxième tendance du pluralisme juridique viennent, non pas parachever, mais plutôt compléter ou améliorer, les apports, avancées et ouvertures impulsés par les auteurs de la première tendance[562].

La principale avancée a consisté à « bousculer » la conception positiviste selon laquelle le pluralisme juridique est impensable « dogmatiquement »[563].

En résumé les principaux apports ont été :

- la découverte empirique de l'existence d'une normativité alternative, qui n'était que supposée, au sein des sociétés occidentales ;
- la distinction entre pluralisme juridique et pluralité juridique ;

[558] ROULAND N., « Penser le Droit », *Droits, revue française de théorie juridique*, n° 10, 1989, p. 77-79, p. 77.
[559] ALLIOT M., «Le miroir noir. Images réfléchies de l'Etat et du droit français », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.105-111, édition antérieure : Bulletin de liaison du LAJP, 1980.
[560] Nous reviendrons sur ces conditions dans la suite de nos propos.
[561] Notamment les tenants du pluralisme juridique critique ou radical.
[562] Même les tenants du pluralisme radical se refusent d'affirmer que cette deuxième tendance est la phase d'achèvement de la théorie du pluralisme juridique. Selon Lebel-Grenier, les bases sont jetées, mais la théorisation demeure encore largement inachevée.
[563] Comme le dit Jean-Guy Belley, *« La notion de pluralisme juridique s'oppose au postulat dogmatique qui fait présumer l'unicité ou l'uniformité des solutions juridiques prévues et appliquées par l'Etat pour régir l'activité des justiciables »*, « Pluralisme juridique»…, 1993, *art.cit.* pp. 446-449, (p. 446).

- le dépassement de l'idée de pyramide. Ce dépassement consiste en la prise de conscience que la normativité étatique partage en substance la même nature que les normativités alternatives.

Avant d'analyser la deuxième tendance du pluralisme juridique, il convient de préciser les caractères du pluralisme juridique sur lesquels la doctrine pluraliste faisait consensus à la fin des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix, en complétant les avancés rappelées ci-dessus avec les grands traits énoncés par Norbert Rouland :

- « *Le pluralisme juridique est un phénomène universel : toute société est structurellement plurale, et pratique plusieurs systèmes de droit. Dans les sociétés étatiques, le pluralisme juridique n'est pas obligatoirement antagoniste du droit étatique : l'Etat peut tolérer ou encourager le pluralisme pour réduire les tensions sociales, ou rendre plus efficace son autorité* ». Dés lors il ne s'agira pas de pluralisme juridique, mais de modalité originale d'expression de la normativité étatique. L'essentiel est de prendre en compte la distinction entre pluralité et pluralisme juridique. « *Dans les sociétés traditionnelles, la forme minimale – et générale – de pluralisme juridique consiste dans la différence existant entre les règles régissant les rapports entres les groupes et les relations internes aux groupes (notamment au niveau des alliances matrimoniales et des rapports de l'homme à la terre)* ».
- « *La cohérence de la société globale est en général assurée, dans le cas des sociétés étatiques, par la prééminence politique et économique d'un ou plusieurs groupes sociaux. Dans les sociétés traditionnelles, elle tient plutôt à l'équilibre existant entre groupes complémentaires* »
- « *La tension entre la tendance moniste du groupe dominant, et la réalité sociétale et juridique plurale est plus ou moins importante selon les cas, ce qui conduit à analyser le pluralisme juridique en terme de variabilité de degrés. Dans les sociétés occidentales contemporaines, la tendance de l'Etat à monopoliser le droit l'incite à la diffusion d'une idéologie niant la réalité du pluralisme juridique et présentant l'uniformité du droit comme le souverain bien, alors que les sociétés traditionnelles consacrent officiellement leur pluralisme sociétal en le reconnaissant juridiquement (M. Alliot). (…)* »

- « *La cohérence de la société globale est assurée par la prééminence politique d'un des groupes, généralement conjointe à des formes de dépendance économique* » [564].

Il en découle clairement que l'Etat demeure encore un référent, non seulement central, mais surtout incontournable.

Il convient de voir maintenant comment les auteurs de la deuxième tendance du pluralisme juridique dépassent cette situation de monopole étatique qui semble « chronique ». Quelles sont les propositions pour pouvoir arrêter effectivement de *« penser le pluralisme de façon unitaire »,* pour reprendre une expression d'Etienne Le Roy[565].

Section 2 : La perspective critique ou radicale du pluralisme juridique

La critique s'adresse à l'idéologie du droit moderne et à la conception des auteurs de la première tendance du pluralisme juridique. Le pluralisme est radical en ce qu'il est résolument tourné vers les racines (*radix* en latin, qui a aussi donné « radical »), vers la nature et les principes de la normativité. Il vise en partie à rappeler la volonté du pluralisme juridique de mieux rendre compte d'une réalité que la théorie dominante occulte.

Bien que la totalité des auteurs de cette deuxième tendance du pluralisme juridique ne se revendiquent pas tous de la locution « pluralisme juridique radical », il convient de relever que la majorité entend s'inscrire dans une logique de « dépassement ».

Nous étudierons ici les propositions de dépassement du monopole étatique de la production de la normativité et la gestion des multiples phénomènes normatifs, de la « mêlée normative ».

Nous examinerons d'abord les contributions de ceux qui - soit s'affilient à la perspective radicale du pluralisme juridique, soit créent une nouvelle terminologie, mais qui partent tous du constat que le pluralisme est encore pensé de manière unitaire – font des propositions allant dans le sens d'une désacralisation de l'Etat, tout au moins dans sa fonction de production et de gestion des phénomènes normatifs. Leurs propositions impliquent une lecture plus complexe du processus de production du droit et ils sont pour une rupture effective avec le référent étatique (§1). Ensuite nous nous intéresserons aux contributions des auteurs qui, se revendiquant d'un pluralisme juridique critique ou radical, ont fait les propositions les plus

[564] ROULAND N., « Pluralisme juridique..., 1993, *art.cit.* pp. 449-450. Nous ne reprenons que quelques uns des caractères identifiés par Norbert Rouland, pour compléter les avancées que nous avons soulignées.

[565] LE ROY E., « L'hypothèse de multijuridisme dans un contexte de sortie de modernité », Lajoie A., Macdonald R.A., Janda R. et Rocher G. (Dir.), in *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, Montréal/Bruxelles, Thémis/Bruylant, 1998, pp. 29-43, (p. 31).

« avancées » du pluralisme juridique vers le déplacement du centre de gravité de la production de normativité. Nous en arrivons à une lecture plus dynamique du processus de production du droit (§2).

§1 : Pour une rupture effective avec le référent étatique

Avant de présenter ces propositions de rupture effective avec le référent étatique qui marque le début de la deuxième tendance du pluralisme juridique (B), il convient d'abord de cerner les axes de rupture à partir des propositions de définition du pluralisme juridique des années quatre-vingt-dix, identifiées comme la fin de la première tendance du pluralisme (A).

A - Synthèse définitionnelle des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix.

Afin de mieux cerner les axes de rupture avec le référent étatique, nous nous référons aux synthèses définitionnelles du pluralisme juridique proposées dans la deuxième édition du *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie de droit* en 1993[566]. Nous nous appuierons sur les deux articles complémentaires de Jean Guy Belley et de Norbert Rouland, le premier intitulé *Pluralisme juridique* et le second *Pluralisme juridique (Théorie anthropologique).*

Jean-Guy Belley définit le pluralisme comme :

« *1. En droit : a) l'existence simultanée, au sein d'un même ordre juridique, de règles de droit différentes s'appliquant à des situations identiques ; b) coexistence d'une pluralité d'ordres juridiques distincts qui établissent ou non entre eux des rapports de droit.*

2. En sociologie du droit : coexistence d'une pluralité de cadres ou systèmes de droit au sein d'une unité d'analyse sociologique donnée (société locale, nationale, mondiale) ».

Il précise ensuite que « *au sens 1.a), la notion de pluralisme juridique confine souvent à l'affirmation du caractère pluraliste du droit étatique. Elle s'oppose alors au postulat dogmatique qui fait présumer l'unicité ou l'uniformité des solutions juridiques prévues et appliquées par l'Etat pour régir l'activité des justiciables* »[567].

En anthropologie du droit, la rédaction de la définition est confiée à Norbert Rouland, pour qui le pluralisme est :

---

[566] ARNAUD A.-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, Paris, LGDJ, 2ème éd., 1993.

[567] BELLEY J.-G., « Pluralisme juridique»…, 1993, *art.cit.* pp. 446-449, (p. 446).

« *1. un courant doctrinal insistant sur le fait qu'à la pluralité des groupes sociaux, correspondent des systèmes juridiques multiples agencés suivant des rapports de collaboration, coexistence, compétition ou négation ; l'individu est un acteur du pluralisme juridique dans la mesure où il se détermine en fonction de ses appartenances multiples à ces réseaux sociaux et juridiques.* ».

« *2. Sur le plan politique, les diverses théories anthropologiques du pluralisme juridique tendent à relativiser la tendance de l'Etat à se présenter, par le relais de la pré-éminence de la loi, comme la source principale ou exclusive du droit* »

« *3. Sur le plan méthodologique, ces théories insistent sur la nécessité de rechercher les manifestations du droit ailleurs que dans les domaines où les situe la théorie classique des sources du droit* »[568]

Les deux derniers aspects de la définition (les plans politique et méthodologique), apparaissent les moins importants par rapport à notre recherche du référent étatique. Il est toutefois possible de relever à travers ces définitions que le droit étatique est implicitement valorisé.

C'est surtout le premier plan de la définition qui retiendra notre attention sur les points révélateurs du référent étatique. Dans un premier temps nous ne nous intéresserons qu'au premier alinéa de cette définition, laissant de côté celui qui évoque l'individu comme acteur.

Dans sa proposition Norbert Rouland met en évidence la relation entre la diversité des visions du monde et la pluralité des systèmes juridiques. Il relève aussi la diversité des formules selon lesquelles les systèmes juridiques s'agencent.

Cependant, à la différence de la proposition de Jean-Guy Belley, dans sa définition, Norbert Rouland ne fait aucune allusion au cadre ou au lieu du pluralisme juridique que Jean-Guy Belley définit, dans une perspective de « sociologie de droit », comme étant *« au sein d'une unité d'analyse sociologique donnée (société locale, nationale, mondiale) »*. Dans la perspective de « droit » cet auteur situe le pluralisme juridique *« au sein d'un même ordre juridique »*. Ce faisant, il reprend la définition de Jacques Vanderlinden dans sa conception de 1972[569]. Conception que Jacques Vanderlinden a lui-même déjà remis en cause depuis plusieurs années, car il y a identifié un faux pluralisme, nous reviendrons sur sa nouvelle

[568] ROULAND N., « Pluralisme juridique…, 1993, *art.cit.* pp. 449-450, (p. 449).
[569] VANDERLINDEN J. « Le pluralisme juridique, essai de synthèse », Gilissen J. (Dir.), *Le pluralisme juridique*, Bruxelles, Editions de Bruxelles, 1972, pp. 19-56.

conception dans la suite de notre propos[570]. Voyons d'abord en quoi la première version du pluralisme juridique de Jacques Vanderlinden - publiée dans la première édition du *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, dont le sens est repris dans la seconde édition - s'appuie sur le référent étatique. Le pluralisme juridique est défini par *« l'existence, au sein d'une société déterminée, de mécanismes juridiques différents s'appliquant à des situations identiques »*[571]. Selon cette première conception de pluralisme juridique - qu'il avait prudemment appelait *« hypothèse de départ »*, tout en insistant, en conclusion, sur le fait qu'elle n'était *qu'une ébauche*[572] - Jacques Vanderlinden pose le cadre, le lieu du pluralisme juridique : *« une société déterminée »*. Dans son esprit, il le dit par la suite, il s'agissait aussi bien de sociétés étatiques que lignagères ou autres, de sociétés centralisées ou acéphales, etc. Cependant, quelle que soit la désignation, il faut reconnaître avec lui, que le pluralisme juridique était enfermé dans une société déterminée[573].

Lorsqu'il s'agit de préciser ce que l'on entend par « société » pour identifier le lieu du pluralisme juridique, le référent étatique intervient.

Pour les juristes dits « dogmatiques », la société est limitée à l'un des attributs de l'Etat : le territoire. Or cette idée même de territorialité implique le contrôle étatique et est assimilée à l'ordre juridique étatique. Dans cette perspective le lieu du pluralisme juridique devient assez étroit et l'enfermement auquel nous faisions allusion ci-dessus prend un sens bien spécifique.

Il est intéressant de souligner que c'est cette définition qui a été publiée dans « *un ouvrage de référence »*[574] et surtout qui continue à faire largement autorité. On la retrouve chez plusieurs auteurs, le *Dictionnaire de la Culture juridique* fait écho sous la plume de Hugues Moutouh, qui retient la définition du pluralisme juridique comme la *« multiplicité des droits en présence à l'intérieur d'un même champs social, quand bien même l'Etat en contrôlerait le contenu et la valeur »*[575]. Alors même que depuis plus d'une décennie, de nouveaux travaux y compris ceux de son « instigateur », Jacques Vanderlinden, permettent de l'approfondir, de la faire « *progresser* », pour reprendre ces propres termes, afin de dépasser certains écueils[576].

---

[570] *Idem*, "Return to Legal Pluralism. Twenty Years Later", *Journal of Legal Pluralism*, n° 28, 1989, pp. 149-157; *Idem*, "Vers une nouvelle conception du pluralisme juridique", *Revue de la Recherche Juridique – Droit prospectif*, 1993, pp. 573-583.

[571] *Idem*, "Vers une nouvelle conception…, 1993, *art.cit.* pp. 573-583, (p. 573-574.

[572] *Idem*, « Trente ans de longue marche sur la voie du pluralisme juridique », *Cahiers d'anthropologie du droit, 2003*, pp. 21-34, (p.27 et p. 28).

[573] VANDERLINDEN J., « Trente ans …, *2003, art.cit.* pp. 21-34, (p.27).

[574] Par les termes *« ouvrage de référence »*, nous citons ici Jacques Vanderlinden exprimant sa surprise lorsqu'il a retrouvé sa définition dans le *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, voir son article « Trente ans…, *2003, art.cit.* pp. 21-34, (p.29).

[575] MOUTOUH H., « Pluralisme juridique »…, 2003, *art.cit.* pp. 1158-1162, (p. 1161).

[576] VANDERLINDEN J., « Trente ans …, *2003, art.cit.* pp. 21-34, (p. 30 pour le terme *« progresser »).*

En effet, ces approches [celles qui se réfèrent à cette définition de la perspective classique du pluralisme juridique] *semblent demeurer enfermées, sur un point au moins, dans le cadre classique des analyses juridiques positivistes, celui de l'Etat et donc d'un territoire déterminé. C'est précisément ce cadre qu'il faut cesser de considérer comme* ***le*** *terme de référence par excellence, même s'il peut voir cohabiter pyramides et réseaux, voire réseaux en forme de pyramides* »[577].

Ainsi le cadre ou le lieu de fonctionnement des « ordres juridiques » et corrélativement le degré d'autonomies de ces ordres, apparaît comme l'un des axes fondamentaux pour la détermination de la rupture avec le référent étatique. Par rapport à notre terrain d'étude c'est également l'un des aspects qui retient particulièrement notre attention dans la mesure où nous nous intéressons à la société peule de la ville de Maroua au Cameroun. Bien que nous utilisions des critères de délimitations qui se rapportent à la territorialité et que notre étude soit circonscrite à « l'Etat » camerounais, nous n'entendons pas limiter notre analyse du processus de régulation des conflits au sein de cette société au seul postulat dogmatique. Nous ne voulons pas nous enfermer dans ce postulat qui présumant l'unicité ou l'uniformité des solutions juridiques, ne prévoit que les solutions proposées par l'Etat pour régir l'activité des justiciables.

Nous étudierons les nouvelles propositions des auteurs de la deuxième conception du pluralisme juridique au regard du cadre ou du lieu de fonctionnement des « ordres juridiques » et corrélativement au regard du degré d'autonomie de ces ordres par rapport à l'Etat.

Nous accorderons un intérêt particulier à deux auteurs. Jacques Vanderlinden, par rapport à ce que nous venons d'évoquer ci-dessus au sujet de la publication de sa première conception du pluralisme juridique. Nous tacherons de mieux percevoir la progression de sa conception du pluralisme juridique, qui le rallie à la perspective radicale du pluralisme juridique. Le deuxième auteur, Etienne Le Roy, à double titre, d'abord parce qu'il est avec Michel Alliot celui qui nous a ouvert la voie de l'anthropologie juridique[578], mais aussi celui qui nous a guidé vers les sentiers du pluralisme juridique, sans influencer nos pas[579], et qu'il a été notre inspirateur. Nous voulons situer sa perception du pluralisme juridique, notamment par rapport

[577] *Idem*, « Réseaux, pyramide et pluralisme ou regard sur la rencontre de deux aspirants-paradigmes de la science juridique », Revue interdisciplinaire d'études juridiques, n° 49, 2002, pp. 11-36, (pp. 15-17).
[578] LAMINE H., « L'anthropologie du droit ou la réconciliation avec le droit », *Cahiers d'anthropologie du droit 2004*, pp. 221-228.
[579] GAFSIA N., LAMINE H., LIWERANT .S., 2006, « Trois voix sur la juridicité », in Eberhard C. et Vernicos G., (eds), La quête anthropologique du droit. Autour de la démarche d'Etienne Le Roy, Paris, Kathala, pp. 547-559.

à la conception radicale, qui apparaît comme l'expression la plus avancée du pluralisme juridique. Ensuite et surtout, la contribution d'Etienne Le Roy nous interpelle par ce qu'il réalise une rupture épistémologique, en créant, le « multijuridisme », pour appréhender la question du pluralisme juridique, qui selon lui *« se révèle un 'impensé' et peut-être un impensable, qu'il convient d'aborder en tant que tel »*[580]. Il semble qu'Etienne Le Roy présente le « multijuridisme » comme une condition préalable au pluralisme juridique. Cette posture qui le place dans un « entre deux »…conceptions, nous permettra, à partir de sa perception, de mieux appréhender les éléments les plus favorables et les moins favorables pour une transition vers une approche radicale du pluralisme juridique et éventuellement d'apporter des précisions.

B - Les propositions de ruptures effectives avec le référent étatique

Nous commencerons par la contribution d'Etienne Le Roy avec le « multijuridisme » (1) avant celle de Jacques Vanderlirden qui nous mènera vers la perception radicale du pluralisme juridique (2).

1) L'hypothèse du « multijuridisme »

Etienne Le Roy exprime bien cet « entre-deux conception » dans un rapport non publié de 1995 *Oser le pluralisme judiciaire*, rapport introductif à la Conférence des Ministres francophones de la Justice au Caire[581]. Dans ce rapport où il présente le pluralisme juridique suivant deux courants : un pluralisme « faible » et un pluralisme « fort », il se réfère à une option « moyenne » du pluralisme, lorsqu'il est amené à parler des conditions institutionnelles du pluralisme judiciaire, qui est une conséquence du pluralisme juridique.

La version « faible » du pluralisme fonctionne à l'avantage de l'Etat et du droit étatique. « *Tout en reconnaissant une diversité de manifestations juridiques, cette conception subordonne leur reconnaissance à un acte de l'Etat et organise en terme de hiérarchie des ordres juridiques les régulations relevant de son champs d'intervention* »[582]. Nous retrouvons

[580] LE ROY E., « L'hypothèse de multijuridisme…, 1998, *art.cit.* pp. 29-43, (p. 31).
[581] LE ROY E, *Oser le pluralisme judiciaire*, Rapport introductif à la conférence des ministres francophones de la justice au Caire, Paris, ACCT, 1995, 28p., non publié.
[582] *Ibidem*, (p. 16). Il convient de relever que dans cet extrait l'auteur se référait encore aux « ordres juridiques », notion qu'il préconise maintenant d'utiliser avec parcimonie dans la mesure où elle *« ne caractérise que la science occidentale et moderne du Droit et* [qu'il ne la retrouve, dit-il] *ni dans* [le] *droit 'populaire' (au sens de folk law) ni dans le droit de la pratique (ou droit vulgaire sur le modèle romain) de l'Afrique contemporaine »*, voir LE ROY E, « L'hypothèse de multijuridisme…, 1998, *art.cit.* pp. 29-43, (p. 36).

là les caractéristiques identifiées pour la première conception du pluralisme juridique qui a été nommé conception « classique ». Pour définir la version « forte », Etienne Le Roy se réfère notamment à la contribution, « *décisive* » dit-il, de Jacques Vanderlinden[583]. Nous reviendrons plus en détail sur cette contribution. Pour le moment, retenons que le pluralisme juridique « fort » met en évidence une pluralité de régulations qui peuvent être concurrentielles entre elles, et que cette concurrence et les options qu'elle génère ne peuvent être gérées et assumées que par l'individu. Ainsi entendu, le pluralisme « fort » entraîne un renversement de perspective, qui fait passer du point de vue de l'Etat à celui de *l'individu-citoyen* tout en concevant des relations fortes entres les deux.

L'option « moyenne » du pluralisme, lorsque nous nous situons dans « l'entre deux » de la première et de la deuxième conception du pluralisme juridique, semble contribuer à la construction d'une « stratégie de 'transition' » de la place et du rôle de l'Etat dans la production de la normativité et la régulation des phénomènes normatifs. Etienne Le Roy semble attirer l'attention sur la nécessité d'une phase de transition entre deux visions extrêmes de la place et du rôle de l'Etat. La première vision est celle de la place d'un Etat, avatar de Dieu, représentant « *une puissance extérieure (…), supérieure, omnipotente et omnisciente* »[584], qui imposerait une source **unique**, un droit **unique**, pour régir l'activité des justiciables, dans un cadre **uniforme** de structures étatiques, ou tolérées par l'Etat. La deuxième vision est celle où l'Etat est noyé dans la multiplicité de réseaux et de phénomènes de normativités. L'Etat serait immergé à un point tel qu'on le perdrait de vue, en ignorant sa responsabilité dans l'expression de l'intérêt général. La position médiane dans laquelle se situe Etienne Le Roy, pragmatique, a l'avantage de prendre en compte la réalité de son terrain, l'Afrique contemporaine, disons l'Afrique « in-dépendante »[585]. Certains tenants du pluralisme radical[586], ont tendance à penser que cette position est un obstacle à la progression du pluralisme juridique vers une manière de penser le pluralisme juridique de façon « plurale ».

---

[583] Il s'agit de la deuxième perception du pluralisme juridique de Jacques Vanderlinden. Etienne Le Roy cite ici la communication de Jacques Vanderlinden au Colloque d'Aix en Provence de novembre 1991 « Le Droit face au pluralisme », le texte était publié dans sa version anglaise depuis 1989 par The journal of Legal Pluralisme, nous y reviendrons.

[584] LE ROY E., *Les Africains et l'Institution de la Justice. Entre mimétisme et métissages*, Paris, Dalloz, série Regards sur la justice, 2004, introduction générale, p. XIV, l'auteur associe ces qualificatifs « divins » à la Justice moderne.

[585] C'est nous qui introduisons cette figure de style, appuyant la dépendance de ces pays à la *fiction* que représente le pouvoir d'Etat.

[586] Notamment Sébastien Lebel-Grenier qui situe Etienne Le Roy parmi les tenants de la conception classique du pluralisme juridique, parce que, dit il, « il aurait tendance, dans ses conclusion à améliorer le droit étatique », LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*…, 2002, *op.cit.* (p. 73).

Etienne Le Roy dénonce, nous l'avons évoqué, la manière de penser de *« façon 'unitaire' le pluralisme juridique »*[587]. Mettant ainsi l'accent, à la suite de Michel Alliot, sur la vision du monde « monologique », dominé par le modèle unitaire étatique, il appelle à une véritable cure de désintoxication car, dit il, *« nous souffrons d'une dépendance à l'égard de l'Etat, qui est notre drogue, l'équivalent de la religion 'opium du peule' des marxistes »*. Plus précisément, poursuit-il, *« c'est le stato-centrisme et le stato-juridisme qui sont en cause »* [588]. Il apparaît clairement que, pour Etienne Le Roy, ce n'est pas l'Etat qui dérange, mais son rôle et sa place…trop centraux.

Pour échapper à ce monopole de l'Etat et à l'uniformisation des statuts par son droit à travers la notion de « la personne juridique », qui empêchent de *penser* le pluralisme juridique, cet auteur préconise le « multijuridisme » [589]. Il préfère, dit-il, ne pas utiliser *la notion de pluralisme*[590].

Bien que la notion de « multijuridisme » ne lui soit pas propre, et que la notion *« d'interlégalité »* proposée par Boaventura de Sousa Santos soit proche de l'idée qu'il se fait du « multijuridisme »[591], Etienne Le Roy s'approprie le concept qu'il façonne d'une part avec le principe de la *« complémentarité des différences »* identifié sur le terrain africain[592], et d'autre part avec son hypothèse de la multiplicité des *« fondements du droit »* développée à partir de la théorie du *« droit tripode »* [593].

Avant de cerner le « multijuridisme », intéressons-nous aux notions et principes qui l'ont forgé.

- La notion « d'interlégalité »

« Il s'agit plutôt d'une conception de différents espaces juridiques superposés, combinés et mélangés dans nos esprits et dans nos actions […] nous vivons dans un temps de légalité poreuse ou de porosité juridique, où de multiples réseaux d'ordre juridique nous forcent

[587] LE ROY E., « L'hypothèse de multijuridisme…, 1998, *art.cit.* pp. 29-43, (p. 31).
[588] *Ibidem*, pp. 29-43, (p. 42).
[589] Etienne Le Roy estime que le pluralisme juridique, comme le multijuridisme sont difficilement définissables et qu'on ne peut que les « penser », à l'instar de ce que dit Norbert Roulant à propos du droit, *« on ne peut pas définir le Droit, mais seulement le penser »*, dans *Droits, revue française de théorie juridique*, n° 10, 1989, « Penser le Droit », p. 77.
[590] LE ROY E., *Le jeu des lois. Une anthropologie « dynamique » du Droit*, Paris LGDJ, Série anthropologie, 1999, p. 59.
[591] Se sont les propres aveux de l'auteur, « L'hypothèse de multijuridisme…, 1998, *art.cit.* pp. 29-43, (p. 35).
[592] C'est en particulier un des axiomes que pose Michel Alliot, voir notamment, «Anthropologie et juristique. Sur les fondements de l'élaboration d'une science du droit », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.283-305, (pp. 290-292 et 295-305).
[593] LE ROY E., *Le jeu des lois.…*, 1999, *op.cit.* (pp. 198-203).

constamment à des transactions ou à des empiétements. Notre vie juridique se caractérise par le croisement de différents ordres juridiques, c'est-à-dire d'interlégalité »[594].

Tout en adhérent à cette analyse en terme de « porosité juridique », Etienne Le Roy reste réservé quant à la notion d'ordre juridique qui, selon lui, ne caractérise que la science occidentale et moderne du Droit.

- Le principe de « complémentarité des différences » se rapporte aux logiques qui fondent la vie en société

« *Dans une même société des logiques différentes ne s'excluent pas, elles correspondent à des situations différentes et contribuent toutes à la constitution du modèle de cette société* »[595]

- L'hypothèse du « droit tripode »

Selon Etienne Le Roy, le Droit possède trois fondements[596]. Aux côtés des sources étatiques, cet auteur propose d'introduire ce qui sert de base à la juridicité et qu'il appelle les « *fondements du Droit* ». Il entend par ce terme « *les types de régulations qui concourent non seulement à fonder la juridicité en assurant la reproduction de la vie en société mais aussi en apportant sa légitimité et son efficacité »*[597]. Dans une perspective interculturelle, l'auteur propose une catégorisation qui ne privilégie aucune tradition culturelle au détriment d'une autre. Il fait intervenir trois variétés de normes qui se retrouvent au sein de différentes sociétés : les normes dites macro, méso et micro à travers trois fondements. Les trois fondements que propose Etienne Le Roy sont les normes générales et impersonnelles qui font référence à des règles fondamentales, celles qu'il nomme « *macronormes* », ensuite les modèles de conduites qui définissent des modèles types de comportement, qu'il appelle « *méso-normes* » et pour finir, il y a les systèmes de dispositions durables liées à l'endoculturation, correspondant à une manière d'être, un habitus qui traduit dans les pratiques au quotidien des visions spécifiques du monde ou de la société, ce sont les « *micro-normes »*[598].

[594] SANTO B.de S., « Droit : une carte de la lecture déformée. Pour une conception post – moderne du droit », *Droit et Société*, n°10, 1988, pp. 363-390, (p. 382)
[595] ALLIOT M., «Anthropologie et juristique…, 2003, *art.cit.* (p. 296).
[596] Nous utilisons la majuscule pour le mot « droit » (conformément au choix de l'auteur), pour effectuer une dissociation avec le droit étatique. Dans ce souci de distinction l'auteur use du néologisme *juridicité* pour parler du droit dans sa globalité
[597] LE ROY E., *Le jeu des lois.…*, 1999, *op.cit.* p. 198.
[598] Nous réservons l'exploitation de la théorie du « droit tripode » pour la suite de notre développement.

Partir de ces trois données, l'interlégalité, la complémentarité des différences et le droit tripodes, c'est déjà indiquer les orientations centrales du multijuridisme, qui soulignons-le « *intègre le multiple dans l'idée juridique »*[599]. Ces orientations sont :

- *« penser de manière conjointe ce qui était disjoint*
- *penser de manière complémentaire ce qui était opposé ou contraire*
- *inscrire de manière itérative le global et le local, l'ordre capitaliste et les schémas identitaires (pour récuser leur 'politiquement correct' respectif ou leur pensée unique) »*[600].

Penser le multijuridisme, reviendrait à « re-penser » le droit de manière plus large en y intégrant la dimension plurale des régulation sociales. C'est-à-dire en *« prenant en compte la diversité des solutions que nous devons affronter quotidiennement et* [en] *identifiant les solutions particulières qui sont susceptibles d'être adoptées, de même que les faits de concurrences entre les régulations quand une situation complexe en combine plusieurs et nous oblige à trancher »* [601].

Le multijuridisme doit être abordé, « *non comme un ensemble statique d'injonctions ou de sanctions, mais comme un système ouvert, dynamique, comme un jeu ou comme un processus dont on doit reformuler les règles par un nouveau paradigme*» [602].

Par son hypothèse de multijuridisme, Etienne Le Roy contribue à la progression du pluralisme juridique. Par rapport à l'hypothèse du pluralisme juridique telle qu'elle apparaît dans sa première conception, qui finit à la fin des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix, nous pouvons relever les deux apports principaux de cet auteur.

Le premier apport du multijuridisme est la rupture avec l'unitarisme et surtout la dénonciation du « faux pluralisme ».

L'unitarisme, nous l'avons souligné, continuait à persister de manière implicite, à travers les contributions des auteurs qui l'avaient dénoncé chez les tenants de la première période du pluralisme juridique classique (des années soixante au début des années quatre-vingt). Etienne Le Roy a eu des réticences, dans les année quatre-vingt, à se rallier aux tenants du pluralisme juridique de cette deuxième période du pluralisme juridique classique (des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix). Selon lui, « *il y avait chez eux quelque paradoxe à critiquer le*

[599] LE ROY E., « L'hypothèse de multijuridisme…, 1998, *art.cit.* pp. 29-43, (p. 38).
[600] *Ibidem*, pp. 29-43, (p. 38).
[601] LE ROY E., « L'hypothèse de multijuridisme…, 1998, *art.cit.* pp. 29-43, (p. 38).
[602] *Ibidem*, pp. 29-43, (p. 38). C'est autour de la notion de partage de valeurs, de formes sociales (plus ou moins instituées) ou d'objets, ressources ou richesses, qu'Etienne le Roy envisagerait la construction du nouveau paradigme juridique, apte à porter un projet de société pour le XXI[ème], voir notamment son ouvrage, *Le jeu des lois..*, 1999, *op.cit.*

monisme du Droit sans remettre en question la représentation de l'Etat et du Marché et la vision du monde qui les sous-tendent »[603].

Etienne Le Roy définit l'unitarisme comme un « *effet discursif autorisant la réduction de la diversité pour fonder idéologiquement le principe d'unité* »[604]. Il choisit le concept de multijuridisme pour « *exprimer que le principe d'unité du Droit ne repose pas sur celui de la hiérarchie des normes à la Kelsen mais sur une universitas qui intègre la 'pluralité des mondes'* »[605]. Cette volonté de rompre avec l'unitarisme, ayant pour effet de nier la diversité, apparaît comme une mise en scène de la complémentarité, la complémentarité des mondes.

Dans son appel à la « pluralité des mondes », Etienne Le Roy prend en compte la théorie de Boltanski et de Thévenot qui reconnaissent qu'un même individu ou personne appartient en même temps à plusieurs mondes, donc combine plusieurs statuts qui devront être rendus compatibles. Cet appel nous amène au deuxième apport du multijuridisme[606].

Le deuxième apport d'Etienne Le Roy à la progression du pluralisme juridique, est l'aspect dynamique qu'il implique face à l'aspect statique du pluralisme de type colonial. Cet apport nous apparaît le plus fondamental.

L'exigence du dynamisme s'impose si l'on veut rendre compte de la réalité c'est-à-dire d'une vie en mouvement[607]. L'invitation au « mouvement » nous conduit, en dehors des chemins balisés du droit étatique, à re-connaître la complexité du droit, c'est-à-dire à rompre avec toute perspective de lecture unilinéaire du « *phénomène normatif* »[608]. C'est à travers l'action des acteurs que se traduit le dynamisme.

Cette place privilégiée dédiée à « l'acteur », se retrouve à travers l'aphorisme d'Etienne Le Roy selon lequel *« le Droit n'est pas tant ce qu'en disent les textes que ce qu'en font les acteurs-citoyens »*[609]. Le mot citoyen accolé à celui d'acteur, vient rappeler qu'il est question ici de l'acteur, individu *« sujet ordinaire »*, mais aussi du justiciable, à la différence de *« l'acteur officiel »*[610]. Nous en arrivons à un renversement de perspective, allant du point de

---

[603] *Idem*, « Le pluralisme juridique aujourd'hui ou l'enjeu de la juridicité »…, 2003, *art.cit.* p. 9.
[604] *Idem*, « L'hypothèse de multijuridisme…, 1998, *art.cit.* pp. 29-43, (p. 37)
[605] *Idem*, *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* p. 272.
[606] « La pluralité des mondes » renvoie à ce que Boltanski et Thévenot appellent « le conflit des mondes » dans le cadre de leur modèle de l'individu évoluant dans une pluralité des mondes, voir leur ouvrage cité par Etienne Le Roy, *De la justification, les économies de la grandeur*, coll. « NRF essais », Paris, Gallimard, 1991, pp. 266 et 267.
[607] Se reporter au *Cahiers d'anthropologie du droit 2006*, Le droit en action, LAJP, Paris, Karthala, 2006.
[608] L'utilisation du terme « phénomène normatif » est une renonciation à « atteindre les essences », c'est la recherche d'un processus dynamique, CARBONNIER J., « Les phénomènes d'inter - normativités », *European Yearbook in Law and Sociology*, 1977, pp. 42-52.
[609] LE ROY E., *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* p. 81.
[610] Nous reprenons ici une distinction introduite dans le cadre de l'analyse du pluralisme juridique de Roderick Macdonal, BELLEY J.-G., « Le pluralisme juridique de Roderick Macdonald : une analyse séquentielle » in

vue de l'Etat à celui de l'individu-citoyen, à la mise en valeur du point de vue de l'individu qui était jusqu'alors « soumis » au droit …étatique.

L'acteur est en position de multijuridisme lorsqu'il s'inscrit dans un faisceau de rapports juridiques différenciés dont il coordonne les incidences.

Lorsqu'il exprime ce dynamisme, d'une part à travers la multiplicité des réseaux qui façonnent des modes de régulation fondamentalement originaux et d'autre part à travers le rôle actif de l'individu apte à sélectionner celles des inscriptions et des solutions juridiques qui lui paraissent optimum, Etienne Le Roy rejoint la perspective critique ou radicale du pluralisme juridique, à une différence ou divergence près. Ecoutons Etienne Le Roy : *« notre différence, ou divergence, tient au fait que ce n'est pas l'individu en soi que nous considérons mais l'acteur, cet individu inscrit dans la société par de multiples appartenances, jouant dans chacun des collectifs un rôle particulier où il se voit reconnaître des droits et obligations qui sont spécifiés par le mode de régulation propre à chaque 'champ social semi-autonome' selon la fameuse théorie de Sally Falk Moore »*[611]

Après la présentation de ces deux apports (rupture avec l'unitarisme et exigence du dynamisme), nous voulons examiner la position de l'auteur par rapport à l'Etat, dans le cadre de la problématique du pluralisme juridique.

Il ressort clairement de notre analyse de la contribution d'Etienne Le Roy, qu'il n'entend pas rompre avec l'Etat, car ce n'est pas l'Etat qui lui posait problème, mais sa place et son rôle trop central.

Comment analyser cette position du point de vue de la rupture avec le référent étatique comme étant un critère de progression du pluralisme juridique ?

Il convient de relever qu'il est également apparu que cette position ne l'a pas empêché d'avoir une lecture innovante du pluralisme et d'effectuer le « passage » de l'approche statique du pluralisme à l'approche dynamique du pluralisme qui refuse tout enfermement. Ce constat nous amène à préciser ce que nous entendons par rupture avec le « référent étatique ». Il ne s'agit pas d'ignorer l'Etat, mais ne de pas en faire LE référent, encore moins le référent UNIQUE. Afin de lever toute confusion, nous parlerons donc de rupture avec le « référent unitaire étatique »

Etienne Le Roy situe le problème que peut poser l'Etat aux « penseurs » du pluralisme juridique au niveau de la position octroyée à l'Etat : une position centrale. Une fois cette

---

Lajoie A., Macdonald R.A., Janda R. et Rocher G. (Dir.), *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, Montréal/Bruxelles, Thémis/Bruylant, 1998, pp. 57-68, (p. 64 et p. 65).

[611] LE ROY E., « Le pluralisme juridique aujourd'hui ou l'enjeu de la juridicité »…, 2003, *art.cit.* p. 13.

délimitation effectuée, cet auteur précise que *« ce que l'on appelle 'le Droit', n'est pas 'tout' le Droit. D'autres civilisations tout aussi respectables pensent la juridicité selon d'autres modalités et, dans notre propre tradition, toute notre expérience pratique de la juridicité ne tient pas dans cette conception du 'Droit-Lois'»*[612]. Il apparaît que l'auteur de l'hypothèse du multijuridisme ne privilégie pas systématiquement la norme étatique. Cependant, selon lui cette « *polyjuralité, qui exprime l'idée du Droit pluriel* »[613], supposerait aussi une certaine « organisation », ou « mise en ordre » sous peine de voir s'installer l'anarchie.

Nous touchons ici l'un des points cruciaux de la problématique du pluralisme juridique : comment appréhender la question de l'anarchie ? Qui va s'occuper de l'organisation ? Où situer le nouveau centre ? Faut-il impérativement qu'il y en est un ? Faut-il nécessairement se poser ces questions…qui évoquent implicitement que le pluralisme impliquerait une sorte d'anarchie. Nous y reviendrons.

Il convient de souligner que pour Etienne Le Roy, l'idée de droit pluriel « *n'est opérationnelle que si, au-delà de l'arbitrage individuel du sujet de droit, des arbitrages collectifs et légitimes sont possibles, nécessaires ou indispensables (selon la nature des enjeux) pour assurer un rappel ou la garantie de l'intérêt général* »[614]. Sans déterminer explicitement ce qu'il entend par « arbitrage collectif»[615], l'auteur propose de penser le rôle de l'Etat « *comme celui d'un chef d'orchestre [plutôt que comme celui] de l'unique compositeur de la pratique sociale* »[616].

S'il est apparu que la contribution d'Etienne Le Roy n'entraîne pas un recul du pluralisme juridique, la question du retour, ou plutôt celle de la persistance de la « hiérarchisation », susceptible, nous l'avons dit, d'être négatrice d'autonomie, se pose ici avec une acuité qui est presque troublante, dans la mesure où cette organisation hiérarchique ne semble pas explicitement déterminée.

L'analyse de la contribution d'Etienne Le Roy fait apparaître clairement qu'il n'effectue aucune hiérarchisation de normes qui placerait la normativité étatique, *« le Droit-Loi »* au sommet d'une quelconque pyramide, attitude reprochée aux auteurs de la première conception du pluralisme juridique. Cette analyse ferait même apparaître une tendance à relativiser l'importance de la normativité étatique dans la mesure où l'auteur souligne que, même en Occident, elle ne couvre pas toute la régulation sociale. Cependant, il propose malgré tout l'Etat, comme chef d'orchestre, c'est-à-dire au sommet d'une certaine hiérarchie.

---

[612] *Ibidem*, p. 12.
[613] LE ROY E., « L'hypothèse de multijuridisme…, 1998, *art.cit.* pp. 29-43, (p. 41).
[614] *Ibidem*, p. 41.
[615] Il semble que l'auteur a surtout voulu faire apparaître une distinction avec « l'arbitrage individuel ».
[616] LE ROY E., « L'hypothèse de multijuridisme…, 1998, *art.cit.* pp. 29-43, (p. 42).

Sommes nous dans le cadre d'une hiérarchie pyramidale ?

Il convient de relever que lorsqu'il propose de penser le rôle de L'Etat comme chef d'orchestre, Etienne Le Roy, l'oppose au rôle d'unique compositeur de la partition sociale.

Cela supposerait qu'il ne chercherait donc pas à introduire une hiérarchie, même minimale, entre les « ordonnancements juridiques » à l'avantage de l'ordre juridique étatique.

Il ne s'agirait donc pas de la pyramide des ordonnancements juridiques, dont il était question dans la première conception du pluralisme juridique.

Toutes ces interrogations autour de la démarche d'Etienne Le Roy viennent nous rappeler que l'auteur du multijuridisme se situe dans « l'entre deux » des deux conceptions du pluralisme juridique.

Une posture qui a l'avantage, d'une part, de mettre en relief le « passage », ici, à une nouvelle conception du pluralisme par la rupture de l'unitarisme et par la valorisation du dynamisme et d'autre part de relever les lacunes ou les faiblesses des outils épistémologiques du moment, apparaissant quelques fois trop « étriqués » pour assurer une bonne « arrivée ». Cependant, cette posture a également l'inconvénient de la nécessité de garder la « mesure », dans le sens de « retenue », du fait de la contrainte de se maintenir entre deux extrémités, pour ne pas sortir de « l'entre…deux ». Nous avons identifié ces deux extrémités comme étant d'un côté « l'excès d'Etat » et de l'autre « l'absence d'Etat/l'exclusion de l'Etat ». Etienne Le Roy préconise de sortir de la dépendance de l'Etat, qu'il qualifie « d'opium du peuple ». « *Il faut à la fois ne pas tout attendre de lui, mais aussi ne pas récuser son intervention comme garant d'un projet de société où liberté et fraternité doivent avoir plus largement leur place* »[617]. Tout en s'en méfiant, cet auteur ne renie pas l'Etat.

On pourrait alors se demander s'il faut comprendre que seul l'Etat pourrait être garant d'un tel projet de société ? C'est là une question qui nous ramène à notre interrogation sur la nature de la pyramide. Nous nous proposons de réserver cette question pour la suite de notre discussion, après l'analyse des perspectives plus radicales du pluralisme juridique.

Nous verrons à travers les contributions de Jacques Vanderlinden et de son « coéquipier », Roderick Macdonald, dans cette « longue marche sur la voie du pluralisme juridique »[618], qu'ils essaient de pousser au maximum l'Etat dans « l'arène » des producteurs de normativité, le second plus que le premier, allant vers une rupture décisive du fait d'un changement de perspective fondamental.

---

[617] *Ibidem*, p. 42.

[618] Nous faisons référence au titre d'un article de Jacques Vanderlinden, « Trente ans…, *2003, art.cit.* pp. 21-34.

2) La nouvelle perspective de Jacques Vanderlinden : au-delà de la territorialité du droit

Nous poursuivons la marche sur la voie du pluralisme juridique à travers les contributions de Jacques Vanderlinden. A partir de ses propositions, nous analyserons le degré de rupture avec le référent étatique et, corrélativement, celui de l'autonomie des phénomènes normatifs ou des ordres ou ordonnancements juridiques, dans l'hypothèse du pluralisme juridique. Notre propos est d'évaluer la progression du pluralisme juridique.

Nous avons souligné que cet auteur a changé sa conception du pluralisme juridique. Lorsque nous aurons relevé les principales transformations de sa perception, nous analyserons son apport au pluralisme juridique des l'après années quatre-vingt-dix.

Rappelons que dans la première version du pluralisme juridique qu'il livre en 1972[619], il définit le pluralisme juridique par *« l'existence de mécanismes juridiques différents au sein d'une société déterminée et s'appliquant à des situations identiques »* [620] .

Dans cette perception, le principal écueil est d'avoir *« enfermé le pluralisme **dans** une société déterminée »*[621]. Selon l'auteur de cette définition ; quelque soit la société envisagée, *« elle n'admet jamais en son sein un autre ordre autonome que le sien. Tout ordre juridique autonome qu'elle prétend accepter ne l'est que sous la condition d'un contrôle de conformité à son ordre public et le constat de cette conformité – on parle de la reconnaissance de l'autre droit – réalise en fait l'absorption de ce droit dans le système récepteur. Il n'y a donc jamais plusieurs droits dans un système et donc dans une société donnée »* [622]

A la lecture de cette dernière phrase - à supposer l'adhésion à l'équation : une société = un système = un droit - il apparaît que la situation de pluralisme juridique n'est pas identifiable lorsque la société est le support, le cadre, le lieu de fonctionnement des phénomènes normatifs.

Dans l'hypothèse où la société est le lieu du pluralisme juridique, Jacques Vanderlinden identifie une situation de *« pluralisme contrôlé »*[623] qui revient à une absence de pluralisme. En effet dans cette situation, il existe un ordre juridique réputé hiérarchiquement supérieur, une hiérarchie négatrice de l'autonomie des autres ordres. C'est l'ordre supérieur qui définit les autres ordres réputés secondaires, dont l'existence est déterminée par leur reconnaissance et/ou inclusion dans l'ordre supérieur.

---

[619] VANDERLINDEN J., « Le pluralisme juridique, essai de synthèse »…, 1972, *art.cit.* pp. 19-56.
[620] *Ibidem*, pp. 19-56.
[621] *Idem*, « Trente ans…, *2003, art.cit.* pp. 21-34, (p. 27). C'est l'auteur qui souligne.
[622] *Ibidem*, (p. 31).
[623] *Ibidem*, (p. 28).

Cette situation reflète la situation coloniale dans laquelle la pluralité des normes et des statuts ne signifiait pas qu'il y a pluralisme juridique. Le maintien en vigueur des droits dits « indigènes » ou « coutumiers » *« n'existe dans la société coloniale qu'en vertu d'une reconnaissance par l'ordonnancement juridique que sécrète cette société [la société coloniale], reconnaissance qui s'accompagne de divers mécanisme de contrôle assurant la conformité des droits locaux à l'ordre importé par le colonisateur* »[624].

Le deuxième écueil de cette perception que Jacques Vanderlinden a eu du pluralisme juridique en 1972, est donc l'absence d'autonomie, étroitement lié à la territorialité.

La nouvelle proposition devait donc s'orienter vers un *« pluralisme autonome »* [625].

Une question était pendante : après avoir écarté la société comme lieu de fonctionnement des phénomènes juridiques, où devrait-on dorénavant situer le pluralisme ?

C'est notamment en répondant à cette question que Jacques Vanderlinden devait s'éloigner de sa première perception du pluralisme juridique.

La négation d'un pluralisme propre à une société l'amène à situer le pluralisme au niveau de l'individu. Il en fait l'élément central de sa reconstruction du pluralisme juridique. C'est un des points qui le rallie à la perception de Roderick Macdonald.

« (L'individu) *devient le point de convergence de divers systèmes juridiques (dans une conception étendue de la juridicité qui ne s'arrête pas, comme dans la conception positiviste, à la seule production normative du seul Etat)* »[626]. Il est intéressant de relever ici la nécessité de re-définir certains concepts, tel que « système juridique », afin de mieux saisir la portée de la nouvelle conception du pluralisme juridique qui rompt avec le « référent unitaire étatique ». Cette remarque fait résonance à la vocation épistémologique que l'on retrouve dans les analyses d'Etienne Le Roy.

Dans sa nouvelle perception Jacques Vanderlinden identifie le pluralisme juridique comme « *la situation, pour un individu, dans laquelle des mécanismes juridiques relevant d'ordonnancements différents sont susceptibles de s'appliquer à cette situation* »[627]

Sans changer fondamentalement le sens de cette définition, mais dans un souci de clarté, il en propose une « *qui diffère légèrement de celle parue (…) dans la Revue de la Recherche*

[624] *Idem*, "Vers une nouvelle conception…, 1993, *art.cit.* pp. 573-583, (p.575),
[625] *Idem*, « Trente ans…, *2003, art.cit.* pp. 21-34, (p. 28).
[626] VANDERLINDEN J., « Trente ans…, *2003, art.cit.* pp. 21-34, (p. 31).
[627] *Idem*, "Vers une nouvelle conception…, 1993, *art.cit.* pp. 573-583, (p. 583).

juridique », ci-dessus citée[628]. Dans sa nouvelle conception du pluralisme juridique reformulée, le pluralisme juridique est :

« *la situation dans laquelle un individu peut, dans une situation identique se voir appliquer des mécanismes juridiques relevant d'ordres juridiques différents* »[629].

Par cette nouvelle conception, Jacques Vanderliden semble avoir déplacé le lieu dans lequel opère le pluralisme juridique : allant de la société - limitée par la majorité des juristes au territoire - à l'individu. A la suite de cette remise en question de la société, il propose l'utilisation d'une autre notion en remplacement de la notion de « champ social *semi-autonome* » de Sally Falk Moore[630], à laquelle plusieurs auteurs adhèrent. Il propose la notion de « réseau ».

Selon Jacques Vanderlinden, cette notion de « champs social » est étroitement liée à l'analyse du contexte de l'ordre colonial dans lequel il n'y avait pas et ne pouvait pas y avoir de pluralisme juridique. Quelles que soient ses motivations, déclarées ou cachées, l'ordre colonial exige la primauté en cas de conflit avec les autres ordres. Jacques Vanderlinden maintient que la reconnaissance d'une semi-autonomie à d'autre réseaux producteurs de droit par l'ordre colonial aboutit à leur intégration en son sein et à la disparition de leur identité propre et donc de leur autonomie. L'absence d'autonomie[631], signifierait qu'il n'y a pas de différence, mais seulement une variante, ce qui correspondrait à une absence de pluralisme juridique. Dans la première partie de notre travail, nous avons, par exemple, pu identifier le « droit coutumier » comme une variante du « droit étatique ». Cependant, sur le fondement de notre terrain, nous ne parlions pas d'absorption, mais de tentative d'absorption des autres réseaux producteurs de droit[632].

En remplacement de la notion de « champs social », Jaques Vanderlinden propose celle de « *réseau* ». Selon lui la notion de « réseau » écarte du contexte du droit toute idée indispensable de territorialité. Tout en concevant que l'ordre juridique que contrôle l'Etat (et d'autres d'ailleurs) demeure partiellement lié à la notion de territoire, il estime que cette conception, ne peut être exigée de tous les ordres juridiques. Ecoutons le :

---

[628] Il trouvait la première formulation « trop lourde », écoutons le : *« je l'ai toujours trouvée horriblement lourde…une fois que je l'ai vue imprimée »*, VANDERLINDEN J., « Trente ans…, *2003, art.cit.* pp. 21-34, (pp. 31 et 32).

[629] *Ibidem*, pp. 21-34, (p. 31).

[630] MOORE S.F., « Law and Social Change : the Semi-Autonomous Social Field as an Appropriate Object of Study", *Law and Society Review*, n° 7, 1973, pp. 719-746.

[631] Il convient de souligner, que dans cette partie, nous évaluons l'autonomie des ordres juridiques, par rapport à l'Etat, et non pas d'une manière générale. Nous convenons qu'il est difficile de parler d'autonome dans l'absolu.

[632] *Supra*, p. 109 et s.

« *(…) je préfère le terme « réseaux » à celui de « champs » employés par d'autres théoriciens du pluralisme. J'ai le sentiment que le second reflète, peut-être inconsciemment, la dimension territoriale des sociétés (dans le cas de l'Etat, la notion de territoire est souvent considérée comme l'un de ses attributs essentiels). Or je souhaite mettre l'accent sur la dimension personnelle du phénomène juridique bien plus que sur sa dimension territoriale. Il existe dans le monde un nombre incalculable de sociétés, - certaines religions en sont un exemple, les associations professionnelles un autre, particulièrement convaincants – qui sont totalement dépourvues de bases territoriales.[…] Chaque réseau réagit, ou ne réagit pas, en fonction de multiples paramètres (…).* »[633]

Bien que la notion de réseau soit devenue à la mode[634], cette perception du pluralisme n'est pas partagée par tous les pluralistes, plusieurs d'entre eux continuant à se référer à des « espaces » juridiques[635].

Alors que certains auteurs, y compris parmi les défenseurs déclarés de l'hypothèse du pluralisme juridique, exprimaient des réticences à abandonner la référence à la territorialité du droit, Jacques Vanderlinden effectuait une rupture radicale. Il préconise, en se ralliant à Roderick Macdonald, que le cerveau de l'individu est le lieu du pluralisme juridique.

Ce faisant, il renverse la pyramide classique qui part du sommet, l'Etat, où, plus généralement la société pour descendre vers l'individu, vers le sujet de droit. Allons résolument, dit-il, « *vers la base, vers ce ' sujet ' (le mot marque bien où gît, dans les théories classiques, la priorité). Ce faisant, il n'est pas question de nier le caractère essentiellement sociétal du droit. Tout, en l'occurrence, est question de point de vue, d'angle d'attaque ou d'approche du phénomène* » [636].

Alors que les positivistes partent de l'Etat, et que certains tenants du pluralisme juridique demeurent tributaires de l'Etat, Jacques Vanderlinden compte parmi ceux qui choisissent de partir du sujet, qu'il propose, à la suite de Roderick Macdonald, comme le siège du pluralisme dans la mesure où il est le point de rencontre de multiples réseaux sociaux. Nous reprenons ci-dessus une citation, un peu longue, mais qui a l'avantage de montrer clairement comment se gère le pluralisme « dans » et « par » l'individu.

---

633 VANDERLINDEN J., "Vers une nouvelle conception…, 1993, *art.cit.* pp. 573-583. (p. 580)

634 Voir notamment OST F. et VAN DE KERCHOVE M., *De la pyramide au réseau ? Pour une théorie dialectique du droit*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 2002.

635 Voir Boaventura de Sousa Santos, voir son article, « Droit : une carte de la lecture déformée. Pour une conception post – moderne du droit », *Droit et Société*, n°10, 1988, pp. 363-390.

636 VANDERLINDEN J., "Vers une nouvelle conception…, 1993, *art.cit.* pp. 573-583. (pp. 579-580)

« *Les ordonnancements qui se rencontrent, sans nécessairement être différents dans leurs mécanismes, à l'intérieur du champ clos de chaque comportement individuel ne sont pas nécessairement hiérarchisés. Leur multiplicité dans une situation identique suppose toutefois fréquemment un agencement minimal de leur mise en œuvre. Mais c'est l'individu qui détermine lui-même cette hiérarchie en fonction de paramètres qui n'ont pas nécessairement un caractère institutionnel, ni même une grande stabilité. Confronté à un choix éventuel entre les solutions que lui offre deux ou plusieurs ordonnancements concurrents le sujet de droits effectue un choix qui le conduit à préférer l'un à l'autre ou aux autres. Il établit ainsi lui-même, pour la circonstance, une hiérarchie ad hoc des ordonnancements qui convergent vers lui. C'est ce que constatent de nombreux observateurs du pluralisme lorsqu'ils parlent, par exemple, de 'forum shoping' ou, (…) de magasinage de for* »[637].

Jaques Vanderlinden indique ainsi que l'individu passe du statut de sujet du **D**roit, dans le sens où il est soumis au droit de l'**E**tat, à celui de *« sujet de droit**S** »*, selon la graphie que l'auteur utilise dans d'autres textes[638]. Ce sujet de droit**S** serait apte à sélectionner les solutions juridiques qui lui paraissent satisfaisantes, il serait seul à même d'identifier, de choisir les opportunités et de saisir les gains qui s'ouvrent à lui. Il apparaît qu'aucune possibilité ni ordonnancement ne serait exclus, d'emblée. Le sujet de droit**S** peut choisir à l'occasion d'une « forum shoping »[639] d'inscrire son action dans le cadre de n'importe quel droit qui lui conviendrait le mieux, fût-il le droit étatique. La perception du pluralisme radical n'entend pas exclure le droit étatique du paysage socio-juridique.

Bien que les ordres normatifs semblent être à égalité, la question épineuse de la hiérarchie n'est pas pour autant évacuée : c'est le « maître de jeu » qui change. La hiérarchie est ici déterminée et orchestrée par le sujet de droit**S**. Le référent unitaire étatique est rompu.

Pour exprimer « les choix (?)» du sujet de droits, nous avons utilisé la forme impérative pour évoquer les situations où certains « droit**S** » ne pouvant s'accommoder de la superposition propre à la situation du pluralisme, pouraient non seulement annuler la possibilité de choisir, mais surtout paralyser le sujet de droit**S** et rendre la situation incontrôlable.

Nous en revenons à la problématique de l'anarchie, que nous avons déjà identifiée comme une question cruciale dans l'hypothèse du pluralisme juridique. Avant d'en discuter, nous

---

[637] VANDERLINDEN J., "Vers une nouvelle conception…, 1993, *art.cit.* pp. 573-583. (p. 581)

[638] C'est nous qui relevons le « D » et le « E », pour mettre en scène l'inversion de référent.

[639] *Le forum shopping* (ou encore le *magasinage de for)* est l'hypothèse dans laquelle le justiciable aurait le choix dans la possibilité de saisine d'instances de régulation de conflits. La notion évoque d'une part, la multiplicité d'instances ou de forums susceptibles de résoudre un même conflit, et de l'autre, la possibilité pour le justiciable d'exercer un choix Cette hypothèse est liée à l'hypothèse du multijuridisme développée par Etienne Le Roy, voir notamment « L'hypothèse de multijuridisme…, 1998, *art.cit.* pp. 29-43.

convenons de poursuivre notre « marche vers le pluralisme juridique » avec la contribution de Roderick Macdonald, qui semble être l'auteur qui a creusé le plus grand fossé entre la théorie dogmatique du droit et la théorie du pluralisme juridique.

§2 : Pour une lecture dynamique du processus de production du droit

Dans la perspective du pluralisme juridique, selon Roderick Macdonald, le déplacement du centre de gravité des mécanismes de production du droit semble marquer la rupture décisive avec ce que nous avons appelé le référent unitaire étatique. Roderick Macdonald aboutit progressivement à une identification du centre de gravité du pluralisme juridique « en » la personne même du « sujet de droit »[640]. Dans sa conception du pluralisme juridique, « le pluralisme juridique critique ou radical », le sujet de droit qui est aussi bien « *le sujet ordinaire* » (le justiciable) que « *l'acteur officiel* » se doit avant tout d'être affranchi du positivisme juridique[641].

Ce précurseur de la perspective critique ou radicale du pluralisme juridique nous « transporte », partiellement ou totalement, hors d'un contexte normatif prédéterminé, pour repérer les productions originales du droit confectionnées par les sujets de droit eux-mêmes.

En se fondant sur le postulat général du pluralisme juridique, la théorie du pluralisme juridique critique trouve son impulsion première dans la réaction intellectuelle d'un juriste confronté à une dogmatique, qu'il juge, irréaliste et arbitraire : celle du droit moderne, le droit étatique. La critique radicale porte sur des *a priori* formalistes, centralistes et absolutistes de l'idéologie juridique de la modernité - c'est-à-dire, comme le scande Roderick Macdonald, l'idéologie provenant des trois grandes révolutions politiques des 17ème et 18ème siècles (celle de l'Angleterre en 1688, celles des Etats-Unis en 1776 ; et celle de la France en 1789)[642].

---

[640] Il convient de relever ici que nous « retirons » le « s » du sujet de « droit**s** » que Jacques Vanderlinden utilisait pour souligner que le sujet était actif. Roderick Macdonald n'use pas d'une calligraphie spécifique, il place le sujet au centre de sa théorie.

[641] BELLEY J.-G., « Le pluralisme juridique de Roderick Macdonald…, 1998, *art.cit.* pp. 57-68, (pp. 62 et 64 et 65). Les « acteurs officiels de droit » se retrouvent dans l'un ou dans l'autre des rôles qu'on lui connaît aujourd'hui dans le droit moderne : législateur, juge, membre d'un tribunal administratif, fonctionnaire, réformateur, professeur de droit ou juriste, théoricien. Il convient de souligner ici que, bien que l'attention soit spécifiquement attirée sur les acteurs du droit moderne, il est possible d'envisager que la désignation d'acteurs officiels, pour établir la distinction avec les justiciables, ne se limitent pas aux seuls rôles et fonctions définis par le droit moderne. Cela correspond à la distinction que nous avons établie entre « acteur individu ordinaire » et « acteur individu officiel ».

[642] MACDONALD R. A., « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées…, 2002, *art.cit.* pp. 21-38, (p. 25).

Par sa théorie critique ou radicale, Macdonald propose une pensée alternative à la pensée dominante, fondée, selon lui, sur trois « *hypothèses* » dont les caractéristiques présumées fondamentales ne se rapportent pas à une réalité empirique : celle du centralisme qui pose que le droit est uniquement rattaché à l'Etat politique, celle du monisme qui « im-pose » le principe d'un seul ordre juridique par espace géographique donné et enfin celle du positivisme qui veut que le droit soit toujours le produit d'une activité explicite des institutions telles que le Parlement[643].

Nous avons pu relever, au cours de « notre marche sur la voie du pluralisme », la difficulté à se défaire des deux dernières hypothèses (monisme et positivisme).

Notre propos sera de montrer comment Roderick Macdonald propose de s'en dégager en valorisant le rôle et la fonction des individus (sujet ordinaire et sujet officiel) lors des relations juridiques.

Nous réservons l'analyse du corps de sa démarche aux chapitres suivants, lorsque nous en proposerons une application sur le terrain « nord camerounais ».

A - Un « sujet » libre

Pour s'affranchir des limites que pose le droit moderne, Roderick Macdonald élabore une nouvelle science du droit qui s'édifie sur le postulat de la pluralité du droit et sur l'idée de la « *liberté éthique du sujet* »[644]. La nouveauté tient particulièrement à la place exceptionnelle accordée au sujet.

« *Contrairement à la théorie républicaine et aux approches anthropologiques de la théorie du pluralisme qui conçoivent le sujet de droit uniquement sous un angle passif (le sujet sur lequel le droit agit), la théorie radicale du pluralisme conçoit le sujet de droit également comme un acteur moral (le sujet actif qui confectionne le droit qui lui est applicable)* »[645].

Dans cette perspective, le pluralisme juridique se vit dans l'existence même de chaque individu. Chacun est porteur de normativités qui correspondent à des appartenances sociales multiples.

Parce qu'elle renonce à toute fixation arbitraire et préalable de son objet, la nouvelle science du droit *« fait le pari épistémologique du subjectivisme »*. La théorie du pluralisme, critique

[643] L'auteur insiste sur le fait que le monisme, le centralisme et le positivisme ne soient que des hypothèses, *Ibidem*, pp. 21-38, (p. 25).
[644] BELLEY J.-G., « Le pluralisme juridique de Roderick Macdonald…, 1998, *art.cit.* pp. 57-68, (p. 60).
[645] MACDONALD R. A., « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées…, 2002, *art.cit.* pp. 21-38, (p. 27).

ou radical, invite le sujet à se reconnaître pleinement responsable, elle convie les sujets de la société civile à se réapproprier une autonomie que la démocratie représentative et la professionnalisation du savoir tendent à réserver aux seuls mandataires ou guides spirituels du peuple[646].

En concevant la personnalité individuelle comme un champs de normativité multiple, la théorie de Roderick Macdonald donne à la problématique du pluralisme juridique une extension psychologique qui nous éloigne du déterminisme de la doctrine classique du droit.

En s'affranchissant du conformisme positiviste, la normativité juridique « idéale » serait, selon l'auteur, caractérisée par sa relativité, son hétérogénéité, sa fluidité et sa dissonance[647].

Dans ces conditions, le critère de validité de cette nouvelle science du droit repose sur un sujet authentiquement libre qui décide et assume la conduite à tenir face à une norme indéterminée.

L'approche pluraliste de Macdonald est émancipatoire pour tous les sujets-citoyens.

B - La nature des interactions humaines

Dans la perspective pluraliste de Roderick Macdonald, c'est d'abord à partir des rencontres et ensuite des conflits entre les parties à une relation juridique que s'identifient et s'analysent les sites, impensables…du moins pour les juristes « classiques », de production de droit.

« Dans la perspective du pluralisme juridique radical, le soi (sujet) est inévitablement multiple – ni l'une ni l'autre des multiples personnes que nous sommes ne prédomine sur les autres en toutes occasion. Au contraire, notre vécu nous permet précisément d'exprimer l'une ou l'autre de ces personnes selon les circonstances. Dans nos rapports avec les autres, nous choisissons constamment laquelle de nos identités nous voulons privilégier, tout comme les autres nous assignent également les identités qu'ils veulent privilégier. Nous faisons appel à des critères de cohérence pour nous auto-évaluer dans le contexte des divers possibles qui nous sont ouverts, et pour choisir l'ordre juridique qui nous convient le plus à un moment donné. Ce processus d'auto-évaluation se déroule comme la médiation entre nos identités multiples. »[648]

---

[646] BELLEY J.-G., « Le pluralisme juridique de Roderick Macdonald…, 1998, *art.cit.* pp. 57-68, (p. 64 et p. 65).

[647] Ces caractéristiques sont développées pour les éléments qui composent l'ordre normatif (les normes, les institutions, les symboles, les procédés, etc.) notamment dans MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272 ; « Pour la reconnaissance d'une normativité implicite et inférentielle », *Sociologie et société*, vol. XVIII, 1986, n°1, p. 47-58. Nous les aborderons dans la suite de nos propos, *Infra*, p. 252.

[648] MACDONALD R. A, « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées…, 2002, *art.cit.* pp. 21-38, (p. 27).

Il ressort que la liberté du sujet de droit n'est pas une liberté absolue car il demeure soumis à son environnement. Cependant, il est libre dans la mesure où il ne serait pas soumis à un contrôle de conformité à un « ordre juridique » réputé hiérarchiquement supérieur. Cette liberté signifie que, dans les rapports conflictuels avec les autres, la solution soit adoptée par les parties de manière autonomes. La limitation de cette liberté s'effectue par un système d'auto-contrôle inter- et intra- subjectif.

Au moment de son choix, le sujet de droit subit certaines influences de son environnement. Selon Macdonald, il ne choisit pas seul son appartenance à un « ordre juridique » quelconque, il ne choisit pas seul non plus la qualification que cet « ordre juridique » lui propose. « *Le sujet juridique est à la fois un être qui s'identifie de multiples façons et qui est identifié par d'autres de multiples façons* »[649].

Il est par exemple qualifié de citoyen dans l'ordre juridique étatique, il est qualifié de père, de fils, de mari, et ainsi de suite dans le cadre familial, si on le considère comme un ordre juridique sociétal, il peut être qualifié de collègue, de client, de professeur, de fournisseur, d'associé … dans l'ordre juridique économique, il peut être qualifié par exemple d'aîné, de cadet, si nous choisissons l'ordonnacement communautaire africain. Il découle de cette multiplicité de qualifications une multiplicité de possibilités d'organisation des rapports juridiques.

Le sujet de droit évolue dans un contexte où convergent des « ordres juridiques » multiples qui se rencontrent, mais comme le sujet de droit lui-même, ces « ordres juridiques » ne sont que des hypothèses, souligne l'auteur.

Selon Roderick Macdonald, *« ces ordres sont constitués par les connaissances que les sujets possèdent, qu'ils créent et qu'ils partagent avec les autres »* [650].

Nous en arrivons ici à l'implication du sujet de droit dans la production de la normativité et, corrélativement, à la fin du monopole étatique dans cette fonction de production. Le sujet de droit est un acteur des combinaisons multiples que nous avons évoquées ci-dessus.

Dans la théorie classique, le droit, façonnant le sujet, est constitué par les institutions étatiques formelles, *explicites* selon la formulation de Macdonald, à partir notamment des règles, des sanctions qui sont le monopole de l'Etat. Alors que dans la perspective du pluralisme juridique radical, le droit est le produit d'une construction réciproque – une médiation

[649] MACDONALD R. A, « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées…, 2002, *art.cit.* pp. 21-38, (p. 28).
[650] *Ibidem*, pp. 21-38, (p. 28).

constante – entre les sujets de droit ordinaire (le justiciable) et le sujet de droit qui exerce un rôle institutionnel, et également entre les justiciables entre eux[651].

Selon Macdonald, *« le droit n'est pas autant un fait social, qu'une construction sociale »*[652]. Pour cet auteur le signe diacritique du droit ne serait pas dans la sanction comme le préconisent certains positivistes, mais dans la reconnaissance du « droit » par le sujet de droit. Le sujet de droit, nous dit-il, est celui *« qui rend possible le fonctionnement de toutes les institutions juridiques - étatiques ou autres - en leur accordant leur légitimité »*[653].

Ce serait les sujets de droit qui façonneraient les institutions (étatiques ou non) à partir des interprétations des connaissances qu'ils et elles en donnent. Là se trouve l'inversion.

Dans la perspective du pluralisme juridique radical, ce sont les sujets de droit qui créent avec leurs partenaires sociaux, quels qu'ils soient, le droit objectif, propre à chacun des actes qu'ils entendent poser.

« *Dans la mesure où le droit est une production de l'individu confronté à divers ordres normatifs* [qui se superposent], *le siège de cette production est nécessairement le cerveau de l'individu et ce qui s'y élabore comme perception non seulement de son environnement, mais aussi de son propre rôle et en fonction de cet environnement* »[654].

Nous en arrivons à la révélation du site de production du droit. Ce site se trouve au plus profond de sujet de droit (ordinaire ou officiel), dans son cerveau.

Le cerveau serait le lieu privilégié de rencontre entre les « ordres juridiques ». Selon Macdonald, cette rencontre serait avant tout un phénomène de la psychologie individuelle.

Roderick Macdonald dépasse ainsi le constat de la convergence « d'ordres juridiques » multiples se rencontrant dans un individu, il aborde son intelligence, ce qui le caractérise dans son processus productif. Il aborde ainsi le dynamisme et la complexité de la normativité sous un angle que ni le juriste positiviste, ni même certains pluralistes n'auraient imaginés.

S'il apparaît clairement que dans la perspective radicale du pluralisme juridique, fondé sur la liberté éthique du sujet, l'ordre juridique étatique ne représente qu'une fraction de la normativité sociale totale et n'a aucune souveraineté a priori sur les autres « ordres juridiques », notre question concernant l'anarchie dans le pluralisme juridique reste toujours en suspens.

---

[651] Ces identifications correspondent aux distinctions que nous avons effectuées d'une part entre l'acteur individu ordinnaire et l'acteur individu officiel et d'autre part entre l'individu biolgique et les instititions.

[652] *Ibidem*, pp. 21-38, (p. 21).

[653] *Ibidem*, pp. 21-38, (p. 22).

[654] AFAD, à paraître, *Anthropologies et Droits, un état des savoirs*, article de VANDERLINDEN J., « Les pluralismes juridiques ».

L'ordre juridique étatique n'ayant plus la fonction de contrôle de conformité, dans sa perception, Roderick Madonald attribue cette fonction au sujet de droit autonome, qui l'accomplit par un mécanisme d'auto-contrôle.

L'un des critères de validité de cette approche suppose que le sujet de droit ait les moyens, techniques ou non, de poser un jugement éclairé, bien sur, mais surtout cohérent par rapport au projet social. L'incohérence serait susceptible d'anarchie. Il convient de souligner ici que nous ne faisons pas référence à la notion « d'ordre » ou de « désordre » qui reste très relative.

L'un des principaux reproches formulé à l'égard de la perspective de Macdonald tient à l'extrême confiance qu'il accorde à l'individu, notamment à travers la « *capacité d'auto-évaluation* ».

En conclusion de ce chapitre sur les pluralismes juridiques, nous choisissons de nous arrêter sur la critique adressée à Roderick Macdonald par rapport à la place et surtout à la fonction d'auto-contrôle attribuée à l'individu dans le processus d'ordonnancement socio-normatif.

Selon Etienne Le Roy, la réticence aux théories de Roderick Macdonald tient plus à l'individualisme non limité qu'aux remises en question du positivisme. *« En tentant de fonder et de maximiser la liberté du sujet de droit, Roderick Macdonald fait, selon une expression de Jean Guy Belley, de chaque individu un champ poreux de juridicité, libéré de multiples loyautés politiques et seulement lié par un cosmopolitisme individualisant. On aurait là un exemple de normativité sans transcendance (…) »*[655].

Toujours selon lui l'arbitrage individuel du sujet de droit ne serait pas suffisant à la garantie de l'intérêt général. Nous avons vu qu'il propose, selon la nature des enjeux, des arbitrages collectifs et légitimes.

Norbert Rouland est également soucieux de l'absence d'un « *agent coordinateur »*, mission qu'il confierait à l'Etat qu'il percevrait plus comme un « *conciliateur plutôt qu'un régulateur* »[656].

Jeremy Webber, quant à lui, n'adhère pas à la conclusion de Macdonald selon laquelle l'individu est le seul site du droit. Il ne conçoit pas que le droit se fonde dans la seule croyance et opinions des individus, selon lui, « *le droit est marqué par une aspiration particulière qui le fait sortir de la pure subjectivité »*. Il estime que la normativité repose sur une base plus rationnelle que la psychologie de l'individu. Selon lui, le droit ne se trouve pas

[655] LE ROY E., « L'hypothèse de multijuridisme…, 1998, *art.cit.* pp. 29-43, (p. 41).
[656] ROULAND N., *Aux confins du droit. Anthropologie juridique de la modernité*, Paris, Odile Jacob, 1991, p. 131.

dans la réflexion individuelle, mais plutôt dans la réflexion inter-individuelle et, bien sûr, dans l'organisation de cette réflexion qui peut, dans un monde pluraliste, prendre plusieurs formes[657].

A travers ces différentes positions, il apparaît que l'idée d'accorder une place fondamentale à l'individu dans le processus d'ordonnancement socio-normatif pose moins de difficulté que l'éventualité d'un individu qui s'auto-contrôle pour garantir la cohérence de la *Structure*.

Nous pensons à la suite de Pierre Legendre que l'équilibre de l'échafaudage de la *Structure*, qui garantit l'organisation juridique, peut être compromis avec l'idée selon laquelle l'individu acteur puisse être promu « *sujet-Roi, sujet fondateur de lui-même* »[658].

Si les versions des théories du pluralisme juridique, qui viennent d'être exposées, nous ouvrent à d'autres types d'organisations ou de montages juridiques pour faire tenir « droite » les sociétés multiculturelles, il convient maintenant de s'assurer de leur utilisation hors du cadre de la culture juridique occidental dont relèvent ces outils théoriques.

Chapitre 2 : Pour une grille de lecture moins ethnocentrique

Notre propos dans ce chapitre sera de préciser les cadres de réflexion, autrement dit le point de vue (*i.e.* : *topos)* et le cadre logique (*i.e.* : *logos*) à partir desquels nous décrypterons la pratique grâce aux outils théoriques permettant une refondation.

La refondation consiste à combiner les dispositifs endogènes et exogènes et une connaissance des modes pratiques de régulation des conflits afin de permettre de proposer des solutions les plus proches possibles des besoins au quotidien[659].

Notre triple position, d'abord de peule-camerounaise, ensuite d'intellectuelle formée dans les universités françaises et enfin de chercheur observatrice de sa société d'origine, suppose une

[657] WEBBER J., « Commentaire sur la nature sociale du droit et le rôle du pouvoir », in Lajoie A., Macdonald R.A., Janda R., Rocher G. (Dir.), *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, Bruxelles, Bruylant, Les Editions Thémis, 1998, pp. 193-197, (p. 194 et p. 195).
[658] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p. 167.
[659] LE ROY E., *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* p. 375.

grande vigilance notamment à l'encontre de deux obstacles majeurs que nous avons déjà évoqués : l'ethnocentrisme et l'occidentocentrisme.

Avant de présenter la grille de lecture à partir de la quelle nous interpréterons l'expression des divers modes de la régulation sociale observée sur notre terrain d'étude (Sections 2), il convient d'interroger le cadre d'analyse occidentale d'où émane cette grille (Section 1).

Section 1 : Le cadre d'analyse occidental : un modèle questionné

Comment se libérer de l'« en-cadrement » occidental ?

Plusieurs auteurs s'intéressent aux modalités de sortie du cadre sous contrôle occidental.

Etienne Le Roy propose un cadre de référence original. Il préconise, rappelons le, que de nouvelles terminologies soient imposées afin de pouvoir mieux se représenter la juridicité en dehors des notions telles que *« Etatisme, Capitalisme et Individualisme »*[660].

Cette vocation épistémologique se retrouve également dans les analyses de Robert Vachon. Cet auteur part du constat qu'il existe *« à travers le monde, non seulement plusieurs variantes, modalités et applications de ce que l'Occident nomme le droit, mais plusieurs systèmes, ou mieux 'cultures juridiques', dont les différences ne sont pas uniquement procédurales mais se situent au niveau substantiel, à savoir au niveau profond de leurs postulats réciproques. Différences si radicales qu'on pourrait même dire qu'il n'y a rien même d'analogue entre elles. Ce sont des culture juridiques 'homéomorphes', c'est-à-dire si substantiellement différentes au niveau de leurs natures mêmes et de leurs postulats, qu'on ne saurait parler que d'équivalences fonctionnelles entre elles »*[661].

Il est intéressant de relever qu'il remplace le terme « non occidental » par celui de « homéomorphe ». Selon lui, au-delà des termes, ce qu'il y a de plus dangereux, ce sont les mythes qu'ils véhiculent. Cet auteur pense que certaines démarches, y compris les démarches anthropologique et ethnologique, sont sous l'influence de ces mythes. Ecoutons le :

[660] LE ROY E., « Le pluralisme juridique aujourd'hui ou l'enjeu de la juridicité »…, 2003, *art.cit.* p. 12.

[661] VACHON R., « L'étude du pluralisme juridique – une approche diatopique et dialogale », *Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law*, n°29, 1990, pp. 163-173, (pp. 164 et 165).

« *[…] non seulement la motivation mais la nature et la méthodologie elles-mêmes de l'ethnologie et de l'anthropologie juridiques actuelles restent profondément prisonnières des mythes de la culture juridique occidentale d'une part et moderne d'autre part. Parmi ces mythes, on pourrait signaler le civilisme, l'évolutionnisme, l'homocentrisme, l'autonomisme, l'étatisme, le souverainisme, etc. Mais je n'en soulignerai ici que deux et non parmi les moindres : le monisme unitariste et le totalitarisme du logos* »[662].

Avant de voir ce que préconise Robert Vachon contre les dangers de ces mythes, voyons comment nous appréhendons la position des tenants des théories du pluralisme juridique par rapport aux deux mythes retenus

Concernant le « *monisme unitariste* », il nous semble que le fait qu'il soit combattu par les théoriciens du pluralisme juridique témoigne qu'ils en ont pris conscience. Cependant, la question est de savoir quelle est l'effectivité des résultats de ce combat - dont l'un des objectifs principaux est de dénoncer le monopole de l'Etat dans la production de normativité – dans des sociétés où par exemple la notion d'« Etat » comprise à l'occidentale ne fait pas partie des « *universaux* »[663] ?

Au sujet du « *totalitarisme du logos* » (du cadre logique), le propos sera de savoir si ces théoriciens se retrouvent prisonniers d'une seule logique et d'une seule rationalité.

Cette question a suscité différentes réflexions chez les chercheurs en général.

Il en ressort que le « lieu » de construction des théories est primordial pour identifier les logiques et rationalités qui les sous-tendent (§1). Partant de là, nous nous interrogerons sur le rapport entre les perspectives théoriques et les faits sociaux qu'elles cherchent à expliquer (§2).

§1 : A propos du lieu de la construction théorique

Par sa théorie des archétypes Michel Alliot démontre que les cadres qui donnent du sens aux différentes manifestations des phénomènes juridiques ne relèvement pas exclusivement du *topos* occidental.

La proposition de Robert Vachon, fait écho à celle de Michel Alliot, tout en privilégiant la rencontre avec les autres cultures, à partir d'une démarche qu'il qualifie de *« diatopique »* et « *dialogale* ».

[662] *Ibidem*, pp. 163-173, (p. 164).

[663] Voir ALLIOT M., «L'Anthropologie juridique et le droit des manuels », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.307-318, (p. 308).

L'approche dialogique vient limiter les champs scientifiques et les complémente.

Cette approche est distincte de l'approche rationnelle scientifique, elle dépasse le niveau académique. Il ne s'agit pas, dit Robert Vachon, d'une modification de la méthode scientifique et dialectique (c'est-à-dire, qu'elle n'est pas une nouvelle méthodologie), ni une substitution à la recherche scientifique ou dialectique. « *C'est plutôt une méthode qui à la fois limite le champ du scientifique et le complémente substantiellement. Elle limite l'approche scientifique en ce qu'elle empêche cette dernière de devenir un monisme logique. Par le fait même, elle la complète* »[664]. Cette approche consiste à *laisser la Réalité parler*, dit l'auteur. Autrement, précise –t- il, *« nous succomberons à la dictature de la pensée. Le colonialisme le plus subtil est celui de la raison et de la pensée. D'où l'importance d'une* métanoia *(i.e. : un dépassement de la pensée tout court) »* [665].

L'approche diatopique vient réduire les distances.

Selon Robert Vachon, « [une] *des raisons fondamentales du malentendu tragique entre la culture juridique occidentale et les cultures juridiques autochtones traditionnelles, c'est d'oublier que la distance à surmonter entre ces deux mondes n'est pas simplement factuelle (interprétation morphologique) ou temporelle (interprétation diachronique) mais spatiale, c'est-à-dire qu'il s'agit de plusieurs* topoi (loci) *ou de visions dont les postulats eux-mêmes sont radicalement différents, n'ayant pas développé leurs modes d'intelligibilité à partir d'une tradition historique commune ou à travers une influence réciproque (interprétation diatopique).* […] *L'interprétation diatopique est celle qui essaie de découvrir* [les] *diverses cultures juridiques radicalement différentes, les rassemble dans un dialogue qui permette l'émergence d'un mythe dans lequel on peut entrer en communion et qui nous permet de nous entendre en nous mettant ensemble sous le même horizon d'intelligibilité, sans que cet horizon soit exclusivement le sien propre (*dia-topos *: qui transperce les* topoi *pour aller rejoindre les* mythos *dont elles sont l'expression). L'interprétation diatopique est celle qui essaye de comprendre la texture du contexte et qui essaye de surmonter la distance, non du présent au passé, ou du passé au présent, mais du présent au présent.* »[666]

[664] VACHON R., « Mettre l'anthropologie et le pluralisme juridique sous la tutelle du mythe émergent du Pluralisme de la Réalité», *Cahiers d'anthropologie du droit 2004*, pp. 363-370, (p. 366).
[665] *Ibidem*, (p. 365).
[666] VACHON R., « L'étude du pluralisme juridique…, 1990, *art.cit.* pp. 163-173, (pp. 166-168).

§2 : A propos du rapport entre les perspectives théoriques et les faits sociaux qu'elles cherchent à expliquer

Au-delà de l'interrogation sur l'enfermement conscient ou inconscient à une forme de logique d'organisation, ou de régulation, nous pensons que la véritable question est celle de *« la nécessité même de modèles pour penser et spécialement pour vivre humainement* »[667].

Cette question conduit inéluctablement à l'interrogation, plus globale, du rapport entre les perspectives théoriques et les faits sociaux qu'elles cherchent à expliquer.

« *Puisque les faits sociaux sont eux-mêmes constamment en construction,* [ce rapport] *n'est jamais fixe, mais est toujours en transformation, donc difficile à saisir* »[668]. Cette difficulté se multiplie notamment dans la rencontre inter-culturelle, ou le rapport à l'altérité peut générer des dérapages ethnocentriques.

Ce néologisme « *désigne la position de ceux qui estiment que leur propre manière d'être, d'agir ou de penser doit être préférée à toutes les autres.* (…) Reposant sur une forte identification de l'individu à son groupe et sur la certitude de la supériorité d'un certain nombre de valeurs, de croyances ou de représentations, *l'ethnocentrisme est une attitude ou une disposition mentale consistant à se référer à ses règles et à ses normes habituelles pour juger autrui et opérer ainsi une démarcation entre 'barbares' et 'civilisés' au nom, très souvent, de la préservation d'un idéal de 'pureté' ou d''authenticité »*[669].

Notre préoccupation ici porte sur les formes subtiles que l'ethnocentrisme peut prendre à travers certaines approches conceptuelles[670], notamment par le biais du principe d'englobement du contraire que nous avons évoqué à plusieurs reprises dans la première partie de notre travail[671].

Différentes solutions sont proposées pour pallier les difficultés liées à la conceptualisation des phénomènes sociaux, notamment lorsqu'elles sont aggravées par l'ethnocentrisme.

---

667 *Idem,* « Mettre l'anthropologie et le pluralisme…, *2004, art.cit.* pp. 363-370, (p. 364).

668 MACDONALD R. A., « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées…, 2002, *art.cit.* pp. 21-38, (p.22).

669 FERRÉOL G., « Ethnocentrisme », in Ferréol G. et Jucquois G. (Dir.), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles,* 2004, pp. 128-129.

670 L'ethnocentrisme peut prendre des formes extrêmes d'intolérance culturelle, religieuse, etc.

671 Principe identifié par Louis Dumont, *Essais sur l'individualisme, une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, 1983, p. 119 et s.

Lorsqu'il suggère un appareil conceptuel nouveau, Etienne Le Roy préconise de « [prendre] *en compte dans le cadre scientifique occidental des expériences ' juridiques' autres, tout en respectant ce qui fait leur originalité* »[672].

Raimon Panikkar[673] et Robert Vachon, quant à eux, proposent de dépasser les cadres théoriques[674]. A partir d'une conception du pluralisme conçu à travers ce qu'ils appellent *« le mythe du Pluralisme de la Vérité et de la Réalité »*, ils suggèrent d'aller au-delà des cadres théoriques.

Leur proposition concerne le cadre théorique de l'anthropologie du droit dans son ensemble, en passant par celui du « pluralisme juridique » et même celui d'une « théorie interculturelle du droit ». Selon eux le *« pluralisme »*, devrait se vivre et non pas se penser. C'est *« quelque chose qui n'est pas de l'ordre du concept ou de l'idéologie ou d'un projet de société ; quelque chose qui n'est pas le résultat de la pensée et de l'opinion humaine mais qui est à la source de toute pensée. Il s'agit du caractère impensé de la réalité, de ce que nous appelons la dimension mythique de la réalité »*[675]. Robert Vachon précise qu'il n'entend pas ici le mythe au sens de ce qui est fictif, non réel. Le mythe serait ce qui n'est pas vu mais qui fait voir (comme la lumière)[676].

Quant à Roderick Macdonald, il suggère de prendre en compte la nature hypothétique des théories et de les appréhender comme telles. A l'instar de plusieurs auteurs, il met en garde contre le danger très grave de n'aborder les questions vitales qu'à partir de nos définitions et de nos interprétations construites à travers les seules lentilles de nos idéologies et théories, de nos cadres et horizons conceptuels prédéterminés[677].

---

[672] EBERHARD C., *Droit de l'homme et dialogue interculturel*, Paris, Editions des Ecrivains, 2002, p. 12°.

[673] Voir PANIKKAR R., « The Myth of Pluralism », in Cross-Currents, Summer 1979, pp. 197-231; "The Pluralisme of Truth" in Insight, Oct. 1990, pp. 7616. Prabhu (ed.) The Interculrural challenge of R. Panikkar, Orbis 1996, pp. 243-262. Cité par Robert Vachon « Mettre l'anthropologie et le pluralisme…, *2004*, *art.cit.* pp. 363-370, (p. 364).

[674] Cependant, Robert Vachon précise : *« ma position ici n'est pas anti-modèle, anti-paradigmatique; je ne dis pas qu'il faut ne pas avoir de position, de cadre conceptuel, de modèle, comme si mon "modèle" était de ne pas avoir de modèle »*, voir notamment son article « Le Mythe émergent du Pluralisme et de l'Interculturalisme de la Réalité », consultable sur www.dhdi.org

[675] VACHON R., « Mettre l'anthropologie et le pluralisme…, *2004*, *art.cit.* pp. 363-370, (pp. 364 et 365). Pour plus de développement sur cette perspective que l'auteur présente comme le *mythe émergent du Pluralisme de la Vérité et de la Réalité »*, voir son article « Le Mythe émergent du Pluralisme et de l'Interculturalisme de la Réalité », consultable sur www.dhdi.org

[676] « Le contenu du mythe n'est plus un mythe. Le mythe est ce que l'on croit sans croire qu'on y croit. C'est ce qui permet de trouver le sens des choses sans être le sens même des choses ». Voir « Guswenta ou l'impératif interculturel, pour un accord de paix renouvelé entre Etats-Nations nord-américains (et leur peuples) et la Nation Mohawk », *Cahiers Interculture*, printemps, 1995, cahier 127, pp. 34-70.

[677] Nous pensons spécialement à Pierre Legendre dans le cadre de son interrogation sur la question dogmatique, et aux réflexions de Robert Vachon sur le mythe émergent du pluralisme, voir par exemple son article « Le Mythe émergent du Pluralisme et de l'Interculturalisme de la Réalité », consultable sur www.dhdi.org

L'approche de Roderick Macdonald ne semble pas éloignée de celle que Robert Vachon développe à travers ce qu'il appelle le *mythe du Pluralisme de la Vérité et de la Réalité.*

En conclusion de cette section dans laquelle nous nous interrogeons sur les limites des théories du pluralisme juridique comme outil d'explication et de lecture de certains faits sociaux à dimension multiculturelle, notre attention se portera sur la possibilité évoquée par Roderick Macdonald de *« modeler le réel »* [678].

La suggestion de ce dernier, de se reporter à la nature hypothétique de la théorie nous amène à transcender les limites de l'« outil théorique », telles que nous les percevons dans les « manuels ».

La démarche d'interroger la véritable nature de cet outil nous conduit à éviter deux écueils, d'une part celui de se focaliser sur une seule perspective théorique, quelle qu'elle soit (théorie positiviste dite classique ou théorie du pluralisme juridique, ou théorie multiculturelle, etc.) et d'autre part celui de se centrer sur l'utilisation qui en est faite par les « manuels » occidentaux. Utilisation parfois restrictive, notamment dans un contexte de position hégémonique de l'Occident, consistant à théoriser la seule expérience de l'Occident pour en gommer la singularité et prétendre à son universalité

Révéler ainsi la nature hypothétique de l'« outil théorique » revient à démentir *« toute affirmation objective sur le monde »*[679] et surtout à restituer la dimension subjective de toute analyse théorique, et donc lui reconnaître un caractère « modulable ».

Révéler l'aspect « *modelable du réel »* (Macdonald) ou le « *pluralisme de la Réalité et de la Vérité »* (Vachon), apparaît, selon les terme de Robert Vachon, comme un éveil de notre conscience.

« *C'est l'éveil non pas au relativisme mais à la relativité ou relationnalité radicale de toute chose, l'éveil non pas à l'autonomie, ni à l'hétéronomie mais à l'ontonomie*[680]*. La réalité est un tout qui n'a pas des parties mais des membres. C'est l'éveil à l'autre non pas comme simple objet ou terme d'intelligibilité, mais comme source d'autocompréhension, comme un tu, irréductible à quelque définition, concept que ce soit* »[681].

[678] MACDONALD R. A., « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées…, 2002, *art.cit.* pp. 21-38, (p. 23).
[679] VACHON R., « Le mythe émergent du pluralisme…, 1997, *art.cit.*
[680] Construction à partir de *ontos* (du grec, « être », l'être en soi) et *nomos*, (du grec, « lois ».L'auteur cherche ainsi à nous transporter au plus profond de notre être.
[681] VACHON R., « Le mythe émergent du pluralisme …, 1997, *art.cit.*

La reconnaissance de la flexibilité du cadre de réflexion, lié à la nature hypothétique de la théorie et la prise de conscience de l'éveil, conduit à réorienter les recherches. Cette réorientation consiste à ne pas rechercher une réalité (celle des cultures juridiques homéomorphes) à partir d'une autre réalité (celle de la culture juridique occidentale), mais à rechercher les différentes façons d'exprimer la réalité à partir des hypothèses sur la manière que les communautés humaines ont de « *nouer le biologique, le social, le subjectif (dans son intégrale dimension conscient inconscient pour la reproduction de l'humanité »* [682].

Nous ne nous interrogeons plus sur le cadre culturel des théories du pluralisme juridique, mais sur les hypothèses de la Réalité. Et nous nous intéresserons aux grilles de lecture susceptibles de nous ouvrir au maximum d'hypothèses.

Section 2 : Variabilité des montages normatifs

Notre attention portera ici sur une classification normative différente de la classification que propose la théorie dite positiviste du droit, une classification qui semble beaucoup plus ouverte.

Nous nous fonderons sur la grille analytique proposée par Roderick Macdonald, que nous compléterons par l'hypothèse du « *droit tripode* » élaborée par Etienne Le Roy, pour interpréter nos observations. Notre intérêt pour la contribution de Macdonald repose sur son élaboration d'une conception dynamique de la normativité englobant un maximum de phénomènes normatifs, sans toute fois prétendre à l'exhaustivité.

Roderick Macdonald se dissocie de la démarche purement formelle du juriste classique, dite moniste, pour identifier le phénomène normatif. La perspective du moniste favorise la distinction entre les modes d'expressions du droit officiel (en général facilement perceptible) et celles du droit non officiel (plutôt imperceptible) qui entraîne facilement dans le piège de l'utilisation statique des « paires antagonistes »[683], et induit à sous-estimer les ordres

[682] Nous reprenons la formule de Pierre LEGENDRE, *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* voir notamment pp. 9 et 195.

[683] MACDONALD cite quelques groupes de mots : droit/société ; droit officiel/droit non officiel ; droit écrit/droit non écrit ; droit formel/droit informel ; réglementé/spontané. Voir « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 241).

normatifs qui ne sont pas associés à la normativité étatique présentée comme le « modèle ». C'est le résultat d'une approche statique révélatrice du principe de l'englobement du contraire que nous avons mentionné plusieurs dans la première partie de notre travail[684].
Or selon l'approche dynamique préconisée par Roderick Macdonald la normativité peut être comprise comme se déployant sur deux axes fondamentaux qui permettent de récupérer le maximum de phénomènes de normativité[685].
Après avoir relevé la technique d'identification de normativité utilisée par l'auteur à partir de deux axes fondamentaux (§1), nous verrons que cette normativité émane de l'intersection de ces différents axes, tout en révélant la complexité du phénomène normatif (§2).

§1 : Technique d'identification de la normativité

Macdonald présente la normativité comme se déployant sur deux axes fondamentaux : le premier est l'axe « explicite – implicite » (A) et le second, l'axe « formulé – inférentiel » (B).
En décrivant ces axes, nous nous référerons également aux analyses de Sébastien Lebel-Grenier, qui s'est fondé sur les travaux de Roderick Macdonald pour élaborer une typologie normative[686].

A - Le premier axe : « explicite - implicite »

Cet axe s'étend entre deux pôles extrêmes, celui de la normativité « *explicite* » et celui de la normativité « *implicite* ». L'axe départage divers types de normes selon leur mode de production ou d'élaboration. Les normes « *explicites* » sont celles qui découlent d'un mode de production conscient, à l'inverse, les normes « *implicites* » résultent d'un mode d'émergence ou d'élaboration dont le processus est inconscient (ou n'est pas pleinement conscient). Ces normes « *implicites* » sont le produit d'un non-dit.
A titre d'exemple, peuvent être considérées comme des normes « *explicites* », les normes adoptées par les assemblées législatives, par les directeurs d'établissements, ou par toute autre structure ou individu du moment que les « gens » ont doublement conscience de la fonction que remplissent ces structures ou individus, et qu'il s'agit de la fonction où de l'une des fonctions pour lesquelles ces individus ou structures existent. Selon Sébastien Lebel-Grenier,

[684] DUMONT L., *Essais sur l'individualisme…*, 1983, *op.cit.* p. 119.
[685] Nous nous sommes essentiellement référé à l'article « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272.
[686] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical…*, 2002, *op.cit.* pp. 124 et s.

pour qualifier avec justesse ce processus de purement « *explicite* », il faudrait faire abstraction de la part importante de non dit, ou d'implicite, qu'il contient. C'et la raison pour laquelle il préfère associer les exemples de productions normatives conscientes à « des *représentations possibles* » du processus de normativité explicite[687].

Par exemple, peuvent être considérées comme des normes « *implicites* », les règles de bon voisinage, ou les normes qui président à l'attribution de certains avantages dans un milieu structuré, comme l'attribution des bureaux dans une faculté de droit[688]. Aucun processus explicité et conscient ne mène à l'adoption de ces normes *implicites*. Selon Sébastien Lebel-Grenier, ces normes représentent « *un savoir interactionnel latent* »[689].

Ces normes peuvent être repérables à des comportements sociaux, en famille, au travail ou dans le voisinage.

Il faut relever cependant que certaines normes « *implicites* » font souvent l'objet de tentatives d'explicitation, comme lorsque l'on tente de codifier les règles de bonne conduite. Cette tentative de codification permet de prendre conscience de l'existence et de la portée potentielle de ces normes, et contribue à ce que ces normes deviennent plus explicites. Ceci conduit à leur disparition, en tant que norme implicite.

B - Le deuxième axe : « formulé – inférentiel »

Cet axe départage divers types de normativités selon les modes de communication et de compréhension des contenus normatifs. Il vise en grande partie à permettre de qualifier le degré de précision avec lequel une norme peut être connue des acteurs. Ainsi, une norme est « *formulée* » lorsqu'elle adopte une formulation canonique ou ritualisée, c'est-à-dire des formules qui rendent clairement compte de l'intention prescriptive.

A titre d'exemple, peuvent être considérés comme des normes « *formulées* », aussi bien les normes écrites contenues dans des conventions collectives, dans des réglementations, que la coutume ou le rite , dans la mesure ou elles peuvent être formulées de manière précise.

À l'inverse une norme « *inférentielle* » relève du principe abstrait qui ne peut être réduit ni à une formulation précise, ni à une formulation fixe. La façon dont elles sont exprimées de même que leur signification varie constamment. Ces normes sont découvertes par

---

[687] *Ibidem*, p. 125-126.

[688] Cet exemple est utilisé par Roderick Macdonald, dans « Office Politics », University of Toronto Law Journal, n° 40, 1990, p. 419, cité par Sébastien Lebel-Grenier, *Pour un pluralisme juridique radical…*, 2002, *op.cit.* p. 126.

[689] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical…*, 2002, *op.cit.* p. 126.

l'observation et non par des énoncés. Selon Sébastien Lebel-Grenier, ces normes « *présentent le volet plus proprement sociologique ou anthropologique de la normativité qui est découvert par l'observation et non par référence à des énoncés institutionnalisés. Il s'agit en quelque sorte d'une forme de normativité qui n'est pas scriptée mais plutôt narrée* »[690].

A titre d'exemple, peuvent être considérés comme des normes « *inférentielles* », toutes normes qui guident les différents rapports interpersonnels, pouvant être illustrés par les règles de partage des responsabilités ménagères au sein d'un couple, par les règles qui déterminent qui paye la tournée lorsque des ami(e)s se retrouvent.

Ces normes « *inférentielles* » sont soumises à la même difficulté d'ordre pratique que celle qui a été soulevée pour les normes « *implicites* », dans la mesure où elles sont rebelles à la formulation.

Bien que toute norme puisse, en théorie, être située à des points très variable des extrémités des deux axes (« formulé – inférentiel » ou « explicite – implicite »), *« l'écrasante majorité des normes doit toutefois être localisée dans l'intervalle situé entre les deux extrêmes en raison de la nécessaire complexité des phénomènes normatifs* »[691]. En effet, si l'on se situe sur l'axe « explicite – implicite », l'hypothèse des phénomènes normatifs purement explicites impliquerait une logique réductrice qui ne prendrait pas en compte le « non-dit » dans les processus normatifs, et inversement l'hypothèse des phénomènes normatifs purement implicites serait, de fait, insaisissable, puisque les normes implicites faisant appel à des processus totalement inconscients, la moindre prise de conscience à leur égard les pousserait vers l'explicite, c'est-à-dire à leur disparition.

De la même manière, si l'on se situe sur l'axe « formulé – inférentiel », l'hypothèse selon laquelle les phénomènes normatifs se limiteraient exclusivement à la norme formulée impliquerait l'ignorance des normes inférentielles, c'est-à-dire d'un aspect de la réalité.

La technique d'identification consiste en la différenciation de deux axes.

A ce stade de la présentation, l'intérêt d'avoir identifié les deux axes « explicite – implicite » et « formulé – inférentiel », semble être de nous amener à dépasser les limites d'une vision « figée » de normes hypothétiquement « pures » localisées aux extrémités de chacun des deux axes, et de nous intéresser au phénomène beaucoup plus subtil de déploiement des normes à l'intérieur des extrémité. Ce phénomène identifié à partir de la description des quatre caractéristiques normatives : « *inférentielle* », « *formulée* », « *implicite* » et « *explicite* »,

[690] *Ibidem*, pp. 132-133.
[691] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical…*, 2002, *op.cit.* p. 127.

proposées par Roderick Macdonald, exprime l'élargissement du champ de la normativité, c'est-à-dire l'opportunité de ne pas avoir une vision trop simpliste de la réalité.
Pour une meilleure lisibilité du déploiement des normes, c'est-à-dire du phénomène normatif dans sa globalité, Macdonald présente une grille de lecture à partir de l'intersection des deux axes qu'il a identifiés.

§2 : La complexité du phénomène normatif

La différenciation de deux axes et l'analyse du produit de l'intersection de ces deux axes sont révélatrices de la complexité.

La grille de lecture qui découle de l'intersection des deux axes dévoile quatre idéaux-types : manifeste, allusif, routinier, latent[692].

AXES ☞ / ☟	**Formulé**	**Inférentiel**
Explicite	*Manifeste*	*Allusif*
Implicite	*Routinier*	*Latent*

Tableau 4 : Typologie de la normativité de Roderick Macdonald

Avant de voir comment Roderick Macdonald met en scène la diversité normative qui contribue à complexifier la régulation sociale, il convient d'expliquer l'utilisation qu'il fait des termes « manifeste », « latent ». Notre intérêt est pour l'instant porté sur ces deux termes, dans la mesure où, bien qu'ils soient inhabituels dans le langage des juristes dits positivistes, ils font pourtant appel à un phénomène connu par eux. Ce qui n'est pas le cas des termes « routinier » et « allusif ».

[692] Il faut préciser que les manifestations concrètes de la normativité ne peuvent être circonscrites à ces quatre extrémités mais se situent plutôt à des points très variables de ceux-ci.

Dans sa démonstration, l'auteur associe les termes *manifeste* et *latent* à la distinction fondamentale que l'on retrouve « classiquement » dans les conceptions de la normativité. Ecoutons le :

« *Le qualificatif 'manifeste' permet d'englober les caractéristiques que l'on peut décrire comme étant évidentes, officielles et bien en vue ; il désigne aussi certaines idées comme les concepts de hiérarchie, de juridiction et d'étanchéité systémique. Les règlements du jeu d'échec ou, de façon paradigmatique, un circuit de logique d'ordinateur sont de bons rapprochements à ce qu'on peut qualifier de manifeste dans les comportements humains. Inversement, l'expression 'latente' est utilisée en référence à ce qui est caché, non officielle et imperceptible, elle englobe certaines idées sous-jacentes comme les concepts d'horizontalité, de chevauchement et de perméabilité systémique. Les principes généraux du fair-paly et la soi-disante 'loi du marché' sont similaires à ce qu'on entend par 'latent' dans les activités humaines* »[693]

L'intérêt de la grille de Macdonald est qu'elle ne se limite pas à cette dichotomie « normativité manifeste/normativité latente » qui rappelle nettement la dichotomie « droit étatique/droit non étatique ». Une telle limitation contribuerait à la séparation des ordres normatifs seulement en deux groupes distincts : d'un côté celui du droit officiel (étatique) générant des normes manifestes administrées par des institutions manifestes et suivant des procédures manifestes dans un système manifeste dont la légitimation est également manifeste et de l'autre côté celui du droit non-officiel (non étatique) générant des normes latentes administrées par des institutions latentes et suivant des procédures latentes dans un système latent dont la légitimation est également latente. Non seulement cette distinction a tendance à induire la survalorisation de la production normative étatique, compte tenu de son association au caractère manifeste, mais plus elle a tendance à réduire le modèle normatif à la seule normativité manifeste. Roderick Macdonald se propose de remettre en question l'importance que les théories monistes et certaines théories du pluralisme juridique accordent au caractère manifeste de la normativité, au point d'en faire un modèle à partir duquel toute espèce de normativité latente est élaborée et évaluée. Pour cette remise en question, il va au delà de la distinction dichotomique droit étatique/droit non étatique qui implique une vision simpliste de la réalité.

Partant de sa technique de différenciation des deux axes et de l'intersection, l'auteur fait aparaître l'existence d'autres caractères normatifs, qui ne sont ni « manifestes » ni « latents »,

[693] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 241).

ce qui explique, selon lui, la raison pour laquelle ils sont tant négligés dans les théories reposant sur la distinction entre droit officiel et droit non officiel. Ce sont les caractères « *allusif* » et « *routinier* », que nous cernerons dans le paragraphe suivant.

Ainsi complétée, la grille proposée par Macdonald permet d'identifier d'autres phénomènes normatifs, qui viennent, non pas se substituer, mais compléter les phénomènes limitativement reconnus par le juriste classique.

En transcendant ainsi la dichotomie étatique/non officielle qu'entretiennent traditionnellement les théoriciens du monisme juridique, la démarche de Macdonald, qui rend compte de la complexité immanente du droit, vise à la réappropriation de la régulation. Il ne s'agit pas, rappelons-le, d'une rupture avec les phénomènes du droit étatique. Nous verrons que pour illustrer la complexité Macdonald se réfère à certains concepts proprement juridiques.

Il analyse quelques une des composantes des ordres juridiques occidentaux. Selon lui, l'ordre juridique est *« une structure intellectuelle »* dans laquelle sont intégrés certains éléments. De manière non exhaustive, il s'agirait des normes, des institutions, des méthodologies, des processus (correspondant aux *« caractéristiques structurales internes »*) et les principes de légitimation, la conception de la personnalité juridique (correspondant aux « *caractéristiques justificatives externes d'un ordre juridique »*)[694]. Nous retrouvons là des concepts qui sont familiers aux juristes classiques dits positivistes. C'est la démarche d'analyse qui l'est moins.

Pour comprendre les véritables caractères de ces divers composants des ordres juridiques, Macdonald les envisage selon les deux axes proposés *(« explicite – implicite » et « formulé – inférentiel »*) en prenant en compte les quatre expressions de la normativité (*manifeste, latent, routinier et latent*) résultant de l'intersection des axes proposés. Cette démarche l'amène à extrapoler les analyses « classiques » du juriste positiviste.

En conclusion de ce chapitre, pour une grille de lecture la moins ethnocentrique, qui porte sur l'opportunité de l'utilisation des théories du pluralisme juridique comme outils pour la refondation de la normativité dans les sociétés multiculturelles, notamment dans les pays anciennement colonisés, nous retiendrons essentiellement deux points.

Le premier se rapporte à l'importance des phases du pluralisme juridique. Aucune de ces phases ne correspond à l'achèvement de la théorie. Chacune des phases apparaît comme la

[694] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 246).

poursuite des avancées de la précédente. La pertinence et la viabilité de cette théorie reposent sur son ouverture perpétuelle. Chacune des phases traversées nous a semblé être une réappropriation de la « liberté » de individu en sa qualité d'acteur.

D'objet de droit, l'individu devient sujet actif de droit, lorsqu'il est identifié comme un des sites de production de la normativité (passage à la troisième phase). Il se libère du centralisme étatique. Ensuite de sujet de droit, enfermé dans un type particulier de logique et de rationalité, il devient un « acteur ». Cet être, qui selon Robert Vachon, participe au tout et permet au tout de se constituer et de s'exprimer à travers lui (passage à une quatrième phase ?). Cet être ne se caractérise pas par une seule forme de logique, ni par une seule forme de rationalité. Il se caractérise par le rôle fondamental qu'il détient pour l'assurance de l'harmonie sociale et l'absence d'anarchie.

Le mythe émergent de la Réalité et de la Vérité développé par Robert Vachon nous semble annoncer cette nouvelle phase[695]. Celle qui recherche la neutralité en s'émancipant de tout appui logique ou rationnel (aucun *logos* particulier).

Ecoutons l'auteur :

« *Je prends le pluralisme pour ce qui n'est pas une vue métaphysique de l'univers (quoiqu'il puisse en comporter une ou plusieurs). J'entends quelque chose de plus qu'une affirmation <u>objective</u> sur le monde, ou contre l'idéalisme, ou en faveur d'un univers pluraliste. Quelque chose qui n'est pas de l'ordre du concept et de l'idéologie, ou d'un projet de société; quelque chose qui n'est pas le résultat de la pensée et de l'opinion humaine, mais qui est à la source de toute pensée. Il s'agit du caractère impensé de la réalité, ce que j'appelle ici la dimension mythique de cette dernière . Appliquant cela au pluralisme, je dis que le pluralisme n'est pas seulement de l'ordre du logos, mais de l'ordre du mythos. Je parle donc du mythe qu'est le pluralisme de la réalité et de la vérité. Et je le présente comme quelque chose qui est en train d'émerger (à notre conscience), que nous avons encore peine à discerner et à accepter, mais qui est une des sources et points indispensables de la paix et de l'harmonie* »[696].

Retenons que cet auteur parle de « pluralisme » et non pas de « pluralisme juridique ». La définition qu'il donne du pluralisme évoque une volonté de se détacher de toute représentation particulière, de s'écarter de tout échafaudage conceptuel particulier. Le pluralisme est pour lui :

[695] Si nous partageons entièrement l'idée du mythe du pluralisme de la réalité, nous émettons des réserves sur celui de la vérité, tant cette notion est insaisissable.

[696] VACHON R., « Le mythe émergent du pluralisme…, 1997, *art.cit.*

«[…] *cette attitude humaine fondamentale qui est consciente de façon critique, à la fois : a) de l'irréductibilité factuelle (donc de l'incompatibilité) des différents systèmes humains qui cherchent à rendre la réalité intelligible et b) de la non-nécessité radicale de réduire la réalité à un seul centre d'intelligibilité ; il rend ainsi non nécessaire une décision absolue en faveur d'un système humain particulier ayant valeur universelle ou même un Être Suprême* »[697].

Cette perspective du pluralisme sur le fondement du *mythe du Pluralisme de la Réalité et de la Vérité* nous interpelle dans la mesure où elle semble réduire au maximum le risque d'une emprise insidieuse par toute logique ou rationalité dite dominante. C'est une perspective qui amène à prendre conscience de la différence fondamentale entre nos expériences et visions du monde d'une part, et la réalité d'autre part. Elle nous rappelle que la réalité même de notre être personnel ne saurait être réduite aux expériences et interprétations qu'on en a ou qu'on peut en avoir.

Le deuxième point que nous retenons est de ne pas perdre de vue que de manière générale nul, être humain, et donc nul chercheur, n'est à l'abri du pêché d'ethnocentrisme. Et, malgré toutes les précautions, derrière toute théorie se retrouve un être humain. Aussi, en nous appuyant sur le constat de Roderick Macdonald selon lequel *« l'utilité principale* [des théories] *se trouve dans les questions qu'elle nous oblige à nous poser »* [698], nous appréhendons les théories du pluralisme juridique version radicale et le pluralisme de la Réalité et de la Vérité comme des « filtres » en forme de questions.

Un filtre qui sert à dépasser le stade de l'«officiel », du « dicible » et même du visible. Un filtre contre les apparences, les évidences, contre les apparentes évidences.

[697] *Idem*, « Mettre l'anthropologie et le pluralisme…, *2004*, *art.cit.* pp. 363-370, (p.365).
[698] MACDONALD R. A., « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées…, 2002, *art.cit.* pp. 21-38, (p. 23).

Conclusion

En conclusion de cette rubrique, *Passage du pluriel au pluralisme*, nous nous demandons si les hypothèses du pluralisme juridique[699] résolvent l'une des questions fondamentales que se pose l'être humain, « *animal parlant* »[700] : comment assurer la « cohérence » entre les actions et le projet social afin de ne pas basculer dans l'anarchie qui correspondrait au « vide » dans la mythe occidental et ou au « chaos » dans le mythe africain.

La question de l'anarchie que nous avons posé en filigrane au cours de notre « marche sur le pluralisme juridique » nous mène au-delà d'un débat doctrinal – sur la place centrale, concurrente ou complémentaire du droit étatique, ou plus largement de l'ordre juridique étatique – à la question du rapport de l'homme au vide ou au chaos. C'est une question qui vient ainsi donner une dimension anthropologique au débat sur la fonction du « droit ». Dimension que l'on retrouve à travers les termes « **D**roit », «droit**S** », «juridicité »[701], ou encore « *Référence* ». Pour parler du droit dans sa globalité, certains auteurs utilisent soit une graphie particulière (Vanderlinden) soit un néologisme (Le Roy), le terme « droit » étant trop associé au système occidental qui ne correspond qu'à un type d'expérience particulière pour développer et organiser son système de normes. Organisation qui empêcherait l'anarchie.

Dans la quête d'une nouvelle science du droit, à partir de sa perspective du pluralisme juridique, Roderick Macdonald fait confiance à l'individu sujet de droit qu'il propose d'émanciper et de responsabiliser pour assumer cette mission d'organisation[702].

Dans un autre champ d'investigation Michel Alliot[703] distingue, à partir de ses travaux sur les « archétypes », différentes logiques d'organisation en fonction de la responsabilisation ou non des individus membres de la société.

---

[699] Il est surtout question des contributions des acteurs que nous avons sélectionnés pour faire cette étude.

[700] Nous reprenons une formulation de Pierre Legendre lorsqu'il relance une remarque d'Aristote soulignant que l'homme étant le seul animal doter de parole, il n'y a de politique que pour lui, voir LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p. 34.

[701] E. Le Roy use du néologisme « juridicité » pour illustrer le droit dans une perspective anthropologique. Il propose d'abandonner le « Droit » comme terme générique pour le néologisme « juridicité » qu'il juge plus approprié parce que plus englobant. Voir son article « Pour une anthropologie de la juridicité », *Cahier d'Anthropologie du Droit 2004, Revue Droit et Culture*, hors série, Paris, Karthala, 2004/4, pp. 241-248, (pp. 245 et s.).

[702] Sous réserve des éléments soulevés sur les moyens de garantir l'équilibre de l'organisation à partir des critiques soulevées sur « auto-contrôle » de l'individu, S*upra*, 210.

[703] ALLIOT M., «Anthropologie et juristique…, 2003, *art.cit.* pp. 283-305. Voir notamment p. 305 sur les préoccupations autour d'une nouvelle science du droit.

Selon Michel Alliot, les sociétés qui sont dirigées par un pouvoir central, unitaire, correspondant à l'archétype de la soumission, c'est-à-dire au modèle étatique, sont des sociétés dans lesquelles les individus membres de la société sont déresponsabilisés. Un pouvoir coercitif domine leurs activités au sein de la société. Ils sont soumis à l'obéissance d'un ordre qui leur est imposé, ils apparaissent comme des sujets passifs. L'Etat entend produire seul la cohésion de la société, sans intermédiaires sauf s'ils sont tolérés et/ou contrôlés par lui.

Alors que dans les sociétés qui correspondent à l'archétype de la différenciation, c'est-à-dire celles qui ne sont pas constituées par un seul pouvoir au-dessus d'elles, mais par une pluralité de pouvoirs, on observe une tendance à la complémentarité. Chacun de ces pouvoirs étant spécialisé, ils sont indispensables les uns par rapport aux autres. Ces sociétés tirent leur cohésion de cette spécialisation et complémentarité. Ces sociétés génèrent un sentiment de responsabilité dans la mesure où elles ne reposent pas sur une autorité extérieure.

La tendance à la diversification, à la spécialisation et à la complémentarité y est tellement forte, qu'elle affecte les membres de la société dans leur activité et leur vie quotidienne. *« Se différencier, c'est se rendre indispensables et obliger les autres à négocier »*[704]. Il nous semble que là, se trouve la clé de la cohésion et donc celle du contrôle de l'anarchie.

L'unité de la société ne résulte pas d'un pouvoir unitaire, mais de la différence entre ses membres.

Bien que la théorie des archétypes élaborée par Michel Alliot, soit antérieure à l'hypothèse de pluralisme juridique développée par Roderick Macdonald, nous y percevons des éléments pouvant compléter l'hypothèse de Macdonald, notamment à propos de la solution à apporter contre le risque d'anarchie. Question à laquelle peut également se résumer la principale critique des tenants de la théorie classique du droit, contre le pluralisme juridique en général.

Il apparaît que la société tire sa cohésion du « besoin » que chaque individu peut avoir de l'autre et des alliances, ainsi que des réseaux d'actions et de solidarités sans cesse renouvelés.

La cohérence ne provient pas que de la motivation intérieure du sujet de droit.

Nous pensons, à la suite de Jeremy Webber, que ce tournant vers l'extérieur ne consiste jamais en l'adhésion à une chose donnée, connue d'avance[705].

S'il apparaît que la responsabilité de la cohésion de la société ne revient pas à une seule instance, à un seul groupe, à une seule collectivité, à une seule force, quelle qu'en soit la substance et quelle que soit sa dénomination, il faut par ailleurs relever que cette cohésion,

[704] ALLIOT M., «Anthropologie et juristique…, 2003, *art.cit.* pp. 283-305., (p. 298).
[705] WEBBER J., « Commentaire sur la nature sociale du droit…, 1998, *art.cit.* pp. 193-197 (p. 193-195).

garantissant « l'anti-anarchie » au sein de la société, dépend également ou, plutôt, cumulativement, d'un autre facteur. Il s'agit de la cohérence entre, d'une part, les modes d'expressions de la « *Référence »* pour structurer un projet sociétal et, d'autre part, le choix de modèles de représentations ayant du sens pour les membres de la société concernée, ce qui équivaut à donner du sens au projet.

Nous avons relevé que dans les pays africains colonisés, où le droit étatique a été importé, cette cohérence fait généralement défaut lorsque nous analysons les textes et le discours officiels. Cette cohérence fait également défaut lorsque nous analysons les discours et le comportement de l'« acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire » (ci après acteur) au regard de son rapport au droit traditionnel. Cependant l'ordonnancement social n'est pas pour autant interrompu.

L'acteur semble être le « tiers », ce « troisième » qui occupe la place de « l'entre-deux » identifiée dans la première partie de notre travail grâce au principe de « dissociation » développé par Pierre Legendre.

S'il est ressorti des analyses théoriques que cet acteur n'est pas celui qui garantit la cohérence, disons la conciliation des divers ordonnancements normatifs, cependant son implication dans le mécanisme de régulation juridique de la « mêlé normative » ne semble plus faire de doute.

« *Le droit n'existe comme phénomène normatif que dans la mesure où il est reconnu à ce titre par les citoyens* »[706]

« *Voilà le fond des choses : la structure, c'est-à-dire le mécanisme de la Référence, du discours de la légitimité fondateur des effets normatifs que nous appelons le droit, a pour ressort le sujet humain, inévitablement l'homme, l'animal politique/animal parlant, (…)* »[707].

Dans la suite de nos propos, bien au-delà de la découverte d'un acteur qui ne se laisse pas prendre en otage par les multiples «références » qui cohabitent dans son environnement social, nous chercherons à comprendre en quoi cet acteur impulse l'interaction entre les différentes ordonnancements normatifs qui foisonnent autour de lui.

[706] MACDONALD R. A., « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées…, 2002, *art.cit.* pp. 21-38, (p. 21).
[707] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p. 141.

TITRE 2 : LA DYNAMIQUE CONTEMPORAINE DE LA « JUSTICE »

Cette partie est celle de la prise en compte de la rupture avec une lecture synchronique des faits de société au profit d'une lecture dynamique. Elle marque le passage de « l'opacité » à l'« opacité variable ».

L'opacité est, d'après le *Dictionnaire Le petit Larousse*, l'état de ce qui ne laisse pas passer la lumière. Dans son sens littéraire c'est l'obscurité totale, dans son sens figuré, c'est le caractère de ce qui ne peut être compris, ce dont on ne peut pénétrer le sens[708].

Dans le cadre de notre étude sur la justice, la situation d'opacité est identifiée lorsqu'il s'agit d'un modèle importé. Nous employons le mot « opacité » suivant le double sens de l'impénétrable et de l'incompréhensible.

Ce sont manifestement ces deux aspects qui semblent le mieux s'apparenter à la situation des institutions occidentales en général et de l'institution judiciaire en particulier après leur transfert au Cameroun. Pierre Fabien Nkot exprime, selon nous, l'aspect impénétrable en évoquant la dimension *« autiste »* du droit occidental, notamment dans sa version positiviste, où le droit a tendance à évoluer dans une « *logique interne* », avec ses propres codes[709]. Quant à l'aspect incompréhensible, Michel Alliot l'aborde lorsqu'il évoque le niveau caché des institutions, celui qui donne du sens, et lorsqu'il explique pourquoi ce niveau n'est pas transférable[710].

Il convient de souligner ici que la problématique de l'opacité n'est pas spécifique aux transferts des institutions occidentales dans les pays africains en général. Elle est inhérente au transfert de ce qui correspond à la « *Référence* », selon la perspective développée par Pierre Legendre.

[708] Le Petit Larousse Compact 2003.

[709] NKOT, P.F., *Usages politiques du droit en Afrique. Le cas du Cameroun*, Bruxelles, Bruylant, 2005, voir à partir de la p. 54 le paragraphe sur « Le positivisme juridique et ses limites », notamment p. 56 lorsque l'auteur évoque la dérive du positivisme.

[710] ALLIOT M., «Le miroir noir. Images réfléchies de l'Etat et du droit français » dans *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.105-111, 1er éd. 1980, (p. 110).

Nous avons identifié « l'opacité variable », comme la propriété grâce à laquelle l'acteur acquiert la capacité à sélectionner y compris parmi ce qui est caché[711].

Nous envisageons le passage de l'opacité à l'opacité variable comme une ouverture au phénomène d'interaction. C'est dans la perspective wébérienne que nous entendons le terme d'interaction[712]. Cette perspective nous permettra de compléter l'approche psychologique introduite dans la théorie du pluralisme juridique vue par Roderick Macdonald. Cette extension psychologique marque une rupture avec le déterminisme de la théorie classique du droit.

Contrairement au paradigme déterministe, selon lequel l'ordre social est garanti par un système de normes émanant de la société qui s'impose à ses membres, lesquels sont supposés y obéir de façon mécanique, le paradigme interactionniste s'intéresse aux intentions, aux motivations des acteurs sociaux. Il introduit les notions de préférence, de rationalité, de choix de l'acteur engagé dans une action donnée. Le terme d'action désigne l'activité humaine individuelle ou collective.

Pour Max Weber, les individus agissent dans des situations de conditionnement social, mais leur action n'est pas le pur produit d'un déterminisme extérieur comme le supposait Durkheim. Dans la perspective wébérienne l'approche interactionniste consiste à appréhender et organiser les motivations, les significations de l'action de manière à en trouver le sens. Il s'agit de reconstituer la rationalité de l'acteur, c'est-à-dire les « bonnes » raisons qui ont motivé l'action d'un acteur social situé et daté. Les raisons qui donnent du sens selon Michel Alliot. Le phénomène d'interaction nous plonge dans la sphère dynamique de la logique subjective des individus dotés d'intentionnalité. Dynamique dans la mesure où les intentions et les rationalités sont plurielles.

Après avoir mis en avant, dans un premier chapitre, les éléments de sortie de l'opacité, en proposant une lecture dynamique du mode de régulation juridique, le deuxième chapitre sera consacré à la prise en compte de cette dynamique comme fondement de la régulation juridique de la « mêlée normative ».

---

[711] Nous empruntons le terme « d'opacité variable » à l'optique physique. En parlant d'un corps ou d'une substance, l'opacité est « *la propriété, naturelle ou acquise d'absorber certaines vibrations électromagnétiques et de ne pas laisser traverser certains rayons* », le mot variable rajouté à ce terme, induit une capacité à sélectionner ce qui est absorbé et ce qui est réfléchi.

[712] Les développements qui suivent sont extraits de l'ouvrage de Max Weber, *Economie et société*, Paris, Plon, 1971, cité par Yao Assogba, *La raison démasquée. Sociologie de l'acteur et recherche sociale en Afrique*. Québec, Les presses de l'Université Laval, 2007, pp. 29-35. Ce sociologue africain, prend en compte la spécificité de l'Afrique.

Chapitre 1 : Préalables pour une lecture dynamique de la régulation socio-normative

Notre propos ici sera de mettre en exergue des conditions nécessaires pour concrétiser une lecture dynamique de la régulation socio-normative des sociétés multiculturelles.

La lecture dynamique suppose la prise en compte des changements au-delà des apparences véhiculées par les discours officiels.

Nous pensons que certains préalables doivent être pris en compte pour aller au delà de ces apparences.

Sans prétendre à l'exhaustivité, nous retenons :

- la rupture avec le Culte de la « loi » ;
- la rupture avec l'idée selon laquelle l'acculturation est exclusivement un instrument du pouvoir étatique qui s'inscrit dans des rapports de forces qui donne un avantage initial à une société, la société occidentale moderne et développée[713]. Et la prise en compte de l'implication de l'acteur individu dans les processus d'acculturation qui engendrent des transformations dans la longue durée ;
- la prise en compte du phénomène d'internormativité.

Les différents thèmes relevés dans ces points retiennent notre attention dans la mesure où ils soulèvent des éléments d'oppositions et de contradictions entre des logiques multiples.

Ils feront l'objet de trois sections.

[713] La volonté de rupture a été exprimée dans le cadre du programme de recherches de L'UNESCO, Rapport du directeur général sur le programme de recherche concertée visant à améliorer les conditions du transfert des connaissances, 19ème Conférence générale, Nairobi, septembre 1976. Le rapport du directeur général du 30 septembre 1976, dit rapport 19 C/87, propose dans son point 18 de substituer à la notion de transfert, qui renforce la situation des pays développés, l'idée de partage ou d'échange, sans pour autant masquer la situation de concurrence inégale sur le plan technologique en faveur des occidentaux. Voir notamment LE ROY E., MILINGO V., et al., « L'édition française, le transfert des connaissances juridiques et l'endogénéité du développement en Afrique noire », *Annuaire du Tiers Monde*, Paris, 1979, pp. 107-121 ; LE ROY E., « Rapport introductif à la deuxième réunion générale du réseau d'étude du transfert des connaissances juridiques en Afrique noire », Réseau africaniste, Document n° 19, Projet UNESCO-AIJD, Malte 12-18 novembre 1980, 19 p.

Section 1 : De la loi à la Référence

Notre propos ici consiste à relativiser le terme « loi » qui est généralement perçu comme la « Référence », telle que l'entend Pierre Legendre. Il est question de relativiser et non pas de dénigrer dans la mesure où la loi, « *règle écrite, générale et permanente, élaborée par le Parlement »*[714] fait également partie des fondements de la Référence[715]. Notre critique porte sur l'utilisation de la loi comme « pseudo-Référence ». C'est-à-dire sur la confusion de la « loi » avec la « Loi », par nécessité anthropologique nous usons de majuscule pour distinguer les deux concepts. Cette majuscule est sensée préserver de la restriction du concept de la Loi à une vision spécifique.

Afin de ne pas se cantonner à une perspective limitativement marquée dans « *le temps de la modernité et dans l'espace occidental»*[716], il conviendrait d'effectuer une rupture avec l'approche de la loi comme pseudo-Référence (§1) pour une perspective plus large et surtout dynamique à travers le concept de la Référence. Cette rupture suppose que la « loi », sous-entendu formelle, soit replacée parmi les multiples « re-sources »[717] utilisées pour la construction du discours du fondement social, discours nécessairement actualisé par les acteurs (§2).

§1 : La loi comme pseudo-Référence

Bien qu'il soit issu du cadre juridique, le mot « loi » est employé dans de nombreux domaines : philosophique, scientifique et religieux. Son statut pluridisciplinaire et quasi atemporel, voire universel ne facilite pas sa définition.

Dans la littérature juridique …occidentale, « faire la loi, c'est ordonner »[718].

---

[714] Selon le Lexique des termes juridiques.

[715] Cette idée de pluralité de fondement de la Référence est développée par Etienne Le Roy dans son hypothèse du « Droit tripode », voir dans son ouvrage *Le jeu des lois. Une anthropologie « dynamique » du Droit*, Paris LGDJ, Série anthropologie, 1999, p. 198.

[716] LE ROY E. « In ordinem adducere ou comment tenter d'imposer par le droit 'la' civilisation. La mise en ordre de la 'justice des indigènes' et le discours juridique colonial en Afrique Noire française », communication présentée à la table ronde Les colonies, la loi, les juristes, organisée à l'université de Paris II, Publiée, *Droits*, vol. 43, 2006, pp. 199-219.

[717] « Re-sources » : nous procédons à cette déformation pour relativiser la théorie des « sources du droit » dont l'origine est également historiquement et idéologiquement marquée, voir ALLAND D. et RIALS S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, Paris, Quadrige, Lamy, PUF, Dicos Poche, 1ere éd., 2003, notamment les entrées « Sources du droit (problématique générale) » et « Règle de droit ».

[718] Pour un approfondissement voir ALLAND D. et RIALS S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique.…*, 2003, *op.cit.* notamment l'entrée « Loi ».

Nous nous intéresserons ici à la loi comme outil d'ordre.

« Centre de gravitation de tout le système de formalisation juridique, la loi représente le dogme initial, héritage d'une expérience ancestrale, prolongé par le Droit public français élaboré depuis la Révolution de 1789. (…) La Loi, devenue expression de la volonté générale, acquiert de ce fait une "propriété magique"(Vedel) »[719].

Magique, du fait de sa forme, du fait de son lieu, puis de son mode d'édiction. Magique par-dessus tout, du fait de son association, au point de se confondre avec le Droit et l'Etat. Si nous nous rappelons que l'Etat est une fiction de l'occident moderne, c'est-à-dire localisée dans le temps et dans l'espace nous nous rendons compte que le contexte de cette magnificence, de la loi, est limité.

Dans le contexte spécifique de l'ordre étatique, la règle légale, celle qui reproduit les « canons officiels » est la loi. Apparaissant comme « *la règle de conduite dans les rapports sociaux, générale, abstraite et obligatoire, dont la sanction est assurée par la puissance publique* », elle est la norme de prédilection pour chercher à façonner toujours plus le corps social[720].

Cette conception, où la loi a plus vocation à être une injonction de la puissance publique, qui trouve son fondement dans la théorie du normativisme (A) a tendance à s'atténuer avec le temps de la pluralité (B).

A - Fondement théorique

Selon le *Dictionnaire de la culture juridique,* « *on appelle normativisme au sens large toute théorie du droit, d'inspiration positiviste, qui envisage le droit comme un ensemble de normes. Mais dans un sens plus restreint* [celui dans lequel nous l'employons ici] *ce terme désigne l'un des principaux courant du positivisme juridique, théorie générale du droit de Hans Kelsen et de ses successeurs, aussi appelée 'Théorie pure du droit'* »[721], du nom de l'ouvrage de Kelsen, bien que le normativisme ne se réduise pas seulement à cet auteur[722].

---

[719] LEGENDRE P., *Trésor historique de l'État en France. L'Administration classique,* Paris, Fayard, coll. Les savoirs, 1992, p. 397, cité par Caroline Plançon., *La représentation dans la production et l'application du droit. Études de cas dans le droit de propriété foncière au Canada/Québec, en France et au Sénégal,* Thèse, Paris, 2006.

[720] *Lexique des termes juridiques,* Paris, Dalloz, 15ème éd., 2005, voir « règle de droit ».

[721] TROPER M., « Normativisme », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique,* 2003, pp. 1074-1079, (p. 1074).

[722] KELSEN H., *Théorie pure du droit,* Paris, Dalloz, 2ème éd., 1962, repr. 1999, trad. Ch. Eisenmann, cité par Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*…, 2003, *op.cit.* voir notamment les notices « Ordre juridique », « Normativisme », « Règle de droit », « Sources du droit (problématique générale) ».

Notre propos ici n'est pas d'entrer dans la complexité kelsenienne de la théorie générale du droit qui diffère des théories antérieures par trois idées principales :

- le droit est un ensemble de normes,
- ces normes forment un ordre ou un système hiérarchisé identifié comme un ordre juridique et pour finir,
- toute création est aussi application du droit et réciproquement[723].

Dans le cadre de notre préoccupation sur « *l'assemblage, le montage, l'organisation structurale* » des discours fondamentaux des sociétés humaines en général et de la société peule du Cameroun en particulier, nous privilégierons la théorisation de l'ordre juridique[724]. Kelsen assimile la conception de l'ordre juridique à l'Etat et il le définit comme un ordre de contrainte de la conduite humaine. Non seulement cela signifie qu'il existe des normes, dites juridiques, dont l'inobservation fait l'objet de sanctions, mais surtout cela évoque l'exclusivité de l'ordre juridique Etatique. Cet ordre présente des particularités qui n'existeraient pas au même degré dans les autres ordres[725]. Selon la perspective théorique, l'ordre juridique étatique centralise des organes spécialisés pour produire le droit, l'appliquer et le sanctionner. L'Etat demeurerait le seul détendeur du monopole de la sanction. Même pour les auteurs qui ne limitent pas strictement le droit étatique à un ordre de contrainte, l'ordre juridique étatique trouve son fondement en dernière instance dans le pouvoir, entendu comme pouvoir coercitif[726].

Et pourtant ce pouvoir de faire respecter la norme édictée, y compris en recourant à la force, est de moins en moins perçu comme le seul moyen d'ordonnancement social.

B - Pôles nouveaux ou rénovés de production de prescriptions

Au-delà du fait que le principe de légalité, entendu au sens large et littéral, comme « *la soumission à la loi, soumission d'un acte juridique, mais aussi d'une activité matérielle à la*

[723] Notre réflexion se limite ici à la théorie générale du droit, qui ne représente qu'une partie des travaux de Kelsen qui portent sur des questions très diverses : la philosophie politique, la philosophie des sciences, la morale, la philosophie, la théorie générale de l'Etat.

[724] Les termes en italique mis entre guillemet, sont une reprise du vocabulaire de Pierre Legendre.

[725] Sous réserve de leur identification puis leur reconnaissance.

[726] La principale divergence avec la théorie de Kelsen porte sur la nature de l'ordre juridique. Voir notamment les travaux de Herbert Lionel Adolphe Hart. Ce philosophe britannique dénonce la réduction de l'ordre juridique à un ensemble de normes portant exclusivement sur la sanction. Selon lui la présentation de Kelsen ne rend pas compte de la façon dont le droit opère dans la conscience des acteurs (sujets ou organes) du système, voir, *Le concept de droit*, Bruxelles, Facultés universitaires de Saint – Louis, 1986, trad. M. Van de Kerchove, p. 59, cité par Charles Leben, « Ordre juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp.1113-1119, (p. 1114). Voir aussi les travaux du philosophe italien Norberto Bobbio ; et des post-normativistes Santi Romano, Amseleck, Combacau, Raz Joseph, pour ne citer que quelques uns.

norme juridique », ne se limite pas à la loi formelle (1), il convient de souligner que dans les faits, la légalité n'est pas totalitaire, dans le sens où elle n'est pas la seule à déterminer l'action des sujets de droit (2)[727].

1) La légalité est composite

Les sources formelles du droit sont de plus en plus nombreuses pour la légalité du droit français. Débordant celle de la loi (dont la distinction entre loi constitutionnelle et loi formelle reste quelquefois floue), l'éclatement de la légalité laisse apparaître plusieurs légalités obéissant à un classement hiérarchique fondé sur un critère organique. Celui de la qualité de l'auteur de la norme. Plus sa légitimité est directement liée à l'expression de la souveraineté nationale, plus haut est sa place au sommet de la pyramide. Se retrouvent ainsi du sommet à la base de la « pyramide de la légalité » :

- La légalité constitutionnelle. La norme suprême est celle qui émane du peuple, titulaire de la souveraineté nationale qu'il a exercé une première fois en adoptant la Constitution et qu'il exerce, dans le cadre de celle-ci, par ses représentants et par la voie du référendum (article 3 de la Constitution[728]). Le contrôle au fond de la conformité de la loi à la Constitution favorise la spécificité de la loi constitutionnelle par rapport à la loi formelle.
- La légalité conventionnelle, celle des traités internationaux et du droit dérivé. Cette légalité a intégré la hiérarchie des normes par la voie constitutionnelle : l'article 55 de la Constitution attribue aux traités ratifiés, publiés et réciproquement appliqués une autorité supérieure à celle des lois (entendons lois « formelles »).
- La légalité formelle, illustrée par la légalité réglementaire. Rappelons que le règlement n'en est qu'une application. La normativité réglementaire est globalement subordonnée à la loi formelle et à la Constitution, y compris lorsque le pouvoir réglementaire intervient dans des matières interdites en principe à la loi[729]. Cette subordination du règlement tient à la nature de ses auteurs. Des autorités administratives, sans doute responsables devant le Parlement, mais qui sont plus loin dans l'ordre des « proximités » du souverain national.

[727] GAUDEMET Y., « Légalité (principe de) », *Dictionnaire de la culture juridique*, in Alland D. et Rials S. (Dir.), 2003, pp. 917-920, (p. 917 et p. 919).
[728] Nous faisons référence à la Constitution française du 4 octobre 1958.
[729] Conformément aux article 34 et 37 de la Constitution de 1958.

- La légalité (?) jurisprudentielle ou plutôt la contribution du juge à la légalité ? C'est là une interrogation qui met en exergue le débat historique sur l'implication du juge, personnage emblématique[730]. En théorie pure, la contribution du juge à la légalité est nulle dans la mesure où il a pour seule (?) mission d'appliquer la loi pour dénouer le litige et non de la créer.

Cependant, dans la réalité, la jurisprudence a parfois une part déterminante dans la formulation de la légalité[731].

En plus de souligner la diversité au sein de la normativité dite juridique, il convient de relever que [cette] « *normativité juridique n'a qu'une part, explicite mais pas toujours la principale, à la détermination des comportements des acteurs sociaux. D'une façon générale, ces comportements doivent être conformes à la légalité*[732] *mais, dans leur principe et leurs modalités, ils obéissent aussi à d'autres déterminismes* »[733].

2) La légalité n'est pas totalitaire

Sans parler, pour le moment, de pôles de production de prescriptions qui sont viscéralement ignorés par les instances occidentales, abordons la catégorie des pôles qui se développent en marge du dispositif spécialisé, centralisé et monopolisé par l'appareil étatique, suivant la théorie dogmatique. Disons que nous évoquons ici les pôles de prescriptions qui ne sont pas intégrés dans la « pyramide de la légalité ».

Le domaine réservé des instances étatiques se lézarde laissant apparaître d'autres corps, structurés sur des logiques différentes de la logique individualiste et unitaire.

Dans la réalité, malgré les effets d'étouffement, on peut observer la prolifération du droit infra-législatif, issu du phénomène de « négociation collective ». A travers des structures organisées sur des bases « communautaires »[734] - telles que les associations les plus diverses de victimes, de consommateurs, de commerçants, etc., ou encore les syndicats – le modèle de

[730] Période de confiscation par la Révolution du rôle de créateur de droit, voir expérience du gouvernement des juges.

[731] Elle modifie la notion et les effets de l'accord des volontés (théorie des bonnes mœurs, des vices de consentement), de la responsabilité civile (théorie de la responsabilité sans faute), du droit subjectif (théorie de l'abus de droit), pour ne citer que quelques exemples.

[732] Lorsqu'il s'agit du schéma juridique occidental, c'est nous qui appuyons.

[733] GAUDEMET Y., « Légalité (principe de) », *Dictionnaire de la culture juridique*, in Alland D. et Rials S. (Dir.), 2003, pp.917-920 (p. 919).

[734] Nous utilisons ici ce concept avec parcimonie, nous sommes consciente que les logiques développées par les « groupes de la modernité » sont différentes de celles de certaines sociétés communautaires africaines, voir ROULAND N., *Anthropologie juridique*, Paris, PUF, 1988, p. 342.

la négociation collective se répand de plus en plus et permet d'orienter l'action juridique dans un sens qui n'est pas celui de la loi telle qu'elle apparaît dans les doctrines obnubilées par les canons classiques[735]. Progressivement, dit Norbert Rouland, le droit post-moderne revient aux solutions des droits traditionnels, où la société s'affirme comme composée de groupes, et où la fonction prime sur l'être[736].

Ce glissement témoigne de l'irréalisme de la « *dogmatique* », et corrélativement de la nécessité d'une adaptation constante à une réalité spatiale et contemporaine très fluctuante[737].

Cependant, la prise de conscience de la distorsion entre la dogmatique et la réalité ne suffit pas à bousculer l'habitude inconditionnelle de valoriser la norme étatique de prédilection, c'est-à-dire la « loi » au point de lui attribuer la place de la Référence.

Il semblerait nécessaire d'aller au-delà de la construction matérielle de ce que l'on identifie comme la loi. Et l'appréhender, comme le suggère Laurent Robert-Wang, comme un modèle abstrait, une construction humaine artificielle, immatérielle et mentale[738].

« Sans réalité matérielle, la règle de droit n'est ainsi qu'un pur produit de la pensée humaine. A ce titre, elle ne doit donc pas être confondue avec le support verbal ou écrit chargé de la rendre visible et de la communiquer »[739].

Cette perspective permet de relativiser la forme d'expression de la règle de droit, et de se focaliser sur sa fonction anthropologique.

§2 : Au-delà de la loi, …la Référence

La loi serait un *modèle,* elle révélerait « *des mesures à suivre, à observer, à respecter dans les réalisations que les hommes accomplissent* »[740]. « *Etalon, mesure* »[741], elle aurait une fonction de « garde-fou » selon Hegel. Elle serait la « *Référence* » selon Pierre Legendre.

---

[735] Les accords professionnels pourraient illustrer les orientations du « droit du travail ».

[736] ROULAND N., *Anthropologie juridique*…1988, *op.cit.* p. 410.

[737] Nous entendons ici le terme *dogmatique* dans le sens classique, celui que Pierre Legendre désigne de « maudit, » avant qu'il n'entreprenne la réhabilitation du terme, voir LEGENDRE P. notamment, *Sur la question dogmatique en Occident*, Paris, Fayard, 1999, p. 147 et *Ce que l'Occident ne voit pas de l'Occident. Conférences au Japon*, Paris, Mille et une nuits, 2004, p 98.

[738] « Le modèle abstrait » est l'une des trois caractéristiques que cet auteur attribue à la règle de droit, en plus d'être un modèle d'action et un modèle justiciable. Il propose ces trois caractéristiques après avoir déconstruit la définition classique de la règle de droit : comme étant générale, obligatoire et dont la sanction est le signe diacritique. Il convient de souligner que la définition classique mentionne également la dimension abstraite de la règle de droit, cependant l'accent est surtout porté sur l'auteur du texte.

[739] ROBERT-WANG L., « Règle de droit », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1326-1329, (p. 1327).

La « *Référence* » serait la raison fondamentale. « Ce » à quoi une société se « réfère » pour ne pas franchir l' « *Interdit* », le « *Tabou* ». Ce à quoi une société se réfère pour développer et organiser son système de normes.

Le terme « système de normes», ne doit pas être circonscrit à la conception kelsenienne. Nous entendons « système » selon son origine grecque, évoquant l' « *assemblage* », expression qui nous rapproche de Pierre Legendre, lorsqu'il parle de la « *Structure* » en employant la formule « *montage* »[742]. Quant au terme « norme »[743] - faisant appel à son étymologie latine, *norma* très proche de *regula*, qui désignent les outils (équerre, règle) utiles aux tracés des lignes rectilignes - nous l'entendons comme une règle[744], dans le sens de « mesure ».

Le système de normes, serait alors un assemblage, un agencement de règles d'organisation sociale, sans coloration doctrinale marquée.

C'est à partir de …? C'est grâce à …? C'est par …? …la « *Référence* » que ces règles d'organisation sont échafaudées. Toutes ces interrogations révèlent la complexité du concept de « *Référence* ».

La complication vient de l' « *essence* » même de la « *Référence* » qui peut être entendu à la fois comme un contenant et comme un contenu. Perspective qui évoque le » modèle abstrait » de Laurent Robert-Wang.

Si le contenant, en sa qualité de « cadre », de « lieu », « d'espace » de légitimation, est identique en toute société, les contenus, c'est-à-dire les discours, qu'une société donnée tient pour fondamentaux à une époque donnée, sont quant à eux « *multiples, divers, voire contradictoires* »[745], y compris pour la même société suivant les époques du discours.

L'un des intérêts de la démarche de Pierre Legendre qui consiste à aborder la Référence comme une catégorie vide, est de mettre en exergue la pluralité des contenus dans l'espace et dans le temps.

---

[740] AMSELEK P., « Lois juridiques et lois scientifiques », *Droit*, n° 6, 1987, p. 131, cité par Laurent Robert-Wang, « Règle de droit », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1326-1329, (p. 1327).

[741] ROBERT-WANG L., « Règle de droit »…, 2003, *art.cit.* pp. 1326-1329, (p. 1327).

[742] LEGENDRE P., *Leçons VII. Le Désir politique de Dieu. Etude sur le montage de l'Etat du Droit*, Paris, Fayard, 2005 (1er éd. 1988), p. 332.

[743] D'une manière générale ce terme désigne une mesure ou un standard par rapport auquel on qualifie la conformité d'un objet ou d'une action. Le droit (comme discipline) s'intéresse uniquement à des normes concernant des actions ou des comportements humains. C'est à Hans Kelsen que le terme doit d'être utilisé pour couvrir toutes variétés d'obligations, de permissions ou d'interdictions quelque soit le domaine et le degré de généralité ou de particularité, d'abstraction ou de concrétisation. Voir ALLAND D. et RIALS S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*,…2003, *op.cit.* notamment l'entrée « Norme ».

[744] Bien que cela ne s'impose pas sans partage, la doctrine a tendance à identifier les deux expressions, norme et règle, voir ALLAND D. et RIALS S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique…*, 2003, *op.cit.* notamment les entrées « Règle de droit » (p. 1326), « Ordre juridique » (p. 1114) et « Norme » (p. 1079) ; *Lexique des termes juridiques*, Paris, Dalloz, 15ème éd., 2005 (voir « norme ».

[745] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique*…1999, *op.cit.* p.141.

Comme nous l'avons souligné, dans la société occidentale moderne, auteur de la colonisation des pays africains ce contenu, appelé « droit » est confondu avec les concepts de loi et d'Etat, à travers le terme « droit étatique ».

Notre intention ici n'est pas de rapporter la définition du concept « droit » qui ne fait l'unanimité que lorsqu'il s'agit de dire combien il est difficile à définir[746]. Notre propos consiste à assimiler le droit, tel qu'il est entendu dans la société occidentale moderne, à l'un des multiples contenus existant et par conséquent à le dégager de sa portée universelle.

En plus de souligner la spécificité du droit, le statut de « contenu » révèle aussi un droit « *flexible* »[747], « *soluble* »[748], « *fluide* »[749], pour ne citer que quelques-unes des expressions qui évoquent la malléabilité dont est tributaire tout « contenu » destiné à différentes formes de « contenants ».

Malléabilité qui nous éloigne de l'image d'un droit « dur », « rigide » et « figé » dont font écho les défenseurs de l'idéologie du positivisme juridique étatique.

L'autre intérêt de la démarche de Pierre Legendre est d'avoir introduit le principe de dissociation entre le Discours de la Référence et l'auteur de ce discours. C'est par le biais de ce principe qu'il est possible d'identifier la référence comme « contenu » et la Référence comme « contenant ».

En conclusion de cette section, où nous avons « déplacé le curseur » de l'universel au particulier, nous relevons la spécificité de la conception occidentale du droit, imprudemment considérée comme universelle.

Par ce déplacement – qui consiste à se focaliser, comme le suggère Pierre Legendre, sur la construction du droit, telle que structurée par l'Occident – nous avons voulu prendre la mesure du caractère universel des outils de légalité exportés conformément à l'opération de

---

[746] Le doyen Vedel à qui est soumise la question "qu'est-ce que le droit ?" avoue avoir "(*séché) comme un mauvais étudiant*.", VEDEL G., "Indéfinissable mais présent", *Droits. Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, n° 11, Définir le droit, 1990, p. 67-71, (p. 67). Dans le même sens, Norbert Rouland considère qu'"*on ne peut pas définir le droit, on ne peut que le penser*.", ROULAND N., "Penser le droit", *Droits*, n° 10, Définir le droit, 1989, p. 77-79, (p. 77).

[747] CARBONNIER J., *Flexible droit. Textes pour une sociologie du droit sans rigueur*, Paris, LGDJ, 10ème éd. 2001, (1° éd. 1969).

[748] BELLEY J.G.(Dir.), *Le droit soluble. Contributions québécoises à l'étude de l'internormativité*, Paris, LGDJ, coll. Droit et société, 1996

[749] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes, Hypothèses sur l'émergence des normes, l'internormativité et le désordre à travers une typologie des institutions normatives », dans Jean Guy Belley (Dir.), *Le droit soluble. Contributions québécoises à l'étude de l'internormativité*, Paris, LGDJ, coll. Droit et société, 1996, pp. 233-272.

« transfert technologique »[750], notion hypothéquée par l'idéologie de la domination occidentale.

Si nous considérons que ce qui est transféré correspond au « contenu du discours occidental », c'est-à-dire à une représentation spatio-temporelle de la Référence occidentale en concurrences avec les autres représentations, nous « démythifions » l'image d'un Occident qui s'impose *(…) « grâce à ses performances technologiques, comme 'le monde de la civilisation', et parvient ainsi à se faire accepter comme agent de la reconstitution d'un savoir positif et comme diffuseur de la science* »[751] .

Dans cette condition, la problématique de la réception n'est pas abordée sous l'angle d'une crise, mais sous celui d'une réorganisation. C'est une perspective plus dynamique et plus positive dans la mesure où il est question de la remise en scène du montage de la *Structure* sociale de la société « receveuse ».

Section 2 : Les différentes formes d'acculturation juridique ou la problématique de la réception

Le terme acculturation a été conçu à partir d'une racine latine *cultura*, dont tant les usages originels que la traduction française sont vagues et imprécis : cultiver la terre, se cultiver l'esprit Quant au préfixe il n'apporte guère d'information car on ne sait si le promoteur de la notion a choisi *a/ab* ou *ad*, donc un privatif ou un additif[752].

Nous retenons par contre que ce terme implique une transformation.

Le terme d'acculturation, commun à plusieurs disciplines, telles que la psychologie sociale, l'anthropologie culturelle, met l'accent sur la révélation d'une nouvelle culture. Soit, celle de sa propre culture en ce qui concerne l'enfant en psychologie sociale, soit celle qui résulte du contact et de l'interpénétration entre cultures différentes si l'on se réfère à l'anthropologie

[750] Terminologie surtout utilisée dans le cadre de la coopération à propos de la mise à disposition dans les pays anciennement colonisés, du personnel d'assistance technique par exemple, le transfert de connaissance, de savoir ne se limitait pas seulement au domaine juridique.

[751] BADIE Bertrand, *L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, L'espace du politique, 1992, p. 80.

[752] LE ROY É, « Acculturation juridique », *Dictionnaire des droits de l'homme*, Paris, PUF, à paraître.

culturelle. En droit également, le phénomène d'acculturation engendre quelque chose de nouveau, un « *produit hybride* » selon Michel Alliot[753].

A la lecture du *Dictionnaire de la culture juridique*, on peut définir l'acculturation juridique comme « *l'ensemble des processus suivant lesquels les systèmes de normes juridiques, les comportements des acteurs et leurs représentations sont construits et modifiés par les contacts et interpénétrations entre cultures et sociétés* ». Norbert Rouland rappelle à la suite de Henry Lévy-Bruhl, qu'à la différence de « l'emprunt », « *l'acculturation proprement dite, beaucoup plus rare et problématique (…) engendre des modifications susceptibles de changer la nature de l'ensemble des systèmes juridiques en présence* » [754].

L'acculturation est perçue comme « *la transformation globale d'un système juridique due au contact d'un système différent* »[755]

Allant encore un peu plus loin dans la précision, Michel Alliot introduit également une distinction avec « l'annexion ».

L'acculturation juridique serait « *un phénomène non pas seulement quantitatif mais qualitatif, non la seule substitution d'un système à un autre comme il est arrivé auparavant dans l'histoire des annexions, mais un changement de niveau de conscience juridique (…)* »[756].

Il convient de relever à la suite de Michel Alliot, que la tendance qui consiste à la transmission/réception des «systèmes juridiques » - qui est l'un des phénomènes que recouvre l'acculturation - n'est pas un fait nouveau. Emerico Amari analysant la transmission des lois de peuple à peuple, phénomène perpétuel et universel, précisait qu'il était dû aux deux instincts de l'imitation et de la propagation[757]. « *Imposés ou empruntés, les systèmes juridiques ont souvent régi des populations auxquelles ils n'étaient pas destinés. Le code d'Hammourabi a régné ainsi pendant un millénaire sur tout l'Orient ancien ; les villes grecques s'empruntaient leurs législations, comme d'ailleurs nos villes médiévales ; et que dire de l'extraordinaire extension du droit romain, du droit coranique et du droit napoléonien ?* »[758]

---

[753] ALLIOT M., « L'acculturation juridique », in Poirier J. (Dir.), Ethnologie générale, Paris, Gallimard, La Pléiade, pp. 1180-1247, (p. 1181).

[754] ROULAND N., « Acculturation juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 4-6, (p. 4).

[755] LEVY-BRUHL H. cité par Michel Alliot, « L'acculturation juridique »…, 1968, *art.cit.* pp. 1180-1247, (p. 1181).

[756] ALLIOT M., « L'acculturation juridique »…, 1968, *art.cit.* pp. 1180-1247, (p. 1181).

[757] Cité par *Ibidem*, pp. 1180-1247, (p. 1180).

[758] *Idem*, «Les transferts de droit ou la double illusion » dans *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.129-131, (p. 129), 1er éd. 1983.

Michel Alliot distingue trois degrés d'acculturation juridique, suivant lesquels l'acculturation s'accomplit par soumission, par assimilation ou par réinterprétation[759].

L'acculturation par soumission :

Elle correspond à l'acculturation des sociétés qui passent du mythe à la loi en adoptant une loi étrangère que son caractère divin ne leur permet pas de discuter, d'adapter ou de concilier avec leurs traditions. Ce cas se produit fréquemment tout au long de l'expansion musulmane, même si cette acculturation fut adoucie par la prise en compte des coutumes locales.

L'acculturation par assimilation :

Elle correspond à l'acculturation des sociétés dont le droit se modifie au profit d'un autre, présenté ou imposé comme plus naturel ou plus raisonnable. C'est par exemple à ce titre que plus de cinquante cités grecques empruntèrent à Catane les lois de Charondas considérées comme les plus rationnelles, que les Romains adoptèrent la méthode juridique grecque, que le droit romain fut reçu en Occident dès le XII^{ème} siècle, et que le Code civil français fut introduit dans diverses législations européennes.

L'acculturation par réinterprétation :

Cette acculturation se produit lorsque des sociétés choisissent entre plusieurs idéologies et les systèmes juridiques qui les réalisent. C'est le choix de rompre avec son passé pour adopter un modèle extérieur. C'est le cas des dirigeants de très nombreux Etats d'Afrique Noire après les indépendances.

L'identification de ces différents degrés souligne non seulement la variété des cas d'acculturations mais surtout que le mécanisme d'acculturation n'est pas toujours directement lié à des phénomènes de domination violente tels que la colonisation ou l'annexion, même si elles en sont souvent les fondements historiques.

Dans le cadre de l'espace géographique qui retient notre attention, nous nous intéresserons à l'acculturation par soumission, consécutive à l'islam (§1), et par réinterprétation, à la colonisation française (§2).

[759] ALLIOT M., « L'acculturation juridique »…, 1968, *art.cit* pp. 1180-1247, (p. 1184-1186) ; Voir aussi. ROULAND N., « Acculturation juridique »…, 2003, *art.cit.* pp. 4-6, (p. 5) et du même auteur, *Anthropologie juridique*…1988, *op.cit.* pp. 343-344.

§1 : L'acculturation consécutive à l'islam ou processus d'infiltration

Le droit islamique s'est infiltré dans les systèmes normatifs autochtones, bien avant le droit étatique. A la différence de la colonisation européenne, l'interpénétration entre la culture islamique et les cultures autochtones a pu être constatée. Il en a découlé ce que quelques auteurs appellent un « islam noir »[760] qui correspondrait au « *produit hybride* »[761] résultant du « *contact de deux cultures qui agissent et réagissent l'une et l'autre* ».

Nous avons relevé que lorsque la culture peule a intégré les éléments islamiques elle n'a pas perdu pour autant ses caractères originaux.

Plusieurs raisons peuvent expliquer la facilité d'interpénétration. Tout d'abord le courant islamique malékite, dominant en Afrique en général et au Nord-Cameroun en particulier est, de tous les courants islamiques, celui qui est resté le plus proche du droit traditionnel arabe anté-islamique propre aux Bédouins de l'Arabie centrale : or ceux-ci, possédaient également un système social de type communautariste. D'autre part le mode de raisonnement du juriste musulman, donnant plus d'importance aux faits, le rapproche davantage de la tradition africaine. Enfin, le contenu des normes islamiques se rapproche de celui des normes qui régulent la société peule, ce qui a facilité l'adoption du Coran comme une Constitution

Bien qu'elle soit importante, mais du fait de l'osmose, la colonisation islamique a tendance à être ignorée sinon minimisée, au contraire de la colonisation européenne.

L'acculturation juridique provoquée par l'expansion coloniale européenne en Afrique Noire francophone est liée à un phénomène de domination d'une exceptionnelle violence, physique et symbolique.

Bien que le Cameroun ait subi la domination coloniale de plusieurs pays européens, nous privilégions ici l'empire colonial français.

§2 : L'acculturation consécutive à la colonisation française ou l'acculturation autoritaire[762]

La matérialisation de la rencontre des cultures juridiques française et autochtone s'est effectuée par le transfert de droit. Ce mécanisme de transfert correspond seulement à l'étape

[760] Bien que ce terme soit contesté comme nous l'avons relevé, nous l'utilisons ici, en dehors de toute connotation ethnocentrique, pour refléter l'hybridation. *Supra, p. 75*.

[761] ALLIOT M., « L'acculturation juridique »…, 1968, *art.cit.* pp. 1180-1247, (p. 1181).

[762] L'expression *« acculturation autoritaire »* est extraite d'un article qui souligne les impasses juridiques dans les situations de transfert des connaissances juridiques ; LE ROY E., MILINGO V., et al., « L'édition française, le transfert des connaissances juridiques…, 1979, *art.cit.* pp. 107-121 (p. 117).

du « *contact* » dans le processus d'acculturation, selon la définition du *Dictionnaire de la culture juridique* que nous avons retenue en début de section[763], la phase « *d'interpénétration* », caractéristique du processus d'acculturation, intervient en second lieu. C'est en observant la pratique des acteurs que s'identifie cette phase.

Nous avons relevé dans la section précédente la nécessité de ne pas se limiter à la phase du contact, correspondant à la notion de transfert de droit. Cette notion qui fait aujourd'hui partie du vocabulaire des institutions internationales, renferme un message illusoire, selon lequel « *une similitude de droits* [*entraîner*ait] *une croissance économique et un développement analogues* »[764].

Il apparaît que sous cet angle qui valorise les mécanismes d'implantation du droit importé (A), la phase d'interpénétration dont le processus est beaucoup plus lent est ignorée (B)

A - Mécanismes d'implantation du droit importé

Il existe plusieurs agencements possibles entre le droit du colonisateur et celui des autochtones (1), nous nous focaliserons sur ceux qui ont été exploités au Cameroun (2).

1) Diversité d'agencements

Bradford W. Morse[765] a identifié plusieurs agencements possibles entre le droit d'un colonisateur et celui des autochtones, donnant lieu à diverses formes de politiques coloniales.

Il identifie l'incorporation, la coopération, la séparation et le rejet.

Les deux premiers, qui retiendront plus notre attention dans le cadre de la colonisation africaine, se caractérisent par un stade assez élevé de la subordination du droit autochtone. En effet dans le cas de la « *séparation* », qui peut être quasiment totale, les contacts entre les droits du colonisateur et celui des autochtones ne se produisent que par émigration ou conflits de lois. Quelques colonies britanniques d'Amérique du Nord ont adopté cette attitude au XVII^{ème} siècle vis-à-vis de certaines nations indiennes avec lesquelles elles avaient passé un traité.

---

[763] L'acculturation juridique est définie comme *« l'ensemble des processus suivant lesquels les systèmes de normes juridiques, les comportements des acteurs et leurs représentations sont construits et modifiés par les **contacts** et **interpénétrations** entre cultures et sociétés* ». C'est nous qui relevons les deux mots.

[764] ALLIOT M., «Les transferts de droit ou la double illusion »…, 2003, *art.cit.* pp.129-131.

[765] Auteur canadien, cité par Norbert Rouland, in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, « Acculturation juridique », 2003, pp. 4-6, (p. 5).

Le cas du « *rejet* », illustre la solution la plus brutale du rejet du droit autochtone jugé trop « primitif » par le colonisateur et les Etats successeurs. Les tribunaux australiens lorsqu'ils rejetaient le droit aborigène en est une illustration. Le refus de nombreux dirigeants des Etats africains indépendants de reconnaître une valeur juridique aux droits qui existent avant la colonisation, en est également une illustration.

2) Procédés utilisés au Cameroun

Dans les pays d'Afrique francophone le colonisateur a surtout utilisé les procédés de « *coopération* » et d' « *incorporation* », plus autoritaires que celui de la « *séparation* » et beaucoup plus subtil que celui du « *rejet* ». En effet, il fallait user de subtilité pour la manœuvre qui consistait à préserver les figures d'autorité, tout en procédant à leur dépossession[766].

Avec le procédé de « *la coopération* », des critères territoriaux, *ratione personae* ou *materiae* déterminent la compétence des divers systèmes juridictionnels. Théoriquement, l'idée d'une répartition semble sensée, si l'on considère la différence des statuts personnels. Cependant dans la réalité, comme nous l'avons montré, l'objectif était de déplacer la frontière entre les droits dits traditionnels et les droits dits modernes au bénéfice de ces derniers. Par le procédé de l' « *incorporation* », le droit dit traditionnel est incorporé dans le droit dit moderne dans tous les domaines où il n'existe pas de contradictions trop flagrantes avec les valeurs véhiculées par l'Occident, à travers la notion l'ordre public, nous l'avons montré.

Nous avons pu évaluer les conséquences de cette intégration, à travers la substitution, par le colonisateur, du droit existant avant la colonisation par un droit dit coutumier, « *c'est-à-dire le droit autochtone vu par le colonisateur…et en réalité modifié par lui, même s'il le présente comme originel* »[767].

Par ce procédé, le colonisateur, puis la nouvelle équipe dirigeante tentent la « *réinterprétation* » des coutumes.

L'attitude de la majorité des dirigeants des Etats africains indépendants qui consiste à assurer le respect des traditions par la Constitution de l'Etat, tout en imposant les droits occidentaux

[766] *Supra*, p. 111.

[767] ROULAND N., in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, « Acculturation juridique », 2003, pp. 4-6, (p. 6).

dans un certain nombre de cas, découle des techniques de « *coopération* » et d' « *incorporation* »[768].

Quelque soit le degré de subtilité mis en place lors de ces manoeuvres, l'objectif était et reste toujours de masquer la réalité de la « déculturation juridique » réalisée au détriment du système normatif existant avant la colonisation, et résistant de nos jours à travers la pratique des acteurs.

B - Phase d'interpénétration ou problématique de la réception

Nous pensons, à la suite de Pierre Legendre, *«* [q'un] *transfert de normes juridiques ne saurait être univoque, et loin d'annuler le pays récepteur, il le stimule au contraire et exacerbe sa capacité de création et de riposte »*[769].

Nous entendons réception suivant son étymologie latine, *recipere*, « recevoir », « prendre possession de », dans le sens « d'accepter ». Le renvoi à l'origine du mot est une « *mise en garde contre la confusion entre réception, imposition et simple emprunt* »[770]. Ces deux derniers cas de figure mettent en exergue la passivité de « *la nation receveuse* », alors que la réception implique une approche dynamique, mettant en place le processus d'une acculturation active[771].

Nous rejoignons l'idée selon laquelle, « (la) *tendance actuelle […] est de privilégier des problématiques non de circulation ou de transplantation mais de réception (Doucet et Vanderlinden, 1994). C'est là en effet où se situe l'essence même de l'acculturation : comment sont reçues les innovations. Sont-elles acceptées, réinterprétées, sélectivement utilisées, subtilement détournées, pratiquement rejetées, etc. ?* »[772].

---

[768] Cette dichotomie se retrouve à travers la constitution camerounaise, Loi n° 96-06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, de la République du Cameroun, article 1 du titre premier (2) : *« La République du Cameroun est un Etat unitaire décentralisé. Elle est une, indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle reconnaît et protège les valeurs traditionnelles conformes aux principes démocratiques, aux droits de l'homme et à la loi. Elle assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi* ». Nous avons qualifié cette attitude de schizophrénique, Supra, p. 93 et s. (p. 95).

[769] LEGENDRE P., *Leçons VII. Le Désir politique de Dieu…*, 2005, *op.cit.* p. 334.

[770] ARNAUD A-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, Paris : LGDJ, 1993, entrée, « Réception du droit (dans les pays occidentaux) », auteur : Van Den Bergh G.C.J.J., pp. 515-517, (p. 516).

[771] LE ROY É, « Acculturation juridique »…, à paraître, *art.cit.* Bien que le Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit, ne fasse état que de la « réception du droit dans les pays occidentaux », nous sommes convaincue de la réactivité des pays non occidentaux, également en présence d'un « corps » social. ARNAUD A-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique…*, 1993, *op.cit.* entrée, « Réception du droit (dans les pays occidentaux) », auteur : Van Den Bergh G.C.J.J., pp. 515-51, (p. 517).

[772] LE ROY É, « Acculturation juridique »…, à paraître, *art.cit.*

Si la tendance n'est plus à se limiter à une conception unique du droit en sous estimant la concurrence des autres conceptions, il convient de se demander à quelles conditions une capacité de création et de riposte peut-elle se développer ?
Cette question fondamentale, écrasée par les « Rapports d'experts » du Développement, exige de s'intéresser à l'ensemble des acteurs et des phénomènes normatifs, sous toutes ses formes : manifeste, latent, allusif, routinier. Il convient de souligner, à la suite de Norbert Rouland[773], qu'au-delà des agents externes, le principal vecteur de l'acculturation juridique est l'individu qui se trouve sollicité par toutes les transformations générées par le processus.

Au terme de cette section sur l'acculturation, nous voulons souligner qu'à travers la lecture du discours officiel, la notion d'acculturation semble être assimilée à celle de « déculturation ».
Comment aurait-il pu en être autrement, s'agissant de transfert d'institutions venant d'une société dont les traits fondamentaux diffèrent de la société réceptrice et qui de surcroît est considérée par la société exportatrice comme « primitive »?
Il faut se tourner du côté des acteurs individus, à travers le mécanisme d'interpénétration, pour prendre en compte les transformations.
Ces transformations sont le produit d'éléments culturels et de systèmes de normes mélangés et dosés avec précaution.
La prise en compte des différentes cultures ou systèmes apparaît à travers la distinction introduite par les travaux de sociologie juridique entre « *acculturation juridique **du** sujet (ou enculturation)* et *acculturation **par** le sujet*». A travers le processus d'acculturation juridique **du** sujet[774], « *celui-ci acquiert les savoirs communs à l'acculturation juridique dominante de sa société. C'est l'acquisition des savoirs communs (…) concernant la loi et les institutions, les rapports entre l'Etat et le citoyen, (…)* ». De façon parallèle se produit « *une* acculturation **par** le sujet[775] des différents objets de la culture commune *parce qu'il les recrée lui-même en les réinterprétant de manière à ce que leur contenu fasse sens pour lui par rapport aux codes culturels propres acquis dans son milieu familial et social* »[776].
Il convient de souligner que l'interprétation varie non seulement en fonction des acteurs mais aussi en fonction des différentes situations dans lesquelles il peut se retrouver. Quelques fois

[773] ROULAND N., « Acculturation juridique »…, 2003, *art.cit.* pp. 4-6, (p. 5). C'est l'auteur qui souligne.
[774] Nous parlerons ici d'acteur-citoyen.
[775] Nous parlerons ici d'acteur-citoyen individu maillon d'une chaîne communautaire
[776] KOURILSKY-AUGEVEN C., « Socialisation juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1415-1418, (p. 1417).

il lui est très difficile de prendre position C'est la situation de « conflit de conscience » que nous avons souligné dans la première partie de notre travail.

Michel Alliot intègre cette dimension « conflictuelle » lorsqu'il caractérise l'acculturation par deux éléments complémentaires. « *L'hétérogénéité des cultures qui entrent en contact, la domination de l'une sur l'autre. Ce qui permet de considérer l'acculturation comme un phénomène d'interaction conflictuelle entre les deux cultures* »[777].

Contrairement aux « apparences », l'acculturation juridique autoritaire ne consacre pas nécessairement la victoire du droit étatique. Ce droit se retrouve en concurrence avec d'autres normes.

Section 3 : L'internormativité

Nous appréhendons cette notion, élaborée par Jean Carbonnier[778], comme un pont jeté entre les différents phénomènes normatifs des sociétés multiculturelles.

Par sa nature même, ce concept nous situe dans la perspective pluraliste de la normativité.

Les phénomènes d'internormativité peuvent être observés aux points de contacts obligés entre plusieurs cultures, ils peuvent permettre le passage, l'aller-retour des uns vers les autres. Ces phénomènes sont les manifestations des transformations.

Après avoir délimité notre champ d'analyse d'internormativité et précisé le concept (§1) il conviendra de nous intéresser aux fondements de la complexité des rapports entre les normes, à partir de certains traits caractéristiques de la normativité dynamique (§2).

[777] ALLIOT M., « L'acculturation juridique »…, 1968, *art.cit.* pp. 1180-1247, (p. 1181).

[778] CARBONNIER J., « Les phénomènes d'inter - normativités », European Yearbook in Law and Sociology, 1977, pp. 42-52. Santi Romano avait longuement développé l'idée antérieurement à la création du terme lui même, *L'ordre juridique*, traduction française de la 2ème édition italienne parue en 1946 (première édition en 1918) par François L. et Gothot P., Paris, Dalloz, 1975, cité par ROCHER G., « Les 'phénomènes d'internormativité' : faits et obstacles », in Belley J-G. (Dir.), *Le droit soluble. Contributions québécoises à l'étude de l'internormativité*, Paris, LGDJ, coll. Droit et société, 1996, pp. 25-42, (p. 26).

§1 : Délimitation du champ d'analyse d'internormativité

La prise en compte de l'existence d'une pluralité d'archétypes et de lieux normatifs à l'intérieur d'un ordre normatif donné, c'est-à-dire la prise en compte de « *l'hétérogénéité normative* »[779], nous amène à nous interroger sur l'interaction entre ces normativités diverses.

Avant de préciser l'angle suivant lequel nous voulons aborder cette interrogation, nous voulons exclure de notre champ de discussion le débat autour du clivage fondamental entre l'univers juridique et l'univers social. Cette exclusion ne signifie ni que nous ignorons ni que nous négligions cette question qui se retrouve tout au long de notre réflexion de manière générale et se retrouve également au travers de notre interrogation.

Il apparaît clairement que le fait d'avancer le principe de l'hétérogénéité normative peut soulever le problème de la confusion entre la normativité juridique et la normativité sociale.

L'élargissement de la normativité pose des problèmes par rapport à la conception classique du droit, selon laquelle *« les systèmes normatifs dans lesquels prédominent les normes implicites et inférentielles sont stigmatisés comme imparfaitement juridiques* »[780]. Dans cette conception classique qui est, rappelons-le, le reflet de la théorie dominante du droit que les Occidentaux ont exporté, la distinction entre la normativité juridique et la normativité sociale est primordiale. Il y est préconisé que toutes les normes juridiques doivent être exprimées et confirmées selon des procédures particulières. Cette distinction justifie la spécificité normative du droit étatique. Ce droit est perçu comme le producteur unique de normes juridiques, ces normes étant présentées comme les seules normes parfaites.

Notre préoccupation ici ne se rapporte pas à la détermination de la nature de la norme, mais plutôt à son aptitude à réguler les rapports sociaux.

Ayant admis le postulat de la diversité des normativités, le droit étatique apparaît comme un mode de régulation parmi un ensemble de phénomènes normatifs, qui pourrait s'assimiler à une *« constellation des ordres normatifs* »[781], ou encore à une *« galaxie juridique »*[782]. Aussi, nous choisissons de ne pas intervenir dans le débat qui oppose les sociologues et juristes sur le contenu et la nature des normes. L'enjeu est la délimitation de la frontière entre les diverses normativités. Notre intérêt ici est la question de l'interaction, de ces normativités plurielles qui se meuvent dans la réalité, sans considération de frontières.

---

[779] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 258).

[780] *Idem*., « Pour la reconnaissance d'une normativité implicite et inférentielle », *Sociologie et société*, vol. XVIII, 1986, n°1, p. 47-58, (p. 54).

[781] *Idem*, « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 258).

[782] ROULAND N., *Aux confins du droit. Anthropologie juridique de la modernité*, Paris, Odile Jacob, 1991, p. 123.

Nous aborderons cette question au regard des cheminements que les normes empruntent et des rapports qu'elles entretiennent entre elles. Selon Sébastien Lebel-Grenier, ces rapports sont troubles. *« Il demeure que ces normes visent souvent à occuper le même espace normatif, à réguler le même objet* (…) »[783]. Ces rapports, que Jean Carbonnier qualifie de *« mouvements, conjonctions, conflits, etc. »* sont en eux-mêmes des phénomènes autonomes, qu'il nomme « *phénomènes d'inter-normativité* »[784]. C'est sous l'angle de l'internormativité[785] que nous nous proposons d'appréhender la question de l'interaction des normes.

Ce concept « *postule la coexistence d'ordres ou systèmes normatifs différenciés, parallèles, complémentaires ou antagonistes* » [786]. Cependant la notion n'est pas aisée à définir. Guy Rocher propose une définition dans laquelle il met en avant deux significations différentes.

« *La première fait référence au transfert ou passage d'une norme ou d'une règle d'un système normatif à un autre. L'internormativité se reconnaît alors à ce qu'une règle qui a été produite ou formulée à l'intérieur d'un système normatif donné se retrouve telle quelle, ou à peu prés telle quelle, dans un autre ordre normatif. (…).*

Dans un second sens, la notion d'internormativité fait référence à la dynamique des contacts entre systèmes normatifs, aux rapports de pouvoir et aux modalités d'interinfluence ou d'interaction qui peuvent être observés entre deux ou plusieurs systèmes normatifs. Entendu dans cet autre sens, l'internormativité ne suppose pas nécessairement le passage d'une règle d'un ordre normatif à un autre. Dans ce second sens, l'internormativité peut prendre la forme d'une résistance à ce passage, tout autant que celle de l'emprunt d'une norme 'étrangère' »[787].

Sébastien Lebel-Grenier prend également en compte ces deux sens à travers les deux points de vues lorsqu'il considère les conflits normatifs d'un point de vue interne, et d'un point de vue externe. « *Le premier vise à analyser la problématique sous l'angle de la réaction d'une norme face à l'intrusion d'une norme concurrente alors que le deuxième aborde le conflit de normes en fonction de sa résultante, c'est-à-dire des modifications qu'il entraîne dans les*

[783] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*, thèse, droit, Institut de droit comparé, Université McGill, Montréal, reproduit en fac-simile, Ann Arbor, UMI Dissertation service, 2002, p. 316.
[784] CARBONNIER J., « Les phénomènes d'inter - normativités »…, 1977, *art.cit.* pp. 42-52, (p. 42).
[785] Nous retirons le « trait d'union » pour reprendre l'orthographe communément utilisée.
[786] ROCHER G., « Les 'phénomènes d'internormativité'…, 1996, *art.cit.* pp. 25-42, (p. 26).
[787] *Ibidem*, pp. 25-42, (pp. 27-28). Il convient de relever le fait que l'auteur semble utiliser ici de manière interchangeable les termes « ordre normatif » et « système normatif ». Pour notre part nous avons une préférence pour le terme « ordonnancement normatif », comme nus l'avons développé dans la première partie de notre travail.

configurations normatives »[788]. Il fait ici écho à ce que Roderick Macdonald qualifie d'hétérogénéité interne et externe[789].

Les deux sens, identifiés, sont intimement liés. Toutefois, nous avons du les traiter séparément, dans la mesure où chacun des sens situe le phénomène d'internormativité à des niveaux différents. Chaque niveau fait appel à différentes problématiques mettant en exergue différentes précisions sur les rapports entre les normes.

Dans le premier sens, le phénomène est situé à l'intérieur d'un ordonnancement normatif d'accueil qui reçoit une norme venue d'un autre ordonnancement. L'enjeu semble être de préserver les normes d'origines et de les conserver malgré l'intrusion de normes étrangères sur un espace privilégié. Comme nous l'avons analysé dans la première partie de notre travail, il ressort que la tendance stratégique de la classe dirigeante camerounaise est d'ignorer la « mêlée normative »[790]. Le second sens, qui délocalise le phénomène d'internormativité en le situant à l'extérieur des ordres normatifs a l'avantage de mieux préciser la dimension dynamique impliquée dans l'internormativité. C'est ce sens qui nous mobilisera maintenant, car la mêlée est prise en compte.

§2 : Une normativité dynamique : Dissonance et Fluctuation

Les conflits normatifs prennent une autre coloration lorsqu'on les considère du point de vue extérieur à un espace normatif donné, dans la mesure où cette extériorisation est révélatrice de complexité. Nous nous proposons ici de prendre en compte certains éléments constitutifs de cette complexité afin de mieux cerner la nature des interactions entre les normes concurrentes et leur implication en situation de compétition normative, face à un justiciable.

Nous nous appuyons ici sur les éléments identifiés par Roderick Macdonald, pour prendre en compte la complexité : dissonance et fluctuation.

Nous ne reprenons pas l'hétérogénéité normative (la normativité est à la fois plurielle, dans le sens de multiple et diversifiée) qui apparaît comme un présupposé du pluralisme.

- Dissonance

En posant l'hypothèse de dissonance, Roderick Macdoanld cherche à montrer l'inexactitude du postulat selon lequel des éléments manifestes doivent nécessairement appeler d'autres éléments manifestes, et ainsi de suite avec les éléments implicites, routiniers et inférentiels.

[788] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical…*, 2002, *op.cit.* p. 318.
[789] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 259).
[790] *Supra*, 122.

Selon lui, l'harmonie entre ces archétypes est illusoire. La théorie échoue, dit-il, lorsqu'il s'agit de rendre compte de la complexité des choses. « *D'une part, tous les ordres normatifs sont radicalement hétérogènes ; leur 'caractère spécifique' est multiple et non singulier. D'autre part, les ordres normatifs sont en constante fluctuation ; avec le temps, ils transforment même ce qui semble être leurs orientations fondamentales* »

La dissonance rappelle qu'il est difficile sinon impossible de prévoir la trajectoire d'une norme, mais surtout que le rapport de force entre les normes ne dépend pas de leur mode d'expression puisque ce mode peut changer. Cette idée de « mutation » se retrouve mieux dans le principe de fluctuation.

- Fluctuation

L'idée de fluctuation rend compte de la nature des interactions entre les différents types d'ordre normatif, dans lesquels on trouve des phénomènes normatifs multiples qui entretiennent des rapports entre eux. « *L'expression 'fluctuation' rappelle que les normes, les institutions et les ordres normatifs sont en constante mutation les uns par rapport aux autres, elle signale l'inexistence d'un critère à partir duquel un ordre ou une de ses composantes pourrait être clairement identifié.* (…)*. Ce concept de fluctuation évoque aussi la notion d'amalgame* »[791]. Par cette expression, Roderick Macdonald présente une « mêlée » normative dans laquelle l'idée de frontière, dans le sens de différenciation des espaces normatifs, semble non seulement bannie, mais futile.

«*Ce qui résulte des interactions entre deux ordres ou plusieurs ordres n'est pas la migration d'une partie du phénomène normatif vers l'autre, ou encore l'absorption de l'un par l'autre. La fluctuation évoque plutôt leur influence et infiltration mutuelles qui aboutissent à la création d'un nouvel ordre juridique momentané* » [792].

Le principe de fluctuation soulève la question de l'émergence des phénomènes normatifs. Comment sont mobilisés les phénomènes normatifs qui vont constituer voire intégrer le nouvel ordre, qui ne durera que le temps nécessaire, par exemple, au justiciable en situation de régulation de conflit, à rétablir la paix sociale ?

Selon Roderick Macdonald, étant donné que la question de savoir comment les phénomènes normatifs émergent est une question relative aux raisons individuelles d'agir, elle relève de la

[791] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 262).
[792] *Ibidem*, pp. 233-272, (pp. 262-263).

psychologie individuelle et de ses assises socioculturelles[793]. Jean Carbonnier semble également donner une certaine importance à la conscience individuelle et collective dans la conception qu'il se fait du phénomène d'internormativité. Ecoutons-le : « *Ces phénomènes paraissent être de deux sortes. Ce sont tous, au fond, des phénomènes de psychologie sociale, résultant de la pluralité des systèmes normatifs au sein d'une société ; mais les uns se produisent dans l'espace social ; les autres, projections des premiers, ont leur siège dans la conscience de chacun* »[794].

Si on accepte l'hypothèse des fluctuations présentée par Roderick Macdonald et si on prend en compte l'idée de la psychologie ou de la conscience individuelle, la question de l'enjeu du conflit entre les normes prend une autre dimension dans la mesure où la question de la pertinence de la norme est non seulement directement posée au justiciable qui devient un arbitre momentané, mais surtout, cette pertinence est continuellement remise en jeu.

Des normes peuvent acquérir une certaine ascendance sur le justiciable dans une situation donnée et les mêmes normes peuvent voir leur emprise chuter chez le même justiciable dans un autre contexte.

Nous sommes proche de « *l'incertitude, de la variété et du désordre* »[795] qui sont les caractères par lesquels Roderick Macdonald qualifie le phénomène normatif. Selon lui, les caractéristiques fondamentales de la normativité sont mieux rendues par l'hétérogénéité plutôt que l'homogénéité ; les fluctuations (mouvement et mélange) plutôt que la stabilité et la pureté ; et la dissonance plutôt que la consonance[796].

Dans cette mêlée la question du vécu de la norme semble se noyer dans une autre question plus fondamentale qui est celle de savoir comment s'effectue la conciliation des divers ordres reconnus et/ou créés par le justiciable seul et/ou avec d'autres « partenaires » ?

L'enjeu consiste à évaluer, dans le mécanisme de conciliation, la part des facteurs externes (sociaux) telles que les évidences de la culture peule et les valeurs démocratiques dans la société contemporaine, caractérisée par la multiculturalité et la part des facteurs purement internes (psychologiques) telle que la motivation de l'individu en situation de régulation de conflits.

Cette évaluation nous retiendra dans le chapitre suivant.

---

[793] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (pp. 264-265).
[794] CARBONNIER J., « Les phénomènes d'inter - normativités »…, 1977, *art.cit.* pp. 42-52, (p. 44, voir pp. 49 et s.)
[795] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 245).
[796] *Ibidem*, pp. 233-272, (p. 271).

En conclusion de ce chapitre, il convient de souligner l'importance donnée au mécanisme de « traduction » ou de « décodage » des normes d'un ordonnancement normatif différent (soit de celle de la culture endogène soit de celle de la culture exogène) qui rendent celles-ci acceptables et assimilables dans la culture dont elles ne proviennent pas.

Guy Rocher appelle les acteurs qui sont en charge de ces traductions ou décodages, des « *passeurs* »[797]. C'est ceux qui vont donner à ces règles un sens acceptable pour la communauté à laquelle elles sont étrangères.

Le décodage proposé n'est pas reçu et accepté par tous. Certains y voient une trahison plutôt qu'une traduction, et mettent en place une résistance. Ces résistances sont autant porteuses de transformations que les passages, dans la mesure où il n'y a pas de sens prédéterminé.

Chapitre 2 : quelles logiques de régulation des conflits ?

En prologue : Le temps des « passages »

Dans ce chapitre la primauté sera reconnue au mouvement. Par rapport à une approche dynamique de la justice et à la problématique de la conciliation des ordonnancements normatifs, cela évoque un certain nombre de « passages », ou encore d'ouvertures à d'autres perspectives. Avant d'indiquer le passage qui nous servira d'axe principal dans ce chapitre, il n'est pas inutile de rappeler les deux principaux passages relevés dans nos développements précédents, d'autant plus qu'il en découle.

- Le plus fondamental, dans la mesure où il suppose des infléchissements importants dans la conception que les juristes positivistes donnent du droit, est le passage d'une vision monologique du monde, celle de l'Occident chrétien, à une vision de pluralité des logiques développées à partir de l'idée de « *pluralité des mondes* », dont Boltanski et Thévenot font une illustration dans le cadre occidental[798] et dont Michel Alliot, par sa théorie des archétypes

[797] ROCHER G., « Les 'phénomènes d'internormativité' …, 1996, *art.cit.* pp. 25-42, (p. 32).
[798] BOLTANSKI L. et THEVENOT L., De la justification – Les économies de la grandeur, Mesnil-sur-l'Estrée, Gallimard, coll. NRF essais, cité par Etienne Le Roy, *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* notamment pp. 54 et s.

juridiques, illustre la diversité hors de l'Occident à travers les expériences de la Chine, de l'Egypte ancienne, de l'Afrique Noire, de l'Islam et de l'Occident chrétien[799]. A travers ces trois archétypes juridiques (respectivement l'identification, la différenciation et la soumission), Michel Alliot propose différentes manières dont les « gens » établissent un contact avec leur environnement (visible, invisible, spatial, social, géographique, temporel, etc.) et se représentent leur monde par rapport à la problématique de son organisation (disons par rapport à l'art de nouer les diverses instances du social pour assurer la reproduction humaine[800]). L'aphorisme de Michel Alliot, « *Dis moi comment tu penses le monde : je te dirai comment tu penses le Droit* »[801], résume sa pensée, dont l'un des apports fondamentaux a été d'inciter à parler du droit autrement, c'est-à-dire sans reproduire le discours des positivistes.

Ce « passage » permet de re-placer le droit étatique (conception occidentale du droit), parmi les multiples autres possibilités d'explorer les liens qui unissent les membres d'une société, de répondre aux problèmes de reproduction de la vie en société, « *de mettre en forme et de mettre des formes à la reproduction des sociétés (donc aussi à la régulation des conflits) dans les domaines qu'elles considèrent comme vitaux* »[802]. Il ne s'agit pas de sous-estimer la forme de régulation sociale exprimée dans sa version légaliste, dans la mesure où elle appartient à la pluralité des phénomènes normatifs qui font tenir « *droites* » les sociétés contemporaines[803], caractérisées par une certaine « *hétéroculturalité* »[804].

- Le second « passage » que nous allons examiner ci-après, découle du premier. L'Etat ayant perdu son monopole en qualité de producteur de droit, il perd également sa place centrale

[799] Voir notamment ALLIOT M., «Anthropologie et juristique. Sur les fondements de l'élaboration d'une science du droit », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.283-305.

[800] Nous paraphrasons ici l'expression que Pierre Legendre utilise en parlant du droit qu'il perçoit comme « la manière de nouer le biologique, le social, le subjectif (dans son intégrale dimension conscient inconscient pour la reproduction de l'humanité », *Sur la question dogmatique en Occident*…, 1999, *op.cit.* notamment pp. 9 et 195.

[801] ALLIOT M., «La Méditerranée et le droit », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.87-94, (p. 87), éditions antérieures : Colloque de L'ISPROM, 1987 et Bulletin de liaison du LAJP, 1989.

[802] Nous reprenons ici l'approche développée par le LAJP, notamment à partir des travaux précurseurs de Michel Alliot, «Anthropologie et juristique…, 2003, *art.cit.* pp.283-305, (p. 283). Christophe Eberhard en fait une bonne synthèse dans son ouvrage, *Droit de l'homme et dialogue interculturel*, Paris, Editions des Ecrivains, 2002, pp. 129 et s.

[803] Nous reprenons ici une expression d'Etienne Le Roy, à propos de la juridicité qui fait rencontrer des « *conceptions qui font tenir* droite *la société pour les uns et, pour d'autres, ce qui est le* droit *(…)* », LE ROY E., « Un anniversaire pas comme les autres », *Cahiers d'anthropologie du droit hors série*, Juridicité. Témoignages réunis à l'occasion du quarantième anniversaire du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, LAJP, Paris, Karthala, 2006, pp. 9-12., (p.11).

[804] Nous reprenons la formulation de Maurice Kamto parlant des sociétés *hétéroculturelles*, «Une justice entre tradition et modernité», *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, pp. 57-64, (p. 57).

dans certains schémas théoriques décrivant les manifestations des phénomènes du droit (dans le sens de la Référence).

« L'acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire» (ci après acteur) devient le centre d'intérêt. En utilisant cette formule, « d'acteur », nous voulons également relever que l'individu devient plus autonome, notamment par rapport aux institutions (qu'elles soient traditionnelles ou étatiques). Nous avons souligné que l'individu passe du statut de sujet du droit, au sens de « soumis au droit étatique », à celui d'acteur apte à sélectionner les solutions juridiques qui ont du sens pour lui. La libération des « blocages » du monisme juridique autorise l'intelligence du sujet à « naviguer » entre les divers « mondes ».

Les deux « passages » que nous venons de rappeler, ainsi que celui qui retiendra notre attention dans ce chapitre, s'englobent dans le « passage » plus général de la « simplification » à la « complexité » ou encore du déterminé, du prévu à l'indéterminé, à l'instabilité et à l'incertitude, qui sont quelques unes des caractéristiques de la réalité sociétale. La société est de plus en plus identifiée par sa complexité. « *Une société complexe est d'abord une société ouverte, spatialement sur toutes les autres sociétés du globe, temporellement sur son passé, sur son présent et sur son devenir. C'est une société où les agencements sociaux et les régulations sont instables, donc incertaines, au moins à l'intérieur de certaines marges* »[805]

A la suite d'Etienne Le Roy et de Roderick Macdonald, nous pensons qu'un tel contexte d'instabilité, d'incertitude, de dissonance et de fluctuation, justifie la responsabilisation des « acteurs » dans la vie sociale et juridique. Cette responsabilité est d'autant plus importante que la fonction de l'acteur affecte le montage que Pierre Legendre nomme l' « *institution généalogique* »[806].

C'est la prise en compte de cette responsabilisation qui nous retiendra dans ce chapitre que nous envisageons comme l'ultime « passage ». Celui qui mène à l'ouverture vers la reconnaissance de la fonction anthropologique de l'acteur, pour la régulation socio-normative. N'adhérant pas à l'hypothèse selon laquelle les membres de la société obéissent de façon mécanique à des normes qui leur sont imposées, nous postulons que le droit se fait au

[805] Nous reprenons ici une partie de la réponse d'Etienne Le Roy à la question de savoir ce que la complexité veut dire, *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* p. 391.
[806] LEGENDRE P., Sur la question dogmatique…, 1999, op.cit. p. 31.

quotidien et que son existence dépend en grande partie sa reconnaissance par les acteurs (Le Roy, Macdonald).

Notre propos sera ici de réinterpréter les stratégies et les logiques que les autorités (traditionnelles ou étatiques) ont mis en œuvre par pour dépasser les contradictions entre les différents ordonnancements normatifs. Cette réinterprétation se fera selon les exigences de *dialogie*, rencontre et complémentarité des logiques à l'œuvre dans les expériences diverses de régulation juridique, propres aux démarches *diatopiques* (*dia/topoi*, prise en compte des divers sites culturels) et *dialogales* (dia/logoi, explications contenant et traduisant toutes les logiques qui sont à l'œuvre) développées par Raimon Panikkar et Robert Vachon.

L'opération de réinterprétation comportera deux niveaux. Nous consacrerons la première section de ce chapitre au premier niveau qui consistera en la correction, à partir des situations rencontrées lors de notre recherche de terrain, de l'effet hiérarchique qui, dans la perspective kelsenienne du droit, fait de l'Etat le détenteur du monopole juridique, donc de sa « justice » le sommet du dispositif de régulation des conflits.

Nous nous attacherons aux transformations des paradigmes étatiques. Quant au deuxième niveau, qui fera l'objet de la deuxième section, il consistera en la re-considération de la place, du rôle et de la participation de l'acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire dans la conciliation des divers ordonnancements normatifs concurrents dans l'espace de régulation des conflits et plus fondamentalement dans le montage de « *l'Institution généalogique* ».

Section 1 : Transformations des paradigmes étatiques

Le propos ici consistera à valoriser d'autres manières d'imaginer la normativité. Nous nous efforcerons de remplir l'une des exigences de l'anthropologie du droit qui est de « *toujours ramener l'observation des phénomènes juridiques aux logiques sociales qui les fondent* »[807].

A partir du terrain camerounais, nous nous proposons de procéder à l'extrapolation de l'analyse que Roderick Macdonald effectue de certaines composantes de l'ordre juridique

[807] LE ROY É., *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* pp. 393-394.

occidental[808]. Analyse qui, elle-même, résulte de l'extrapolation de la perspective du juriste positiviste.

Nous ne présenterons que quelques-unes des composantes, l'objectif n'étant pas de présenter une taxinomie la plus détaillée possible mais de montrer l'importance des présupposés théoriques et/ou psychosociaux qui animent nos propres réflexions et qui nous permettent de considérer plus ou moins amplement le caractère relatif des modes d'expression de la normativité. Ce sont ces présupposés qui autorisent, ou non, l'observation de phénomènes rejetés – dans des cadres analytiques précis - comme extrinsèques au droit.

Nous utiliserons la grille analytique proposée par Roderick Macdonald comme un outil heuristique, sans perdre de vue qu'aucun des archétypes identifiés n'est une représentation parfaite du monde empirique[809].

En plus de proposer un maximum de phénomènes normatifs, l'avantage de cette grille est de permettre de prendre en compte des normativités « *éclipsées* » par la normativité étatique[810], sans pour autant, répétons-le, récuser la normativité étatique qui est l'un des trois fondements du « *tripode juridique* »[811].

Nous nous limiterons à l'extrapolation de la norme et à celle de l'institution.

Avant de poursuivre, il convient d'attirer l'attention sur la spécificité de l'organisation de ce paragraphe qui comportera un certain nombre de tableaux et de graphiques restituant les particularités de ces composantes de l'ordonnancement juridique. Nous procéderons à une analyse successive des deux composantes que nous avons retenues.

§1 : Les normes

Les deux axes *« explicite – implicite » et « formulé – inférentiel »* développés précédemment constituent l'ossature de la grille analytique proposé par Macdonald.

En procédant à l'intersection de ces deux axes, il découlent quatre *idéaux-types normatifs*[812] qui révèlent certaines différenciations importantes quant aux caractéristiques des normes.

---

[808] Ces composantes correspondent par exemple aux normes, institutions, méthodologie, processus, principes de légitimation, voir MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 246).

[809] L'auteur de cette grille d'idéaux-types, insiste sur ce fait. MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 256).

[810] Nous reprenons une formulation de Sébastien Lebel-Grenier, *Pour un pluralisme juridique radical*…, 2002, *op.cit.* p. 212.

[811] LE ROY E., *Le jeu des lois.*…, 1999, *op.cit.* pp. 189 et s.

[812] Nous reprenons ici une formulation de Sébastien Lebel-Grenier, *Pour un pluralisme juridique radical*…, 2002, *op.cit.* p. 142.

Macdonald identifie ces idéaux-types comme « *les quatre normes sociojuridiques fondamentales* » : dont les exemple en droit étatique sont : les « *normes réglementaires*, les *normes décisionnelles*, les *normes de pratique* et les *normes de valeur* »[813].

[813] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 250).

AXES ☞ ☟	**Formulé**	**Interférentiel**
Explicite	**Manifestes**	**Allusives**
	Normes réglementaires, *dont le paradigme est, en droit étatique, la règle législative ou statutaire.*	***Normes décisionnelles***, *dont l'exemple classique est la décision judiciaire reconnue pour son statut de stare decisis dérivé des res judicata particulières*[814].
Implicite	**Routinières**	**Latentes**
	Norme de pratique, *dont en droit la coutume et les usages commerciaux sont de bons exemples.*	***Normes de valeur***, *dont les règles d'ordre public, les principes généraux du droit et le concept de conduite raisonnable servent, en droit de modèle.*

Tableau 5 : les quatre archétypes normatifs proposés par Roderick Macdonald

L'intérêt de la grille de Roderick Macdonald consiste en la diversité des combinaisons suivant lesquelles les différents phénomènes normatifs, obtenus par la conjonction des deux axes, peuvent être classés. Il est intéressant de relever que cette grille reprend des idéaux-types normatifs pouvant être regroupés sous la dénomination « sources du droit », c'est-à-dire donc des phénomènes familiers aux juristes classiques dits positivistes. Cependant, cette grille reprend également des catégories normatives que ces derniers considèrent comme extrinsèques au droit.

L'originalité de la démarche de Roderick Macdonald provient des critères sur lesquels il se fonde pour départager les divers types de normes : selon leur mode de production et selon leur mode de communication. Nous n'allons pas reprendre ici les développements qui se

[814] Roderick Macdonald explique le choix de cette exemple par le fait que « la décision rendue par une instance judiciaire (*le ratio decidendi*) ne se limite jamais à une règle précise par la Cour elle-même, bien qu'il nous arrive souvent de réduire le ratio d'un arrêt à une formule succincte et précise, voir MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 249).

rapprochent de ceux qui ont déjà été effectués sur les techniques d'identification de la normativité[815]. Nous nous focaliserons sur les conclusions qui en découlent.

La normativité *manifeste* qui est à la fois « explicite et formulée » ne doit pas nécessairement être associée à l'intervention étatique. Sur le tableau ci-dessus, au côté de *la règle législative ou statutaire*, pourraient aussi bien se rajouter, par exemple, les règlements d'un syndicat ou les règlements intérieurs d'une copropriété. La normativité *routinière* qui est à la fois « implicite et formulée » implique que « l'écrit » ne doit pas spontanément être associé au caractère formulé qu'ont certaines normes.

Le procédé de la grille de Roderick Macdonald - qui consiste à rendre compte des phénomènes normatifs généralement acceptés comme juridiques, tout en y accolant d'autres phénomènes normatifs qui ne comportent pas notamment les caractéristiques des normes manifestes (ces normes auxquelles les théories juridiques classiques accordent la prééminence) – se retrouve également dans la théorie du *« droit tripode »* d'Etienne Le Roy, que nous avons déjà évoquée[816].

Cet auteur réintroduit les *« sources du Droit formel et étatique »*, dans ce qu'il appelle « *les fondements du Droit »*[817]. Selon lui, la base de la juridicité ne saurait se limiter à la norme étatique et à ses sources formelles (loi, jurisprudence, doctrine).

A côté des sources classiquement reconnues par le juriste positiviste, Etienne Le Roy propose de rajouter d'autres référentiels. L'un d'eux est la coutume, dont il serait nécessaire de *« réhabiliter l'impact novateur et adaptatif dans la société contemporaine »*[818], un autre référentiel correspondrait aux *« habitus »*, concept emprunté à Pierre Bourdieu[819].

Selon Etienne Le Roy :

« *L'habitus est manière d'être, d'agir et de penser, produit des modes de socialisation et des expériences ultérieures de vie en société et induisant des comportements au moins durables sinon permanents qui traduisent des visions du monde ou de la société, à travers les archétypes culturels*[820] *dans la forme qu'ils ont après avoir été revisités par chaque groupe social particulier.*

[815] *Supra*, 217.
[816] *Supra*, 192.
[817] Par l'expression *« sources du Droit formel et étatique »*, nous reprenons la formulation employée par Etienne Le Roy pour désigner les « sources du droit », *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* p. 198.
[818] *Ibidem*, p. 198.
[819] BOURDIEU P., *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, notamment l'analyse du « champ juridique » dans le chapitre 12, cité par LE ROY E., *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* p. 198.
[820] Il s'agit des archétypes dégagés par Michel Alliot. S*upra,* p. 61 est.

Dans ses relations avec la coutume, l'habitus est 'manières d'être', là où la coutume est 'manière de faire', voire manière de dire et d'exprimer gestuellement les manières de faire en société. Mais l'habitus et la coutume sont juridiques et seulement juridiques en ce qu'ils participent à la reproduction de la vie en société »[821]

Il apparaît selon lui, que le droit, ou plutôt la juridicité, comporte trois fondements essentiels dont la compréhension est en principe assurée dans toutes les cultures, de manière plus ou moins « manifeste » ou « latente ».

Ces trois fondements sont[822] :

- Les normes générales et impersonnelles (NGI), notamment de type « tu ne tueras point » dans le décalogue biblique, « les conventions librement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites » dans le Code civil, ou encore le principe de séniorité selon lequel « l'aîné possède », généralement exprimé dans les sociétés africaines. L'auteur identifie ces normes à des « *macro-normes* ».
- Les modèles de conduite et de comportements (MCC), notamment du type des références, au comportement du bon père de famille ou l'intérêt de l'enfant dans le Code civil, ou encore la référence au modèle standard de la bonne épouse ou du bon fils dans certaines sociétés africaines. L'auteur identifie ces normes à des *« méso-normes* ».
- Les systèmes de disposition durable liés à l'endoculturation (SDD), valorisant notamment l'autodiscipline dans la philosophie confucéenne, le respect des aînés et du droit d'aînesse dans certains pays africains, la soumission de la femme dans plusieurs sociétés humaines.

L'auteur identifie ces normes à des « *micro-normes* ».

De la même manière que les quatre archétypes normatifs (normes manifestes, normes allusives, normes routinières et normes latentes) proposés par Roderick Macdonald, les trois fondements du droit (NGI, MCC, SDD) proposés par Etienne Le Roy apparaissent comme des outils qui permettent d'identifier d'autres types de normativité qui viennent en complément de la normativité telle qu'elle est limitativement exprimée par le droit étatique.

Alors que Macdonald prend en compte le mode de production et le mode de communication des normes, Le Roy prend en compte la généralité du propos, de l'énoncé ou de la stipulation qui peut aller de la prétention à l'universalité à la régulation d'une relations entre deux amis, deux voisins, etc. Il va de la macro norme destinée à l'espèce humaine, jusqu'à la micro

[821] LE ROY E., *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* p. 200.
[822] *Ibidem*, p. 201.

norme destinée au plus petit regroupement. Dans les deux cas, il apparaît que ces auteurs prennent en considération la dimension aussi bien cachée que visible de la normativité.

Partant de la combinaison des idéaux types normatifs proposés par chacun des auteurs ci-dessus, nous nous proposons de « confectionner » une grille de lecture qui nous permettrait de rendre compte de certains phénomènes normatifs qui, bien qu'ayant du sens pour certains membres de la société peule de Maroua, sont éclipsés par la normativité du système juridique de l'Etat camerounais.

Avant de présenter la grille de lecture que nous proposons, il n'est pas inutile de rappeler dans quel sens Roderick Macdonald utilise les termes qui constituent l'ossature de sa grille analytique, sur laquelle nous nous fondons (voir le tableau ci-dessous).

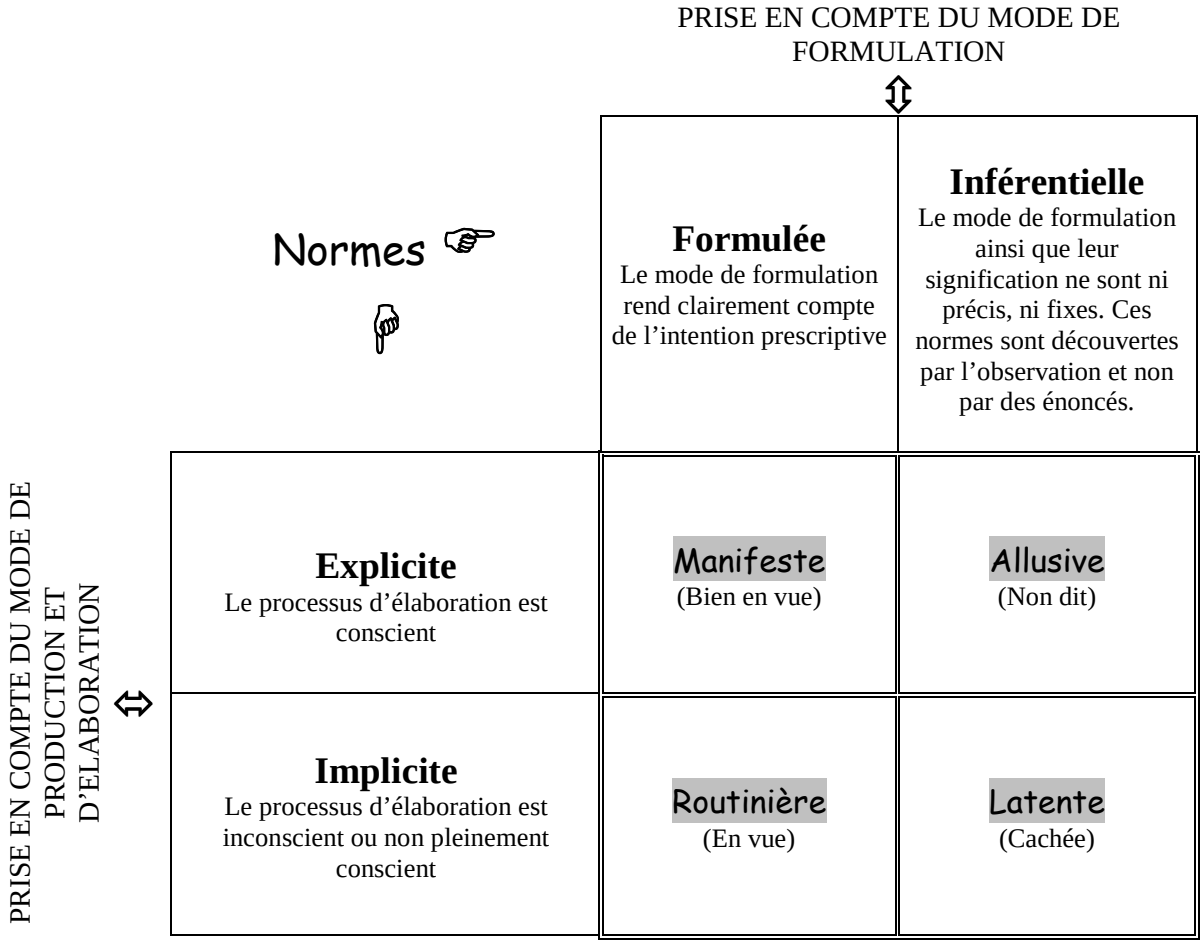


Tableau 6 : Résumé de la terminologie usitée pour l'ossature de la grille analytique de Rodérick Macdonald

La grille que nous proposons à partir de la combinaison des archétypes de Roderick Macdonald et des trois fondements servant de base au modèle de juridicité d'Etienne Le Roy est la suivante[823].

[823] Nous avions expérimenté une telle combinaison dans un article des Cahiers d'anthropologie du droit *sur Le droit en action*, LAMINE H., « 'Les conducteurs' du droit dans la mêlée, un exemple nord camerounais », *Cahier d'anthropologie du droit 2006*, pp. 245-266, (p. 260).

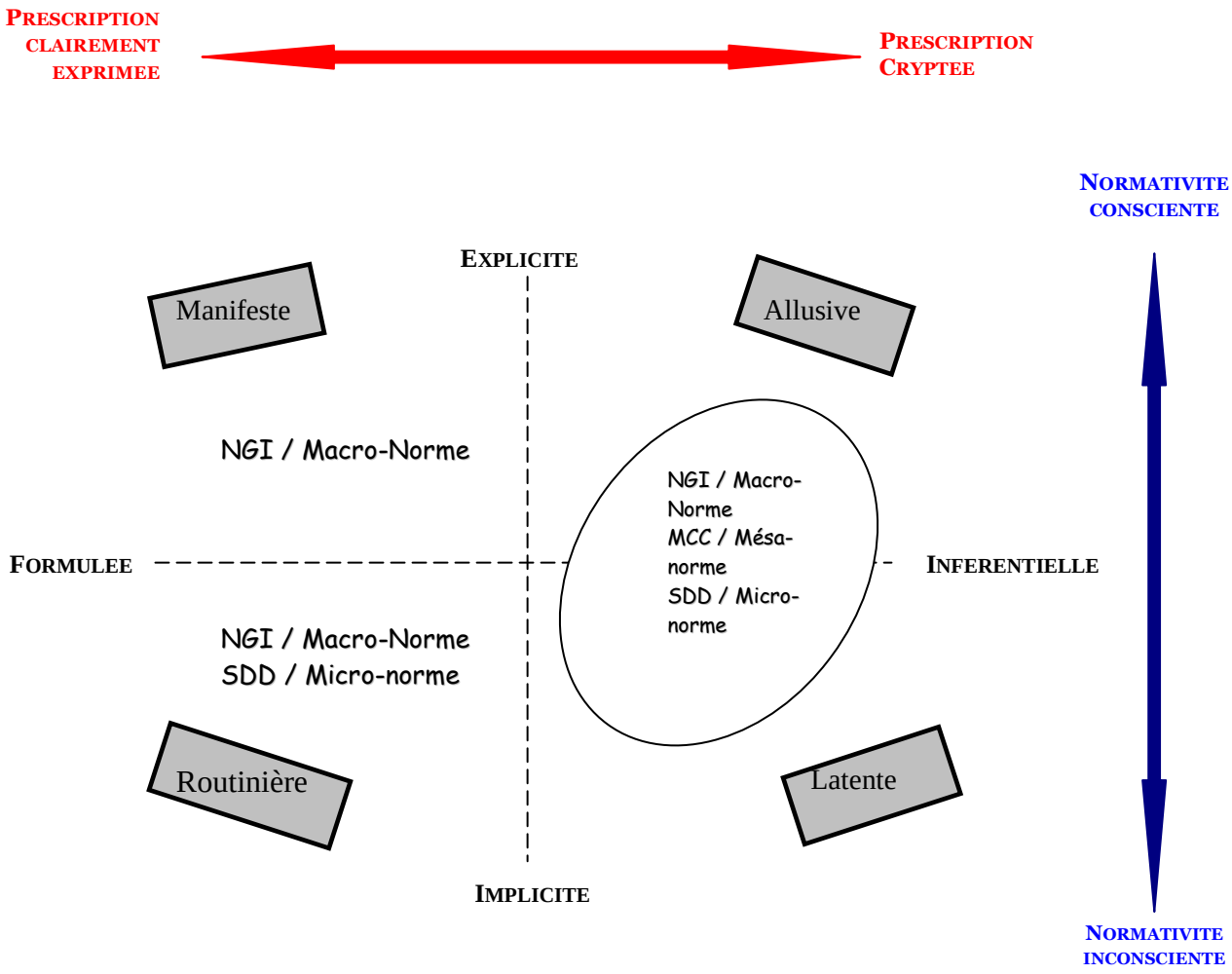


Figure 2 : Grille de lecture

L'intérêt d'une telle combinaison est double. D'une part elle permet de souligner la variabilité des montages normatifs et la diversité d'expression des trois fondements du droit identifiés par Etienne Le Roy. Selon lui, cette diversité est liée à la diversité des « traditions juridiques », chacune privilégiant un mode particulier de production et de communication[824]. D'autre part, la combinaison permet de prendre conscience d'une présence importante de normativités sous-jacentes.

[824] LE ROY E., *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* p. 202-203.

La présence d'une normativité « cachée » ou « codée » (dans le sens de cryptée), apparaissant dans certaines communautés africaines, comme la partie immergée de « l'iceberg normatif », semble être à l'origine de la poursuite de la régulation, alors même que certaines normes étatiques ne semblent pas répondre aux préoccupations de la majorité des membres de la communauté concernée.
En plus de l'identification de cette normativité cachée, la grille analytique met en évidence le fait que des phénomènes apparemment distincts partagent en réalité plusieurs caractères communs.

L'identification de ces phénomènes normatifs ne consiste pas à rendre plus manifeste des modes opératoires sous valorisés dans le système normatif étatique, mais plutôt à prendre en compte la diversité du cadre logique et rationnel d'expression normatif.

Cette grille devrait mettre en évidence, aux côtés des sources émanant du législateur camerounais, des sources qui ne sont pas répertoriées dans le système juridique étatique.

§2 : L'institution

Nous appliquerons ici la même technique d'identification que celle utilisée pour les normes et que nous avons développée dans le point précédent.
Nous procéderons à l'intersection des deux axes qui constituent l'ossature de la grille analytique de Roderick Macdonald pour repérer les institutions dont pourraient se servir les membres de la communauté peule de Maroua au Nord-Cameroun.

- Le premier axe : « explicite-implicite »

Appliquée à l'institution, la technique d'intersection de l'axe *« explicite-implicite »* prend en compte, comme pour la norme, le critère du degré d'élaboration consciente. Elle évoque l'idée d'une constitution.
Selon Macdonald, les institutions explicites sont parfois « *formellement définitrices d'un ordre normatif et revendiquent d'ailleurs une compétence exclusive à cet égard. Dans d'autres cas, leur existence ne s'explique pas par la volonté de créer un ordre normatif interne* »[825].

[825] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 250).

Quant aux institutions implicites, elles « *ne sont pas généralement identifiées sur la base d'un tel critère d'élaboration consciente, mais sont plutôt constituées à partir de certaines pratiques. Elles peuvent prendre une grande variété de formes (…), mais* [elles] *ne suivent aucune démarche formelle particulière quant à leur constitution (…)* »[826].

- Le deuxième axe « formulé-inférentiel »

Appliqué à l'institution, cet axe fait intervenir un critère supplémentaire de distinction qui n'intervenait pas pour la norme : celui de l'étendue de l'autorité dont se réclame l'institution. Selon Sébastien Lebel-Grenier, plus on se rapproche du « formulé » sur l'axe, plus l'institution a tendance à affirmer activement son autorité et à asseoir sa légitimité. Inversement, plus on se rapproche de « l'inférentiel », plus l'attitude consiste à ne pas revendiquer d'autorité ou de légitimité particulière, car ces dernières viennent d'elles mêmes aux institutions à travers la reconnaissance individuelle ou collective[827].

Rodérick Macdonald définit les **institutions formulées** comme « *celles dont le but premier et principal est de générer des normes et qui justifient leur autorité par un langage juridictionnel (juris dictio). [Ces institutions] reposent (…) sur un procédé constitutif formel à partir duquel se fondent leurs pouvoirs juridictionnels (…). Quant aux* ***institutions inférentielles****, elles ne consacrent pas exclusivement leurs activités à la conception de normes sur lesquelles elles réclament une juridiction exclusive, mais se vouent plutôt à des objectifs sociaux beaucoup plus larges qui impliquent néanmoins l'exercice d'une certaine autorité extérieure. (…) [Ces institutions] ne prétendent pas exercer une compétence limitée par une frontière juridictionnelle, ni une exclusivité et une suprématie à l'égard des normes qu'elles génèrent* » [828].

Avant de procéder à l'extrapolation par rapport au terrain camerounais, il convient de présenter l'illustration des institutions normatives proposée par Rodérick Macdonald. La liste qui apparaît dans le tableau ci dessous n'est évidemment pas exhaustive[829].

[826] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 251).
[827] LEBEL-GRENIER S., Pour un pluralisme juridique radical…, 2002, op.cit. p.162.
[828] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (p. 251). C'est nous relevons « institutions inférentielles », de la même manière que nous avons relevé les autres catégories d'institutions.
[829] *Ibidem*, pp. 233-272, (p. 251-252).

AXES ☞ ☟	**Formulé**	**Interférentiel**
Explicite	**Institutions Manifestes** *Tribunaux, Différents types d'agences gouvernementales ayant des pouvoirs administratifs.* *Les religions constituées en corporation telle l'Eglise catholique romaine*	**Institutions Allusives** *Institutions formellement constituées, et qui sont créées à des fins autres que la formulation de normes : Universités, Hôpitaux*[830]
Implicite	**Institutions Routinières** *Associations volontaires sans constitution officielle établie, fonctionnant sur la base d'un certain nombre de pratiques et d'habitudes*[831].	**Institutions Latentes** *Regroupements informels d'individus (personnes d'expériences, ou spécialisées*)

Tableau 7 : Institutions Normatives proposées par Rodérick Macdonald

Partant de la distinction établie entre les institutions manifeste, latente, routinière et allusive, nous partageons les remarques de Sébastien Lebel-Grenier, selon lesquelles « *les institutions manifestes recherchent activement à imposer leur autorité et leur légitimité alors que ces caractéristiques s'attachent naturellement aux institutions latentes qui n'en ont pas besoin pour justifier leur existence* »[832]. Il relève également, à propos des institutions allusives et routinières, qu'une certaine part de légitimité leur vient sans qu'elles ne la revendiquent dans la mesure où leurs membres se reconnaissent en elles[833].

Il ressort de la typologie proposée par Roderick Macdonald que la notion d'institution ne se limite pas à un groupement hautement structuré et formalisé opérant des fonctions spécifiques. La notion d'institution se rapporte à « *un phénomène plus large qui englobe toute*

[830] Elles génèrent néanmoins certaines normes sociales, par la force des choses.
[831] Bien que les institutions routinières ne revendiquent pas nécessairement une autorité ou une légitimité exclusive dans un domaine, l'intention normative n'est pas absente de leur préoccupation.
[832] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*…, 2002, op.cit. p. 162.
[833] *Ibidem*, p. 164.

forme de structure ou regroupement social sans considération pour la fonction qu'il remplit »[834].

Il apparaît que les institutions, comme les normes, existent à différentes échelles de visibilité, de logique ou de rationalité. Leur forme et leur nature varient grandement.

De cette compréhension de la diversité des formes et natures des institutions normatives découle une approche plus globale des institutions en présence dans l'environnement socio-culturel qui nous intéresse : la société peule de Maroua. Rappelons que cette société a été constituée à la suite d'une « fusion » entre des communautés autochtones animistes et des communautés islamisées. Ces dernières ont introduit un mode d'organisation socio-juridique et de commandement spécifique par l'intermédiaire des structures dénommées *lamidat*, dirigées par un *lamido*. Soulignons cependant que certaines traditions animistes antérieures, liées notamment à l'invocation des cultes des ancêtres, n'ont pas pour autant disparu. Avant l'arrivée des colonisateurs occidentaux[835], ces *lamidat* étaient les structures exclusives de commandement et de justice. Après l'indépendance, les *lamidat* ont non seulement perduré, mais surtout ils subsistent aux côtés des structures générées par l'Etat.

L'utilisation de la grille de Roderick Macdonald nous permet d'une part de ne pas associer les institutions « *manifestes* », c'est-à-dire celles qui sont visibles, uniquement aux instances étatiques. Parmi les institutions manifestes, nous pouvons faire apparaître le *lamidat*. D'autre part, cette grille nous permet de ne pas minimiser l'impact des institutions qui ne sont pas visibles, bien que celui-ci soit considérable dans la prise en charge des conflits. C'est le cas des institutions *routinières* telles que les associations volontaires des habitants du quartier qui se rencontrent à l'occasion de diverses cérémonies. C'est le cas aussi des institutions « *allusives* », telle que la famille. C'est enfin le cas des institutions « *latentes* » telles que la « sorcellerie », qui entre ainsi en lice aux côtés de structures moins ésotériques. En cela l'approche de Roderick Macdonald est pertinente.

Selon l'axe « *implicite – explicite* » proposé qui prend en compte le degré d'élaboration consciente de l'institution, nous comptabilisons le tribunal, le *lamidat* et la famille comme se rapprochant du côté « *explicite* ». En effet l'élaboration consciente évoque l'idée d'une constitution par des procédures relativement publiques pour le recrutement des nouveaux membres. Cette élaboration consciente peut également se manifester par l'existence de règles préétablies, structurées telles que les rapports de parenté. Bien que ceux-ci varient d'une

[834] LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*…, 2002, op.cit. p. 129.

[835] D'abord allemands (fin du 19ème siècle) puis franco-britanniques au début du 20ème siècle, les Français détenant les 4/5ème du territoire. Rappelons que la région de Maroua a été administrée par les Français.

société à une autre, ils demeurent relativement accessibles à tous les membres de la société. Ce qui n'est pas le cas de la sorcellerie où tout se fait dans le plus grand secret parmi des initiés. Ce qui n'est pas non plus le cas des associations volontaires des habitants du quartier qui ne sont pas formellement constituées (bien qu'elles soient plus structurées que le « voisinage ») et qui fonctionnent sur la base d'un certain nombre de pratiques et d'habitudes. Ces institutions dont les règles d'élaboration sont moins structurées se rapprochent du côté *« implicite »* de l'axe.

Quant à l'axe *« formulé – inférentiel »* - introduisant une distinction entre les institutions dont le but principal (mais non exclusif) est de générer des normes, et celles qui se vouent à des objectifs sociaux beaucoup plus larges impliquant néanmoins l'exercice d'une certaine autorité extérieure - il nous permet de souligner un autre point de rapprochement entre le *lamidat* et le tribunal du côté « formulé » dans la mesure où ces deux institutions revendiquent activement une autorité ou une légitimité particulière. Conformément à la conclusion de la première partie de notre thèse, l'autorité, ainsi que la légitimité du *lamidat*, ne se trouvent plus aller de soi dans certains domaines, à l'instar des institutions étatiques.

Les autres institutions qui se rapprochent du côté « inférentiel » de l'axe, sont également productrices de normes, mais cette activité n'est pas leur but principal. Cette distinction ne signifie pas que les institutions qui se rapprochent de « l'inférentiel », telles que la famille ou la sorcellerie, n'exercent pas une influence fondamentale dans la régulation des conflits, bien au contraire.

Il résulte du croisement des axes proposés par Roderick Macdonald l'identification de quatre institutions.

AXES ☞ / ☟	**Formulé**	**Interférentiel**
Explicite	**Institutions Manifestes**	**Institutions Allusives**
	Tribunal, *Lamidat*	Famille (lato sensu)
Implicite	**Institutions Routinières**	**Institutions Latentes**
	Association volontaire des habitants du quartier	Sorcellerie

Tableau 8 : Extrapolation des institutions par rapport au terrain camerounais («endogènéité »)

Comme nous l'avons précisé au début de ce paragraphe, nous nous limitons à la présentation des normes et des institutions. Roderick Macdonald souligne qu'il est possible d'aborder les autres contenus des ordres normatifs[836] à l'aide de la grille analytique qu'il propose, de sorte qu'il s'en trouve des manifestes, allusives, des routinières et des latentes[837].

Roderick Macdonald ne se limite pas à rendre compte, à l'aide de sa grille analytique, de la pluralité et de la diversité des modes d'expression des phénomènes normatifs. Il souligne également l'absence de correspondance absolue entre une nature de norme et un type d'institution particulière. Il n'assigne à la normativité aucune finalité ou forme définie, ni de critère de cohérence. C'est en cela qu'il parle de normativité « *fluctuante* » et « *dissonante* »[838]. Ces phénomènes apparaissent au cœur de la théorie dynamique de la normativité juridique, et révèlent la complexité de la rencontre des différents ordres juridiques dans lesquels évolue l'acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire.

[836] Comme par exemple le processus, le principe de légitimation, que nous avons cité au début du chapitre.
[837] MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes…, 1996, *art.cit.* pp. 233-272, (pp. 246-258).
[838] *Ibidem*, pp. 233-272, (pp. 258 et s.).

Section 2 : Prise en compte du raisonnement de l'acteur : « Mise en jeu de l'ordonnancement »

Notre propos ici consiste à rechercher à partir des stratégies et tactiques de l'acteur en situation de conflit - c'est-à-dire dans un contexte de déstabilisation du lien social – quelle « figure de justice » répond le mieux à ses attentes et par conséquent s'inscrit dans un rapport de pertinence avec l'environnement social au sein duquel il évolue. Nous nous attacherons ici à l'impact et à l'implication du choix de l'acteur dans cette cohérence dont dépend l'équilibre de la *Structure*.

Après un examen des stratégies et tactiques au regard des situations que nous avons rencontrées sur notre terrain de recherche (§1), nous analyserons les conduites et logiques mobilisées par les acteurs à partir du paradigme de la complexité dans le processus de « la prise de décision juridique » (§2).

§1 : Les conduites de l'acteur

Pour l'examen des stratégies et tactiques des acteurs, nous faisons nôtres les remarques d'Etienne Le Roy sur l'avantage du mot « conduite ». « *'Conduite' a cet avantage de désigner successivement, selon le dictionnaire Robert, une* action *à l'égard d'autrui, supposant un sens de l'initiative et de l'adaptation voire une aptitude au commandement, un* comportement *(ce qu'on fait soi-même et/ou ce qu'on propose en exemple) et un* support, *la métaphore de la conduite comme canalisation donnant la référence au médium d'où média et pouvant être développée dans le registre de la transmission d'un capital culturel (…)* »[839].

Nous examinerons ces conduites au regard des espaces de régulation des conflits, comprenant les autorités qui y sont investies. Nous orienterons notre réflexion autour de deux niveaux de questionnements. Le premier se rapporte à la motivation du choix ou de la préférence de l'acteur, autrement dit elle se rapporte à ses « raisons » (A). Le deuxième se rapporte à sa réaction lorsque ces espaces ne lui semblent pas adaptés et donc non satisfaisants (B).

[839] LE ROY E., *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.* p. 79.

A - Les « raisons » de l'acteur

Sur le terrain à Maroua, nous avons observé que différents endroits sont investis par le justiciable comme espace de régulation de conflits, ou « menacés » d'être saisis par l'acteur. Bien que différentes motivations orientent les intéressés vers un espace plutôt qu'un autre, il nous a semblé que le respect de la sphère privée est presque systématiquement prise en compte[840].

L'ordre proposé ci-dessous représente « l'espace » qui est perçu comme préservant le plus la sphère privée à celui qui la préserve le moins. Nous avons relevé :

- l'enceinte familiale (famille *lato sensu*) ;
- la concession d'une autorité religieuse : soit d'un *malloum* (maître d'école coranique, qui enseigne le Coran aux jeunes. Il y en a, en général, plusieurs par quartier), soit d'un *modibbo* (chargé de l'enseignement coranique à un niveau plus élevé) soit d'un *liman* (en charge notamment de guider la prière). Chacune de ces autorités religieuses est perçue comme un guide spirituel ;
- la concession du marabout et/ou féticheur ;
- la concession du *djwaro* (chef de quartier. A Maroua ils sont 101) ;
- le local d'association de quartier ; ou association de protection des droits
- la concession du *lamido* (à Maroua il y en a qu'un seul);
- le commissariat (il y a un commissariat central[841])
- le cabinet d'huissier (ils sont 9 à exercer à Maroua[842])
- le tribunal[843].

Dans la première partie de notre travail, à partir de certains parcours de nos interlocuteurs, nous avons identifié des phénomènes d'interférences du fait de la coexistence ou de la juxtaposition d'espaces différents.

Nous avons relevé que ces interférences – générées par la référence simultanée à différentes échelles de valeurs – entraînent la majorité des acteurs dans un « conflit de conscience ».

---

[840] Cette préoccupation du respect de la sphère privé, c'est-à-dire la primauté de l'endogène, n'est pas propre aux habitants de la ville de Maroua, ni même aux justiciables mais à l'être humain en général, voir notamment CHEVALIER P., DESDEVISES Y. et MILBURN Ph. (Dir.) *Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice*, Paris, La documentation Française, coll. Perspectives sur la justice, 2003.

[841] En plus du commissariat central, il y a quatre commissariats d'arrondissements)

[842] Leur compétence territoriale est départementale : il y a 9 huissiers dans le département du Diamaré. Trois sont des Peuls, les six autres sont du sud du Cameroun (Bamilékés, Bassas et Béti, ils ne sont pas de confession musulmane, contrairement à la majorité des habitants de Maroua)

[843] Correspond à l'institution judiciaire.

Ce conflit de conscience, se traduisant par le tiraillement entre plusieurs références symboliques quelques fois contradictoires, retiendra notre attention. Nous nous intéresserons à l'élément psychologique (conscient/inconscient) dans l'orientation du choix de l'acteur.

Nous tenterons d'organiser les motivations de l'acteur, les significations de ses actions et interactions tout en recherchant les bases de légitimation des espaces de manière à en trouver le sens.

Les éléments recueillis sur notre terrain de recherche indiquent que plusieurs raisons conduisent les acteurs à choisir, ou au moins, à préférer tels espaces plutôt que tels autres.

Nous pouvons relever d'emblée que la mobilisation d'un seul espace est assez rare. Nous l'avons souligné notamment avec le parcours de Haman Djouma, l'infirmier qui s'est vu réclamer la propriété du terrain qu'il a acheté à une vielle femme sous prétexte que cette dernière ne pouvait pas le vendre du fait de son statut de captif. L'acheteur met en jeu le *lamido* et le tribunal. Dans le parcours de Oussoumanou, dont la fille est victime de sorcellerie, ce sont le *lamido* et le commissariat qui sont mis en jeu. En revanche, dans le parcours de Ya Goumsou, qui est en conflit avec les locataires qui refusent de payer les loyers, si elle fait intervenir plusieurs espaces (le chef de quartier ou l'huissier), elle le fait en fonction du statut de ses « adversaires », auxquels elle approprie différents espaces. Remarquons que la nature du conflit n'intervient pas dans sa sélection. Il convient de préciser que, d'une manière générale, la nature du conflit n'est pas un critère déterminant, bien qu'il intervienne en ligne de compte afin de déterminer le moment de l'intervention pour une solution de sortie de conflit. Nous avons relevé que, dans les cas de conflits relationnels qui perturbent la vie quotidienne des voisins ou de la famille, l'intervention se fait plus en amont, à titre préventif dirions-nous, avant qu'une crise ne détruise définitivement le lien social.

Nous avons pu identifier dans le cadre de notre recherche de terrain potentiellement trois séries de critères sur lesquels les acteurs s'appuient pour motiver leur choix ou leur préférence pour tel espace de régulation de conflits plutôt qu'un autre. Ce sont : les processus ou les procédures ; ensuite les normes ou les références symboliques mobilisées devant les différents espaces et enfin les autorités investies du « pouvoir de rendre la justice ». Nous les examinerons successivement

1) Les processus ou les procédures

Devant les espaces non juridictionnels, nous parlerons de processus et devant les espaces juridictionnels, de procédures[844].

Il nous a semblé que les situations où les acteurs préféraient les procédures des espaces juridictionnels étaient assez isolées. Il s'agit soit des minorités, soit de personnes convaincues des effets de la justice dite moderne. Ceux qui sont en position de minorité du fait du schéma social, comme par exemple les cadets, les descendants de captifs, les minorités religieuses et ethniques, les femmes, pensent avoir plus de garanties devant les tribunaux.

Nous l'avons relevé avec le parcours de Asta Wabi, dont l'époux ne voulait pas qu'elle fasse du commerce. Lorsqu'elle s'est retrouvée en situation de conflit dans le cadre de ces activités commerciales, elle recherchait auprès du tribunal la mise en application des principes du procès équitable[845]. Parmi nos interlocuteurs qui se sont montrés convaincus des effets de la justice moderne ce sont en général les étudiants en droit ou les responsables d'associations humanitaires. Madou, étudiant en droit, nous dit que, malgré les effets de la corruption dont il a été victime au cours du procès concernant l'héritage de son père, il ne perdait pas confiance en la justice moderne. Il nous explique que, compte tenu du principe du double degré de juridiction[846] et du principe de la collégialité devant la Cour Suprême, ultime étape, la corruption et toute les déviances finissent par échouer.

Au-delà de ces cas qui nous semblent isolés, la majorité de nos interlocuteurs, privilégiaient les processus mis en place dans les espaces non juridictionnels.

Plusieurs d'entre eux étaient en quête du rétablissement ou de l'établissement de la communication entre eux et leur « adversaire ». Cette communication devait rendre possible la négociation. Avec l'espoir qu'elle débouche sur une solution acceptable et acceptée non seulement entre eux, mais aussi par les « autres », les membres de la communauté. Cette communauté peut être élargie ou restreinte à la famille de l'acteur…maillon d'une chaîne.

---

[844] Nous empruntons cette distinction entre processus et procédé à Yvon Desdevises, voir son article sur « les recherches sur les MARL : aspects juridiques » in CHEVALIER P., DESDEVISES Y. et MILBURN Ph. (Dir.) *Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice*, Paris, La documentation Française, coll. Perspectives sur la justice, 2003, pp. 55-64, (p. 57).

[845] Sur ces principes, voir notamment GUINCHARD S., BANDRAC M. et *al.* (Eds), *Droit processuel, Droit commun et droit comparé du procès*, Paris, Dalloz, 3ème éd., 2005.

[846] Sans ignorer totalement la stratification en niveau de compétences, dans les modes traditionnels de régulation de conflits, on n'y retrouve pas l'organisation hiérarchisée à l'instar du système romano germanique sur le principe du double degré de juridiction, voir KAMTO M., «Une justice entre tradition et modernité»,…, 1990, *art.cit.* pp. 57-64, (p. 59).

2) Les normes ou les références symboliques

A partir de nos précédents développements sur l'extrapolation de la normativité étatique, il apparaît que la gamme de choix de l'acteur est assez large[847].

Au-delà de l'étendue du choix, nous voulons souligner que les motivations des acteurs se font en fonction des référents symboliques présélectionnés par l'acteur (consciemment ou inconsciemment).

« [L]*es catégories normatives sont sanctionnables parce que tenues pour obligatoires dans un contexte donné* »[848]. Le choix des normes dépend de ce que l'acteur estime être tenu pour obligatoire par rapport à des valeurs symboliques données. Nous entendons le terme sanction dans son sens originel, c'est-à-dire ce qui rend obligatoire une norme ou un dispositif quelle qu'en soit l'instance dont elle est le produit. Les normes sanctionnées sont celles qui touchent à des *Tabous*[849].

La dimension psychologique dans la présélection des référents symboliques qui servent de « canon » pour l'identification de la nature sanctionnnable rend difficile la compréhension du choix. Nous l'avons vu dans le parcours de Haman Djouma et d'une manière générale chez la plupart de nos interlocuteurs. Il nous a semblé que le conflit de conscience, entre les valeurs purement économiques et les valeurs communautaires, emmenait certains interlocuteurs à s'interdire de choisir ouvertement, disons consciemment.

3) Les autorités investies du « pouvoir de rendre la justice »

Ces autorités ont été identifiées dans la première partie de notre travail, en mettant l'accent sur leurs dimensions endogènes et exogènes du fait du contexte colonial.

Au-delà de cette dimension, incontournable, l'intérêt ici est de souligner que le choix de ces autorités semble se faire en fonction de la possibilité, ou de l'aptitude que l'acteur a ou peut

---

[847] *Supra*, p. 256 et s.

[848] FERRÉOL G. et JUCQUOIS G. (Dir.), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, Paris, Armand Colin, 2004, sous la plume d'Etienne Le Roy, « Droit et culture », p. 108.

[849] Nous nous intéressons à l'approche anthropologique de la sanction beaucoup plus large que l'approche développée par les théories positivistes. Dans la perspective positiviste la « sanction » est liée à la « contrainte » étatique. Pour une remise en question de ces interprétations se reporter au Dictionnaire de la culture juridique, notamment dans les entrées « Règles de droit », « Sources du droit (Problématique générale). Cependant, les propositions qui sont faites ne sortent pas du cadre du droit étatique. Pour des propositions, dont l'approche anthropologique amène à dépasser le cadre étatique, se reporter par exemple aux travaux du LAJP, voir notamment LE ROY E. et J. (Dir.), *Un Passeur entre les mondes. Le Livre des Anthropologues du Droit disciples et amis du Recteur Michel Alliot*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2000 ; *Cahiers d'anthropologie du droit hors série*, Juridicité. Témoignages réunis à l'occasion du quarantième anniversaire du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, LAJP, Paris, Karthala, 2006.

avoir de « déjouer » leur fonction apparente ou *manifeste* pour reprendre la terminologie de Roderick Macdonald.

Plus généralement cette manœuvre se produit lorsque la fonction manifeste, soit d'une autorité soit d'un espace, n'est pas satisfaisante pour l'acteur.
La manœuvre consistant à « déjouer » ne doit pas être confondue avec le mécanisme de « détournement » identifié dans la première partie de notre travail lorsque nous présentions les *incidences du modèle importé*. Le détournement est mis en place par les « acteurs-individus officiels » alors que ce sont les « acteurs-individus ordinaires » qui mettent en place des manœuvres pour déjouer.
Nous avons pu identifier ces manœuvres en observant ce que nous qualifions de « phénomène d'inversion ».

B - Réaction de l'acteur : phénomène d'inversion

Les phénomènes d'inversion sont les conséquences des phénomènes d'interférence déjà identifiés dans la première partie de notre travail[850].
L'inversion est l'ultime étape de la re-définition, la ré-vision, la ré-interprétation des espaces et/ou des fonctions et/ou instances. Le phénomène d'inversion montre l'adaptabilité, l'innovation dont est capable l'acteur.
Ce phénomène d'inversion amène l'acteur à dépasser le niveau de sélection entre des références, de logiques endogènes et exogènes, il met à jour des mécanismes d'appropriation des structures exogènes en même temps que des mécanismes d'adaptation des deux structures exogènes et endogènes, et vice versa. Ces phénomènes sont caractérisés par leur nature instantanée et provisoire.
Nous avons relevé des situations d'inversion par rapport à l'espace, notamment dans le parcours de Oussoumanou avec l'utilisation du commissariat pour le désenvoûtement de sa fille ensorcelée.
Nous nous efforcerons ici de montrer les effets du phénomène d'inversion vis-à-vis de la structure administrative à partir d'un mécanisme d'« infiltration » de logiques (1) et ensuite vis-à-vis de la figure du *lamido*, perçu comme une représentation ambivalente (2)

[850] *Supra*, p. 50 et s.

1) « Infiltration » de logiques

Notre propos se rapportera surtout aux réactions des « acteurs-citoyens individus maillon d'une chaîne » (ci après acteur) communautaire suite aux manœuvres des fonctionnaires. Nous ne nous intéresserons pas ici aux manœuvres de ceux qui occupent des hautes responsabilités à la tête de l'Etat, les réactions étant plus difficilement perceptibles en raison d'un certain climat de peur.

Face aux détournements qui s'opèrent lors des pratiques quotidiennes de certains fonctionnaires censés remplir une mission de service public, la réaction des acteurs est instructive.

La méfiance ou plutôt l'incertitude est, en général, le sentiment que suscite la justice étatique auprès de la majorité des justiciables. Le contact direct avec la justice étatique, c'est-à-dire sans l'intermédiaire d'un avocat, est souvent vécu très douloureusement selon la majorité des témoignages qui nous ont été livrés à ce sujet[851]. Le justiciable se retrouve dans un espace occupé par de nombreux acteurs qu'il n'arrive pas à identifier. Peu de personnes[852] en effet distinguent le juge des avocats, des huissiers ou des notaires, tous vêtus de la « robe noire », qui symbolise le mystère de la justice mais aussi qui renvoie à des représentations culturelles négatives. Le justiciable se retrouve également et surtout confronté à des références qu'il ne maîtrise pas : il se retrouve dans une situation d'opacité symbolique.

Plus déroutant que l'opacité technique due à l'ignorance des textes et procédures légales, lorsqu'il est en situation d'opacité symbolique, le justiciable ne retrouve plus ses repères.

Cette situation favorise des pratiques de suspicion, de fantasme et surtout de réinterprétation.

Le justiciable réagit en appliquant des codes de comportement et des normes endogènes, que nous avons identifiés comme communautaires, coraniques, et se rapportant au *poulâkou,* norme de conduite spécifique aux Peuls[853].

Le justiciable réinterprète les règles qu'il ne comprend pas en raisonnant par la logique qu'il maîtrise. Nous examinerons ici les deux situations auxquelles nous avons été le plus souvent confrontée. Celle où le justiciable transforme le rapport anonyme et impersonnel du service

[851] Il est intéressant de relever que le Rapport de consultation internationale réalisé par Kefing Condé, sociologue de l'Université de Conakry et Camille Kuyu anthropologue juriste de l'Université de Paris I, à la demande de la Banque mondiale en Guinée, avait tiré les mêmes conclusions pour la Guinée en mars 1996. Voir extrait du rapport présenté Condé K., Kuyu C., Le Roy E., « Demande de justice et accès au droit en Guinée », *Droit et société*, vol. 51-52, 2002, pp. 383-393.

[852] Nous ne parlons pas de la catégorie socio-professionnelle qui en général a recours au ministère d'un avocat ou qui a été scolarisée, ce qui n'est pas le cas de la grande majorité des habitants de la ville de Maroua.

[853] *Supra*, p. 57.

public par la personnalisation des relations et celle où il transforme la prise en charge par un service public en une prise en charge par un réseau d'interconnaissance.

a. Stratégies de personnalisation des relations administratives

En totale contradiction avec la norme standard des relations administratives selon laquelle la relation fonctionnelle entre l'agent public et l'usager est anonyme, la stratégie consiste à tisser le maximum de relations personnelles possibles, l'anonymat étant perçu comme une isolation et un rejet des autres. Lorsque l'usager s'adresse à un fonctionnaire, il voit une personne appartenant à une famille donnée, il cherche avant tout à s'informer des liens qu'il pourrait invoquer. L'une des interrogations concerne la position de cette personne au sein de sa famille, en tant que « fils ou fille de », ou un autre degré de filiation. L'usager ne cherche pas à s'informer sur les procédures normales pour la démarche administrative qu'il veut effectuer, il cherche à mettre en place des stratégies de personnalisation des relations administratives. Il cherche une re-connaissance qui, selon lui, serait la garantie d'une bonne prise en charge. Partant de là, il devient plus important d'avoir un bon réseau d'interconnaissance plutôt que d'avoir une bonne maîtrise des règles et procédures administratives.

b. Réseaux sociaux d'interconnaissance

Le capital relationnel des individus est particulièrement important en Afrique. La nécessité du réseau, observable partout, est plus accentuée dans cette partie du monde où l'anonymat est considéré comme une maladie. Ce capital relationnel dépasse la famille dite « élargie », pour atteindre notamment les sphères ethniques ou promotionnaires. L'investissement en recherche de réseau est une préoccupation incessante de la vie quotidienne. Le capital relationnel est à la fois une ressource et en même temps une contrainte si l'on considère les multiples obligations qu'impliquent l'entretien et la reproduction de ces réseaux. La constitution de réseaux repose sur la morale sociale qui favorise « l'échange de service » et même l'obligation de rendre service.

Une telle réinterprétation de la notion de service public provoque des situations de passe-droit allant à l'encontre de la mission du service public de la justice. Le service public se trouve, dans certaine situation, pris en otage.

S'agissant des structures endogènes, les acteurs adoptent d'autres procédés mais l'objectif de la transformation ne change pas.

2) Représentation ambivalente

Cette ambivalence est l'expression de deux images contradictoires apparaissant de manière superposée (a). L'effet est double : d'une part l'acteur peut exploiter l'une ou l'autre de ces images en fonctions des circonstances, d'autre part, et surtout, c'est un moyen pour l'acteur d'exprimer de manière « décryptable » des attentes qu'il ne peut exprimer explicitement. Nous verrons que le *lamido* répond à certaines attentes (b).

a. Superposition d'images

C'est le constat d'une certaine négation, ou plutôt celui du refus d'adhérer au principe d'intégration des institutions dites traditionnelles dans les instances étatiques, qui nous a amenée à nous intéresser au regard que nos interlocuteurs avait du *lamido*. L'expression de cette négation se glisse subrepticement dans le discours relatif aux institutions non étatiques. Curieusement, l'intégration de la justice dite traditionnelle dans la justice dite moderne, matérialisée par la dualité du système judiciaire, n'est pas prise en compte. Lorsque nos interlocuteurs parlent du *lamido*, ils ne le représentent pas comme participant à la justice étatique à travers la justice dite coutumière ou traditionnelle, justice inventée par le colonisateur.

Au contraire, nos interlocuteurs se représentent le *lamido* comme dépositaire d'un pouvoir autonome, certes affaibli par les *« changements actuels »*[854], mais bien distinct de *« la justice des blancs »*, c'est-à-dire du pouvoir judiciaire étatique.

Nous avons déjà présenté le *lamido* comme un personnage emblématique que l'administration coloniale, puis camerounaise, a cherché à instrumentaliser. La totalité de nos interlocuteurs et la majorité de la littérature les représentent sous une double facette.

En restituant ce qui nous a été rapporté sur le *lamido*, nous ferons ressortir la superposition d'images.

L'impact du *lamido* sur les habitants de Maroua en particulier n'étant pas à démontrer, notre préoccupation portait sur la teneur de cet impact. Nous cherchions à comprendre comment les individus s'expliquaient, justifiaient ou encore percevaient le maintien du *lamido* dans un environnement politique et socio-culturel qui semble s'éloigner de plus en plus des valeurs

[854] Nous reprenons une expression récurrente lors de nos entretiens.

qu'il représente. Nos « entretiens-discussions » commençaient par une question ouverte sur les relations entre le *lamido* et l'administration, sur le rôle et la place de chacun[855].

Nos interlocuteurs - tout milieu socio-professionnel confondu, toute appartenance religieuse confondue, cependant, compte tenu de la configuration de la ville de Maroua, il y avait une majorité de musulmans – ont tous commencé par présenter le *lamido* comme une sorte *«d'image »*, c'est-à-dire qu'il était perçu comme une apparence[856]. Ensuite, lorsqu'il était question de l'administration, le *lamido* était perçu comme un subordonné dans une structure administrative qui l'aurait « phagocyté », certains allant même jusqu'à lui apposer une figure de traître parce qu'il serait moins vigilant par rapport au respect de certaines traditions. En revanche, d'autres pensaient que l'hostilité du *lamido* à toute innovation le ferait disparaître définitivement de la scène socio-politique. Parfois il apparaissait aussi comme celui qui ne respecte pas les « droits de l'homme ». Ce premier aperçu donne l'impression que le *lamido* aurait été dépouillé de ses pouvoirs.

En poursuivant les entretiens, lorsqu'il s'agissait d'évaluer la nécessité de maintenir le *lamido* dans ces conditions, nous découvrions un autre niveau de représentation.

Les interlocuteurs s'accrochent au *lamido* qui est celui qui représente un pouvoir sacré, qui est aussi celui qui assure une protection métaphysique inégalable et incomparable à n'importe quelle protection physique que l'Etat ne peut assurer, qui est encore celui qui connaît le mieux les membres de la communauté.

D'une manière générale, il nous est apparu que tout en augurant la fin du *lamido*, les mêmes interlocuteurs formulaient une antithèse au sujet de la position centrale qu'il avait dans leur équilibre vital.

Cet aperçu des propos sur le *lamido* donne la sensation d'une superposition d'images : celle qui a été façonnée par l'administration coloniale sur celle du « gardien-guide » des valeurs ancestrales.

Il ressort des propos recueillis deux niveaux de représentation.

Le premier se fondant sur un plan matériel, physique montre une façade qui évoque la notion de coque vide que nous avions employée au sujet des institutions étatiques transférées. S'il ne s'agit pas ici de transfert, les manœuvres de disqualifications du colonisateur ont contribué à

[855] Nous nous sommes particulièrement intéressée aux questions de justice. Si nous n'utilisons ici que le terme *lamido*, lors de nos entretiens nous avons pris en compte les trois degrés introduits par le Décret n° 77/245 du 15 juillet 1977 portant organisation des chefferies traditionnelles ; modifié et complété par le Décret n°82/241 du 24 juin 1982. Il s'agit aussi bien de celui qui est qualifié de *lamido*, chef du 1er degré, du *lawa*n, chef du 2ème degré, ainsi que du *djawro*, chef de quartier ou du village.

[856] Ce qui nous évoque la notion de contenu qui nécessite un « corps » pour qu'il « puisse tenir debout » que nous avions évoqué au sujet des institutions étatiques transférées. S'il ne s'agit pas dans ce cas de transfert, il faut relever que les manœuvres du colonisateur ont contribué à une sorte de « transformation».

une sorte de « *bougé* » de la perception[857]. Contrairement au premier niveau qui reste en surface, sur la forme, le second niveau nous entraîne dans le fond intérieur, semi inconscient des interlocuteurs, à travers un aperçu du *lamido* sans « prisme déformant ».

Du fait de ce double niveau de représentation, le dénigrement à l'égard du *lamido* ne remet pas en question la vigueur de sa légitimité. Les fondements de la contestation de son autorité reposent essentiellement sur deux séries de causes matérielles : d'une part les manœuvres de disqualification opérées par les administrations coloniales et camerounaises, d'autre part la rapidité de la croissance urbaine, l'émergence de nouvelles techniques mettant en cause certaines valeurs dites traditionnelles.

Les manœuvres de disqualification consistaient à le cantonner au rôle d'exécutant, à le rendre complice de différentes formes d'humiliation soit pour le recrutement pour les travaux forcés dans le cadre du régime de l'indigénat, soit pour le rassemblement des populations pour accueillir et applaudir les hautes personnalités de l'Etat du Cameroun[858]. Les effets négatifs de ces actions ont certes entaché une certaine image du *lamido*, mais ne semblent pas avoir atteint la référence du gardien des valeurs.

De même, lorsque certaines pratiques du *lamido* sont cataloguées d'anachroniques, il nous semble que c'est moins le constat d'une illégitimité que la prise de conscience d'une transformation sociale. Un *djawro* nous a rapporté que certains types de conflits entre voisins tels que l'évacuation des eaux usées, dont ils assuraient la conciliation, n'ont plus lieu du fait de l'installation des canalisations qui empêchent les fuites. Il n'en est pas moins sollicité pour régler d'autres types de conflits ou mieux encore, il est saisi par le sous-préfet, par le commissariat ou par les huissiers pour atteindre les membres de sa « circonscription »[859].

Il est vrai que l'ingérence des Occidentaux dans l'organisation sociale a contribué à retirer au *lamido* certaines de ses fonctions, notamment celle qui se rapporte à la protection matérielle. Du fait du monopole de la force physique par les organes de l'Etat, le *lamido* a perdu son rôle de « chef de guerre », de « police ». Mais le *lamido* ne disparaît pas pour autant.

Si l'autorité du *lamido* a été ébranlée, sa légitimité demeure profonde.

---

[857] Nous reprenons le terme utilisé par les auteurs du dossier sur la corruption, lorsqu'ils parlent des effets de la corruption sur l'organisation hiérarchique dans les administrations, ils disent *qu'on assiste à une sorte de « bougé » des hiérarchies*, BLUNDO G. et OLIVIER DE SARDAN J.-P., « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », *Politique Africaine*, n° 83, Dossier : La corruption au quotidien, Karthala, 2001, pp. 8-37, (p. 23).

[858] Il convient de souligner que certains *lamibé* (pluriel de *lamido*) profitaient pleinement de la situation pour leur compte personnel.

[859] Ces propos nous ont été rapportés par le Djawro Hamidou Bachirou, chef du quartier Zourmbaïwo II, à Maroua.

b. Passage entre des logiques

L'observation de la réalité vécue fait ressortir d'une part que le *lamido* ne disparaît pas avec le temps et ne reste pas non plus figé dans le passé, d'autre part et surtout, cette observation montre que le *lamido* semble répondre à certaines attentes des acteurs. Nous nous sommes intéressée aux rapports que ces acteurs avaient vis-à-vis de « l'écrit » comme moyen de preuve en situation de conflit, notamment par rapport à certains actes[860].

Nous nous sommes rendue compte de l'importance que les acteurs accordent à l'espace d'où émanent ces actes. Disons à l'instance qui a vocation au « *pouvoir du dire* » et vocation à devenir un *lieu-Tiers*, pour reprendre le vocabulaire de Pierre Legendre.

Nous nous sommes intéressée à l'établissement des registres d'état civil.

Cette procédure a retenu notre attention dans la mesure où, obéissant à la logique occidentale, elle envahit de plus en plus la vie courante de la majorité d'une population qui évolue dans une autre logique. Le législateur a voulu imposer certaines procédures, cependant, il apparaît que c'est moins une obligation légale que des motivations personnelles qui amènent les personnes à transformer leur comportement.

Malgré l'obligation légale selon laquelle « *tout Camerounais résidant au Cameroun est, sous peine de sanctions prévues à l'article 370 du Code Pénal, tenu de déclarer à l'officier d'état civil territorialement compétent les naissances, les décès et les mariages les concernant, survenus ou célébrés au Cameroun* »[861], les habitants de la ville de Maroua ne vont pas spontanément effectuer la démarche de faire enregistrer un acte dans les registres d'état civil[862].

Lorsque la nécessité d'une telle inscription n'est pas flagrante, ils ne se donnent pas la peine d'affronter ce qu'ils caractérisent de *« tracasseries administratives »*[863]. Selon un responsable du service d'état civil de la ville de Maroua[864], les habitants de cette ville sont très peu soucieux de ces procédures d'enregistrement dans les registres administratifs, malgré la menace d'une sanction, l'exemple des actes de mariage est très parlant à travers les statistiques qu'il nous donne (Tableau 9).

---

[860] Voir en annexe 6 quelques exemples.

[861] Article 4 de l'Ordonnance n° 81-2 du 29 juin 1981, portant organisation de l'état civil et diverses dispositions relatives à l'état des personnes physiques.

[862] Selon l'article 15 de l'Ordonnance n° 81-2 du 29 juin 1981, portant organisation de l'état civil et diverses dispositions relatives à l'état des personnes physiques, il existe trois catégories de registres : le registre des naissances, adoptions et légitimations, ensuite le registre des mariages et pour finir le registre des décès.

[863] Nous reprenons les termes utilisés par les interlocuteurs qui font allusion aux démarches administratives. Cette sensation de lourdeur administrative rejoint nos développements sur le dédoublement fonctionnel.

[864] Monsieur Amadou Hassana que nous avons rencontré à l'Hôtel de Ville. Notre entretien concernait uniquement la « Commune Urbaine » de Maroua.

Année	Période couverte	Nombre de mariage
2002	01/01/02 au 16/09/02 *(date de clôture du registre[865])*	36
2003	Janvier 2003 à mars 2003[866]	7
2004	01/01/04 au 26/08/04 *(date de mon dernier entretien)*	23

Nombre d'habitants de Maroua Urbain évalué à 162 000[867]

Tableau 9 : Nombre de mariage célébrés à la mairie de Maroua

En moyenne il n'y a pas plus de 40 mariages par année célébrés à la mairie. Le responsable du service d'état civil relève que pour 75% des couples mariés avec acte, les femmes sont à l'origine de la demande de l'acte. Elles semblent, d'après lui, plus conscientes de l'importance de cet acte. En effet lorsqu'elles veulent divorcer devant un tribunal dit de droit moderne, appliquant le code civil plus favorable à la condition des femmes, la présentation d'un acte de mariage est une condition de saisine.

D'une manière générale, selon le responsable de l'état civil, c'est principalement ceux qui ont besoin de prouver qu'ils sont légalement mariés qui font les démarches nécessaires pour l'établissement des actes de mariage. Essentiellement les salariés du secteur privé ou public, pour obtenir certains avantages, notamment des prestations familiales ou certains abattements fiscaux. Cette population ne représente pas la majorité des habitants de la ville de Maroua[868].

Il relève aussi quelque sensibilisation chez les chrétiens, les responsables religieux exigeant la preuve du mariage pour célébrer les communions.

[865] Notons que selon l'article 18 alinéa 2 de l'Ordonnance n° 81-2 du 29 juin 1981, portant organisation de l'état civil et diverses dispositions relatives à l'état des personnes physiques, les registres d'état civil sont clos et arrêtés le 31 décembre de chaque année.

[866] Ce résultat est conjoncturel, le recensement s'est arrêté au mois de mars. En effet au cours de cette année 2003 il y a eu une vacance administrative due à la nomination du nouveau délégué du gouvernement auprès de la commune urbaine (Monsieur Hamadou Adji sortant a été remplacé par Monsieur Bakari Robert en 2004).

[867] Selon une évaluation de 1992, rappelons que le 2ème recensement de 1987 comptait 123 296 habitants, sources du Ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire camerounais.

[868] Ils se déclarent majoritairement sans activité. Pour celles et ceux qui détiennent une carte d'identité nationale, à la rubrique profession il est généralement mentionné « cultivateur ou ménagère ». Certains disent aussi « faire des affaires », c'est-à-dire du petit commerce. Se reporter à l'annexe sur les statistiques effectuées par le chef du quartier « Zourmbaïwo II », qui est un quartier de la ville de Maroua. L'échantillon des activités professionnelles des habitants de ce quartier est assez représentatif des habitants de la ville de Maroua. Voir annexe n°3.

Le responsable de l'état civil a également soulevé la question de l'accroissement des actes de légitimation[869]. De nombreuses femmes n'ayant pas d'acte de mariage se préoccupent de la reconnaissance de leurs enfants par le père biologique. La perspective de l'héritage ne fait aucun doute, cependant cette volonté d'obtenir une preuve écrite, indispensable uniquement devant le tribunal de droit écrit, nous amène à penser que la représentation de la « sécurité » se transforme. La femme qui n'aurait pas d'acte de mariage penserait-elle que la « reconnaissance implicite » de l'enfant par les membres de sa famille, de ceux de sa belle-famille et que les effets normatifs du mariage coutumier ne seraient pas opposables à un éventuel risque de désaveu de l'enfant en cas de répudiation de la mère ?

Moins que la crainte d'une sanction pour « non-enregistrement », c'est celle que l'enfant soit déshérité sans possibilité de défense qui motiverait la mère. Cette garantie que pourrait procurer une trace écrite a été très souvent évoquée lors de nos entretiens, notamment lors des situations conflictuelles, par exemple pour la détermination de propriété. Cependant, la majorité de nos interlocuteurs se montre encore réfractaire à certaines instances, tels que les locaux de l'administration publique, pour l'établissement de ces documents. Ils reprochent la longueur de la procédure, la multiplication des frais, notamment dactylographie, photocopie, timbres fiscaux, mais surtout l'opacité des règles et procédures. Cette réticence du lieu combiné à la volonté de s'approprier « l'outil écrit », entraîne le déplacement de cet outil vers une autre instance qui est mieux maîtrisée par l'acteur : le *lamido*. Corrélativement ce déplacement entraîne un passage de logiques et des transformations chez le *lamido.*

Du fait de la volonté des équipes dirigeantes à instrumentaliser le *lamido*, celui-ci s'est retrouvé dans une position médiane dont l'un des effets est de faciliter les transformations. Il s'est retrouvé au milieu des logiques dites modernes et traditionnelles.

En sa qualité de fonctionnaire, des outils et des instruments de la logique moderne sont à sa disposition. En sa qualité de gardien des coutumes, les personnes qui le saisissent entendent se référer à leur coutume. D'un côté il a le cadre institutionnel occidental et de l'autre il est dépositaire des valeurs traditionnelles.

Une observation attentive de la pratique fait apparaître que du fait de cette position médiane, le *lamido* a été plus facilement sollicité par les acteurs pour exprimer une certaine insatisfaction des modèles institutionnels (traditionnel ou étatique) qui leur étaient proposés

[869] La reconnaissance des enfants nés hors mariage peut être faite par déclaration devant l'officier d'état-civil au moment de la déclaration de naissance, article 44 (1) de l'Ordonnance n° 81-2 du 29 juin 1981, portant organisation de l'état civil et diverses dispositions relatives à l'état des personnes physiques. Nonobstant l'article 41 (1) de la même ordonnance selon laquelle, cette reconnaissance se fait par jugement.

Nous nous intéresserons ici à deux fonctions attribuées au *lamido* en tant qu'auxiliaire de l'administration. D'une part la fonction d'adjoint au maire : nous reprendrons notre exemple d'enregistrement d'actes d'état civil. Cette fonction découle de la possibilité pour les autorités administratives locales de confier des missions particulières au *lamido* et de *« créer par acte réglementaire un ou plusieurs centres spéciaux d'état civil dans une commune lorsque l'étendue de celle-ci, la densité de sa population ou les difficultés de communication le justifient »*[870]. D'autre part la fonction de régulateur de conflits par la conciliation et l'arbitrage ainsi que les textes le précisent.

En effectuant une analyse de la manière dont le *lamido* applique ses fonctions nous nous rendrons compte de l'influence que la demande implicite des acteurs peut avoir sur lui. Il se retrouve à « osciller » d'une logique à une autre.

Dans le cadre de sa fonction d'adjoint au maire, le *lamido* peut établir et délivrer des actes de naissance, de reconnaissance, de mariage et de décès. Sur la base des formulaires qui nous ont été remis par le secrétaire du *lamido* de Maroua, la présentation et le contenu de ces actes sont conformes aux dispositions de l'Ordonnance du 29 juin 1981 portant organisation de l'état civil et diverses dispositions relatives à l'état des personnes sus citée[871]. Ces formulaires ne présentent aucune différence avec ceux de la mairie, ce qui paraît normal, puisque le *lamido* se substitue à l'officier d'état-civil.

N'ayant pas de statistiques sur les actes établis par le *lamido*, nous n'avons pas été en mesure d'effectuer de comparaison avec ceux établis par la mairie. Le responsable du service de l'état-civil de la ville de Maroua, nous avait également fait remarquer qu'il n'y a pas d'harmonisation entre le registre de la mairie et celui du *lamido*. Il reconnaît là une négligence de l'administration. Négligence d'autant plus flagrante qu'en sa qualité de chef coutumier, le *lamido* établit et délivre des attestations et des actes coutumiers relatifs à l'état des personnes.

En nous reportant, par exemple, à « l'attestation de mariage coutumier », nous relevons quelques écarts par rapport aux mentions légales que « l'acte de mariage » doit contenir conformément aux dispositions de l'article 49 de l'Ordonnance du 29 juin 1981[872] (cf Tableau 10).

[870] Article 10 (2) de l'Ordonnance du 29 juin 1981 portant organisation de l'état civil et diverses dispositions relatives à l'état des personnes.

[871] Ces formulaires nous ont été remis lors de notre entretien à Maroua, par Yérima Mamoudou BOUBA, secrétaire particulier et frère de l'actuel *lamido* de Maroua ,Bakary Alioum BOUBA depuis le 22/09/2003.

[872] Voir les formulaires en annexe n°6.

	Acte de mariage	**Attestation de mariage coutumier**
Autorité compétente	Nom du centre d'état civil « Centre d'état civil de… »	*Lamidat* de 1er degré de Maroua « Je soussigné sa Majesté ELH Bakary Bouba, Lamido de Maroua, Chef Coutumier, atteste que … »
	Noms et prénoms de l'officier d'état-civil	Le *lamido* de Maroua, Chef Coutumier
Informations sur les époux	Noms, prénoms, **date et lieu de naissance**, domicile et profession des époux	Noms, prénoms, domicile et profession des époux.
Le consentement des époux	*« M. et Mlle ont déclaré l'un après l'autre vouloir se prendre pour époux… »*	Néant
Informations sur les témoins	Noms et prénoms des témoins	Noms et prénoms des témoins
Date et Lieu	Dates et lieu de la célébration du mariage	Mariage coutumier contracté le …à Maroua
Mention du régime matrimonial choisi	Régime Polygamie **ou monogamie**	Régime matrimonial polygamique
Les signatures	Signatures des époux, des témoins et de l'officier d'état-civil	Mention de la signature du *lamido*

Tableau 10 : Ecarts entre l'acte de mariage et l'attestation de mariage coutumier

Il apparaît donc que l'attestation du mariage coutumier ne mentionne ni la date et lieu de naissance des futurs époux, ni leur consentement et ne semble pas introduire de choix du régime matrimonial, le régime polygamique étant inscrit d'office. Or, conformément aux points 1 et 4 de l'article 51 de l'Ordonnance du 29 juin 1981, *« aucun mariage ne peut être célébré : si la fille est mineure de 15 ans ou le garçon mineur de 18 ans [la majorité étant à 21 ans], sauf dispense accordée par le Président de la République pour motif grave ;*
si les futurs époux n'y consentent pas. ». Sur le consentement des futurs époux, l'article 64 (1, 2 et 3) de la même Ordonnance mentionne que *« le consentement des futurs époux est personnellement signifié par ceux-ci à l'officier d'état-civil au moment de la célébration du*

mariage. Le consentement d'un futur époux mineur n'est valable que s'il est appuyé de celui de ses père et mère. Le consentement d'un seul des parents est suffisant. »

Ces écarts volontaires, dans la mesure où le *lamido* détient les formulaires d'acte de mariage en sa qualité d'adjoint au maire, révèlent la prise en compte de l'interprétation coutumière du mariage qui symbolise moins l'union entre deux individus que l'alliance de deux groupes. Notre propos ici ne porte pas sur les modalités du mariage coutumier, ni sur leurs différences avec le mariage civil**,** mais sur les glissements opérés par le *lamido*, notamment par la transformation du mode de preuve. Tout en maintenant son rôle de gardien des coutumes, il nous semble que par l'utilisation du support écrit qui mentionne l'identité des futurs époux, et qui est remis uniquement au couple, le *lamido* laisse apparaître une passerelle entre les deux logiques, également par l'établissement d'une trace écrite de la célébration du mariage coutumier.

Le glissement se perçoit un peu plus lorsque le *lamido* intervient en qualité de président du Tribunal coutumier, dans le cadre de régulation de conflits. Ce tribunal est l'un des deux tribunaux traditionnels[873]. Le tribunal de premier degré est sous la supervision du président du Tribunal de 1ère instance, tandis que le Tribunal coutumier de Maroua, compte tenu de la présence du *lamidat* de Maroua, garde une certaine autonomie. Le tribunal coutumier siège dans l'enceinte du *lamidat*.

En tant que président du Tribunal coutumier, lorsqu'une personne soupçonnée jure sur le Saint Coran en niant toutes accusations, le *lamido* établit et délivre un acte coutumier pour la disculper. L'acte est ainsi formulé *« …devant nous, la Cour du tribunal coutumier, M. ou Mme a juré publiquement sur le Saint Coran et* [nié les faits ou actes qui lui étaient reprochés]. *Conformément à la Loi Islamique et à la Coutume des parties et toutes étant de confession musulmane, après ce rituel il est certain que M. ou Mme est innocent(e) de tous les soupçons pesant contre lui (elle). Tout propos en ce sens constitue une provocation.*

En foi de quoi nous avons signé le présent Acte Coutumier pour servir et valoir ce que de droit »[874]

Cet acte nous apparaît en lui-même matérialiser le glissement. Compte tenu des difficultés de preuves rencontrées par le juge étatique, par exemple dans des affaires de sorcellerie, ces actes semblent être des ouvertures, des passerelles entre les deux logiques que « l'acteur citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire » force à emprunter.

[873] *Supra*, p. 96 et p. 104.
[874] Voir le formulaire en annexe n°6.

§2 : Analyse des conduites

Nous entendons procéder à l'analyse des conduites à partir du « paradigme de la complexité ». Nous nous inspirerons des développements qu'André Jean Arnaud a effectués sur ce paradigme à partir de la problématique de la *décision complexe en droit*[875].

A la suite de cet auteur, nous pensons que la « complexité » évoque autre chose que la simple complication. L'observation du terrain, montre qu'il ne s'agit pas non plus d'un enchevêtrement de complications qu'on pourrait espérer ramener à la simplicité par une rationalisation (quelles qu'en soient les bases).

Au regard des éléments recueillis sur le terrain, la complexité renvoie à l'idée de récursivité et d'enchevêtrement des relations du niveau institutionnel au niveau de l'acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire (ci après acteur).

Notre propos ici sera de montrer l'indispensable complémentarité entre la sphère institutionnelle (étatique ou traditionnelle) et celle de l'acteur (B) à partir du rôle névralgique de la « décision » de l'acteur dans le processus de prise en charge des différends dans un contexte social donné (A).

A - La décision de l'acteur : centre de gravité du mécanisme d'ajustement de l'échafaudage de la « *Structure* »

Nous appréhendons la décision de l'acteur en situation de conflit à partir de l'un des critères de la « *décision juridique complexe*» soulevé par André-Jean Arnaud : « *l'union systémique* »[876]. Selon ce critère, la décision complexe ne consiste pas seulement dans une opération de niveau supérieur : le choix d'une voie optimale. La décision complexe résulte de la conjonction de trois opérations systématiques, dit l'auteur. Ces opération sont : la construction des problèmes, leur projection sous forme de plans d'action et la sélection de la « bonne » décision, au sens de solution « la plus satisfaisante »[877].

[875] ARNAUD A.-J., « Modélisation de la décision complexe en droit. Quelques pistes de recherche », *DIOTI 3*, Penser la justice, coll. Savoir et Faire, 1998, pp. 229-250.

[876] Les deux autres critères de la décision juridique complexe sont « l'ouverture systémique et récursivité transformationnelle » et « la perspective téléologique », *Ibidem*, pp. 229-250, (p. 236-242).

[877] Sur le sens spécifique de « satisfaisant » dans le cadre de la théorie de la complexité, voir Jean-Louis Le MOIGNE, *La modélisation des systèmes complexes*, Dunod, Paris, 1990, p. 132, cité par ARNAUD A.-J., « Modélisation de la décision complexe en droit…, 1998, *art.cit.* pp. 229-250, (p. 237).

« *Chacun de ces niveaux est constitué en système, au sens où les règles qu'on y rencontre permettent de former des expressions ayant valeur de proposition répondant aux exigences scientifiques de vérité, qui fournissent par là-même les théorèmes du système* »[878].
S'agissant des acteurs que nous avons observés dans le contexte social particulier de Maroua, il nous semble que les théorèmes sont les suivants :

- Théorème 1 : La possibilité d'élaboration de plan d'action en dehors des doubles logiques du « gagne/perd ou du « qui a tord/qui a raison» et du « maintien du lien social »/« bris du rapport au groupe» se mesure en fonction de la capacité des acteurs en situation de conflit à jongler avec leurs multiples identités.
- Théorème 2 : La pertinence du plan d'action s'apprécie en fonction du positionnement que l'acteur adopte dans la société.
- Théorème 3 : L'effectivité de la solution peut être d'autant plus grande qu'elle n'est pas associée à des plans d'actions « préfabriqués »

Nous reprendrons chacun des ces niveaux dans notre analyse de la conduite de l'acteur.

1) Elaboration du plan d'action

L'expression « plan d'action » appliquée à l'acteur fait intervenir le principe d'action intelligente de l'acteur. A partir d'une situation de conflit l'acteur va élaborer une action ou une stratégie d'actions avec le projet de sortir de cette situation.
Cependant, considérant ses différents statuts « d'acteur-citoyen » de l'Etat camerounais et « d'acteur-individu » maillon d'une chaîne communautaire, on pourrait s'attendre à ce qu'il s'inspire de plans d'actions « préfabriqués », à l'aide du discours de la « Référence fondamentale » véhiculé soit par les instances étatique soit par les instances traditionnelles, pour permettre aux citoyens ou aux membres de la communauté[879] de répondre aux attentes nées des relations normatives qui se nouent dans la vie sociale.
Les propositions de solutions obéissent globalement à deux types de logiques : soit à la logique du « qui a tord/qui a raison » répondant à l'idée de *trancher* le conflit, soit à la logique du « maintien du lien social » répondant à l'idée de *rétablir* la paix sociale

[878] ARNAUD A.-J., « Modélisation de la décision complexe en droit…, 1998, *art.cit.* pp. 229-250, (p. 237).
[879] Soulignons que l'acteur dont il est question ici, « l'acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire » comporte en lui les deux statuts de « citoyen » et de « membres communautaire ».

Il ressort des éléments du terrain que les acteurs s'éloignent de ce schéma trop simpliste, disons irréaliste si le choix ne se limite qu'à ces deux options.

En effets ces acteurs s'inscrivent dans la perspective de la « pluralité des mondes », sous le signe de la complexité. Ils sont dès lors obligés de coordonner ces multiples inscriptions selon le principe que Luc Boltanski et Laurent Thévenot dénomment *« l'économie de la grandeur »*

Selon ces auteurs, « *dans une société différenciée, chaque personne doit affronter quotidiennement des situations relevant de mondes distincts, savoir les reconnaître et se montrer capable de s'y ajuster* »[880]. Cette capacité à s'ajuster consiste pour l'acteur à dépasser la perspective d'une vision unitaire du monde et à rechercher la position adéquate en cohérence avec ce qui a du sens pour lui dans l'environnement social dans lequel il se trouve. Nous avons pu observer que la recherche de sens amène l'acteur à procéder à des réadaptations. Dans un contexte de « mêlée normative », l'ajustement évoque un comportement offensif, c'est-à-dire créatif, inventif et non pas défensif évoquant du « repli » ou du « contournement » systématique.

2) Positionnement de l'acteur

Nous avons relevé que la majorité des acteurs se positionnent en tenant compte de leurs multiples identités. Comprendre leurs plans d'action consiste à savoir laquelle ou lesquelles de ses multiples identités seront privilégiées, en sachant que ni l'une ni l'autre de ces identités n'ont le monopole en toute occasion, au contraire elles s'expriment avec plus ou moins d'intensité selon les circonstances[881].

Il apparaît que les plans d'action des acteurs ne sont pas déterminés par avance, contrairement aux plans d'action « préfabriqués » et surtout qu'ils sont quelques fois incompatibles avec du « préfabriqué ». Cette incompatibilité provoque un sentiment d'insatisfaction à l'égard de ce qui est proposé ou de ce qui existe. C'est dans ces cas que s'observent les phénomènes d'inversion. Et surtout c'est dans ces cas que nous questionnons la double légitimité des instances relais (instance potentiellement lieux-Tiers) et celle du Discours de la Référence dont ils sont non seulement « transmetteurs » mais en charge de transformer en outil de mise en ordre.

---

[880] BOLTANSKI L. et THÉVENOT L., *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991, p. 266.

[881] Perspective développée par les théories du pluralisme juridique radicale.

3) Sélection de la « bonne » décision

La « bonne » décision est celle que l'acteur « juge » la plus satisfaisante. Celle qui répondrait à un « *idéal de justice* »[882]. Si nous présupposons que l'une des finalités de la justice (quelle que soit la perspective, étatique ou traditionnelle) est d'apporter des réponses (quelles que soient les formes) aux conflits[883], et s'il apparaît que ces réponses sont de moins en moins sélectionnées par « l'acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire » (ci après acteur), cela signifie que ce dernier trouve ou alors cherche ses réponses « ailleurs », en dehors des « voies institutionnelles » (étatique ou traditionnelle). A notre sens, le fait que la sélection des solutions se fasse « ailleurs », cela traduit l'émergence d'un nouveau visa de la « justice ».

La prise en compte du décalage entre les solutions proposées par voies institutionnelles et le choix de l'acteur permet de mesurer l'impact de sa participation dans la transformation des mécanismes de régulation juridique, mais surtout de celle de l'institution généalogique (la *Structure* qui fait tenir « droite » les sociétés).

B - Fondement de la complémentarité pour l'équilibre de la *Structure*

Notre propos ici consistera à comprendre comment est légitimé la nouvelle « figure de la justice » et qui participe au processus de légitimation autrement dit d'équilibre de la *Structure*.

Bien que le « *potentiel transformateur* »[884] de l'acteur présente des limites propres au caractère du « système » social - entendu comme un ensemble lié par un principe de structure – il a une place à la table du « *jeu social* »[885].

---

[882] LALONDE L., *Médiation et Idéal de justice : une perspective internormative*, Thèse, Paris, 2004.

[883] Perspective développée dans le cadre des recherches portant sur la transformation de la justice. Voir notamment CHEVALIER P., DESDEVISES Y. et MILBURN Ph. (Dir.) *Les modes alternatifs de règlement des litiges…*, 2003, *op.cit*. Et les travaux de la Commission du droit du Canada (CDC), voir le mémoire de Llewellyn J. et Howse R., *La justice réparatrice - Cadre de réflexion*, préparé pour la CDC, disponible en ligne sur le site de la CDC. Voir LALONDE L., *Médiation et Idéal de justice : une perspective internormative*, Thèse, Paris, 2004.

[884] Nous empruntons cette expression à Louise LALONDE, *Médiation et Idéal de justice…*, 2004, *op.cit.* p. 36, et *Idem*, « La médiation, une approche 'internormative' des différends ? Analyse comparative des approches de G.A. Legault et de R.A. Macdonald », *Revue de Droit*, Université de Sherbrooke, Québec, vol. 33 ; n° 1-2, 2002/2003, pp. 98-131, (p. 100). L'auteur attribue ce *potentiel* à la « médiation » comme mode de régulation sociale. Nous l'attribuons à la conduite de l'acteur.

[885] Sur l'approche du jeu, entre droit et société voir OST F., VAN DE KERCHOVE M., "Le jeu : un paradigme fécond pour la théorie du droit?, *Droit et Société*, n°17-18, 1991, pp. 159-194, et *Idem* (Dir.), *Le jeu : un paradigme pour le droit*, Paris, L.G.D.J., coll. Droit et Société, vol 2, 1992. Et LE ROY E., *Le jeu des lois…*, 1999, *op.cit.*

En postulant que la société est une unité complexe, nous reconnaissons qu'elle « *fonctionne en se transformant et se transforme en fonctionnant, c'est-à-dire ne se comprend que par la conjonction nécessaire de son fonctionnement et de ses transformations* »[886].

Nous nous proposons de schématiser cette conjonction en nous fondant sur la théorie des archétypes de Michel Alliot et sur la théorie de l'échafaudage de l'Institution généalogique préconisée par Pierre Legendre[887].

Quelles sont les conditions d'une transformation équilibrée ? Autrement dit comment se manifeste l'équilibre, la conciliation des divers ordonnancements normatifs ?

Il apparaît que les conditions d'une transformation équilibrée, celle qui répondrait aux exigences et finalités de la grande majorité des individus de la « Cité », tiennent à la récursivité de la conjonction entre d'une part les discours des Références dont le contenu vari selon les divers « mondes », d'autre part les lieux-Tiers (instances) et enfin les décisions de l'acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire. C'est dans les récursivités, les enchevêtrements de relations et de rétroactions d'un niveau institutionnel à un niveau de la dimension humaine de l'acteur que se manifeste l'équilibre complexe.

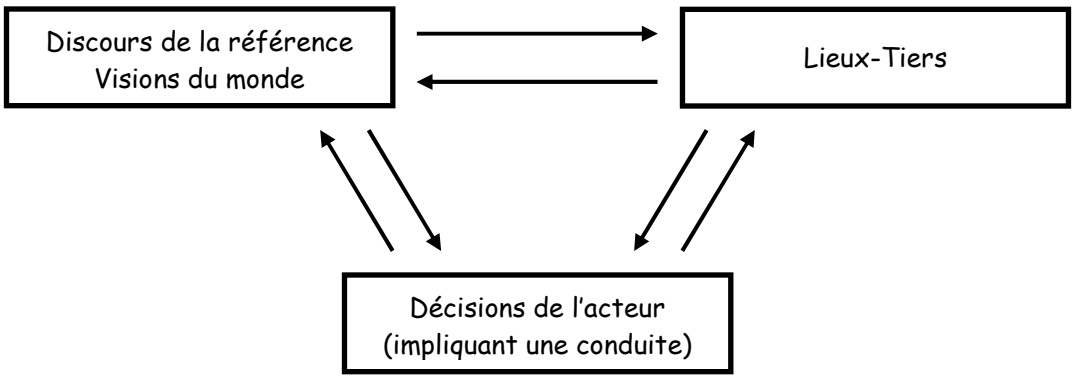


Figure 3 : Schématisation de la conjonction de la *Structure*

Le va-et-vient permanent assure les ré-équilibres. Dans les sociétés multiculturelles, la complexité semble être à son comble lorsque les acteurs mettent en application des plans d'action qui altèrent les différentes logiques et rationalités des discours de Référence sur

[886] Nous citons ici l'un des critères de tout phénomène complexe, voir ARNAUD A.-J., « Modélisation de la décision complexe en droit…, 1998, *art.cit.* pp. 229-250, (p242-249).

[887] Ces auteurs proposent des représentations d'organisations sociétales fondées sur une représentation mythologique.

lesquels se fondent les instances qui ont le « *pouvoir du dire* », le « *pouvoir de référer* »[888] qui leur donne valeur de lieux-Tiers. Dans l'hypothèse de l'altération, ces instances perdent cette valeur et ne deviennent que des instances relais…en attente soit de disparition soit de récupération. Les phénomènes d'inversion que nous avons décrits impliquent des « récupérations », comme par exemple dans les cas de sorcellerie avec l'utilisation du commissariat ou du tribunal, ou encore l'infiltration dans les instances judiciaires[889]. Nous n'avons pas observé de « disparition » sur notre terrain de recherche.

En usant de ses propriétés d'opacité variable, l'acteur « propose » des transformations. Lesquelles, avant de se muer en Discours de la Référence, sont aussi soumises à une censure : celle des êtres humains vivant en société, et par conséquent l'acteur subi également son autocensure.

Nous touchons ici à la complexité de l'être humain lui-même.

C'est par cette complexité, qui est à notre sens celle qui sous-tend toutes les logiques, que nous clôturons ce chapitre.

Cette complexité s'exprime par le fait que l'être soit « *soumis au* devoir être inscrit *dans la culture, à la fois ressortissant et matériau de celle-ci, ou pour reprendre une métaphore antique, 'pierre vivante' de l'édifice social* »[890].

A notre sens c'est cette dissociation (à la fois ressortissant et matériau) qui garantit le véritable équilibre de la *Structure*.

Au-delà des phénomènes de conciliation de logiques et d'ordonnancements, ce chapitre a eu pour objectif de montrer que l'intérêt de la réflexion se situe dans la relation entre la double identification, d'une part de celle du point d'équilibre de l'échange récursif du niveau institutionnel au niveau de la dimension humaine de l'acteur, d'autre part de celle d'une *Référence* nouvelle qui conditionne la figure d'une « justice » en perpétuelle mutation.

[888] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* respectivement pp. 35 et 117.
[889] *Supra*, p. 276.
[890] *Ibidem*, pp. 9-10.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

En conclusion de cette deuxième partie, qui nous ouvre progressivement à notre conclusion générale, nous voulons souligner deux points principaux par rapport au rôle de l'acteur et à son autonomie dans le mécanisme d'équilibre de la « *structure* », autrement dit dans le processus de régulation juridique de la « mêlée normative ».

Au terme de cette deuxième partie il ressort que malgré l'importance du rôle de l'acteur dans ce mécanisme - du fait de la place qu'il occcupe dans un « entre-deux » - il n'en demeure pas moins en situation de dépendance, non seulement vis-à-vis de son environnement, mais de la « *structure* ».

D'autre part, il apparaît que cette absence d'autonomie rappelle également l'absence d'autonomie des « instances » endogène ou exogène par rapport à la gestion de l'ensemble de l'espace de régulation juridique.

Ces états de dépendances semblent s'expliquer par un principe d'équilibre fondé sur la complémentarité des uns par rapport aux autres[891] dans le montage, dans l'organisation du « grand jeu social »[892]. Cette dépendance n'est pas sensée altérer l'efficacité des uns et des autres et des uns par rapport aux autres dans le processus de régulation juridique de la « mêlée normative ».

[891] Des acteurs « individus biologique » et des « institutions » (endogènes ou exogènes).

[892] En référence ici à l'utilisation du concept de « jeu » pour parler des mécanismes de régulation socio normatifs, voir notamment LE ROY É., *Le jeu des lois. Une anthropologie « dynamique » du Droit*, Paris LGDJ, Série anthropologie, 1999, OST F. et VAN DE KERCHOVE M. (Dir.), *Le jeu : un paradigme pour le droit*, Paris, L.G.D.J., coll. Droit et Société, vol 2, 1992.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au delà de la question de concurrence, de domination et donc d'ethnocentrisme, le contexte de pluralisme dans le domaine juridique impliquant la diversité de « manières de mettre en ordre », c'est-à-dire de conception de justice, est pour nous une question d'équilibre de la *Structure* qui « fait tenir debout la société ». Identifier l'ensemble des composants de l'échafaudage de cette *Structure* assure que le montage est « droit ». Mais comprendre ce qui régule, c'est-à-dire ce qui maintient l'équilibre, c'est comprendre comment la société avance et s'assurer de son dynamisme.

Chercher à identifier l'ensemble des composants de l'échafaudage de la *Structure* c'est prendre en compte la pluralité. Comprendre ce qui maintient l'équilibre de la *Structure*, c'est comprendre la « mêlée », disons la complexité.

Les notions de « pluralité » et de « complexité » guideront nos réflexions finales qui seront marquées par deux temps, celui des éclaircissements, au cours duquel nous apporterons quelques précisions à partir des points de nos développements, et celui des approfondissements au cours duquel nous tenterons des dépassements.

Le temps des éclaircissements : De la conciliation à la ré-conciliation

En ayant postulé la pluralité des mondes et donc la pluralité des droits, selon l'aphorisme de Michel Alliot « *dis moi comment tu penses le monde : je te dirai comment tu penses le droit* »[893], la question de la conciliation a été notre ligne directrice.

Conciliation des visions du monde, des droits, des conceptions de la justice, des ordonnancements normatifs dans un même espace et dans un même temps.

[893] ALLIOT M., «La méditerranée et le droit », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.87-94, (p. 87).

L'observation des réactions des acteurs en situation de conflit, nous a permis d'apporter des clarifications sur les résistances à la conciliation. C'est-à-dire la résistance à la régulation de la pluralité.

Nos développements laissent apparaître notamment la concurrence de deux conceptions de la justice fondées chacune sur deux visions distinctes du monde et du droit : l'une sur la vision occidentale du monde et l'autre sur la vision peule du monde, que nous avons présentée comme une version hybride de la vision animiste d'Afrique Noire[894].

Montrer que cette concurrence n'était pas un obstacle à la régulation juridique a été une première étape pour envisager que le contexte de pluralité n'était pas facteur d'anomie et donc n'était pas générateur d'anarchie : anthropologiquement c'est-à-dire que ce contexte n'était pas générateur de vide ou de chaos[***895***].

En réaction à la situation de dualité de conception de la justice, existant depuis l'introduction du modèle occidental étatique de la justice dans le contexte colonial, la classe dirigeante camerounaise opte pour la valorisation d'un seul modèle, celui de l'institution judiciaire au détriment du modèle endogène. Cette option qui s'est traduite par la volonté d'uniformiser le « pouvoir de rendre la justice » nous apporte un double niveau d'éclairage sur la résistance à la conciliation de la pluralité des visions du monde, sur la volonté de déjouer la « mêlée normative ».

Le premier niveau, se rapportant à l'auteur de la résistance, nous a permis de mesurer le degré de difficulté que la culture juridique occidentale avait à « respecter » les logiques inhérentes aux autres univers juridiques.

Le deuxième niveau, se rapportant au lieu d'expression de cette résistance, nous a permis de mesure la précarité de cette résistance.

- Eclairage sur l'auteur de la résistance :

La réponse officielle à la problématique de la conciliation étant l'uniformisation, à partir du seul modèle occidental, montre que l'auteur de la résistance à la conciliation des différentes

[894] Se reporter à la théorie des archétypes de Michel Alliot, voir notamment «Anthropologie et juristique. Sur les fondements de l'élaboration d'une science du droit », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.283-305

[895] La référence au vide correspondrait plus à la mythologie occidentale, LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique en Occident*, Paris, Fayard, 1999, p.141. Il convient de relever que s'agissant des sociétés non occidentales, notamment certaines sociétés d'Afrique Noire, il s'agirait plutôt de vaincre la confusion, le chaos ; Voir la théorie des archétypes de Michel Alliot, dans, *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu Camille, Paris, Karthala, 2003, notamment « Religion d'Afrique et droits d'expression française », p. 82, selon l'auteur, *le monde animiste* n'a pas été créé *a nihilo (…)*. La création extirpe le monde du chaos et non pas du néant.

conceptions de la justice est la classe dirigeante camerounaise, formée à l'école occidentale, ou plutôt « *déformée* », pour reprendre l'expression de Joseph Ki-Zerbo. Selon cet historien, dès le début de la formation de l'élite africaine, il y a eu déformation[896].

L'option résolument unitariste de la classe dirigeante camerounaise marque la continuité avec la culture juridique du colonisateur, c'est-à-dire celle de l'occident et sa conception spécifique du droit : le droit étatique, une conception majoritairement citée en référence et qui se veut universelle.

Une théorie juridique, érigée en dogme, protège et valorise cette conception du droit, selon laquelle, le droit, uniquement rattaché à l'Etat, est exclusivement le produit d'une activité explicite des institutions étatiques. L'universalisation du droit, liée au processus de modernisation, se traduit par l'interprétation de tout phénomène normatif à partir des catégories juridiques occidentales. Cette vocation universelle se résume à la confusion du droit avec le droit étatique y compris au-delà des frontières culturelles des sociétés occidentales.

Selon les textes officiels camerounais, seul ce droit exogène doit être pris en compte pour le règlement des conflits. Nos développements font apparaître la reconduction de la politique coloniale. Bien au-delà de cette reconduction, il faut surtout retenir la promotion du droit occidental transplanté, droit caractérisé par une certaine rationalité formelle. Il faut retenir également la perpétuation de l'ethnocentrisme symbolique de la culture juridique occidentale.

Nous avons montré que, concrètement, cette valorisation s'est traduite par la *« juridictionnalisation »* des actes ou des conflits se rapportant aux matières du droit dit traditionnel[897].

Ce néologisme, « juridictionnalisation », qui évoque un processus de transformation, consiste à introduire une technique particulière dans la manière de « *rendre la justice »*[898].

Selon la doctrine ou le contexte de son emploi, il peut s'agir de la transformation d'un acte, quelqu'en soit son auteur, en acte juridictionnel, afin de lui étendre le régime de ce dernier, notamment l'autorité de la chose jugée[899]. Il peut aussi s'agir de la transformation d'un modèle d'organisation et de fonctionnement donné « du pouvoir de juger » en modèle

[896] KI-ZERBO J., *A quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Paris, Edition de l'Aube, coll. Poche assai, 2004, p. 12.
[897] JEAMMAUD A., « Judiciarisation/Déjudiciarisation », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp. 675-679; CORNU G., Vocabulaire juridique, Paris, PUF, 7ème éd., 2005.
[898] VINCENT J., GUINCHARD S. et *al.* (Eds), *Institutions judiciaires. Organisation, Juridictions, Gens de justice*, Paris, Dalloz, 8ème éd., 2005, notamment l'introduction sur le droit, la justice et la procédure, pp. 1-23.
[899] CORNU G., Vocabulaire juridique, Paris, PUF, 7ème éd., 2005.

d'organisation et de fonctionnement caractéristique d'une juridiction, avec notamment obligation de statuer par référence aux règles de droit étatique[900]

Pour une illustration de cette transformation par les textes camerounais, l'extrait d'une circulaire d'application à l'attention des Présidents des juridictions traditionnelles montre à quel point la classe dirigeante occulte les autres conceptions de la justice :

« *En l'article 14 (3)* [du décret du 19 décembre 1969], *aucune tentative de conciliation n'est obligatoire. (…). Cet article indique clairement que le préalable de la conciliation n'est plus indispensable. Aussi sauf demande expresse du demandeur, je recommande aux Présidents des juridictions traditionnelles de ne tenter que très rarement de concilier les parties, et lorsqu'ils tentent la conciliation, de ne pas l'imposer aux parties, car, un procès-verbal de conciliation équivaut simplement à un contrat sous seing privé que chaque partie est libre d'exécuter ou de soumettre à nouveau au tribunal. Or, dans le but de mettre fin au procès et je rappelle ici que tel est le vrai but de la justice, il importe que les juridictions se prononcent sous la forme de jugements qui, une fois devenus définitifs, ne peuvent plus jamais être attaqués et doivent être mis à exécution par les huissiers et agents de la force publique* »[901]

Ce modèle particulier de mise en ordre a été « *surimprimé* »[902], sur le mode endogène, en niant les fonctions structurelles des institutions traditionnelles, et nous avons montré les effets de cette négation. En soulignant la fragilité du dispositif institutionnel étatique dans ces conditions, nous en arrivons au constat de la difficulté de la culture juridique occidentale à s'ouvrir aux logiques inhérentes aux autres univers juridiques. Cette difficulté peut s'expliquer en partie par la portée hégémonique de cette culture juridique occidentale dont l'objectif est de s'imposer dans l'univers « globalisant » de la sphère internationale, créée et monopolisée par le « développement » et la technologie occidentale.

- Eclairage sur le lieu d'expression de la résistance à la conciliation :

C'est « d'en haut » que la classe dirigeante camerounaise a choisi la forme de la « mise en ordre » qui correspond à celle de « *la tradition juridique romano-canonique, annonçant l'ère dite moderne* »[903]. Nous avons fait ressortir de nos développements que ce choix, exprimé sous forme de discours appuyé par des textes législatifs, ne pouvait pas être effectif parce

[900] JEAMMAUD A., « Judiciarisation/Déjudiciarisation »…, 2004, *art.cit.* pp. 675-679, (p. 676).
[901] Circulaire n° 30/007/SG/MJ du 3 Août 1977 portant application du Décret n° 69/DF.544 du 19 décembre 1969 fixant l'organisation judiciaire devant les juridictions traditionnelles de l'ex-Cameroun Oriental.
[902] Nous empruntons le terme « surimprimé » au Professeur Maurice Kamto parlant de la colonisation ayant surimprimé sur les sociétés africaines des cultures étrangères et différentes, voir KAMTO M., «Une justice entre tradition et modernité», *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, pp. 57-64, (p. 57).
[903] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique* …, 1999, *op.cit.* p. 194.

qu'il consistait à rapporter la réalité des sociétés colonisées à la **seule** réalité juridique occidentale[904]. Il est apparu que la fragilité de la proposition des dirigeants camerounais vient surtout du *topos* (du lieu, du point de vue) à partir duquel ils se sont exprimés, celui de l'ancien colonisateur donc de l'Occident. Ce qui signifie l'absence d'adhésion de la quasi totalité des acteurs et des droits, c'est-à-dire par-dessus tout l'absence de dialogue et donc de dynamisme.

Au terme de nos développements, la question de la conciliation des pluralités nous a mené à certaines ruptures avant la re-conciliation : rupture avec l'« eurocentrisme » selon lequel « *l'idée de la culture et celle de l'Europe renvoient l'une à l'autre en miroir »*[905] et rupture avec la « tromperie » qui accompagne cette idée. Si l'occidentalisation du monde, conséquence du *« triomphe du capitalisme impérialiste, allié à la techno-science de l'époque de la métaphysique achevée* »[906] est une réalité, si cette occidentalisation s'est manifestée par la domination politique et la diffusion des modèles politiques, économique, juridique et culturel, la tromperie est de se convaincre que les catégories juridiques occidentales sont les seules catégories viables, dans une perspective restrictive du monde partagé en deux : *« l'Occident et les Autres »*[907].

La réconciliation consiste d'abord à prendre conscience que les catégories juridiques et les concepts compris à l'occidentale ne sont pas des « *universaux »*[908].

La réconciliation consiste surtout à retenir non seulement la pluralité des « manières de mettre en ordre » mais surtout que l'élément fondamental est la pluralité des logiques et des rationalités pour faire respecter cet ordre[909].

Il ressort de nos développements que ces pluralités sont « actées » sur le terrain par les stratégies, les comportements, les actes consécutifs aux prises de décisions dépendant de la valorisation ou non de l'un ou l'autre des multiples statuts des différends acteurs en jeu dans la société contemporaine camerounaise.

---

[904] ALLIOT M., «L'Anthropologie juridique et le droit des manuels » in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.307-318, (p. 308).

[905] COMPAGNON A., « La culture, langue commune de l'Europe ?, in Michaud Y. (Dir.), *Qu'est-ce que la culture ?,* Paris, Odile Jacob, Université de tous les savoirs, vol.6, 2001, pp. 228-240, (p. 229).

[906] VATTIMO G., *La fin de la modernité. Nihilisme et herméneutique dans la culture post-moderne*, Paris, Seuil, 1987, p. 159, cité par CAPELLER W., « Droits infligés et 'chantiers de survivances' : de quel lieu parle-t-on ? », in Capeller W., Kitamura T. (Dir.), *Une introduction aux cultures juridiques non occidentales. Autour de Masaji Chiba*, Bruxelles, Bruylant, 1998, pp. 13-33, (p. 16).

[907] Nous reprenons le titre de l'ouvrage de l'historienne et journaliste Sophie Bessis, *L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie*, Paris, La Découverte & Syros, 2001.

[908] ALLIOT M., «L'Anthropologie juridique et le droit des manuels »…, *art.cit.*, 2003, pp.307-318, (p. 308).

[909] Voir notamment ALLIOT M., «Anthropologie et juristique…, 2003, *art.cit.* pp.283-305, (pp. 295 et s.).

Si on ne veut pas passer à côté de ce qui fait l'originalité de la société camerounaise d'aujourd'hui, la prise en compte de certains comportements, procédures (procédés) et instances qui ont du sens ou qui font sens pour les Camerounais implique nécessairement la réinterprétation de concepts, de notions, d'approches qui ont été conçus, adaptés, aménagés pour un espace, pour un temps et pour des acteurs donnés.

Le temps des approfondissements : vers une ré-interprétation

Notre argumentation sur la coexistence d'une pluralité des mondes, et notamment de conception de la « justice » et de régulation de conflits, nous a conduit à l'émergence d'une « autre » figure de la justice, ou plutôt d'une autre façon d'appréhender la manière « de mettre en ordre », « de rendre droite », de réguler, d'équilibrer. Notre intention n'était pas de modéliser cette nouvelle manière, mais de souligner sa dimension révolutionnaire. Dans le sens où Pierre Legendre entend « *la Révolution de l'interprète* » qui marque selon lui un événement considérable, dans le système normatif européen, qui est la distinction entre théologie et droit[910]. A partir de cette grande cassure, le principe du montage de l'échafaudage de la S*tructure* des sociétés occidentales devient « *a-religieux »*[911].

Par rapport à notre terrain, la société peule, une société africaine, et par rapport à notre objet d'étude, les principes de régulation juridique, cette révolution est entendue dans le sens d'un *« processus structurel qui fait avancer, de façon invisible, les choses jusqu'au moment où la prégnance de ces structures est telle qu'il faut nécessairement faire un saut qualificatif »*[912]. Ce saut qualificatif est la prise en compte de la rationalité (dans le sens de cohérence) de « *l'homo africanus »*[913] et de ses logiques multidimensionnelles dans un contexte de « mêlée normative ». La révolution, dit Joseph Ki-Zerbo, « *c'est le contre-pied de l'existant. C'est non seulement tourner la page, mais changer de dictionnaire* »[914]. Il ne s'est pas agit ici de changer de dictionnaire, mais nous avons été amené à changer de « lunettes ». Ce changement transforme notre point de vue.

C'est à partir de la théorie des archétypes de Michel Alliot enrichie de l'approche structurale de Pierre Legendre que nous procédons à trois réinterprétations : d'abord celle de la flexibilité du droit à travers le rapport que les acteurs ont au droit, ensuite celle de la dimension de la

[910] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p. 134.
[911] *Ibidem*, p. 40.
[912] KI-ZERBO J., *A quand l'Afrique ?* …, 2004, *op.cit.* p. 18.
[913] Nous empruntons cette construction au sociologue Yao ASSOGBA, *La raison démasquée. Sociologie de l'acteur et recherche sociale en Afrique*. Québec, Les presses de l'Université Laval, 2007, p. 32.
[914] KI-ZERBO J., *A quand l'Afrique ?* …, 2004, *op.cit.* p. 18.

complexité, en impliquant plus d'approfondissement pour arriver à une plus grande richesse d'analyse et enfin celle de la légitimité à partir de l'exigence de l'équilibre.

- La flexibilité à travers le rapport que les acteurs ont au droit.

Il ressort de nos développements, sur le fondement des théories du pluralisme juridique, que le terme « droit » concerne toute forme d'expression normative et n'implique pas nécessairement une intervention étatique.
La tendance actuelle, chez ceux des chercheurs qui croient qu'il est possible d'infléchir l'idée d'une conception unique du droit, est de privilégier la flexibilité du droit en proposant de définir ce concept le plus largement possible.

Tout en étant convaincue de cette possibilité - plutôt que de tenter de définir ce concept difficile à saisir, qui apparaît comme un véritable *« caméléon capable d'ubiquité »*[915], pouvant s'adapter aux *« visions du monde différentes, voire opposées (…) »*[916] - nous avons choisi de mettre en exergue sa nature multiforme et donc son aptitude au changement. Il apparaît comme un « contenu » (la « Référence » de Pierre Legendre et les « Visions du Monde » de Michel Alliot).
Partant du principe que le droit se vit, nous pensons qu'au-delà de la question de la signification du droit, l'important est de repérer quel droit est utilisé et avec quelle marge de manœuvre les acteurs l'appréhendent. Dans une telle optique nous ne recherchons pas les critères de la juridicité mais plutôt le champ de juridicité. La question qui consiste à savoir de qui ou de quoi dépend la flexibilité de ce champ nous ouvre au dynamisme.

- Approfondissement de la dimension de la complexité

Nous avons exploré les nouvelles perspectives de complexité dans la régulation socio-normative essentiellement à partir du « principe de dissociation » proposé par Pierre Legendre et l'importance accordée à ce qui « donne du sens » selon Michel Alliot. Pour ce dernier, « *s'il y a un trait commun entre toutes les sociétés, c'est bien que chacune construit son propre univers mental, porteur de modèles fondamentaux et dispensateur de sens, que*

[915] Boaventura de SOUSA SANTO « Droit : une carte de la lecture déformée. Pour une conception post – moderne du droit », *Droit et Société*, n°10, 1988, pp. 363-390.
[916] Michel ALLIOT., « Provocation : prêts ? Partez ! », *La quête anthropologique du droit. Autour de la démarche d'Etienne Le Roy*, EBERHARD C. et VERNICOS G. (Eds), Paris, Les éditions Karthala, 2006, pp. 503-507, (p. 506).

révèlent à la fois la vision du monde visible et invisible de chacun de ses membres, sa vision des peuples, de sa société, des groupes auxquels il appartient ou avec lesquels il est en rapport et sa vision de lui-même »[917]. Pour comprendre les « montages sociétaux » dans lesquelles il existe plusieurs logiques, la prudence recommande donc de rechercher d'abord ce qui leur donne du sens.

Nous avons pu identifier les perspectives de complexité dans la régulation socio-normative, notamment sur deux plans : par rapport au degré d'implication des composants de l'échafaudage de la *Structure* (instances ou individus) et par rapport à ce qui est produit pour la référence normative.

En faisant intervenir le concept du « tiers », le « principe de la dissociation » valorise la perspective triangulaire qui a l'avantage de sortir d'un rapport dichotomique stérile. Au-delà de cette précaution, la triangulation nous amène à défaire, à démonter, à décortiquer et surtout à rendre explicite ce que le mécanisme de régulation juridique a d'implicite.

En mettant en jeu trois éléments, ce principe met à jour des interstices occupés, par… ou comme… des « tiers », des « troisième » indéterminables par avance, compte tenu de leur positionnement dans un « entre deux ».

La dissociation entre le contenu du discours de la Référence et la place d'où est tenu ce discours permet par exemple de faire plus facilement la part de « *ce qui est proprement africain* [de] *ce qui relève de l'importation, parfois comme un article de contrebande* »[918]. Ou encore, elle permet de débusquer plus facilement des situations de détournement ou de perversion du discours et par conséquent de perversion de la légitimité.

Le principe de dissociation implique une autre approche de la construction de la Référence dans les sociétés multiculturelles. De cette construction, et non pas d'un « bricolage », naît un produit de synthèse découlant d'une combinaison beaucoup plus complexe que celle qui prend en compte la seule addition de l'exogène et l'endogène. Ce produit de synthèse résulte de l'hybridation des « tiers ». En cela le niveau de complexité est plus avancé.

- Renouvellement de la lecture de la légitimité : la notion de légitimité est liée à l'exigence d'équilibre des composants de l'échafaudage de la *Structure*

[917] ALLIOT M., «Anthropologie et juristique…, 2003, *art.cit.* pp.283-305, (p. 287).
[918] LE ROY É., *Les Africains et l'Institution de la Justice. Entre mimétisme et métissages*, Paris, Dalloz, série Regards sur la justice, 2004, p. IX.

Dans sa perspective de « logique structurale », Pierre Legendre met en exergue l'importance de l'articulation pour arriver à l'équilibre.
Il ressort de nos développements que la notion fondamentale d'équilibre repose sur l'échange et l'interdépendance des « promoteurs » de l'équilibre.
Parmi ces promoteurs, se trouve l'acteur humain. Ce dernier est intégré dans le processus avec toutes ses multiplicités intérieures, toutes ses existences concentriques et superposées (physiques, psychiques et spirituels à différents niveaux), ainsi que sa dynamique constante. Les Peuls traduisent cette multiplicité à travers l'expression selon laquelle « *les personnes de la personne sont multiples dans la personne* »[919]. Par conséquent l'équilibre doit se faire en prenant en compte toutes ces dimensions.

Pierre Legendre souligne que « *la légitimité ne s'offre pas ni ne se construit de façon abstraite,* (…) »[920], nous pensons qu'elle prend corps dans le discours de la Référence. Et ce discours de la Référence est soumis à cet équilibre. C'est en cela que le principe de la légitimité est soumis à l'équilibre.

Lorsque ce principe d'équilibre est respecté en tenant compte de la complexité des composants de l'échafaudage de la *Structur*e et de leur dynamique constante, se met en place la « bonne »[921] organisation des effets juridiques qui mettent en œuvre l'idée de la justice qui a cours dans une société.
Cette idée demeure « la » bonne, jusqu'à ce qu'il y ait un « bougé » qui remette en cause l'équilibre, sans forcément porter atteinte aux fondements de l'équilibre, c'est-à-dire à l'interaction.

Nous avons choisi de mener notre réflexion sur la compréhension du mécanisme d'organisation qui mène à un certain équilibre parce que c'est de chaque nouvel équilibre qu'émerge une nouvelle Référence, dont dépend la « figure de la justice ».
Si l'acteur que nous avons désigné comme « acteur-citoyen-individu maillon d'une chaîne communautaire » apparaît dépendant de la *Structure* au même titre que les autres composants de l'échafaudage de cette *Structure*, il convient de retenir, à partir de son statut de « composant de l'échafaudage de la *Structure* », deux points fondamentaux : le premier est sa

[919] HAMPÂTÉ BÂ A., *Aspects de la civilisation africaine (personne, culture, religion)*, Paris, Présence Africaine, 1972, p. 11.
[920] LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique…*, 1999, *op.cit.* p. 126.
[921] Dans le sens de ce qui est bon.

fonction de re-modelage de la de la « justice », dont la figure est à « géométrie variable », le second est sa participation dans la régulation qui assure l'équilibre de la *Structure*.

L'équilibre est soumis au consensus des composants de l'échafaudage de la *Structure*. S'il ne s'agit pas ici d'un « consensus sur résultat de luttes », selon la définition que Michel Alliot donne du droit qui est « (…) *à la fois lutte et consensus sur les résultats de la lutte dans les domaines qu'une société tient pour vitaux – il y en a souvent plusieurs dans la même société-* (…) ». Il s'agirait ici d'un consensus sur les résultats de l'interaction.

La soumission des différents composants de l'échafaudage de la *Structure* au principe d'équilibre et de complémentarité nous amène à dire que l'essence du droit ne se trouve ni dans les textes, ni dans la pratique des acteurs, mais plutôt dans la *Structure*.
Par la prise en compte de la pluralité, il apparaît que plusieurs « partenaires », tant institutionnels à travers les textes, qu'acteurs-individus à travers leurs pratiques, contribuent à « faire » le droit. Si le droit n'est pas exclusivement ce qu'en disent les textes, ni seulement ce qui ressort de la pratique des acteurs, il apparaît comme « le produit d'un équilibre complexe » des divers composants de l'échafaudage de la *Structure*.
La prise en compte de la complexité amène à comprendre les nouvelles règles du jeu social et/ou à découvrir et à comprendre l'importance du rôle de certains « joueurs » qui jusque là étaient dans « l'ombre ».
Comprendre la complexité c'est dissocier la « mêlée » de l'insécurité, du chaos, du vide.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES - THESES DE DROIT- RAPPORTS

ADONON A., *Voies* tzotzil *de prise en charge des différends. Une anthropologie du Droit au Mexique*, Thèse, Paris, 2006.

AFAD, *Anthropologies et Droits, un état des savoirs*, Paris, Dalloz, à paraître.

AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE, *La justice dans les pays francophones,* Paris, ACCT, coll. Droit, démocratie et développement, 1995.

ALLAND D. et RIALS S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, Paris, Lamy, PUF, Quadrige, Dicos Poche, 2003.

ALLARD J. et GARAPON A., *Les juges dans la mondialisation. La nouvelle révolution du droit*, Paris, Editions du Seuil/La République des Idées, 2005.

ALLIOT M., *Sacralité, pouvoir et Droit en Afrique*, Paris, Presse du CNRS, 1979.

ALLIOT M., *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003.

ARNAUD A.-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, Paris, LGDJ, 2ème éd., 1993.

ARNAUD A.-J. et FARINAS DULCE M.-J., *Introduction à l'analyse sociologique des systèmes juridiques*, Bruxelles, Bruylant, 1998.

ASSIER-ANDRIEU L., *Le droit dans les sociétés humaines*, Paris, Nathan, Coll. Essais et Recherches, 1996.

ASSOGBA Y., *La raison démasquée. Sociologie de l'acteur et recherche sociale en Afrique*. Québec, Les presses de l'Université Laval, 2007.

BADIE B., *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique,* Paris, Fayard, 1992.

BANAMBA B., *Les conflits de droits et de lois dans le système juridique camerounais*, Thèse, Paris, 1993.

BELLEY J-G. (Dir.), *Le droit soluble. Contributions québécoises à l'étude de l'internormativité*, Paris, LGDJ, coll. Droit et société, 1996.

BENABDELLAH A., *Le rationnel du sacré ou le vrai visage de l'Islam*, Paris, Edition Maison d'Ennour, 2004.

BESSIS S., *L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie*, Paris, La Découverte & Syros, 2001.

BIDINA J.-G., *La palabre. Une juridiction de la parole*, Paris, Editions Michalon, coll. Le bien commun, 1997.

BOLTANSKI L. et THÉVENOT L., *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

BONTE P. et IZARD M. (Dir.), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, PUF, Quadrige, Dicos Poche, 3ème édition, 2004, 2ème tirage, 2007.

BOUTRAIS J., BOULET J., BEAUVILAIN A., et *al*., *Le Nord du Cameroun. Des hommes Une région*, Coll. Mémoire n° 102, Paris, ORSTOM, 1984.

CADIET L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, Paris, PUF, 2004.

Cahiers d'anthropologie du droit 2003, Les pluralismes juridiques, LAJP, Paris, Karthala, 2003.

Cahiers d'anthropologie du droit 2004, Anthropologie et Droit. Intersections et confrontations, *Revue Droit et Culture*, hors série 2004/4, Paris, Karthala, 2004.

Cahier d'Anthropologie du droit 2005, Eberhard Christophe (Dir.), Droits, gouvernance et développement durable, LAJP, Paris, Karthala, 2005.

Cahiers d'anthropologie du droit 2006, Le droit en action, LAJP, Paris, Karthala, 2006.

Cahiers d'anthropologie du droit hors série, Juridicité. Témoignages réunis à l'occasion du quarantième anniversaire du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, LAJP, Paris, Karthala, 2006.

CAPELLER W. de L. (Dir.), *Globalisation des échanges et espaces juridiques*, Paris, LGDJ, n° 35, 1977.

CAPELLER W., KITAMURA T. (Dir.), *Une introduction aux cultures juridiques non occidentales. Autour de Masaji Chiba*, Bruxelles, Bruylant, 1998.

CARBONNIER J., *Flexible droit. Textes pour une sociologie du Droit sans rigueur*, Paris, LGDJ, 10° éd. 2001, (1° éd. 1969).

CAVROIS M.-L., DALLE H. et JEAN J.-P., *La qualité de la justice*, Paris, La documentation Française, coll. Perspectives sur la justice, 2002.

CÉSAIRE A., *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence Africaine, 2004, (1ère éd. 1995).

CHASLE R., *Qui a peur de la culture ? Une théorie scientifique de la culture*, Editions PUBLISUD.

CHEIKH-ANTA-DIOP, *L'Afrique Noire Pré - Coloniale*, Paris, Présence Africaine, 1960.

CHEVALIER P., DESDEVISES Y. et MILBURN Ph. (Dir.), *Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice*, Paris, La documentation Française, coll. Perspectives sur la justice, 2003.

COHEN-TANUGI L., *Le droit sans l'Etat*, Paris, Quadrige/PUF, 1992, (1ère éd. 1985).

CONAC G. (Dir.), *Dynamiques et finalités des Droits africains*, Paris, Economica, série Sciences Juridiques, 1980.

CONAC G. et du BOIS de GAUDUSSON J. (Dir.), La justice en Afrique, *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, 1990.

CORNU G., *Vocabulaire juridique*, Paris, PUF, 7ème éd., 2005.

CUCHE D., *La notion de culture dans les sciences sociales*, Paris, La Découverte, coll. Repères, n° 205, 1996.

DAVID R., JAUFFRET-SPINOSI C. (Eds.), *Les grands systèmes de droit contemporains*, Paris, Dalloz, 11ème éd., 2002.

DECHEIX P., *Les compétences respectives des tribunaux de droit moderne et de droit traditionnel dans les territoires d'Afrique noire***,** Thèse, 1960.

DIOP M., *Réformes foncières et gestion des ressources naturelles en guinée. Enjeux de patrimonialité et de propriété dans le Timbi au Fouta Djanon*, Paris, Karthala, 2007.

DJUIDJÉ B., *Pluralisme législatif camerounais et droit international privé*, Paris, L'Harmattan, Logiques juridiques, 1999.

DOUGLAS M., *Comment pensent les institutions*, La Découverte/Mauss, coll. Recherches, série Bibliothèque du Mauss, 1999 (1e éd. 1986).

DOUMBE-MOULONGO M., *Les coutumes et le droit au Cameroun*, Etudes et documents africains, Editions CLE, Yaoundé, 1972.

DUMONT L., *Essais sur l'individualisme, une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, coll. Esprit, 1983.

DURAND B. (Dir.), *La justice et le Droit : Instruments d'une stratégie coloniale*, Recherche subventionnée par le G.I.P. « Mission de recherche Droit et Justice », Montpellier, septembre 2001.

EBERHARD C., *Droit de l'homme et dialogue interculturel*, Paris, Editions des Ecrivains, 2002.

EBERHARD C. et VERNICOS G. (Eds), *La quête anthropologique du droit. Autour de la démarche d'Etienne Le Roy*, Paris, Les éditions Karthala, 2006.

ESSAMA Ph.-R., *Structures traditionnelles et nouvelles autorités administratives et politiques dans la République Fédérale du Cameroun (Essai de sociologie politique)*, Thèse, Paris, 1969.

FERRÉOL G. et JUCQUOIS G. (Dir.), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, Paris, Armand Colin, 2004.

FOGUI J.-P., *L'intégration politique au Cameroun : Une analyse - centre périphérie*, Paris, LGDJ, coll. Bibliothèque Africaine et Malgache, Droit Sociologie Politique et Economie, Tome XLIX, 1990.

FREUND J., *La sociologie de Max Weber*, Paris, PUF, 1966.

GAILLARD Ph., *Le Cameroun*, (2 tomes), Paris, l'Harmattan, 1989.

GAILLARD Ph., *Ahmadou Ahidjo. Patriote et despote, bâtisseur de l'Etat camerounais*, Paris, JALIVRES, coll. Destins, 1994.

GONIDEC P.-F., *Les systèmes politiques africains*, LGDJ, Paris, Tome 1, 1971.

GOUEM J., *L'organisation juridictionnelle du Cameroun*, Université de Yaoundé, Thèse 3ème cycle, 1982.

GUINCHARD S., BANDRAC M. et *al.* (Eds), *Droit processuel, Droit commun et droit comparé du procès*, Paris, Dalloz, 3ème éd., 2005.

HAMADOU ADAMA, et BAH T.M., *Un manuscrit arabe sur l'histoire du royaume Peul de Koncha dans le Nord Cameroun (XIXè – XXè siècle)*, Rabat, Institut des Etudes Africaines, Université Mohamed V, 2001.

HAMADOU ADAMA, *L'Islam au Cameroun. Entre tradition et modernité*, Paris, L'Harmattan, 2004.

HAMPÂTÉ BÂ A., *Aspects de la civilisation africaine (personne, culture, religion)*, Paris, Présence Africaine, 1972.

HAMPÂTÉ BÂ A., *Amkoullel l'enfant peul*, Mémoires 1, Paris, J'ai lu, 1996, (1ère éd. 1991, Acte Sud).

HAMPÂTÉ BÂ A., *Oui mon commandant!*, Mémoires 2, Paris, J'ai lu, 1999, (1ère éd. 1994, Acte Sud).

HUYGHEBAERT P., MARTIN B., *Quand le droit fait l'école buissonnière. Pratiques populaires du droit*, Paris, Descartes & Cie, Charles Léopold Mayer, coll. gouvernance et démocratie, 2002.

JÉZÉQUEL M. (Dir.), *La justice à l'épreuve de la diversité culturelle*, Actes du Sixième Symposium de la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes, Cowansville, Les Editions Yvon Blais, 2007.

KAMTO M., *Pouvoir et droit en Afrique noire, essais sur les fondements du constitutionnalisme dans les Etats d'Afrique noire francophone*, Paris, LGDJ, 1987.

KELSEN H., *Théorie pure du droit*, Paris, Dalloz, 2ème éd., 1962, repr. 1999, trad. Ch. Eisenmann.

KENGNE POKAM E., *La problématique de l'unité nationale au Cameroun. Dichotomie entre discours et pratique politiques dans un système monolithique*, Paris, l'Harmattan, coll. Points de vue, 1986.

KILANI M., *Introduction à l'anthropologie*, Lausanne, Payot, coll. Sciences humaines, 2ème éd., 1992.

KI-ZERBO J., *A quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Paris, Editions de l'Aube, coll. Poche essai, 2004.

KNOU MVONDO P., *Le dualisme juridique en Afrique noire francophone (du droit formel au Droit informel*), Thèse, Strasbourg, 1995.

KOUASSIGAN G.A., *Quelle est ma loi ? Tradition et modernisme dans le droit privé de la famille en Afrique noire francophone*, Paris, A. Pedone, 1974.

KUYU MWISSA C. (Dir.), *Repenser les droits africains pour le XXIème siècle*, Yaoundé, Editions MENAIBUC, 2001.

L.A.J.P., *Sacralité, pouvoir et droit en Afrique*, Table ronde préparatoire organisée par le Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, février 1978, Paris, Editions du CNRS.

LAJOIE A., BRISSON J.-M., BISSONNETTE A., NORMAND S., *Le statut juridique des peuples autochtones au Québec et le pluralisme*, Cowansville, Les Editions Yvon Blais, 1996.

LAJOIE A., MACDONADL R.A., JANDA R., ROCHER G. (Dir.), *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, Montréal/Bruxelles, Les Editions Thémis/Bruylant, 1998.

LALONDE L., *Médiation et Idéal de justice : une perspective internormative*, Thèse, Paris, 2004.

Le Petit Larousse Compact 2003.

LE ROY É., *Oser le pluralisme judiciaire*, Rapport introductif à la conférence des ministres francophones de la justice au Caire, Paris, ACCT, 1995, 28p., non publié.

LE ROY É., *Le jeu des lois. Une anthropologie « dynamique » du Droit*, Paris LGDJ, Série anthropologie, 1999.

LE ROY É., *Les Africains et l'Institution de la Justice. Entre mimétisme et métissages*, Paris, Dalloz, série Regards sur la justice, 2004.

LE ROY É. et J. (Dir.), *Un Passeur entre les mondes. Le Livre des Anthropologues du Droit disciples et amis du Recteur Michel Alliot*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2000.

Le Saint Coran et la traduction en langue française du sens de ses versets, édité et traduit par la présidence générale des Directions des Recherches Scientifiques Islamiques, de l'Ifta, de la Prédication et de l'Orientation Religieuse, Royaume d'Arabie Saoudite, an 1410 de l'Hégire.

LEBEL-GRENIER S., *Pour un pluralisme juridique radical*, thèse, droit, Institut de droit comparé, Université McGill, Montréal, reproduit en fac-simile, Ann Arbor, UMI Dissertation service, 2002.

LEGEAIS R., *Grands systèmes de droit contemporains. Approche comparative*, Paris, Litec, 2004.

LEGENDRE P., *Leçon I. La 901^{e} Conclusion. Etude sur le théâtre de la Raison*, Paris, Fayard, 1998.

LEGENDRE P., *Sur la question dogmatique en Occident*, Paris, Fayard, 1999.

LEGENDRE P., *Ce que l'Occident ne voit pas de l'Occident. Conférences au Japon*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

LEGENDRE P., *Leçons VII. Le Désir politique de Dieu. Etude sur le montage de l'Etat du Droit*, Paris, Fayard, 2005 (1eréd. 1988).

LENOBLE J. et OST F., *Droit, mythe et raison. Essai sur la dérive mytho-logique de la rationalité juridique*, Bruxelles, Publications des Facultés Universitaires Saint-Louis, 1980.

LÉVI-STRAUSS C., *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958.

Lexique des termes juridiques, Paris, Dalloz, 15ème éd., 2005.

LLEWELLYN J. et HOWWSE R., *La justice réparatrice - Cadre de réflexion*, Mémoire préparé pour la Commission du droit du Canada, 1998. Disponible en ligne sur le site de la Commission.

LOCHAK D., *Etrangers : de quel droit ?*, Paris, PUF, 1985.

MANGANGUELA B., *L'Etat, la Justice et les Justiciables au Gabon*, Thèse, Paris, 2002.

MELONE S., *La parenté et la terre dans la stratégie du développement. L'exemple du sud Cameroun*, Thèse, Paris, 1968.

MICHAUD Y. (Dir.), *Qu'est-ce que la culture ?*, Paris, Odile Jacob, Université de tous les savoirs, vol.6, 2001.

MOUNYOL à MBOUSSI, *Sorcellerie en justice au Cameroun*, Yaoundé, Presse de l'UCAC, Question de justice, 2002.

NKOT P.F., *Usages politiques du droit en Afrique. Le cas du Cameroun*, Bruxelles, Bruylant, 2005.

NKOUENDJIN YOTNDA M., *Le Cameroun à la recherche de son droit de la famille*, Thèse, Clermont Ferrand, 1972.

NLEP R.-G., *L'administration publique camerounaise "contribution à l'étude des systèmes africains d'administration publique"*, Paris, LGDJ, Coll. Bibliothèque Africaine et Malgache, Droit Sociologie Politique et Economie, Tome XL, 1986.

OST F. et VAN DE KERCHOVE M. (Dir.), *Le jeu : un paradigme pour le droit*, Paris, LGDJ, coll. Droit et société, vol 2, 1992.

OST F. et VAN DE KERCHOVE M., *De la pyramide au réseau ? Pour une théorie dialectique du droit,* Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 2002.

OYONO D., *Colonie ou mandat international ? La politique française au Cameroun de 1919 à 1946*, Paris, l'Harmattan, 1992.

OYONO F., *Le vieux nègre et la médaille*, Paris, Julliard, coll. 10/18 n°695, 1956.

PELERMAN Ch., *Logique juridique. Nouvelle rhétorique*, Paris, Dalloz, coll. Méthodes du droit, 2ème éd., 1979.

PLANÇON C., *La représentation dans la production et l'application du droit. Études de cas dans le droit de propriété foncière au Canada/Québec, en France et au Sénégal*, Thèse, Paris, 2006.

POUGOUE P-G., *La famille et la terre. Essai de contribution à la systématisation du droit privé au Cameroun*, Thèse, Bordeaux, 1977.

RAYNAL M., *Justice traditionnelle, justice moderne, le devin, le juge, le sorcier*, Paris, l'Harmattant, 1994.

RAYNAUD Ph. et RIAL S., *Dictionnaire de philosophie politique,* PUF, 2000.

ROLLAND L., LAMPUÉ P., *Précis de droit des pays d'outre-mer (territoires, départements, états associés),* Paris, Dalloz, 2ème éd., 1952, (addendum mettant l'ouvrage à jour au 1er janvier 1955).

ROULAND N., *Anthropologie juridique*, Paris, PUF, coll. Droit fondamental, 1988.

ROULAND N., *L'Anthropologie Juridique,* Paris, PUF, Que sais-je ? n° 2528, 1990.

ROULAND N., *Aux confins du droit. Anthropologie juridique de la modernité,* Paris, Odile Jacob, 1991.

SANANKOUA B., *Un empire peul au XIXe siècle. La Diina du Maassina*, Paris Karthala/ACCT, 1990.

SEIGNOBOS C., IYEBI-MANDJEK O. (Eds. Sc.), *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun*, Paris, Editions IRD, Atlas Cédérom, nouvelle éditions interactive, 2004.

SOCKENG R., *Les Institutions judiciaires au Cameroun*, Douala, Groupe Saint François, 3ème éd., 2000.

SOW SIDIBE A., *Le pluralisme juridique en Afrique. L'exemple du droit successoral sénégalais*, Paris, LGDJ, Bibliothèque Africaine et Malgache, 1991.

TIMSIT Gérard, *L'archipel de la norme*, Paris, PUF, coll. Les voies du droit, 1997.

TRAORÉ A., *Le viol de l'imaginaire*, Paris, Fayard/ Actes Sud, 2002.

TRINCAZ J., *Colonisations et religions en Afrique noire. L'exemple de Ziguinchor*, Paris, L'Harmattan, C.N.R.S., 1981.

VAN de KERCHOVE M. et OST F., *Le droit ou les paradoxes du jeu*, Paris, PUF, coll. Les voies du droit, 1992.

VANDERLINDEN J., *Anthropologie juridique*, Paris, Dalloz, coll. Connaissance du droit, 1996.

VINCENT J., GUINCHARD S. et *al.* (Eds), *Institutions judiciaires. Organisation, Juridictions, Gens de justice*, Paris, Dalloz, 8ème éd., 2005.

VINCENT-ALLOKE P., *Le processus de règlement des conflits comme mode de contrôle du changement social. (Niamey-Niger)*, Thèse, Paris, 1989.

WINTER G. (Dir.), *Inégalités et politiques publiques en Afrique. Pluralité des normes et jeux d'acteurs*, Paris, IRD, Karthala, 2001.

YOUEGO Ch., *Sources et évolution du droit des successions en droit camerounais*, Thèse, Paris, 1994.

YOUNES C. et LE ROY É. (Dir.), *Médiation et diversité culturelle. Pour quelle société ?*, Paris, Karthala, 2002.

ZIEGLER J., *Le pouvoir africain*, Paris, Editions du Seuil, 1979, (1ère éd. 1971).

ARTICLES

ADJAMAGBO K, « Pluralisme juridique et pratiques successorales loméennes », *Politique Africaine*, n° 40, Dossier : Le Droit et ses pratiques, Karthala, 1990, pp. 12-20.

ALLIOT M., « Coutume et Mythe», in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par KUYU Camille, Paris, Karthala, 2003, pp 39-52, édition antérieure : L'Année sociologique, 3ème série, 1953-1954.

ALLIOT M., « L'acculturation juridique », in Poirier J. (Dir.), *Ethnologie générale*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, pp. 1180-1247.

ALLIOT M., «Le miroir noir. Images réfléchies de l'Etat et du droit français », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.105-111, édition antérieure : Bulletin de liaison du LAJP, 1980.

ALLIOT M., «Modèles sociétaux : Les communautés », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp. 73-78, édition antérieure : Bulletin de liaison du LAJP, 1980.

ALLIOT M., «Anthropologie et juristique. Sur les fondements de l'élaboration d'une science du droit », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.283-305, édition antérieure : Bulletin de liaison du LAJP, 1983.

ALLIOT M., «L'Anthropologie juridique et le droit des manuels », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.307-318, édition antérieure : Bulletin de liaison du LAJP, 1983.

ALLIOT M., «Les transferts de droit ou la double illusion », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.129-131, édition antérieure : Bulletin de liaison du LAJP, 1983.

ALLIOT M., « Religion d'Afrique et droits d'expression française » in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par KUYU Camille, Paris, Karthala, 2003, pp 79-85, édition antérieure : Revue Juridique et Politique Indépendance et Coopération, 1984.

ALLIOT M., «De l'ethnologie juridique à l'anthropologie juridique », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.279-282, édition antérieure : Bulletin de liaison du LAJP, n°9, 1985.

ALLIOT M., «La coutume dans les droits originellement africains », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.53-71, édition antérieure : Bulletin de liaison du LAJP, 1985.

ALLIOT M., «La méditerranée et le droit », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp.87-94, éditions antérieures : Colloque de L'ISPROM, 1987 et Bulletin de liaison du LAJP, 1989.

ALLIOT M. « Anthropologie juridique », in Arnaud A.-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd. 1993, pp. 34-35.

ALLIOT M., « Ce que repenser les droits africains veut dire », in *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Textes choisis et édités par Kuyu C., Paris, Karthala, 2003, pp. 95-102, édition antérieure, 2001.

ALLIOT M., « Provocation : prêts ? Partez ! », *La quête anthropologique du droit. Autour de la démarche d'Etienne Le Roy*, in Eberhard C. et Vernicos G. (Eds), Paris, Les éditions Karthala, 2006, pp. 503-507.

AMADEO G., « Ordre public et Droit privé négro-africain » ; *Revue Juridique et Politique de l'Union Française*, Paris, LGDJ, 1958, pp. 606-636.

AMRANI-MEKKI S., « Procès », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp. 1081-1089.

ANCEL B., « Famille de droits (classification) », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 701-706.

ARNAUD A.-J., « De la régularisation par le droit à l'heure de la globalisation. Quelques observations critiques » in Capeller W. de L. (Dir.), *Globalisation des échanges et espaces juridiques*, Paris, LGDJ, n° 35, 1977, p. 11-35.

ARNAUD A.-J., « Repenser un droit pour l'époque post-moderne », *Le Courrier du CNRS n° 75*, Paris, 1990, pp. 81-82.

ARNAUD A.-J. et ATIENZA M., « Juridicité », in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp.322-325.

ARNAUD A.-J., « Système (en sociologie du droit) », in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp.598-600.

ARNAUD A.-J., « Modélisation de la décision complexe en droit. Quelques pistes de recherche », *DIOTI 3*, Penser la justice, coll. Savoir et Faire, 1998, pp. 229-250.

ASSIER-ANDRIEU L., « Coutume et Usage », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 317-326.

BAH T.M. (Ed.), « Acteurs de l'histoire au Nord-Cameroun XIXè et XXè siècles », *Revue de Sciences Sociales NGAOUNDERE-ANTHROPOS*, Vol. III, Numéro spécial 1, 1998.

BASTIDE R., « Le problème des mutations religieuses », *Cahiers internationaux de sociologie* XLVI, 1969, pp. 5-16.

BAYONA-ba-MEYA MUNA KIMVIMBA, «Le juge zaïrois et la sorcellerie », *Penant*, n° 761, 1978, pp. 303-313.

BELLEY J.G., « L'Etat et la régulation juridiques des sociétés globales. Pour une problématique du pluralisme juridique », *Sociologie et sociétés*, n° 18, 1986, pp. 28-29.

BELLEY J.-G., « Pluralisme juridique», in Arnaud A.-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp. 446-449.

BELLEY J.-G., « Le pluralisme juridique de Roderick Macdonald : une analyse séquentielle » in Lajoie A., Macdonald R.A., Janda R. et Rocher G. (Dir.), *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, Montréal/Bruxelles, Thémis/Bruylant, 1998, pp. 57-68.

BERMAN H.J., « Tradition juridique occidentale », in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp.622-624.

BLANKENBURG E., « Culture juridique comparative», in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp.141-142.

BLUNDO G. et OLIVIER DE SARDAN J.-P., « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », *Politique Africaine*, n° 83, Dossier : La corruption au quotidien, Karthala, 2001, pp. 8-37.

BLUNDO G. et OLIVIER DE SARDAN J.-P., « Sémiologie populaire de la corruption », *Politique Africaine*, n° 83, Dossier : La corruption au quotidien, Karthala, 2001, pp. 98-114.

BONTEMS C., « Les rêveries utopiques du juge colonial », *AFAD, le juge : une figure d'autorité*, Bontems C. (Dir.), Paris, l'Harmattan, 1996, 516-524.

CAILLOSSE J., « Etat », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp.449-455.

CAPELLER W., « Droits infligés et 'chantiers de survivances' : de quel lieu parle-t-on ? », in Capeller W., Kitamura T. (Dir.), *Une introduction aux cultures juridiques non occidentales. Autour de Masaji Chiba*, Bruxelles, Bruylant, 1998, pp. 13-33.

CARBONNIER J., « Les phénomènes d'inter - normativités », *European Yearbook in Law and Sociology*, 1977, pp. 42-52.

CARTY J.-A., CARZO D., « Ordre », in Arnaud A.-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd. 1993, pp.415-416.

CHAUVEAU J.-P., LE PAPE M. et OLIVIER DE SARDAN J.-P., « La pluralité des normes et leurs dynamiques en Afrique », in Winter G. (Dir.), *Inégalités et politiques publiques en Afrique. Pluralité des normes et jeux d'acteurs*, Paris, IRD, Karthala, 2001.

CHIBA M., « Droit non-occidental », in Capeller W., Kitamura T. (Dir.), *Une introduction aux cultures juridiques non occidentales. Autour de Masaji Chiba*, Bruxelles, Bruylant, 1998, pp. 37-44.

CLAY T., « Imperium », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp.610-613.

COLLÈS L., « Interculturel (didactique de l'-) », in Ferréol G. et Jucquois G. (Dir.), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, 2004, pp. 175-180.

COMPAGNON A., « La culture, langue commune de l'Europe ? », in Michaud Y. (Dir.), *Qu'est-ce que la culture ?*, Paris, Odile Jacob, Université de tous les savoirs, vol.6, 2001, pp. 228-240.

CONDÉ K., KUYU C., LE ROY E., « Demande de justice et accès au droit en Guinée », *Droit et Société*, vol. 51-52, 2002, pp. 383-393.

CORAIL (de) J.L., « Service public », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1411-1415.

DEGNI-SEGUI R., « Codification et unification du droit », *Encyclopédie juridique de l'Afrique*, N.E.A., vol. I, chap. XVIII, 1982.

DELMAS-MARTY M., « Droit et mondialisation », in Michaud Y. (Dir.), *Qu'est-ce que la culture ?*, Paris, Odile Jacob, Université de tous les savoirs, vol.6, 2001, pp. 171-182.

DESDEVISES Y., « Les recherches sur les MARL : aspects juridiques » in Chevalier P., Desdevises Y. et Milburn Ph. (Dir.) *Les modes alternatifs de règlement des litiges : les voies nouvelles d'une autre justice*, 2003, pp. 55-64.

DEUMIER P. et REVET T., « Sources du droit (Problématique générale)», in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1430-1434.

DEUMIER P., REVET T., « Ordre Public », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp.1119-1122.

DU BOIS DE GAUDUSSON J., « Le statut de la justice dans les Etats d'Afrique francophone », *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, La justice en Afrique, 1990, pp. 6-12.

DUPRET B., « La nature plurale du droit », *Cahiers d'anthropologie du droit 2003*, pp. 81-94.

DURAND B., « Justice coloniale », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp. 734-736.

EBERHARD C., « Penser le pluralisme juridique de manière pluraliste. Défi pour une théorie interculturelle du droit », *Cahiers d'anthropologie du droit 2003*, pp. 51-64.

FERRAND F., « Procès équitable », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp. 1093-1099.

FERRÉOL G., « Ethnocentrisme », in Ferréol G. et Jucquois G. (Dir.), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, 2004, pp. 128-129.

FERRIE J. N., BOETSCH G. et OUAFIK A. « 'Vécu juridique', norme et sens de la justice : à propos de l'avortement au Maroc », *Droit et Société*, n°28, 1994, pp. 677-690.

FISIY C.F., « Le monopole juridictionnel de l'Etat et le règlement des affaires de sorcellerie au Cameroun », *Politique Africaine*, n° 40, Dossier : Le Droit et ses pratiques, Karthala, 1990, pp. 61-71.

FOBLETS M.-C., « Enchevêtrement des systèmes juridiques en Europe occidentale : passé, présent et avenir », *Bulletin de Liaison du LAJP*, n° 18, juin, 1993, pp. 19-23.

FOUMAN AKAME J., « Les grandes étapes de la construction juridique au Cameroun de 1958 à 1978 », *Penant*, 1979, pp. 188-196.

GAFSIA N., LAMINE H., LIWERANT .S., 2006, « Trois voix sur la juridicité », in Eberhard C. et Vernicos G., (eds), *La quête anthropologique du droit. Autour de la démarche d'Etienne Le Roy*, Paris, Kathala, pp. 547-559.

GALATY J. et LEAVITT J., « Culture », in Bonte P. et Izard M. (Dir.), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, 3ème édition, 2004, 2ème tirage, 2007, pp. 190-196.

GAUDEMET Y., « Légalité (principe de-) », *Dictionnaire de la culture juridique*, in Alland D. et Rials S. (Dir.), 2003, pp.917-920.

GONIDEC P.F., « La place des juridictions dans l'appareil d'Etat », *Encyclopédie juridique de l'Afrique*, N.E.A., Tome 1, L'Etat et le Droit, Chapitre VIII, 1982, pp. 233-238.

GOYARD-FABRE S., « Légitimité», *Dictionnaire de la culture juridique*, in Alland D. et Rials S. (Dir.), 2003, pp.929-933.

GUERMANN M., « L'organisation judiciaire au Cameroun oriental », *R.C.D.*, 1973, n°3, pp. 24-35.

GUERMANN M., « Organisation judiciaire de la République Unie du Cameroun », *R.C.D.*, n°5, 1974, pp. 10-14.

HALIROU A., « Le Lamido Yaya Dairou de Maroua 1943-1958 », in Bah T.M. (Ed.), « Acteurs de l'histoire au Nord-Cameroun XIXè et XXè siècles », *Revue de Sciences Sociales NGAOUNDERE-ANTHROPOS*, Vol. III, Numéro spécial 1, 1998, p. 146-162.

HAMPÂTE BÂ, A., « La tradition vivante », in Ki-Zerbo J. (Dir.), *Histoire Générale de l'Afrique. Méthodologie et préhistoire africaine*, Tome I, Strombeek, Belgique, Jeune Afrique-Stock-UNESCO, 1980, pp. 191-229.

HARTNEY M., « Système juridique », in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp.595-598.

HOUGH J.C., « Complexité », in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp.82-85.

JEAMMAUD A., « Conflit et litige », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 255-257.

JEAMMAUD A., « Judiciarisation/Déjudiciarisation », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp. 675-679.

JOHN-NAMBO J., « Quelques héritages de la justice coloniale en Afrique noire », *Droit et société*, n° 51/52, 2002, pp 325-344.

JORI M., « Ordre Juridique », in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp.416-417.

KAMTO M., «Une justice entre tradition et modernité», *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, pp. 57-64.

KINTZ D., « L'amant blessé ou une discussion peule sur le pluralisme juridique », *Politique Africaine*, n° 40, Dossier : Le Droit et ses pratiques, Karthala, 1990, pp. 42-50.

KOURILSKY-AUGEVEN C., « Socialisation juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1415-1418.

LALONDE L., « La médiation, une approche 'internormative' des différends ? Analyse comparative des approches de G.A. Legault et de R.A. Macdonald », *Revue de Droit*, Université de Sherbrooke, Québec, vol. 33 ; n° 1-2, 2002/2003, pp. 98-131.

LAMINE H., « Pour un pluralisme juridique plus effectif », *Cahiers d'anthropologie du droit 2003*, pp. 157-172.

LAMINE H., « L'anthropologie du droit ou la réconciliation avec le droit », *Cahiers d'anthropologie du droit 2004*, pp. 221-228.

LAMINE H., « 'Les conducteurs' du droit dans la mêlée, un exemple nord camerounais », *Cahier d'anthropologie du droit 2006*, pp. 245-266.

LAMPUE P., « Droit écrit et droit coutumier en Afrique francophone », *Penant*, 1979, p. 245.

LANGOUL E., « Problèmes particuliers de codification du Cameroun » *R.J.P.I.C.*, 1966, pp. 107-113.

LAYLAVOIX J., « La formation des magistrats africains en France », *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, pp. 147-149.

LE ROY É., « La vie du droit en Afrique : diversité et originalité des expériences juridiques contemporaines », *Penant*, n° 761, 1978, pp. 315-323.

LE ROY É., MILINGO V., et *al.*, « L'édition française, le transfert des connaissances juridiques et l'endogénéité du développement en Afrique noire », *Annuaire du Tiers Monde*, Paris, 1979, pp. 107-121.

LE ROY É., « Rapport introductif à la deuxième réunion générale du réseau d'étude du transfert des connaissances juridiques en Afrique noire », *Réseau africaniste*, Document n° 19, Projet UNESCO-AIJD, Malte 12-18 novembre 1980, 19 p.

LE ROY É., WANE M., « La formation des droits 'non étatiques', *Encyclopédie juridique de l'Afrique*, N.E.A., Tome 1, L'Etat et le Droit, Chapitre XV, 1982, pp. 353-391.

LE ROY É., « L'introduction du modèle européen de l'Etat en Afrique francophone. Logiques et mythologiques du discours juridique », *Contribution aux travaux du séminaire connaissance du tiers monde portant sur l'Etat africain*, Paris, mars 1982, 41 pages, plus 5 pages de notes ; Article publié dans *Décolonisation et nouvelles dépendances* Coquery-Vidrovitch (Dir.), Lille, PUL, 1984, p. 81-122.

LE ROY É., « L'individu face au pouvoir », Deuxième partie : Afrique, Asie, Amérique (avant le 19e siècle), (Extrait), *Recueils de la société Jean Bodin pour l'histoire comparative des institutions*, n° XLVII, Paris, Dessain et Tolra, 1988, pp. 36-63.

LE ROY É., « Le justiciable africain et la redécouverte d'une voie négociée de règlement des conflits », *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, pp. 111-120.

LE ROY É., « Droits humains et développement : Des visions du monde à concilier », Conférence, pour la Revue *Relations*, Montréal, le 14 septembre 1992.

LE ROY É., « Comparaison n'est pas raison : Anthropologie et Droit comparé face aux traditions non européennes », in Cendon Paolo (Ed.), *Scritti in onore di Rodolfo Sacco – La comparazione giuridica alle soglie del 3° millennio*, Milano Dott. A. Giuffrè Editore, 1994, pp. 675-692.

LE ROY É., « Les fondements anthropologiques et philosophiques des droits de l'homme – L'universalité des droits de l'homme peut-elle être fondée sur le principe de la complémentarité des différences », *Recueil des cours de la Vingt-huitième Session d'Enseignement de l'Institut International des Droits de l'Homme de Strasbourg*, 1997, pp. 13-30.

LE ROY É., KUYU C., « La politique française de coopération judiciaire : bilan et perspectives », *Observatoire de la coopération française*, Rapport 1997, Paris, Karthala, 1997, pp.37-63.

LE ROY É., « L'hypothèse de multijuridisme dans un contexte de sortie de modernité », in Lajoie A., Macdonald R.A., Janda R. et Rocher G. (Dir.), *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, Montréal/Bruxelles, Thémis/Bruylant, 1998, pp. 29-43.

LE ROY É., « Colonies », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 231-237.

LE ROY É., « Le pluralisme juridique aujourd'hui ou l'enjeu de la juridicité », Editorial, *Cahiers d'anthropologie du droit 2003*, Les pluralismes juridiques, Paris, Karthala, 2003.

LE ROY É., « Pour une anthropologie de la juridicité », *Cahier d'Anthropologie du Droit 2004, Revue Droit et Culture*, hors série, Paris, Karthala, 2004/4, pp. 241-248.

LE ROY É., « Anthropologie (de la justice)», in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp.42-47.

LE ROY É., « Droit et Culture », in Ferréol G. et Jucquois G. (Dir.), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, 2004, pp.106-109.

LE ROY É. « In ordinem adducere ou comment tenter d'imposer par le droit 'la' civilisation. La mise en ordre de la 'justice des indigènes' et le discours juridique colonial en Afrique noire française », Communication présentée à la table ronde *Les colonies, la loi, les juristes,* à l'université de Paris II, Publiée, *Droits*, vol. 43, 2006, pp. 199-219.

LE ROY É., « Un anniversaire pas comme les autres », *Cahiers d'anthropologie du droit hors série,* Juridicité. Témoignages réunis à l'occasion du quarantième anniversaire du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris, LAJP, Paris, Karthala, 2006, pp. 9-12.

LE ROY É, « Acculturation juridique », *Dictionnaire des droits de l'homme*, Paris, PUF, à paraître.

LE ROY É. et LESPINAY (de) C., « Portrait de l'anthropologue du Droit, de pied en cap », *Cahiers d'anthropologie du droit 2004*, Anthropologie et Droit. Intersections et confrontations, *Revue Droit et Culture*, hors série 2004/4, Paris, Karthala, 2004, Editorial.

LEBEN C., « Ordre juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique,* 2003, pp.1113-1119.

LEFEBVRE-TEILLARD A., « Personne », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique,* 2003, pp. 1151-1153.

LÉVI-STRAUSS.C « Place de l'anthropologie dans les sciences sociales » republié dans *Anthropologie structurale,* Paris, Plon, 1958, p 388.

LOCHAK D., « Institution (théorie juridique et sociologique) », in Arnaud, A.-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd. 1993, pp. 305 – 307.

M'BOKOLO E., « Afrique : colonisation, décolonisation et post-colonisation », in Michaud Y. (Dir.), *Qu'est-ce que la culture ?*, Paris, Odile Jacob, Université de tous les savoirs, vol.6, 2001, pp. 128-145.

MACDONALD R. A., « Pour la reconnaissance d'une normativité implicite et inférentielle », *Sociologie et société*, vol. XVIII, 1986, n°1, p. 47-58.

MACDONALD R. A, « Accessibilité pour qui ? Selon quelle conception de la justice ?», *Les Cahiers de Droit*, vol. 33, 1992, p. 457.

MACDONALD R. A., « Les vieilles Gardes, Hypothèses sur l'émergence des normes, l'internormativité et le désordre à travers une typologie des institutions normatives », in Belley J-G. (Dir.), *Le droit soluble. Contributions québécoises à l'étude de l'internormativité*, Paris, LGDJ, coll. Droit et société, 1996, pp. 233-272.

MACDONALD R. A., « Critical Legal Pluralism as a Construction of Normativity and the Emergence of Law», in Lajoie A., Macdonald R.A., Janda R. et Rocher G. (Dir.), *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, Montréal/Bruxelles, Thémis/Bruylant, 1998, pp. 11-23.

MACDONALD R. A., « L'hypothèse du pluralisme juridique dans les sociétés démocratiques avancées », *Revue de Droit*, Université de Sherbrooke, Québec, vol. 33 ; n° 1-2, 2002/2003, pp. 134-151.

MACDONALD R. A., « Normativité, pluralisme et sociétés démocratiques avancées. L'hypothèse du pluralisme pour penser le droit », in Younes C. et Le Roy E. (Dir.), *Médiation et diversité culturelle. Pour quelle société ?*, Paris, Karthala, 2002, pp. 21-38.

MANGIN G., « Les structures de l'appareil juridictionnel », *Encyclopédie juridique de l'Afrique*, N.E.A., Tome 1, L'Etat et le Droit, Chapitre IX, 1982, pp. 239-268.

MANGIN G., «Quelques points de repère dans l'histoire de la justice en Afrique francophone», *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, La justice en Afrique, 1990, pp. 21-26.

MARI (de) E., « 'On suit le blanc'. Quelques remarques sur la justice et sur l'assessorat indigène en Afrique Noire », in Durand B. (Dir.), *La justice et le Droit : Instruments d'une stratégie coloniale*, vol. I, 2001, pp. 217-235.

MARTICOU-RIOU A., « L'organisation judiciaire du Cameroun », *Penant*, n° 724, 1969, pp. 33-86.

MARTICOU-RIOU A., « Les statuts personnels au Cameroun », *R.S.D.*, n° 5, 1969, pp. 40-63.

MBARGA E., « Quelques réflexions sur le projet de la loi réorganisant l'état civil au Cameroun Oriental et portant diverses dispositions relatives au mariage », *Penant*, n° 712, 1966, p. 285-302.

MEDARD J.-F., « L'Etat sous-développé au Cameroun », *Année Africaine*, CEAN, Paris, Pedone, 1977, pp. 74-80.

MELONE S, « Le poids de la tradition dans le droit africain contemporain (à propos du phénomène de la polygamie au Cameroun et de ses prolongements juridiques) », *Recueil Penant*, 1971, p. 421.

MELONE S., «Du bon usage du pluralisme judiciaire en Afrique ; l'exemple du Cameroun », *R.C.D.*, 1986, n° 31-32, p.2-36.

MOORE S.F., « Law and Social Change : the Semi-Autonomous Social Field as an Appropriate Object of Study », *Law and Society Review*, n° 7, 1973, pp. 719-746.

MORANDEAU-COUDERC S., « Le régime de l'indigénat dans les colonies françaises » ; in Durand B. (Dir.), *La justice et le Droit : Instruments d'une stratégie coloniale*, vol. III, 2001, pp. 927-957.

MORET-BAILLY J., «Des pluralismes juridiques », *Droits, Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, n° 35, Ordre juridique ?/2, Paris, PUF, 2002, pp. 195-206.

MOUTOUH H., « Pluralisme juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1158-1162.

NGIMBOG L.-R., « La justice administrative à l'épreuve du phénomène de la corruption au Cameroun », *Droit et Société*, n° 51-52, 2002-2, pp. 301-323.

NGUINI M., « Droit moderne et droit traditionnel », *Penant*, 1973, n° 739 Doct., pp. 1-10.

NGUINI M., « La Cour fédérale de justice », *R.C.D.*, 1973, n°3, pp. 35-45.

NICOLAU G., LAFARGUE R., « Outre-Mer», *Dictionnaire de la justice*, Cadiet L. (Dir.), Paris, PUF, 1ere éd., 2004, pp.954-957.

NKOU MVONDO P., « La crise de la justice de l'Etat en Afrique noire francophone. Etudes des causes du « divorce » entre la justice et le justiciable », *Penant*, n° 824, 1997, pp. 208-228.

NKOU MVONDO P., « La justice parallèle au Cameroun », *Droit et Société*, dossier le quotidien de la justice en Afrique, n° 51-52, 2002, pp. 369-381.

NKOUEDJIN YOTNDA M., « Le rôle de la jurisprudence dans les nouveaux états d'Afrique francophone », *Penant* 1973, pp. 11-23.

NKOUEDJIN YOTNDA M., « Soliloque sur certains problèmes soulevés par l'organisation judiciaire de la République du Cameroun », *Penant* 1976, pp. 5-34.

NKOUENDJIN YOTNDA M., « Vers l'institutionnalisation de l'adultère et de l'union naturelle », *Penant*, 1977, n° 757, pp. 340-351.

NORMAND J., « Principes directeurs du procès », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp.1038-1046.

NORMAND J., « Procédure », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp. 1053-1058.

NORMAND S., « Une culture en redéfinition : la culture juridique québécoise durant la seconde moitié du XIX^{e} siècle » in Melkevik Bjarne (Dir.), *Transformation de la culture juridique québécoise*, Sainte Foy, PUL, 1998, pp. 221-235.

OLGIATI V., « Institution (sociologique juridique) », in Arnaud A.-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp. 303-305.

OST F., VAN DE KERCHOVE M., « Le jeu : un paradigme fécond pour la théorie du droit? », *Droit et Société*, n°17-18, 1991, pp. 159-194.

OUATTARA M., « Portrait d'un magistrat africain », *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, *La justice en Afrique*, 1990, pp. 149-153.

PICARD É., « Common Law », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp.238-245.

POIRAT F., « Etat », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 642-648.

POIRAT F., « Etat », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 642-648.

POUMAREDE J. et ASSIER-ANDRIEU L., « Coutume», in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp.118-120.

REBUFFA G., « Culture juridique », in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp. 139-141.

REY J.-F., « Étranger », *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, in Ferréol G. et Jucquois G. (Dir.), 2004, pp. 129-131.

RIVIER M-C., « Juridiction», in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp.702-707.

RIVIER, M-C., « Conflit/Litige », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp. 196-200.

RIVIER, M-C., « Contentieux », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp. 227-231.

ROBERT-WANG L., « Règle de droit », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1326-1329.

ROCHER G., « Les 'phénomènes d'internormativité' : faits et obstacles », in Belley J-G. (Dir.), *Le droit soluble. Contributions québécoises à l'étude de l'internormativité*, Paris, LGDJ, coll. Droit et société, 1996, pp. 25-42.

ROULAND N., « Penser le Droit », *Droits, revue française de théorie juridique*, n° 10, 1989, p. 77-79.

ROULAND N., « Pluralisme juridique (Théorie anthropologique) », in Arnaud A.-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp. 449-450.

ROULAND N., « Acculturation juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 4-6.

ROULAND N., « Anthropologie juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 63-67.

ROULAND N., « Sociétés Traditionnelles » dans *le Dictionnaire de la culture juridique*, Alland D. et Rials S. (Dir.), Paris, Quadrige, Lamy, PUF, Dicos Poche, 1ere éd., 2003, pp. 1419-1423.

ROUSSEAU D., « Droits fondamentaux », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp.372-376.

SACK P.G., « Perspectives occidentales et non occidentales du droit », in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp.409-413.

SANTO B.de S., « Droit : une carte de la lecture déformée. Pour une conception post – moderne du droit », *Droit et Société*, n°10, 1988, pp. 363-390.

SARASSORO H. C., «Justice, morale et droit de l'homme», *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, La justice en Afrique, 1990, pp. 195-206.

SCHAEFFER E., « Aliénation – Réception – Authenticité. Réflexion sur le droit du développement », *Penant*, n° 745, 1974, pp. 311-332.

SCHOTT R., « Le droit contre la loi : conceptions traditionnelles et juridictions actuelle chez les Bulsa au Ghana du Nord », in Conac G. (Dir.), *Dynamiques et finalités des Droits africains*, Paris, Economica, série Sciences Juridiques, 1980, pp 279-306.

TIDJANI ALOU M., « La justice au plus offrant. Les infortunes du système judiciaire en Afrique de l'Ouest (Autour du cas du Niger) », *Politique Africaine*, n° 83, Dossier : La corruption au quotidien, Karthala, 2001, pp. 59-78.

TIMSIT G., « L'ordre juridique comme métaphore », *Droits, Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, n° 33, Ordre juridique ?/1, Paris, PUF, 2001, pp. 3-18.

TIMSIT G., « Raisonnement juridique », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1290-1297.

TIMSIT G., « Système », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1462-1465.

TROPER M., « Normativisme », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 1074-1079.

TRUCHET D., « Service public de la justice », in Cadiet L. (Dir.), *Dictionnaire de la justice*, 2004, pp. 1225-1231.

VACHON R., « L'étude du pluralisme juridique – une approche diatopique et dialogale », *Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law*, n°29, 1990, pp. 163-173.

VACHON R., « Le mythe émergent du pluralisme et de l'interculturalisme de la réalité », Conférence donné au séminaire I *Pluralisme et Société, Discours alternatifs à la culture dominante*, organisé par l'Institut Interculturel de Montréal, le 15 février 1997. Consultable sur **www.dhdi.org.**

VACHON R., « Mettre l'anthropologie et le pluralisme juridique sous la tutelle du mythe émergent du Pluralisme de la Réalité», *Cahiers d'anthropologie du droit 2004*, pp. 363-370.

VALERY P., « La crise de l'esprit » (1919), extrait de *Europe de l'antiquité au XX^e siècle*, coll. Bouquin, éditions Robert Laffont, 2000, pp. 405-414, 1ère publication en anglais, dans l'hebdomadaire londonien Athen aeus, avril-mai 1919.

VAN DEN BERGH G.C.J.J., « Réception du droit (dans les pays occidentaux) », in Arnaud A.-J. (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp. 515-517.

VANDERLINDEN J. « Le pluralisme juridique, essai de synthèse », in Gilissen J. (Dir.), *Le pluralisme juridique*, Bruxelles, Editions de Bruxelles, 1972, pp. 19-56.

VANDERLINDEN J., « Return to Legal Pluralism. Twenty Years Later », *Journal of Legal Pluralism*, n° 28, 1989, pp. 149-157.

VANDERLINDEN J., «Le juge et la coutume en Afrique aujourd'hui», *Revue Afrique Contemporaine*, n°156, Numéro spécial, La justice en Afrique, 1990, pp. 231-239.

VANDERLINDEN J., « Vers une nouvelle conception du pluralisme juridique », *Revue de la Recherche Juridique – Droit prospectif*, T. II, 1993, pp. 573-583.

VANDERLINDEN J., « Aux côtés de Michel Alliot sur la pente savonneuse de la définition du droit », in Le Roy E. et J. (Dir.), *Un passeur entre deux mondes. Le livre des Anthropologues du Droit disciples et amis du Recteur Michel Alliot*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2000, pp. 87-97.

VANDERLINDEN J., « Réseaux, pyramide et pluralisme ou regard sur la rencontre de deux aspirants-paradigmes de la science juridique », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n° 49, 2002, pp. 11-36.

VANDERLINDEN J., « Rendre la production du droit aux 'peuples' », *Politique Africaine*, n° 62, Le Cameroun dans l'entre-deux, Paris, Karthala, 2001, pp. 83-94.

VANDERLINDEN J., « Trente ans de longue marche sur la voie du pluralisme juridique », *Cahiers d'anthropologie du droit 2003*, pp. 21-34.

VANDERLINDEN J., « Propos mélangés au sein des mélanges», in Eberhad C. et Vernicos G. (Eds), *La quête anthropologique du droit. Autour de la démarche d'Etienne Le Roy*, Paris, Les éditions Karthala, 2006, pp. 509-525.

VARGA C., « Technique juridique », in Arnaud A.-J., (Dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, 2ème éd., 1993, pp. 605-607.

VEDEL G., "Indéfinissable mais présent", *Droits. Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, n° 11, Définir le droit, 1990, p. 67-71.

WEBBER J., « Commentaire sur la nature sociale du droit et le rôle du pouvoir », in Lajoie A., Macdonald R.A., Janda R., Rocher G. (Dir.), *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, Bruxelles, Bruylant, Les Editions Thémis, 1998, pp. 193-197.

WICKER G., « Fiction », in Alland D. et Rials S. (Dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, 2003, pp. 716-720.

YOUNES C., « L'anthropologie du droit, du 'hors piste' », *Cahiers d'anthropologie du droit 2004*, Anthropologie et Droit. Intersections et confrontations, *Revue Droit et Culture*, hors série 2004/4, Paris, Karthala, 2004, pp. 379-384.

Textes et lois

Code de procédure civile et commerciale, Yaoundé, Edition Minos, 2ème édition, 2001.

Décret du 06 mai 1916 réorganisant les services de la justice dans les Territoires de l'ancien Cameroun.

Décret du 22 mai 1924 rend exécutoires dans les territoires du Cameroun placés sous mandat de la France les décrets et lois promulgués en Afrique Equatoriale française antérieurement au 1er janvier 1924.

Décret du 31 juillet 1927 organisant les juridictions de droit local.

Décret du 26 juillet 1944 instituant et organisant en Afrique équatoriale française et au Cameroun des juridictions coutumières.

Constitution française du 27 octobre 1946.

Décret n° 47-2300 du 27 novembre 1947 portant organisation de la justice française.

Constitution française du 4 octobre 1958.

Ordonnance n° 59/86 du 17 décembre 1959, sur l'organisation judiciaire, avant l'indépendance du Cameroun.

Décret n° 69/DF/544 du 19 décembre 1969 fixant l'organisation judiciaire devant les juridictions traditionnelles de l'ex-Cameroun Oriental, modifiée par le Décret n° 71/DF/607 du 3 décembre 1971

Ordonnance n° 72/4 du 26 août 1972 portant organisation judiciaire. Cette ordonnance de 1972 a été plusieurs fois modifiée, la dernière modification est introduite par la loi n° 98/008 du 14 avril 1998.

Décret n° 77/245 du 15 juillet 1977 portant organisation des chefferies traditionnelles au Cameroun, modifié et complété par le Décret n°82/241 du 24 juin 1982.

Ordonnance n° 81-2 du 29 juin 1981, portant organisation de l'état civil et diverses dispositions relatives à l'état des personnes physiques au Cameroun.

Loi n° 96-06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, de la République du Cameroun.

Décret n° 2007/115 du 13 avril 2007, portant création de nouveaux arrondissements du Cameroun.

Décret n° 2007/117 du 24 avril 2007, portant création des communes du Cameroun.

Jurisprudence

C.S.C.O., arrêt du 3 avril 1962, *Penant*, n° 696, 1963, pp. 230-234.

C.S.C.O., 4 janv. 1966, *Penant*, 1967, p. 210.

C.S.C.O., arrêt du 4 janvier, 24 mai 1966, *Penant*, 1967, p. 210.

C.S.C.O., 26 mars 1968, *Penant*, 1970, p. 359.

C.S.C.O., 27 avril 1971, *R.C.D.*, 1972, p. 56.

C.S.C., arrêt n°17/L du 20 décembre 1973, *R.C.D.*, 1975, n° 7, p. 66.

C.S.C., arrêt n° 18/L du 15 novembre 1979.

C.S. Arrêt n° 28/CC du 10 décembre 1981 *R.C.D.* série 2, n° 21-22, p. 301-307 ; *Penant* 1984, p. 337.

C.S.C., arrêt n° 120/CC du 16 sept. 1982, *Penant*, 1983, p. 42.

C.S.C., arrêt n° 35/CC du 25 nov. 1982, inédit.

C.S.C., arrêt n° 114/CC du 17 mai 1983, inédit.

Sites internet

http://www.refer.org.camer_ct/rec/recma1.htm, source de GUBRY Paul, 1991 (relevé le 05/07/2002).

http://www.bondy.ird.fr/carto/images/cameroun/Marouadens.gif (relevé le 07/01/06)

http://www.cm.refer.org/rec/recvi.htm (relevé le 01/10/2003), serveur réalisé avec le concours de l'AUPEL-UREF, du Centre SYFED de Yaoundé (Agence Universitaire de la francophonie rassemblant plusieurs centres de recherche dans divers bureaux régionaux)

http://www.cm.refer.org/rec/recvi.htm source de SEIGNOBOS Christian, 1985 (relevé le 01/10/2003)

http://www.refer.org.camer_ct/rec/recma1.htm (relevé 05/07/2002)

www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/cameroun.htm, Cameroun, données « démolinguistiques », site de l'université canadienne de Laval, dernière mise à jour en septembre 2005 (relevé le 07/01/06)

GLOSSAIRE[922]

A l'exception de certains cas de variations, en *foulfouldé* (*i.e.* langue peule), le « '*en* » implique le pluriel

Dimo (sing. de *rimbé*) : Homme libre, par opposition au captif (*moccudo).*

Djawro (sing. de djawro'en) : Le chef de quartier.

Poullo (singulier de *Foulbé* : Peul.

Foulfouldé : Langue peule.

Imam (en *foulfouldé* Liman) : Guide spirituel, il est chargé de guider la prière, et en général du système éducatif islamique.

Kado (sing. de *habé*) : Infidèle, non islamisé, terme qui signifie en *foulfouldé* les « non musulmans ».

Kirdi : Infidèle, non islamisé.

Lamidat : Circonscription de commandement du *lamido.*

Lamido (sing. de *lamibé*). : chef peul

Lawan : Celui qui est à la tête du *lawanat* (chefferie locale).

Lawanat : Chefferie locale.

Maccudo (sing. de *maccubé*) : Captif

Malloum : Maître d'école qui enseigne aux enfants les linéaments de la lecture et de l'écriture du Coran en Arabe.

Modibbo (sing. de *modibbé*) : Donne un enseignement coranique de niveau plus élevé que le *Malloum*.

Risku : chance, prospérité, fortune

[922] Ce glossaire n'indique que les sens donnés aux mots étrangers à la langue française cités, et non la totalité de leurs significations.

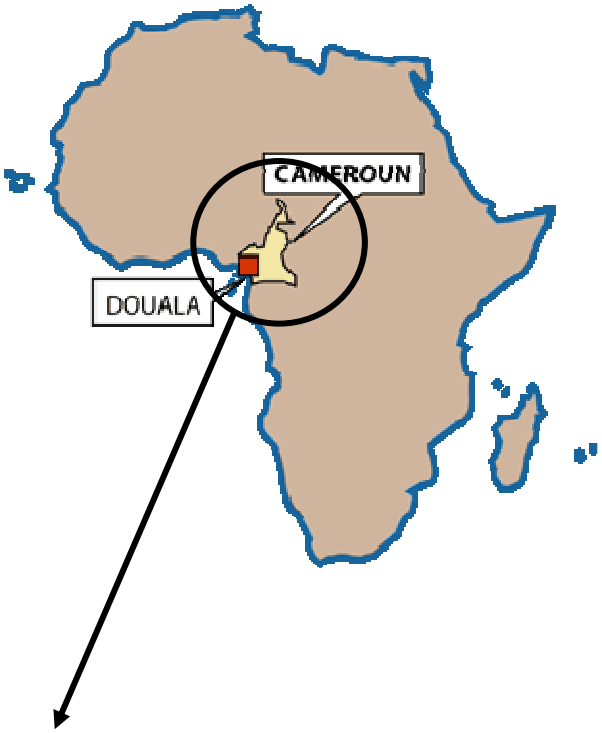
ANNEXE N°1 : LES CARTES

1.1 Carte d'AFRIQUE





1.2 Carte du CAMEROUN





Département du DIAMARE

1.3 Carte administrative du département du DIAMARE

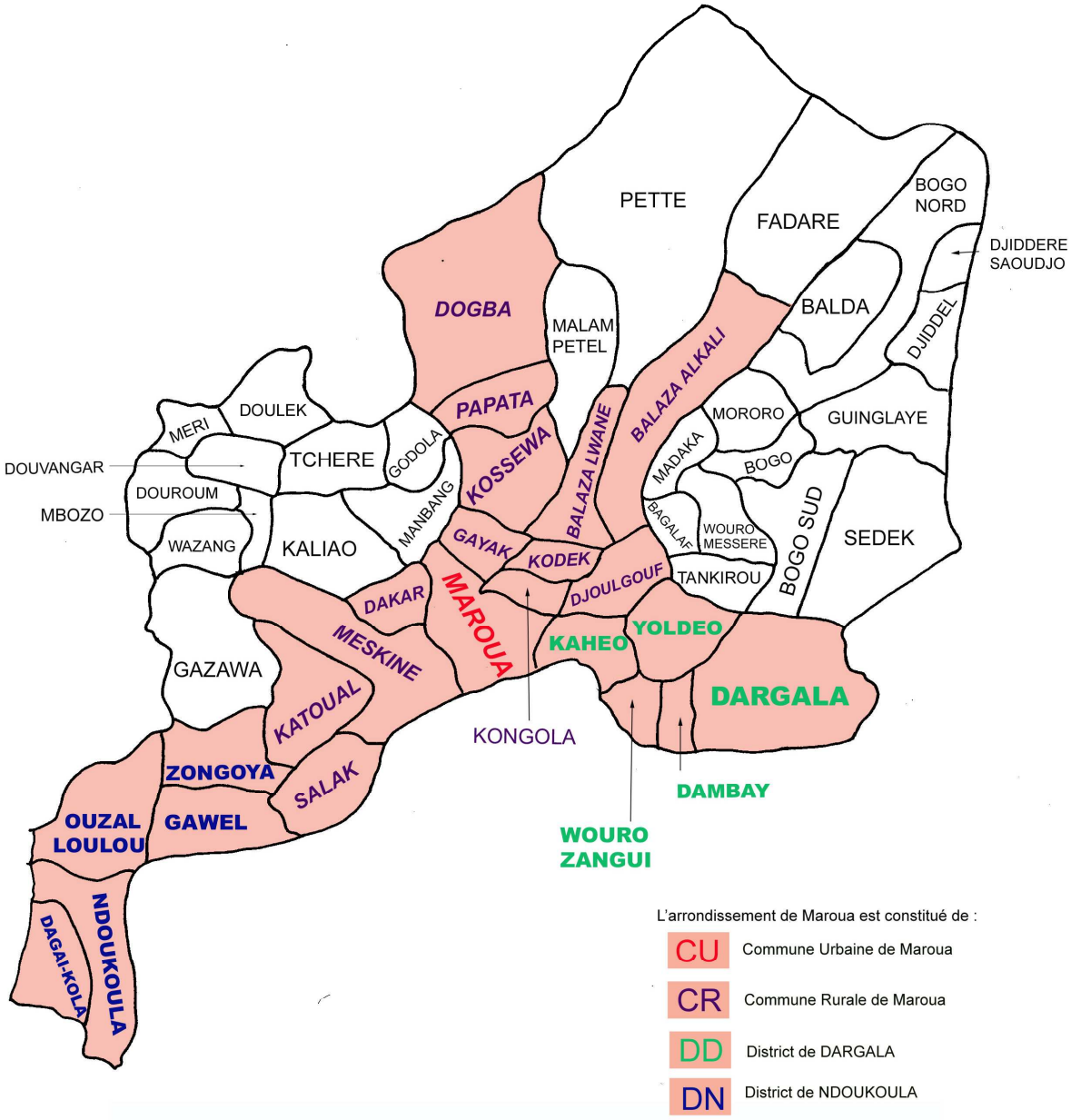
1.3.1 Cartes obtenues auprès du Ministère de l'Agriculture et du développement rural

a. Carte administrative du département du Diamaré

b. Carte de la Commune rurale de Maroua

1.3.2 Carte retranscrite par nos soins

Département du DIAMARE



Retranscrit à partir d'une carte manuscrite, récupérée au Ministère de l'Agriculture et du développement rurale (Août 2004)

* Voir modifications par décret en 2007

Depuis sa retranscription, des modifications ont été apportées au département du Diamaré par :

- le décret n°2007/115 du 13 Avril 2007 ; portant création de nouveaux arrondissements ;
- le décret n°2007/117 du 24 Avril 2004 portant création des communes.

3 arrondissements ont été créés par le décret n°2007/115 du 13 Avril 2007 :

- 1er arrondissement de Maroua (chef lieu : Domayo) qui s'étend sur le *lamidat* de Miskine, les *lawanats* de Salak, Zokok Ladeo, Kaoutal et quelques quartiers et localités de Maroua Sud.
- 2ème arrondissement de Maroua (chef-lieu : Doualaré) qui s'étend sur les *lawanats* de Gayak, Kossewa, Papata, Dogba quelques quartiers et localités de Maroua Nord.
- 3ème arrondissement de Maroua (chef-lieu : Douggoi) qui s'étend sur le canton de Balaza Lamido, les *lawanats* de Belazo Lawane, Kodek, Kongola, Djolawo, Djoddéo et Djoulgouf et quelques localités de Maroua.

ANNEXE N°2 : COMPLEMENT D'INFORMATIONS SUR L'ENQUETE DE TERRAIN

2.1) Quelques chiffres : Informations sur l'identification et le détail chiffré des personnes rencontrées (Couvrant la période allant de 2000 à 2004)

Nous avons mené notre étude auprès de :

A) Les justiciables

Nous nous sommes particulièrement intéressée aux personnes ayant été confrontées à un/des différend(s), résolu(s) ou non. Mais surtout qui faisaient ou avaient fait appel à différentes instances, ou procédés. Nous avons rencontré **27** justiciables :

- 20 personnes[923] (10 hommes et 10 femmes) rencontrées lors des audiences au tribunal de Maroua, questionnées uniquement sur leur parcours avant de s'adresser au tribunal.
- 7 personnes (5 hommes et 2 femmes) que nous avons suivies. Il apparaît le type de différends et /l'activité.
    1. Madou (héritage/étudiant)
    2. Oussoumanou (sorcellerie/ chauffeur retraité)
    3. Ya Goumssou-pseudo (location immobilière, vol dans les champs/ ménagère)
    4. K. Awali (vol de bétail/ cultivateur)
    5. Halilou (commerce en dépôt vente/commerçant et tailleur)
    6. Asta Wabi-pseudo (moto en location/ commerçante)
    7. Haman Djouma (vente de terrain/infirmier)

B) Le personnel des juridictions, les auxiliaires de la justice et les étudiants en droit

Les étudiants en droit (auditeurs de justice) rencontrés étaient en fin de formation de magistrat, de greffier et d'huissier. Au cours de notre observation, certains étudiants ont fini leur formation et ont été en poste (un huissier, une greffière et une juge).

Le nombre de praticiens de la justice officielle dite moderne et d'étudiants en droit contactés s'élève à **20** dont 4 étudiants (auditeurs de justice), 4 magistrats, 2 greffiers, 1 avocat, 3

[923] Les personnes ont voulu conserver leur anonymat.

huissiers, 2 « significateurs » (cabinet d'huissier), 3 stagiaires (cabinet de huissier) et 1 agent administratif (cabinet d'huissier) .

- Etudiants :
    1. Atikatou (études de greffière)
    2. Nouhou (études de greffier)
    3. Abdouraman (études d'huissier)
    4. Toutou (études de magistrat)
- Magistrats :
    1. Jean Claude Awana : Vice président de la Cour d'Appel du Sud
    2. Hubert Olama : Président du tribunal de 1ère instance d'Ebolowa
    3. Marie Noah Ebella : Présidente du TGI de Yaoundé
    4. Amadou Djaligué : Président du tribunal de 1ère instance de Maroua
- Greffiers :
    1. Chantal Tene : greffière à la chambre coutumière du tribunal de 1ère instance de Yaoundé
    2. Souleyman : greffier à la chambre coutumière du tribunal de 1ère instance de Maroua
- Avocat :
    1. François Boukop : Cabinet Ninine
- Huissiers :
    1. Abdouraman Oumarou Dalil (Maroua)
    2. Telep Likong (Maroua)
    3. Tepakbon (Mokolo et Maroua)
- Stagiaires en cabinet d'huissier
    1. Michel (cabinet d'Abdouraman Oumarou Dalil)
    2. Mana (cabinet d'Abdouraman Oumarou Dalil)
    3. Un 3ème stagiaire ayant voulu conservé l'anonymat (cabinet d'Abdouraman Oumarou Dalil)
- agent administratif en cabinet d'huissier
    1. Un agent ayant voulu conservé l'anonymat (cabinet d'Abdouraman Oumarou Dalil)
- significateurs en cabinet d'huissier
    1. Bouba (cabinet de Telep Likong)
    2. Un significateur ayant voulu conservé l'anonymat (cabinet d'Abdouraman Oumarou Dalil)

C) Responsables administratifs

Le nombre de responsables administratifs contactés s'élève à **5** dont 3 représentants de l'ordre, 1 responsable de l'état civil, 1 Sous-préfet et 1 agent administratif.

- Représentants de l'ordre : police judiciaire (au tribunal et au commissariat) :
    1. N'Gome (gendarme major)
    2. Abdoulaye Oumaté
- Responsable de l'état civil de Maroua commune urbaine :
    1. Amadou Hassana
- Sous Préfet de Maroua :
    1. Aboubakar Iyawa

- Agent administratif (Préfecture de Maroua : service de légalisation et des titres fonciers) :
    1. Sali Daïrou

D) Responsables d'associations humanitaire

Le nombre de responsables d'association humanitaire contactés s'élève à **2 :**

1. Responsable de l'association CADZ (Comité d'appui au développement de Zourmbaïwo II[924]) : Isène
2. Responsable de l'association S.O.S Droit de l'Homme (section de Maroua) : Abakar

E) Responsables traditionnels

Le nombre de responsables traditionnels contactés s'élève à **5** dont 2 *lamibé* (pluriel de *lamido*), 2 chefs de quartier (*Djwaribé*) et 1 responsable religieux (*liman*).

- *Lamibé*
    1. Sa majesté Bakary Alioum Bouba (*Lamido* de Maroua depuis 2003) et son frère, également son secrétaire particulier ; Yérima Mamoudou Bouba
    2. Sa majesté Halilou Moustapha (*Lamido* de Pette depuis 1997)
- Chefs de quartier
    1. Hamadou Bachirou (*Djawro* de Zourmbaïwo II depuis 1995)
    2. L'ancien *Djawro* de Kakataré[925]
- Responsable religieux
    1. Mamoud (*Liman* Maroua)

F) Enseignant

Le nombre d'enseignant contacté s'élève à **1 :**

1. Bana Baraka (enseignant de français et d'histoire)

Au total, 60 personnes rencontrées dont les données ont été exploitées. Une personne a été comptabilisée deux fois. La première fois en qualité d'étudiant huissier et la seconde en qualité d'huissier en exercice.

Parmi les personnes rencontrées, notamment à la sortie des tribunaux, les professions sont variées : commerçant(e)s : majoritairement ces personnes se désignent comme faisant " les affaires ", agriculteurs, sans emploi, tailleurs, comptables, infirmiers. D'une manière générale la profession était assez difficile à déterminer, en effet les cartes d'identité (lorsqu'il y en avait) ne mentionnaient pas les professions annoncés oralement. Les principales mentions étaient : « agriculteur » et « ménagère ».

[924] Quartier de Maroua. Le chef de ce quartier est le président de l'association.
[925] La personne a voulu conserver l'anonymat.

2.2) Modèle de guide utilisé au début de la phase de pré-terrain

QUEL EST LE MODE DE REGULATION SOCIALE ?
(Quel est le système (effectif) en place ?)

Questionnements sous-jacents :

1) Sur l'idée de FORUM SHOPPING
Y-a-t il plusieurs lieux de règlements de litiges (conflits) ?
2) Sur les pouvoirs en présence.
- Recherche du rapport de force entre les pouvoirs étatiques et les pouvoirs traditionnels. Les éléments d'identification d'une logique nouvelle.
- Peut-on clairement identifier le pouvoir étatique et le pouvoir des autorités traditionnelles dans le processus de règlement de conflits ? (s'agit-il d'une nette dissociation ou plutôt d'une confusion) Comment se gère la « co » habitation ?, la « co » opération ?
- La « co » laboration entre ces deux pouvoirs ? Y-aurait-il un équilibre entre le pouvoir central (étatique) et le droit vécu (pouvoir de la population ? pouvoir traditionnel ?). Sur quoi serait-il basé ? Ou s'agit-il plutôt des rapports conflictuels ?
- Quel impact a le pouvoir étatique (pouvoir judiciaire) dans le quotidien de la population ?
- Quelle est l'attitude de l'Etat : unitarisme, pluralisme, « coopération » ?
- Quelle est l'attitude des autorités traditionnelles : isolement, « coopération » vis-à-vis du pouvoir central ?
3) Sur le comportement du justiciable
- Le justiciable a-t-il un rôle actif dans le choix du lieu des règlements des conflits/litiges?
- Elabore-t-il une stratégie lors de ce choix ? (adopte-t-il un comportement réfléchi ?).
- Son attitude diffère-t-elle en fonction du lieu où il se retrouve ? La présence dans un lieu ou dans un autre a-t-elle une signification particulière, (un sens précis) ? Y-a-t-il une hiérarchie des facteurs concourrant à la motivation de son choix ?

Mon objectif :

Analyser le comportement du justiciable lorsqu'il doit régler un conflit/litige (en l'observant dans son environnement quotidien), afin de voir s'il s'en dégage une stratégie. Analyser cette stratégie et voir comment l'exploiter pour améliorer le système judiciaire « officiel ».
➔**Quelle est la stratégie du justiciable (étude et analyse de son comportement)**

Elaboration du questionnaire

- Thèmes
    A. Les Conflits/litiges
    B. Le justiciable
    C. Les lieux de règlement de conflits/litiges et autorités compétentes (pouvoirs en présence)
    D. Pouvoir traditionnel et pouvoir judiciaire

- Destinataires
    1. Justiciables (**J**)
    2. Personnel judiciaire, magistrat, greffier, avocat, huissier ➔Praticiens (**P**)
    3. Représentants de l'ordre (**FO**)
    4. Autorités traditionnelles (**T**)

REMARQUE : toutes les questions n'étaient pas abordées en même temps

A) Les Conflits/litiges

1) Quels sont les différents types de conflits/litiges que l'on rencontre (d'une manière générale) ?
Qui : tous
But : Répertorier les conflits/litiges et voir s'ils peuvent être désignés comme critères pertinents pour déterminer notre champ de réflexion.

2) Quel type de conflits /litiges est présenté en justice ? Peut on parler d'une constance ? Y-a-t-il des conflits/litiges qui ne sont (ou ne doivent) jamais être portés devant la justice ? Ou sont ils portés ?
Qui : P, J et T
But : Rechercher si le justiciable procède à une sélection stratégique. A-t-il un rôle véritablement actif ? Il y a-t-il une répartition institutionnelle ? (ce qui préjugerait d'une reconnaissance explicite d'autres lieux de règlement de conflits/litiges). Si elle existe, cette répartition concorde-t-elle avec une éventuelle répartition qu'aurait fait le justiciable ? Rechercher les autres lieux de règlement de conflits/litiges et chercher à évaluer le comportement du justiciable

B) Le justiciable

Quelle est sa (ou quelles sont) ses solutions aux règlements de conflits/litiges ?
1) Y-a-t-il un profil type de celui qui se présente au tribunal ? (Lequel ?)
Qui : P
But : Evaluer le comportement du justiciable. Peut on parler d'un profil type de celui qui saisit le juge ? Y-a-t-il une prédisposition ? (par exemple prise en compte de son statut social, économique, intellectuel, …), ou bien tout se fait-il au cas par cas ?.

2) Que signifie le tribunal pour le justiciable, quelle en est la symbolique ? ([Même question pour les autres lieux]
Qui : J (éventuellement P)
But : évaluer la légitimité des lieux de règlement de conflits/litiges et évaluer le comportement du justiciable (le choix d'un lieu plutôt qu'un autre est-il stratégiquement réfléchi ?)

3) Quel est le parcours du justiciable avant de parvenir au tribunal ?
Qui : J
But : rechercher la légitimité des (du) lieux de règlement de conflits/litiges, évaluer le comportement du justiciable notamment au regard d'une éventuelle résistance (à un lieu de règlement de conflits/litiges ou à un autre)

4) Comment le justiciable accueille-t-il les solutions proposées (imposées) par le tribunal ? Comment sont perçues les méthodes d'imposition de l'Etat central qui obéit à un système « impersonnel » ? Comment réagit-il ? Quelles sont ses attentes ?
Qui : tous
But : Evaluer la réaction du justiciable. Voir s'il y a un décalage entre le droit officiel et le « droit de la population » (droit vécu, droit de la pratique). S'il en existe un, évaluer et analyser ce décalage. Le droit étatique est-il en « déphasage » par rapport à la réalité.
Evaluer la légitimité du tribunal. Et rechercher d'autres lieux de règlement de litiges

5) Quel est le rôle social de la justice ? (Fonction punitive ou restitution de l'ordre ?)
➔ La justice moderne remplit-elle cette fonction ? La justice traditionnelle remplit-elle cette fonction ?
Qui : tous
But : Rechercher quelle est l'idée que le justiciable se fait de la justice officielle. Rechercher les raisons que le justiciable peut avoir de s'en détourner et chercher des alternatives à cette justice.

C) Les différents lieux de règlement de litiges (idée de Forum Shopping)

1) Le tribunal est-il le lieu approprié pour régler tous les types de litiges ? (même question pour la justice traditionnelle)
Qui : Tous
But : Etudier le comportement du justiciable. Rechercher des alternatives, la justice officielle et la justice traditionnelle sont-elles en concurrence avec une autre forme de justice ?

2) Quels sont les types de litiges qui ne sont pas (ne peuvent pas être) résolus au tribunal ? (même question pour la justice traditionnelle)
Qui : idem
But : idem

3) Est-il nécessaire qu'il y ait d'autres lieux de règlement de conflits/litiges autre que les formes existantes ?
Qui : tous
But : recherche de légitimité des autres autorités. Evaluation du comportement du justiciable.

4) Existe–t–il plusieurs autres lieux ?
Qui : idem
But : idem

5) Quelles sont les autorités compétentes ?
Qui : idem
But : idem

6) Comment sont-elles nommées ?
Qui : idem
But : idem

D) Pouvoir traditionnel et pouvoir judiciaire

1) Pensez-vous que les chefs traditionnels (autorités traditionnelles) jouent un rôle (important) dans le fonctionnement de la justice officielle ? Et dans la régulation sociale ?
Qui : P et T
A l'attention du corps judiciaire (juges et auxiliaires) et des autorités traditionnelles (chefs de villages, chefs de quartiers.)
But : évaluer l'impact de l'autorité des chefs traditionnels par rapport à la justice officielle. Evaluer la nature des relations entre les différents pouvoirs et voir le niveau d'échange entre eux dans le processus de régulation sociale.
Existe-t-il des constructions autonomes, totalement en marge du droit positif et du droit traditionnel ?

2) Quelle est leur fonction ? Est-elle indispensable (pour l'ordre social) ?
Qui : idem
But : idem

3) Quelle est la nature des relations que vous entretenez avec eux ?
==➔ les mêmes questions adaptés aux autorités traditionnelles.
Qui : idem
But : idem

ANNEXE N°3 : ACTIVITES DES POPULATIONS_ECHANTILLON DES HABITANTS D'UN QUARTIER

Cette annexe est un extrait des statistiques des habitants du quartier « Zourmbaïwo II »[926] réalisées par le chef de ce quartier. Cet échantillon est assez représentatif des activités des habitants de la ville de Maroua.

[926] Quartier de la ville de MAROUA

ANNEXE N°4 : Arrêté préfectoral de nomination du chef de 3ème degré (Djawro Hamadou Bachirou)

Djawro Hamadou Bachirou est le chef du quartier Zourmbaïwo II (quartier de la ville de MAROUA. Il a été nommé par l'arrêté préfectoral, joint ci-dessous à la présente annexe.

ANNEXE N°5 : NOTABILITES DE LA CHEFFERIE DE MAROUA

La présente annexe est constituée des éléments suivants :

- L'ordre des généalogies des *lamibes* de Maroua depuis 1792 ;
- 2 documents listant quelques uns des notabilités de la chefferie de Maroua :
    - *Sarakakien (=les gens de la faada, les conseillers) ;*
    - *Zaguien (ceux qui sont chargés des commissions) ;*

Ces informations ont été fournies par Yerima Mamoudar Bouba, secrétaire particulier et frère de l'actuel Lamido de Maroua Bakari Alioum Bouba, lors de mon entretien du 10 août 2004.

N°d'ordre	NOMS ET PRENOMS	DUREE	ANNEE	ANNEE
1	MODIBO MOHAMAN SHIHO	2 ans 8 mois	De 1792	à 1795
2	KAWOU YERO	2 ans 8 mois	De 1795	à 1798
3	KAWOU BOUKARI	3 ans	De 1798	à 1801
4	MODIBO MOHAMADOU DAMRAKA	45 ans	De 1801	à 1846
5	MOHAMAN SALI	50 ans	De 1846	à 1896
6	MOHAMADOU ROUFAHOU	5 ans 5 mois	De 1896	à 1901
7	ABDOURAMANE SOUDI	7 ans	De 1901	à 1908
8	GRECONCE MAMSOUR	14 jours	1908	-
9	KOÏRANGA MOHAMAN SALI	1 an	De 1908	à 1909
10	MOHAMADOU SADJO	5 ans	De 1909	à 1914
11	KOÏRANGA MOHAMAN SALI	28 jours	1914	-
12	MOHAMADOU SADJO	29 ans	De 1914	à 1943
13	MOHAMADOU DAIROU YAYA	16 ans	De 1943	à 1958
14	IBRAHIM MOHAMADOU SADJO	3 ans	De 1958	à 1961
15	MOHAMADOU KOIRANGA	5 ans	De 1961	à 1966
16	ABDOURAMANE MOHAMADOU	16 ans	De 1966	à 1982
17	BOUBA YERIMA ALIOUM SALI	21 ans 4 mois	De 1982	à 2003
18	BARARY ALIOUM BOUBA (actuel Lamido)		Depuis 22/09/03	

Tableau 11 : Ordre des généalogies des Lamibes de Maroua depuis 1792

LISTE DES NOTABILITES DE LA CHEFFERIE DE MAROUA (SARAKI EN)

I. MODIBE

L'Imam MAMOUDOU
Modibo ABDOURAMANE

II. NOTABLES « SARAKI-EN »

1. Kaïgarna ABDOU Hamadou
2. Djarma SIDDI
3. Waziri HAMADOU Moustapha
4. Yérima BACHIROU Bello
5. Galdima HAMADOU Bello
6. Ardo AMADOU
7. Yérima SIDDI Mazou
8. Sarki Sanou BAPPA
9. Sarki Tourawa Alh. BABA Djara
10. Sarki Fadah MAHAMAT BOUBA
11. Sarki Yayï HAMADOU Abdouraman
12. Katchalla HAMADOU Kaou Seini

LISTE DES NOTABILITES DE LA CHEFFERIE DE MAROUA
« Zaguien»

1. SARKI ZAGUI
2. HAMADOU Bappa
3. IDRISSA
4. NDJIDDA Filère
5. YAOUBA
6. OUMAROU 1
7. OUMAROU 2
8. ADAMOU
9. ABASSI
10. ABDOULAYE
10. ISSA
11. MOUSSA
12. Mal AMADOU
13. BABBA Hamidou

ANNEXE N°6 : ACTES ET ATTESTATIONS EMANANT DE DIFFERENTES AUTORITES

6.1 Actes et attestations délivrés par le lamido

6.1.1 Certificat de coutume

PROVINCE DE L'EXTREME NORD
DEPARTEMENT DU DIAMARE
ARRONDISSEMENT DE MAROUA
LAMIDAT DE MAROUA
CHEFFERIE DE 1er DEGRE DE MAROUA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

CERTIFICAT DE COUTUME

Sa Majesté **BOUBA Alioum** lamido de Maroua chef coutumier de Maroua.
Certifie que le ou la nommé (e) : _____
_____
Né (e) _____ à _____
Fils de _____ et de _____
Domicilié (e) à Maroua quartier _____
A pour ethnie et coutume _____

En foi de quoi le present certificat de coutume lui est établi pour servir et valoir ce que de droit

Fait à Maroua le

Sa Majesté **BOUBA Alioum**
Lamido de Maroua
Chef Coutumier

6.1.2 Acte de mariage coutumier et acte de mariage civil

6.1. 3 Certificat de divorce

COUR D'APPEL DE L'EXTREME-NORD
==========

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

TRIBUNAL COUTUMIER DE MAROUA
==========

CERTIFICAT DE DIVORCE

Le Président du Tribunal Coutumier, Lamido de Maroua certifie que Madame Didja Hamidou domiciliée au quartier Dougoï Profession Ménagère Epouse de Monsieur Palouta Domicilié au quartier Dallo Bah-Kouyalo Profession Cultivateur est divorcée ce jour devant nous par ce dernier.

Madame Didja Hamidou est appelée à s'abstenir pendant une période de 03 mois conformément aux Règlements et lois Islamiques. Après avoir consommé les 03 mois, Madame Didja Hamidou est libre de se marier de qui elle voudra.

En fois e quoi le présent Certificat est établi et délivré à l'intéressée pour servir et valoir ce que de droit./-

Maroua, le 19/03/2003

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL COUTUMIER
LE LAMIDO DE MAROUA

6.1.4 Attestation de garde d'enfants

MINISTERE DE LA JUSTICE
COUR D'APPEL DE MAROUA
TRIBUNAL COUTUMIER DE MAROUA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

N°_____/AGE/TCN/200....

ATTESTATION DE GARDE D'ENFANTS

Je soussigné, Président du Tribunal Coutumier de premier degré, Lamido de Maroua,

Certifie que : _____

_____

Né (le) : _____ à _____

Fils de : _____et de _____

Domicilié à : _____

Profession : _____

Assure bien la garde et l'entretien des : _____

_____

_____Enfants.

En foi de quoi la présente attestation est établie et délivrée pour servir et valoir ce que de droit./-

Maroua, le _____

Le Président du Tribunal Coutumier,
Le Lamido de Maroua

6.1.5 Attestation de propriété coutumière

PROVINCE DE L'EXTREME-NORD
DEPARTEMENT DU DIAMARE
ARRONDISSEMENT DU DIAMARE
LAMIDAT DE PREMIER DEGRE DE MAROUA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

ATTESTATION N°_____/APC/LM

ATTESTATION DE PROPRIETE COUTUMIER

Je soussigné Sa Majesté **BAKARI BOUBA Lamido de Maroua**, Président du Tribunal Coutumier, certifie que le (s) la nommé (e) _____exerçant la profession de _____ domicilié _____ est propriétaire à titre coutumier d'une ou d'un _____ non immatriculé (e) sis à Maroua quartier _____ dont les témoins _____
_____

En foi de la présente Attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit./-

Fait à Maroua, le _____

Le Lamido de Maroua,
Le Chef Coutumier,

6.1.6 Acte coutumier attestant la pratique de sorcellerie

COUR D'APPEL DE MAROUA
TRIBUNAL DE 1ère INSTANCE DE MAROUA
TRIBUNAL COUTUMIER DE MAROUA
LAMIDAT DE 1er DEGRE DE MAROUA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

ACTE COUTUMIER

Nous soussignés BAKARY Bouba, Président du Tribunal Coutumier Lamido de Maroua , attestons par le présent acte que le ou la nommé (e) _____Profession _____domicilié à _____a juré publiquement sur le Saint Coran le _____pour avoir été soupçonné (e) par ses voisins du quartier ou du village de _____ de pratique de sorcellerie devant nous, la Cour du dit Tribunal Mr. Ou Mme a juré et prononcé la formule « Je n'ai jamais pratiqué ni de près ni de loin la sorcellerie ». Conformément à la Loi Islamique et à la Coutume des parties et toutes étant des confessions musulmanes, après ce rituel il est certain que le ou la nommé (e)_____ est innocent (e) de tous les soupçons pesant contre lui ou (elle) _____ et tout propos en ce sens constitue une provocation.

En foi de quoi nous avons signé le présent Acte Coutumier pour servir et valoir ce que de droit.

Maroua, le _____

Le Président du Tribunal Coutumier,
Le Lamido de Maroua

El Hadj BAKARY Bouba

6.1.7 Abandon de droit coutumier

ABANDON DE DROITS COUTUMIERS

Je soussigné M_____

Profession _____

Fils de _____

Et de _____

Titulaire de la CNI numéro_____

A _____

Abandonne ses droits coutumiers sur une parcelle d'une superficie d'environ

_____ située au quartier ou village _____

_____ et contenant _____

cases ou non au profit de M. _____

titulaire de la CNI numéro _____

du _____ à_____

M._____

Bénéficiaire du présent abandon de droits coutumiers est subrogé dans ses droits coutumiers pour se faire livrer à ses frais tous titres définitifs de propriété portant sur le ou les immeubles objet du présent abandon.

En foi de quoi le présent abandon est établi et délivré pour servir et valoir ce que droit./-

Maroua, le _____

Témoins :

1°)_____

2°)_____

3°)_____

Le Lamido,

6.2 Actes délivrés par des chefs coutumiers [chef du 1er(lamido), 2ème (lawan) et 3ème degré (djawro)]

6.2.1 Certificat de vente

CERTIFICAT DE VENTE

Je soussigné_____
Exerçant la profession_____
Domicilié (e)à_____
Titulaire de la Carte Nationale d'Identité N°_____
Délivrée le _____ à_____
Certifie avoir vendu ce jour à M_____
_____
Exerçant la profession de _____
Domicilié (e) à _____
Titulaire de la Carte Nationale d'Identité N°_____
Délivrée le _____ à _____
Un (e) _____ à l'usage_____
Sis (e) à _____d'une superficie de_____
Limité (e) : Est_____
Au Nord _____
A l'Ouest_____
Au Sud _____

A la somme de (en chiffres)_____
En letttres_____
_____
Cette somme a été payé comptant.

En foi de quoi le présent Certificat de vente a été établi pour servir et valoir ce que droit./-

1. Le Vendeur, 2. L'Acheteur, 3. Le Chef de quartier,

4. Le 1er Témoin, 5. Le 2ème Témoin,

Vu pour la légisiation matérielle des signatures opposées ci-dessous.

1 _____
2._____
3 _____CNI N°_____ du _____ à_____
4._____CNI N° _____ du _____ à _____
5._____CNI N°_____ du _____ à _____

Fait à _____*le* _____

6.2.2 Certificat de donation

CERTIFICAT DE DONNATION

Je soussigné _____

Né (e) le _____

Fils/Fille de _____

Et de _____

Profession _____

Domicilié (e) à _____

Titulaire de la Carte Nationale d'Identité N° _____

Déclare sur mon honneur offrir à :

M. _____

Né (e) le _____ à _____

Fils/Fille de _____

Et de _____

Profession _____

Domicilié (e) à _____

Titulaire de la Carte Nationale d'Identité N° _____

Délivrée le _____ à _____

Un – Une _____

_____

_____

_____

_____

Conformément à nos rites et traditions.

En foi de quoi le présent Certificat est établi pour servir et valoir ce que de droit./-

Signature de l'Intéressé (e)

Vu la certification matérielle
De la signature apposé par l'Intéressé (e) ci-contre

A _____, le _____

Visa de l'Autorité,

6.2.3 Certificat de mise à la disposition de « droit de jouissance » du terrain[927]

CERTIFICAT DE MISE A LA DISPOSITION
DU "DROIT DE JOUISSANCE"
DU TERRAIN

1a
POUR TOUJOURS
CONTRE UN CADEAU

Je soussigné, Monsieur_____
ayant le " droit de jouissance (responsable) sur un terrain situé à
_____
limité par_____
_____
_____
_____
si possible, faire le dessin au dos de la feuille.
donne son droit de jouissance pour toujours
à Monsieur_____
né le_____à_____
En échange, j'ai reçu_____
Fait à_____le_____

L'ancien responsable coutumier du champ,
Nom_____
C.N.I.N°_____
du_____
Signature

LE NOUVEAU RESPONSABLE COUTUMIER,
Nom_____
C.N.I.N°_____
du_____
Signature

Nom & signature du Chef
NOM_____
Signature du Chef
_____

NOMS & SIGNATURES DES TEMOINS.

Signature du 1er témoin
Nom_____
C.N.I. D°_____
du_____
Signature,

Signature du 2è témoin
Nom_____
C.N.I. N°_____
du_____
Signature,

[927] Ce document nous a été remis par le Djawro Hamadou Bachirou, chef du quartier de Zourmbaïwo II (à Maroua).

6. 3 Formulaire complété de demande de titre foncier (Ministère de l'Urbanisme)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT
DIRECTION DES DOMAINES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF URBANISM AND HABITAT
DEPARTEMENT OF LANDS

DEMANDE DE TITRE FONCIER

Sur la parcelle du Domaine Nationale occupée ou exploitée (Application de l'article 11 du décret n° 76/165 du 27 avril 1976 sur les conditions d'obtention du titre foncier).

Application for land certificate over a parcel of occupied or exploited National land in application of article 11 of decree n° 76/165 of 27 april 1976 estableshing the conditions for obtaining land certificate.

Nom et Prénoms du réquérant (en entier) Mme veuve _____ née _____
Name of application (in full)
Koudounlia

Fils/Fille de _____ et de _____
Son/Daugter of _____ And _____

Nationalité Camerounaise
Nationality

Date et leiu de Naissance Vers 1932 à Limani Mora
Date and place of birth

Profession Ménagère
Occupation

Domicile et Adresse complète Maroua
Residence and complete adress

Situation de famille : Marié, Célibataire, Polygame, Monogame veuve
Marital status : Married, Single, Polygamous, Monogamous
Régime Matrimonial (séparation ou communauté des biens)
Natrimonial system (separation of joint-possession of property)

Superficie approximative : 450 M² (mètre carré) environ
Approximats having and are

Lieu de situation du terrain : DOUGOÏ (Maroua)
Situation of land

Arrondissement Maroua Département Diamaré
Sudivision Division

Limites :
Bounderries
- Au Nord par _____
  On the North by
- Au Sud par : Terrain vague
  On the South by
- A l'Est par : Maison d' un douanier
  On the East by :
- A l'Ouest par. : Maison de Dada Hammadou
  On the West by

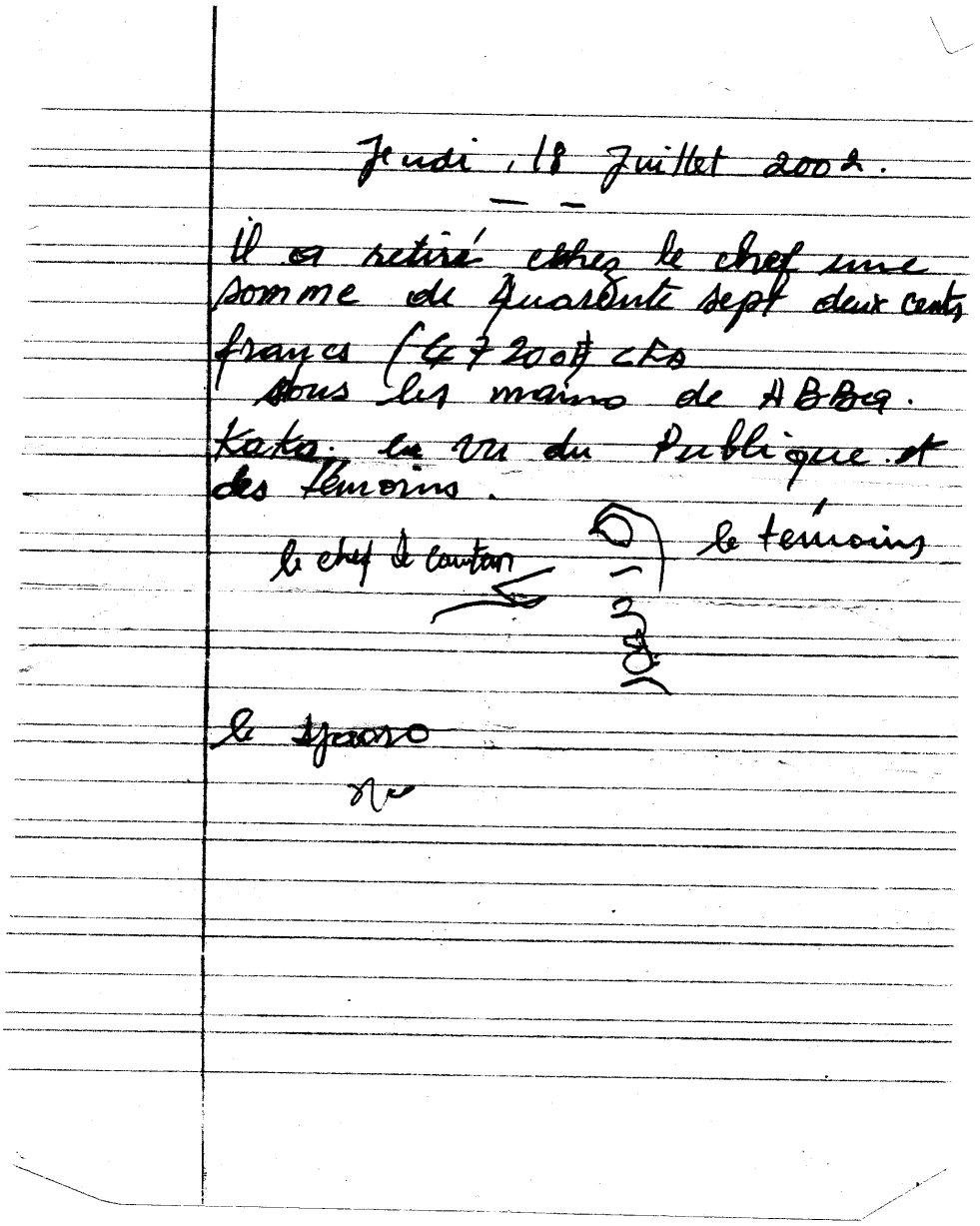
Ce que supporte le terrain ~~Maison d'habitation ; Plantation de~~ (4) studios séparés
Existing developpement on the land-hause, building, Permanent Corps.

Montant approximatif de l'investissement : _____
Approximate value of existing developpments

D'autres personnes habitent-elles le terrain ? non
Is the land a occuped by other persons ?

(1) Rayer la mention Inutile
(1) Deate as necessary
(2) Joindre le livret ou le jugement précité
(2) Attach tile-land or jugement concerned.

6.4 Reconnaissance de dette faite par un particulier devant le chef Djawro et le chef de canton



Jeudi, 18 Juillet 2002.

Il a retiré chez le chef une somme de Quarante sept deux cents francs (42 200 frs) CFA sous les mains de M. B. Bra Kaka. En vu du Publique et des Témoins.

le chef de canton

le témoins

le Djawro

ANNEXE N°7 : LOI DE FINANCES DE LA REPUBLIQUES DU CAMEROUN (2007)

ANNEXE N°8 : TABLEAU DE CONVERTION EURO/CFA

En Afrique, la **Zone franc** constitue un espace monétaire et économique. Cet ensemble, formé d'États et de territoires parfois très différents les uns des autres, est issu de l'évolution et des transformations de l'ancien Empire colonial français et d'États qui n'étaient pas des colonies françaises comme la Guinée équatoriale. Après l'accession à l'indépendance, la plupart des nouveaux États a choisi de rester dans un ensemble monétaire homogène, dont le cadre institutionnel a été rénové et qui a été structuré par un système de change commun. Leurs devises sont des contrevaleurs à parité fixe avec l'euro, dont la valeur est garantie par le Trésor public français, dans le cadre du traité de Maastricht.

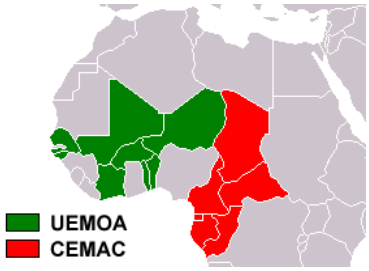


Figure 4 : Zone franc

La **Zone franc** rassemble quinze États africains et des territoires du Pacifique répartis en quatre groupes :

- Huit États d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo formant Union économique et monétaire ouest-africaine (**UEMOA**), dont l'institut d'émission est la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ; pour ce groupe, **franc CFA** est désormais désigné par **franc de la communauté financière.**
- Six États d'Afrique centrale : le **Cameroun**, la République centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad, formant la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (**CEMAC**), dont l'institut d'émission est la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC); pour ce groupe, **franc CFA** est désigné par **franc de la coopération financière d'Afrique centrale.**
- L'Union des Comores, utilisant le **franc comorien**.
- Les trois collectivités françaises du Pacifique : la Polynésie française, Wallis-et-Futuna et la Nouvelle-Calédonie, dont l'institut d'émission est la l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) utilisant le **franc pacifique** (ou franc CFP).

Historique du franc CFA :

Le franc CFA est né le 26 décembre 1945, jour où la France ratifie les accords de Bretton Woods et procède à sa première déclaration de parité au Fonds monétaire international (FMI). Il signifie alors « franc des colonies françaises d'Afrique». En 1958, il devient « franc de la communauté française d'Afrique » jusqu'à la décolonisation.

TABLES DES MATIERES

INTRODUCTION GÉNÉRALE 7

PREMIÈRE PARTIE DES ACTEURS FACE A UNE PLURALITÉ DE « RÉFÉRENCES » 36

TITRE 1 : DES ORDONNANCEMENTS NORMATIFS ENTREMÊLÉS 37

Chapitre 1 : Des conducteurs du droit dans la mêlée 39

Section 1 : Un maillage social particulier 39
§1 : Une ville d'immigration à la composition ethnique et religieuse variée 40
A - Diversité ethnique 41
B - La position dominante de l'Islam 42
§2 : La culture Peule, une culture dominante 43

Section 2 : Diversité des parcours et de stratégies 44
§1 : Quelques parcours 44
A - Valorisation d'une seule (?) référence symbolique 45
1) Le parcours de Asta Wabi 45
2) Le parcours de Halilou 47
B - L'acteur et/ou justiciable d'une pluralité de références symboliques 48
1) Le parcours de Oussoumanou 48
2) Le parcours de Ya Goumssou 48
3) Le parcours de Hamman Djouma 49
§2 : Une première analyse 50
A - Constats et réflexions 50
B - Eléments de compréhension à partir des évidences implicites de la culture peule 54
1) Caractéristiques communes à certaines sociétés africaines. 54
2) Spécificité de la société *Poullo* 57

Section 3 : Diversité d'univers référentiels 59
§1 : La théorie des archétypes de Michel Alliot : Penser le Monde, Penser le droit 61
A - Vision du monde des sociétés occidentales 62
B - Vision du monde des sociétés d'Afrique Noire 62
§2 : La spécificité des sociétés peules : une vision du monde hybride 64

Chapitre 2 : Diversités d'instances de régulation des conflits : Pluralité d'autorités 68

Section 1 : Différentes sources de fondements du « pouvoir de rendre la justice » 69
§1 : Autorité endogène : Le *Lamido* 69
A - Un *lamido* tout puissant et une *faada* qui lui est entièrement dévouée 69
B - Le fondement du pouvoir du *lamido* 72
§2 : Autorité exogène : L'Institution judiciaire 76

A - La genèse du concept d'institution dans l'histoire occidentale 77
B - Le « ficelage » institutionnelle occidentale : La juridiction 78

Section 2 : L'organisation judiciaire camerounaise ou le principe de dédoublement *82*
§1 : La dualité du statut personnel ou le fondement de la « pseudo dualité » de la conception de la justice sur le territoire colonial. 83
A - Le statut personnel ou la logique discriminatoire 83
B - La pseudo dualité de la justice coloniale 86
1) Le modèle d'organisation des juridictions de droit coutumier 87
2) Le choix du personnel et la composition des juridictions de droit coutumier 88
3) La source de droit dans les juridictions de droit coutumier 90
§2 : La dualité dans l'organisation judiciaire actuelle : la reconduction d'un dispositif contrefait . 92
A - Un provisoire qui dure 93
B - Analyse du mimétisme 96
1) Le modèle et forme d'organisation 96
2) La composition du personnel des juridictions dites traditionnelles. 102
3) La nature de la source de droit mobilisé dans les juridictions dites traditionnelles. 104

Conclusion 108

TITRE 2 : TENTATIVE D'ENCADREMENT PAR UNE FIGURE IMPORTÉE 109

Chapitre 1 : Volonté d'instrumentalisation 110

Section 1 : La stratégie « d'incorporation » des responsables endogènes *111*
§1 : Critères de base de la logique d'incorporation dans l'administration coloniale 112
A - Le chef traditionnel : une connotation coloniale 112
B - Un statut administratif pour la chefferie 113
§2 : Application des manœuvres d'incorporation par l'administration camerounaise 115
A - Adaptation de la chefferie traditionnelle aux organes de l'Etat camerounais 115
1) La chefferie traditionnelle, un relais de l'administration 116
2) Le chef traditionnel, un auxiliaire de l'administration 117
B - Confiscation de *l'imperium* 121

Section 2 : Stratégies pour déjouer la « mêlée normative » *122*
§1 : Les outils techniques de domination 123
A - Le *référent judiciaire* ou des constructions artificielles 124
B - Création de règle arbitraire 126
§ 2 : Processus « d'intégration » des normes coutumières 131
A - Stratégies moins radicales 131
B - Stratégies plus radicales 136

Chapitre 2 : Incidence du modèle importée 142

Section 1 : Incohérence du modèle importé *142*
§1 : Les perversions du modèle 144
A - «L'oligarchie politique » 144
B - Les fonctionnaires 148
1) Les fonctions stratégiques 148
2) Logique de dédoublement fonctionnel 150
§2 : Un facteur aggravant : la corruption 152
A - Des conditions matérielles propices 153
1) Un Budget modique 154
2) Une institution dégradée, « marchandisée » 155
B - Une pseudo garantie 156

Section 2 : Nécessaire réadaptation du discours à la réalité *158*

§1 : Limites d'une rationalité postulée 159
§2 : Un juge « hétéroculturel » ou un juge garant des identités pluriculturelles 162

Conclusion 165

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE 166

DEUXIÈME PARTIE : LA PLURALITÉ DE « RÉFÉRENCES » ET LES MODES DE COMPRÉHENSION DE LA « MÊLÉE NORMATIVE » 168

TITRE 1 : PASSAGE DU PLURIEL AU PLURALISME 170

Chapitre 1 : Les pluralismes juridiques 172

Section 1 : La perspective classique du pluralisme juridique 174
§1 : Les hypothèses du pluralisme juridique classique 175
A - La première période : le faux pluralisme 176
B - La deuxième période : dépassement du faux pluralisme 177
§2 : Limites du pluralisme classique : le référent étatique 179

Section 2 : La perspective critique ou radicale du pluralisme juridique 184
§1 : Pour une rupture effective avec le référent étatique 185
A - Synthèse définitionnelle des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix. 185
B - Les propositions de ruptures effectives avec le référent étatique 189
1) L'hypothèse du « multijuridisme » 189
2) La nouvelle perspective de Jacques Vanderlinden : au-delà de la territorialité du droit .. 198
§2 : Pour une lecture dynamique du processus de production du droit 203
A - Un « sujet » libre 204
B - La nature des interactions humaines 205

Chapitre 2 : Pour une grille de lecture moins ethnocentrique 209

Section 1 : Le cadre d'analyse occidental : un modèle questionné 210
§1 : A propos du lieu de la construction théorique 211
§2 : A propos du rapport entre les perspectives théoriques et les faits sociaux qu'elles cherchent à expliquer 213
Section 2 : Variabilité des montages normatifs 216
§1 : Technique d'identification de la normativité 217
A - Le premier axe : « explicite - implicite » 217
B - Le deuxième axe : « formulé – inférentiel » 218
§2 : La complexité du phénomène normatif 220

Conclusion 225

TITRE 2 : LA DYNAMIQUE CONTEMPORAINE DE LA « JUSTICE » 228
Chapitre 1 : Préalables pour une lecture dynamique de la régulation socio-normative 230

Section 1 : De la loi à la Référence 231
§1 : La loi comme pseudo-Référence 231
A - Fondement théorique 232
B - Pôles nouveaux ou rénovés de production de prescriptions 233
1) La légalité est composite 234

2) La légalité n'est pas totalitaire 235
§2 : Au-delà de la loi, …la Référence 236
Section 2 : Les différentes formes d'acculturation juridique ou la problématique de la réception ... 239
§1 : L'acculturation consécutive à l'islam ou processus d'infiltration 242
§2 : L'acculturation consécutive à la colonisation française ou l'acculturation autoritaire 242
A - Mécanismes d'implantation du droit importé 243
1) Diversité d'agencements 243
2) Procédés utilisés au Cameroun 244
B - Phase d'interpénétration ou problématique de la réception 245
Section 3 : L'internormativité 247
§1 : Délimitation du champ d'analyse d'internormativité 248
§2 : Une normativité dynamique : Dissonance et Fluctuation 250

Chapitre 2 : quelles logiques de régulation des conflits ? 253

Section 1 : Transformations des paradigmes étatiques 256
§1 : Les normes 257
§2 : L'institution 265
Section 2 : Prise en compte du raisonnement de l'acteur : « Mise en jeu de l'ordonnancement » ... 271
§1 : Les conduites de l'acteur 271
A - Les « raisons » de l'acteur 272
1) Les processus ou les procédures 274
2) Les normes ou les références symboliques 275
3) Les autorités investies du « pouvoir de rendre la justice » 275
B - Réaction de l'acteur : phénomène d'inversion 276
1) « Infiltration » de logiques 277
a. Stratégies de personnalisation des relations administratives 278
b. Réseaux sociaux d'interconnaissance 278
2) Représentation ambivalente 279
a. Superposition d'images 279
b. Passage entre des logiques 282
§2 : Analyse des conduites 288
A - La décision de l'acteur : centre de gravité du mécanisme d'ajustement de l'échafaudage de la « *Structure* » 288
1) Elaboration du plan d'action 289
2) Positionnement de l'acteur 290
3) Sélection de la « bonne » décision 291
B - Fondement de la complémentarité pour l'équilibre de la *Structure* 291

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE 294

CONCLUSION GÉNÉRALE 295

BIBLIOGRAPHIE 305

GLOSSAIRE 335

ANNEXE N°1 : LES CARTES 336
1.1 Carte d'AFRIQUE 336
1.2 Carte du CAMEROUN 337
1.3 Carte administrative du département du DIAMARE 338
1.3.1 Cartes obtenues auprès du Ministère de l'Agriculture et du développement rural 338
a. Carte administrative du département du Diamaré 338
b. Carte de la Commune rurale de Maroua 338

1.3.2 Carte retranscrite par nos soins 339

ANNEXE N°2 : COMPLEMENT D'INFORMATIONS SUR L'ENQUÈTE DE TERRAIN 341

2.1) Quelques chiffres : Informations sur l'identification et le détail chiffré des personnes rencontrées (Couvrant la période allant de 2000 à 2004) 341

2.2) Modèle de guide utilisé au début de la phase de pré-terrain..... 344

ANNEXE N°3 : ACTIVITÉS DES POPULATIONS_ÉCHANTILLON DES HABITANTS D'UN QUARTIER 348

ANNEXE N°4 : ARRÉTÉ PRÉFECTORAL DE NOMINATION DU CHEF DE 3EME DEGRE (DJAWRO HAMADOU BACHIROU)..... 349

ANNEXE N°5 : NOTABILITÉS DE LA CHEFFERIE DE MAROUA..... 350

ANNEXE N°6 : ACTES ET ATTESTATIONS ÉMANANT DE DIFFÉRENTES AUTORITÉS 354

6.1 Actes et attestations délivrés par le *lamido*..... 354

6.1.1 Certificat de coutume 354

6.1.2 Acte de mariage coutumier et acte de mariage civil 355

6.1. 3 Certificat de divorce..... 356

6.1.4 Attestation de garde d'enfants..... 357

6.1.5 Attestation de propriété coutumière 358

6.1.6 Acte coutumier attestant la pratique de sorcellerie 359

6.1.7 Abandon de droit coutumier..... 360

6.2 Actes délivrés par des chefs coutumiers [chef du 1er(*lamido*), 2ème (*lawan*) et 3ème degré (*djawro*)]..... 361

6.2.1 Certificat de vente 361

6.2.2 Certificat de donation..... 362

6.2.3 Certificat de mise à la disposition de « droit de jouissance » du terrain 363

6.3 Formulaire complété de demande de titre foncier (Ministère de l'Urbanisme)..... 364

6.4 Reconnaissance de dette faite par un particulier devant le chef *Djawro* et le chef de canton . 365

ANNEXE N°7 : LOI DE FINANCES DE LA REPUBLIQUES DU CAMEROUN (2007) 366

ANNEXE N°8 : TABLEAU DE CONVERTION EURO/CFA 367

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Tables des figures

FIGURE 1 : EXTRAIT DE L'ORGANIGRAMME DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN (DUALITE DE LA JURIDICTION) 97
FIGURE 2 : GRILLE DE LECTURE 264
FIGURE 3 : SCHEMATISATION DE LA CONJONCTION DE LA *STRUCTURE* 292
FIGURE 4 : ZONE FRANC 367

Tables des tableaux

TABLEAU 1 : DIFFERENCIATION « JUSTICE TRADITIONNELLE/JUSTICE MODERNE » 126
TABLEAU 2 : LE BUDGET DE LA JUSTICE AU CAMEROUN 154
TABLEAU 3 : POURCENTAGE DU BUDGET DE LA JUSTICE AU CAMEROUN 154
TABLEAU 4 : TYPOLOGIE DE LA NORMATIVITE DE RODERICK MACDONALD 220
TABLEAU 5 : LES QUATRE ARCHETYPES NORMATIFS PROPOSES PAR RODERICK MACDONALD 259
TABLEAU 6 : RESUME DE LA TERMINOLOGIE USITEE POUR L'OSSATURE DE LA GRILLE ANALYTIQUE DE RODERICK MACDONALD 263
TABLEAU 7 : INSTITUTIONS NORMATIVES PROPOSEES PAR RODERICK MACDONALD 267
TABLEAU 8 : EXTRAPOLATION DES INSTITUTIONS PAR RAPPORT AU TERRAIN CAMEROUNAIS («ENDOGENEITE ») 270
TABLEAU 9 : NOMBRE DE MARIAGE CELEBRES A LA MAIRIE DE MAROUA 283
TABLEAU 10 : ECARTS ENTRE L'ACTE DE MARIAGE ET L'ATTESTATION DE MARIAGE COUTUMIER 286
TABLEAU 11 : ORDRE DES GENEALOGIES DES LAMIBES DE MAROUA DEPUIS 1792 351

L’université n’entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les mémoires et thèses. Les opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.